

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL

DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

Fondé en 1861

Rédacteur en chef : GEORGES FARDIS

TROISIÈME SÉRIE

TOME LXXXVIII

43^e ANNÉE N^{os} 10-11-12 1903

ABONNEMENTS

France et Algérie.....	50 francs.
Union postale.....	55 —
Un fascicule.....	5 —

PARIS

KRAUS REPRINT

A Division of

KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED

Nendeln/Liechtenstein

1970

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

1891-1892

REPRINTED FROM A COPY IN THE COLLECTIONS OF THE

UNIVERSITY OF ILLINOIS LIBRARY

1891-1892

ABONNEMENTS

1891-1892

PARIS

REPRINTED FROM A COPY IN THE COLLECTIONS OF THE

UNIVERSITY OF ILLINOIS LIBRARY

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE

DANEMARK

Adhésion à la Convention internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques du 9 septembre 1886, à l'Acte additionnel et à la déclaration interprétative du 4 mai 1894.

13 JUIN 1903.

Par note en date du 13 juin 1903, le Gouvernement danois a notifié au Conseil fédéral suisse l'accession du Danemark à la Convention internationale du 9 septembre 1886 pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, ainsi qu'à l'Acte additionnel et à la Déclaration interprétative du 4 mai 1896.

Cette accession, qui a sorti ses effets le 1^{er} juillet 1903, comprend les Iles Feroë, mais ne s'étend pas à l'Islande au Groënland et aux Antilles danoises.

FRANCE-MONTÉNÉGRO

Convention pour la protection des œuvres littéraires et artistiques conclue entre la France et le Monténégro.

11-24 JANVIER 1902 (1).

S. E. M. le Président de la République française, et S. A. R. le Prince de Monténégro, animés du désir de garantir dans leurs États les droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires ou artistiques, ont résolu de conclure, à cet effet, une Convention, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. E. M. le Président de la République, M. Fernand Souhart, son ministre plénipotentiaire, chargé des fonctions de ministre résident auprès de S. A. R. le Prince de Monténégro.

Et S. A. R. le Prince de Monténégro, le Voïvode Gavro Voucowitch, son ministre des affaires étrangères, lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Ar. 1^{er}. — Le Gouvernement de la République française et celui du Monténégro s'engagent réciproquement à empêcher sur leurs territoires respectifs toute reproduction illicite d'œuvres artistiques et littéraires, de même que toute représentation ou exécution illicite des œuvres dramatiques ou musicales d'auteurs ressortissant à l'un des deux pays à poursuivre les contrefacteurs et auteurs des reproductions illicites et à saisir les originaux et les copies des œuvres contrefaites, ainsi que les instruments de contrefaçon.

Pour que les auteurs, éditeurs ou artistes des deux pays soient admis en conséquence devant les tribunaux des deux pays à exercer des poursuites contre les contrefaçons, il suffira qu'ils justifient de leur droit de propriété en établissant par un certificat que l'écrit ou l'œuvre d'art en question est une œuvre qui, dans le pays où elle a été publiée, jouit de la protection légale contre la contrefaçon ou la reproduction.

Pour les écrits et les œuvres d'art de citoyens français, ce certificat sera délivré par le bureau de la librairie au ministère de l'intérieur, et légalisé par le consulat général du Monténégro à Paris ; pour les écrits et les œuvres d'art des sujets monténégrins, le certificat sera délivré par le ministère princier de l'instruction publique et légalisé par la légation de France à Cettigné.

Art. 2. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Cettigné le plus tôt possible. Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications.

(1) Ratifications échangées à Cettigné, le 19 juin 1903. Loi portant approbation, 6 avril 1903. Journ. off. 8 août. Décret portant promulgation, 30 juin 1903. Journ. off. 4 juillet. Cf. Arch. Dipl. 1903, n° 4, p. 32, note.

Art. 3. — La présente Convention aura la durée de dix ans, et il est entendu que si celle-ci n'est pas dénoncée à son échéance, elle se trouvera prorogée d'année en année, tant que l'une ou l'autre des parties contractantes ne l'aura dénoncée. La dénonciation devra avoir lieu six mois avant l'échéance.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé cette Convention, et l'ont revêtue de leurs cachets.

Faite, en double expédition, à Cettigné, le 11/24 janvier de 1902.

Signé : V. G. VOUROWITCH.

Signé : SOUHART.

BELGIQUE

Adhésion de la Belgique au traité concernant la protection de la propriété littéraire et artistique conclu à Montevideo le 11 janvier 1889 entre divers Etats de l'Amérique du Sud⁽¹⁾.

Le Gouvernement belge a adhéré au traité concernant la propriété littéraire et artistique conclu à Montevideo le 11 janvier 1889 entre divers Etats de l'Amérique du Sud⁽²⁾.

Cette adhésion ne produira ses effets qu'à l'égard de la République Argentine et de la République du Paraguay, dont les Gouvernements l'ont acceptée par des décrets datés respectivement du 1^{er} et du 22 juin 1903.

Le texte du traité se trouve reproduit ci-après en traduction.

TRAITÉ CONCERNANT LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE.

S. E. le Président de la République Argentine ; S. E. le Président de la République de Bolivie ; S. M. l'Empereur du Brésil ; S. E. le Président de la République du Chili ; S. E. le Président de la République du Paraguay ; S. E. le Président de la République du Pérou et S. E. le Président de la République Orientale de l'Uruguay sont convenus de conclure un traité concernant la propriété littéraire et artistique, par l'entremise de Leurs Plénipotentiaires, réunis en Congrès dans la ville de Montevideo sur l'initiative des Gouvernements des Républiques Argentine et Orientale de l'Uruguay, et se sont fait représenter :

S. E. le Président de la République Argentine,

Par M. le Docteur Don Roque Saenz Peña, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire dans la République Orientale de l'Uruguay, et par M. le Docteur Don Manuel Quintana, Académicien de la Faculté de Droit et des Sciences sociales de l'Université de Buenos-Ayres ;

(1) *Moniteur Belge* 17 sept. 1903.

(2) Le traité dont il s'agit n'a pas été mis en vigueur entre tous les États qui l'ont signé ; il est appliqué seulement entre la République Argentine, le Paraguay, le Pérou et la République Orientale de l'Uruguay : les autres Etats signataires n'ont pas ratifié l'acte du 11 janvier 1889.

S. E. le Président de la République de Bolivie,

Par M. le Docteur Don Santiago Vaca-Guzman, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire dans la République Argentine ;

S. M. l'Empereur du Brésil,

Par M. le Docteur Domingos de Andrade Figueira, Conseiller d'État et Député à l'Assemblée générale législative ;

S. E. le Président de la République du Chili,

Par M. Guillermo Matta, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire dans les Républiques Argentine et Orientale de l'Uruguay, et par M. Belisario Prats, Ministre de la Cour suprême de Justice ;

S. E. le Président de la République du Paraguay,

Par M. le Docteur Don Benjamin Aceval, et par M. le Docteur Don José Z. Caminos ;

S. E. le Président de la République du Pérou,

Par M. le Docteur Don Cesareo Chacaltana, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire dans les Républiques Argentine et Orientale de l'Uruguay, et par M. le Docteur Don Manuel Maria Galvez, Procureur de la Cour suprême de Justice ;

S. E. le Président de la République Orientale de l'Uruguay,

Par M. le Docteur Don Ildefonso Garcia Lagos, Ministre, Secrétaire d'Etat au Département des Relations extérieures, et par M. le Docteur Don Gonzalo Ramirez, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire dans la République Argentine ;

Lesquels, après avoir produit leurs pleins pouvoirs, trouvés en due forme, et après les conférences et les discussions de circonstance, sont convenus des stipulations suivantes :

Art. 1^{er}. — Les États signataires s'engagent à reconnaître et à protéger les droits de propriété littéraire et artistique, conformément aux stipulations du présent Traité.

Art. 2. — L'auteur de toute œuvre littéraire ou artistique et ses successeurs jouiront, dans les États signataires, des droits que leur accorde la loi de l'État où aura lieu la première publication ou production de cette œuvre.

Art. 3. — Le droit de propriété d'une œuvre littéraire ou artistique comprend pour l'auteur la faculté d'en disposer, de la publier, de l'aliéner, de la traduire ou d'en autoriser la traduction, et de la reproduire sous n'importe quelle forme.

Art. 4. — Aucun État ne sera obligé à reconnaître le droit de propriété littéraire ou artistique pour une durée plus longue que celle fixée pour les auteurs qui y obtiennent ce droit.

Cette durée pourra être limitée à celle accordée dans le pays d'origine, si elle était moindre.

Art. 5. — L'expression « œuvres littéraires ou artistiques » comprend les livres, les brochures et tous autres écrits ; les œuvres dramatiques ou

dramatico-musicales, les œuvres chorégraphiques, les compositions musicales avec ou sans paroles ; les dessins, les peintures, les sculptures, les gravures ; les œuvres photographiques, les lithographies, les cartes géographiques, les plans, croquis et travaux plastiques, relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture ou aux sciences en général, et enfin toute production du domaine littéraire ou artistique qui pourrait être publiée par n'importe quel mode d'impression ou de reproduction.

Art. 6. — Les traducteurs des ouvrages sur lesquels le droit de propriété garanti n'existera pas, ou sera éteint, jouiront, à l'égard de leurs traductions, des droits déclarés dans l'article 3, mais ils ne pourront s'opposer à la publication d'autres traductions du même ouvrage.

Art. 7. — Les articles de journaux pourront être reproduits, pourvu que la publication d'où ils sont tirés soit citée.

Sont exceptés les articles traitant d'art et de science et dont la reproduction aura été défendue expressément par leurs auteurs.

Art. 8. — Peuvent être publiés dans la presse périodique, sans nécessité d'aucune autorisation, les discours prononcés ou lus dans les assemblées délibérantes, devant les tribunaux de justice ou dans les réunions publiques.

Art. 9. — Sont considérés comme reproductions illicites, les appropriations indirectes d'une œuvre littéraire ou artistique, désignées sous des noms divers tels que adaptations, arrangements, etc., lorsqu'elles ne sont que des reproductions de cette œuvre, sans présenter le caractère d'une œuvre originale.

Art. 10. — Les droits d'auteur seront reconnus, sauf preuve du contraire, en faveur des personnes dont les noms ou pseudonymes seront indiqués sur l'œuvre littéraire ou artistique.

Si les auteurs veulent réserver le secret de leur nom, les éditeurs doivent faire connaître que c'est à eux qu'appartiennent les droits d'auteur.

Art. 11. — Les responsabilités qu'encourront ceux qui usurperont le droit de propriété littéraire ou artistique seront établies devant les tribunaux et régies par les lois du pays où la fraude aura été commise.

Art. 12. — La reconnaissance du droit de propriété des œuvres littéraires ou artistiques ne prive pas les Etats signataires de la faculté de prohiber, conformément à leurs lois, la reproduction, publication, circulation, représentation et exposition de celles des œuvres qui seraient considérées comme contraires à la morale ou aux bonnes mœurs.

Art. 13. — Il n'est pas indispensable, pour la mise en vigueur de ce traité, que la ratification de la part des nations signataires en soit simultanée. Celle qui l'approuvera le notifiera aux Gouvernements des Républiques Argentine et Orientale de l'Uruguay, pour qu'ils le portent à la connaissance des autres nations contractantes.

Ce procédé tiendra lieu d'échange de ratifications.

Art. 14. — L'échange effectué dans la forme indiquée à l'article précédent, le présent traité restera en vigueur pour un temps indéfini.

Art. 15. — Si une des nations signataires croit utile de se délier du traité, ou d'y introduire des modifications, elle en avisera les autres, mais elle ne sera déliée que deux ans après la dénonciation, terme dans lequel on tâchera d'arriver à un nouvel accord.

Art. 16. — L'article 13 peut être étendu aux nations qui, n'ayant pas pris part au Congrès, désireraient adhérer au présent traité.

En foi de quoi les Plénipotentiaires des États mentionnés l'ont signé et scellé au nombre de sept exemplaires, à Montevideo, le onze du mois de janvier mil huit cent quatre-vingt-neuf.

(L. S.) ROQUE SAENZ PENA.

(L. S.) MAN. QUINTANA.

(L. S.) SANTIAGO VACA-GUZMAN.

(L. S.) DOMINGOS DE ANDRADE FIGUEIRA.

(L. S.) GUILLERMO MATTA.

(L. S.) B. PRATS.

(L. S.) BENJ. ACEVAL.

(L. S.) JOSÉ Z. CAMINOS.

(L. S.) CESAREO CHACALTANA.

(L. S.) M. M. GALVEZ.

(L. S.) ILD. GARCIA LAGOS.

(L. S.) GONZALO RAMIREZ.

Certifié par le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères,

Baron LAMBERMONT.

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

UNION INTERNATIONALE

UNION POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

1^o Accession de l'Allemagne ⁽¹⁾

21 MARS 1903.

Par une note en date du 21 mars courant, la Légation de l'Empire allemand à Berne a fait connaître l'adhésion de son gouvernement :

1^o A la Convention pour la protection de la propriété industrielle, conclue à Paris le 20 mars 1883, et au Protocole de clôture y annexé ;

(1) Cf. *Reichsgesetzblatt*, 1903, n^o 17 (18 avril) à *Bekanntmachung* du 9 avril. (Approbation du *Bundesrat* : 9 mai 1901, du *Reichstag* : 15 mai 1901). *Feuille Fédérale suisse*, 1^{er} avril 1903, p. 406.

2° Au Protocole additionnel concernant la dotation du Bureau international pour la protection de la propriété industrielle, signé le 15 avril 1891 à Madrid :

3° A l'Acte additionnel conclu à Bruxelles le 14 décembre 1900, modifiant la Convention du 20 mars 1883 ainsi que le Protocole de clôture y annexé.

Cette adhésion doit produire ses effets à partir du 1^{er} mai prochain.

En ce qui concerne la contribution aux dépenses du Bureau international, l'Empire d'Allemagne sera rangé dans la première classe.

La Légation a ajouté que, pour éviter toute incertitude, elle appuyait sur ce point que l'Empire n'entrera dans aucun rapport légal, sur la base de la Convention d'Union, avec ceux des Etats unionistes qui n'ont pas encore ratifié l'Acte additionnel de Bruxelles, aussi longtemps que leur ratification ne sera pas intervenue.

2° Accession du Brésil (1).

8 AVRIL 1903.

Le 8 avril 1903, ont été déposées au Ministère des Affaires Etrangères les ratifications du Président des Etats-Unis du Brésil sur l'Acte additionnel modifiant la Convention du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle et le Protocole de clôture y annexé, conclu à Bruxelles le 14 décembre 1900, ainsi que sur l'Acte additionnel à l'Arrangement du 14 avril 1891 concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, également conclu à Bruxelles le 14 décembre 1900.

3° Accession du Mexique.

7 AOUT 1903.

En l'absence de représentation diplomatique des États-Unis du Mexique en Suisse, le gouvernement belge a été sollicité par le Ministre du Mexique à Bruxelles de notifier au Conseil fédéral suisse l'accession de ce pays à l'Union pour la protection de la propriété industrielle.

Par note du 22 juin 1903, la Légation de Belgique à Berne a informé le Conseil fédéral de l'accession des États-Unis du Mexique à la Convention pour la protection de la propriété industrielle du 20 mars 1883, telle qu'elle a été complétée et modifiée par l'Acte additionnel de Bruxelles du 14 décembre 1900.

(1) Cf. *Moniteur Belge*, n° 13, 14 et 15 avril 1903, p. 1673.

(2) L'Acte additionnel à la Convention du 20 mars 1883 étant maintenant ratifié par le Brésil, il en résulte que ce pays n'est plus compris dans la réserve formulée par le gouvernement de l'Empire d'Allemagne lors de sa déclaration d'accession à la Convention d'Union révisée à Bruxelles, et aux termes de laquelle cet Empire spécifiait qu'il n'entrerait dans aucun rapport légal, sur la base de ladite Convention, avec ceux des Etats unionistes qui n'avaient pas encore ratifié l'Acte additionnel de Bruxelles.

Cette réserve ne s'applique plus désormais qu'à la République Dominicaine et à la Serbie.

Ensuite de la ratification, par le Brésil, de l'Acte additionnel à l'Arrangement du 14 avril 1891 concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, l'Arrangement révisé est maintenant en vigueur entre tous les Etats contractants.

En ce qui concerne la contribution aux dépenses du Bureau international, le Mexique sera rangé dans la troisième classe.

Aux termes de l'article 16 de la Convention révisée, l'adhésion du Mexique produira ses effets un mois après l'envoi de la notification faite par le gouvernement suisse aux autres États unionistes.

Par une circulaire en date du 7 août 1903, le Conseil fédéral suisse a notifié aux Gouvernements respectifs l'accession des États-Unis du Mexique à la Convention internationale pour la protection de la propriété industrielle du 20 mars 1883, complétée et modifiée par l'Acte du 14 décembre 1900.

Cette accession sortira ses effets à partir du 7 septembre 1903.

Note. — L'acte additionnel modifiant la Convention du 20 mars 1883 et le protocole de clôture y annexé sont donc en vigueur entre l'Allemagne, la Belgique, le Brésil, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon, le Mexique, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède, la Suisse et la Tunisie.

De même, l'acte additionnel à l'arrangement du 14 avril 1891, concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce est en vigueur entre la Belgique, le Brésil, l'Espagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Suisse et la Tunisie.

Les États suivants font actuellement partie de l'union : Allemagne, Belgique, Brésil, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Portugal, République dominicaine, Serbie, Suède, Suisse, Tunisie.

CONVENTIONS PARTICULIÈRES

ALLEMAGNE-ITALIE

Arrangement modifiant la Convention du 18 janvier 1892 concernant la protection réciproque des brevets d'invention, des dessins et modèles industriels et des marques de fabrique.

DU 4 JUIN 1902 (1).

(Texte original).

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen, im Namen des Deutschen Reichs, einerseits, und Seine Majestät der König von Italien, anderseits, haben, nachdem sich die Nothwendigkeit ergeben hat, das am 18 Januar 1892 zwischen dem Deutschen Reiche und Italien abgeschlossene Uebereinkommen, betreffend den gegenseitigen Patent-Muster-und Markenschutz, einer Aenderung zu unterziehen, zu diesem Zwecke Verhandlungen eröffnen lassen und zu Bevollmächtigten ernannt :

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen :

Seine Excellenz dem Grafen Carl

Sua Maestà l'Imperatore di Germania, Re di Prussia, in nome dell'Impero germanico, da una parte, e Sua Maestà il Re d'Italia, dall'altra parte, avendo riconosciuto la necessità di modificare la Convenzione conclusa il 18 Gennaio 1892 fra l'Impero germanico e l'Italia, concernente la reciproca protezione dei brevetti d'invenzione, dei modelli industriali e dei marchi di fabbrica, hanno, a questo scopo fatto apprire delle trattative, ed hanno nominato plenipotenziari :

Sua Maestà l'Imperatore di Germania, Re di Prussia,

Sua Eccellenza il Conte Carlo von Wedel, suo Ambasciatore stra-

(Traduction) (2).

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire germanique, d'une part, et Sa Majesté le Roi d'Italie, d'autre part, ayant reconnu la nécessité de modifier la Convention conclue le 18 janvier 1892 entre l'Empire germanique et l'Italie en ce qui concerne la protection réciproque des brevets d'invention, des dessins et modèles industriels et des marques de fabrique, ont fait ouvrir des négociations à cet effet et désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse :

(1) *Reichsgesetzblatt*, 1903, p. 178 (Nr. 2948).

(2) *Propriété industrielle*, 1903, p. 61.

von Wedel, Allerhöchstseinen ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner Majestät dem Könige von Italien ;

Seine Majestät der König von Italien :

Seine Excellenz den Commendatore Giulio Prinetti, Allerhöchstseinen Minister der auswärtigen Angelegenheiten,

Welche, nach Mittheilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, das nachstehende Uebereinkommen vereinbart und abgeschlossen haben :

ART. 1. — Die Artikel 1 bis 4, 6 und 8 des Uebereinkommens über den gegenseitigen Patent, Muster- und Markenschutz vom 18 Januar 1892 werden aufgehoben.

ART. 2. — In Artikel 5 des Uebereinkommens wird dem Abs. I folgender Satz, hinzugefügt :

« Durch diese Bestimmungen werden die Vergünstigungen, welche dem Inhaber eines Patents in Artikel 2 der Zusatzakte vom 14 Dezember 1900 zur internationalen

ordinario e plenipotenziario presso Sua Maestà il Re d'Italia ;

Sua Maestà il Re d'Italia,

Sua Eccellenza il Cavaliere Giulio Prinetti, Suo Ministro Segretario di Stato per gli Affari esteri ;

I quali, dopo essersi scambiati i loro pieni poteri, trovati in buona e debita forma, hanno concordato e concluso la seguente convenzione :

ART. I. — Gli articoli da 1 a 4, 6 e 8 della convenzione del 18 Gennaio 1892 per la reciproca protezione dei brevetti d'invenzione, dei disegni e modelli industriali e dei marchi di fabbrica, sono abrogati.

ART. II. — Al primo alinea dell'articolo 5 della detta convenzione è aggiunto il seguente periodo :

« Questa disposizione non tocca i vantaggi assicurati al proprietario d'un brevetto dall'articolo 2 dell'atto addizionale del 14 Dicembre 1900 alla convenzione internazionale del 20 Marzo 1883 per la protezione della proprietà industriale. »

Son Excellence le comte Carl de Wedel, son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire auprès de Sa Majesté le Roi d'Italie ;

Sa Majesté le Roi d'Italie,

Son Excellence le chevalier Giulio Prinetti, Son Ministre et Secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères,

Lesquels, après avoir échangé leurs pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont arrêté et conclu la présente Convention :

ART. I^{er}. — Les articles 1 à 4, 6 à 8 de la Convention du 18 janvier 1892 pour la protection réciproque des brevets d'invention, des dessins et modèles industriels et des marques de fabrique sont supprimés.

ART. II. — La phrase suivante est ajoutée au premier alinéa de l'article 5 de ladite Convention :

« Ces dispositions ne touchent pas les avantages que l'article 2 de l'Acte additionnel du 14 décembre 1900 à la Convention du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle assure au breveté (1). »

(1) Il s'agit de l'adjonction apportée au Protocole de clôture de la Convention d'Union, d'après laquelle la déchéance, pour défaut d'exploitation, d'une invention brevetée ne peut être prononcée qu'après un délai minimum de trois ans.

Uebereinkunft zum Schutze des gewerblichen Eigenthums vom 20 März 1883 zugesichert sind, nicht berührt. »

ART. 3. — Für die in Deutschland als Gebrauchsmuster und in Italien als Erfindungen angemeldeten Gegenstände wird die durch Artikel 4 der Pariser Uebereinkunft vom 20 März 1883 vorgesehene, durch die Brüsseler Zusatzakte vom 14 Dezember 1900 modifizierte Prioritätsfrist, wenn die Anmeldung zuerst in Deutschland bewirkt ist, auf 4 Monate, wenn die Anmeldung zuerst in Italien gemacht ist, auf 12 Monate bemessen.

ART. 4. — Das vorliegende Abkommen tritt mit dem Zeitpunkte in Kraft, zu welchem der Beitritt des Deutschen Reichs zu der in Paris am 20 März 1883 geschlossenen internationalen Uebereinkunft zum Schutze des gewerblichen Eigenthums nebst der Brüsseler Zusatzakte vom 14 Dezember 1900 wirksam wird.

ART. 5. — Diejenigen Erfindungen, Muster und Modelle, Fabrik- und Handelsmarken, welche vor dem in dem vorstehenden Art. 4 bezeichneten Zeitpunkt angemel-

ART. III. — Per gli oggetti depositati in Germania come modelli d'uso, e in Italia come invenzioni, i periodi di priorità previsti dall'articolo 4 della convenzione di Parigi 20 Marzo 1883, modificata dall'atto addizionale di Bruxelles 14 Dicembre 1900, saranno di quattro mesi, se il deposito sia fatto prima in Germania, e di dodici mesi, se il deposito sia fatto prima in Italia.

ART. IV. — La presente convenzione entrerà in vigore alla stessa data in cui diventerà effettiva l'accessione dell'Impero di Germania alla convenzione internazionale conclusa a Parigi il 20 Marzo 1883 per la protezione della proprietà industriale ed all'atto addizionale firmato a Bruxelles il 14 Dicembre 1900.

ART. V. — Le invenzioni, i disegni, i modelli ed i marchi di fabbrica e di commercio depositati prima della data indicata nel precedente articolo IV, avranno la priorità, sia in conformità degli articoli 3 e 4 della convenzione del 18 Gennaio 1892, sia in conformità dell'articolo 4 della convenzione di Parigi, secondo che l'una o l'altra è più favorevole al depositante.

ART. III. — Pour les objets qui sont déposés en Allemagne comme modèles d'utilité et en Italie comme inventions, les délais de priorité prévus par l'article 4 de la Convention de Paris du 20 mars 1883 modifiée par l'Acte additionnel de Bruxelles du 14 décembre 1900 seront de quatre mois, si le dépôt est fait en premier lieu en Allemagne, et de douze mois, si le dépôt est fait en premier lieu en Italie.

ART. IV. — La présente Convention entrera en vigueur au moment où l'accession de l'Empire d'Allemagne à la Convention internationale pour la protection de la propriété industrielle conclue à Paris le 20 mars 1883, et à l'Acte additionnel signé à Bruxelles le 14 décembre 1900, produira ses effets.

ART. V. — Pour les inventions, les dessins et modèles et les marques de fabrique et de commerce déposés avant le terme prévu par l'article IV, le délai de priorité sera calculé, soit conformément aux articles 3 et 4 de la Convention du 18 janvier 1892, soit conformément à l'article 4 de la

det sind, geniessen ein Vorrecht entweder nach Massgabe des Art. 3 und 4 des Uebereinkommens vom 18 Januar 1892 oder nach Massgabe des Art. 4 der Pariser Uebereinkunft, je nachdem das eine oder das andere dem Anmeldenden günstiger ist.

Das Uebereinkommen soll ratifiziert und die Ratifikationen sobald als möglich in Rom ausgewechselt werden (1).

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten das gegenwärtige Uebereinkommen unterzeichnet und Ihre Siegel beigesetzt.

So geschehen zu Rom, den 4 Juni 1902.

(L. S.) C. v. Wedel.

Questa convenzione sarà ratificata e le ratifiche saranno scambiate in Roma, il più presto possibile (1).

In fede di che, i plenipotenziari delle due Parti hanno firmato la presente convenzione e vi hanno apposto i loro sigilli.

Fatto a Roma il 4. Giugno 1902.

(L. S.) Prinetti.

Convention de Paris, selon que les dispositions de l'une ou de l'autre seront plus avantageuses pour le déposant.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Rome aussitôt que possible (1).

En foi de quoi, les plénipotentiaires des deux Parties ont signé la présente Convention, et l'ont munie de leurs sceaux.

Fait à Rome le 4 juin 1902.

(L. S.) C. v. WEDEL.

(L. S.) PRINETTI.

FRANCE-ITALIE

(Chine).

Entente entre les Gouvernements français et italien pour la protection réciproque des marques de fabrique et de commerce en Chine.

25 JUILLET-5 AOUT 1903.

Une entente vient de s'établir entre les Gouvernements français et italien en ce qui touche la protection réciproque, en Chine, des marques de fabrique et de commerce.

Cette entente a été réalisée par un échange de déclarations écrites,

(1) L'échange des ratifications a eu lieu, cf. *Reichsgesetzblatt*, 1903, p. 180.

suivant la procédure adoptée pour les précédents arrangements en la matière.

La déclaration du Gouvernement français résulte de la lettre suivante adressée par M. le Ministre des Affaires Etrangères à M. le Comte Tornielli, Ambassadeur d'Italie à Paris, lettre dans laquelle la déclaration du Gouvernement italien se trouve rappelée :

« Paris, le 5 août 1903.

« Par son office du 29 juillet dernier, Votre Excellence a bien voulu me faire connaître que le Gouvernement de S. M. le Roi d'Italie, désirant se mettre d'accord avec les Gouvernements étrangers en vue d'assurer la protection réciproque des marques de fabrique et de commerce en Chine, l'a chargée de communiquer au Gouvernement de la République une déclaration aux termes de laquelle :

« 1° Les tribunaux consulaires italiens en Chine sont compétents à l'égard de toute demande relative aux contrefaçons des marques de fabrique et de commerce commises par des ressortissants italiens ;

« 2° Toute demande présentée par un ressortissant français devant un tribunal consulaire italien dans le but d'assurer vis-à-vis des ressortissants italiens la protection d'une marque de fabrique ou de commerce dûment enregistrée en Italie sera jugée par lesdits tribunaux en première instance et en appel par la Cour d'appel de Gênes ;

« 3° Le droit de propriété des marques de fabrique et de commerce est réglé en Italie par la loi du 30 août 1868.

« J'ai l'honneur de donner acte à Votre Excellence de cette déclaration qui répond au désir que je lui avais exprimé dans ma lettre du 3 juillet dernier.

« Afin de réaliser l'accord ainsi poursuivi en cette matière par l'un et l'autre pays, je m'empresse de déclarer, à mon tour, à Votre Excellence, que le Gouvernement de la République assurera volontiers en Chine la protection des marques de fabrique et de commerce italiennes régulièrement déposées en France qui seraient contrefaites par des ressortissants français.

« En conséquence les tribunaux consulaires de France en Chine pour les demandes en première instance et la Cour de Saïgon pour les recours en appel connaîtront de toute requête dont ils seraient saisis en la matière par des ressortissants italiens.

« La loi que ces tribunaux seront appelés à appliquer dans l'espèce est la loi française du 23 juin 1857 modifiée dans quelques détails par les lois des 26 novembre 1873 et 3 mai 1890.

« Le Gouvernement de la République envoie à ses agents diplomatiques et consulaires dans l'Empire du Milieu des instructions conformes à la présente déclaration.

« Signé : DELCASSÉ. »

FRANCE — ITALIE

(Maroc).

Entente entre les gouvernements français et italien au sujet de la protection réciproque au Maroc des marques de fabrique et de commerce ⁽¹⁾.

19 JUIN 1903.

— Une entente vient de s'établir entre les gouvernements français et italien en ce qui touche les dispositions à prendre pour assurer la protection réciproque, au Maroc, des marques de fabrique et de commerce.

Cette entente a été réalisée par un échange de déclarations écrites suivant la procédure adoptée pour les précédents arrangements en la matière.

La déclaration du gouvernement italien résulte d'une lettre adressée par M. Malmusi, ministre d'Italie au Maroc, à M. Saint-René Taillandier, ministre de France dans ce même pays, lettre dont un extrait suit :

« J'ai l'honneur de vous annoncer que le gouvernement du roi, mon auguste souverain, donne son adhésion aux accords conclus et résultant des déclarations échangées en 1892, 1894, 1895, 1896, 1899 et 1900, entre les légations de France, de Portugal, de Belgique, d'Allemagne, d'Espagne, d'Autriche-Hongrie, les consulats généraux des Pays-Bas et des Etats-Unis et la légation de S. M. Britannique, au sujet de la protection réciproque de la propriété des marques de fabrique au Maroc.

« I. — En vertu de la juridiction civile et criminelle qui leur est acquise et qu'ils exercent en ce pays, les consuls et les tribunaux consulaires de Sa Majesté sont compétents à connaître de toute réclamation dont ils pourraient être saisis relativement aux contrefaçons des marques de fabrique commises par des nationaux italiens.

« II. — Par conséquent, toute instance que les fabricants français auraient à leur adresser pour obtenir la protection des marques de fabrique, dûment enregistrées dans le royaume, vis-à-vis des nationaux italiens, sera dorénavant poursuivie devant le tribunal consulaire, en première instance, et en dernier ressort, devant la cour d'appel, à Gênes.

« III. — Le droit de propriété des marques de fabrique est réglé en Italie par la loi du 30 août 1868. »

Notre représentant à Tanger a répondu à M. Malmusi dans des termes semblables.

(1) *Journal officiel*, 8 août 1903.

CONVENTIONS POSTALES

Convention postale universelle de Washington (convention principale).

(DU 15 JUIN 1897).

Adhésions en 1903 :

SOMALILAND

Protectorat britannique de la Nigeria méridionale.

Par note du 2 avril, la légation de Grande-Bretagne à Berne a informé le Conseil fédéral, au nom de son gouvernement, de l'adhésion du *protectorat britannique du Somaliland*, à partir du 1^{er} juin, à l'union postale universelle, soit à la Convention principale de Washington du 15 juin 1897.

Le Post-office du Somaliland n'accepte pas, actuellement, de responsabilité quant à la perte d'articles recommandés.

(Note du représentant britannique au Conseil fédéral en date du 20 avril 1903).

Note. — Les États faisant partie de l'union postale universelle sont aujourd'hui les suivants: Allemagne et protectorats, Argentine, Autriche, Belgique, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Chili, Colombie, Congo, Corée, Costa-Rica, Crète, Cuba, Danemark et colonies, Égypte, Equateur, Espagne et établissements espagnols sur le golfe de Guinée, États-Unis d'Amérique avec les îles de Guam, Hawaï, Portorico et les Philippines, France et colonies, Grande-Bretagne et diverses colonies avec l'Inde britannique, l'Australasie, le Canada, les colonies de l'Afrique australe, l'Orange et le Transvaal, le Somaliland, Nigeria méridionale, la Rhodesia du sud et le Bechuanaland, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Hongrie, Italie, Japon, Liberia, Luxembourg, Mexique, Montenegro, Nicaragua, Norvège, Paraguay, Pays-Bas et colonies, Pérou, Perse, Portugal et colonies, Roumanie, Russie, Saint-Domingue, Salvador, Serbie, Siam, Suède, Suisse, Tunisie, Turquie, Uruguay et Venezuela (52 États).

**Convention internationale de Washington concernant
l'échange des colis postaux du 15 juin 1897.**

Adhésions en 1903 :

BOSNIE-HERZÉGOVINE

L'Autriche-Hongrie a ratifié pour la Bosnie-Herzégovine la Convention concernant l'échange des colis postaux signée à Washington, le 11 juin 1897.

COLOMBIE

Par note du 19 septembre 1903, le ministre des affaires étrangères de la république de Colombie a informé le Conseil fédéral de l'adhésion définitive de cet État à la Convention internationale de Washington du 15 juin 1897, concernant l'échange des colis postaux.

PERSE

18 AOÛT 1903.

Par note du 18 août écoulé, la légation de Perse à Paris a informé le Conseil fédéral, par l'entremise de la légation suisse en France, de l'adhésion de la Perse à la Convention internationale, conclue à Washington le 15 juin 1897, concernant l'échange des colis postaux.

Note. — Les États faisant partie aujourd'hui de l'union restreinte concernant l'échange des colis postaux, sont au nombre de 39, savoir :

Allemagne et protectorats allemands, Argentine, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chili, Colombie, Crète, Cuba, Danemark et colonies danoises, Egypte, Espagne, France et colonies françaises, Grèce, Hongrie, Inde britannique, Italie, Japon, Libéria, Luxembourg, Monténégro, Norvège, Pays-Bas et colonies néerlandaises, Pérou, Perse, Portugal et colonies portugaises, Roumanie, Russie, Saint-Domingue, Salvador, Serbie, Siam, Suède, Suisse, Tunisie, Turquie, Uruguay et Vénézuéla (39 États).

Arrangement international de Washington, concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée du 15 juin 1897.

Adhésions en 1903 :

**PROTECTORAT BRITANNIQUE DE LA NIGERIA
MÉRIDIONALE (1)**

(Note. du représentant britannique au Conseil fédéral en date du 20 avril 1903).

ADHÉSION DE SEPT COLONIES BRITANNIQUES

Par note du 20 avril, la légation de Grande-Bretagne à Berne a informé le Conseil fédéral, au nom de son gouvernement, de l'adhésion, à partir du 1^{er} juin prochain, des colonies britanniques de l'île Maurice, des Seychelles, de Sierra-Leone, de la Côte-d'Or, de la Grenade, de Sainte-Lucie et de Saint-Vincent à l'arrangement de Washington du 15 juin 1897, concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée.

Cette adhésion a été faite sous des réserves qui excluent le service des boîtes avec valeur déclarée et limitent la valeur admise pour l'expédition par lettres.

HONDURAS BRITANNIQUE ET CHYPRE

Par note du 17 septembre, la légation de Grande-Bretagne, à Berne, a informé le Conseil fédéral de l'adhésion, à partir du 1^{er} novembre prochain, du Honduras britannique et de Chypre à l'arrangement international de Washington du 15 juin 1897 concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée.

Cette adhésion a été faite sous des réserves qui excluent le service des boîtes avec valeur déclarée et limitent la valeur admise pour l'expédition par lettre à 3.000 francs ou 120 livres anglaises.

MONTÉNÉGRO

Le ministre des affaires étrangères de Cettigne a notifié l'adhésion du Monténégro, à partir du 1^{er} août 1903, à l'arrangement international concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée.

Note. — Les États ayant adhéré à l'arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée sont aujourd'hui les suivants, savoir :

Allemagne et protectorats allemands, Argentine, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Chili, Danemark et colonies

(1) A partir du 1^{er} octobre 1903, sous la réserve toutefois que l'échange de boîtes avec valeur déclarée sera exclu dans les relations avec la Nigeria méridionale et que le maximum de la valeur admise à l'expédition par lettres demeurera fixé à 120 livres sterling ou 3.000 francs.

danoises, Egypte, Espagne, France et colonies françaises, Grande-Bretagne et Irlande (avec les colonies et protectorats britanniques de la Jamaïque, Falkland, Gambie, Hongkong, Lagos, Sainte-Hélène, Trinité, Guyane, Terre-Neuve, Straits-Settlements, Leeward, Malte, Maurice, Seychelles, Sierra-Leone, Côte-d'Or, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, Nigeria du sud, Honduras, Chypre, Inde et Ceylan), Hongrie, Italie, Japon, Luxembourg, Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Portugal et colonies portugaises, Roumanie, Russie, Serbie, Suède, Suisse, Tunis et Turquie (28 Etats).

Arrangement de Washington concernant le service des mandats de poste.

Adhésions en 1903 :

BOLIVIE

Par note du 15 avril dernier, le ministère des affaires étrangères et des cultes de la république de Bolivie a informé le Conseil fédéral de l'adhésion de son gouvernement à l'arrangement de Washington du 15 juin 1897, concernant le service des mandats de poste.

Cette adhésion sortira ses effets à partir d'une date qui sera fixée ultérieurement.

Note. — Les États faisant partie de l'union postale restreinte au service des mandats de poste sont au nombre de 35, savoir :

Allemagne et protectorats allemands, Argentine, Autriche, Belgique, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Chili, Crète, Cuba, Danemark et colonies danoises, Egypte, France, Grèce, Honduras, Hongrie, Italie, Japon, Liberia, Luxembourg, Montenegro, Norvège, Pays-Bas et colonies néerlandaises, Pérou, Portugal et colonies portugaises, Roumanie, Salvador, Saint-Domingue, Serbie, Siam, Suède, Suisse, Tunisie et Uruguay (35 Etats).

Arrangement de Washington concernant l'intervention de la poste dans les abonnements aux journaux et publications périodiques.

Adhésions en 1903 :

PORTUGAL

Le Portugal a ratifié l'Arrangement concernant l'intervention de la poste dans les abonnements aux journaux et publications périodiques signé à Washington, le 15 juin 1897.

L'exécution de cet Arrangement dans les Colonies Portugaises a été remise à une date ultérieure.

CONVENTIONS POSTALES PARTICULIÈRES :
BELGIQUE ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE DU NORD.

9 DÉCEMBRE 1903 (1)

**Convention additionnelle pour l'échange de Mandats-poste
entre la Belgique et les États-Unis d'Amérique.**

Les soussignés, baron Moncheur, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Belgique aux États-Unis d'Amérique, etc. etc., agissant au nom de son Gouvernement et en vertu des pouvoirs qu'il a formellement présentés à cet effet, et H. C. Payne, Postmaster Général des États-Unis d'Amérique, agissant en vertu des pouvoirs qu'il tient de la loi, ont conclu la Convention suivante, additionnelle à la Convention entre la Belgique et les États-Unis d'Amérique, pour l'échange de mandats-poste, signée à Washington, le 20 novembre 1882.

[The undersigned, baron Moncheur, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Belgium to the United States of America, etc. etc., acting on behalf of his Government, and by virtue of the powers which he has formally presented to this effect, and H.C. Payne, Postmaster General of the United States of America, by virtue of the powers vested in him by law, have agreed upon the following Convention, supplementary to the Convention between Belgium and the United States of America for the exchange of postal money orders, signed at Washington the 20 th of november 1882].

Art. 1^{er}. — Les mots « un quart pour cent » sont substitués aux mots « un demi pour cent », à l'article 7 de la Convention précitée, modifié par l'article 1^{er} de la Convention additionnelle du 6 juin 1888.

[Art. 1. — The words « one quarter per cent » are substituted for the words « one half per cent » in article 7 of the Convention above referred to, as modified by article 1 of the supplementary Convention of June 6, 1888].

Art. 2. — La présente Convention additionnelle entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1904.

[Art. 2. — The present supplementary Convention shall take effect the 1 st of January 1904.]

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

[In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.]

(1) *Moniteur Belge*, 25 décembre 1903.

Fait en double original et signé à Washington, le neuf décembre 1903.

[*Executed in duplicate and signed at Washington the ninth day of december 1903.*]

(L. S.)

Baron MONCHEUR,
Envoyé Extraordinaire
et Ministre Plénipotentiaire de Belgique aux États-Unis.

(L. S.)

H. C. PAYNE,
Postmaster General of the United States.

Certifié par le Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères,
Baron LAMBERMONT.

CONVENTIONS TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES

Convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg.

ADHÉSION DU « EASTERN EXTENSION AUSTRALASIA AND
CHINA TELEGRAPH Co »

AVRIL 1903.

En exécution de l'article 18 de la Convention internationale de Saint-Petersbourg du 22 juillet 1875 et par application du paragraphe LXXXVI du règlement de service y annexé, le gouvernement austro-hongrois a fait connaître aux gouvernements intéressés que le gouvernement britannique lui a notifié l'accession de la compagnie télégraphique anglaise « Eastern Extension Australasia and China Telegraph Co » aux clauses de ladite Convention internationale.

FRANCE — CONGO

Convention télégraphique entre la France et l'État indépendant du Congo.

23 JUIN 1903 (1)

Le Président de la République française et S. M. Léopold II, roi des Belges, souverain de l'État indépendant du Congo, désirant établir des relations télégraphiques entre la colonie du Congo français et l'État indépendant du Congo, ont décidé de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs :

Le Président de la République française :

M. Gérard, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française à Bruxelles, commandeur de la Légion d'honneur, grand officier de l'ordre de Léopold, etc.;

(1) Ratifications échangées à Bruxelles le 16 juillet 1903. Décret portant promulgation de ladite Convention en France, 13 août 1903 (*Jour. off.*, 19 août).

S. M. Léopold II, roi des Belges, souverain de l'État indépendant du Congo :

M. le chevalier de Cuvelier (A.), secrétaire général du département des affaires étrangères de l'État indépendant du Congo, chevalier de l'ordre de Léopold, etc.,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. — Une communication télégraphique sous-fluviale sera établie à frais communs et de compte à demi dans le Stanley-Pool en vue de relier les bureaux de Brazzaville et de Kinchassa. Les points d'atterrissement du câble seront déterminés sur place et d'un commun accord.

Art. 2. — Les deux administrations du Congo français et de l'État indépendant s'engagent à maintenir le câble en bon état de service durant toute la durée de la Convention et, à cet effet, à y effectuer toutes les réparations utiles et si besoin est, à le renouveler. Les frais d'entretien et, le cas échéant, de renouvellement, seront supportés à frais communs et de compte à demi par les deux administrations.

Art. 3. — Les postes frontières devant communiquer ensemble, pour l'échange des télégrammes, par la communication visée à l'article 1^{er}, sont Brazzaville et Kinchassa. Les postes frontières seront desservis par les agents respectifs des deux États et aux frais de chacun d'eux.

D'autres postes pourront être substitués à ceux-ci, par simple entente administrative.

La communication sera desservie à l'appareil Morse.

Le système d'appareils pourra toutefois être modifié par simple entente administrative.

Art. 4. — Les heures d'ouverture des bureaux de Brazzaville et de Kinchassa seront les suivantes :

Jours ordinaires :

7 heures à 10 h. 30 du matin ;

2 heures à 5 heures du soir.

Dimanches et jours fériés :

7 heures à 10 h. 30 du matin ;

4 heures à 5 heures du soir.

Ces vacations pourront, par simple entente administrative, être prolongées à titre temporaire ou définitif, si l'accroissement du trafic l'exige.

Art. 5. — Chaque office fera connaître à l'autre les noms des bureaux ouverts sur son territoire au service de la télégraphie officielle et privée.

Art. 6. — Les deux administrations devront se donner réciproquement avis, par la voie télégraphique, des interruptions et rétablissements de lignes.

Art. 7. — La taxe des télégraphes ordinaires originaires de l'État indépendant du Congo à destination du Congo français et réciproquement, est fixée à 25 centimes par mot avec un minimum de perception de 1 fr.

La taxe des télégrammes de presse est réduite de moitié, le minimum de perception restant fixé à 1 fr.

Ces correspondances seront soumises au régime extraeuropéen.

Les taxes perçues seront réparties par moitié entre chaque administration.

Art. 8. — La taxe de transit du Congo français pour les télégrammes ordinaires transmis par la ligne terrestre de cette colonie est fixée à 20 centimes par mot et à 10 centimes par mot pour les télégrammes de presse.

Art. 9. — La taxe terminale de l'État indépendant du Congo pour les télégrammes ordinaires à destination ou originaires des bureaux de cet État, transmis en transit par les lignes du Congo français, est fixée à 30 centimes par mot, et à 15 centimes pour les télégrammes de presse.

Les règles du régime extraeuropéen sont applicables à ces correspondances.

Art. 10. — La taxe de transit de l'État indépendant du Congo pour les télégrammes ordinaires transitant par les lignes de cet État et empruntant celles du Congo français est fixée à 20 centimes par mot et à 10 centimes pour les télégrammes de presse.

Les règles du régime extraeuropéen sont applicables à ces correspondances.

Art. 11. — Le règlement des comptes internationaux aura lieu conformément à l'article 74 du règlement international annexé à la Convention de Saint-Petersbourg et révisé à Budapest en 1896, ou aux dispositions de tout autre acte international par lequel ce règlement serait ultérieurement remplacé.

Art. 12. — La comptabilité internationale sera divisée en deux parties : d'une part, figureront les comptes des télégrammes échangés entre les deux colonies et, d'autre part, les comptes de tous les télégrammes donnant droit à une taxe territoriale pour l'un ou l'autre office.

Art. 13. — La comptabilité concernant les échanges directs entre les deux colonies sera réglée sur place.

Art. 14. — La comptabilité concernant les taxes terminales et les taxes de transit revenant à chacune des parties, sera réglée au ministère des colonies à Paris et par l'administration de l'État indépendant du Congo à Bruxelles.

Art. 15. — Un état mensuel des télégrammes échangés entre le Congo français et l'État indépendant du Congo (télégrammes d'arrivée et télégrammes de départ) sera dressé par le deuxième office et envoyé à Libreville pour l'établissement de la parfaite concordance entre les deux comptabilités. Cet état sera retourné à Boma après approbation.

Art. 16. — Un état des taxes de transit et des taxes terminales revenant à chaque office et des parts dues aux offices étrangers sera dressé mensuellement par le bureau de Libreville et envoyé à Boma pour le contrôle. L'office de l'État indépendant du Congo renverra cet état à Libreville, après approbation.

Art. 17. — Le solde résultant de la liquidation des comptes est payé en francs d'or effectifs.

Art. 18. — Le payement du solde des taxes locales prévues à l'article 7 sera effectué pour le compte de la colonie du Congo français à Brazzaville entre les mains de M. le receveur des postes de Brazzaville, et pour

le compte de l'État indépendant du Congo entre les mains du receveur des impôts à Léopoldville.

Art. 19. — Les parties contractantes déclarent n'accepter, à raison du service télégraphique faisant l'objet de la présente Convention, aucune responsabilité.

Art. 20. — Les parties contractantes se réservent la faculté d'arrêter la transmission de tout télégramme privé qui paraîtrait dangereux pour la sécurité de l'État ou qui serait contraire aux lois du pays, à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

Art. 21. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées le plus tôt que faire se pourra. Elle sera mise à exécution à partir de l'époque qui sera fixée de concert entre les deux administrations et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé et jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en sera faite par l'une des parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires mentionnés ci-dessus, ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Bruxelles, le 23 juin 1903.

(L. S.) Signé : A. GÉRARD.

(L. S.) Signé : CH. DE CEVELIER.

BELGIQUE — GRANDE-BRETAGNE

Convention relative au service de la correspondance téléphonique.

Signée à Bruxelles, le 21 novembre 1902 (1).

(*Texte original*).

His Majesty the King of the Belgians and His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, being desirous of regulating the service of telephonic communication between Belgium and the United Kingdom, and availing themselves of the power granted them under article 17 of the International Telegraph Convention signed on July

(*Texte original*).

Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, désirant régler le service de la correspondance téléphonique entre la Belgique et le Royaume-Uni et usant de la faculté qui leur est accordée par l'article 17 de la Convention télégraphique internationale signée le 10/22 juillet 1875 à Saint-Peters-

(1) *Belgique*, publié le 27 mai 1903 (*Moniteur Belge*, p. 2465).
Grande-Bretagne, cf. Treaty series, 1903, n° 1.

10/22 1895 at St-Petersburgh have resolved to conclude a Convention for this purpose and have named as Their Plenipotentiaries :

His Majesty the King of the Belgians, the Baron de Favereau, Knight of His Order of Leopold, Member of the Senate, His Minister of Foreign Affairs, and,

His Britannic Majesty; Sir Constantine Phipps, Knight Commander of the Most distinguished Order of St-Michael and St-George, Companion of the Most Honourable Order of the Bath, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of the Belgians.

Who after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following articles :

Article 1. — A service of correspondence by telephone shall be established and maintained between Belgium and the United Kingdom by the Telegraph administrations of the two countries.

Article 2. — For this service there shall be used a submarine cable containing four wires which has been laid between the Belgian and English coasts at the joint expense of the two administrations and land wires to be established by each administration on its own territory, at its own cost.

The diameter, conductivity and isolation of the wires shall be adapted to the conditions of the service.

The wires shall be maintained in the highest state of efficiency and shall be so arranged as to avoid, as far as possible, the effects of induction.

bourg, ont résolu de conclure une Convention à ce sujet et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges, M. le Baron de Favereau, Chevalier de l'Ordre de Léopold, Sénateur, Son Ministre des Affaires Étrangères ;

Sa Majesté Britannique, Sir Constantine Phipps, Chevalier Commandeur de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon du Très Honorable Ordre du Bain, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1^{er}. — Un service de correspondance téléphonique sera établi et exploité entre la Belgique et le Royaume-Uni, par les administrations télégraphiques des deux pays.

Article 2. — Pour ce service, il sera fait usage d'un câble sous-marin contenant quatre conducteurs, qui a été établi à frais communs entre la côte belge et la côte anglaise et de fils terrestres qui seront posés par chaque administration, à ses frais, sur son propre territoire.

Le diamètre, la conductibilité et l'isolement des fils seront adaptés aux conditions du service.

Les fils seront disposés de manière à éviter, autant que possible, les effets d'induction et ils seront maintenus dans le meilleur état de fonctionnement.

Each Administration shall maintain the land wires on its own territory at its own cost.

The British Administration shall maintain the submarine cable and the cost of maintenance shall be divided equally between the two administrations.

Article 3. — The circuits specially allocated to the telephone service shall be exclusive by reserved for that service unless a contrary course shall be deemed advisable by the two administrations.

Article 4. — The telephone circuits shall terminate in central offices which shall establish communication as the case may be with public offices or with offices of subscribers to the telephone service authorized for that purpose by each of the two administrations.

Article 5. — The unit adopted both for the collection of charges and the duration of conversations shall be an indivisible period of three minutes.

Not more than two consecutive conversations of three minutes each shall be accorded to the same correspondents except when no other application has been made either before or during such conversation.

Article 6. — Communications of the State shall enjoy the priority accorded to State telegrams by the International Telegraph Convention of St-Petersburgh of 10-22 July 1875.

The length of State communications shall not be limited.

Article 7. — The charge for each unit of conversation consisting of three minutes shall be made up of the total of the following elementary charges :

Chaque administration prendra à sa charge les frais de l'entretien des fils terrestres sur son propre territoire.

L'administration anglaise entretiendra le câble sous-marin ; les frais de cet entretien seront répartis également entre les deux administrations.

Article 3. — Les circuits spécialement constitués pour la correspondance téléphonique, seront exclusivement affectés à ce service, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par les deux administrations.

Article 4. — Les circuits téléphoniques aboutiront à des bureaux centraux, qui établiront la communication, selon le cas, avec les bureaux publics ou avec les postes des abonnés au service téléphonique désignés à cet effet par chacune des deux administrations.

Article 5. — L'unité adoptée tant pour la perception des taxes que pour la durée des communications, est la période indivisible de trois minutes.

Il ne peut être accordé entre les mêmes correspondants, plus de deux conversations consécutives de trois minutes que lorsqu'il ne s'est produit aucune autre demande avant ou pendant la conversation.

Article 6. — Les communications d'État jouiront de la priorité accordée aux télégrammes d'État par la Convention internationale de Saint-Petersbourg du 10-22 juillet 1875.

La durée des communications d'État n'est pas limitée.

Article 7. — La taxe unitaire par conversation de trois minutes sera formée par le total des taxes élémentaires suivantes :

For Belgium :

4 fr. 50 c. for conversations originating in or destined for any telephonic centre in Belgium ;

For the United Kingdom :

5 fr. 50 c. for conversations originating in or destined for any telephonic centre in England or Wales which can communicate with any telephonic centre in Belgium.

The charge shall be paid by the person who asks for the communication.

Article 8. — The two administrations shall determine by mutual agreement the telephone offices admitted to the service, the circuits to be used for international communication and the hours during which the service shall be open.

Article 9. — The receipts from the telephonic service shall form the subject, on the part each administration, of a special account distinct from that for telegraph receipts.

Article 10. — After agreement each of the two administrations shall be at liberty to establish telephonic relations with another country through the telephonic system of the other administration.

Article 11. — Conversations at night shall be permitted under a system of subscriptions.

The minimum duration of each conversation by subscription shall be twice the unit of conversation : and the rate for each conversation shall be half the rate provided for by article 7.

The administrations shall fix, by mutual agreement, the hours during which this service shall be permitted.

Au profit de la Belgique :

4 fr. 50 c. pour toute conversation originaire ou à destination d'un centre téléphonique belge ;

Au profit du Royaume-Uni :

5 fr. 50 c. pour chaque conversation originaire ou à destination de tout centre téléphonique de l'Angleterre ou du Pays de Galles qui peut être mis en relation avec un centre téléphonique belge.

La taxe est acquittée par la personne qui demande la communication.

Article 8. — Les deux administrations détermineront d'un commun accord les postes téléphoniques à mettre en correspondance, les circuits internationaux à employer et les heures durant lesquelles le service sera ouvert.

Article 9. — Les recettes provenant du service téléphonique feront l'objet, de la part de chaque administration, d'un compte spécial distinct de celui des recettes télégraphiques.

Article 10. — Après accord, chacune des administrations sera libre d'établir des relations téléphoniques avec un autre pays par l'intermédiaire des lignes téléphoniques de l'autre administration.

Article 11. — Des conversations de nuit pourront être échangées sous le régime de l'abonnement.

Article 12. — By virtue of article 8 of the International Telegraph Convention of St-Petersburgh each of the contracting Parties reserves to itself the right to suspend totally or partially the telephonic service without being liable to any indemnity.

Article 13. — The two administrations shall not be subject to any responsibility on account of the service of private correspondence by telephone.

Article 14. — The provisions of the present Convention shall be completed by service regulations which shall be drawn up by mutual agreement by the two administrations.

Article 15. — The present Convention shall take effect on a date to be fixed by mutual agreement by the two administrations.

After remaining in force for one year it may be revised at any time on the demand of either of the contracting Parties.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done at Brussels, in duplicate, this 21st day of november 1902.

(L. S.) CONSTANTINE PHIPPS.

Toute communication d'abonnement aura une durée minima double de l'unité de conversation ; elle acquittera la moitié de la taxe déterminée par l'article 7.

Les administrations fixeront d'un commun accord les heures du régime de l'abonnement.

Article 12. — Par application de l'article 8 de la Convention télégraphique de Saint-Pétersbourg, chacune des parties contractantes se réserve le droit de suspendre totalement ou partiellement le service téléphonique sans être tenue à aucune indemnité.

Article 13. — Les deux administrations ne sont soumises à aucune responsabilité à raison du service de la correspondance privée par voie téléphonique.

Article 14. — Les dispositions de la présente Convention seront complétées par un règlement de service élaboré d'un commun accord par les administrations.

Article 15. — La présente Convention sortira ses effets à une date qui sera concertée entre les deux administrations.

Après une année de mise en vigueur, elle pourra être révisée à toute époque, à la demande de l'une ou de l'autre des parties contractantes.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention, qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double expédition à Bruxelles, le 21 novembre 1902.

(L. S.) P. DE FAVEREAU.

BELGIQUE — BULGARIE

Relations commerciales.

En vertu d'une dénonciation effectuée au mois de décembre 1902 par le Gouvernement de la Principauté de Bulgarie, l'arrangement commercial intervenu en 1897 entre la Belgique et la Bulgarie devait cesser de produire ses effets le 18-31 décembre 1903.

Par une communication officielle du 31 octobre-13 novembre 1903, le Gouvernement princier a fait savoir qu'il retire cette dénonciation.

En conséquence, le traitement de la nation la plus favorisée, en matière douanière, continuera d'être assuré à la Belgique dans la Principauté de Bulgarie.

Certifié par le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères,

Baron LAMBERMONT.

ITALIE — JAPON

Relations commerciales.

A la suite d'un échange de notes entre la Légation royale à Tokyo et le Gouvernement japonais, l'accord commercial entre l'Italie et le Japon, qui devait prendre fin le 31 décembre 1903, a été prorogé à toute l'année 1904.

Le traitement de la nation la plus favorisée reste donc acquis pour une année de plus aux importations italiennes au Japon et réciproquement.

FRANCE — ESPAGNE

Convention en vue de réglementer l'entrée dans les deux pays, par la frontière pyrénéenne, des voitures, animaux de trait, de selle ou de bât.

13 JUIN 1903 ⁽¹⁾.

Le Président de la République française et Sa Majesté le roi d'Espagne, désirant mettre fin aux plaintes et aux réclamations provoquées par la

(1) Ratifications échangées à Bayonne, le 9 octobre 1903.
Décret portant promulgation, 14 novembre 1903. *Journ. off.* 20 nov.

différence de traitement appliqué par les douanes des deux États aux Français et Espagnols qui se rendent, pour un temps limité, sur le territoire du pays voisin avec des voitures, bêtes de trait ou de selle ou de somme, et voulant, d'autre part, dans le but de consolider les rapports de bon voisinage existant entre les populations de la frontière des Pyrénées, rendre plus facile l'accomplissement des formalités douanières sur cette frontière, ont résolu de conclure une convention réglementant les conditions dans lesquelles les nationaux des deux pays seront admis à la franchir, tant à l'aller qu'au retour, dans les conditions précitées.

A cet effet, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française,

M. Nabonne (Ernest-Ludger), ministre plénipotentiaire, président de la délégation française à la commission internationale des Pyrénées, chevalier de la Légion d'honneur, etc., etc.

Et Sa Majesté le Roi d'Espagne,

M. German Maria de Ory, ministre de Sa Majesté Catholique, président de la délégation espagnole à la commission internationale des Pyrénées, commandeur avec plaque de l'ordre royal d'Isabelle la Catholique, etc., etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. — Les Français ou Espagnols qui se rendent, pour un temps limité, sur le territoire du pays voisin, avec des voitures, bêtes de trait, ou de selle ou de somme, peuvent y pénétrer en franchise de droits de douanes, sous le couvert d'un acquit-à caution délivré par la douane d'entrée, et dont la validité est fixée à un an.

Art. 2. — Sont toutefois privés du bénéfice de la disposition de l'article précédent relative à la durée de validité de l'acquit-à-caution les entrepreneurs de transport ou loueurs de voitures, qui n'auront droit qu'à un acquit-à-caution valable pendant quarante jours pour les courses accidentelles qu'ils pourront avoir à faire pour le service de leurs clients.

Art. 3. — L'acquit-à-caution est délivré moyennant le paiement du simple droit de timbre, qui est de 75 centimes.

Art. 4. — Les acquits-à-caution peuvent être collectifs, c'est-à-dire comprendre tous véhicules et animaux importés simultanément par un même déclarant.

Art. 5. — Pendant la durée de validité des acquits-à-caution, les intéressés peuvent effectuer, sous la garantie de ces acquits, autant de voyages qu'ils le veulent avec tout ou partie des voitures ou animaux déclarés. Ils sont, toutefois, tenus de les soumettre au visa de la douane, qui y note à chacun des passages les voitures ou animaux importés ou réexportés.

Art. 6. — Les acquits-à-caution peuvent être déchargés soit intégralement, soit partiellement, suivant que les voitures ou animaux sont réexportés en totalité ou en partie.

Art. 7. — Le titulaire d'un acquit-à-caution peut sortir du territoire du pays voisin et y rentrer autant de fois qu'il le désire en faisant viser son acquit à la sortie et à l'entrée par des bureaux de douanes différents,

Art. 8. — Les receveurs des douanes ou les agents en faisant fonction, étant personnellement et pécuniairement responsables de la solvabilité des cautions, acceptent ou refusent ces dernières. Toutefois ils seraient répréhensibles s'ils écartaient une caution domiciliée à leur résidence dont la solvabilité serait établie par preuves positives et indéniables, — telles que titres nominatifs de valeurs mobilières, certificats ou pièces dûment établies constatant la possession de propriétés immobilières non grevées d'hypothèques et autres garanties analogues.

Art. 9. — Les personnes qui ne veulent pas se munir d'un acquit-à-caution obtiennent, en consignat les droits d'entrée au bureau des douanes, le même traitement que les titulaires d'acquit-à-caution. Il leur est délivré une quittance ou reconnaissance de la somme qu'ils ont déposée.

Art. 10. — Les consignations peuvent être remboursées soit intégralement, soit en partie, suivant que les voitures ou animaux qui en font l'objet sont réexportés en totalité ou partiellement.

Art. 11. — Le prix du timbre des pièces de douane ou quittances est mentionné sur ces pièces et sur les quittances.

Art. 12. — Il est délivré à toute personne qui effectue un paiement dans un bureau de douanes de l'un ou de l'autre pays une quittance détachée d'un registre à souches.

Art. 13. — Toute réclamation contre une perception effectuée par un agent de douanes doit être accompagnée des quittances ou pièces timbrées délivrées par cet agent.

Art. 14. — En vue de faciliter l'accomplissement des formalités douanières, les pièces de douane délivrées aux déclarants seront rédigées et imprimées en langue française et espagnole. En outre, les déclarants sont autorisés à écrire leurs soumissions dans leur langue nationale.

Art. 15. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Bayonne aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, faite en double exemplaire, à Bayonne, le 13 juin 1903, et y ont apposé leur sceau.

(L.-S.) Signé : L. NABONNE.

(L.-S.) Signé : GERMAN M. DE ORY.

FRANCE — MONTÉNÉGRO

Dénouciatiou de la convention commerciale entre la France et le Monténégro.

17 DÉCEMBRE 1903.

Le gouvernement monténégriu a dénoncé, à la date du 17 décembre 1903, la convention commerciale signée entre la France et le Monténégro le 18/30 juin 1892.

Cette convention, basée sur le traitement réciproque de la nation la plus favorisée, demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de douze mois à compter de la date de la dénouciatiou précitée,

ALLEMAGNE — GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Convention concernant l'exploitation des chemins de fer Guillaume-Luxembourg.

Signée à Berlin le 11 novembre 1902 (1).

Texte original : allemand.

Seine Majestæt der Deutsche Kaiser, Kœnig von Preussen, im Namen des Deutschen Reichs, und Seine Kœnigliche Hoheit der Grossherzog von Luxemburg, von dem Wunsche geleitet, durch eine neue Vereinbarung den Betrieb der Wilhelm-Luxembourg-Eisenbahnen über den 31 dezember 1912 hinaus sicher zu stellen, haben zu Bevollmæchtigten ernannt :

Seine Majestæt der Deutsche Kaiser, Kœnig von Preussen :

Allerœhchstihren Wirklichen Geheimen Rath, Staatssekretær des Auswærtigen Amtes, Dr Oswald Freiherrn von Richthofen,

Und,

Seine Kœnigliche Hoheit der Grossherzog von Luxemburg :

Allerhœchstihren Kammerherrn, Sekretær in Staatsangelegenheiten und Geschæftstræger bei Seiner Majestæt dem Deutschen Kaiser, Kœnig von Preussen, Grafen Hippolyt von Villers.

Welche, nachdem die beiderseitigen Vollmachten in guter und gehœriger Form befunden worden sind, folgenden Vertrag geschlossen haben :

Traduction officielle publiée au « Mémorial du Gr.-D. de Luxembourg »

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, agissant au nom de l'Empire Allemand, et Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, animés du désir d'assurer, par une nouvelle convention, l'exploitation des chemins de fer Guillaume-Luxembourg au delà du 31 décembre 1912, ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse :

Son Conseiller intime effectif, le Dr Oswald de Richthofen, Secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères,

Et

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg :

Son Chambellan, le comte Hippolyte de Villers, Secrétaire pour les affaires d'Etat et chargé d'affaires auprès de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse,

Lesquels, après que leurs pleins pouvoirs ont été trouvés en bonne et due forme, ont conclu la présente convention.

(1) Ratifications échangées à Berlin le 14 avril 1903. Publication : ALLEMAGNE, Reichsgesetzblatt, 20 avril 1903, n° 18. Luxembourg, Loi du 3 avril 1903 portant approbation : Mémorial du Gr.-D. de Luxembourg, 16 avril 1903 V° pour l'annexe (Convention entre la Direction générale Impériale des chemins de fer d'Alsace-Lorraine et la Société des chemins de fer Guillaume Luxembourg, en date du 16 juillet 1902) ; Reichsgesetzblatt, 1903, p. 189 ; Mémorial du Gr.-D. de Luxembourg, 1903, p. 427.

ART. 1. — Die Grossherzoglich Luxemburgische Regierung erteilt zu dem zwischen der Kaiserlichen Generaldirektion der Eisenbahnen in Elsass-Lothringen und der anonymen Königlich Grossherzoglichen Wilhelm-Luxembourg-Eisenbahn-Gesellschaft unter dem 16 juli 1902 zu Luxemburg abgeschlossenen, im Abdruck beiliegenden Vertrag insoweit ihre Genehmigung, als dieselbe durch Art. 24 des für die genannte Eisenbahngesellschaft geltenden Lastenheftes (cahier des charges) von 9 november 1855 und durch Art. 1 des Grossherzoglich Luxemburgischen Gesetzes von 3 september 1879 erfordert wird. Demgemäss willigt sie darein, dass die den Gegenstand der Vertrages bildenden Eisenbahnstrecken, soweit sie im Gebiete des Grossherzogthums Luxemburg liegen, bis zum Ablauf der Konzessionsdauer, d. i. bis zum 31 Dezember 1959, von der Kaiserlichen Generaldirektion der Eisenbahnen in Elsass-Lothringen zu Strassburg i. E. verwaltet und betrieben werden. Deutscherseits bleibt vorbehalten, an die Stelle dieser Generaldirektion eine andere Deutsche Reichs-oder Staatsbehörde treten zu lassen.

Die Rechte und Pflichten der Kaiserlichen Generaldirektion bestimmen sich nach den für die einzelnen Strecken massgebenden Konzessionsurkunden und Konzessionsbedingungen (Lastenhefte, cahier des charges), nach den über dieselben abgeschlossenen, noch in Kraft befindlichen Verträgen und Vereinbarungen, sowie nach den im Grossherzogthum geltenden, durch das « Memorial » verkündeten Gesetzen und Verordnungen, insofern nicht durch den gegenwärtigen Vertrag eine Abänderung oder Ergänzung jener Festsetzungen vereinbart ist. Es versteht sich hierbei von selbst, dass die Lage der Kaiserlichen Generaldirektion als Betriebsunternehmerin der fraglichen Eisenbahnstrecken nicht durch im Grossherzogthum ergehende Sondergesetze oder Sonderverordnungen verschlechtert werden darf.

ART. 1^{er}. — Le Gouvernement grand-ducal luxembourgeois approuve la convention annexée en copie à la présente, intervenue sous la date du 14 juillet 1902 entre la Direction générale Impériale des chemins de fer d'Alsace-Lorraine et la Société anonyme royale grand-ducale des chemins de fer Guillaume-Luxembourg, en tant que cette approbation est requise par l'article 24 du cahier des charges du 9 novembre 1855, obligatoire pour la dite société des chemins de fer, ainsi que par l'article 1^{er} de la loi luxembourgeoise du 3 septembre 1879. En conséquence il consent à ce que les lignes ferrées qui forment l'objet de cette convention, pour autant qu'elles sont situées sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, soient administrées et exploitées jusqu'à l'expiration de la concession, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 1959, par la Direction générale Impériale des chemins de fer d'Alsace-Lorraine de Strasbourg en A. Le Gouvernement allemand se réserve le droit de mettre à la place de cette direction générale une autre autorité allemande de l'Empire ou d'un des États allemands.

Les droits et obligations de la Direction générale Impériale sont fixés, pour les différentes lignes affermées et pour chacune d'elles, par les octrois de concession, cahiers de charge, traités et conventions conclus, qui les concernent et encore en vigueur, ainsi que par les lois et règlements en vigueur dans le Grand-Duché et publiés par le *Mémorial*, pour autant que les dites dispositions légales ou réglementaires ne sont modi-

ART. 2. — Die Kaiserliche Regierung verpflichtet sich, die von der Generaldirektion der Eisenbahnen in Elsass-Lothringen betriebenen Luxemburgischen Eisenbahnstrecken zu keiner Zeit zur Beförderung von Truppen, Waffen, Kriegsmaterial und Munition zu benutzen und während eines Krieges, an welchem Deutschland betheiligt sein sollte, sich derselben für die Verproviantierung der Truppen auf keine die Neutralität des Grossherzogthums verletzende Weise zu bedienen, sowie überhaupt in deren Betrieb Handlungen, welche den dem Grossherzogthum als neutralem Staat obliegenden Verpflichtungen nicht vollkommen entsprechen, weder vorzunehmen, noch zuzulassen.

Deutscherseits wird ferner die Verpflichtung übernommen, zu jeder Zeit für ein dem regelmässigen Verkehrsbedürfnis entsprechendes Betriebsmaterial Sorge zu tragen.

ART. 3. — Die Kaiserliche Generaldirektion der Eisenbahnen in Elsass-Lothringen nimmt bezüglich der von ihr geführten Verwaltung Luxemburgischer Eisenbahnstrecken Domizil in Luxemburg. Wegen aller Ansprüche, welche gegen sie in Anlass des Betriebes dieser Strecken geltend gemacht werden, ist sie bei den Luxemburgischen Gerichten Recht zu nehmen verbunden. Rechtskräftige gerichtliche Entscheidungen sollen gegen das zur Vertretung der Generaldirektion bestellte Organ verbindlich und volltreckbar sein.

ART. 4. — Der Betrieb der luxemburgischen Eisenbahnstrecken untersteht besonderen Verwaltung nach Massgabe der nachfolgenden Bestimmungen.

fiées ou complétées par la présente convention. Il va de soi que la situation de la Direction générale Impériale, comme fermière de l'exploitation des dites lignes de chemins de fer, ne peut pas être aggravée par des lois spéciales ou règlements spéciaux à édicter dans le Grand-Duché.

ART. 2. — Le Gouvernement Impérial s'engage à ne jamais se servir des chemins de fer luxembourgeois, exploités par la Direction générale Impériale des chemins de fer d'Alsace-Lorraine, pour le transport de troupes, d'armes, de matériel de guerre et de munitions, et à ne pas en user, pendant une guerre dans laquelle l'Allemagne serait impliquée, pour l'approvisionnement des troupes, d'une façon incompatible avec la neutralité du Grand-Duché et, en général, à ne poser ou à tolérer, à l'occasion de l'exploitation de ces lignes, aucun acte qui ne fût en parfait accord avec les devoirs incombant au Grand-Duché comme Etat neutre. Le Gouvernement allemand assume en outre l'obligation d'armer en tout temps les lignes afferméées du matériel nécessaire répondant aux exigences d'une exploitation normale.

ART. 3. — Pour l'administration des lignes qu'elle exploite dans le Grand-Duché, la Direction générale Impériale des chemins de fer d'Alsace-Lorraine élit domicile à Luxembourg. Elle est tenue de déférer aux tribunaux luxembourgeois toute réclamation élevée contre elle du chef de l'exploitation des lignes situées dans le Grand-Duché. Les décisions judiciaires coulées en force seront obligatoires et exécutoires contre l'organe chargé de représenter la dite Direction générale.

ART. 4. — L'exploitation du réseau luxembourgeois est confié à une administration spéciale suivant les règles fixées ci-après.

Die Kaiserliche Generaldirektion bestellt in Luxemburg für die besondere Leitung des Betriebs einen Beamten, welcher sie zugleich der Grossherzoglichen Regierung und dem Publikum gegenüber in allen den Betrieb der Bahnen betreffenden Angelegenheiten zu vertreten befugt und verpflichtet ist. Der Grossherzoglichen Regierung wird von der Person dieses Beamten vor der Ernennung desselben Mittheilung gemacht.

Die Grossherzogliche Regierung wird den Verkehr zwischen ihr und der Betriebsverwaltung, sowie die ihr zustehenden Hoheits- und Aufsichtsrechte durch einen Kommissar wahrnehmen lassen, welcher die Beziehungen zu seiner Regierung in allen Fällen zu vermitteln hat, die nicht zum direkten Einschreiten der nach den Landesgesetzen zuständigen Polizei- oder Gerichtsbehörden geeignet sind. Er wird seine Wahrnehmungen über etwaige Mängel in der Handhabung des Betriebs zur Kenntniss der Generaldirektion bringen.

Die Grossherzogliche Regierung wird einen aus fünf Mitgliedern bestehenden Eisenbahnrathe zur Mitwirkung in Eisenbahnfragen bestellen und der Kaiserlichen Regierung bezeichnen, welcher auf Einladung der Grossherzoglichen Regierung oder der Kaiserlichen Generaldirektion zusammentritt. Sowohl die Luxemburgische Regierung als auch die Kaiserliche Generaldirektion können sich durch Delegirte bei den Sitzungen vertreten lassen.

Der Eisenbahnrathe ist von der Kaiserlichen Generaldirektion in allen die Verkehrsinteressen des Staates berührenden wichtigen Fragen zu hören. Namentlich gilt dies von wichtigeren Massregeln bei Feststellung oder Abänderung der Fahrpläne und Tarife, Anlegung von Haltestellen oder Umänderung von Haltestellen in Bahnhöfe mit vollem oder

La Direction générale Impériale désigne à Luxembourg, pour la direction spéciale de l'exploitation, un fonctionnaire qui a le droit et l'obligation de la représenter vis-à-vis du Gouvernement grand-ducal et du public dans toutes les affaires concernant l'exploitation des lignes. Le Gouvernement grand-ducal sera informé du nom de la personne de ce fonctionnaire avant sa nomination.

Le Gouvernement grand-ducal chargera un commissaire de servir d'intermédiaire entre lui et l'administration exploitante, de veiller à ses droits de souveraineté et d'exercer le contrôle qui lui appartient. Ce commissaire interviendra dans tous les rapports avec son Gouvernement pour tous les cas qui n'emportent pas une intervention directe des autorités de police ou de justice compétentes d'après les lois du pays. Il fera part à la Direction générale de ses observations sur les besoins ou déficiences éventuels du service d'exploitation.

Le Gouvernement grand-ducal instituera un conseil des chemins de fer composé de cinq membres pour coopérer à l'instruction des questions concernant les chemins de fer ; il en sera donné avis au Gouvernement Impérial. Ce conseil se réunira sur l'invitation du Gouvernement grand-ducal ou de la Direction générale Impériale, qui pourront se faire représenter à ces réunions chacun par des délégués.

Le conseil des chemins de fer doit être entendu en son avis par la Direction générale Impériale sur toutes les questions importantes intéressant l'Etat en tant qu'elles se rapportent à l'exploitation. Tel est notamment le cas pour les mesures d'une certaine importance auxquelles peu-

theilweisem Betrieb. Auch kann der Eisenbahnrat in Angelegenheiten der vorbezeichneten Art selbständige Anträge durch Vermittelung der Luxemburgischen Regierung und die Kaiserliche Generaldirektion richten und von dieser Auskunft verlangen. Werden durch die Kaiserliche Generaldirektion wegen Gefahr im Verzuge und ohne vorherige Anhörung des Eisenbahnrats Massregeln wichtiger Art getroffen, so wird diesem bei dem nächsten Zusammentritte Mittheilung davon gemacht.

Der Vorsitz und der Geschäftsgang des Eisenbahnrats wird in einem durch die Grossherzogliche Regierung nach Anhörung der Kaiserlichen Generaldirektion zu erlassenden Regulativ näher bestimmt.

Erachtet der Eisenbahnrat Vorerhebungen für erforderlich, so erfolgen dieselben durch die Luxemburgische Regierung bezw. durch die Kaiserliche Generaldirektion.

Art. 5. — Die Kaiserliche Generaldirektion wird bei dem Betrieb der Luxemburgischen Eisenbahnstrecken Luxemburgische Staatsangehörige, sofern sie den Anforderungen entsprechen, vorzugsweise beschäftigen und anstellen.

Deutsche, welche bei der Verwaltung der Eisenbahnen in Luxemburg angestellt oder beschäftigt werden, verlieren dadurch nicht ihre Reichs- bezw. Staatsangehörigkeit; ebensowenig gehen Luxemburgische Staatsangehörige, welche beim Betrieb der Deutschen Reichseisenbahnen angestellt oder beschäftigt werden, ihrer Staatsangehörigkeit verlustig.

Die sämmtlichen Beamten der unter der Leitung der Generaldirektion stehenden Eisenbahnen sind ohne Unterschied des Ortes ihrer Anstellung

vent donner lieu la formation et la modification des horaires et des tarifs, la création de nouvelles haltes ou la transformation de haltes existantes en stations avec service complet ou partiel. Il appartiendra également au conseil, dans des questions de même nature que celles indiquées ci-dessus, de formuler d'office des motions et de réclamer des renseignements, par l'intermédiaire du Gouvernement Luxembourgeois. Si, en cas de péril en la demeure, la Direction générale Impériale croit devoir décréter des mesures importantes sans y avoir préalablement entendu le conseil, ce dernier en recevra communication à sa plus prochaine réunion.

La présidence et la marche de service du conseil feront l'objet d'un règlement à prendre par le Gouvernement grand-ducal, après y avoir entendu la Direction générale Impériale.

Si le conseil des chemins de fer estime qu'une instruction préalable est nécessaire, celle-ci sera faite à la diligence du Gouvernement grand-ducal et respect. de la Direction générale Impériale.

Art. 5. — Pour l'exploitation des lignes grand-ducales, la Direction générale Impériale admettra de préférence des nationaux luxembourgeois pour autant qu'ils répondent aux exigences requises.

Les sujets allemands, commissionnés ou occupés à l'exploitation des chemins de fer à Luxembourg, ne perdront pas par là leur qualité de sujet de l'Empire et respectivement de l'État auquel ils appartiennent; les Luxembourgeois remplissant des fonctions dans les chemins de fer de l'Empire allemand conserveront de même leur nationalité.

rücksichtlich der Disciplin ausschliesslich den vorgesetzten Eisenbahn-Disziplinarbehörden und den betreffenden Disciplinarvorschriften, im Uebrigen aber den Gesetzen und Behörden des Landes unterworfen, in welchem sie ihren Wohnsitz haben, bezw. Handlungen vornehmen.

Wird die Verhaftung eines im Gebiet des Grossherzogthums Luxemburg bei den in art. 1 bezeichneten Eisenbahnstrecken angestellten Bediensteten wegen Verbrechen, Vergehen oder Uebertretungen von Luxemburgischen Behörden verfügt, so werden die Letzteren auf die Erfordernisse des Eisenbahndienstes Rücksicht nehmen und, soweit es nach den Umständen irgend thunlich ist, die nächstvorgesetzte Eisenbahnbehörde so zeitig von den beabsichtigten Verhaftung in Kenntniss setzen, dass der etwa noethige Stellvertreter noch rechtzeitig in den Dienst eingewiesen werden kann.

Art. 6. — Die Dienstkleidung der im Grossherzogthum stationirten Beamten wird, mit Ausnahme der Vorstoesse und der Nationalkokarde, die der Beamten Kaiserlichen Generaldirektion sein.

Art. 7. — Die Vorschriften und Tarife für den Personen, Gepäck, Güter- und Viehverkehr auf den Eisenbahnen im Grossherzogthum Luxemburg werden fortdauernd in Uebereinstimmung gehalten werden mit den jeweilig auf den Eisenbahnen in Elsass-Lothringen in Geltung stehenden Vorschriften (Verkehrsordnung) und Tarifen.

Die Kaiserliche Generaldirektion der Eisenbahnen wird die für den durchgehenden Verkehr und zur Herstellung ineinander greifender Fahrpläne noethigen Personen- und Schnellzüge, so wie die zur Bewälti-

Tous les employés des lignes soumises à la Direction générale sont, abstraction faite du lieu où ils exercent leurs fonctions, soumis quant à la discipline, exclusivement aux autorités disciplinaires établies pour les chemins de fer et aux règlements sur la matière, et pour le surplus aux lois et autorités du pays dans lequel ils ont leur domicile et respectivement passent des actes.

Lorsque les autorités luxembourgeoises ordonnent, du chef de crime, de délit ou de contravention commis sur le territoire du Grand-Duché l'arrestation d'un employé des chemins de fer mentionnés à l'art. 1^{er} de la présente convention, elles tiendront compte des exigences du service et, pour autant que faire se pourra, informeront l'autorité immédiatement supérieure de l'administration exploitante assez tôt pour qu'il puisse être pourvu à temps utile au remplacement du titulaire.

Art. 6. — L'uniforme des employés stationnés sur le territoire du Grand-Duché sera celui des agents de la Direction générale Impériale, à l'exception des passepoils et de la cocarde nationale.

Art. 7. — Les prescriptions et les tarifs pour le transport des voyageurs, des bagages, des marchandises et du bétail sur les lignes du Grand-Duché seront maintenus constamment en concordance avec le règlement d'exploitation et les tarifs en vigueur pour les chemins de fer d'Alsace-Lorraine.

La Direction générale Impériale établira les trains de voyageurs et express nécessaires pour le service de transit et pour assurer la création

gung des Güterverkehrs noethigen Güterzüge einführen, auch direkte Abfertigungen im Personen- und Güterverkehr unter Gestaltung des Uebergangs der Transportmittel von einer Bahn auf die andere gegen die übliche Vergütung einrichten und es unausgesetzt ihre Sorge sein lassen, den Verkehr auf den Wilhelm-Luxemburg-Eisenbahnen zu heben und zu beleben.

Für die Zulassung und den Betrieb von Anschlussgleisen sollen die Normen massgebend sein, die in art. 25, Absatz 5 u. s. w., des für die Prinz-Heinrich-Eisenbahnen geltenden Lastenheftes (cahier des charges) vom 14 Dezember 1868, 27 Februar 1869 vorgesehen sind.

Art. 8. — Die Kessel und maschinellen Anlagen der Eisenbahnwerkstätten, sowie die Eisenbahn-Betriebsmittel werden, wenn sie von Deutschen Behoerden geprüft sind, in Luxemburg zugelassen, ohne dass eine weitere Revision durch Luxemburgische Behoerden zu erfolgen hat.

Art. 9. — Die von der Luxemburgischen Regierung der Anonymen Koeniglich Grossherzoglichen Wilhelm-Luxemburg-Eisenbahn-Gesellschaft gewährte Staatssubvention von acht Millionen Franken wird der Luxemburgischen Regierung Deutscherseits in Gegenwerth von sechs Millionen vierhunderttausend Mark bis zum Ablauf des Jahres 1918, erstattet werden. Die Zahlung wird, beginnend mit dem 1 juli 1903, in sechszehn, jedesmal am 1 Juli zu entrichtenden Jahresraten von je vierhunderttausend Mark erfolgen.

Vom 1 Januar 1919 ab wird Deutscherseits der Luxemburgischen Regierung an Stelle einer Betheiligung an den Ertrægnissen der im art. I bezeichneten, auf Luxemburgischem Gebiet belegenen Eisen-

d'horaires continus et concordants ; elle établira également les trains de marchandises nécessaires à l'écoulement des objets du trafic ; elle organisera des expéditions directes de voyageurs et de marchandises, en accordant le passage du matériel de transport d'une ligne à l'autre, moyennant le décompte usuel, et elle s'appliquera sans relâche à accroître et à vivifier le trafic sur les lignes du Guillaume-Luxembourg.

Seront applicables pour la concession et l'exploitation de voies de raccordement, les dispositions inscrites à l'article 25, alinéas 5 et suivants du cahier du 14 décembre 1868, 27 février 1869, régissant l'exploitation des chemins de fer Prince-Henri.

Art. 8. — Les chaudières et les installations mécaniques des ateliers ainsi que le matériel d'exploitation des chemins de fer, approuvés par les autorités allemandes, seront admis au service sur le territoire grand-ducal sans autre épreuve de la part des autorités luxembourgeoises.

Art. 9. — La subvention de huit millions de francs à la Société royale grand-ducale des chemins de fer Guillaume-Luxembourg par le Gouvernement Luxembourgeois sera remboursée à celui-ci par le Gouvernement allemand jusqu'en fin d'année 1918 par 6,400,000 marks. Le paiement se fera en seize annuités de 400,000 marks chacune, à l'échéance du 1^{er} juillet de chaque année, la première échéant le 1^{er} juillet 1903.

A partir du 1^{er} janvier 1919 jusqu'à l'expiration de l'année 1959, le Gouvernement allemand versera annuellement à l'Etat grand-ducal, au

bahnstrecken alljährlich bis zum Ablauf des Jahres 1959 ein Betrag von zweihunderttausend Mark gewährt werden, der am 31 Dezember jeden Jahres fällig und zahlbar sein soll.

Art. 10. — Die Grossherzogliche Regierung wird während der Dauer des gegenwärtigen Vertrags ohne Zustimmung der Kaiserlichen Regierung auf den im art. 1 bezeichneten, auf Luxemburgischem Gebiet belegenen Eisenbahnstrecken keinen anderen Betriebsunternehmer an Stelle der Kaiserlichen Generaldirektion zulassen, sofern eine solche Zulassung nach den Konzessionsbedingungen und den geltenden Gesetzen versagt werden kann.

Die Kaiserliche Regierung wird die grossherzogliche Regierung gegen Ansprüche Dritter auf den Betrieb der genannten Eisenbahnstrecken vertreten. Von der Erhebung solcher Ansprüche ist ihr unverzüglich Mittheilung zu machen.

Falls später die Konzessionirung einer Schienenverbindung zwischen dem Luxemburgischen Erzrevier und der kanalisirten Mosel in Frage kommen sollte, wird die Grossherzogliche Regierung etwaige auf die Ertheilung dieser Konzession gerichtete Anträge der Deutschen Verwaltung vorzugsweise berücksichtigen.

Art. 11. — Beide vertragschliessende Theile werden von dem ihnen zustehenden Rechte zur Kündigung des Vertrages vom 20/25 October 1865, betreffend die Fortdauer des Anschlusses des Grossherzogthums Luxemburg an den Zollsystem Preussens und den übrigen Staaten des Zollvereins, nicht derart Gebrauch machen, dass dieser Vertrag während der Dauer des gegenwärtigen Vertrags ausser Kraft tritt.

lieu et place d'une participation aux produits des lignes énumérées à l'article 1^{er} et situées sur le territoire luxembourgeois, une somme de deux cent mille marks, échéant et payable le 31 décembre de chaque année.

Art. 10. — Pendant la durée du présent traité, le Gouvernement grand-ducal n'admettra au lieu et place de la Direction générale Impériale et sans le consentement de celle-ci, aucun autre entrepreneur à l'exploitation des lignes ferrées visées à l'article 1^{er}, en tant qu'une pareille administration peut être refusée en suite soit des conditions attachées à la concession de l'exploitation, soit des lois en vigueur.

Le Gouvernement impérial représentera le Gouvernement grand-ducal quant aux prétentions de tiers sur l'exploitation des dites lignes ferrées. Communication de pareilles prétentions lui sera faite immédiatement.

Si, plus tard, la question de la concession d'une ligne ferrée du bassin minier luxembourgeois à la Moselle canalisée était soulevée, le Gouvernement luxembourgeois prendra en considération, parmi les demandes sollicitant cette concession, de préférence celle de l'administration allemande.

Art. 11. — Les deux parties contractantes n'useront pas du droit leur appartenant de dénoncer le traité du 20/25 octobre 1865, concernant la continuation de l'accession du Grand-Duché au système douanier de la

Art. 12. — Der gegenwärtige Vertrag soll ratifizirt und die Ratifikationen sollen sobald als möglich ausgetauscht werden. Er tritt mit dem Zeitpunkt des Austausches der Ratifikationen an die Stelle der die Uebernahme des Betriebs der Wilhelm-Luxemburg Eisenbahnen durch die Kaiserlich Deutsche Eisenbahnverwaltung betreffenden Uebereinkunft vom 11 Juni 1872.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag vollzogen und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen zu Berlin, den 11 November 1902.

(L. S.) Gez. Graf. v. Villers.

(L. S.) Gez. Frhr. v. Richthofen.

SCHLUSSPROTOKOLL

Bei der heute erfolgten Unterzeichnung des Vertrags zwischen Luxemburg und dem Deutschen Reiche über den Betrieb der Wilhelm-Luxemburg Eisenbahnen haben die Bevollmächtigten der beiden vertragschliessenden Theile folgendes erklärt :

I. — *Zu art. 1 des Vertrags.* — Die besonderen Vereinbarungen, welche hinsichtlich der Eisenbahnlinie von Ulflingen nach der deutschen Grenze in der Richtung auf St.-Vith bestehen, werden durch den gegenwärtigen Vertrag nicht berührt.

Prusse et des autres États de l'Union douanière, en ce sens que ce dernier traité pourrait être mis hors vigueur pendant la durée de la présente convention.

Art. 12. — La présente convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu aussitôt que possible. Elle entrera en vigueur en lieu et place de la convention du 11 juin 1872, ayant pour objet la reprise de l'exploitation des chemins de fer Guillaume-Luxembourg par l'Administration Impériale des chemins de fer d'Allemagne, à partir de l'échange des ratifications

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin, le 11 novembre 1902.

Protocole de cloture.

Au moment de la signature de la convention intervenue à la date de ce jour entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Empire allemand, concernant l'exploitation des chemins de fer Guillaume-Luxembourg, les plénipotentiaires des deux parties contractantes ont déclaré ce qui suit :

1^o *Quant à l'article 1^{er} de la convention.* — Les arrangements particuliers existant quant à la frontière allemande dans la direction de Saint-Vith ne sont pas touchés par la présente convention.

II. — *Zu art. 2 des Vertrags.* — Es besteht Einverständniss dass die Worte « zu jeder Zeit » auch auf den Fall einer im Deutschen Reiche erfolgenden Mobilmachung zu beziehen sind.

Auf Verlangen der Luxemburgischen Regierung wird von fünf zu fünf Jahren ziffermässig eine entsprechende Zahl von Lokomotiven, Personen-Gepäck- und Güterwagen festgestellt, welche zum Betriebe der Luxemburgischen Eisenbahnstrecken verfügbar bleiben muss. Ueber die Grundsätze, nach denen diese Zahl zu ermitteln ist, wird eine Verständigung zwischen dem Grossherzoglich-Luxemburgischen Eisenbahnkommissar und der Kaiserlichen Generaldirektion erfolgen.

Tritt der Fall der Mobilmachung im Deutschen Reiche ein, so werden für die Dauer des mobilen Zustandes die für den Betrieb der Luxemburgischen Eisenbahnstrecken bestimmten Lokomotiven, Personen-, Gepäck- und Güterwagen in der erforderlichen, der getroffenen Feststellung entsprechenden Anzahl mit Aufschriften versehen werden, welche ihre Verwendung im Dienste des Eisenbahnwesens des Grossherzogtums Luxemburg ersichtlich machen.

III. — *Zu art. 5 des Vertrags.* — Die Kaiserliche Generaldirektion wird darauf Bedacht nehmen, dass die Gesamtzahl der bei den Luxemburgischen Eisenbahnstrecken von ihr angestellten Beamten thunlichst zu mindestens neunzig Prozent aus Luxemburgischen Staatsangehörigen besteht.

Während der Dauer des gegenwärtigen Vertrags wird die Kaiserliche Generaldirektion denjenigen ihrer Beamten Luxemburgischer Staatsangehörigkeit, welche von ihr bisher pensionirt worden sind oder bis zum 31 Dezember 1912 noch pensionirt werden, auch über diesen Ter-

II° *Quant à l'article 2 de la Convention.* — Il est entendu que les mots « en tout temps » s'appliquent également au cas d'une mobilisation survenant dans l'Empire allemand.

A la demande du Gouvernement Luxembourgeois, et de cinq en cinq ans, le nombre des locomotives ainsi que des wagons servant au transport des voyageurs, des bagages et des marchandises, qui devront rester constamment disponibles pour l'exploitation du réseau luxembourgeois sera déterminé. Les principes qui serviront de base à la détermination de ce chiffre feront l'objet d'une entente entre le Commissaire grand-ducal pour les chemins de fer et la Direction générale Impériale.

En cas de mobilisation dans l'Empire allemand et pour la durée de cette mobilisation, les locomotives ainsi que les wagons de voyageurs et de marchandises et les fourgons à affecter à l'exploitation des chemins de fer luxembourgeois au nombre requis, fixé d'après les prescriptions qui précèdent, seront munis de suscriptions faisant connaître leur affectation au service des chemins de fer dans le Grand-Duché.

III. — *Quant à l'article 5 de la Convention.* — La Direction générale Impériale veillera à ce que 90 p. cent au moins du nombre total des employés par elle attachés au service des chemins de fer grand ducaux soient recrutés, dans la mesure du possible, parmi les nationaux luxembourgeois.

La Direction générale Impériale continuera à servir leur pension aux employés de nationalité luxembourgeoise, qui ont été pensionnés jusqu'à ce jour, ou qui le seront jusqu'au 31 décembre 1912, même après

min hinaus die Pension weitergewähren, selbst wenn der Anspruch hierauf nach den mit diesen Beamten geschlossenen Verträgen an sich mit dem 31 Dezember erlöschen würde.

IV. — *Zu art. 7 des Vertrags.* — Es besteht Einverständniss, dass die Kaiserliche Generaldirektion die noch fehlenden zweiten Geleise auf den Strecken Luxemburg-Wasserbillig, Noertzingen-Esch, Luxemburg-Ulflingen-Belgische Grenze, Ettelbrück-Diekirsch, entsprechend den Bedürfnissen des Verkehrs herstellen und betreiben lassen wird.

Als Frist, binnen welcher die Ausführung dieser Anlagen zu erfolgen hat, wird für die zuerst genannten beiden Strecken und die Theilstrecke Luxemburg-Ettelbrück der Ablauf des Jahres 1914, für die Theilstrecke Ettelbrück-Ulflingen der Ablauf des Jahres 1920 angenommen.

Auf der Linie Ettelbrück-Diekirsch soll der Ausbau des zweiten Geleises nicht eher verlangt werden können, als die anstossende Sauerbahn mit einem zweiten Geleise versehen wird. Ebenso kann der Ausbau des zweiten Geleises zwischen Ulflingen und der Belgischen Grenze unterbleiben, so lange auf der Fortsetzung dieser Strecke nach Spa das zweite Geleise nicht gelegt ist.

Der Kaiserlichen Generaldirektion bleibt vorbehalten, an Stelle des zweiten Geleises zwischen Oetringen und Luxemburg eine besondere Bahn von Oetringen nach Bettemburg zu erbauen und zu betreiben.

Die Kaiserliche Generaldirektion wird ferner bis Ende 1908 das vorhandene Empfangsgebäude auf dem Bahnhofe Luxemburg durch einen den gesteigerten Anforderungen Neubau ersetzen.

l'expiration de ce terme pendant la durée de la présente convention, lors même que le droit à la pension devait s'éteindre le 31 décembre 1912 aux termes des contrats conclus avec les intéressés.

IV. — *Quant à l'article 7 de la Convention.* — Il est entendu que la Direction générale Impériale fera établir et exploiter, selon les besoins du trafic, la seconde voie qui fait encore défaut sur les lignes de Luxembourg-Wasserbillig, de Noertzange-Esch-sur-l'Alzette, de Luxembourg Troisvierges-frontière belge, et d'Ettelbrück-Diekirsch.

L'exécution de ces travaux, sur les deux premières de ces lignes ainsi que sur le parcours de Luxembourg à Ettelbrück devra être achevée avant l'expiration de l'année 1914; pour le parcours d'Ettelbrück à Troisvierges le terme d'achèvement est prorogé jusqu'à la fin de l'année 1920.

La pose de la seconde voie sur la ligne d'Ettelbrück à Diekirch ne pourra être exigée tant que la ligne de la Sûre, à laquelle elle est raccordée, ne sera pourvue d'une double voie. Il en est de même de la ligne de Troisvierges à la frontière belge, où l'établissement de la seconde voie pourra demeurer en suspens aussi longtemps que sur son prolongement vers Spa celle-ci ne sera posée.

Il est réservé à la Direction générale Impériale de remplacer la seconde voie sur le trajet de Luxembourg à Oetrange par la construction et l'exploitation d'une voie directe normale d'Oetrange à Bettembourg.

La Direction générale Impériale aura à remplacer avant la fin de l'année 1908, le bâtiment actuel de réception à la gare de Luxembourg par une construction nouvelle répondant à toutes les exigences du service.

V. — *Zu art. 11 des Vertrags.* — Während der Dauer des Vertrags vom 20-25 oktober 1865, betreffend die Fortdauer des Anschlusses des Grossherzogthums Luxemburg an den Zollsystem Preussens und der übrigen Staaten des Zollvereins, werden diejenigen Verbote oder Beschränkungen der Einfuhr, Ausfuhr oder Durchfuhr, welche im Deutschen Reiche dritten Ländern gegenüber aus gesundheitspolizeilichen Rücksichten oder zu dem Zweck erlassen werden, Vieh oder Nutzpflanzen gegen Krankheiten oder Schädlinge zu schützen, im Grossherzogthum Luxemburg ebenso in Anwendung gebracht werden, wie dies in der preussischen Rheinprovinz geschieht.

Die vertragsschliessenden Theile erklären, dass im Interesse des freien Verkehrs es wünschenswerth erscheint, in gewissen Fragen bezüglich des Gesundheits und Veterinärswesens, des Pflanzenschutzes und des Verkehrs mit Nahrungs- und Genussmitteln die beiderseitige Gesetzgebung in Uebereinstimmung zu bringen.

Andererseits sind die vertragsschliessenden Theile darüber einverstanden, dass Beschränkungen des wechselseitigen freien Verkehrs sowohl beim Eintritt ausserordentlicher Umstände oder zum Abwehr gefährlicher ansteckender Krankheiten für Menschen oder Vieh (Absatz 3 und 4 des Separatartikels 4 zum Verträge vom 8 Februar 1842, betreffend den Anschluss des Grossherzogthums Luxemburg an das Zollsystem Preussens und der übrigen Staaten des Zollvereins), als auch aus sonstigen gesundheits- oder veterinärpolizeilichen Rücksichten, aus Rücksichten des Pflanzenschutzes oder der Regelung des Verkehrs mit Nahrungs- oder Genussmitteln, ferner zur Verhinderung unlauteren Wettbewerbs, zum

V. — *Quant à l'article 11 de la Convention.* — Pendant toute la durée du traité du 20/25 octobre 1865, concernant la continuation de l'accession du Grand-Duché au système douanier de la Prusse et des autres États du Zollverein, les dispositions prohibitives et restrictives de l'importation et du transit, à édicter par le Gouvernement Impérial vis-à-vis d'autres pays, soit pour des considérations de police sanitaire, soit dans le but de garantir le bétail ou les plantes de rapport contre les maladies et insectes nuisibles, seront rendues applicables dans le Grand-Duché de Luxembourg d'après les mêmes errements qui sont suivis dans la province rhénane prussienne.

Les parties contractantes déclarent qu'il paraît désirable, dans l'intérêt de la libre circulation, que la législation des deux pays en ce qui concerne certaines questions ayant pour objet le service sanitaire et vétérinaire, les mesures de protection des plantes, ainsi que le commerce des denrées et boissons alimentaires, fût mise en concordance.

D'autre part, les parties sont tombées d'accord que les circonstances imprévues, la nécessité de combattre les maladies dangereuses ou contagieuses pour les hommes et le bétail (alinéas 3 et 4 de l'article des dispositions additionnelles au traité du 8 février 1842 concernant l'accession du Grand-Duché de Luxembourg au système douanier de la Prusse et des autres États du Zollverein), d'autres considérations enfin ayant pour objet la police sanitaire ou vétérinaire, les mesures de protection des plantes, la réglementation du commerce des denrées et boissons alimentaires, la répression de la concurrence déloyale, la protection de la propriété littéraire et artistique, ainsi que les mesures à prendre pour empê-

Schutze des geistigen oder gewerblichen Eigenthums oder zur Fernhaltung unsittlicher oder gemeinschädlicher Drucksachen und Abbildungen oder sonstiger für die öffentlichen Moral oder Sicherheit gefährlicher Gegenstände erlassen werden dürfen. Solche Beschränkungen sollen jedoch nur im Falle dringenden Bedürfnisses und nur insofern verfügt werden, als sie sich nicht durch Uebereinstimmung der Gesetzgebung der beiden Vertragsschliessenden Theile erübrigen.

Die im Separatartikel 9 IV 2 des Vertrags vom 8 Februar 1842 vorgesehene Mitwirkung des Königlich Preussischen Finanzministeriums bei der Anstellung, Beförderung und Versetzung von Beamten soll sich nur auf die mittleren Zollbeamten beziehen. Die Anstellung, Beförderung oder Versetzung kann künftig erfolgen, nachdem zuvor dem Königlich Preussischen Finanzminister Gelegenheit zur Aeusserung hierüber gegeben ist.

VI. — *Zu Art. 12 des Vertrags.* — Es besteht Einverständniss, dass die Kaiserliche Generaldirektion die im Artikel 1 des Vertrags bezeichneten, auf Luxemburgischem Gebiete belegenen Eisenbahnstrecken bei Ablauf der Konzessionsdauer am 31 Dezember 1959 unmittelbar an die Grossherzogliche Regierung übergeben wird, und zwar nach Massgabe des Artikel 31 der Konzessionsbedingungen vom 9 November 1855 und der in Ausführung des § 9 der Uebereinkunft vom 11 Juni 1872 aufgenommen, stets auf dem Laufenden zu erhaltenden Besitzstandsverzeichnisse über die zur Bahn gehörigen Grundstücke.

Es besteht ferner Einverständniss, dass die Bestimmungen der Uebereinkunft vom 11 Juni 1872 in allen Fällen, in welchen auf sie in noch

cher la circulation des imprimés et images contraires aux bonnes mœurs et à l'ordre public, et tous les objets généralement quelconques pouvant compromettre la morale et la sécurité publiques, sont de nature à justifier des restrictions à la libre circulation réciproque. Ces dispositions restrictives ne sauraient pourtant être décrétées qu'en cas de nécessité absolue, et seulement pour autant qu'elles ne se dégagent pas d'ores et déjà de la concordance de la législation afférente des deux parties contractantes.

Le concours du Ministre des finances du royaume de Prusse, à la nomination, à l'avancement et au remplacement des employés des douanes prévu à l'art. 9, IV, 2, des dispositions additionnelles au traité du 8 février 1842 ne s'appliquera qu'aux agents de la classe moyenne. Dorénavant il pourra être procédé à la nomination, à l'avancement et au déplacement, après que le Ministre des finances du royaume de Prusse aura été mis à même de s'y prononcer.

VI. — *Quant à l'article 12 de la Convention.* — Il est entendu qu'à l'expiration de l'époque fixée pour la durée de la concession, c'est-à-dire le 31 décembre 1959, la Direction générale Impériale remettra directement au Gouvernement grand-ducal les voies ferrées visées à l'article 1^{er} du présent traité et situées dans le Grand-Duché et ce dans les conditions déterminées par l'article 31 du cahier des charges du 9 novembre 1855, ainsi que par les tableaux parcellaires des terrains dépendant de la voie, qui ont été dressés en exécution de l'article 9 de la convention du 11 juin 1872 et qui devront constamment être tenus à jour.

Il est de plus entendu que les dispositions de la convention du 14 juin 1872 seront remplacées par les stipulations afférentes de la présente con-

in Geltung befindlichen besonderen Abmachungen über die im Artikel 1 bezeichneten, auf luxemburgischen Gebiete belegenen Eisenbahnstrecken verwiesen ist, durch die entsprechenden Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrags ersetzt werden.

Die Bevollmächtigten sind übereingekommen, dass das gegenwärtige Protokoll zugleich mit dem Verträge den beiden vertragschliessenden Theilen vorgelegt werden soll, und dass im Falle der Ratifikation des letzteren auch die in dem ersteren enthaltenen Erklärungen und Verabredungen ohne weitere förmliche Ratifikation als genehmigt angesehen werden sollen.

Geschehen zu Berlin, den 11 november 1902.

Freiherr von *Richthofen*, Graf von *Villers*.

vention dans tous les cas où des arrangements particuliers qui sont demeurés en vigueur et qui ont pour objet les chemins de fer visés à l'article 1^{er} et situés dans le Grand-Duché, y renvoient.

Les plénipotentiaires sont enfin d'accord que le présent protocole et la convention seront soumis simultanément à l'approbation des parties contractantes, et que la ratification de la convention emportera de plein droit et sans qu'il soit besoin d'une ratification expresse ultérieure, approbation des déclarations et stipulations contenues dans le protocole.

Fait à Berlin, le 11 novembre 1902.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

Convention d'arbitrage avec l'Angleterre ⁽¹⁾

(1903)

N° 1

**M. Paul Cambon, Ambassadeur de la République française,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.**

Londres, le 20 mai 1903.

En me guidant sur les indications que Votre Excellence avait bien voulu me donner verbalement, j'ai demandé à Lord Lansdowne son sentiment sur la campagne relative à des projets d'arbitrage que mène actuellement l'Association des chambres de commerce anglaises. L'occasion d'un entretien de cette sorte m'était tout naturellement fournie par une question adressée sur le même sujet, le 11 de ce mois, à M. Balfour et par la réponse qu'y avait faite le Premier Ministre. Il s'était tenu dans les généralités, ce qui rendait difficile d'inférer de ses paroles une adhésion au principe d'un traité d'arbitrage permanent, mais il s'était gardé de décourager les espérances des partisans du projet.

Quant à Lord Lansdowne, il m'a déclaré qu'on ne pouvait demander à un Gouvernement de se lier absolument les mains et que, suivant lui, par leur nature ou leur importance, certaines questions devaient échapper à l'arbitrage, mais que d'autre part, le mouvement en faveur d'un traité permanent était si général que le Gouvernement ne pouvait se dispenser d'en tenir un large compte.

Je lui ai dit que Votre Excellence partageait ce sentiment et qu'Elle avait déjà cherché une formule acceptable ; je lui ai fait connaître les termes que vous aviez vous-même employés dans notre dernier entretien.

« On soumettrait, avez-vous dit, à l'arbitrage les divergences sur
« l'interprétation juridique des conventions existantes entre les deux
« pays. »

Lord Lansdowne parut très frappé de cette formule. Il me dit qu'il y avait peut-être là une base d'entente satisfaisante.

CAMBON.

(1) Documents diplomatiques publiés par le Ministère des Affaires étrangères.

N° 2

M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères, à M. Paul Cambon, Ambassadeur de la République française à Londres.

Paris, le 16 juillet 1903.

Par une lettre du 20 mai dernier, vous m'avez rendu compte d'un entretien que vous aviez eu avec le Principal Secrétaire d'État au sujet d'un traité permanent d'arbitrage entre la France et la Grande-Bretagne.

Depuis lors, cette question n'a cessé d'être agitée des deux côtés du détroit. De nombreuses adresses me sont parvenues dans lesquelles une entente de ce genre est réclamée avec insistance soit par des Chambres de commerce, soit par des particuliers.

Ce mouvement d'opinion n'étant pas moins marqué en Angleterre qu'en France, j'attacherais du prix à connaître de la façon la plus précise ce qu'en pense le Ministre des Affaires étrangères du Roi. Aussi vous serai-je obligé de saisir les premières occasions d'en conférer à nouveau avec Lord Lansdowne.

Je crois d'ailleurs utile de vous communiquer ci-joint copie d'une formule qui a été déjà approuvée par le Conseil des Ministres et qui paraît susceptible de servir de base aux pourparlers qui pourraient être engagés avec le Gouvernement du Roi.

DELCASSÉ.

ANNEXE

Les différends tombant sous l'application de l'article 16 de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, conclue à la Haye, le 29 juillet 1899, c'est-à-dire les différends d'ordre juridique et particulièrement ceux qui sont relatifs à des difficultés d'interprétation ou d'appréciation des Conventions existantes, qui viendraient à se produire entre les Hautes Puissances contractantes, seront, — à la condition cependant qu'ils ne touchent ni aux intérêts vitaux ni à l'honneur des dites Puissances contractantes, et si, d'autre part, ils ne peuvent être résolus par la voie diplomatique, — soumis à la Cour permanente d'arbitrage, conformément aux dispositions de la Convention susmentionnée.

N° 3

M. Paul Cambon, Ambassadeur de la République française à Londres, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.

Londres, le 6 août 1903.

En exécution de vos instructions, j'ai dit hier au Principal Secrétaire d'État pour les Affaires étrangères que vous étiez tout disposé à vous entretenir avec lui d'un projet de Convention d'arbitrage entre les deux

pays. Je lui ai remis la formule que vous m'aviez chargé de lui communiquer officiellement et qui lui a paru très digne d'attention. Il la soumettra à ses Collègues, et son avis personnel est qu'en limitant, comme vous le faites, l'arbitrage aux différends d'ordre juridique et aux difficultés d'interprétation des Conventions existantes, il est possible d'arriver à une entente pratique.

CAMBON.

N° 4

**M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères, à M. Geoffray,
Chargé d'affaires de France à Londres.**

Paris, le 29 décembre 1903.

M. Paul Cambon m'a fait savoir, dans son dernier séjour à Paris, que le Gouvernement britannique serait disposé à signer avec nous une Convention d'arbitrage basée sur la formule qui lui avait été officieusement communiquée et dont le texte était joint à la lettre du Département du 16 juillet dernier.

Prenant, en conséquence, ce texte comme point de départ, je fais préparer un projet de Convention que je ne manquerai pas de vous faire tenir.

DELCASSÉ.

N° 5

**M. Paul Cambon, Ambassadeur de la République française
à Londres, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.**

Londres, le 7 octobre 1903.

J'ai remis aujourd'hui à Lord Lansdowne le texte du projet complet de Convention relatif à l'arbitrage que Votre Excellence a bien voulu me confier lors de ma dernière visite à Paris et dont je joins ici, pour ordre, une copie.

Le Secrétaire d'État pour les Affaires étrangères trouve la forme de ce nouveau projet parfaitement appropriée à l'arrangement proposé.

Si Votre Excellence veut bien m'envoyer les pouvoirs nécessaires, la signature sera donnée immédiatement.

CAMBON.

ANNEXE

ARTICLE I

Les différends d'ordre juridique ou relatifs à l'interprétation des traités existants qui viendraient à se produire entre les deux Parties contractantes et qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique, seront

soumis à la Cour permanente d'arbitrage établie par la Convention du 29 juillet 1899, à la condition, toutefois, qu'ils ne mettent en cause ni les intérêts vitaux, ni l'indépendance ou l'honneur des deux États contractants et qu'ils ne touchent pas aux intérêts de tierces Puissances.

ARTICLE II

Dans chaque cas particulier, les Hautes Parties contractantes, avant de s'adresser à la Cour permanente d'arbitrage, signeront un compromis spécial, déterminant nettement l'objet du litige, l'étendue des pouvoirs des Arbitres et les délais à observer, en ce qui concerne la constitution du tribunal arbitral et la procédure.

ARTICLE III

Le présent arrangement est conclu pour une durée de cinq années, à partir du jour de la signature.

N° 6

M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères, à M. Paul Cambon, Ambassadeur de la République française à Londres.

Paris, le 10 octobre 1903.

Par une lettre du 7 de ce mois, vous m'avez fait savoir que vous aviez remis à Lord Lansdowne le projet de Convention relatif à l'arbitrage préparé par mon Département et que le Principal Secrétaire d'État s'était déclaré prêt à donner sa signature.

J'ai l'honneur de vous renvoyer un texte définitif de ce projet, auquel j'ai apporté une légère modification : il m'a paru utile d'ajouter dans l'article 1^{er}, après « l'interprétation des traités existants », les mots : « entre les deux Parties contractantes ».

Il y a lieu de penser que cette addition ne changera rien aux dispositions du Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique. Si, comme nous aimons à le croire, la rédaction nouvelle ne soulève de sa part aucune objection, je vous autorise à signer immédiatement avec lui l'arrangement dont il s'agit.

DELCASSÉ.

N° 7

M. Paul Cambon, Ambassadeur de la République française à Londres, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.

Londres, le 14 octobre 1903.

Après avoir rectifié notre projet de Convention d'arbitrage permanent suivant les prescriptions de Votre Excellence contenues dans Sa lettre du 10 octobre, nous avons signé, le Marquis de Lansdowne et moi, cette Convention aujourd'hui même, et je vous l'envoie ci-incluse.

Paul CAMBON.

CONVENTION

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et le GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE, signataires de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, conclue à La Haye, le 29 juillet 1899 ;

Considérant que, par l'article 19 de cette Convention, les Hautes Parties contractantes se sont réservé de conclure des accords en vue du recours à l'arbitrage, dans tous les cas qu'Elles jugeront possible de lui soumettre.

Ont autorisé les soussignés à arrêter les dispositions suivantes :

ARTICLE I

Les différends d'ordre juridique ou relatifs à l'interprétation des traités existant entre les deux Parties contractantes, qui viendraient à se produire entre elles et qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique, seront soumis à la Cour permanente d'arbitrage établie par la Convention du 29 juillet 1899, à La Haye, à la condition, toutefois, qu'ils ne mettent en cause ni les intérêts vitaux, ni l'indépendance ou l'honneur des deux États contractants et qu'ils ne touchent pas aux intérêts de tierces Puissances.

ARTICLE II

Dans chaque cas particulier, les Hautes Parties contractantes, avant de s'adresser à la Cour permanente d'arbitrage, signeront un compromis spécial, déterminant nettement l'objet du litige, l'étendue des pouvoirs des Arbitres et les délais à observer, en ce qui concerne la constitution du tribunal arbitral et la procédure.

ARTICLE III

Le présent Arrangement est conclu pour une durée de cinq années, à partir du jour de la signature.

Fait à Londres, en double exemplaire, le 14 octobre 1903.

Paul CAMBON.
LANSDOWNE.

AFFAIRES DU VENEZUELA

La Doctrine de Monroe.

Note diplomatique du gouvernement Argentin à son représentant à Washington, en date du 29 décembre 1902.

Buenos-Aires, le 29 décembre 1902.

Monsieur le Ministre,

J'ai reçu la dépêche de Votre Excellence en date du 20 de ce mois, concernant les événements survenus dernièrement entre le gouvernement de la République du Venezuela et ceux de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne.

D'après les informations de Votre Excellence, l'origine du conflit doit être attribuée, en partie, à des préjudices subis par des sujets de nations réclamantes, pendant les révolutions et les guerres dont le territoire de ladite République a été récemment le théâtre, et en partie également par le non-payement, à son heure, de certains services de la Dette extérieure de l'État.

Abstraction faite du premier chef de ces réclamations, dont la juste appréciation doit être toujours présidée par l'examen des lois des pays respectifs, ce gouvernement estime opportun de transmettre à Votre Excellence quelques considérations que ces événements lui ont suggérées relatives au recouvrement compulsif de la Dette publique.

On remarque tout d'abord, à ce sujet, que le capitaliste qui avance son argent à un État étranger, tient toujours compte des ressources du pays où il va opérer et du plus ou moins de probabilités qu'il y a que les engagements passés soient exécutés sans encombre.

A chaque gouvernement échoit, à ce titre, un crédit différent, selon son degré de civilisation et de culture et sa manière de procéder dans les affaires. Ces circonstances sont pesées et mesurées avant que de négocier un emprunt, pour le traiter dans des conditions plus ou moins onéreuses, d'après les renseignements que les banquiers prêteurs possèdent en ce sens.

En outre, le créancier n'ignore pas qu'il a traité avec une entité souveraine, et l'une des conditions propres à toute souveraineté est que nul procédé exécutoire ne peut être ni initié ni accompli contre elle, parce que ce mode de recouvrement compromettrait son existence même et ferait disparaître l'indépendance et l'action du gouvernement respectif.

Parmi les principes fondamentaux du Droit public international que l'humanité a consacrés, un des plus précieux est celui qui détermine que tous les États, quelle que soit la force dont ils disposent, sont des entités parfaitement égales entre elles et ayant réciproquement droit aux mêmes considérations et aux mêmes respects.

La reconnaissance de la dette, la liquidation de son montant peuvent

et doivent être faites par la nation sans détriment de ses droits primordiaux comme entité souveraine ; mais le recouvrement compulsif et immédiat, à un moment donné, au moyen de la force, entraînerait la ruine des nations les plus faibles et l'absorption d'un gouvernement, avec toutes les facultés qui lui sont inhérentes, par les puissants de la terre.

Tout autre est le caractère des principes proclamés dans ce continent américain. « Les contrats passés entre une nation et des personnalités privées sont obligatoires selon la conscience du souverain et ne peuvent être l'objet de force compulsive », a dit l'illustre Hamilton. Il ne confère aucun droit d'action en dehors de la volonté souveraine.

Les Etats-Unis ont été très loin dans ce sens. Le onzième amendement de leur Constitution établit, en effet, avec l'assentiment unanime du peuple, que le pouvoir judiciaire de la nation n'a pas qualité pour connaître des litiges de loi ou d'équité intentés contre l'un des Etats unis par des citoyens d'un autre Etat ou par des citoyens ou des sujets d'un Etat étranger.

La République Argentine a déclaré ses provinces susceptibles d'être demandées en justice et a même consacré le principe que la nation fût éventuellement appelée devant la Cour suprême, à répondre de l'exécution des traités passés avec les particuliers.

Mais ce qu'elle n'a pas établi, ce qu'elle ne saurait d'aucune façon admettre, c'est que le montant de sa dette éventuelle, une fois déterminé par sentence, on la prive de la faculté de choisir le mode et le temps d'effectuer un paiement dans lequel elle est, pour le moins, aussi intéressée que le créancier lui-même, parce qu'il y va du crédit et de l'honneur de tout un peuple.

Ce n'est, en aucune manière, la défense de la mauvaise foi, du désordre et de l'insolvabilité délibérée et volontaire. C'est tout simplement la protection due à la dignité de l'entité publique internationale qui ne peut être ainsi entraînée à la guerre, au préjudice des nobles fins qui déterminent l'existence et la liberté des nations.

La reconnaissance de la Dette publique, l'obligation définie de la payer n'est nullement une déclaration sans valeur par le seul fait que le recouvrement ne puisse pas s'effectuer par la voie de la violence.

L'Etat subsiste en sa qualité et, tôt ou tard, les situations obscures sont résolues, les ressources s'accroissent, les communes aspirations d'équité et de justice prévalent, et l'on donne satisfaction aux engagements les plus en retard.

Dès lors, la sentence déclarant l'obligation de payer la dette, rendue par les tribunaux du pays ou par ceux de l'arbitrage international, aspiration constante vers la justice qui fonde les relations politiques entre les peuples, cette sentence, dis-je, constitue un titre indiscutable qui ne saurait être comparé au droit incertain de celui dont les créances ne sont pas reconnues et qui se place dans le cas d'en appeler à la force pour obtenir satisfaction.

Ces sentiments de justice, de loyauté et d'honneur sont ceux qui animent le peuple argentin et ont inspiré de tout temps sa politique. Votre Excellence comprendra qu'il se soit ému en apprenant que le non-paiement des services de la Dette publique du Venezuela s'indique comme une des causes déterminantes de la prise de sa flotte, du bombardement d'un de ses ports et du blocus de guerre rigoureusement établi sur ses côtes. Si ces procédés devaient être définitivement adoptés, ils établi-

raient un dangereux précédent pour la sécurité et pour la paix des nations de cette partie de l'Amérique.

Le recouvrement *manu militari* des emprunts implique l'occupation territoriale, laquelle suppose la suppression ou la subordination des gouvernements.

Cette situation contrarie ouvertement les principes maintes fois proclamés par les nations de l'Amérique et particulièrement la doctrine de Monroe, si efficacement soutenue et défendue, en tout temps, par les États-Unis, doctrine à laquelle la République Argentine a déjà adhéré implicitement.

Les principes énoncés dans le mémorable message du 2 décembre 1823, contiennent deux grandes déclarations qui ont particulièrement trait à ces Républiques, savoir :

« Les continents américains ne pourront désormais servir de champ à
« la colonisation future des nations européennes et l'indépendance des
« nations de l'Amérique ayant été reconnue, on ne pourra regarder l'in-
« tervention d'un pouvoir européen dans le but de les opprimer ou de
« contrôler leurs finances, de n'importe quelle manière, que comme la
« manifestation de sentiments peu amicaux envers les États-Unis. »

L'abstention, en matière d'acquisitions de nouveaux domaines coloniaux dans les territoires de ce continent, a été bien des fois acceptée par les hommes publics de l'Angleterre. On peut dire que c'est grâce à leur sympathie que la doctrine de Monroe dut le grand succès obtenu lors de sa promulgation.

Mais on remarque, dans ces derniers temps, une tendance marquée chez les publicistes et dans diverses manifestations de l'opinion en Europe à signaler ces pays-ci comme le champ le plus indiqué pour les futures expansions territoriales.

Des penseurs les plus haut placés ont signalé l'avantage d'orienter dans cette direction les grands efforts que les principales puissances de l'Europe ont appliqués à la conquête de régions stériles, d'un climat peu clément, dans les plus lointaines latitudes du monde. Ils sont nombreux les écrivains européens qui désignent les territoires de l'Amérique du Sud, avec leurs grandes richesses, leur beau ciel et leur climat propice à toutes les productions, comme le théâtre obligé où les grandes puissances qui ont prêté les armes et les instruments de la conquête, devront se disputer la suprématie dans le cours de ce siècle.

La tendance à l'expansion, ainsi échauffée par les suggestions de l'opinion et de la presse, peut à n'importe quel moment prendre une tournure agressive et cela malgré la volonté des gouvernements actuels. Et l'on ne niera pas que le moyen le plus simple pour aboutir à la mainmise et à la substitution des autorités locales par les gouvernements européens, c'est précisément l'intervention financière comme bien des exemples le prouvent.

Nous ne prétendons nullement que les nations sud-américaines soient, à n'importe quel titre, exemptes des responsabilités de tout ordre que les violations du droit international entraînent pour les peuples civilisés. Nous ne prétendons ni ne pouvons prétendre que ces pays occupent une situation exceptionnelle dans leurs rapports avec les puissances européennes qui ont l'indiscutable droit d'y protéger leurs sujets contre les persécutions ou les injustices dont ils pourraient être victimes, aussi amplement que dans n'importe quelle autre partie du globe.

La seule chose que la République Argentine soutient et ce qu'elle aimerait à voir consacrer, à l'occasion des événements du Venezuela, par une nation qui, ainsi que les États-Unis, jouit d'une autorité égale à sa puissance, c'est le principe, accepté déjà, qu'il ne peut pas y avoir d'expansion territoriale européenne en Amérique, ni de pression faite sur les peuples de ce continent par le seul fait d'une malheureuse situation financière qui oblige un de ces pays à différer l'accomplissement de ses obligations.

En un mot, le principe que la République Argentine voudrait voir reconnu, c'est que la Dette publique ne pût provoquer l'intervention armée ni encore moins l'occupation matérielle du sol des nations américaines de la part d'une puissance d'Europe.

Le discrédit s'attachant aux États qui manquent de satisfaire aux droits de leurs créanciers légitimes entraîne déjà des difficultés trop considérables pour qu'il soit besoin d'aggraver, par l'agression étrangère, les calamités d'une insolvabilité momentanée.

La République Argentine pourrait citer son propre exemple pour démontrer combien les interventions armées sont peu nécessaires en pareil cas.

Le service de la dette anglaise, en 1824, fut spontanément repris par l'Argentine après une interruption de trente ans, motivée par l'anarchie et les convulsions qui, alors, remuèrent profondément le pays. Tout l'arriéré fut scrupuleusement payé avec les intérêts et cela sans que les créanciers fissent la moindre démarche.

Plus tard, une série d'événements et de contretemps financiers, complètement en dehors du contrôle de ses gouvernants, mirent momentanément la République Argentine dans le cas de suspendre à nouveau le service de la Dette extérieure. Elle eut cependant à cœur d'en reprendre le paiement aussitôt que les circonstances le lui permettraient, ce qu'elle put faire quelque temps après en s'imposant d'énormes sacrifices et toujours spontanément, par sa propre volonté et sans intervention ni demande comminatoire d'aucune puissance étrangère. C'est par ses procédés scrupuleux et par son haut sentiment de justice, aujourd'hui clairement manifesté, que les difficultés éprouvées, loin d'amoindrir son crédit sur les marchés européens l'ont largement développé.

On peut affirmer avec une entière certitude qu'un résultat aussi flatteur n'aurait pas été obtenu si les créanciers eussent jugé opportun d'intervenir d'une manière violente pendant la période de crise financière aujourd'hui disparue.

Nous ne craignons ni ne pouvons craindre le renouvellement de pareils embarras.

Nous n'obéissons donc pas en ce moment à un sentiment égoïste pas plus que nous ne cherchons notre avantage en manifestant le désir que la Dette publique des États ne soit pas la cause d'une agression militaire dirigée contre eux.

Nous ne nourrissons, en aucune manière, des sentiments d'hostilité envers les nations de l'Europe. Bien au contraire, nous maintenons des relations on ne peut plus cordiales, depuis notre émancipation, avec toutes les puissances et très particulièrement avec l'Angleterre à laquelle nous avons donné, tout récemment, la plus grande preuve de la confiance que sa persévérante justice nous inspire, en soumettant à son arbitrage la plus importante de nos questions internationales qu'elle vient de

résoudre en fixant nos limites avec le Chili, question qui donna lieu à une controverse de plus de soixante ans.

Nous savons que là où l'Angleterre se présente elle est accompagnée de la civilisation et que le bienfait des libertés se développe. C'est pourquoi nous lui accordons toute notre estime, ce qui ne veut pas dire que nous adhérierions avec une égale sympathie à sa politique au cas, peu probable, où elle chercherait à opprimer les nationalités du continent qui luttent pour leur progrès, qui ont déjà vaincu de plus grandes difficultés et qui triompheront définitivement pour l'honneur des institutions démocratiques. Il est peut-être encore long, le chemin qui reste à parcourir aux nations sud-américaines ; mais elles ont suffisamment d'énergie et de vertu pour arriver à leur complet développement en s'appuyant les unes sur les autres.

C'est à ce sentiment de confraternité continentale et à la force que donne l'appui moral de tout un peuple, que j'obéis en m'adressant à vous, Monsieur le Ministre, conformément aux instructions de Son Excellence M. le Président de la République, pour vous prier de transmettre au cabinet de Washington notre manière d'envisager les événements dont le développement ultérieur réserve aux États-Unis une part prépondérante, afin qu'il daigne en tenir compte comme de l'expression sincère des sentiments d'une nation qui a foi dans ses destinées et dans celles de tout ce continent américain à la tête duquel marchent les États-Unis en réalisant un idéal et créant un modèle.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma considération distinguée.

Signé : LUIS M. DRAGO.

Ministre des Affaires étrangères.

AFFAIRES DU VENEZUELA ⁽¹⁾

(Suite) ⁽²⁾.

N° 74.

M. Haggard au Marquis de Lansdowne.

(Extrait).

Caracas, le 14 mars 1902 (Reçu le 10 avril).

Dans ma dépêche du 3 courant, j'ai eu l'honneur d'inclure la copie d'une note du Gouvernement Vénézuélien par le dernier paragraphe de laquelle il m'informe qu'aussi longtemps que la situation, créée par l'expédition du navire se prolongera, le Gouvernement vénézuélien, ne saurait discuter aucune autre affaire.

Le ministre des Affaires Etrangères m'a envoyé aujourd'hui la note dont j'ai l'honneur de joindre une traduction.

Comme votre Seigneurie le verra, la déclaration mise à la fin de la première note se trouve aussi répétée dans le paragraphe terminant la note ci-incluse. La seule différence est que les termes employés dans celle-ci semblent éliminer l'idée de toute intention d'une suspension effective des relations entre le Gouvernement et cette Légation, idée qu'on aurait pu inférer des termes de l'autre note.

ANNEXE DU N° 74.

Le général Pachano à M. Haggard.

Traduction.

Caracas, le 13 mars 1902.

Monsieur le Ministre,

Aux preuves accumulées par le Gouvernement et qui augmentent chaque jour, au sujet des dommages subis par la République, du fait de l'expédition du « Ban-Righ » des ports anglais, Son Excellence le Président a décidé maintenant d'ajouter celles qui constatent l'indifférence montrée par les autorités de Trinidad concernant les agissements du vapeur en question. Il y joindra aussi les preuves, plus graves encore, de la tolérance avec laquelle ces autorités ont vu la préparation, sur le territoire même de l'île, et le départ public et notoire d'expéditions en armes dirigées contre la paix des Etats Vénézuéliens les plus voisins de la colonie. Votre Excellence n'a pas oublié l'insistance avec laquelle la coopération de la Légation a été demandée, il y a quelque temps, afin

(1) *Livre bleu anglais*, Venezuela, I, 1903.

(2) *V° Arch. dipl.*, t. LXXXVII, p. 43-82.

que des mesures fussent prises pour empêcher l'île de Trinidad de devenir le centre de machinations contre la tranquillité publique au Vénézuéla. Bien qu'à cette époque tout le bon vouloir qu'on était en droit d'attendre et qu'un autre magistrat anglais (Son Excellence le Gouverneur de Granada) venait de témoigner spontanément, en conformité avec la loi internationale, n'ait été témoigné ni par Votre Excellence, ni par le nouveau Gouverneur de Trinidad, le Gouvernement n'aurait jamais pu supposer que l'indifférence au sujet de la tranquillité d'un peuple ami serait poussée à un degré tel, par les agents de Sa Majesté, qu'elle attirerait l'attention des habitants de Trinidad et qu'elle provoquerait même le blâme de la presse locale de la Colonie.

Sans faire état d'aucune autre preuve que celles qui sont en sa possession immédiate, le Gouvernement de la République a acquis la certitude que le vaisseau en question, expédié d'Angleterre, arrivant dans ces mers sous pavillon anglais et pourvu d'un matériel de guerre, a navigué pendant plus de deux mois en causant un dommage permanent au commerce vénézuélien. Après avoir détruit des navires nationaux et bombardé des places ouvertes et sans défense, il a tiré ouvertement, du territoire de cette île (ou, ce qui revient au même, de l'un des domaines de Sa Majesté) des renforts en hommes et en armes pour continuer son œuvre de destruction. Un tel état de choses est d'autant plus choquant qu'il est nettement en contradiction avec le caractère amical des relations que le Vénézuéla entretient avec la Grande-Bretagne.

Comme la simple application de certaines lois du Royaume semble suffisante pour prévenir de tels méfaits, tant pour ce qui concerne les agissements de ce bâtiment que pour le fait de son expédition de Trinidad, le Gouvernement considère qu'il ressort de ces circonstances une omission des devoirs les plus élémentaires de la bonne amitié. Il proteste contre ces faits et se réserve le droit de réclamer des indemnités en raison des dommages subis par les intérêts nationaux par suite de cette omission.

En même temps le Gouvernement réitère sa proposition (déjà communiquée précédemment) de différer l'examen de toutes les affaires pouvant avoir de l'importance pour les deux pays, jusqu'à ce qu'une situation aussi irrégulière, au point de vue du droit public, et surtout si opposée à l'esprit de cordialité qui domine les relations entre le Vénézuéla et la Grande-Bretagne, ait cessé, ou ait été réglée par un arrangement.

Agréé etc.,

(Signé) J. R. PACHANO.

N° 75.

Le Ministère des Colonies au Ministère des Affaires étrangères.

Dowling-Street le 11 avril 1902. (Reçu le même jour).

Monsieur,

Comme suite à la lettre de ce Ministère en date du 8 courant, relative au bateau à vapeur « Ban-Righ » ou « Bolivar », je reçois l'ordre de Monsieur le Secrétaire d'État Chamberlain de vous transmettre, pour être

mis sous les yeux du marquis de Lansdowne, le télégramme ci-inclus, que nous avons reçu du Gouverneur de Trinidad, au sujet de ce navire.

2° Je dois vous prier de m'indiquer les instructions qui devront être envoyées à Sir Alfred Moloney, pour lui servir de ligne de conduite au cas où un navire de guerre colombien arriverait à Trinidad dans le but d'exécuter les opérations auxquelles fait allusion le Consul de Colombie. Il y a lieu d'observer que Sir Alfred Moloney demande une prompt réponse.

3° Je suis chargé également de vous transmettre ci-inclus, pour être soumises à l'examen de Lord Lansdowne, deux dépêches, avec annexes, émanant du Gouverneur et se rapportant également à ce navire.

Je suis, etc..

(Signé) : C. P. LUCAS.

ANNEXE 1 du n° 75.

Le Gouverneur Sir A. Moloney à M. Chamberlain.

(Télégramme).

(Reçu le 10 avril 1902).

Consul de Colombie m'informe qu'il a télégraphié afin de demander qu'un vaisseau de guerre soit envoyé à Port-of-Spain pour remorquer le « Ban-Righ » ou pour enlever les armes qu'il possède.

Veuillez m'informer au plus tôt s'il y a quelque inconvénient à l'une ou à l'autre de ces mesures, avec ou sans assurance du Gouvernement Colombien que ni le vaisseau ni les armes ne seront utilisés contre le Venezuela.

ANNEXE 2 du n° 75.

Le Gouverneur Sir A. Moloney à M. Chamberlin

(Extrait).

Hôtel du Gouvernement, à Trinidad, le 26 mars 1902

Comme suite à ma dépêche du 11 courant, j'ai l'honneur de vous aviser que, dans la matinée du 23 courant, le « Ban-Righ » ou « Libertador », maintenant nommé le « Bolivar », est venu se mettre à l'ancre dans ce port. Je joins ci-inclus une copie du rapport du Capitaine de port.

J'ai donné immédiatement l'ordre que le « Bolivar » fût mis en quarantaine en attendant les rapports du Receveur des Douanes et de l'Officier de Santé. Ces fonctionnaires ainsi que le Capitaine de port, ont déclaré que tout était en règle. J'ai également reçu une lettre du Capitaine Campbell, du vaisseau de Sa Majesté, « l'Indéfatigable », doyen des Officiers de marine de cette station, qui a aussi abordé le « Bolivar » et a examiné ses papiers. Il m'a adressé une copie de la commission du « Bolivar », dont je vous transmets la traduction ci-incluse. M. Becerra, Consul de Colombie à Port-of-Spain, certifie que la commission émane du fonctionnaire Colombien dûment qualifié, et aussi qu'il a été avisé par son Gouvernement que le « Bolivar » est un vaisseau de guerre de l'État Colombien. Sur ce j'ai donné ordre d'accorder la libre pratique.

Je joins à la présente la copie d'une pièce émanant du Capitaine de port, rapportant que les canonnières vénézuéliennes se trouvant dans le port, au nombre de trois, s'étaient placées auprès du « Bolivar » dans une attitude menaçante.

J'ai considéré que cette attitude constituait, pour ainsi dire, une violation de l'hospitalité de ce port. Sur l'avis du Capitaine Campbell j'ai ordonné à ces canonnières de se placer de l'autre côté du vaisseau de Sa Majesté « l'Indéfatigable ».

Je joins également copie d'une lettre que j'ai reçue du Général Ybarra, Commandant en Chef de la Marine vénézuélienne, par laquelle il proteste contre les actes de mon Gouvernement. Je joins aussi la copie de la réponse que je lui ai faite.

Ci-inclus copie d'une lettre que je viens de recevoir du Capitaine Campbell du vaisseau de Sa Majesté « l'Indéfatigable », par laquelle il me rend compte des rondes de surveillance effectuées dans le port par les canonnières vénézuéliennes. Il ajoute que quatre autres canonnières vénézuéliennes sont attendues sous peu.

ANNEXE 3 DU N° 75.

Le Capitaine de Port au Secrétaire Colonial à Trinidad

Honorable Secrétaire Colonial,

En vous adressant ci-inclus l'avis de l'arrivée de la canonnière colombienne « Bolivar » (ci-devant « Ban-Righ ») j'ai l'honneur de vous aviser que ce navire a été admis à la libre pratique, ce matin vers 7 h. 30.

Elle était pourvue d'un certificat satisfaisant du service de santé de Sainte-Lucie, en date du 28 écoulé.

Depuis cette date, le « Bolivar » déclare avoir fait une croisière.

Conformément à des instructions téléphoniques reçues vers 11 heures du matin, je me suis rendu aussitôt à bord de ce navire, accompagné de l'officier de santé de la Navigation. J'ai procédé à un examen de ses papiers, savoir : un certificat du Consul de Sa Majesté à Barranquilla, constatant le transfert du navire du pavillon britannique au pavillon colombien, en date du 16 janvier, puis son enregistrement en qualité de canonnière colombienne, en date du 25 janvier 1902.

Suivant les instructions reçues, le navire a été mis en quarantaine. Je me suis assuré par une enquête que personne n'avait quitté le navire et que nulle communication n'avait été établie avec la côte jusqu'à ce moment.

Je puis ajouter que, pour autant que j'en puisse juger, ses papiers sont parfaitement en règle.

Le « Bolivar » a été ensuite relevé par moi de la quarantaine, conformément à vos instructions, reçues à 2 h. 40, de après-midi, par téléphone.

(Signé) Y. B. SAUNDERS.

Le 23 mars 1902.

ANNEXE 4 DU N° 75

Le Capitaine Campbell au Secrétaire Colonial à Trinidad.

A bord de « l'Infatigable », à Trinidad, le 23 mars 1902.

Monsieur,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence qu'un navire battant pavillon de la Marine de guerre Colombienne est arrivé ce matin à 7 heures.

Il a obtenu la libre pratique des autorités du Port vers 8 h. 30 du matin. Peu après l'officier de quart de mon bâtiment est monté à son bord et voici ce qu'il a consigné dans son rapport :

« Vaisseau de Guerre Colombien « Bolivar », bateau à vapeur à hélice de 992 tonnes, armé de deux canons de 65 millimètres, dont l'un à l'arrière et l'autre à l'avant. Dernier port de départ, Sainte-Lucie. Date d'appareillage, le 21 mars. Nombre de jours de voyage, un et demi. »

A la réception de ce rapport je me suis rendu à bord avec le Lieutenant Strickland, qui lit un peu l'espagnol, et j'ai l'honneur de vous rendre compte de ce qui s'est passé :

A mon arrivée à bord, j'ai été reçu par un officier parlant anglais. Il m'a présenté au Général Eduardo Ortega qu'il m'a dit avoir le commandement. J'ai alors expliqué que, vu les circonstances, je devais demander à voir les papiers du bord. On m'a montré les suivants :

1. Un document sur parchemin, dont ci-inclus copie.

2. Une lettre du Vice-Consul à Barranquilla, M. E. M. Dougall, au général Matos.

Le Commandant m'a aussi informé qu'il comptait rester quelques jours dans le port, une de ses chaudières ayant sauté et ayant besoin de réparations.

Il se dirige vers un port colombien et transporte 150 tonnes de charbon dans des soutes et 300 tonnes dans la cale.

En même temps l'officier de port m'a informé qu'on lui avait déclaré que le navire était en destination de Sainte-Lucie et de la Martinique.

J'ai l'honneur, etc.,

(Signé) F. L. CAMPBELL,

Capitaine et Doyen des officiers de Marine.

ANNEXE 5 DU N° 75.

République de Colombie

(Traduction).

Du Quartier Général de l'armée.

Juan B. Tobar, Général en Chef des Forces de l'Atlantique à tous ceux que la présente concerne,

Fait assavoir :

En vertu de l'article 3 du décret sur l'armée, en date du 19 octobre 1901, j'ai accordé une licence militaire de navigation à la canonnière « Bolivar », jaugeant 902 tonnes, commandant Eduardo Ortega.

Je prie donc toutes les autorités civiles et militaires de la République,

et les agents consulaires à l'étranger, ainsi que les vaisseaux et les autorités des nations amies de lui permettre d'exercer ses fonctions, en toute liberté, tant qu'il se conformera aux droits et privilèges dont ils sont investis.

Et j'offre, au nom de la République, d'user de réciprocité, le cas échéant.

Donné, signé et scellé du sceau de la Grande Chancellerie, et contre-signé par le Chef de l'État Major Général à Barranquilla, le 25 janvier 1902.

(Signé) JUAN B. TOBAR.

(Contresigné) RAMON AMAJO,
Major Général en Chef de l'État.

ANNEXE 6 DU N° 75.

**Rapport de Capitaine du Port au Secrétaire Colonial
à Trinidad.**

Honorable Secrétaire Colonial,

En vous adressant le rapport ci-inclus, j'ai l'honneur de vous informer que le navire dont il s'agit est arrivé pendant la nuit et qu'il se trouve maintenant à l'ancre dans le bassin habituellement occupé par les navires de cette catégorie, près de la jetée Saint-Vincent.

D'après les instructions de Son Excellence le Gouverneur, les canonnières vénézuéliennes « Miranda » et « Zumbador » ont été déplacées de l'endroit où elles avaient jeté l'ancre à leur arrivée hier soir à proximité de la canonnière colombienne « Bolivar ».

On les a placées plus au Nord, de sorte que le vaisseau de Sa Majesté « L'Indéfatigable » se trouve entre elles et le « Bolivar ».

Je dois également vous informer que, vers minuit, étant sorti pour m'assurer que le « Miranda » et le « Zumbador », étaient bien ancrés aux emplacements que je leur avais assignés, je me suis aperçu que le garde-côtes « Viente-tres-de-Mago » avait quitté son mouillage et était venu se poster à proximité du « Bolivar ». J'ai aussitôt donné ordre au capitaine de conduire son navire auprès des deux canonnières et non loin de « L'Indéfatigable ». Je suis resté là jusqu'à ce que cet ordre fût exécuté.

On m'informe que les canonnières vénézuéliennes « Restaurador » et « Bolivar » sont attendues sous peu.

Je vous prie de vouloir bien me faire connaître si je dois donner à ces canonnières l'ordre de se mettre à l'ancre auprès des autres ou si je puis les autoriser à prendre leurs mouillages habituels près du rivage.

(Signé) : J.-B. SAUNDERS.

Le 24 mars 1902.

ANNEXE 7 du n° 75.

Le Général Ybarra au Secrétaire Colonial à Trinidad

A bord de la canonnière « Zumbador » Trinidad, le 24 mars 1902.

Monsieur,

Hier après-midi, deux navires de la Marine vénézuélienne sont arrivés ici, venant de Carapano et ont jeté l'ancre à proximité du vaisseau de Sa Majesté « Indéfatigable ».

Le Capitaine de port les a abordés et ils ont été admis à la libre pratique.

Vers 9 heures du matin, après l'obtention du permis et lorsque les dispositions eurent été prises pour approvisionner ces navires en charbon, le Capitaine de port est monté à bord et a donné l'ordre aux bâtiments de lever l'ancre et d'aller mouiller derrière l'« Indéfatigable ». A la requête des Commandants, mais avec grande répugnance, il a autorisé les navires à entrer plus avant dans le port afin de prendre à la remorque des chalands de charbon. Il a été formellement entendu qu'aussitôt cette opération effectuée les navires sortiraient du port immédiatement pour regagner les ancrages qui leur avaient été assignés.

J'apprends qu'une heure après, comme les chalands venaient d'être amarrés aux navires, ceux-ci ont reçu de nouveau la visite du Capitaine de port qui leur a intimé l'ordre péremptoire d'avoir à regagner le mouillage mentionné ci-dessus.

Comme les navires de la Marine vénézuélienne placés sous mes ordres ont toujours respecté scrupuleusement les lois et règlements de ce port, je prie respectueusement Son Excellence le Gouverneur de vouloir bien ordonner une enquête sur les faits ci-dessus rapportés, et aussi de me faire savoir en même temps si le Capitaine du port avait le droit d'agir comme il l'a fait à l'égard des navire de guerre d'une nation amie.

Je suis, etc.

(Signé) : A. YBARRA,

Commandant en chef de la Marine Vénézuélienne.

(à suivre).

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

SUISSE

Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant le transfert à la Confédération de la concession pour le tunnel du Simplon sur le territoire italien.

(DU 16 OCTOBRE 1903).

Monsieur le Président et Messieurs,

Le traité du 25 novembre 1895, entre la Suisse et l'Italie pour la construction et l'exploitation d'un chemin de fer à travers le Simplon, de Brigue à Domodossola, a réglé les rapports des deux Etats et a fixé leurs obligations réciproques pour l'exécution du tunnel du Simplon. L'Administration du Royaume d'Italie et la Compagnie du Jura-Simplon ont ensuite conclu, le 22 février 1896, une convention, avec cahier des charges annexe, pour la construction et l'exploitation d'un chemin de fer à travers le Simplon de la frontière italo-suisse à Iselle. Cette convention et ce cahier des charges réglaient dans le détail les conditions de la concession du tunnel du Simplon sur territoire italien. Vous avez donné, par arrêté fédéral du 21 décembre 1896, votre ratification à ces accords.

En exécution de l'article 26 du traité international du 25 novembre 1895, il a été conclu dans la suite la convention du 2 décembre 1899 entre la Suisse et l'Italie concernant la jonction du réseau suisse avec le réseau italien à travers le Simplon et l'exploitation de la section Iselle-Domodossola. Notre message du 4 décembre 1899 vous a renseignés sur les dispositions de cette convention, à laquelle vous avez donné votre approbation par arrêté fédéral du 22 décembre 1899.

Toutes les conditions relatives à la construction et à l'exploitation de la ligne du Simplon sur territoire italien se trouvaient par là réglées en principe ; le cas de la nationalisation du réseau Jura-Simplon ainsi que celui du transfert du tunnel du Simplon à la Confédération avaient été de même expressément prévus. Dans notre message du 3 juin 1898 concernant la subvention de la Confédération en faveur du percement du Simplon, nous pouvions en effet dire que le gouvernement italien, après nous avoir informés que la subvention totale de l'Italie était assurée au chiffre de quatre millions de lire, s'était, en même temps, déclaré prêt à transférer à la Confédération la concession du tronçon italien de la ligne du Simplon, le transfert devant s'effectuer lors du rachat du réseau Jura-Simplon par la Confédération et aux mêmes conditions que celles accordées à la Compagnie concessionnaire.

Nous faisons suivre ci-dessous les notes échangées entre la Suisse

et l'Italie, notes sur lesquelles nous nous étions appuyés pour vous faire cette communication.

I. — A Son Excellence Monsieur le Marquis Visconti-Venosta.

Ministre des Affaires étrangères.

Rome, 21 mars 1898

Monsieur le Ministre,

En me référant à ma note du 16 février dernier sur l'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de faire à Votre Excellence les communications suivantes, relatives au traité conclu entre la Suisse et l'Italie le 25 novembre 1895 pour la construction et l'exploitation d'un chemin de fer à travers le Simplon de Brigue à Domodossola.

Maintenant que les subventions suisses sont chose acquise et que la Compagnie du Jura-Simplon est au bénéfice d'un contrat avec cinq banques suisses, lesquelles se sont engagées à lui fournir les soixante millions de francs nécessaires pour l'exécution de l'entreprise, la justification des ressources suffisantes et, par conséquent, la possibilité de procéder à l'échange des ratifications et de commencer les travaux dépend essentiellement de l'apport, par les intéressés italiens, des quatre millions de lire prévus à l'article 12 dudit traité.

A ce sujet, je suis dans l'attente des informations que Vous avez bien voulu me faire prévoir de vive voix. Je crois devoir cependant, dès à présent attirer l'attention de Votre Excellence sur les considérations que voici :

1. Le traité, passé avec les banques pour les soixante millions échoit le 20 avril prochain et comporte la garantie par la Confédération de cet emprunt.

2. L'Assemblée fédérale suisse est convoquée pour le 12 avril afin d'autoriser le Conseil fédéral à donner cette garantie. Pour obtenir cette autorisation, il paraît indispensable que mon Gouvernement puisse déclarer à l'Assemblée fédérale :

a. Que les quatre millions italiens sont assurés ;

b. Que le Gouvernement Royal faisant usage de la clause de l'article 8 de la Convention du 22 février 1896, donne son assentiment à ce que la Compagnie de Jura-Simplon opère au moment donné, le transfert de sa concession à la Confédération.

Il est en effet évident que l'Assemblée fédérale ne saurait guère accorder la garantie qui lui sera requise tant qu'elle n'aura pas l'assurance formelle que le Gouvernement Royal ne fera pas de difficulté au transfert de ladite concession.

Cette assurance, le Conseil fédéral désirerait vivement la recevoir *en temps utile, c'est-à-dire avant le 12 du mois prochain*. Elle ressortirait ses effets au moment où la Confédération entrera en possession du réseau du Jura-Simplon, soit au 1^{er} mai 1903, soit auparavant si une entente intervenait pour la reprise anticipée du Jura-Simplon par la Confédération, soit encore au moment où la ligne Brigue-Domodossola pourrait être livrée à l'exploitation.

Une fois cette assurance et celle concernant les subsides italiens données, il pourra être procédé sans retard à l'échange depuis si longtemps attendu des instruments de ratification et passé à l'exécution de la grande œuvre qui intéresse à un si haut degré la prospérité des deux pays, ainsi qu'au commencement des travaux, lesquels profiteront à l'Italie dans une si large mesure.

Quant à la forme de l'engagement dont il s'agit, le Conseil fédéral estime que le Gouvernement Royal paraît autorisé à le prendre par une simple note de Votre Excellence, et ce en vertu de la loi qui a approuvé le traité du 25 novembre 1895 et la Convention du 22 février 1896, cette dernière, à l'article 8 réservant précisément au Gouvernement Royal ladite faculté. Le Conseil fédéral, de son côté, est compétent pour recevoir dans cette forme la déclaration qu'il demande au Gouvernement de Sa Majesté le Roi de vouloir bien donner.

Dans l'espoir qu'il sera possible à Votre Excellence de me faire tenir, sur les deux points restant encore en suspens, une réponse permettant de mettre immédiatement la main à l'œuvre, je Vous présente, Monsieur le Ministre, les nouvelles assurances de ma haute considération.

Le Ministre de Suisse,

(sig.) CARLIN.

II. — Le ministre des Affaires étrangères à la Légation de Suisse.

Rome, ce 11 avril 1898.

Par une note en date du 21 mars dernier, vous m'avez fait l'honneur de porter à ma connaissance que l'Assemblée fédérale suisse étant convoquée pour le 12 de ce mois afin d'autoriser le Conseil fédéral à donner la garantie de la Confédération sur les soixante millions de francs qu'un groupe de banquiers s'est engagé à fournir à la Compagnie du Jura-Simplon en vue de la concession que celle-ci a obtenue des deux Gouvernements, il paraissait indispensable que le Conseil fédéral fût en mesure de déclarer à l'Assemblée :

a. Que les quatre millions de la subvention italienne sont assurés ;

b. Que le Gouvernement Royal, faisant usage de la clause de l'article 8 de la Convention passée, le 22 février 1896, entre lui et la Compagnie du Jura-Simplon, donnera son assentiment à ce que celle-ci opère, au moment donné, le transfert de sa concession à la Confédération.

Après m'être concerté avec mes collègues, je suis heureux d'être aujourd'hui à même de vous répondre affirmativement sur les deux points visés par votre note.

Grâce à des allocations supplémentaires du Gouvernement et des corps moraux intéressés, le subside italien de quatre millions est assuré.

Quant au transfert éventuel de la concession italienne par la Compagnie à la Confédération, l'assentiment du Gouvernement du Roi, aux termes de l'article 8 de la Convention du 22 février 1896, peut par votre Gouvernement être considéré dès maintenant comme acquis, sous la réserve naturellement qu'en cas de transfert la Confédération se substituerait purement et simplement aux droits et obligations découlant, pour la Compagnie, des actes et conventions qui ont établi et réglé sa situation envers le Gouvernement italien.

Pour ce qui concerne ce dernier point, je suis, comme le Conseil fédéral, d'avis que l'engagement mutuel aura toute son efficacité légale dès que vous aurez pris acte de ma présente note. les deux Gouvernements ayant, en vertu des lois qui ont approuvé le traité du 25 novembre 1895 et la Convention du 22 février 1896, les pouvoirs nécessaires pour délivrer et recevoir, respectivement, la déclaration ci-dessus articulée.

Veuillez agréer, etc.

(Sig.) VISCONTI-VENOSTA.

III. — La Légation suisse à Rome à Son Excellence Monsieur le Marquis Visconti-Venosta.

Ministre des Affaires étrangères.

Rome, le 16 avril 1898.

Par note du 11 courant (n° 13246) Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'informer que, grâce à des allocations supplémentaires du Gouvernement Royal et des corps moraux intéressés, le subsidie italien de quatre millions à l'entreprise du Simplon était assuré ; qu'en ce qui concerne le transfert éventuel de la concession italienne par la Compagnie du Jura-Simplon à la Confédération, l'assentiment du Gouvernement de Sa Majesté pouvait être considéré dès maintenant comme acquis, sous la réserve qu'en cas de transfert, la Confédération se substituerait purement et simplement aux droits et obligations découlant, pour la Compagnie, des actes et conventions qui ont établi et réglé sa situation envers le Gouvernement Royal.

Vous voulez bien ajouter, en ce qui concerne ce dernier point, que, comme le Conseil fédéral suisse, Vous êtes d'avis que l'engagement mutuel aura toute son efficacité dès que j'aurai pris acte de Votre note précitée, les deux Gouvernements ayant légalement les pouvoirs nécessaires pour délivrer et recevoir, respectivement, la déclaration dont il s'agit.

Le Conseil fédéral suisse, auquel je me suis empressé de communiquer le contenu de Votre note, me charge de Vous donner acte de Votre honorable déclaration, qu'il a accueillie avec la plus vive satisfaction, et de Vous exprimer ses meilleurs remerciements pour l'obligeance avec laquelle le Gouvernement de Sa Majesté a bien voulu, au prix de nombreuses démarches, faire parvenir sa réponse en temps utile, soit avant le 12 courant.

Je suis particulièrement heureux d'être en cette occasion auprès de Votre Excellence l'interprète de mon Gouvernement, et, en m'acquittant par la présente de la mission que m'a donnée le Conseil fédéral suisse, je vous prie, etc.

Le Ministre de Suisse,

(Sig.) CARLIN.

Nous devons admettre à la suite de cet échange de notes que le transfert de la concession du tunnel du Simplon à la Confédération était matériellement réglé et qu'il ne pouvait plus s'agir ultérieurement que d'un acte formel de transfert. Nous fûmes donc surpris lorsque les dicastères des ministères italiens voulurent attacher au transfert de conces-

sion des conditions qui tendaient à modifier matériellement les accords intervenus.

Les conférences qui commencèrent à Rome, le 5 janvier 1903, entre les délégués des deux Etats, démontrèrent que les conditions formulées à l'origine par une réunion d'intéressés à Milan avaient été reprises par le Gouvernement italien. Ce dernier les soutint même avec une telle ténacité que les négociations conférencielles durent être interrompues au bout de trois semaines et terminées par voie diplomatique.

Le point de vue qu'a fait valoir le gouvernement italien est essentiellement le suivant : le transfert de concession a été assuré et il aura lieu ; mais un transfert sans modifications est impossible, attendu que les circonstances de fait sont autres actuellement ; en 1896, en effet, la concession a été octroyée à une Société privée, à l'égard de laquelle le Conseil fédéral fonctionnait comme autorité officielle de surveillance ; l'on avait pu conséquemment attribuer au Conseil fédéral, en qualité d'autorité de surveillance impartiale, diverses compétences, ce qui ne paraît plus possible aujourd'hui, attendu que le Conseil fédéral réunit désormais la double qualité d'autorité de surveillance et de représentant du futur propriétaire de la ligne. La situation de l'Italie, en ce qui concerne la sauvegarde de ses intérêts militaires, s'est de même essentiellement modifiée, puisque ce n'est plus une Société privée, mais un Etat étranger qui se trouverait exploiter des chemins de fer sur territoire italien. L'Italie ne peut pas donner son consentement à cette exploitation et elle doit exiger au minimum que l'exploitation à partir d'Iselle soit confiée à des organes italiens.

La Suisse a répondu que la nationalisation du Jura-Simplon était déjà chose décidée lors de la conclusion de la convention de 1899, si bien que, pour tenir compte de ce fait, la convention ne parle pas du Jura-Simplon, mais de « l'administration des chemins de fer suisses » ; que l'administration des chemins de fer fédéraux forme, sous la haute direction des autorités fédérales, une administration autonome, à l'égard de laquelle le Conseil fédéral possède, en sa qualité d'autorité de surveillance, les mêmes compétences que vis-à-vis des chemins de fer privés ; que la coopération des chemins de fer fédéraux à l'exploitation du tronçon Iselle-Domodossola, coopération convenue par voie de convention, ne met aucunement en péril les intérêts militaires de l'Italie ; que dans ces conditions il n'est survenu depuis la conclusion des conventions précitées aucun fait nouveau de nature à justifier une modification de ces conventions.

En dépit de l'opposition fondamentale de ces points de vue, on réussit finalement, le 16 mai 1903, à conclure la présente convention entre l'Italie et la Suisse pour le transfert à la Confédération de la concession du Gouvernement italien à la compagnie Jura-Simplon pour la construction et l'exploitation du chemin de fer du Simplon. Bien que cette convention ne réponde pas complètement à nos vœux, nous croyons cependant pouvoir en proposer la ratification.

Nous avons les observations suivantes à présenter au sujet des diverses dispositions de la convention.

Ad art. 1^{er} et 2.—Tous les droits et toutes les obligations du Jura-Simplon découlant de la concession passent à la Confédération en sa qualité de nouveau concessionnaire. La Confédération exercera ses droits de

surveillance à l'égard des chemins de fer fédéraux comme elle les eût exercés à l'égard de la Compagnie du Jura-Simplon.

Ad. art. 3. — En sa qualité de concessionnaire, la Confédération a l'obligation de se soumettre à la procédure prévue dans la concession du Jura-Simplon du 22 février 1896, procédure qui vise la solution des différends pouvant s'élever au sujet de l'exécution de la concession. D'après cette procédure, les différends de nature technique et administrative sont vidés par le Ministre italien des Travaux publics tandis que les litiges d'un caractère civil le sont par un Tribunal arbitral constitué de la façon suivante : chacune des parties désigne deux arbitres et le cinquième, auquel la présidence est dévolue, est choisi par les quatre premiers ou, à défaut d'entente, par le président de la Cour d'appel de Rome. C'est uniquement la confirmation de l'article 9 de la concession précédente.

Ad. art. 4. — L'obligation de construire la deuxième voie du tunnel est réglée à nouveau. L'article 13 du traité de 1895 dispose à ce sujet :

« La Compagnie Jura-Simplon ne pourra être requise de construire la
« deuxième voie aussi longtemps que le produit brut du trafic entre
« Brigue et Domodossola ne dépassera pas 40.000 francs par kilomètre
« et par année. Dans le cas où l'établissement de la seconde voie serait
« exigé par le Gouvernement italien, ce dernier sera tenu de participer
« à la dépense par une subvention de dix millions de lire payables aussitôt après l'achèvement des travaux, ainsi que de prolonger cette
« seconde voie entre Iselle et Domodossola. Mais si la seconde voie est
« établie spontanément par la Compagnie ou exigée par la Confédération suisse, le Gouvernement italien sera tenu seulement de la prolonger entre Iselle et Domodossola. »

La nouvelle convention remplace cette disposition par l'article 4 suivant :

« La Confédération suisse s'engage à construire, sans aucun concours
« de la part de l'Italie, la deuxième voie aussitôt que le produit brut du
« trafic entre Brigue et Domodossola aura dépassé 50,000 francs par
« kilomètre de la longueur effective et par année. La deuxième voie sera
« ouverte à l'exploitation dans un délai maximum de cinq ans à partir
« du moment où il aura été officiellement constaté que le chiffre de
« 50,000 francs est dépassé. Le Gouvernement italien sera tenu de prolonger, dans le même délai, la seconde voie entre Iselle et Domodossola. »

Le Gouvernement italien a demandé cette modification en faisant valoir qu'en ce qui concernait l'exigence de la double voie on ne pourrait plus recourir à la décision du Conseil fédéral comme à celle d'une instance désintéressée, attendu que ce corps devait désormais, en qualité de propriétaire, représenter les intérêts des chemins de fer fédéraux. Il y avait donc lieu de substituer à cette décision arbitraire un critère plus objectif consistant dans un certain chiffre du trafic.

La nouvelle teneur entraîne, il est vrai, la disparition de la subvention que l'Italie s'était éventuellement engagée à verser pour l'établissement de la seconde voie. Mais cette disparition trouve une compensation suffisante dans le fait que le produit kilométrique du trafic déterminant pour l'établissement de la seconde voie est porté de 40,000 à 50,000 francs. Il y avait toute probabilité d'après le précédent contrat que l'Italie aurait bénéficié de la seconde voie sans devoir participer aux frais d'établisse-

ment pour la somme de 10 millions de francs. En effet, l'Italie n'avait à fournir ce subside que dans l'hypothèse où elle demanderait elle-même la seconde voie. Or, tel n'aurait guère été le cas, car aussitôt que le trafic eût exigé la seconde voie, la Compagnie du Jura-Simplon l'aurait établie d'elle-même ou se la serait vu imposer par le Conseil fédéral. Mais aussi longtemps que l'Italie n'aurait pas formulé une demande positive, elle n'aurait rien eu à payer. L'Italie eût probablement renoncé à demander la double voie pour ne pas devoir payer les 10 millions ; elle aurait pu tranquillement attendre et aurait certainement attendu que le Jura-Simplon se vît dans l'obligation de construire la double voie à cause des exigences du trafic. En fait, donc, la convention n'impose à la Confédération aucune charge nouvelle. La Confédération assume assurément l'obligation de construire la deuxième voie aussitôt que le produit brut du trafic aura dépassé 50,000 francs par kilomètre. Mais, lorsque le trafic atteindra ce chiffre, la double voie s'imposera déjà pour des raisons techniques d'exploitation, attendu que l'exploitation du tunnel à une voie, en dépit de l'évitement prévu au milieu du tunnel, comporterait de grands inconvénients aussitôt que le trafic serait d'une certaine importance. En compensation de l'obligation ainsi formellement assumée, le chiffre du produit du trafic kilométrique a été porté de 40,000 à 50,000 francs. Ce chiffre atteint, le Conseil fédéral eût certainement, si le rachat n'était pas intervenu, astreint la Compagnie du Jura-Simplon à construire la deuxième voie.

Ad. art. 5. — Aux termes de l'ancienne concession, la déchéance de concession pour non-observation du délai de construction n'aurait pu être prononcée, même pour le territoire italien, que d'entente avec le Conseil fédéral. La Confédération étant devenue concessionnaire elle-même, l'Italie demande qu'il soit simplement fait application des dispositions légales. La chose n'a, en l'espèce, pas d'importance matérielle, attendu que le délai de 8 ans après l'échange des ratifications du traité du 25 novembre 1895, délai échéant le 23 juin 1906, pourra certainement être observé.

Ad. art. 6-10. — Les délégués italiens ont attaché la plus grande importance, lors des négociations, à ce que l'exploitation du tronçon Iselle-Domodossola fût entièrement remise aux chemins de fer italiens.

A l'article 2 de la convention du 22 février 1896, l'exploitation de la ligne entre Brigue et Domodossola a été remise au Jura-Simplon avec cette réserve que l'exploitation entre Iselle et Domodossola se limiterait au service des trains, pour les frais duquel le Jura-Simplon serait indemnisé par le gouvernement italien. Cette disposition a été expressément confirmée par la convention du 2 décembre 1899, de telle sorte que sur ce tronçon Iselle-Domodossola le service des gares et celui d'entretien et de surveillance de la voie devront être effectués par les chemins de fer italiens, tandis que celui des trains le sera par les chemins de fer suisses. Lorsque la délégation italienne voulut, lors des négociations de l'année 1899, attribuer le service des trains aux chemins de fer italiens, cette demande fut repoussée pour le motif que la désignation de Domodossola comme gare internationale d'échange de trafic avait pour conséquence nécessaire que les chemins de fer suisses doivent faire le service des trains jusqu'à cette gare. L'article 7 de la convention du 2 décembre 1899 stipule en conséquence ce qui suit :

« Les chemins de fer suisses sont chargés, pour le compte de l'Italie,

« du service des trains (traction et conduite) entre Iselle et Domodossola
« dans les deux sens. Ce service comprend :

« a. Pour la traction : les machines avec leur personnel et les fournitures nécessaires ;

« b. Pour la conduite des trains : le personnel de l'exploitation nécessaire, le chauffage, l'éclairage et le nettoyage des voitures et des fourgons, les imprimés et objets divers.

« L'introduction d'un autre mode de traction que celui des locomotives à vapeur ferait préalablement l'objet d'une entente spéciale pour l'établissement des installations qui seraient reconnues nécessaires et pour leur exploitation.

« Les trains de voyageurs circulant entre Brigue et Domodossola pourront être formés de voitures et fourgons des deux administrations.

« Il est bien entendu que chaque administration reste chargée de l'entretien et de la surveillance de la voie de sa ligne jusqu'à la jonction d'Iselle.

« Le service complet des stations d'Iselle, Varzo et Preglia, y compris le télégraphe, sera fait par l'administration des chemins de fer italiens. »

L'Italie a voulu revenir sur cet accord définitif en faisant valoir que les intérêts militaires ne permettent pas qu'un chemin de fer d'Etat étranger dispose du service des trains sur territoire italien, étant surtout donné le fait que l'établissement de fortifications, rendues nécessaires par la défense du pays, exige un secret qui ne peut être livré aux employés d'un chemin de fer d'Etat étranger. Nous avons maintenu le principe que l'exploitation devait être confiée aux chemins de fer suisses jusqu'à Domodossola. Par contre, et pour apaiser les appréhensions militaires, nous avons donné l'assurance que le contrôle des travaux de construction du tunnel du Simplon réservé au Conseil fédéral n'a trait qu'aux travaux du chemin de fer et non point aux travaux des fortifications italiennes ; que le droit d'accès au tunnel appartenant aux agents militaires italiens préposés à l'exécution et à la surveillance des installations militaires fera l'objet d'un accord spécial, entendu toutefois expressément que la construction de ces ouvrages se conciliera avec les exigences de l'exploitation et de sa sécurité et que l'Etat italien assumera la responsabilité pour les accidents et les dommages que la construction pourra occasionner ; que les agents de l'administration militaire italienne auront libre accès aux fortifications établies dans la portion italienne du tunnel et que ces fortifications peuvent être pourvues de corps de garde ; qu'enfin, en cas de besoin, l'administration militaire italienne aura, en tout temps, la faculté de faire circuler des trains purement militaires, avec personnel et matériel italiens, sur le tronçon Domodossola-frontière, mais cela seulement d'entente avec l'administration des chemins de fer suisses et moyennant charge de la responsabilité ; ces trains pourront être escortés par des agents italiens, militaires ou civils, et être arrêtés sur un point quelconque du parcours italien, les arrêts ne devant toutefois s'effectuer, eu égard aux exigences du trafic, qu'en cas exceptionnel et après entente préalable avec l'administration des chemins de fer suisses.

Ad. art. 11-14. — Aux termes de l'article 6 de la convention du 22 février 1896, l'Italie avait le droit d'être représentée par quatre membres dans le Conseil d'administration du Jura-Simplon. Ces membres

étaient nommés par le Conseil fédéral sur la présentation du gouvernement italien. La nationalisation du réseau Jura-Simplon a fait tomber ce droit, attendu que la composition du Conseil d'administration des chemins de fer fédéraux est réglée par la loi et que des étrangers ne peuvent pas être membres de cette autorité nationale. Ce point, d'ailleurs, avait été expressément constaté lors des négociations contractuelles de 1895, ainsi que les procès-verbaux en font foi.

L'Italie a demandé que la représentation destinée à disparaître en fait fût remplacée; elle a proposé dans ce but la création d'une délégation internationale pour les affaires du Simplon, avec siège à Berne. Cette délégation se composera de quatorze membres, dont l'Italie et la Suisse nommeront sept l'une et l'autre. Le président de la délégation sera d'office le président de la Direction générale des chemins de fer fédéraux; le vice-président sera un des représentants de l'Italie. Les articles 12, 13 et 14 déterminent le cercle d'activité de la délégation, qui n'aura pas la compétence de voter des résolutions d'un caractère obligatoire, mais devra se borner à exercer un contrôle sur le développement du trafic, les horaires, les tarifs, les comptes de construction, les dépenses et recettes d'exploitation et le bilan de l'entreprise du Simplon; elle référerà aux gouvernements sur les communications reçues et sur les propositions faites et leur présentera toutes les propositions utiles au développement du trafic du Simplon. En cas de différends entre les deux représentations au sein de la délégation, il y aura recours à la décision des deux gouvernements. Les frais de la délégation seront supportés par moitié par les deux Etats. Un règlement fixera les détails du fonctionnement de la délégation.

Comme cette délégation ne possédera pas la compétence de prendre des décisions de caractère obligatoire, mais qu'elle aura essentiellement à recevoir des communications, avec faculté de présenter des vœux, nous croyons qu'elle ne constituera pas un obstacle au développement du Simplon, mais qu'au contraire elle favorisera à maints points de vue l'essor de cette entreprise par suite des relations personnelles qui s'établiront entre délégués suisses et italiens.

Ad. art. 15. — L'Italie a interprété l'article 5 de la convention du 22 février 1896 concernant le calcul de l'indemnité de rachat, en cas de rachat conforme à la concession, en ce sens qu'il y aurait lieu de déduire du capital d'établissement à bonifier par l'Italie le montant des subventions à l'entreprise du Simplon qui ont été assurées en Italie par l'Etat, les provinces, les communes et les corporations. De notre côté, nous ne voulions laisser porter en diminution que le montant réellement payé sur les subventions. Cette question revêt une importance matérielle du fait que, aux termes des préliminaires pour le rachat amiable du Jura-Simplon, les subventions ne doivent pas être versées en plein, mais seulement jusqu'à concurrence du 40,8 0/0. On s'est mis d'accord sur cette question discutable en stipulant que la déduction aurait lieu en plein si le rachat ne s'effectuait qu'après la trentième année suivant l'ouverture à l'exploitation; que si, par contre, l'Italie voulait racheter la concession au bout de 15 ans déjà, elle ne pourrait déduire du prix de rachat que le montant versé sur les subventions, c'est-à-dire le 40,8 0/0 de 4 millions de lire = 1,632,000 lire.

Ad. art. 16. — Le gouvernement italien participe, pour sa part de 600,000 lire à la subvention de 4 millions au Simplon, à l'entente inter-

venue avec les autres subventionnants suisses et italiens ; en d'autres termes, il renonce à se prévaloir de n'importe quel droit découlant des versements effectués jusqu'ici et se trouve libéré, d'autre part, de tous versements ultérieurs.

Il n'est apporté aucun changement à l'obligation de l'Italie, stipulée à l'article 12 du traité international de 1895, de payer une subvention annuelle de 66,000 francs pour l'exploitation du tunnel du Simplon pendant la durée de la concession.

Ad. art. 17. — L'Italie renonce à la perception d'émoluments pour le transfert de la concession ainsi que pour les actes à passer aux fins d'exécuter l'article 16 ; il est perçu, pour la forme seulement, un émolument de 1 franc. Cette disposition signifie pour l'Italie la renonciation à un impôt de 500,000 francs en nombre rond, qui eût frappé le transfert de concession et la déclaration des actionnaires subventionnants du Simplon. La convention du 22 février 1896 n'a pas prévu d'exonération d'impôt dans ce cas spécial, tandis que toutes les autres questions relatives aux impôts ont été exactement réglées à l'article 3. En faisant cette nouvelle concession, l'Italie donne une preuve de son bon vouloir.

Ad. art. 18. — Cet article contient les réserves usuelles visant les ratifications. La Chambre des députés italienne a donné son approbation à la convention le 28 juin 1903 et le Sénat le 1^{er} juillet suivant.

Il faut encore mentionner que tous les subventionnants italiens du Simplon, sans exception, ont donné en due et légale forme leur adhésion à l'entente, aux termes de laquelle ils renoncent à tous droits découlant de leurs versements effectués jusqu'ici et sont libérés, d'autre part, de tous versements ultérieurs.

Pour les raisons qui précèdent, nous sommes d'avis qu'au point de vue aussi des intérêts suisses, il n'y a pas lieu de repousser la convention. En conséquence, nous vous en recommandons la ratification et avons l'honneur de vous proposer d'approuver le projet d'arrêté fédéral ci-joint.

Veuillez agréer, Monsieur le Président et Messieurs, l'assurance renouvelée de notre haute considération.

Berne, le 16 octobre 1903.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le Président de la Confédération,

DEUCHER.

Le 1^{er} Vice-Chancelier,

SCHATZMANN.

ANNEXES.

1. Projet d'arrêté fédéral.

2. Convention du 16 mai 1903 entre la Suisse et l'Italie, pour le transfert à la Confédération de la concession du gouvernement italien à la Compagnie Jura-Simplon pour la construction et l'exploitation du chemin de fer du Simplon.

Arrêté fédéral ratifiant la convention du 16 mai 1903 conclue entre la Suisse et l'Italie pour le transfert à la Confédération de la concession du tunnel du Simplon sur le territoire italien.

**L'ASSEMBLÉE FÉDÉRALE DE LA CONFÉDÉRATION
SUISSE**

Vu la convention du 16 mai 1903 conclue entre la Suisse et l'Italie pour le transfert à la Confédération de la concession du Gouvernement italien à la Compagnie Jura-Simplon pour la construction et l'exploitation du chemin de fer du Simplon ;

Vu le message du Conseil fédéral du 16 octobre 1903,

Arrête :

1. Est ratifiée la convention conclue le 16 mai 1903, entre la Suisse et l'Italie, pour le transfert à la Confédération de la concession du Gouvernement italien à la Compagnie Jura-Simplon pour la construction et l'exploitation du chemin de fer du Simplon.

2. Le Conseil fédéral est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel, n'étant pas d'une portée obligatoire générale, entre immédiatement en vigueur.

Convention entre la Suisse et l'Italie pour le transfert à la Confédération de la concession du Gouvernement italien à la Compagnie Jura-Simplon pour la construction et l'exploitation du chemin de fer du Simplon.

(DU 16 MAI 1903).

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse et Sa Majesté le Roi d'Italie désirant régler les conditions du transfert à la Confédération de la concession faite par le Gouvernement italien à la Compagnie du Jura-Simplon pour la construction et l'exploitation du chemin de fer du Simplon sur le territoire du Royaume, ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE,

M. J. B. Pioda, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse près de Sa Majesté le roi d'Italie, et

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE,

Son Excellence **M. Costantino Morin**, Vice-Amiral, Sénateur du Royaume,
Son Ministre pour les Affaires étrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. — La Confédération suisse remplace la Compagnie du Jura-Simplon et sera considérée comme substituée à celle-ci dans tous les droits et dans l'accomplissement de toutes les obligations qui découlent du traité du 25 novembre 1895 et des conventions des 22 février 1896 et 2 décembre 1899.

Art. 2. — Il est entendu que les obligations concernant les garanties données par le Gouvernement fédéral et son action vis-à-vis de la Compagnie Jura-Simplon, dans l'intérêt des deux Etats ou de l'Italie seulement, telles que ces obligations résultent du traité du 25 novembre 1895, restent intactes et auront les mêmes effets que si la substitution de la Confédération à la Compagnie n'avait pas eu lieu.

Art. 3. — Tout différend qui pourrait surgir entre le Gouvernement fédéral, en sa qualité de concessionnaire, et le Gouvernement italien, sera résolu dans la forme établie par l'article 9 de la convention du 22 février 1896.

Art. 4. — L'article 13 du traité du 25 novembre 1895 est remplacé par le suivant :

— La Confédération suisse s'engage à construire, sans aucun concours de la part de l'Italie, la deuxième voie aussitôt que le produit brut du trafic entre Brigue et Domodossola aura dépassé 50,000 francs par kilomètre de la longueur effective et par année.

La deuxième voie sera ouverte à l'exploitation dans un délai maximum de cinq ans, à partir du moment où il aura été officiellement constaté que le chiffre de 50,000 francs est dépassé.

Le Gouvernement italien sera tenu de prolonger, dans le même délai, la seconde voie entre Iselle et Domodossola.

Art. 5. — Aux articles 252, 253, 254 de la loi italienne sur les travaux publics du 20 mars 1865, mentionnés à l'article 15 du cahier des charges annexé à la convention du 22 février 1896, est ajouté l'article 251 de la même loi. Il n'est rien changé au délai d'achèvement prévu par l'article 2 du même cahier des charges.

Le dernier alinéa de l'article 10 du traité du 25 novembre 1895 est supprimé.

Art. 6. — A l'article 7 du traité du 25 novembre 1895 est ajouté ce qui suit :

— Il est entendu que le contrôle et la surveillance, de la part du Conseil fédéral, sur l'exécution des travaux, dont il a été question à l'alinéa précédent, se bornent aux travaux accessoires qui ont pour but de permettre l'exploitation des chemins de fer ; par conséquent, le contrôle et la surveillance en question ne pourront pas s'exercer sur les travaux que l'Italie, pour sa défense, croira devoir construire à ses frais au débouché sud du tunnel ou dans le tunnel même, sur le parcours empruntant son territoire. Pour ces travaux, le Gouvernement italien aura un personnel à soi, il exercera la surveillance par ses agents et prendra, lorsqu'il le croira nécessaire, toutes les mesures pour garantir le secret sur la nature et la position des travaux en question. Des ententes directes entre le Gouvernement suisse et le Gouvernement italien régleront tous les détails qui se rattachent à la question militaire, c'est-à-dire à l'accès des agents de l'Administration militaire dans le tunnel pour procéder aux travaux militaires et aux dispositions prises pour assurer le secret sur la nature et la position de ces travaux.

Il est entendu que la construction de ces ouvrages devra se concilier

avec les exigences de l'exploitation et de sa sécurité, et que l'État italien assume la responsabilité des accidents et des dommages que la construction de ces ouvrages pourra occasionner.

Art. 7. — A l'article 13 du même traité est ajouté l'alinéa suivant :

— Si, lors de la construction de la deuxième voie, l'Italie croit devoir ériger des fortifications, soit au débouché sud du tunnel, soit à l'intérieur, la réserve ajoutée à l'article 7, à propos du contrôle et de la surveillance des travaux, sera également applicable.

Art. 8. — A l'article 14 du cahier des charges annexé à la convention du 22 février 1896 est ajouté l'alinéa qui suit :

— Le Gouvernement suisse et le Gouvernement italien se mettront d'accord, à l'occasion de la convention prévue par l'article 2 de la convention du 22 février 1896, pour assurer l'application des dispositions du premier alinéa du présent article.

Art. 9. — A l'article 13 de la convention du 2 décembre 1899 est ajouté ce qui suit :

— Comme conséquence du droit de souveraineté mentionné au premier alinéa du présent article, et sauf les restrictions imposées par la sécurité de l'exploitation, les agents de l'Administration militaire italienne auront accès aux fortifications situées dans la portion italienne du grand tunnel. Ces fortifications pourront, au besoin, être pourvues de corps de garde ou de sentinelles.

Art. 10. — L'Italie se réserve d'exiger les mesures que pourrait nécessiter, dans l'exploitation de la ligne sur territoire italien, son intérêt militaire. Elle aura, en tout temps, la faculté de faire circuler des trains purement militaires, avec personnel et matériel italiens, sur le tronçon Domodossola-frontière, mais avec les réserves suivantes :

a) Les trains ne pourront être mis en circulation qu'après entente sur leur marche avec l'Administration des chemins de fer suisses. Les locomotives et les wagons pour ces trains seront fournis par les chemins de fer italiens ;

b) L'Administration des chemins de fer suisses sera indemnisée par l'Administration militaire italienne pour tous les dommages que ces trains militaires viendraient lui occasionner.

L'Italien pourra, en outre, faire escorter les trains circulant sur ledit tronçon par des agents italiens, militaires ou civils, soit pour veiller aux transports militaires chargés sur les trains, soit pour tout autre motif d'ordre militaire. Elle pourra aussi exiger l'arrêt d'un train ordinaire dans un point quelconque du même tronçon ; mais il est entendu que, eu égard aux exigences du trafic, les autorités militaires italiennes ne feront usage de ce droit qu'en cas exceptionnel et après entente préalable avec l'Administration des chemins de fer suisses.

Art. 11. — Les Gouvernements suisse et italien sont convenus d'instituer une Délégation internationale spéciale, ayant siège à Berne, pour les affaires du chemin de fer du Simplon.

Cette délégation sera convoquée périodiquement, outre les cas extraordinaires, selon les dispositions du règlement qui sera établi d'accord entre les deux Gouvernements. Elle se composera de quatorze membres, dont sept nommés par le Gouvernement suisse et sept par le Gouvernement italien ; elle sera présidée « *ex officio* » par le président de la Direction générale des chemins de fer fédéraux, et aura aussi un vice-président choisi par elle-même entre les représentants de l'Italie.

Art. 12. — La Délégation aura pour mission :

a) de recevoir toutes les communications concernant directement ou indirectement les éléments du trafic du Simplon, de veiller au développement de ce trafic dans le sens de l'article 14 du traité du 25 novembre 1895, et d'émettre des vœux et des propositions dans l'intérêt dudit trafic, sans avoir, toutefois, la compétence de voter des résolutions ayant un caractère obligatoire ;

b) de s'assurer, par son contrôle, que les obligations incombant à l'Administration des chemins de fer fédéraux, succédant à la Compagnie Jura-Simplon, sont strictement exécutées, notamment en ce qui concerne les horaires et les tarifs ;

c) de contrôler les comptes de construction, le mouvement des recettes et des frais d'exploitation et les bilans de la gestion de la ligne du Simplon, qui lui devront être communiqués ;

d) de référer aux Gouvernements intéressés sur les communications reçues et sur les observations faites, et de leur présenter toutes les propositions utiles au développement du chemin de fer du Simplon.

Tout ce qui concerne le fonctionnement de la Délégation, ainsi que la forme de ses résolutions, sera déterminé dans le règlement.

Art. 13. — En cas de différends entre les représentations suisse et italienne au sein de la Délégation, il y aura lieu au recours à la décision des deux Gouvernements.

Art. 14. — Les frais de la Délégation seront supportés par moitié par les deux États.

Art. 15. — Le traité de trente ans établi par l'article 5 de la convention du 22 février 1896 pour le rachat éventuel de la concession de la part du Gouvernement italien est réduit à quinze ans. Dans ce cas, la déduction du montant des subventions aura lieu seulement pour la somme effectivement versée.

Si, au contraire, le rachat est effectué après la trentième année, la déduction sera calculée sur le montant intégral des subventions accordées, bien que non entièrement versées.

Art. 16. — Pour ce qui concerne la subvention de 600,000 lire allouée par le Gouvernement italien à la Compagnie Jura-Simplon par le contrat du 15 juin 1898, le Gouvernement du Roi est libéré de tous versements sur le montant de ses engagements, à partir de la date 5 mai 1902 du procès-verbal des bases préliminaires pour le rachat, concordées entre la Confédération et la Compagnie Jura-Simplon. Les versements éventuellement effectués après la date susdite seront remboursés.

Le Gouvernement du Roi est également libéré de tous risques quelconques quant à l'achèvement du tunnel.

Art. 17. — Il est reconnu que le droit fixe d'enregistrement d'une lire, prévu par l'article 3, chiffre 4, de la convention du 22 février 1896, s'applique :

1° au présent acte de transfert de concession, dont l'approbation est réservée au Gouvernement italien par l'article 8 de la susdite convention ;

2° aux déclarations réciproques de la Compagnie Jura-Simplon et des subventionnants italiens du Simplon, concernant la renonciation de la Compagnie au solde non encore versé des subventions, et celle des subventionnants italiens à leurs droits dans la liquidation de la Compagnie, ces actes rentrant dans la catégorie de ceux qui sont prévus par l'article 3, chiffre 4, b, de la convention du 22 février 1896.

Toutes les autres dispositions contenues dans ledit article 3 restent inaltérées.

Art. 18. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome, le plus tôt que faire se pourra...

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Rome, en double expédition, le 16 mai dix-neuf cent trois.

(L. S.) G. B. PIODA.

(L. S.) E. MORIN.

SAINT-SIÈGE

Première Encyclique du Pontificat de S. S. le Pape Pie X

(4 octobre 1903).

Sanctissimi domini nostri divina providentia Pii Papae X Epistola Encyclica ad Patriarchas primates archiepiscopos episcopos aliosque locorum ordinarios pacem et Communionem cum Apostolica sede habentes.

Venerabilibus fratribus patriarchis primatibus archiepiscopis episcopis aliisque locorum ordinariis pacem et Communionem cum Apostolica sede habentibus Pius PP. X venerabiles fratres salutem et Apostolicam benedictionem.

E supremi apostolatus cathedra, ad quam, consilio Dei inscrutabili, evecti fuimus, vobis primum eloquuturos, nihil attinet commemorare quibus Nos lacrymis magnisque precibus formidolosum hoc Pontificatus onus depellere a Nobis conati simus. Videmur equidem Nobis, etsi omnino meritis impares, convertere in rem Nostram posse quae Anselmus, vir sanctissimus, querebatur quum, adversans et repugnans, coactus est honorem episcopatus suscipere. Etenim quae ille moeroris indicia pro se afferebat, eadem et Nobis proferre licet, ut ostendamus quo animo, qua voluntate Christi gregis pascendi gravissimum officii munus exceperimus. Testantur, sic ille (1), lacrymae meae et voces et rugitus a gemitu cordis mei, quales nunquam de me, ullo dolore, memini exiisse ante diem illam, in qua sors illa gravis archiepiscopatus Cantuariæ visa est super me cecidisse. Quod ignorare nequiverunt illi qui, ea die, vultum meum inspexerunt... Ego magis mortuo quam viventi colore similis, stupore et dolore pallebam. Huic autem de me electioni, imo violentiae, hactenus, quantum potui, servata veritate, reluctatus sum. Sed iam, velim nolim, cogor fateri quia quotidie iudicia Dei magis ac magis conatui meo resistunt, ut nullo modo videam me ea posse fugere. Unde iam, non tam hominum quam Dei, contra quam non est prudentia, victus violentia, hoc solo intelligo me uti debere consilio, ut, postquam oravi quantum potui, et conatus sum ut, si possibile esset, calix iste transiret a me ne biberem illum... meum sensum et voluntatem postponens, me sensui et voluntati Dei penitus committam.

Nec plane repugnandi causae, multae, et maximae, defuerunt Nobis. Praeterquam enim quod honore pontificatus, ob tenuitatem Nostram,

(1) Epp. 1. III, ep. 1.

nullo pacto Nos dignaremur ; quem non moveret ei se successorem designari, qui, cum ecclesiam sex fere ac viginti annos sapientissime rexisset, tanta valuit alacritate ingenii, tanto virtutum omnium splendore, ut vel adversarios in sui admirationem traduxerit et memoriam sui nominis factis praeclarissimis consecrarit ? — Dein, ut praetereamus cetera, terrebatur Nos, quam quod maxime, ea quae modo est humani generis conditio afflictissima. Quem enim lateat, consociationem hominum gravissimo nunc, supra praeteritas aetates, atque intimo urgeri morbo ; qui in dies ingravescens eamque penitus exedens ad exitium rapit ? Morbus qui sit, intelligitis, Venerabiles Fratres ; defectio abcessioque a Deo : quo nihil profecto cum pernicie coniunctius, secundum Prophetiae dictum : Quia ecce, qui elongant se a te, peribunt ⁽¹⁾. Tanto igitur malo, pro pontificali munere quod demandabatur, occurrendum esse Nobis videbamus ; arbitrabamur enim Dei iussum ad Nos pertinere : Ecce constitui te hodie super gentes et super regna, ut evellas et destruas, et aedifices et plantes ⁽²⁾ ; verum conscii Nobis infirmitatis Nostrae, negotium, quod nihil simul haberet morae et difficultatis plurimum, suscipere verebatur.

Attamen, quoniam numini divino placuit humilitatem Nostram ad hanc amplitudinem potestatis provehere ; erigimus animum in eo qui Nos confortat, Deique virtute freti manum operi admoventes, in gerendo pontificatu hoc unum declaramus propositum esse Nobis instaurare omnia in Christo ⁽³⁾, ut videlicet sit omnia et in omnibus Christus ⁽⁴⁾. — Erunt profecto qui, divina humanis metientes, quæ Nostra sit animi mens rimari nitantur atque ad terrenos usus partiumque studia detorquere. His ut inanem spem praecidamus, omni asseveratione affirmamus nihil velle Nos esse, nihil, opitulante Deo, apud consociationem hominum futuros, nisi Dei, cuius utimur auctoritate, ministros. Rationes Dei rationes Nostrae sunt ; pro quibus vires omnes vitamque ipsam devovere decretum est. Unde si qui symbolum a Nobis expetant, quod voluntatem animi patefaciat ; hoc unum dabimus semper : Instaurare omnia in Christo !

Quo quidem in præclaro opere suscipiendo urgendoque illud Nobis, Venerabiles Fratres, alacritatem affert summam, quod certum habemus fore vos omnes strenuos ad perficiendam rem adiutores. Id enim si dubitemus, ignaros vos, non sane iure, aut negligentes putaverimus nefarii illius belli, quod nunc, ferme ubique, commotum est atque alitus adversus Deum. Vere namque in Auctorem suum fremuerunt gentes et populi meditati sunt inania ⁽⁵⁾ ; ut communis fere ea vox sit adversantium Deo : Recede a nobis ⁽⁶⁾. Hinc extincta omnino in plerisque æterni Dei reverentia, nullaque habita in consuetudine vitae, publice ac privatim, supremi eius numinis ratio : quin totis nervis contenditur omnique artificio, ut vel ipsa recordatio Dei atque notio intereat penitus.

Hæc profecto qui reputet, is plane metuat necesse est ne malorum, quæ supremo tempore sunt expectanda, sit perversitas hæc animorum libamentum quoddam ac veluti exordium ; neve filius perditionis, de quo Apostolus loquitur ⁽⁷⁾, iam in hisce terris versetur. Tanta scilicet

(1) Ps. LXXII, 27.

(2) Ierem. I, 10.

(3) Ephes. I, 10.

(4) Coloss. III, 11.

(5) Ps. II, 1.

(6) Iob. XXI, 14.

(7) II Thess. II, 3.

audacia, eo furore religionis pietas ubique impetitur, revelatae fidei documenta oppugnantur, quæque homini cum Deo officia intercedunt tollere delere prorsus præfracte contenditur ! E contra, quæ, secundum Apostolum eundem, propria est Antichristi nota, homo ipse, temeritate summa, in Dei locum invasit, extollens se supra omne quod dicitur Deus ; usque adeo ut, quamvis Dei notitiam extinguere penitus in se nequeat, Eius tamen maiestate reiecta, aspectabilem hunc mundum sibi ipse veluti templum dedicaverit a ceteris adorandus. In templo Dei sedeat, ostendens se tamquam sit Deus ⁽¹⁾.

Enimvero hoc adversus Deum mortalium certamen qua sorte pugnerut nullus est sanæ mentis qui ambigat. Datur quidem homini, libertate sua abutenti, rerum omnium Conditoris ius atque numen violare ; veruntamen victoria a Deo semper stat ; quin etiam tum propior clades imminet, quum homo, in spe triumphi, insurgit audentior. Hæc ipse Deus nos admonet in Scripturis sanctis. Dissimulat scilicet peccata hominum ⁽²⁾, suae veluti potentiae, ac maiestatis immemor : mox verò, post adumbratos recessus, excitatus tamquam potens crapulatus a vino ⁽³⁾, confringet capita inimicorum suorum ⁽⁴⁾ ; ut norint omnes quoniam rex omnis terræ Deus ⁽⁵⁾ et sciant gentes quoniam homines sunt ⁽⁶⁾.

Hæc quidem, Venerabiles Fratres, fide certa tenemus et expectamus. Attamen non ea impediunt quominus, pro nostra quisque parte, Dei opus maturandum nos etiam curemus : idque, non solum efflagitando assidue : Exsurge, Domine, non confortetur homo ⁽⁷⁾ ; verum, quod plus interest, re et verbo, luce palam, supremum in homines ac naturas ceteras Dei dominatum adserendo vindicandoque, ut Ejus imperandi jus ac potestas sancte colatur ab omnibus et observetur. — Quod plane non modo officium postulat a natura profectum, verum etiam communis utilitas nostri generis. Quorumnam etenim, Venerabiles Fratres, animos non conficiat trepidatio ac mœror, quum homines videant, partem maximam, dum quidem humanitatis progressus haud immerito extolluntur, ita digladiari atrociter inter se, ut fere sit omnium in omnes pugna ? Cupiditas pacis omnium profecto pectora attingit, eamque nemo est qui non invocet vehementer. Pax tamen, rejecto Numine, absurde quæritur : unde namque abest Deus, justitia exsulat ; sublataque justitia, frustra in spem pacis venit. Opus justitiæ pax ⁽⁸⁾. — Novimus equidem non paucos esse, qui studio pacis ducti, tranquillitatis nempe ordinis, in cœtus factionesque coalescunt, quæ ab ordine nominant. Proh tamén spes curasque inanes ! Partes ordinis, quæ pacem afferre turbatis rebus reapse queant, unæ sunt : partes faventium Deo. Has igitur promovere necesse est, ad easque quo licebit plures adducere, si securitatis amore incitamus.

Verum hæc ipsa, Venerabiles Fratres, humanarum gentium ad maiestatem Dei imperiumque revocatio, quantumvis licet conemur, numquam nisi per Jesum Christum eveniet. Monet enim Apostolus : Fundamentum aliud nemo potest ponere præter id quod positum est, quod est

(1) II Thess. II, 2.

(2) Sap. XI, 24.

(3) Ps. LXXVII, 65.

(4) Ps. LXVII, 22.

(5) Ib. XLVI, 8.

(6) Ib. IX, 20.

(7) Ps. IX, 19.

(8) Is. XXXII, 17.

Christus Jesus ⁽¹⁾. Scilicet unus ipse est, quem Pater sanctificavit et misit in mundum ⁽²⁾; splendor Patris et figura substantiæ ejus ⁽³⁾, Deus verus verusque homo ! sine quo, Deum, ut oportet, agnoscere nemo possit; nam neque Patrem quis novit nisi Filius, et cui voluerit Filius revelare ⁽⁴⁾. — Ex quo consequitur, ut idem omnino sit instaurare omnia in Christo atque homines ad Dei obtemperationem reducere. Huc igitur curas intendamus oportet, ut genus hominum in Christi ditionem redigamus: eo præstito, jam ad ipsum Deum remigraverit. Ad Deum inquam, non socordem illum atque humana negligentem, quem materialistarum deliramenta effinxerunt; sed Deum vivum ac verum, unum natura personis trinum, auctorem mundi, omnia sapientissime providentem, justissimum denique legis latorem, qui sontes plectat, præmia proposita virtutibus habeat.

Porro qua iter nobis ad Christum pateat, ante oculos est: per Ecclesiam videlicet. Quamobrem jure Chrysostomus: Spes tua Ecclesia, salus tua Ecclesia, refugium tuum Ecclesia ⁽⁵⁾. In id namque illam condidit Christus, quæsitam sui sanguinis pretio; eique doctrinam suam ac suarum præcepta legum commendavit, amplissima simul impertiens divini gratiæ munera ad sanctitatem ac salutem hominum.

Videtur igitur, Venerabiles Fratres, quale demum Nobis vobisque pariter officium sit demandatum: ut consociationem hominum, a Christi sapientia aberrantem, ad Ecclesiæ disciplinam revocemus; Ecclesia vero Christo subdet, Christus autem Deo. Quod si, Deo ipso favente, perficiemus, iniquitatem cessisse æquitati gratulabimur, audiemusque feliciter vocem magnam de cælo dicentem: Nunc facta est salus et virtus et regnum Dei nostri et potestas Christi ejus ⁽⁶⁾. — Hic tamen ut optatis respondeat exitus, omni ope et opera eniti opus est ut scelus illud immane ac detestabile, ætatis hujus proprium, penitus eradamus, quo se nempe homo pro Deo substituit: tum vero leges Evangelii sanctissimæ ac consilia in veterem dignitatem vindicanda; adserendæ altius veritates ab Ecclesia traditæ, quæque ejusdem sunt documenta de sanctitate conjugii, de educatione doctrinaque puerili, de bonorum possessione atque usu, de officiis in eos qui publicam rem administrant; æquilibritas demum inter varios civitatis ordines christiano instituto ac more restituenda. — Nos profecto hæc Nobis, Dei nutui obsequentes, in pontificatu proseguenda proponimus, ac pro virili parte prosequemur. Vestrum autem erit, Venerabiles Fratres, sancti ate, scientia, agendorum usu, studio cum primis divinæ gloriæ, industriis Nostris obsecundare; nihil aliud spectantes præterquam ut in omnibus formetur Christus ⁽⁷⁾.

Jam quibus ad rem tantam utamur adjumentis, vix dicere oportet; sunt enim de medio sumpta. — Curarum hæc prima sunt, ut Christum formemus in iis, qui formando in ceteris Christo officio muneris destinantur. Ad sacerdotes mens spectat, Venerabiles Fratres. Sacris namque quotquot initiati sunt, eam in populis, quibuscum versantur, provinciam sibi datam norint, quam Paulus suscepisse testatus est amantissimis iis

(1) I Cor, III, 11.

(2) Io. X, 36.

(3) Hebr. I, 3.

(4) Matth. XI, 27.

(5) Hom. de capto Eutropio, n. 6.

(6) Apoc. XII, 10.

(7) Gal. IV, 19.

verbis : Filioli mei, quos iterum parturio, donec formetur Christus in vobis ⁽¹⁾. Qui tamen explere munus queant, nisi priores ipsi Christum induerint? atque ita induerint, ut illud Apostoli ejusdem usurpare possint : Vivo ego, jam non ego, vivit vero in me Christus ⁽²⁾. Mihi vivere Christus est ⁽³⁾. Quamobrem, etsi ad fideles omnes pertinet hortatio ut occuramus in virum perfecum, in mensuram ætatis plenitudinis Christi ⁽⁴⁾; præcipue tamen ad illum spectat qui sacerdotio fungitur; qui idcirco dicitur alter Christus, non una sane potestatis communicatione sed etiam imitatione factorum, qua expressam in se Christi imaginem præferat.

Quæ cum ita sint, quæ vobis quantaque, Venerabiles Fratres, ponenda cura est in clero ad sanctitatem omnem formando ! huic, quæcumque obveniant, negotia cedere necesse est. Quamobrem pars potior diligentiarum vestrarum sit de seminariis sacris rite ordinandis moderandisque, ut pariter integritate doctrinæ et morum sanctitate floreat. Seminarium cordis quisque vestri delicias habetote, nihil plane ad eius utilitatem omittentes, quod est a Tridentina Synodo providentissime constitutum. Quum vero ad hoc ventum erit ut candidati sacris initiari debeant, ne quæso excidat animo quod Paulus Thimotheo perscripsit : Nemini cito manus imposueris ⁽⁵⁾; illud attentissime reputando, tales plerumque fideles futuros, quales fuerint quos sacerdotio destinabitis. Quare ad privatam quamcumque utilitatem respectum ne habetote; sed unice spectetis Deum et Ecclesiam et sempiterna animorum commoda, ne videlicet, uti Apostolus præcavet, communicetis peccatis alienis ⁽⁶⁾, — Porro sacerdotes initiati recens atque e seminario digressi industrias vestras ne desiderent. Eos, ex animo hortamur, pectori vestro, quod cœlesti igne calere oportet, admoveat sæpius, incendite, inflammate ut uni Deo et lucris animorum inhiant. Nos equidem, Venerabiles Fratres, diligentissime providebimus ne homines sacri cleri ex insidiis capiantur novæ cujusdam ac fallacis scientiæ, quæ Christum non redolet, quæque, fucatis astutisque argumentis, rationalissimi aut semirationalissimi errotes invehere nititur; quos ut caveret jam Apostolus Timotheum monebat, scribens : Depositum custodi, devitans profanas vocum novitates et oppositiones falsi nominis scientiæ, quam quidam promittentes, circa fidem exciderunt ⁽⁷⁾. Hoc tamen non impedimur quo minus laude dignos existimemus illos e sacerdotibus junioribus, qui utilium doctrinarum studia, in omni sapientiæ genere, persequuntur, ut inde ad veritatem tuendam atque osorum fidei calumnias refellendas instructiores fiant. Veruntamen celare haud possumus, quin etiam apertissime profiteamur, primas Nos semper delaturos iis qui, quamvis sacras humanasque disciplinas minime prætereunt, proxime nihilosecius animorum utilitatibus se dedant, eorum procuracione munerum, quæ sacerdotem deceant divinæ gloriæ studium. Tristitia Nobis magna est et continuus dolor cordi Nostro ⁽⁸⁾, quum cadere etiam in ætatem nostram conspicimus Jeremiæ lamentationem : Parvuli petierunt panem, et non erat qui frangeret eis ⁽⁹⁾. Non enim de

(1) Gal. IV.

(2) Gal. II, 20.

(3) Philipp. I, 21.

(4) Ephes. IV, 3.

(5) I Tim. V, 22.

(6) Ibid.

(7) I Tim. VI, 20 s.

(8) Rom. IX, 2.

(9) Thren. IV, 4.

clero desunt, qui, pro cujusque ingenio, operam forte navent rebus adumbratæ potius quam solidæ utilitatis : at verum non adeo multi numerentur qui, ad Christi exemplum, sibi sumant Prophetæ dictum : Spiritus Domini unxit me, evangelizare pauperibus misit me, sanare contritos corde, prædicare captivis remissionem et cæcis visum ⁽¹⁾. — Quem tamen fugiat, Venerabiles Fratres, quum homines ratione maxime ac libertate ducantur, religionis disciplinam potissimam esse viam ad Dei imperium in humanis animis restituendum ? Quot plane sunt qui Christum oderunt, qui Ecclesiam, qui Evangelium horrent ignorance magis quam pravitate animi ! de quibus jure dixeris : quæcumque ignorant blasphemant ⁽²⁾. Idque non in plebe solum reperire est aut in infima multitudine, quæ ideo in errorem facile trahitur ; sed inexcultis etiam ordinibus atque adeo in iis, qui haud mediocri eruditione ceteroqui polleant. Hinc porro in plerisque defectus fidei. Non enim dandum est, scientiæ progressibus extinguere fidem, sed verius inscitia ; ut idcirco ubi major sit ignorantia, ibi etiam latius pateat fidei defectio. Quapropter Apostolis a Christo mandatum est : Euntes, docete omnes gentes ⁽³⁾.

Nunc autem, ut ex docendi munere ac studio fructus pro spe edantur atque in omnibus formetur, Christus, id penitus in memoria insideat, Venerabiles Fratres, nihil omni noesse caritate efficacius. Non enim in commotione Dominus ⁽⁴⁾. Allici animos ad Deum amariore quodam conatu, speratur perperam : quin etiam errores acerbius increpare, vitia vehementius reprehendere damno magis quam utilitati aliquando est. Timotheum quidem Apostolus hortabatur : Argue, obsecra, increpa ; attamen addebat : in omni patientia ⁽⁵⁾. — Certe ejusmodi nobis exempla prodidit Christus. Venite, sic ipsum alloqutum legimus, venite ad me omnes qui laboratis et onerati estis, et ego reficiam vos ⁽⁶⁾. Laborantes autem oneratosque non alios intelligebat, nisi qui peccato vel errore tenerentur. Quanta enimvero in divino illo magistro mansuetudo ! quæ suavitas, quæ in ærumnosos quoslibet miseratio ! Cor ejus plane pinxit Isaias iis verbis : Ponam spiritum meum super eum ; non contendet neque clamabit ; arundinem quassatam non confringet et linum fumigans non extinguet ⁽⁷⁾. — Quæ porro caritas, patiens et benigna ⁽⁸⁾ ad illos etiam porrigatur necesse est, qui sunt nobis infesti vel nos inimice insectantur. Maledicimur et benedicimus, ita de se Paulus profitebatur, persecutionem patimur et sustinemus, blasphemamur et obsecramus ⁽⁹⁾. Pejores forte quam sunt videntur. Consuetudine enim aliorum, præjudicatis opinionibus, alienis consiliis et exemplis, malesuada demum verecundia in impiorum partem translati sunt : attamen eorum voluntas non adeo est depravata, sicut et ipsi putari gestiunt. Quidni speremus christianæ caritatis flammam ab animis caliginem dispulsuram atque allaturam simul Dei lumen et pacem ? Tardabitur quandoque forsitan laboris nostri fructus ; sed caritas sustentatione nunquam defatigatur,

(1) Luc. IV, 18-19.

(2) Iud. II, 10.

(3) Matth. XXVIII, 19.

(4) III Reg. XIX, 11.

(5) II Tim IV, 2.

(6) Matth. XI, 28.

(7) Is. XLII, 1 s.

(8) I Cor. XIII, 4.

(9) Ibid. IV, 12 s.

memor non esse præmia a Deo proposita laborum fructibus sed voluntati.

Attamen, Venerabiles Fratres, non ea Nobis mens est ut, in toto hoc opere tam arduo restitutionis humanarum gentium in Christo, nullos vos clerusque vester adjutores habeatis. Scimus mandasse Deum unicuique de proximo suo ⁽¹⁾. Non igitur eos tantum, qui sacris se addixerunt, sed universos prorsus fideles rationibus Dei et animorum adlaborare oportet : non marte utique quemque suo atque ingenio, verum semper Episcoporum ductu atque nutu ; præesse namque, docere, moderari nemini in Ecclesia datur præter quam vobis, quos Spiritus Sanctus posuit regere Ecclesiam Dei ⁽²⁾. — Catholicos homines, vario quidem consilio at semper religionis bono, coire inter se societatem, Decessores Nostri probavere jamdiu bonaque precatione snaxerunt. Institutum porro egregium Nos etiam laudatione Nostra ornare non dubitamus, optamusque vehementer ut urbibus agrisque late inferatur ac floreat. Verumenimvero consociationes ejusmodi eo primo ac potissimum spectare volumus, ut quotquot in illas cooptantur christiano more constanter vivant. Parum profecto interest quæstiones multas subtiliter agitari, deque juribus et officiis eloquenter disseri, ubi hæc ab actione fuerint sejugata. Postulant enim actionem tempora ; sed eam quæ tota sit in divinis legibus atque Ecclesiæ præscriptis sancte integreque servandis, in religione libere aperteque profitenda, in omnigenæ demum caritatis operibus exercendis, nullo sui aut terrenarum utilitatum respectu. Illustria ejusmodi tot Christi militum exempla longe magis valitura sunt ad commovendos animos rapiendosque quam verba exquisitæque disceptationes ; fietque facile ut, abjecto metu, depulsis præjudiciis ac dubitationibus, quamplurimi ad Christum traducantur provehantque ubique notitiam ejus et amorem ; quæ ad germanam solidamque beatitatem sunt via. Profecto si in urbibus, si in pagis quibusvis præcepta Dei tenebuntur fideliter, si sacris erit honos, si frequens sacramentorum usus, si cetera custodientur quæ ad christianæ vitæ rationem pertinent ; nihil admodum, Venerabiles Fratres, elaborandum erit ulterius ut omnia in Christo instaurentur. Neque hæc solum cœlestium bonorum prosecutionem spectare existimentur : juvabunt etiam, quam quæ maxime, ad hujus ævi publicasque civitatum utilitates. His namque obtentis, obtinuit ac locupletes æquitate simul et caritate tenuioribus aderunt, hi vero afflictioris fortunæ angustias sedate ac patienter ferent ; cives non cupiditati sed legibus parebunt ; principes et quotquot rempublicam gerunt, quorum non est potestas nisi a Deo ⁽³⁾ vereri ac diligere sanctum erit. Quid plura ? Tunc demum omnibus persuasum fuerit debere Ecclesiam, prouti ab auctore Christo est condita, plena integraque libertate frui nec alienæ dominationi subijci ; Nosque, in hac ipsa libertate vindicanda, non religionis modo sanctissima tueri jura, verum etiam communi populorum bono ac securitati prospicere. Scilicet pietas ad omnia utilis est ⁽⁴⁾ : eaque incolumi ac vigente, sedebit reapse populus in plenitudine pacis ⁽⁵⁾.

Deus, qui dives est in misericordia ⁽⁶⁾, hanc humanarum gentium in

(1) Eccli XVII. 12.

(2) Act. XX, 28.

(3) Rom. XIII, 1.

(4) I Tim. IV, 8.

(5) Is. XXXII, 13.

(6) Ephes. II, 4.

Christo Jesu instaurationem benignus, festinet; non enim volentis opus neque currentis, sed miserentis est Dei ⁽¹⁾. Nos vero, Venerabiles Fratres, in spiritu humilitatis ⁽²⁾, quotidiana et instanti prece id ab Eo contendamus ob Jesu Christi merita. Utamur præterea præsentissima Deiparæ impetratione; cui conciliandæ Nobis, quoniam has litteras die ipsa damus, quæ recolendo Mariali Rosario est instituta; quidquid Decessor Noster de octobri mense Virgini augustæ dicando edixit, publica per templa omnia ejusdem Rosarii recitatione, Nos pariter edicimus et confirmamus; monentes insuper ut deprecatores etiam adhibeantur castissimus Dei Matris Sponsus catholicæ Ecclesiæ patronus sanctique Petrus et Paulus apostolorum principes.

Quæ omnia ut rite eveniant et cuncta vobis pro desiderio fortunentur, divinarum gratiarum subsidia uberrime exoramus. Testem vero suavissimæ caritatis, qua vos et universos fideles, quos Dei providentia Nobis commendatos voluit, complectimur, vobis, Venerabiles Frates, clero populoque vestro apostolicam benedictionem amantissime in Domino impertimus.

Datum Romæ apud S. Petrum, die IV octobris MCMIII, Pontificatus Nostri anno primo.

PIVS PP. X

(1) Rom. IX, 16.

(2) Dan. III, 39.

COUR PERMANENTE D'ARBITRAGE

DE LA HAYE

TRIBUNAL CONSTITUÉ EN VERTU DES PROTOCOLES

SIGNÉS A WASHINGTON LE 7 MAI 1903

AFFAIRES DU VÉNÉZUELA

QUESTION DU TRAITEMENT PRÉFÉRENTIEL

PRÉTENDU

PAR LES PUISSANCES BLOQUANTES

MÉMOIRE

POUR

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Nous n'avons nullement l'intention d'exposer les relations qui ont existé entre l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie, d'une part, les États-Unis du Venezuela, de l'autre, et qui ont amené l'emploi de moyens de coercition de la part des premières de ces Puissances. Nous entendons dégager le plus possible l'affaire de ses éléments politiques et nous placer exclusivement sur le terrain du Droit et de l'Équité, pour essayer de justifier les conclusions que nous demanderons au Tribunal arbitral d'adopter dans la solution des questions litigieuses qui lui sont soumises.

Peu de mots suffisent pour préciser la situation dans laquelle se trouvent les divers Gouvernements qui s'adressent actuellement au Tribunal.

Quand il s'est agi de régler les conditions auxquelles les trois Puissances alliées consentiraient la levée du blocus mis devant les principaux ports du Venezuela, les Puissances ont exigé d'abord le paiement immédiat de certaines réclamations dites *de premier rang* : pour d'autres réclamations qui devaient être soumises à des commissions mixtes, le Venezuela offrait d'affecter 30 p. 0/0 du revenu des douanes des ports de la Guayra et de Puerto Cabello. Mais, sur ce point, se produisait dès le

début une divergence absolue: le Venezuela entendant que les 30 p. 0/0 seraient répartis entre toutes les Puissances pouvant se dire ses créancières, les Alliés prétendant au contraire qu'ils leur fussent réservés par préférence. L'accord ne put se faire comme l'établissent les trois Protocoles distincts, signés le 13 février 1903 à Washington, par les représentants du Venezuela d'une part, de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, de l'Italie de l'autre (1).

Nous nous contenterons d'analyser le Protocole anglo-vénézuélien pris comme type. Pour les questions que nous nous proposons de discuter dans ce Mémoire, les différences de détail que présentent les trois Protocoles n'ont pas d'importance. Après avoir dit, dans l'article 1^{er} que le Gouvernement vénénézuélien déclare reconnaître en principe la justice des réclamations présentées par le Gouvernement britannique dans l'intérêt de ses sujets, le Protocole continue ainsi dans l'article 2 :

The Venezuelan Government will satisfy at once, by payment in cash or its equivalent, the claims of British subjects, which amount to about livres sterling 5,500, arising out of the seizure and plundering of British vessels and the outrages on their crews, and the maltreatment and false imprisonment of British subjects.

(Il convient de noter dès maintenant que, si le Gouvernement italien a obtenu la même somme de 5,500 livres sterling pour ses réclamations de premier rang, le Gouvernement allemand a demandé et obtenu la somme beaucoup plus élevée de 1,718,815 bolivars).

Les articles 3 et 4 déterminent le règlement par une Commission mixte d'un certain nombre de réclamations, puis vient l'article 5 d'un intérêt tout à fait essentiel et dont les deux premiers alinéas doivent être reproduits :

The Venezuelan Government being willing to provide a sum sufficient for the payment within a reasonable time of the claims specified in article 3 and similar claims preferred by other Governments, undertake to assign to the British Government, commencing the 1st day of march, 1903, for this purpose, and to alienate to no other purpose, 30 per cent. in monthly payments of the Customs revenues of la Guaira and Puerto Cabello. In the case of failure to carry out this undertaking, Belgian officials shall be placed in charge of the customs of the two ports, and shall administer them until the liabilities of the Venezuelan Government, in respect of the above mentioned claims, shall have been discharged.

Any question as to the distribution of the Customs revenues so to be assigned and as to the rights of Great Britain, Germany and Italy to a separate settlement of their claims, shall be determined, in default of arrangement by, the Tribunal at the Hague, to which any other Power interested may appeal.

(1) V^o les protocoles dans les Arch. Dipl., n^o 9, 1903 (tome 87), 1^{re} partie.

Le Gouvernement Vénézuélien, représenté par M. Herbert W. Bowen, signa avec les divers pays ayant des réclamations contre lui des Protocoles destinés à les régler. Il nous suffira de citer le Protocole, signé avec la France le 27 février 1903 (1) et dont l'article 5 est ainsi conçu :

Afin de pouvoir payer le montant total des réclamations qui doivent être réglées comme il est dit plus haut et celui des autres réclamations de citoyens ou sujets d'autres Nations, le Gouvernement du Venezuela, à partir du 1^{er} mars 1903, mettra de côté, à cet effet, par versements mensuels, et n'affectera à aucun autre objet, 30 p. 100 sur les revenus des douanes de la Guayra et Puerto-Cabello, et les sommes, ainsi mises à part, seront partagées et distribuées conformément à la décision du Tribunal de la Haye.

Au cas où l'arrangement ci-dessus viendrait à n'être pas exécuté, des fonctionnaires belges seront chargés des douanes des deux ports et les administreront jusqu'à ce que le Gouvernement vénézuélien ait rempli les engagements résultant pour lui des réclamations susdites.

Le renvoi au Tribunal de la Haye de la question susindiquée fera l'objet d'un protocole séparé.

L'arbitrage prévu par les Protocoles du 13 février comme par les Protocoles intervenus postérieurement (19 février avec les États-Unis, 23 février avec le Mexique, 27 février avec la France, 28 février avec les Pays-Bas, 7 mars avec la Belgique, 10 mars avec la Suède et la Norvège, 2 avril avec l'Espagne) a été organisé par les trois Protocoles identiques signés à Washington le 7 mai 1903 entre les Puissances alliées et le Venezuela. D'après l'article VI, *Any nation having claims against Venezuela may join as a party in the Arbitration provided for by this Agreement*. C'est ainsi que toutes les Puissances représentées devant le Tribunal arbitral sont devenues, par leur adhésion auxdits protocoles, également parties à l'instance.

La question principale que le Tribunal arbitral, organisé en vertu des Protocoles du 7 mai 1903, est chargé de résoudre, la seule que nous nous proposons de discuter quant à présent, est nettement posée dans les termes suivants par lesdits Protocoles (art. 1^{er}, al. 1 et 2) :

The question as to whether or not Great Britain, Germany, and Italy are entitled to preferential or separate treatment in the payment of their claims against Venezuela shall be submitted for final decision to the Tribunal at the Hague.

Venezuela having agreed to set aside 30 per cent. of the Customs revenues of la Guaira and Puerto Cabello for the payment of the claims of all nations against Venezuela, the Tribunal at the Hague shall decide how the said revenues shall be divided between the Blockading Powers on the one hand and the other Creditor Powers on the other hand, and its decision shall be final.

(1) V^o Arch. Dipl. 1903, t. 87, n^o 9, 1^{re} partie.

La mission du Tribunal est ainsi bien déterminée : c'est une mission d'ordre essentiellement juridique et c'est pour cela que nous avons indiqué dès le début que nous écarterions les éléments politiques du litige.

La première chose que nous proposons d'examiner est la situation respective, en fait et en droit, des Puissances bloquantes d'une part, des Puissances dites pacifiques (Peace Powers) de l'autre.

En dehors des réclamations dites *de premier rang* dont le paiement immédiat était exigé par les Puissances alliées comme condition de la levée du blocus, quand la discussion s'engagea sur les 30 p. 100 que le Venezuela offrait pour les autres réclamations, il est à remarquer : 1^o que cette offre n'a jamais été de sa part pure et simple ; 2^o que, comme il résulte de la correspondance publiée, M. Bowen, représentant le Venezuela, a dès le début, clairement indiqué et toujours maintenu avec ténacité que les 30 p. 100 devaient servir à acquitter certaines dettes du Venezuela envers les divers Pays, mais non pas seulement envers les Puissances bloquantes ; toutes les Puissances devant, d'après le Venezuela, être exactement sur le même pied quant à la répartition des 30 p. 100.

Il suffit, pour bien caractériser cette attitude du Venezuela, de citer quelques passages des dépêches de M. Bowen (1). En voici une du 27 janvier 1903 :

I hereby agree that Venezuela will pay 30 per cent. of the total income of the ports of La Guaira and Puerto Cabello to the nations that have claims against her, and it is distinctly understood that the said 30 per cent. will be given exclusively to meet the claims mentioned in the recent ultimatums of the allied Powers and the unsettled claims of other nations that existed when the said ultimatums were presented (2).

Autre dépêche du même jour adressée par M. Bowen à l'Ambassadeur de la Grande-Bretagne (3).

Dear sir Michael: Please do not fail to state in your cablegram that I cannot consent to give preferential treatment to the allied powers, because, if the matter were referred to The Hague, all the creditor nations would be put on the same footing. The allied powers, therefore, should not try to press the point, as it would be unfair to do so.

M. Bowen accentuait son point de vue dans une note dictée par lui, le 30 janvier 1903, aux ambassadeurs d'Italie et de Grande-Bretagne et au Ministre d'Allemagne, après une longue discussion (4) :

I object to paying first the claims of the allies and the claims of

(1) La correspondance de M. Bowen *Venezuelan Protocols* sera publiée ultérieurement dans les *Archives*, à la suite du livre bleu anglais sur les affaires de Venezuela.

(2) *Venezuelan Protocols*, p. 15. — *Appendix to the preliminary examination*, p. 167.

(3) *Venezuelan Protocols*, p. 16. — *Appendix*, etc., p. 167.

(4) *Venezuelan Protocols*, p. 16. — *Appendix*, p. 168.

the other nations afterwards because, first, I think it unjust and unfair and illegal to tie the hands of the said other nations for the period of five or six years that it would take to pay the claims of the allies ; second, if I recognize that brute force alone can be respected in the collection of claims, I should encourage the said other nations to use force also ; third, if the allied powers wanted preferential treatment, they should have asked for it in the beginning and should not now propose it after I understood clearly that all the conditions of the allied powers had been stated. If, however, this demand for preferential treatment is raised simply as a point of honor, I am willing to agree that the entire 30 per cent. be paid to the allied Powers for the first month.

Le Vénézuëla a toujours affirmé que cette attitude très nette que nous relevons lui était inspirée par un sentiment d'équité et d'honneur national. Dans leur *Preliminary examination* (p. 119), des Conseils disent encore, après avoir rappelé que le Vénézuëla dut se soumettre à la force :

And even then she preserved her national dignity by demanding that all her creditors should be placed upon the basis of exact equality, and all claims ascertained to be just should be paid, one equally with another. It is that contention, she is here, without possibility of pecuniary advantage to herself, to maintain.

Nous n'entendons en rien contester une pareille affirmation, mais il est permis d'ajouter que cette attitude du Vénézuëla était toute naturelle et pleinement conforme à ses intérêts légitimes. Il devait se préoccuper, en effet, non seulement de ses rapports avec les Puissances bloquantes, mais aussi de ses rapports avec les autres Puissances qui avaient des réclamations contre lui. Il lui fallait faire un règlement qui pût être accepté par les unes et par les autres. Si les 30 p. 100 avaient dû être affectés exclusivement ou au moins par préférence aux Puissances bloquantes, les autres ne seraient probablement pas restés inactives et auraient aussi voulu pourvoir au règlement de leurs réclamations ; le Vénézuëla aurait eu ainsi à faire face à de nouvelles exigences. Il avait donc le plus grand intérêt à ce que la situation fût liquidée par son offre de 30 p. 100 et cette liquidation ne pouvait être acceptée par les Puissances non bloquantes que si elles devaient être traitées sur le même pied ou, tout au moins, que si elles avaient la chance de l'être, ce qui arrivait au cas où la question devait être soumise au tribunal de la Haye.

Nous n'avons pas à rechercher si, comme le dit la *Preliminary Examination* du Vénézuëla (p. 115), l'offre faite par le Vénézuëla des 30 p. 100 avec un traitement égal pour toutes les nations a été un moment acceptée par les Alliés. Il suffit, pour notre démonstration, de constater que, dès le début, les 30 p. 100 ont été offerts par le Vénézuëla non pas purement et simplement, mais sous la condition formelle que toutes les Puissances créancières seraient, pour la répartition de ces 30 p. 100, sur le pied d'une parfaite égalité. Donc, à aucun moment, les Puissances bloquantes n'ont eu la jouissance de ces 30 p. 100 et ne peuvent préten-

dre qu'elles ont été troublées dans cette jouissance par les autres Puissances étrangères à l'action militaire. Elles ne peuvent se prévaloir du fameux adage : *Beati possidentes*. La vérité qui résulte des explications précédentes est que les Puissances bloquantes n'ont pas plus les 30 p. 100 que les Puissances qui ont adhéré postérieurement et sont ainsi devenues parties au traité. Depuis le 1^{er} mars 1903, les 30 p. 100 sont mensuellement déposés, pour le compte de qui de droit, entre les mains du représentant de la Banque d'Angleterre à Caracas et les sommes ainsi recueillies seront réparties conformément à la décision du Tribunal. Toutes les Puissances sont donc ainsi, quant à l'avantage prétendu, dans une *situation de fait* absolument identique. Il ne s'agit de déposséder personne, puisque personne n'est en possession.

Cela étant, la situation *en droit* apparaît très simple. Des Puissances représentées devant le Tribunal, les unes réclament un traitement préférentiel ou séparé, les autres se contentent du droit commun. Leur rôle respectif n'est-il pas celui de demanderesses et de défenderesses ? Sans doute, d'après la décision du Tribunal à laquelle nous n'avons qu'à nous soumettre, il n'y a pas de conséquence à tirer de là quant à l'ordre dans lequel les Mémoires des Parties doivent être échangés ; ils doivent l'être et le seront simultanément sans que rien ait été préjugé quant au rôle à assigner à chaque Partie. Mais nous avons le droit de tirer, *au point de vue de la preuve*, la conséquence logique de la constatation qui vient d'être faite.

En tout pays et en toute législation, conformément d'ailleurs aux données de bon sens et de l'équité, c'est au *demandeur*, à celui qui prétend innover, changer la situation de fait, aller contre l'état ordinaire des choses, à faire la preuve de sa prétention, à démontrer pourquoi la situation de fait doit être modifiée à son profit. S'il ne réussit pas dans cette démonstration, il doit succomber. C'est ainsi que, dans le cas où deux parties prétendent également à la propriété d'une chose ; si le non possesseur ne fournit pas la preuve de son droit de propriété, l'état de fait est maintenu au profit du possesseur. De même, la personne qui prétend être créancière d'une autre doit prouver son droit de créance ; de même enfin, entre créanciers d'un même débiteur, celui qui réclame une situation privilégiée doit établir la cause de cette préférence prétendue.

Il suffit d'appliquer les règles générales au présent litige. Les Puissances bloquantes qui, pas plus que les Puissances non bloquantes, ne sont en possession des 30 p. 100 abandonnés par le débiteur commun, réclament un *traitement de faveur*, qu'on le qualifie de traitement préférentiel ou séparé ; elles ont le devoir de justifier de leur droit à une pareille faveur, sinon leur prétention doit être repoussée. En cas de doute, tout privilège est écarté et c'est le droit commun qui s'applique.

Quel est le droit commun en cette matière ? Il paraît bien simple à établir d'après les principes du droit civil comme d'après les principes du droit des gens. En l'absence de textes ou de précédents, on est bien obligé de recourir aux principes généraux du droit comme à l'expression du bon sens et ces principes doivent régir la communauté de droit qui existe entre les nations civilisées.

D'après le droit civil, les créanciers d'un même débiteur ont sur les biens de celui-ci des droits égaux à moins d'une cause de préférence clairement établie par la loi. Si les biens ne suffisent pas à les désintéresser

tous, il y a, suivant l'expression allemande *Concours*, et le produit des biens se répartit proportionnellement entre eux.

D'après le droit des gens, les États souverains sont égaux entre eux, quelles que puissent être les différences de fait qui les séparent. Cette égalité théorique est souvent méconnue en fait par suite de considérations politiques, mais il convient de ne pas oublier que très heureusement nous sommes ici sur le terrain du droit. Nous avons ce que souvent on réclame vainement : *forum et jus*.

Par conséquent, suivant le droit commun, les divers États créanciers du Venezuela ont un droit égal à la portion de ses ressources que leur débiteur commun a entendu leur affecter également.

A quel titre les Puissances bloquantes prétendent-elles donc écarter le droit commun pour faire reconnaître à leur profit un traitement préférentiel ?

Nous ne pouvons, quant à présent, procéder que par conjecture et nous devons attendre, pour une discussion détaillée, que les Mémoires des Puissances bloquantes nous aient fait connaître le système juridique sur lequel elles comptent s'appuyer. Jusqu'à présent, en effet, les échanges d'explications qui ont eu lieu verbalement ou par écrit nous ont plutôt fait connaître des affirmations et des prétentions que des démonstrations et des justifications. Nous sommes parties à un débat judiciaire et le Tribunal auquel nous soumettons respectueusement ce mémoire a mission de trancher une question juridique par des moyens juridiques.

Dans une dépêche adressée, le 30 janvier 1903, par le marquis de Lansdowne à sir M. Herbert, ambassadeur de la Grande-Bretagne à Washington, nous trouvons un passage qui paraît un essai de justification du traitement de faveur réclamé ⁽¹⁾.

It seems that M. Bowen has not thought it possible to come to arrangement which would not place on precisely the same footing all the Powers who have claims for compensation from Venezuela.

This is, in the opinion of His Majesty's Government, quite at variance with international practice and with principles of equity, and except at the instance of some competent Tribunal of Arbitration, they could not assent to it.

Cela est très sommaire et des explications un peu détaillées seraient nécessaires au sujet de cette pratique internationale et de ces principes de l'équité qui seraient dans le sens du traitement de faveur réclamé. Nous trouverons sans nul doute ces explications dans les Mémoires et nous les apprécierons dans notre Contre-mémoire.

Demandons-nous comment l'emploi de la force par une Puissance peut être pour elle une cause de préférence à l'encontre d'autres Puissances.

Nous n'entendons nullement distinguer suivant que cet emploi était ou non justifié et nous n'avons pas besoin de répéter que nous ne suivrons pas le Venezuela sur le terrain politique où il s'est engagé. Les circonstances dans lesquelles s'est produit le conflit entre les trois Puissances

(1) *Blue-Book, Venezuela*, n° 1 (1903). Dépêche n° 255.

alliées et le Venezuela, les moyens auxquels il a été recouru sont absolument en dehors du débat actuel. Le point de départ de ce débat est précisément le résultat auquel aboutit l'action militaire des Alliés, c'est-à-dire le règlement contenu dans les Protocoles du 13 février 1903; la conduite antérieure des parties est du ressort de l'histoire, de la politique, non du tribunal devant lequel nous avons l'honneur de plaider. C'est donc une pure question de droit que nous entendons traiter : l'emploi de la force, si justifié qu'il puisse être, — et nous ne méconnaissions pas que, dans certains cas, malgré tous les progrès des idées pacifiques, cet emploi ne puisse être le seul moyen pour un Gouvernement d'obtenir une satisfaction légitime, — peut-il être une juste cause de préférence ? Mais ici on doit se garder de toute confusion.

La violence peut sans doute avoir pour résultat de procurer un avantage à l'auteur de la violence contre la victime, innocente ou coupable de cette violence, que cet avantage se présente sous la forme d'une prestation pécuniaire, d'une cession de territoire ou toute autre. Des États étrangers au différend pourront bien en souffrir, mais par voie indirecte seulement, par répercussion. Ce que l'on ne comprendrait pas, c'est que cette violence produisît des effets directs contre les tiers étrangers à la querelle, et ce serait précisément ici le cas si la prétention de nos adversaires était admise. Si les Puissances bloquantes s'étaient fait céder purement et simplement 30 p. 100 des revenus des douanes vénézuéliennes, les autres Puissances créancières du Venezuela en auraient souffert, comme un créancier souffre de la diminution des ressources de son débiteur; elles auraient été *indirectement* atteintes comme si une portion de territoire avait dû être cédée par le Venezuela. Elles auraient pu invoquer peut-être des raisons politiques, plus difficilement des raisons proprement juridiques, contre l'exécution des arrangements intervenus. Mais les choses ne se sont point passées de cette façon. Le Venezuela a, par divers protocoles, abandonné 30 p. 100 à l'ensemble de ses créanciers qui ont accepté d'être réglés de cette façon pour une certaine catégorie de leurs créances. Parmi ces créanciers, il en est qui prétendent venir avant les autres à raison de la coercition exercée contre le débiteur et ayant déterminé l'abandon. Il s'agit donc de faire produire à la violence des conséquences *directes* contre les tiers étrangers à cette violence. Le débat n'est pas entre les Puissances et le Venezuela, celui-ci n'a pas d'intérêt pécuniaire dans le litige, mais entre les Puissances bloquantes et les Puissances pacifiques. Il nous paraît difficile que le Tribunal admette que le blocus ait donné un pareil droit de préférence aux premières au détriment des secondes.

Les Puissances bloquantes diront probablement que, grâce à leur action militaire, elles ont obtenu du Gouvernement vénézuélien un gage qui, même dans leur opinion, sera utile aux autres Puissances en leur assurant une garantie subsidiaire et qu'alors il est juste qu'elles soient dans une condition plus favorable que les Puissances auxquelles elles auraient rendu service. Ne pourrait-on pas argumenter en ce sens des dispositions du droit civil concernant le créancier qui a fait des frais dans l'intérêt de tous, pour la conservation et la réalisation du gage commun, ou la personne qui a géré l'affaire d'autrui ?

Les Puissances bloquantes ont couru des risques, fait des dépenses, n'est-il pas juste qu'elles en soient indemnisées et l'indemnité consistera dans le traitement préférentiel.

Si le traitement préférentiel que réclament les Puissances bloquantes leur était reconnu, l'avantage qu'elles auraient en définitive procuré aux autres Puissances serait assez mince, puisqu'elles ont renoncé à user de mesures de coercition pour les créances auxquelles les 30 p. 100 sont affectés et que c'est seulement dans un avenir éloigné qu'elles pourraient commencer à toucher quelque chose. Si elles n'avaient pas eu fermement confiance dans la bonté de leur cause, il n'est pas à supposer qu'elles eussent consenti si facilement à ajourner autant le paiement de leurs créances.

Si on examine l'argument d'analogie qui serait tiré des principes du droit privé, on constate qu'il ne peut en rien s'appliquer dans le litige actuel. Il est vrai que, quand un créancier a amélioré le gage commun, a fait des frais pour sa conservation ou sa réalisation, il a un privilège qui paraît très équitable. Mais ce privilège lui est accordé, non pas pour la créance ou les créances qu'il pouvait avoir contre le débiteur commun, mais seulement pour les frais qu'il a faits dans l'intérêt de tous. Une fois qu'il est rentré dans ces frais, il se trouve, pour ses autres créances, dans la même condition que ses co-créanciers, s'il n'a pas par ailleurs une cause légitime de préférence. — La même théorie existe pour la gestion d'affaires. Celui qui a fait l'affaire d'autrui est indemnisé de ses dépenses et c'est tout.

Si donc, en raisonnant de la manière la plus favorable, on parlait de l'analogie des règles du droit privé, on dirait que si, dans une certaine mesure, les Puissances bloquantes ont procuré un avantage aux autres, elles peuvent bien réclamer un certain privilège proportionnellement aux frais qu'elles ont faits, mais non pour leurs diverses créances, dont la nature propre ne change pas.

Il est nécessaire d'ajouter aussitôt que, dans l'espèce, les Puissances bloquantes ne peuvent rien réclamer de ce genre. Les Protocoles du 13 février 1903, qui déterminent les conditions auxquelles les relations pacifiques devront être établies entre ces Puissances et le Venezuela, ne contenant rien au sujet des frais de guerre, on devait en conclure naturellement que les Puissances alliées n'entendaient rien réclamer de ce chef. Il y a plus : lorsque des négociations furent suivies pour la rédaction de l'Acte qui est devenu le Protocole du 7 mai 1903, les Puissances alliées soulevèrent la question d'une indemnité. Du moins, Sir M. Herbert, ambassadeur de la Grande-Bretagne à Washington, amendant un projet qui lui avait été soumis par M. Bowen, y intercalait une disposition ainsi conçue.

If preferential or separate treatment is not given to Great Britain, Germany and Italy, the Tribunal may consider whether any and what compensation should be made by Venezuela, out of the thirty per cent of the Customs revenues set aside, to three Powers for the expense which they have incurred in connection with the blockade (1).

Cet amendement fut péremptoirement écarté par M. Bowen à raison de ce qu'il constituait une nouvelle demande et, par suite, ne pouvait

(1) Art. 2 du Projet amendé par Sir M. Herbert, *Venezuelan Protocols*, p. 33.

trouver place dans le Protocole ni dans la discussion (1). Les Puissances alliées ne paraissent pas avoir insisté ; dans tous les cas, les Protocoles du 7 mai ne contiennent aucune disposition à ce sujet et les Puissances alliées ne sont pas recevables à demander au Tribunal de leur accorder une indemnité pour frais de guerre.

Du reste, même en se plaçant au point de vue des Puissances bloquantes, il ne serait pas exact de dire que leur action militaire, coûteuse et chanceuse, n'a comporté pour elles aucun avantage spécial.

Elles ont fait une manifestation politique qu'elles jugeaient utile à raison des procédés à leur égard qu'elles reprochaient au Gouvernement vénézuélien. Le Premier Ministre de la Grande-Bretagne déclarait au Parlement qu'il s'agissait moins de protéger des intérêts financiers que d'obtenir satisfaction pour des outrages commis contre ses nationaux. Pour leurs créances dites de *premier rang*, les Puissances alliées ont obtenu des indemnités qui ont eu un double profit assez notable : d'abord le règlement était imposé sans discussion, sans aucun examen contradictoire, encore moins sans procédure arbitrale, et cela a été particulièrement sensible au Venezuela ; en second lieu, le règlement devait être fait en espèces ou en traites à brève échéance, ce qui constituait un nouvel avantage non négligeable si l'on songe à la situation financière du débiteur, à l'arriéré de certaines dettes même des plus incontestables, comme celles résultant de sentences arbitrales solennelles (Fabiani). Le paiement s'est élevé à 5,500 livres sterling pour l'Angleterre, à la même somme pour l'Italie, mais à une somme beaucoup plus élevée pour l'Allemagne. Les réclamations de celle-ci, à raison des guerres civiles de 1898 à 1900, montaient à 1,718,815 bolivars. Le Gouvernement vénézuélien a dû payer comptant 5,500 livres sterling comme à l'Angleterre et à l'Italie ; il a dû, de plus, régler le surplus de la somme en cinq lettres de change échelonnées de mars à juillet 1903 (2), de sorte qu'en définitive les Alliés ont touché pour leur créances de premier rang la somme non insignifiante de 385,000 dollars.

Voilà qui correspond à un avantage spécial et direct acquis grâce à l'intervention armée. Il y a bien eu là un véritable traitement de faveur obtenu de la volonté du Venezuela sans qu'aucun principe de droit fût engagé.

Les Puissances bloquantes n'ont-elles pas elles-mêmes déterminé ainsi la mesure dans laquelle elles entendaient tirer profit de l'action à laquelle elles s'étaient résolues ? En réclamant ce droit de préférence pour certaines créances dites de *premier rang*, ne reconnaissaient-elles pas implicitement que leurs autres créances devaient être soumises au droit commun et ne sont-elles pas assez mal venues à réclamer pour ces dernières un nouveau traitement préférentiel, non plus au préjudice du Venezuela, mais au préjudice des autres Puissances.

Peut-être les Puissances bloquantes ont elles-mêmes pensé que leur prétention de s'attribuer les 30 p. 100 par préférence avait quelque chose d'exorbitant et courait risque de ne pas être accueillie par un tribunal. Une dépêche du marquis de Lansdowne à sir F. Lascelles, en

(1) Voir Dépêche de M. Bowen à Sir M. Herbert, du 2 avril 1903, *Venezuelan Protocols*, p. 35.

(2) Protocole entre l'Allemagne et le Venezuela (art. 2). *Venezuelan Protocols*, p. 25.

date du 29 janvier 1903 ⁽¹⁾, rend compte d'une conversation avec l'Ambassadeur d'Allemagne.

He told me that the German Government agreed with us in holding that the Venezuelan Government should be required to make special arrangement with the three Blockading Powers, under which their claims to compensation would be satisfied apart from those of other Powers. The German Government considered that 30 per cent. of the revenues of the two ports should be set apart for this purpose alone.

I told his Excellency that it seemed to me worthy of consideration whether, if a part of the Customs revenue was appropriated, not for the satisfaction of the claims of all the creditor Powers, but for that of the British, German and Italian claims alone, we might not be content with rather less than the full 30 per cent. referred to. It seemed to us that the allocation of an annual sum sufficient to extinguish our claims in, say, six years, might be enough for our purpose, and we have instructed Sir M. Herbert to discuss the question with his German and Italian colleagues.

Des instructions ont été effectivement données et nous en connaissons la teneur par une dépêche, en date du 2 février 1903, adressée par M. Bowen à sir M. Herbert ⁽²⁾.

Dear sir Michael: I have given due consideration to your Government's proposition that two-thirds of the 30 per cent of the Customs receipts of La Guaira and Puerto Cabello be given to the allied Powers and that the remaining third be paid to the peace powers. That proposition I must decline. I cannot accept even in principle that preferential treatment can be rightly obtained by blockades and bombardments. It would be absolutely offensive to modern civilization to recognize that principle and to incorporate it into the law of nations, as it would have to be if the allied Powers and the peace Powers should agree to it and acknowledge it.

La transaction proposée par les Puissances alliées n'a donc pas été acceptée. Il n'est pas sans intérêt de constater qu'elle a été tentée, parce qu'elle témoigne de doutes de la part des intéressés eux-mêmes sur le bien fondé de leurs prétentions et sur la chance qu'ils avaient d'en obtenir la reconnaissance.

Nous venons d'examiner la question du traitement préférentiel au point de vue des *principes de l'équité*, invoqués par le Marquis de Lansdowne dans sa dépêche à Sir M. Herbert, en date du 30 janvier 1903, dont un extrait a été reproduit plus haut. Nous avons constaté que ces principes, loin d'être favorables au système soutenu par les Puissances bloquantes, lui étaient tout à fait contraires, puisque ce système est en désaccord avec les règles fondamentales, dictées par *l'équité*, de l'égalité entre les

(1) *Blue Book, Venezuela*, n° 254.

(2) *Venezuelan Protocols*, p. 16. Appendix, etc., p. 168.

créanciers et de l'égalité entre les États. L'équité entre les États doit être appréciée comme l'équité entre les particuliers, et nous avons rappelé les principes incontestables qui s'appliquent dans les rapports entre les particuliers et qui, en l'absence de règles positives du droit des gens, doivent être naturellement étendus aux rapports entre les États.

Nous avons maintenant à nous préoccuper de l'équité dans un sens plus général et plus élevé. Demandons-nous si la prétention des Puissances bloquantes à un traitement préférentiel est conforme aux idées qui doivent présider aux relations internationales des peuples civilisés, aux tendances qui se manifestent partout dans le but d'améliorer ces relations, aux sentiments manifestés de la manière la plus solennelle lors de la *Conférence de la Paix* et qui ont trouvé leur expression positive dans la Convention du 29 juillet 1899 signée à La Haye par les Puissances bloquantes comme par les autres Puissances représentées devant le Tribunal, si ce n'est par le Venezuela ?

Nous n'hésitons pas à répondre négativement.

La solution sollicitée du Tribunal arbitral par l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie, ne serait pas seulement contraire à l'équité ; elle serait, de plus, extrêmement dangereuse pour les relations pacifiques et en complet désaccord avec les sentiments exprimés en 1899 et avec la Convention même sous l'égide de laquelle siège le Tribunal auquel nous soumettons respectueusement ces observations. Il y a là, pour le présent et pour l'avenir, un point de grande importance sur lequel on nous permettra d'insister.

Si, comme le demandent les trois Puissances alliées, il est reconnu par une décision de justice dont l'autorité sera incontestable, que le fait par un ou plusieurs États d'exercer une coercition violente contre un autre État procure aux auteurs de la violence une situation privilégiée à l'égard des États restés étrangers au conflit, on peut dire que c'est la fin prochaine des négociations régulières et patientes comme des arrangements pacifiques pour les États dont la solvabilité est douteuse. La réunion des Tribunaux d'arbitrage que l'opinion publique appelle de tous ses vœux deviendra de plus en plus rare. En supposant, non pas un Gouvernement qui chercherait dans des réclamations plus ou moins fondées un prétexte pour intervenir militairement, montrer sa supériorité navale, par exemple, mais un Gouvernement animé des intentions les plus pacifiques, ayant à soutenir les réclamations les plus justifiées, peut-être constatées par des sentences arbitrales définitives, ce Gouvernement sera amené fatalement à recourir à la violence pour se prémunir contre le danger d'une intervention armée de la part d'un autre Gouvernement également créancier, et pour s'assurer non seulement le droit commun, mais le bénéfice d'une situation privilégiée. Étant donné l'état de nos sociétés modernes, le rôle des Parlements, de la presse, un Gouvernement ne pourra pas sacrifier les droits certains de ses nationaux à ses aspirations pacifiques les plus sincères. Il subira la pression des intérêts lésés, de l'opinion publique : il devra même remplir ce qu'on peut appeler un *devoir national* en ne laissant pas, par son inaction, compromettre d'une façon irrémédiable les droits de ses compatriotes. La sentence sollicitée par nos adversaires constituerait donc un encouragement direct à l'emploi de la violence et même à un emploi hâtif. Il ne suffira pas d'être violent, il faudra l'avoir été le premier ; ce sera une prime de vitesse.

Nous ne nous faisons pas l'illusion de croire que l'emploi de la force peut être banni des relations internationales pas plus, d'ailleurs, que dans l'intérieur des divers États. Même en restant sur le terrain juridique, il est certain qu'il y a des cas dans lesquels cet emploi de la force est absolument nécessaire pour obtenir le respect du droit ; donc nous n'entendons pas méconnaître la nécessité de ce *remède extrême*. Nous disons seulement que, dans la Communauté de droit que forment les États civilisés, tous les efforts doivent tendre à recourir plus rarement à un pareil remède, et qu'il faut écarter résolument les systèmes qui en rendraient, au contraire, l'usage plus fréquent.

La théorie dont nous essayons de démontrer la fausseté aurait les conséquences les plus déplorables pour les relations pacifiques, pour l'humanité en général. Une intervention violente ne trouble pas seulement les relations entre l'État qui la commet et l'État qui la subit : elle ne modifierait pas seulement d'une manière injuste les rapports des créanciers de ce dernier État, qui sont dans une situation analogue, qui ont eu également confiance dans cet État ou qui ont été également victimes d'actes arbitraires et injustes. Elle trouble les relations politiques et commerciales d'une manière générale et, par suite, atteint même les États qui n'ont rien à démêler avec les États en conflit. C'est ce qui fait la gravité politique et économique de toute action armée contre un État même faible, encore que cette action ne doive pas aboutir à la guerre proprement dite.

Il y a donc un intérêt général de premier ordre à ce que les relations pacifiques, indispensables pour le bien de l'humanité, des Gouvernements comme des particuliers, soient troublées le moins possible et à ce qu'on n'encourage pas un pareil trouble. L'équité commande non moins impérieusement que le droit des gens qu'une solution qui aurait pour résultat de rendre plus fréquent l'emploi de la violence soit écartée du moment qu'elle ne peut invoquer des raisons positives et non douteuses. S'il y a incertitude, elle doit être rejetée. Ici se combinent les règles du *droit* sur la preuve rappelées plus haut et les règles de l'*équité*.

Si les considérations qui viennent d'être présentées sont puissantes en elles-mêmes et se recommandent à tous ceux qui se préoccupent de la justice et de l'amélioration des rapports internationaux, elles paraissent avoir plus de force encore dans les circonstances actuelles. Le Tribunal arbitral, constitué par S. M. l'Empereur de Russie en vertu des Protocoles du 7 mai 1903, siège sous l'empire de la Convention du 29 juillet 1899 dont les dispositions s'appliquent en tant qu'elles n'ont pas été formellement écartées par le Compromis, comme cela a été le cas pour la langue à employer. Il suffit de rappeler quelques articles de cette Convention pour en faire ressortir l'esprit :

ARTICLE 1^{er}. — *En vue de prévenir autant que possible le recours à la force dans les rapports entre les États, les Puissances signataires conviennent d'employer tous leurs efforts pour assurer le règlement pacifique des différends internationaux.*

ARTICLE 16. — *Dans les questions d'ordre juridique, et en premier lieu dans les questions d'interprétation ou d'application des Conventions internationales, l'arbitrage est reconnu par les Puissances signataires comme le moyen le plus efficace et*

en même temps le plus équitable de régler les litiges, qui n'ont pas été résolus par les voies diplomatiques.

Le Tribunal arbitral, constitué sous l'empire de ces principes généraux que les Puissances bloquantes n'ont pas été les dernières à proclamer à la Conférence et à consacrer par leur signature de la Convention, peut-il rendre une décision qui serait contraire aux principes fondamentaux de son institution et qui, au lieu de contribuer à la création d'une jurisprudence pacifique, serait le point de départ d'actes de violence provoqués par la force des choses ?

Nous nous refusons à le croire et nous espérons fermement voir proclamer le principe de l'égalité entre les États.

La *pratique internationale*, invoquée par le marquis de Lansdowne dans la dépêche déjà citée, est-elle, plus que les principes de l'équité, favorable à la prétention que nous combattons ?

Nous nous réservons d'examiner les précédents qui pourront être allégués par nos adversaires. Nous avouons n'en avoir trouvé qu'un, mais il a cet avantage fort appréciable d'être récent et d'être commun à un grand nombre d'États dont font précisément partie ceux qui sont engagés dans le litige actuel. Ce précédent confirme de la manière la plus absolue la thèse dont nous avons essayé de démontrer l'exactitude.

Il s'agit de l'expédition à laquelle ont procédé contre la Chine, en 1901, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon et la Russie. Quand cette expédition, qui a coûté des sommes considérables, qui a entraîné des sacrifices et des risques de divers genres, a amené le Gouvernement Chinois à composition, il a fallu déterminer la somme à demander à la Chine, tant pour les frais de l'expédition, que pour les indemnités dues à raison de violation de contrats, d'outrages contre des étrangers, etc. Comment a-t-il été procédé ? Une somme globale a été réclamée à la Chine et des mesures ont été prises pour son acquittement au moyen de paiements échelonnés. Il n'est pas utile d'entrer dans des détails au sujet des rapports des Puissances étrangères avec la Chine qui est en dehors de notre discussion.

Ce qui, au contraire, est essentiel, c'est d'indiquer les Puissances dont les créances ont été ainsi réglées sur le pied d'une parfaite égalité. Nous n'y trouvons pas seulement les Puissances mentionnées plus haut et étant intervenues militairement, mais aussi *la Belgique, l'Espagne, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède et la Norvège*, c'est-à-dire des nations restées étrangères aux opérations militaires ou navales, n'ayant en rien participé aux frais et aux risques dont on fait si grand état aujourd'hui. Cela n'a pas empêché les Puissances intervenantes de les admettre à concourir avec elles ; toutes les Puissances créancières doivent être payées de la même façon, subir les mêmes délais. L'action militaire et navale avec ses risques n'a pas été considérée comme ayant créé une cause de préférence au détriment des Puissances qui n'y avaient pas participé. Il est superflu d'ajouter que les Puissances intervenantes ont tenu cette conduite conforme au droit et à l'équité, en même temps qu'à la bonne politique internationale, en pleine connaissance de cause et en pleine liberté. Sans qu'il y ait lieu d'insister, et il est permis de faire remarquer qu'elles étaient évidemment en situation d'imposer une autre solution aux Puissances qui ne s'étaient pas jointes à elles pour l'expédition. — Nous ne croyons pas devoir entrer dans d'autres détails sur un pré-

cédent qui est commun aux pays représentés dans le Tribunal lui-même comme aux pays représentés par les parties en litige ⁽¹⁾.

Pourquoi l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie, qui, en 1902, n'ont pas réclamé en Chine de traitement préférentiel, auraient-elles droit à un pareil traitement en 1903 ? Nous ne voyons pas en quoi la situation juridique est changée parce que le débiteur est le Gouvernement Vénézuélien, au lieu d'être le Gouvernement Chinois.

Nous pensons donc qu'indépendamment des considérations de droit et d'équité précédemment invoquées, le Tribunal arbitral n'a qu'à s'inspirer d'un pareil précédent pour résoudre la question qui lui est posée par l'article 1^{er} des Protocoles du 7 mai 1903, dans le sens du refus de tout traitement préférentiel au profit des Puissances bloquantes. De cette manière il rendra une sentence conforme à la fois à la justice, à l'équité, à la pratique internationale et aux intérêts de l'humanité tout entière.

D'après l'article 5 des Protocoles du 7 mai 1903, le Tribunal doit résoudre une autre question : il doit *decide how, when, and by whom the costs of this Arbitration shall be paid*. Nous ne voulons entrer dans aucun détail à ce sujet. Nous nous contenterons de dire que, puisque nous soutenons que la prétention des Puissances bloquantes à un traitement préférentiel n'est nullement fondée, il en résulte que ce sont ces Puissances qui ont soulevé le litige et nécessité la procédure arbitrale, et qu'il est dès lors équitable qu'elles en supportent les frais comme cela est le cas dans tout procès pour le plaideur qui succombe dans sa prétention.

(1) Dans l'*Appendix au Preliminary Examination* du Vénézuéla figure, page 227, le tableau suivant de la répartition proportionnelle entre les diverses Puissances de la somme de 450 millions de taëls promise par la Chine :

COUNTRY	PER CENT	PER CENT	TAELS	TAELS
Germany.....	20.01567			90.070.515
Austria.....	0.88976			4.003.920
Belgium.....	1.88541			8.484.145
Spain.....	0.03007			135.315
United States.....	7.31979			32.939.055
France.....	15.75072			70.878.240
Great Britain.....	11.24901		50.620.545	
		11.26951		50.712.795
Portugal.....	0.02050		92.250	
Italy.....	5.91489			26.617.005
Japan.....	7.73180			34.793.100
Holland.....	0.17380			782.100
Russia.....	28.97136			130.371.120
International.....	0.03326		149.670	
		0.04722		212.490
Sweden and Norway.....	0.01396		62.820	
				450.000.000

RÉSUMÉ

Les 30 p. 100 des revenus des douanes de la Guaira et de Puerto-Cabello ont été cédés par le Gouvernement Vénézuélien à toutes les Puissances ayant des réclamations contre lui, pour être répartis également entre elles.

Les Puissances bloquantes, après avoir obtenu pour certaines de leurs créances dites *de premier rang* un règlement et un paiement immédiats qui constituaient à leur profit un sérieux avantage, ont demandé encore pour leurs autres créances un traitement préférentiel au détriment des Puissances qui n'étaient pas intervenues militairement. Le Venezuela a repoussé cette exigence et il a été entendu que cette question du traitement préférentiel serait réglée par arbitrage. Il résulte de là que les 30 p. 100 ne sont pas plus en la possession des Puissances bloquantes que des Puissances dites pacifiques, les 30 p. 100 étant mensuellement déposés pour le compte de qui de droit. Les unes et les autres sont donc dans la même situation de fait, les unes réclamant la répartition proportionnelle entre les diverses créances auxquelles est affecté le gage commun, les autres demandant au contraire un privilège pour leurs créances. Ces dernières demandent incontestablement une dérogation au droit commun, un droit de priorité, dont elles doivent nettement démontrer l'existence, sans quoi elles succomberont dans leur prétention, conformément aux principes communément admis en matière de preuve.

I. Le traitement préférentiel ne se justifie ni par les principes du droit, ni par ceux de l'équité, ni par la pratique internationale.

Le principe est l'égalité entre les créanciers d'un même débiteur comme entre les États. Un acte de violence, même légitime en soi, ne peut produire de conséquences directes contre les tiers, ce qui serait précisément le cas ici. Le litige existe actuellement non pas entre les Puissances alliées et le Venezuela, mais entre les Puissances bloquantes et les autres, en ce qui touche un gage affecté aux secondes comme aux premières, de sorte que le traitement préférentiel serait bien une conséquence immédiate de la violence se produisant au détriment des Puissances pacifiques, ce qu'on ne saurait admettre.

II. L'idée que les Puissances bloquantes auraient rendu service aux autres par leur intervention ne saurait justifier le traitement préférentiel. Outre que le service serait de faible importance si les Puissances non bloquantes ne venaient sur les 30 p. 100 qu'après que les Puissances bloquantes auraient été entièrement désintéressées, un créancier qui rend service à ses co-créanciers en conservant le gage commun, peut bien réclamer un privilège pour ses frais, mais non pour ses diverses créances, dont la nature ne change pas. Dans l'espèce, d'ailleurs, les Puissances bloquantes ont renoncé à se faire payer leurs frais. Elles ne peuvent non plus prétendre n'avoir tiré aucun profit de leur intervention, puisqu'elles ont obtenu le paiement sans discussion de leurs réclamations *de premier rang*, laissant ainsi leurs autres réclamations sous le régime du droit commun.

III. La pratique internationale ne saurait non plus être invoquée en faveur du traitement préférentiel. Le précédent de l'expédition de Chine de 1901, commun aux Puissances représentées devant le Tribunal, montre au contraire les Puissances qui sont intervenues militairement admettant sur le pied d'égalité les Puissances qui, comme la Belgique, l'Espagne ou les Pays-Bas, n'avaient pris aucune part aux opérations militaires. Il n'y a pas de raison pour admettre, en 1903, une règle différente de celle qui a été pratiquée sans difficulté, en 1903, par des Puissances au nombre desquelles se trouvaient l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie.

IV. Le refus de tout traitement préférentiel aux Puissances bloquantés, ainsi justifié par les principes du droit, de l'équité et par la pratique internationale, se recommande encore par les graves conséquences qu'entraînerait la solution contraire. Celle-ci, en effet, serait de nature à provoquer des actes de violence contre les États de solvabilité douteuse, ce qui serait manifestement en désaccord avec le texte et l'esprit des dispositions arrêtées par les Puissances dans la Convention de La Haye du 29 juillet 1899, sous l'égide de laquelle siège ce Tribunal, non moins qu'avec les intérêts généraux de l'humanité.

Par toutes ces considérations,

Nous demandons au Tribunal arbitral de rejeter le traitement préférentiel réclamé par l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie, sur les 30 p. 100 des revenus des douanes des ports de la Guaira et de Puerto Cabello cédés par le Venezuela aux diverses Puissances créancières, et conformément à l'article V du protocole du 7 mai 1903, de mettre les dépens de l'arbitrage à la charge de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne et de l'Italie.

Pour le Gouvernement de la République française :

LOUIS RENAULT, *Agent.*

EDOUARD CLUNET, *Avocat conseil.*

HENRI FROMAGEOT, *Secrétaire de la délégation.*

Documents relatifs aux affaires de Macédoine

(1902-1903)

Extrait du « Oriental advertiser » du 29 décembre 1902.

LES VILAYETS DE LA ROUMÉLIE. — Les journaux turcs annoncent aujourd'hui une nouvelle série de mesures destinées à augmenter le bien-être de la population des vilayets de la Roumélie. Ces mesures concernent l'organisation judiciaire.

En vertu d'une décision du Ministère de la Justice, le personnel des Tribunaux Civils et Criminels dans les cazas de ces vilayets pourra être pris parmi les indigènes qui possèdent les qualités requises.

Les choix devront être confirmés par le Ministère de la Justice.

Les Naïbs devront être choisis parmi les licenciés de l'École de Droit du Chéri. Leur mandat sera d'une durée de quatre ans. Les formalités de leur nomination devront être accomplies dans une semaine au plus par le Chéikh-ul-Islamat.

Quant à l'organisation de la gendarmerie qui, depuis l'illustre avènement de Sa Majesté Impériale le Sultan, a remplacé l'ancien système des zaptiés, les Valis ont reçu l'ordre formel de licencier les hommes et les officiers incapables et de les remplacer par d'autres possédant les aptitudes requises.

A l'occasion de l'approche du Baïram, un Iradé Impérial a prescrit de payer un mois d'appointements à tous les fonctionnaires des vilayets de la Roumélie.

La Commission siégeant à la Sublime Porte a pris les mesures nécessaires pour mettre à exécution cet ordre. Tous les officiers et les gendarmes participeront à ce bienfait Impérial.

Grâce à ces mesures, un ordre exemplaire règne dans les vilayets de la Roumélie. Depuis une semaine aucun incident contraire à la tranquillité ne s'est produit. Un calme parfait règne jusque dans les plus petits villages.

Le grand Vézirat a invité le Ministère des Finances à mettre à exécution l'article 15 des Instructions spéciales, d'après lequel les 5 pour cent des recettes totales des vilayets de la Roumélie doivent être affectés aux travaux d'utilité publique.

Le titre des Inspecteurs Agricoles des vilayets d'Andrinople, Salonique, Scodra, et Janina, est transformé en celui de « Directeur de l'Agriculture », poste prévu par les Instructions spéciales.

Des Directeurs de l'Agriculture seront nommés pour les vilayets de Cossovo et de Monastir où il n'y avait pas jusqu'à présent d'Inspecteurs.

Ceux-ci recevront 16,000 piastres par an pour frais de route.

Un autre Iradé Impérial accorde un crédit supplémentaire de 12,000 piastres par mois au budget du Ministère de l'Instruction Publique pour les postes des Directeurs des Travaux publics des six vilayets.

Les substituts des Procureurs feront partie des Sous-Commissions qui seront constituées dans les sandjaks pour la réorganisation de la gendarmerie.

Extrait du « Moniteur oriental » du 31 décembre 1902.

Sur un télégramme de l'Inspecteur-Général des vilayets de la Roumélie, Chevket Bey, Caïmacan de Perlépé, a été nommé Caïmacan du caza central de Monastir, poste prévu par les nouvelles instructions.

Le personnel de ce caza a été aussi nommé et jusqu'à la construction d'un local spécial il s'installera dans le conak de la Municipalité.

En vertu d'une décision du Conseil des Ministres, 5 pour cent sur les excédents des garanties kilométriques des chemins de fer seront affectés aux travaux publics. Cette décision a été communiquée au Ministère des Finances, au Ministère du Commerce et des Travaux publics, et à l'Inspecteur des vilayets de la Roumélie.

Le Vali de Monastir a prescrit aux autorités du vilayet de retenir sur les recettes fiscales à partir du 1^{er} (14) décembre les 5 pour cent revenant aux Travaux Publics pour les verser chaque semaine aux caisses des succursales de la Banque Agricole.

Un avis a paru dans l'*Officiel* de Monastir invitant les Chrétiens et les Musulmans, qui désirent entrer dans la gendarmerie ou dans la police, à faire leur demande au vilayet ou au Mutessariflik et aux Caïmacanliks. La requête devra être accompagnée de l'Osmanié, d'un certificat de moralité, et des pièces afférentes aux services antérieurs.

Le Commandant du 3^e Corps d'Armée dont l'avis a été demandé sur la création de nouveaux nahiés dans le Vilayet de Monastir a répondu que si ces nahiés sont reliés entre eux par fil télégraphique, cela ne présenterait aucun inconvénient au point de vue militaire.

Les bureaux de la Commission des vilayets de la Roumélie ont été installés dans ceux du parquet de la Cour de Cassation du Conseil d'Etat.

Le personnel de la police du Vilayet de Cossovo doit partir aujourd'hui.

Résumé du Plan des réformes proposées par l'Autriche-Hongrie et la Russie à la Turquie le 21 février 1903 (Communication du Comte Deym).

(Texte original en allemand) (1).

Die österreichisch-ungarische und die russische Regierung, von dem aufrichtigen Wunsche beseelt, die Ursachen der seit einiger Zeit in den Vilajets von Salonich, Kossowo, und Monastir herrschenden Unruhen zu beseitigen, sind zur Ueberzeugung gelangt, dass dieses Ziel nur durch Reformen erreicht werden kann, welche eine Verbesserung der Lage der Bevölkerung in jenen Vilajets herbeizuführen geeignet sind.

Wie aus den vor Kurzem von der Hohen Pforte an die Botschafter in Konstantinopel gerichteten Mittheilungen hervorgeht, hat die kaiserlich ottomanische Regierung selbst die Nothwendigkeit erkannt, auf Mittel bedacht zu sein, für eine strengere Einhaltung der Gesetze zu sorgen und die bestehenden Missbräuche zu beseitigen.

Die Regierungen von Oesterreich-Ungarn und Russland, von diesen guten Absichten Act nehmend, haben indessen geglaubt, dass es im

(1) Cf. version française ci-dessous, p. 110.

Interesse der Aufrechthaltung der Ruhe und Ordnung in den erwähnten Gegenden von der höchsten Wichtigkeit wäre, die neuerdings getroffenen Anordnungen zu ergänzen, und, von diesem Gedanken geleitet, sind sie übereinstimmend zu der Ansicht gelangt, dass es notwendig ist, der kaiserlich ottomanischen Regierung die Anwendung gewisser Massregeln zu empfehlen, die sich folgendermassen resumiren lassen: —

Um den Erfolg der dem Generalinspektor anvertrauten Aufgabe zu sichern, wird dieser auf seinem Posten für eine Reihe von Jahren, welche im Voraus zu bestimmen ist, erhalten und vor Ablauf dieser Periode nicht abberufen werden, ohne dass die Mächte vorher darüber zu Rate gezogen worden sind. Er wird das Recht haben, wenn die Aufrechthaltung der öffentlichen Ruhe es erfordert, über die ottomanischen Truppen zu verfügen; ohne in jedem einzelnen Falle an die Zentralregierung herantreten zu müssen. Die Valis werden verpflichtet sein, sich den Instruktionen des Generalinspektors strenge zu fügen.

Für die Reorganisation der Polizei und der Gendarmerie wird sich die ottomanische Regierung des Beistandes auswärtiger Fachmänner zu bedienen haben. Die Gendarmerie wird aus Christen und Muselmanen in einem der Zusammensetzung der Bevölkerung der betreffenden Ortschaften entsprechenden Verhältnisse gebildet sein. Die Feldhüter werden dort den Christen entnommen werden, wo die Majorität der Bevölkerung christlich ist.

Mit Rücksicht auf die Belästigungen und Ausschreitungen, unter welchen die christliche Bevölkerung seitens gewisser arnautischer Uebelthäter nur zu oft zu leiden hat, sowie in Anbetracht dessen, dass die von Letzteren begangenen Verbrechen und Delikte in der Mehrzahl der Fälle unbestraft bleiben, wird die ottomanische Regierung ohne Verzug für die Mittel Sorge tragen, um diesem Zustande ein Ende zu setzen.

Da durch die in Folge der letzten Unruhen in den drei Vilajets vorgekommenen zahlreichen Verhaftungen die Gemüther dort-selbst erregt wurden, wird die kaiserliche Regierung, um die Rückkehr zur normalen Situation zu beschleunigen, allen Personen, welche wegen politischer Delikte angeklagt oder verurtheilt sind, sowie den Ausgewanderten eine Amnestie gewähren.

Um ein regelmässiges Funktioniren der lokalen Einrichtungen sicher zu stellen, wird in jedem Vilajet ein Budget der Einnahmen und Ausgaben aufgestellt werden und die Einkünfte der Provinz, welche von der kaiserlich ottomanischen Bank zu kontroliren sind, werden in erster Reihe für die Bedürfnisse der Localverwaltung, inbegriffen die Bezahlung der Civil- und Militärgelalte, bestimmt sein.

Die Art der Einhebung des Zehents wird abgeändert und die Generalverpachtung derselben abgeschafft werden.

Memorandum de la Turquie en réponse au Mémoire contenant le plan des réformes précitées (24 février 1903).

Le Gouvernement Impérial ayant examiné le Mémoire que Son Excellence M. l'Ambassadeur de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique a bien voulu remettre à la Sublime Porte en date du 21 de ce mois et qui

contient certaines recommandations au sujet des affaires administratives, judiciaires, et financières des provinces de la Roumémie, a constaté que les mesures y mentionnées sont le complément de celles déjà arrêtées par l'Iradé Impérial et dont on a commencé l'application.

Aussi, la Sublime Porte a l'honneur d'informer Son Excellence M. l'Ambassadeur de Sa Majesté l'Empereur et Roi que le Gouvernement Impérial a adhéré aux dites mesures, qui sont dictées par une amitié sincère, et ordonné aux Départements compétents de les mettre à exécution.

COMMUNIQUÉ OFFICIEL DU GOUVERNEMENT RUSSE

*Extrait du « Journal de Saint-Petersbourg » en date
du 13/26 février 1903.*

Le *Messenger officiel* publie aujourd'hui la communication suivante :

La communication officielle du 30 Novembre de l'année dernière a fait connaître les décisions prises par la Russie au début même des troubles dans la Péninsule Balkanique, pour éviter des complications possibles dans la Turquie d'Europe.

Le Gouvernement Impérial, ayant suivi avec une constante sollicitude la vie politique des populations coreligionnaires de la Russie, a été informé à temps par ses agents de l'état réel des choses et n'a cessé d'attirer l'attention la plus sérieuse de la Porte sur la nécessité urgente d'améliorer la situation des habitants Chrétiens des Vilayets de Salonique, Kossovo, et Monastir.

L'Ambassadeur de Russie à Constantinople, appelé à Yalta au mois d'Octobre de l'année dernière, a été chargé d'élaborer un projet des réformes les plus urgentes, et de signaler à la Porte l'impérieuse nécessité de mettre celles-ci à exécution, afin d'écarter dans leur source les causes de mécontentement parmi ses sujets.

C'est dans ce même sens qu'a été faite une communication à l'Ambassadeur Extraordinaire Ottoman, Turkhan Pacha, envoyé par le Sultan à Livadia pour saluer Sa Majesté l'Empereur.

Le Gouvernement Ottoman s'est déclaré prêt à suivre ces conseils amicaux. Un Iradé du Sultan, promulgué en Novembre 1902, concernant les réformes dans les provinces Européennes de la Turquie, n'a pas présenté toutefois des garanties suffisantes pour l'amélioration nécessaire du sort de la population Chrétienne ; aussi n'a-t-il pas atteint le but poursuivi — l'apaisement général.

D'un autre côté, malgré les conseils bienveillants donnés aux États Balkaniques, l'action subversive des Comités Révolutionnaires a continué à produire des effets néfastes en incitant la population à un soulèvement contre l'autorité légale.

En raison de cette situation alarmante, Sa Majesté l'Empereur a daigné charger le Ministre des Affaires Étrangères, au commencement de Décembre de l'année dernière, de se rendre dans les capitales de la Serbie et de la Bulgarie pour transmettre au Roi Alexandre et au Prince Ferdinand, en l'auguste nom de Sa Majesté Impériale, une communication dans le sens suivant :

La Russie, qui, de tout temps, a témoigné l'intérêt le plus vif pour

le sort des populations Chrétiennes de la Turquie, consacre en ce moment même tous ses efforts à engager le Gouvernement Ottoman à introduire le plus tôt possible des réformes dans les trois vilayets d'Europe. Pour remplir avec succès cette tâche, il est également nécessaire que de leur côté, les États Slaves, prenant les mesures en leur pouvoir pour sauvegarder la tranquillité dans la Péninsule Balkanique, réagissent contre des troubles dangereux et toutes menées révolutionnaires. Ce n'est qu'à ces conditions qu'ils peuvent compter fermement sur le puissant appui de la Russie.

Sa Majesté le Roi de Serbie et Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie, en réponse aux conseils qui lui ont été donnés au nom de Sa Majesté l'Empereur, n'ont pas manqué d'assurer le secrétaire d'État, Comte Lamsdorff, que leurs Gouvernements s'appliqueraient, en conformité des indications bienveillantes du Monarque Russe, à mettre fin à toute agitation ultérieure de la part des Sociétés et des Comités Révolutionnaires, dans l'attente des résultats de l'action de la Russie en faveur des populations Chrétiennes de l'Empire Ottoman.

Ces promesses ont été remplies, et le Gouvernement Impérial n'a pas manqué de témoigner sa complète approbation au Gouvernement Bulgare pour les mesures prises par lui ces derniers temps contre les Comités Révolutionnaires.

Après sa visite en Serbie et en Bulgarie, le Secrétaire d'État, Comte Lamsdorff, d'autorisation de Sa Majesté l'Empereur, s'est rendu à Vienne, où ont eu lieu, entre les Ministres des Affaires Étrangères des deux Empires voisins et amis, conformément à l'arrangement de 1897, des conférences spéciales qui ont abouti à la fixation des principes généraux devant servir de bases aux réformes projetées dans les trois vilayets Turcs.

Le programme commun, ainsi établi, a été communiqué au commencement de Janvier dernier aux Ambassadeurs de Russie et d'Autriche-Hongrie à Constantinople, lesquels ont été chargés, après un examen des conditions locales, d'élaborer sur cette base un projet plus détaillé de mesures ayant pour objet une amélioration efficace du sort de la population des provinces de Salonique, Kossovo et Monastir.

Le projet élaboré par le Conseiller Privé actuel Zinoview et le Baron de Calice a reçu l'approbation des deux Gouvernements et a été ensuite communiqué confidentiellement le 4 (17) Février courant aux Grandes Puissances signataires du Traité de Berlin de 1878, avec prière, dans le cas où ils se montreraient favorables aux réformes projetées, de prêter leur concours aux démarches instantes de la Russie et de l'Autriche-Hongrie à Constantinople.

La France, l'Italie, l'Allemagne et l'Angleterre se sont déclarées entièrement prêtes à appuyer auprès de la Porte le projet de réformes élaboré par la Russie et l'Autriche-Hongrie. Les Ambassadeurs Russe et Austro-Hongrois ont été chargés, ensuite, au nom de leurs Gouvernements, de remettre au Sultan ce projet de réformes, qui, dans ses traits généraux, se présente comme suit (1):

« Pour assurer le succès de la mission confiée, en vertu de l'Iradé du Sultan, à l'Inspecteur-Général, celui-ci sera maintenu à son poste pour

(1) Cf. aussi ci-dessus, p. 107.

une période de plusieurs années, déterminée d'avance, et il ne sera pas révoqué avant l'expiration de cette période sans que les Puissances aient été préalablement consultées à ce sujet. Il aura la faculté de se servir, si le maintien de l'ordre public le rend nécessaire, des troupes Ottomanes, sans avoir chaque fois recours au Gouvernement Central.

« Les Valis seront tenus de se conformer strictement à ses instructions

« Pour la réorganisation de la police et de la gendarmerie, le Gouvernement Ottoman se servira du concours de spécialistes étrangers. La gendarmerie sera composée de Chrétiens et de Musulmans dans une proportion analogue à celle des populations des localités en question.

« Les gardes champêtres seront Chrétiens là où la majorité de la population est Chrétienne.

« Vu les vexations et les excès dont la population Chrétienne n'a que trop souvent à souffrir de la part de certains malfaiteurs Arnaoutes, et vu que les crimes et délits commis par ces derniers restent, dans la plupart des cas, impunis, le Gouvernement Ottoman avisera sans retard aux moyens de mettre fin à cet état de choses.

« Les nombreuses arrestations opérées à la suite des derniers troubles dans les trois vilayets, y ayant excité les esprits, le Gouvernement Ottoman, pour accélérer le retour à une situation normale, accordera une amnistie à tous les accusés ou condamnés pour faits politiques, ainsi qu'aux émigrés.

« Pour assurer le fonctionnement régulier des institutions locales, un budget des revenus et des dépenses sera dressé dans chaque vilayet, et les perceptions provinciales, contrôlées par la Banque Impériale Ottomane, seront destinées en premier lieu aux besoins de l'Administration Locale, le paiement des services civil et militaire y compris. Le mode de perception des dîmes sera modifié et l'affermage en gros aboli. »

Le Gouvernement Ottoman, appréciant toute la portée des démarches faites auprès de lui, a adhéré au projet susmentionné et a donné aux organes locaux de l'Administration Turque des ordres catégoriques pour procéder immédiatement à l'exécution des réformes projetées.

On ne saurait ne pas reconnaître que les mesures susindiquées, qui, naturellement, peuvent être l'objet d'un large développement dans l'avenir, sont suffisantes pour assurer pleinement dans les conjonctures présentes une amélioration efficace du sort des populations Chrétiennes des trois vilayets.

En même temps devra être instituée dans certaines localités des trois vilayets, sous la direction des Ambassadeurs à Constantinople, une active surveillance Consulaire de l'application des réformes convenues.

En informant les Représentants et les Agents Russes dans la Péninsule Balkanique, des résultats actuellement obtenus pour l'amélioration du sort de la population Chrétienne de Turquie, le Gouvernement Impérial a jugé nécessaire de confirmer à nouveau, afin d'en étendre la connaissance le plus possible parmi les populations Slaves, les principes fondamentaux dont il s'inspire en cette circonstance.

Appelés à une existence indépendante au prix de sacrifices incalculables faits par la Russie, les États Balkaniques peuvent compter avec une pleine assurance sur la sollicitude constante du Gouvernement Impérial pour leurs besoins réels, et sur sa puissante protection pour les

nécessités vitales et les intérêts moraux des populations Chrétiennes de la Turquie.

Cependant ils ne doivent pas perdre de vue que la Russie ne sacrifierait ni une goutte de sang de ses fils ni la plus petite parcelle de l'avoir du peuple Russe, si les États Slaves, malgré les conseils de sagesse qui leur ont été donnés d'avance, cherchaient à porter atteinte par des moyens violents et révolutionnaires à l'ordre de choses établi dans la Péninsule des Balkans.

Règlement portant exécution du plan des réformes en Macédoine communiqué aux puissances par le Ministre des Affaires Étrangères de Turquie le 26 mars 1903.

(1)

Instructions complémentaires concernant les provinces de la Roumélie.

1. En vue d'assurer l'application des dispositions que l'Inspecteur-Général des Provinces de la Roumélie est chargé d'adopter, la durée des fonctions de ce dignitaire a été prolongée de trois ans. L'Inspecteur-Général aura la faculté de se servir, en cas de nécessité, des troupes Impériales sur toute l'étendue des trois vilayets sans être obligé d'avoir recours chaque fois au Gouvernement Central.

2. Les Valis des trois vilayets seront tenus de se conformer aux instructions émanant de l'Inspecteur-Général et de lui prêter leurs concours par tous les moyens en leur pouvoir.

3. Des spécialistes étrangers seront chargés de concourir à la réorganisation de la police et de la gendarmerie entreprise par le Gouvernement et d'assurer l'application des dispositions à adopter conformément aux bases établies à cet effet. Ils seront hiérarchiquement soumis au Gouvernement Impérial. Le Gouvernement Impérial avisera aux moyens d'appliquer le principe en vertu duquel le chiffre des Musulmans et des non-Musulmans employés dans la gendarmerie sera proportionnel au chiffre des populations Musulmane et non-Musulmane, tout en tenant compte des circonstances locales qui motivent la restriction adoptée quant à la proportion des non-Musulmans admis au service de la gendarmerie.

Les officiers de la gendarmerie dans ces vilayets seront choisis à l'avenir parmi ceux dont la capacité et la moralité seraient éprouvées. Les mêmes principes seront appliqués à la réorganisation de la police. En attendant qu'un nombre suffisant de personnes sachant lire et écrire puisse être trouvé, les commissaires et les agents de police Musulmans seront choisis parmi les éléments existants.

4. Les gardes champêtres seront choisis parmi les habitants des villages. Dans les localités où la majorité de la population est Chrétienne, les gardes champêtres seront choisis parmi les habitants Musulmans et non-Musulmans dans la proportion de leur nombre.

5. Le Gouvernement Impérial adoptera sans retard des mesures en vue d'empêcher les diverses classes de la population de se livrer à des vexations et agressions l'une à l'égard de l'autre et de les astreindre au respect des lois.

6. Le Gouvernement Impérial accordera une amnistie à tous les accusés ou condamnés pour des faits politiques qui ne seraient pas convaincus de participation directe à des crimes de droit commun, ainsi qu'à ceux qui ont émigré. Tous les procès pour crimes ou délits de droit commun actuellement en cours d'instruction ou de jugement seront réglés sans retard.

7. Au commencement de l'année un Budget des revenus et des dépenses sera dressé dans chaque vilayet.

Le produit des impôts sera affecté en premier lieu au besoin de l'Administration Locale, le paiement des services civil et militaire y compris. La perception des dîmes se fera par voie d'affermage.

Les dîmes seront affermées non point en bloc, mais par village et au nom des habitants conformément aux Règlements. En cas de difficulté ceux-ci auront recours aux Tribunaux. Dans le cas où personne ne se présenterait pour l'affermage, des dîmes de certains villages ou bien si le prix offert est inférieur à la valeur réelle des dîmes à adjuger, ces dîmes seront administrées en régie conformément au Règlement sur la matière. Tous les revenus du vilayet seront versés à l'agence de la Banque Impériale Ottomane au chef-lieu du vilayet et le paiement des sommes affectées par le Budget aux dépenses du vilayet se fera en conformité d'un Règlement spécial qui aura pour objet d'assurer la régularité de l'emploi de ces sommes.

(2)

Article premier. — Au commencement de l'année un Budget des revenus et des dépenses sera dressé dans chaque vilayet. Le produit des impôts est affecté en premier lieu aux besoins de l'Administration Locale, le paiement des services civil et militaire y compris.

Art. 2. — Tous les revenus seront versés à l'agence de la Banque Ottomane au chef-lieu du vilayet.

Art. 3. — Le paiement des sommes affectées par le Budget aux dépenses du vilayet se fera de la manière ci-dessous indiquée.

Art. 4. — Tous les revenus prévus dans le Budget du vilayet seront versés conformément à l'Article 2 à l'agence de la Banque au chef-lieu du vilayet, et les dépenses y inscrites seront effectuées par son entremise suivant les modes fixés dans ce Règlement. Les sommes perçues et dépensées seront inscrites sur les livres tenus respectivement par la Comptabilité du vilayet et l'agence de la Banque.

Art. 5. — Parmi les diverses dépenses figurant dans le Budget, celles afférentes au caza et dont l'urgence serait reconnue, seront payées sur les revenus locaux conformément à la règle usitée. Quant aux traitements, ils seront payés sur un ordre du vilayet. Le surplus des revenus sera envoyé en numéraire au chef-lieu du sandjak avec les reçus certifiés relatifs aux paiements effectués. Cet envoi sera accompagné d'un tableau spécifiant les diverses monnaies en lesquelles les perceptions ont eu lieu et portant les signatures du Caïmacan et du Mal Muduri.

Art. 6. — Les sommes envoyées des cazas au sandjak seront portées sur les livres de comptabilité de ce sandjak et le montant nécessaire pour le service des traitements et les autres dépenses sera prélevé tant sur ces sommes que sur les revenus du caza du chef-lieu de ce sandjak

conformément à l'Article 5. Le surplus sera envoyé directement à l'agence de la Banque du chef-lieu du vilayet avec les états des dépenses du каза du chef-lieu du sandjak et des autres cazas dépendants, et avis en sera donné en même temps à la Comptabilité du vilayet.

Art. 7. — Les sommes envoyées au sandjak du chef-lieu du vilayet par les cazas qui en dépendent seront, après enregistrement, remises le jour même de l'envoi à l'agence de la Banque avec celles perçues dans le каза du chef-lieu du vilayet.

Art. 8. — L'agence de la Banque créditera les sommes qui lui seront remises en numéraire et en reçus avec indications des espèces et délivrera à cet effet un reçu à la Comptabilité du vilayet. Elle prendra des chèques de la dite Comptabilité pour les remises effectuées en reçu et les passera au débit.

Art. 9. — De même que l'agence de la Banque sera tenue de payer les montants des affectations militaires conformément aux chèques délivrés contre des reçus spéciaux par la Comptabilité du vilayet, de même elle payera les autres dépenses militaires à l'Administration Militaire également au moyen de chèques délivrés contre des reçus spéciaux. Aucun paiement ne sera effectué aux chefs-lieux des cazas et des sandjaks à valoir sur les allocations et affectations militaires. Quant aux traitements militaires, ils seront payés contre reçu à l'Administration Militaire au chef-lieu lors du paiement des traitements de tous les fonctionnaires.

Art. 10. — Les traitements de tous les fonctionnaires civils, des officiers supérieurs, des officiers, des soldats, et des retraités se trouvant dans le vilayet seront, à partir de l'année financière 1319, payés régulièrement et simultanément dans toutes les parties du vilayet. Aucun paiement exceptionnel sur ces traitements ne sera permis.

Art. 11. — Comme les revenus généraux du vilayet seront versés à l'agence de la Banque, celle-ci payera contre reçu à la Banque Agricole le 5 pour cent des dits revenus affectés aux travaux publics du vilayet.

Art. 12. — Tout surplus des revenus locaux qui resterait disponible après paiement intégral tant des appointements des fonctionnaires administratifs, militaires, judiciaires, et financiers que de tous les frais de l'Administration Locale et les dépenses militaires sera envoyé au Trésor Impérial.

Art. 13. — Tout fonctionnaire qui contreviendrait aux dispositions du présent Règlement serait tenu responsable.

*Extrait du « Journal de Saint-Petersbourg »,
en date du 19 mars (1 avril) 1903.*

Extrait d'un rapport du Consul de Russie à Monastir en date du 19-24 Février 1903 :

« Conformément aux instructions reçues du Conseiller Privé actuel Zinoview, le Consulat à Bitoli a informé officiellement la population Chrétienne que le Gouvernement Impérial réproouve sévèrement la manière d'agir des Comités et ne prêterait pas secours à ceux qui auront pris part aux troubles. Une déclaration semblable a été faite aux membres des Comités, qui ont été invités à cesser leur coupable activité et à

ne pas mettre obstacle à l'œuvre de la réalisation des réformes proposées par les Puissances.

« Cette déclaration a été accueillie avec un mécontentement extrême par les chefs du mouvement révolutionnaire, ceux-ci étant loin d'être satisfaits par le projet des Puissances, et rêvant d'introduire dans les trois vilayets un régime autonome qui leur permettrait d'obtenir pour eux-mêmes des postes administratifs bien rétribués. Les Comités ont envoyé dernièrement au Consulat un fondé de pouvoirs qui a dit qu'ils considéraient comme impossible de dissoudre les bandes tant que les réformes n'auraient pas été effectivement appliquées et n'auraient pas été reconnues comme atteignant leur but.

« Afin d'entretenir le mécontentement parmi les Chrétiens et de les engager à remplir comme par le passé les rangs des bandes, les chefs des Comités s'appliquent de toute manière à empêcher que ne se répandent parmi la population des nouvelles relatives à l'amnistie accordée par le Sultan et aux mesures prises par la Porte pour l'amélioration du sort des Chrétiens dans les trois vilayets. En même temps l'activité des bandes ne discontinue pas. Entre elles et les détachements Turcs qui les poursuivent se produisent des conflits sanglants. Parfois les Bachi-Bouzouks prêtent leur concours aux troupes régulières dans la poursuite des bandes ; mais, ces derniers temps, les Turcs n'ont pas commis d'actes de violence contre la population paisible.

« Parallèlement au renforcement de l'activité des bandes, a augmenté en dernier lieu le nombre des assassinats politiques, dont les victimes sont principalement les maîtres d'école et prêtres Serbes qui déconseillent à leurs congénères paysans de se joindre aux bandes.

« Le fait de l'intensité plus grande de l'action des Comités concorde avec l'arrivée à Bitoli du gérant nouvellement nommé de l'Agence Commerciale Bulgare de cette ville, et a donné lieu au bruit défavorable pour la Bulgarie, comme quoi la Principauté participe à l'activité des dits Comités, en désirant prouver dans le cas actuel que le centre du mouvement révolutionnaire se trouve en dehors de ses limites.

« Le Gouvernement Turc continue à réaliser activement le projet de réformes proposé par les Puissances. C'est ainsi que simultanément avec l'amnistie dernièrement annoncée, l'Inspecteur des Finances du Vilayet de Salonique a été chargé de dresser un Budget pour les trois vilayets Macédoniens.

« Ali Riza Pacha, nouvellement nommé Gouverneur-Général de Bitoli, prête un concours actif à l'œuvre de la pacification du pays, et fait tous les efforts pour détruire les abus auxquels se livrait le personnel administratif. »

Télégramme du Consul de Russie à Uskub en date du 14 mars 1903.

« Les troubles dans le Vilayet de Kossovo, loin de diminuer, ne font qu'augmenter. Le centre du mouvement insurrectionnel sera probablement Ischtib, Prilep, et les environs de Kitchévo. A Kotchan et à Ischtib se trouvent beaucoup de bandes qui se composent souvent de 100 hommes et plus, habitants des villes et maîtres d'école, mais non paysans.

On se propose de faire sauter par la dynamite les casernes, le parc d'artillerie, les écuries à Ischtib, à quoi s'emploiera l'officier Kovatchew, et de détruire les communications postales et télégraphiques. On attend un grand nombre d'officiers de Bulgarie. On oblige les paysans, sous menace de mort, à aider les bandes, à fournir de l'argent, à préparer pour le printemps des approvisionnements destinés aux bandes et à prendre les armes.

« La communication du Consulat de Russie faisant connaître que le Gouvernement Impérial n'approuve pas l'action des Comités et abandonnant, en cas d'insurrection, les insurgés à leur propre sort, est cachée soigneusement à la population par les Comités. Ceux-ci s'efforcent de convaincre les habitants que tout se ferait sous la protection de la Russie. C'est ainsi que le 11 Mars s'est présentée au Consulat Russe une députation du village de Sokolartsy, près Kotchan, demandant de faire savoir si se trouve exacte l'affirmation des chefs de bande comme quoi le mouvement aurait été suscité sur l'ordre de la Russie, et ajoutant, que dans ce cas, malgré leur manque de sympathie pour les Comités qui réduisent la population à la misère et aux malheurs de toute sorte, ils sont prêts à aller où la Russie leur indiquera ; ils demandent seulement un asile pour les femmes et les enfants. Ce fait sert de preuve que le mouvement a un caractère artificiel et n'a pas de point d'appui dans la masse de la population.

« Pour donner plus d'acuité à la situation, les Comités recourent à des actes de violence et de cruauté à l'égard des Turcs. C'est ainsi que dernièrement à Prilep la bande d'un nommé Georges, qui venait d'être amnistié, a tué un Notable de cette ville, Séfeddin Bakhtiar, auquel ont été arrachés les ongles, crevé les yeux et enfin tranché la tête. Le même jour, un certain Detcho Traïko a cruellement molesté un homme riche de l'endroit ; Vessel Abdi a pendu sa mère, une femme très âgée, après lui avoir fait subir des outrages. Les Comités tâchent de toute manière de provoquer une irritation générale de la population Musulmane et de l'exciter à un massacre des Chrétiens. »

*Extrait du « Journal de Saint-Pétersbourg » en date du 21 mars
(3 avril) 1903.*

Extrait d'un rapport du Consul-Général de Russie à Salonique, en date du 1^{er} mars, 1903 :

« Aux troubles qui s'étaient produits l'automne dernier, avait succédé une période d'action occulte, mais tenace, des Comités Révolutionnaires, dont tous les efforts tendaient, comme précédemment, à faire éclater un soulèvement général. En appelant les Chrétiens à une lutte manifestement inégale, les Comités espèrent provoquer l'intervention de l'Europe en leur faveur.

« L'état des esprits, tant parmi les Musulmans que parmi les Chrétiens, est extrêmement inquiétant. En prévision de complications possibles, les autorités s'occupent de la construction de routes et de casernes. Il n'y a pas de village dans tout le district où il n'y ait des bandes d'insurgés qui trouvent parmi les Chrétiens des protecteurs forcés ou volontaires. Les

Comités préparent avec une activité fébrile tout le nécessaire pour l'insurrection : ils enrôlent dans leurs rangs de jeunes Chrétiens, s'approvisionnent de chaussures, de vêtements, de réserves de toute sorte et de matériel de pansement.

« Quant au plan de l'insurrection, il consiste principalement en ceci : les bandes doivent se porter dans les montagnes, y attirer la population et faire une guerre de partisans aux troupes Turques cantonnées dans les différentes localités.

« Les escarmouches des bandes avec les troupes Turques deviennent de plus en plus fréquentes.

« Il est difficile d'admettre que l'agitation révolutionnaire, qui a poussé au cours de longues années de profondes racines, se dissipe par voie pacifique. Bien qu'on ne doive pas appréhender une insurrection générale, il ne faut pas perdre de vue la possibilité de l'explosion simultanée d'actes de rébellion sur divers points dans les trois vilayets. »

*Télégrammes du Consul de Russie à Mitrovitza, des 13, 17,
et 18 mars, 1903.*

Des Albanais, rassemblés près de la ville de Vouchetyrn avaient réclamé l'éloignement des zaptiés Chrétiens ; les autorités ayant refusé de donner suite à leur demande, les Albanais sont entrés le 16 mars à Vouchetyrn et ont fait conduire sous escorte les zaptiés Chrétiens à Prishtina. Le 17 mars ils ont assiégé Mitrovitza, mais ils ont été repoussés et dispersés par le feu d'artillerie des troupes Turques, en laissant sur le terrain plus d'une centaine de morts et de blessés.

De nouvelles bandes d'Albanais avancent d'Ipek et de Yeni Bazar.

Télégramme du Consul de Russie à Uskub, du 18 mars, 1903.

Notre Consul à Mitrovitza a été blessé le 18 mars, à 5 heures et demie du soir, dans les circonstances suivantes :

Étant sorti de son domicile avec son kavass et une escorte militaire, M. Stcherbina avait rencontré un soldat Albanais, nommé Ibrahim, qui, feignant de le saluer, lui a tiré un coup de fusil Mauser, dont la balle lui a transpercé le flanc gauche. Après avoir tiré un coup de fusil contre le kavass, Ibrahim a été blessé lui-même par les soldats de l'escorte de M. Stcherbina. Ibrahim dit avoir tiré sur le Consul de Russie pour venger un parent qui avait été blessé la veille.

Le Commandant Militaire de Mitrovitza, Saïd Bey, accompagné de médecins, s'est rendu aussitôt sur les lieux et a fait transporter M. Stcherbina à son domicile. L'Inspecteur-Général, Hilmy Pacha, et l'Aide-de-camp, Général Nassir Pacha, ont immédiatement exprimé leurs regrets par télégraphe. Jacob Pacha, le meilleur chirurgien du vilayet, est parti aussitôt, par ordre de Hilmy Pacha, pour Mitrovitza.

D'après les avis des médecins, la blessure de M. Stcherbina n'est pas dangereuse.

*Extrait du « Journal de Saint-Petersbourg » en date du 23 mars
(5 avril), 1903.*

Le *Messenger Officiel* publie aujourd'hui la communication suivante :
« Dès qu'on eut reçu à Constantinople la nouvelle de l'audacieuse attaque des Albanais sur Mitrovitza, l'Ambassadeur de Russie près Sa Majesté le Sultan s'était empressé d'attirer l'attention du Grand Vizir sur l'insuccès manifeste des tentatives faites par la Porte d'obtenir l'obéissance des Albanais par des remontrances pacifiques, et sur le besoin urgent de prendre des mesures énergiques pour châtier les insurgés et assurer la sécurité de la population Chrétienne. Férid Pacha s'était empressé de donner au Conseiller Privé actuel Zinoview l'assurance que le Gouvernement Turc, conscient du devoir qui lui incombe, emploierait tous les moyens dont il dispose pour faire cesser les troubles et rétablir la tranquillité.

« Cependant on recevait à Constantinople un télégramme signalant une nouvelle manifestation du fanatisme des Albanais dont avait été victime le Consul de Russie à Mitrovitza. Aussitôt cette douloureuse nouvelle reçue, le Sultan a chargé, par télégraphe, le Représentant Ottoman à Saint-Petersbourg d'exprimer au Gouvernement Impérial son plus profond regret de l'attentat à la vie du Conseiller de Cour Stcherbina. En même temps, le Sultan envoyait auprès du Conseiller Privé actuel Zinoview le Grand Vizir, qui, après avoir témoigné le profond regret de Sa Majesté Abdul Hamid au même sujet, a transmis l'assurance qu'on a pris des mesures pour une enquête sévère et pour la cessation immédiate du mouvement Albanais.

« Le Gouvernement Impérial a pris acte des assurances données au nom du Sultan, et le Conseiller Privé actuel Zinoview a été chargé de faire à la Porte des représentations pressantes afin que soient prises immédiatement toutes les mesures pour le châtiment le plus sévère des auteurs des troubles de Mitrovitza et de l'odieux attentat à la vie du Consul de Russie.

« En même temps, le Conseiller de Cour Maschkow, Consul à Uskub, était chargé de se rendre à Mitrovitza.

« M. Stcherbina est actuellement soigné par le Dr Jacob, Médecin de Division, envoyé par Hilmy Pacha, Inspecteur-Général des trois vilayets, et par le Dr Soubbotitch, de Belgrade, qui s'est rendu à Mitrovitza par ordre du Roi de Serbie. En outre, sur le désir exprès du Sultan, a été envoyé à Mitrovitza le meilleur chirurgien de la Cour — Cambor-Oglou. Suivant les avis des médecins, l'état du blessé, quoique très sérieux, n'inspire pas d'inquiétudes pour sa vie.

« Suivant les renseignements que l'on reçoit, la Porte s'efforce réellement de mettre fin aux actes arbitraires des Albanais : beaucoup de troupes, la plupart venant de l'Asie-Mineure, ont déjà été envoyées sur le théâtre des troubles. »

Règlement portant organisation des bandes révolutionnaires macédoniennes et des paysans y affiliés (1).

1. Il est du devoir de chaque village et de chaque agent de surveiller le mouvement de la patrouille, c'est-à-dire, d'où elle vient et où elle va. Le courrier s'efforcera d'aviser, au moins cinq ou dix minutes d'avant, le village vers lequel la patrouille se dirige.

2. Les habitants du village doivent être contraints, soit par les raisonnements, soit par la force, à se rendre tous (hommes, femmes et enfants) au chef-lieu du vilayet, protestant d'abord par devant les Consuls et ensuite par devant le Vali contre les abus commis dans leur village par les détachements destinés à la poursuite.

3. Les villageois doivent faire les démarches nécessaires afin que tous les frais — même les plus insignifiants — encourus pour compte des troupes et les officiers soient compensés sur les sommes dues à titre d'impôts. Sur les refus des autorités d'y consentir, plainte sera déposée devant les Consuls.

4. On tuera de propos délibéré tout Chrétien nuisible ou non-serviable dans n'importe quel village afin que la faute en soit rejetée, si faire se peut, sur le garde-forestier, bailli, Imam, ou Déré Bey, et à cet effet deux témoins doivent se présenter qui essaieront de persuader le Tribunal que l'assassinat a eu lieu par des tyrans de ce genre. Dans ces cas on doit témoigner avec pleine conviction et assurance.

5. Le premier devoir d'une bande à son entrée dans un village est de poster des sentinelles des siens et deux ou trois villageois qui surveilleront la circulation afin de prévenir tout danger. Un des plus expérimentés parmi les compagnons surveillera à son tour les sentinelles afin qu'elles ne s'endorment point ni ne défaillent.

6. Après le repos nécessaire, la bande doit interroger les Notables du village, chacun séparément, si faire se peut, sur la situation générale ; obliger tous de se munir d'armes et exiger des contributions de la part des riches pour le compte des pauvres qui ne sont pas en état de contribuer. La bande fera savoir aux paysans où ils pourront s'acheter des armes et le moyen de les faire transporter. Elle vérifiera le compte des sommes encaissées qui doivent être disponibles pour les besoins d'armement. Si dans le rayon de quelques villages on ne trouve pas le moyen d'acheter des armes, la bande s'entendra avec une autre bande du rayon voisin afin de trouver le moyen d'armer le village. Les villageois doivent

1. Trouvé sur le chef insurgé Svetkow. V. lettre ci-jointe du vice-consul anglais Mc Grégor.

Vice Consul Mc Gregor to Consul-General Sir A. Biliotti.

Sir,

Monastir, June 10, 1903.

I Have the honour to inclose herewith a translation in French of a document found on the person of the Bulgarian insurgent leader Boris Svetkoff, whose death was reported in my despatch of the 23rd ultimo.

His Excellency the Governor-General was good enough to show me the original document in Bulgarian, of which he subsequently supplied me with a lithographed copy, and I believe there is no reason to doubt its being a genuine specimen of the Rules laid down by the Macedonian leaders for the conduct of the revolutionary campaign by the bands and the affiliated peasants.

I have, etc.

(Signed)

JAMES MC GREGOR.

être individuellement tenus — appuyés au besoin par des sommes prises sur les fonds du village — de parcourir le pays en qualité de contrebandiers pour l'achat d'armes ; même des Sociétés peuvent être fondées à cet effet, avec réserve d'une partie des profits pour les familles de ceux qui s'en occuperont. D'ailleurs, les bénéfices à retirer de ce négoce ne sont pas minces. Ces contrebandiers doivent, en outre, être engagés à agiter même parmi les Albanais, qui, leurrés par l'espoir du gain, n'hésiteront pas à leur vendre des armes. En un mot, il faut que toute mesure soit prise pour le prompt armement de chaque circonscription et des villages voisins, si faire se peut. L'argent encaissé dans chaque village pour l'armement doit être toujours prêt pour l'éventualité où une bande, ou un paysan, ou un membre en activité, de n'importe quel village, aurait trouvé des armes pour achat immédiat. Il est recommandé aux villageois de préférer l'achat des cartouches vides et de les remplir eux-mêmes, vu que les cartouches toutes faites sont ordinairement fausses ou gâtées. On ne devra acheter que les meilleures cartouches vides.

7. La bande doit créer dans chaque village des membres dévoués qui tireront individuellement vengeance des oppresseurs. Un membre doit se sacrifier pour la disparition d'un Déré Bey ou d'un dénonciateur du village ou d'un village voisin. De cette façon la responsabilité sera partagée, et il ne sera pas possible de traîner la population en masse devant les Tribunaux. De cette manière on obtient les résultats suivants :

(1) On arrive à avoir des agents dévoués, prêts à se sacrifier l'un après l'autre pour le bien commun ;

(2) En outre, il y a plus d'espoir que les recrues (ayant déjà commis un meurtre) conserveront leur courage et leur sang-froid dans les moments les plus critiques. On n'admettra, que dans des circonstances exceptionnelles, des personnes n'ayant pas commis de meurtre dans un village quelconque ou dans les environs.

8. Quand une bande prévoit qu'elle ne pourra pas s'approcher d'un village, le règlement de ses affaires dans ce village pourra se faire par écrit.

9. La bande doit astreindre les habitants de chaque village à une contribution mensuelle de 15 piastres au moins, en guise de secours à ceux qui servent la cause, ainsi qu'aux prisonniers pauvres.

10. Le chef de bande doit toujours être entouré par ses hommes, ainsi qu'un État entoure et sauvegarde sa capitale. Lorsqu'il s'agit de rompre une ligne cernante, le Komitadji de service (ou bien son remplaçant) doit marcher en avant. Tout cela se fait pour sauvegarder la personne du chef. (D'après l'usage des bandits, c'était le capitaine qui rompait la ligne, et pour cela il avait droit à une certaine part du butin).

11. La bande ne doit jamais perdre son temps à commettre des assassinats, à moins que l'occasion ne se présente pendant la tournée. Elle doit concentrer toute son attention sur les terroristes ruraux qui se trouvent sous les ordres directs des bandes. Ce sont ces agents qui donneront la mort aux dénonciateurs, à des Turcs quelconques, et aux oppresseurs des Chrétiens. Aussitôt le meurtrier connu, il importe de le cacher pendant quelque temps, afin qu'il puisse ensuite continuer sa besogne et contribuer ainsi au nettoyage de la circonscription.

12. A présent que tous les déserteurs Turcs se sont livrés aux autorités, les paysans d'un village où a eu lieu le pillage ou l'assassinat d'un

Chrétien doivent être conseillés à intenter un procès après avoir préparé les témoins des faits invoqués, car, au cas contraire, le Gouvernement est disposé à les acquitter.

13. Dans chaque rayon de trois ou quatre villages toute bande doit garder 200 ou 300 livres prêtes, de sorte que, si l'occasion se présente d'acheter une quantité d'armes plus considérable, elle soit en mesure de les acheter et de les faire transporter. L'achat accompli, la somme doit être vite ramassée à nouveau.

14. Le chef supérieur de la bande du district doit avoir un entretien au moins une fois par semaine avec un membre dirigeant de l'organisation en ville afin d'échanger des vues et des idées. Chaque chef de bande est considéré comme membre du Comité Dirigeant. Il a le devoir de s'informer sur la situation de la caisse commune et sur le bon ordre des comptes ; mais il n'est point permis de remettre à la caisse commune des sommes appartenant aux villages, sinon indirectement ou en guise de secours aux prisonniers.

15. Durant un conflit dans un village, la bande ne doit en aucune circonstance s'éloigner. Au cas où elle se trouverait à une certaine distance, elle doit s'approcher avec précaution et entrer dans le village pour ranimer le courage des paysans, comme fait une mère qui n'abandonne pas ses enfants même dans les moments les plus critiques.

16. Au cas où une bande serait bloquée, chacun tentera de s'échapper, même au risque de quelque perte, dans les premières heures de la première nuit, soit de 12 heures à 2 ou 3 heures du matin. Tout retard est nuisible, car l'ennemi sera renforcé et la fuite deviendra impossible. La bande doit vite retourner au même village pour punir les dénonciateurs si le cernement n'était pas dû au hasard.

17. Les Valaques habitant sous des tentes, étant nés contrebandiers, doivent être employés pour le transport d'armes.

18. Recommandation aux citadins et aux villageois d'aller à la chasse.

19. Les revenus ecclésiastiques, jusqu'ici négligés, et les autres fonds possédés ou abusés par divers villageois, doivent être encaissés par la bande, dès qu'elle aura été renseignée sur le compte des individus en question, après quoi le montant sera déposé entre des mains sûres. Avec cet argent on doit soutenir autant que possible les écoles existantes ou en créer là où il n'y en a pas. De cette façon on fera preuve d'honnêteté et d'activité.

20. Les contributions et autres choses communes doivent être en ordre, et non, comme naguère, abusées par l'un et l'autre des paysans. L'impartialité doit régner dans le sein du Comité Dirigeant.

21. Aucun membre actif ne doit révéler à un autre qu'il possède des armes : encore moins doit-il indiquer à un autre l'endroit où ces armes sont cachées. Ce secret est imposé même pour les membres de la même famille.

Memorandum de l'Ambassadeur de Turquie à Londres (9 août 1903).

Au retour d'une promenade aux environs de la ville, le Consul de Russie à Monastir, n'ayant pas été salué par le gendarmé, Halim, qui était en faction devant le corps de garde de Nuzhetié, descendit de voiture pour

l'interpeller et, au cours de l'altercation qui s'en est suivie, ledit gendarme tua M. Rostkovsky.

Le Gouvernement Impérial, profondément indigné et ému de cet acte criminel, fit immédiatement arrêter le coupable, qui a été déféré avec l'officier commandant le dit corps de garde, à la cour martiale pour subir le châtiement qu'ils ont encouru. Le Vali de Monastir a été destitué. Jusqu'à la nomination de son successeur, l'Inspecteur-Général Hussein Hilmi Pacha, dirigera le vilayet. Quant au commandement militaire, il a été dévolu au Maréchal Omer Ruchdi Pacha et au Général de Division Nassir Pacha. En attendant leur arrivée, le Férik Férid Pacha fera l'intérim.

Londres, le 9 août, 1903.

Memorandum de l'Autriche-Hongrie et de la Russie au gouvernement ottoman, en date du 12 septembre 1903.

L'Autriche-Hongrie et la Russie persévèrent dans le programme qui a trouvé le consentement de toutes les Puissances. L'exécution en rencontre, cependant, les plus grandes difficultés tant du côté de la Turquie que de la part de la Bulgarie; on a l'air de supposer à Constantinople et à Sophia que l'une ou l'autre des Puissances n'observe plus, à l'égard du programme de Vienne, le même point de vue comme auparavant.

En cet état des choses il serait donc nécessaire, pour le succès de notre action pacificatrice, que les Puissances déclarent à Constantinople et à Sophia que la situation actuelle dans les vilayets créée par les efforts criminels des Comités et des bandes révolutionnaires n'influe nullement sur leur manière de voir par rapport au programme d'action élaboré au commencement de l'année courante par les deux Gouvernements plus directement intéressés, et que, par conséquent, ni la Turquie ni la Bulgarie ne comptent sur leur appui en cas de résistance ouverte ou déguisée à la réalisation de ce programme.

Extrait du « Fremden Blatt » du 5 octobre 1903.

*Dépêche adressée au Baron Calice et à M. de Zinoviev
par leurs gouvernements respectifs.*

Vous avez été chargé récemment encore de déclarer que l'Autriche-Hongrie et la Russie persévèrent dans l'œuvre d'apaisement qu'elles ont entreprise, qu'elles maintiennent leur programme élaboré au commencement de l'année, malgré les difficultés qui jusqu'à présent se sont opposées à sa réalisation. Car en effet, tandis que d'un côté les Comités révolutionnaires ont provoqué des troubles et empêché la population Chrétienne des trois vilayets de prêter son concours à l'exécution des réformes, d'autre part les organes de la Sublime Porte chargés de les appliquer n'y ont pas apporté en général le zèle désirable et ne sont pas pénétrés de l'esprit qui a inspiré ces mesures.

Pour manifester leur ferme résolution d'insister sur l'exécution inté-

grale des dites réformes acceptées par la Sublime Porte et destinées à assurer la sécurité générale, les deux gouvernements se sont convenus d'un mode plus efficace de contrôle et de surveillance. Vous recevrez sans retard des instructions précises à ce sujet.

Si les deux Puissances reconnaissent pleinement le droit et le devoir de la Sublime Porte de réprimer les désordres fomentés par l'agitation séditeuse des Comités, elles déplorent que cette répression ait été accompagnée d'excès et de cruautés dont les habitants paisibles ont eu à souffrir. Il leur paraît donc urgent de venir en aide aux victimes de ces faits regrettables et les instructions susmentionnées vous édifieront également sur les détails de l'action humanitaire qui s'impose aux fins de secourir la population privée de tout moyen d'existence, de faciliter son rapatriement et de pourvoir à la reconstruction des villages, églises et écoles incendiés.

Les Gouvernements d'Autriche-Hongrie et de Russie ont le ferme espoir que leurs efforts constants atteindront le but d'amener un apaisement durable dans les provinces éprouvées et sont convaincus que leurs conseils, empreints d'impartialité, seront écoutés dans leur propre intérêt par tous ceux à qui ils s'adressent.

D'ordre de Sa Majesté Impériale et Roi Apostolique, mon auguste Maître, je vous invite à communiquer ce qui précède au Gouvernement Ottoman, après vous être entendu avec votre collègue de Russie, qui reçoit des instructions identiques.

Programme de Mürzsteg.

Instructions envoyées par les Gouvernements d'Autriche-Hongrie et de Russie à leurs Ambassadeurs respectifs à Constantinople (2 octobre 1903).

Pour établir un contrôle de l'activité des autorités locales Ottomanes quant à l'application des réformes, nommer auprès de Hilmi Pacha des Agents Civils spéciaux d'Autriche-Hongrie et de Russie obligés d'accompagner partout l'Inspecteur-Général, d'attirer son attention sur les besoins de la population Chrétienne, de lui signaler les abus des autorités locales, de transmettre les recommandations y relatives des Ambassadeurs à Constantinople et d'informer leurs Gouvernements de tout ce qui se passe dans le pays. Comme aides aux dits Agents pourraient être nommés des Secrétaires et des Drogmans chargés de l'exécution de leurs ordres et autorisés à cet effet à des tournées dans les districts pour questionner les habitants des villages Chrétiens, surveiller les autorités locales, etc.

La tâche des Agents civils étant de veiller à l'introduction des réformes et à l'apaisement des populations, leur mandat expirera dans le délai de deux ans à partir de leur nomination.

La Sublime Porte devra prescrire aux autorités locales d'accorder à ces Agents toutes les facilités pour qu'ils soient à même de remplir leur mission.

2. Vu que la réorganisation de la gendarmerie et de la police en Turquie constitue une des mesures les plus essentielles pour la pacification

du pays, il serait urgent d'exiger de la Porte l'introduction de cette réforme.

Prenant cependant en considération que les quelques officiers Suédois et autres, employés jusqu'à présent et qui ne connaissent ni la langue, ni les conditions locales, n'ont pu se rendre utiles, il serait désirable d'introduire dans le projet primitif les modifications et compléments suivants :

(a) La tâche de réorganiser la gendarmerie dans les trois vilayets sera confiée à un Général de nationalité étrangère, au service du Gouvernement Impérial Ottoman, auquel pourraient être adjoints des militaires des Grandes Puissances qui se partageraient entre eux les circonscriptions ou ils déploieraient leur activité de contrôleurs, d'instructeurs, et d'organisateurs. De cette manière ils seraient à même de surveiller aussi les procédés des troupes envers la population.

(b) Ces officiers pourront demander, si cela leur paraissait nécessaire, l'adjonction d'un certain nombre d'officiers et de sous-officiers de nationalité étrangère.

3. Aussitôt qu'un apaisement du pays sera constaté, demander au Gouvernement Ottoman une modification dans la délimitation territoriale des unités administratives en vue d'un groupement plus régulier des différentes nationalités.

4. Simultanément demander la réorganisation des institutions administratives et judiciaires dans lesquelles il serait désirable d'ouvrir l'accès aux Chrétiens indigènes, et de favoriser le développement des autonomies locales.

5. Instituer immédiatement dans les principaux centres des vilayets des Commissions Mixtes formées d'un nombre égal de Délégués Chrétiens et Musulmans pour l'examen des crimes politiques et autres commis durant les troubles. A ces Commissions devraient prendre part des Représentants Consulaires d'Autriche-Hongrie et de Russie.

6. Exiger du Gouvernement Turc l'allocation de sommes spéciales :

(a) Pour la réintégration dans les localités de leur origine des familles Chrétiennes qui se sont réfugiées en Bulgarie ou ailleurs ;

(b) Pour le secours aux Chrétiens qui ont perdu leur avoir et leur domicile ;

(c) Pour la restauration des maisons, des églises et des écoles, détruites par les Turcs durant l'insurrection.

Des Commissions, dans lesquelles siégeront les Notables Chrétiens, décideront de la répartition de ces sommes. Les Consuls d'Autriche-Hongrie et de Russie en surveilleront l'emploi.

7. Dans les villages Chrétiens brûlés par les troupes Turques et les Bachi-Bozouks les habitants Chrétiens réintégrés seront libérés durant un an du paiement de tout impôt.

8. Le Gouvernement Ottoman s'engagera à introduire à nouveau sans le moindre retard les réformes mentionnées dans le projet élaboré au mois de Février de l'année courante ainsi que celles dont la nécessité serait ultérieurement indiquée.

9. La plupart des excès et des cruautés ayant été commis par des Ilavés (Rédifs de II^e classe, et des Bachi-Bozouks), il est urgent que les premiers soient licenciés, et que la formation de bandes de Bachi-Bozouks soit absolument empêchée.

Mürzsteg, le 2 Octobre 1903.

Memorandum.

Les Cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg, poursuivant l'œuvre d'apaisement et de justice qu'ils ont assumée dans l'intérêt supérieur de la paix en Orient, ont jugé que l'expérience des neuf mois écoulés depuis la présentation et l'acceptation par la Sublime Porte de leur projet de réformes dans les trois vilayets rendait indispensable d'en garantir l'introduction effective et le fonctionnement par des mesures appropriées à ce but.

En conséquence, les Ministres des Affaires Étrangères d'Autriche-Hongrie et de Russie ont adopté à Vienne, lors de la récente entrevue de leurs augustes Souverains, un programme en neuf points, qui a obtenu la sanction de Leurs Majestés Impériales et que les Ambassadeurs des deux Puissances à Constantinople sont chargés de communiquer au Gouvernement de Sa Majesté le Sultan.

Les Gouvernements d'Autriche-Hongrie et de Russie espèrent que celui-ci restera convaincu de leurs sentiments amicaux et acceptera avec confiance leurs conseils et leurs concours.

En s'acquittant de la mission par la remise du *pro-memoriâ* ci-annexé, contenant les neuf points sus-mentionnés, les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie sont donc persuadés que le Gouvernement Impérial Ottoman, pénétré d'une juste appréciation de la situation, s'empressera d'adhérer aux mesures proposées et de les appliquer intégralement et loyalement.

Yénikeuy, le 9 (22) Octobre, 1903.

Memorandum.

Le Gouvernement Impérial a examiné avec la plus grande attention le *pro-memoriâ* que Leurs Excellences MM. les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie ont bien voulu lui remettre, en date du 9 (22) Octobre, pour lui faire part de certaines recommandations touchant les trois Vilayets de Salonique, Monastir, et Kossovo.

Malgré les menées subversives auxquelles les Bulgares, mus par leurs visées ambitieuses, se sont livrés pour troubler la tranquillité dans ces trois provinces, le Gouvernement Impérial, tout en avisant aux dispositions militaires propres à assurer le rétablissement de l'ordre, n'avait pas manqué de poursuivre l'application des mesures de réorganisation déjà adoptées, et prenant en considération les avis amicaux des deux Puissances, il a apporté la plus grande vigilance à l'exécution des réformes arrêtées. L'objet constant des efforts du Gouvernement étant de consolider partout l'ordre et la sécurité, d'assurer le bien-être et la prospérité de toutes ses populations, et de sauvegarder son indépendance, il croit devoir soumettre à l'appréciation éclairée des deux Gouvernements l'exposé suivant. Le mandat de l'Inspecteur-Général ne devant expirer que dans deux ans, et le calme et la tranquillité se rétablissant de jour en jour sous les heureux auspices de Sa Majesté Impériale le Sultan, il est évident que ce délai sera amplement suffisant pour parachever l'application des mesures décrétées. De même que les Consuls de Russie et d'Autri-

che-Hongrie dans les dits vilayets communiquent leurs constatations et leurs renseignements à l'Inspecteur-Général, de même celui-ci fait part des mesures adoptées et exécutées à ces Agents, qui, de leur côté, en avisent leurs Ambassades. Il est naturel que l'Inspecteur-Général continue à agir de la sorte.

En ce qui concerne la réorganisation de la gendarmerie dans les trois provinces, une Commission composée des Généraux de Division Edib, Rahmi, Auler et Rüdgesch Pachas, du Lieutenant-Colonel Sadyk, et du Major Chukri Bey, vient d'être envoyée sur les lieux, munis d'instructions formelles et précises. Elle aura, entre autres, à adopter intégralement les dispositions spéciales édictées à ce sujet pour compléter la réforme de ce corps, et d'employer les officiers Suédois, Norvégiens, et Belges déjà engagés pour le contrôle, l'instruction, et le perfectionnement des diverses branches de ce service.

Une amnistie générale sera accordée par Sa Majesté Impériale le Sultan en faveur des familles Bulgares qui, poussées par la frayeur, se sont réfugiées en Bulgarie ou ailleurs ou qui se sont cachées dans d'autres localités de l'Empire, afin qu'elles puissent réintégrer leur domicile et vivre heureusement sous l'égide paternel de Sa Majesté Impériale le Sultan, qui, de sa haute générosité, s'est plu à accorder les sommes nécessaires pour les secours à distribuer, sans distinction de race ni de religion, à ceux de ses sujets qui ont perdu leur avoir et leur domicile, et pour la restauration des maisons, mosquées, églises, et écoles détruites durant les troubles.

Aussi l'Inspecteur-Général a-t-il reçu l'ordre d'arrêter le mode de répartition de ces fonds par les soins de la Commission, formée sous sa présidence et composée de membres appartenant aux différents éléments du pays, de pourvoir, s'il y a lieu, à l'augmentation des sommes affectées à cet objet et d'en faire la distribution par l'entremise de Notables choisis parmi les personnes méritant le plus de confiance. Il aura soin d'informer les Consuls d'Autriche-Hongrie et de Russie des distributions qui seront ainsi faites. Il va sans dire que tous ceux qui reviendront dans les trois provinces ne pourront être autres que des indigènes ayant pris la fuite par suite des troubles, et non des habitants de la Principauté.

Le Gouvernement Impérial est décidé à libérer durant une année de tout impôt les habitants réintégrés seulement des villages Musulmans et Chrétiens détruits.

Les réformes mentionnées dans le projet élaboré au mois de Février ont été toutes appliquées, ainsi que cela ressort du télégramme ci-annexé de l'Inspecteur-Général. Seul le nombre des gendarmes Chrétiens n'ayant pas pu être atteint, par suite de l'abstention des habitants non-Musulmans des Vilayets de Salonique et de Kossovo, provoquée par les menaces des Comitès, le Gouvernement Impérial est fermement résolu à exécuter sans retard cette clause également dans son intégralité. Il a donné à cet effet à Hassan Hilmi Pacha de nouveaux ordres catégoriques, et Leurs Excellences les Ambassadeurs peuvent être pleinement assurés de la complète application des mesures arrêtées.

Prenant acte de la déclaration qui a été faite que des ordres avaient été donnés pour la démobilisation des troupes Bulgares, le Gouvernement Impérial a de son côté licencié entièrement les Rédifs du deuxième ban.

Comme le Gouvernement Impérial n'emploie jamais de Bachi-Bozouks,

pas n'est besoin de répéter cette vérité. La réorganisation judiciaire a été accomplie sur les bases arrêtées.

Quant à la formation des communes, elle a été déterminée dans le programme des réformes qui sont en pleine voie d'application. Celles-ci répondant à tous les besoins des trois provinces, il n'y a pas lieu de prévoir d'autres mesures ultérieures.

Telles sont les dispositions adoptées en vue d'assurer l'ordre et la sécurité, et elles auraient certes produit plus rapidement et plus efficacement leurs effets, si les agitateurs Bulgares n'avaient pas mis tout en œuvre pour les [?]. Mais tandis que les perturbateurs ne cessent de commettre les attentats les plus odieux par les balles Dum Dum, qui ne sont employées que contre les bêtes féroces, par les bombes et la dynamite, semant partout le trouble et la destruction et ne s'arrêtant devant rien pour soulever les esprits, le Gouvernement Impérial, surmontant toutes ces difficultés, est parvenu à mettre en exécution la presque totalité des réformes promulguées. Il se plaît à espérer que son activité et ses bonnes intentions seront appréciées à leur juste valeur.

Hussein Hilmi Pasha à Tewfik Pasha.

(Traduction Télégraphique.)

Le 10 octobre 1903.

Conformément à l'Article 3 des instructions relatives au programme des réformes, les Caïmacanats des chefs-lieux des vilayets de Roumélie ont été complètement institués. La police et la gendarmerie ont été réorganisées suivant les prescriptions des Articles 6, 7 et 8 des dites instructions, et le nombre des Chrétiens incorporés dans la gendarmerie du Vilayet de Kossovo a été augmenté dans les proportions prévues. Mais par suite des agissements et des menaces des Comitès, le chiffre des Chrétiens à admettre dans la gendarmerie du Vilayet de Monastir n'a pu encore être complété. Néanmoins, 190 gendarmes Chrétiens ont pu y être déjà engagés, et la Commission *ad hoc* fait tout son possible pour l'incorporation des 250 Chrétiens manquant. Quant aux agents de police Chrétiens de cette province, leur nombre vient d'être porté au chiffre fixé. Dans le Vilayet de Salonique également, le nombre des gendarmes Chrétiens n'a pu atteindre la proportion voulue, mais cela tient uniquement à ce que les habitants non-Musulmans se montrent peu disposés à s'enrôler. C'est là un fait connu de tous. Les articles 10 et 11 concernant la réorganisation de la justice dans les vilayets, sandjaks et districts, et la création de nouveaux Tribunaux Correctionnels et Civils ont été entièrement appliqués. En exécution des articles 13 et 14, l'on a commencé à établir des écoles primaires. Ainsi, dans le district de Kiuprulu une école primaire pour les habitants Bulgares a été créée dans chaque groupe de quatre villages, des professeurs de langue Turque ont été nommés dans les écoles Grecques et Bulgares, et on travaille à l'amélioration des « ruchdie » mixtes. En outre, les enfants Chrétiens qui désirent entrer dans les écoles secondaires (« idadi ») y sont admis comme internes et boursiers. En conformité de l'Article 15, le 5 pour cent des revenus généraux est versé chaque semaine aux banques agricoles avec la plus parfaite régularité. Les travaux d'utilité publique n'ont pas été interrompus, même pendant les désordres ; l'on est ainsi arrivé à construire

dans le courant de cette année près de 200 kilom. de routes, et l'on a commencé la construction d'un grand pont (? deux grands ponts) d'une valeur de L. F. 5.000 à L. F. 6.000 chacun, et de plus de cinquante ponts de moindre importance, dont une partie en fer et l'autre en pierre. Tous les employés prévenus d'abus ou faisant preuve d'incapacité ont été aussitôt révoqués ou mis sous jugement. Près de 1,000 fonctionnaires ont été, durant ces neuf derniers mois, l'objet de pareilles mesures de rigueur.

Les officiers engagés en Europe conformément à l'Article 3 des instructions supplémentaires pour la réorganisation de la police et la gendarmerie travaillent à l'accomplissement de leur tâche. Toutes sortes de facilités sont offertes à ceux qui désirent se faire incorporer dans la gendarmerie. Non seulement ceux qui n'écrivent point, mais même ceux qui ignorent complètement la langue Turque y sont admis. Les gardes-champêtres qui font l'objet de l'Article 4 ont été élus par la population Chrétienne. Les élections sont déjà terminées dans les trois vilayets; elles ont été effectuées de manière à donner lieu à aucune plainte ni objection. Seules les gardes champêtres des villages dépendant du chef-lieu du Vilayet de Monastir n'ont pu encore être élus par suite des événements; mais le Caïmacan du dit chef-lieu et deux Colonels de Gendarmerie y ont été envoyés pour veiller à ce que les élections seraient également terminées dans une semaine. Des listes indiquant, avec tous les détails nécessaires, les nombres de villages, ainsi que celui des gardes champêtres Musulmans et Chrétiens du Vilayet de Monastir, ont été transmises à tous les Consulats étrangers. Des poursuites judiciaires sont, conformément à l'Article 5, dirigées contre les habitants de toute race prévenus de s'être livrés à des vexations ou à des actes de violence les uns contre les autres, et on avise aux moyens les plus propres à assurer la bonne harmonie entre les différents éléments de la population. A ce propos il est inutile de rappeler les mesures efficaces qui ont été, il y a quelques mois, prises dans ce but dans le Vilayet de Kossovo par une force armée de trois divisions. Quant à l'Article 6 concernant l'amnistie accordée par Sa Majesté Impériale aux personnes prévenues de délits publics, il a été entièrement appliqué dans l'espace d'une semaine à partir du jour de la promulgation de l'Iradé Impérial y relatif. Des succursales de la Banque Ottomane ont été, suivant les prescriptions de l'Article 7, instituées dans les vilayets susmentionnés et les encaissements et les paiements sont depuis lors opérés par leur entremise. Le système de l'affermage des dîmes en bloc a été supprimé. Celles-ci sont mises en adjudication et affermées village par village, et la préférence est donnée aux villageois sur les autres adjudicataires. Ainsi qu'il ressort de tous ces détails, les dispositions arrêtées ont été entièrement mises en application avec la plus grande impartialité, à l'exception de celle qui concerne la gendarmerie des Vilayets de Salonique et de Monastir, où le nombre des Chrétiens incorporés n'a pas encore atteint le chiffre voulu. Mais comme il a été dit plus haut, ce fait est uniquement dû aux agissements et incitations des Comités et à l'abstention des populations Chrétiennes.

Personne ne pourrait contredire l'exposé qui précède.

N.-B. — Un rapport ultérieur de Son Excellence Hilmi Pacha informe que les gardes champêtres des villages dépendant du chef-lieu de Monastir ont également été tous nommés.

Mémoire.

Les Cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg ont été péniblement impressionnés par la fin de non recevoir que la Sublime Porte cherche à opposer aux propositions des deux Empires, en alléguant que le programme de réformes du mois de Février est en train de recevoir une exécution complète et au delà et qu'il ne reste plus rien à faire dans cette voie.

L'Autriche-Hongrie et la Russie, guidées par un intérêt majeur et unies dans une conformité de vues complète, ne sauraient se laisser détourner de leur but par des assertions de ce genre. Si osées qu'elles soient, elles n'auront jamais la force persuasive des faits qui attestent la nécessité d'asseoir les réformes sur une base plus solide.

La confiance témoignée en Février dernier à la Turquie pour les introduire par ses propres moyens n'a point été justifiée par les événements. Les deux Puissances les plus intéressées au maintien de la paix et du bon ordre dans les Balkans n'en ont pas moins tenu compte dans leurs nouvelles propositions des légitimes susceptibilités du Gouvernement Ottoman en assignant un terme à leurs concours effectifs à l'œuvre des réformes ; elles en soulignent le caractère provisoire et par conséquent ne portant aucune atteinte aux droits souverains de Sa Majesté Impériale le Sultan : en maintenant dans leur programme, à la tête des trois vilayets, un Administrateur Ottoman contrairement à une tendance assez prononcée qui voudrait y voir un Gouverneur-Général étranger investi d'un mandat Européen, elles donnent une preuve indéniable de leurs intentions amicales et de leur désir de ménager autant qu'il sera possible les prérogatives du Pouvoir Souverain.

Les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie ont ordre de soumettre ces considérations à l'attention la plus sérieuse de la Sublime Porte, en exprimant le ferme espoir de leurs Gouvernements qu'elle ne tardera pas à accepter loyalement et intégralement leurs propositions, concertées à l'entrevue de Vienne et Mürzsteg. Les conséquences d'une résistance irréfléchie découlent logiquement de ce qui précède et le danger des complications qui en seraient la suite n'échappera certainement pas à l'appréciation de la Sublime Porte.

Le 9 Novembre 1903.

Réponse du Gouvernement Ottoman au Mémoire ci-dessus.

La Sublime Porte a reçu et étudié le Mémoire que Leurs Excellences MM. les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie ont bien voulu lui remettre le 10 Novembre 1903.

Elle prend acte des assurances qui lui ont été données touchant la pleine sauvegarde des droits souverains de Sa Majesté Impériale le Sultan, le maintien du *statu quo*, le respect de l'autorité et du prestige de l'Empire, ainsi que des déclarations subséquentes de Leurs Excellences relatives au caractère provisoire à la limitation à deux ans des dispositions supplémentaires proposées en vue d'assurer l'accomplissement des réformes que le Gouvernement Impérial a adoptées au mois de Février

dernier sur la proposition des deux Gouvernements, mesures dont il continue loyalement l'exécution.

La Sublime Porte s'empresse de déclarer qu'elle accepte en principe les neuf points énumérés dans le précédent Mémoire de Leurs Excellences, se réservant d'entrer en négociation à leur sujet pour s'entendre sur les détails de leur application en conformant les premier et second points, à l'indépendance, aux droits souverains, au prestige du Gouvernement Impérial, et au *statu quo*.

Le 24 Novembre 1903.

(à suivre).

Le Propriétaire-Gérant : Alfred LEQUEUX.

Mayenne, Imprimerie CH. COLIN.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

ALLEMAGNE-SUISSE

Convention télégraphique spéciale.

(CONCLUE A LONDRES, LE 7 JUILLET 1903.) ⁽¹⁾

En application de l'article 17 de la convention télégraphique internationale de St-Petersbourg et du règlement de service révisé à Londres, les soussignés se sont entendus, sous réserve de ratification ⁽¹⁾, sur ce qui suit.

ARTICLE UNIQUE.

Les dispositions de la convention signée à Berlin le 15 septembre 1885 et à Stuttgart le 17 octobre 1885, renouvelée par l'acte passé à Paris le 13 juin 1890 et par celui de Budapest du 21 juillet 1896, restent en vigueur, sans changement, pour la durée du règlement de service relatif à la convention télégraphique internationale, établi à Londres.

En foi de quoi, les représentants des administrations télégraphiques intéressées ont signé la présente convention en double expédition.

*Pour l'administration des télégraphes
de l'Empire allemand,*
(signé) SYDOW.

*Pour l'administration des télégraphes
du royaume de Bavière.*
(signé) BREDAUER.

*Pour l'administration des télégraphes
du royaume de Wurtemberg.*
(signé) MAJER.

*Pour l'administration des télégraphes
suisses,*
(signé) J.-K. FEHR.

(1) Ratifiée par les administrations allemandes intéressées suivant communication du 22 novembre 1903 : ratifiée par le Conseil fédéral suisse le 1^{er} décembre 1903.

CORÉE — DANEMARK

**Traité d'amitié, de commerce et de navigation
entre le Danemark et la Corée.**

15 JUILLET 1902 (1).

Sa Majesté le Roi de Danemark et Sa Majesté l'Empereur de Corée, animés du désir d'établir entre le Danemark et la Corée des relations d'amitié, de commerce et de navigation, ont résolu de conclure dans ce but un traité et ont, à cet effet, nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi de Danemark,

Monsieur A. Pavlow, Commandeur de l'ordre de Sainte-Anne et de l'ordre du Danebrog, etc. etc., Chambellan et Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies à Séoul ;

Sa Majesté l'Empereur de Corée,

Monsieur Yu-keu-hwan, Dignitaire du deuxième rang de la deuxième classe, ayant le titre de « Tsa heun », Membre du Conseil de l'Empire, gérant le ministère des Affaires Étrangères, Chambellan et Lieutenant-Général ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1.

Il y aura paix et amitié perpétuelles entre Sa Majesté le Roi de Danemark d'une part, et Sa Majesté l'Empereur de Corée d'autre part, ainsi qu'entre les ressortissants des deux États, sans exception de personnes ni de lieux. Les Danois et les Coréens jouiront, dans les territoires relevant respectivement des Hautes Parties contractantes, d'une pleine et entière protection pour leurs personnes et leurs propriétés.

ARTICLE 2.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra nommer un représentant diplomatique, qui aura la faculté de résider d'une façon permanente ou temporaire dans la capitale et aussi désigner un consul général, des consuls ou vice-consuls, qui résideront dans les villes ou ports de l'autre État, ouverts au commerce étranger.

Les agents diplomatiques ou consulaires des deux États jouiront, dans le pays de leur résidence, de tous les avantages et immunités dont jouissent les agents diplomatiques et consulaires des autres États.

2. Les agents diplomatiques et consulaires, ainsi que les personnes attachées à leurs missions, pourront librement voyager sur tout le territoire du pays de leur résidence, excepté le Groenland, faisant partie des possessions Danoises. Les autorités coréennes fourniront aux agents

(1) Ratification et entrée en vigueur : 11 août 1903. Publié le 19 novembre 1903, dans *Lovtitende*, A., n° 208, p. 823 et suiv.

danois, voyageant en Corée, des passeports et une escorte suffisante pour les protéger en cas de nécessité.

3. Les agents consulaires des deux pays exerceront leurs fonctions après avoir été dûment autorisés par le Souverain ou le Gouvernement du pays de leur résidence. Il leur est interdit de se livrer au commerce.

4. Dans le cas où l'une des Hautes Parties contractantes ne croirait pas devoir user de la faculté, qui est donnée à chacune d'elles, de nommer des consuls dans les villes et ports de l'autre, ouverts au commerce étranger, elle pourra en confier les fonctions aux agents d'une puissance tierce.

ARTICLE 3.

1. En ce qui concerne leurs personnes et leurs biens, les Danois en Corée relèveront exclusivement de la juridiction danoise. Les procès qu'un Danois ou un étranger intenteraient, en Corée, contre un Danois, seront jugés par l'autorité consulaire danoise sans que l'autorité coréenne puisse aucunement intervenir.

2. Tout Danois mis en cause par les autorités coréennes ou par un sujet coréen sera, de même, en Corée, jugé par l'autorité consulaire danoise.

3. Tout Coréen, mis en cause par les autorités danoises ou par un Danois, sera jugé par l'autorité coréenne.

4. Les Danois qui commettraient en Corée des délits ou des crimes, seront punis par l'autorité danoise compétente et conformément à la loi danoise.

5. Les crimes ou délits dont un Coréen se rendrait coupable en Corée au préjudice d'un Danois, seront jugés et punis par les autorités coréennes et conformément à la loi coréenne.

6. Toute plainte dirigée contre un Danois et susceptible d'entraîner une peine pécuniaire, ou la confiscation pour violation, soit du présent traité, soit des règlements y annexés ou des règlements futurs à intervenir, devra être portée devant l'autorité consulaire danoise : les amendes et confiscations prononcées demeureront au profit du Gouvernement Coréen.

7. Les marchandises danoises, saisies par les autorités coréennes, dans un port ouvert, seront mises sous scellés, conjointement par les autorités des deux pays. Les autorités coréennes en auront la garde jusqu'à ce que l'autorité consulaire danoise ait rendu sa décision. Si cette décision est en faveur du propriétaire des marchandises, celles-ci seront immédiatement mises à la disposition du consul. En tout état de cause, le propriétaire pourra toujours rentrer en possession de ses marchandises, à la condition d'en déposer la valeur entre les mains des autorités coréennes en attendant la décision de l'autorité consulaire danoise.

8. Dans toutes les causes, soit civiles, soit pénales, portées devant un tribunal coréen ou un tribunal consulaire danois en Corée, un fonctionnaire, appartenant à la nationalité du demandeur ou plaignant, et dûment autorisé à cet effet, pourra toujours assister à l'audience et sera traité avec les égards convenables. Il pourra, quand il le jugera nécessaire, citer, interroger contradictoirement les témoins, protester contre la procédure et la sentence.

9. Si un Coréen, prévenu d'une infraction aux lois de son pays, se réfu-

gie dans une maison occupée par un Danois, ou à bord d'un navire danois, les autorités coréennes s'adresseront au consul de Danemark. Celui-ci prendra les mesures nécessaires pour le faire arrêter et pour le remettre entre les mains des autorités coréennes à qui il appartient de le juger. Aucun fonctionnaire ni agent coréen ne pourra, sans la permission du consul de Danemark, pénétrer dans les magasins ou la demeure d'un Danois, ou mettre le pied sur un navire danois, à moins que le résident danois ou le commandant du navire n'y donne son consentement.

10. Les autorités coréennes arrêteront et remettront à l'autorité consulaire danoise compétente, sur sa requête, tout Danois prévenu de crime ou délit et tout déserteur des navires de guerre ou de commerce danois.

11. Le droit de juridiction, reconnu aux consuls danois sur leurs nationaux en Corée, sera abandonné quand, dans l'opinion du Gouvernement Danois, les lois et la procédure coréennes auront été modifiées et réformées de telle sorte, qu'il n'y ait plus d'objections à placer les Danois sous la juridiction territoriale et quand la magistrature coréenne présentera, au point de vue de l'indépendance et des connaissances juridiques, les mêmes garanties que les magistrats danois.

ARTICLE 4.

1. Les ports et localités suivants sont ouverts au commerce danois à partir du jour de la mise en vigueur du traité :

Chemoulpo, Wonsan, Fusan, Tjin-nam-hpo, Kounsán, Mok-hpo, Ma-san-hpo, Syeng-tjin et Hpyeng-yang et les villes de Séoul et de Yang-houa tjin.

Dans le cas où toutes les puissances qui ont déjà conclu des traités avec la Corée ou qui viendraient à en conclure ultérieurement, consentiraient à renoncer au droit, conféré par ces traités à leurs nationaux, d'ouvrir des établissements de commerce dans la ville de Séoul, ce droit ne serait pas réclamé en faveur des commerçants danois.

2. Dans les localités susnommées les Danois auront le droit de louer ou d'acheter des terrains et des maisons, d'élever des constructions et d'établir des magasins et des manufactures. Ils auront la liberté de pratiquer leur religion. Tous les arrangements relatifs au choix, à la délimitation, à l'aménagement des concessions étrangères, ainsi qu'à la vente des terrains dans les différents ports ou villes ouverts au commerce étranger, seront concertés entre les autorités coréennes et les autorités étrangères compétentes.

3. Les emplacements, affectés aux concessions, seront achetés aux propriétaires et aménagés pour leur nouvelle destination par les soins du Gouvernement Coréen : le remboursement des frais d'expropriation et d'aménagement sera prélevé, par privilège, sur le produit de la vente des terrains. Une redevance annuelle, dont le montant sera fixé d'un commun accord par l'administration coréenne et les autorités étrangères, sera payée à l'autorité locale, qui en retiendra une part, à titre de compensation pour la taxe foncière ; le reste de cette redevance, ainsi que le reliquat provenant de la vente des terrains, constitueront un fond municipal, administré par un conseil, dont la constitution sera ultérieurement réglée par une entente entre les autorités coréennes et les autorités étrangères.

4. Les Danois pourront louer ou acheter des terrains et des maisons au delà des limites des concessions étrangères et dans une zone de dix lis de Corée autour de ces limites. Mais les terrains ainsi occupés seront soumis aux règlements locaux et aux taxes foncières dans les conditions que les autorités coréennes croiraient devoir fixer.

5. Dans chacune des localités ouvertes au commerce, les autorités coréennes affecteront gratuitement, à la sépulture des Danois, un terrain convenable sur lequel aucune redevance, taxe ni impôt ne sera établi et dont l'administration sera confiée au conseil municipal susmentionné.

6. Les Danois pourront circuler librement dans une zone de cent lis autour des ports et des villes ouverts au commerce, ou dans telles limites que les autorités compétentes des deux pays auront déterminées d'un commun accord.

Les Danois pourront également, à la seule condition d'être munis de passeports, se rendre dans toutes les parties du territoire coréen et y voyager pour leur plaisir ou dans un but commercial d'acheter des produits locaux, de transporter et de vendre des marchandises de toute espèce, sauf les livres et publications défendus par le Gouvernement Coréen, et sans pouvoir, toutefois, ouvrir des magasins ni créer des établissements commerciaux permanents dans l'Intérieur.

Les passeports seront délivrés par les consuls et revêtus de la signature ou du sceau de l'autorité locale. Ils devront être produits à toute réquisition. Si le passeport est en règle, le porteur pourra circuler librement et il lui sera loisible de se procurer les moyens de transport nécessaires. Le Danois qui voyagerait sans passeport au delà des limites susmentionnées ou qui, dans l'intérieur, commettrait quelque délit ou crime sera arrêté et remis au plus prochain consul de Danemark pour être puni. Une amende de 100 piastres mexicaines au maximum, avec ou sans emprisonnement d'un mois au plus, pourra être prononcée contre toute personne voyageant sans passeport en dehors des limites fixées.

7. Les Danois en Corée seront soumis aux règlements municipaux, de police ou autres, qui seront établis, de concert, par les autorités compétentes des deux pays, dans l'intérêt du bon ordre et de la paix publique et ils seront passibles des peines à prononcer par leur consul.

ARTICLE 5.

1. Dans toute localité ouverte au commerce étranger, les Danois pourront, après acquittement des droits inscrits au tarif ci annexé, importer d'un port étranger ou d'un port coréen ouvert, vendre ou acheter, quelle que soit la nationalité de l'acheteur ou du vendeur, exporter à destination d'un port étranger ou d'un port coréen ouvert toutes espèces de marchandises non prohibées par le présent traité. Ils auront pleine liberté de faire, sans l'intervention de l'autorité coréenne ni d'autres intermédiaires, tous actes de commerce avec les sujets coréens ou autres; ils pourront également, et en toute liberté, se livrer à l'industrie.

2. Les propriétaires ou consignataires de toute marchandise, importée d'un port étranger, et pour laquelle le droit du tarif visé ci-dessus aura été acquitté, pourront obtenir un certificat de drawback, pour le montant du droit d'importation, si toutefois la marchandise est réexportée vers un port étranger dans un délai de treize mois coréens à dater de l'importation et pourvu que les enveloppes en soient reconnues intactes,

Ces drawbacks seront remboursés sur demande par la douane coréenne ou reçus à l'acquit des droits dans tout port coréen ouvert.

3. Les droits acquittés sur des marchandises coréennes, expédiées de port ouvert à port ouvert en Corée, seront restitués au port d'expédition, si l'intéressé produit un certificat des douanes, attestant l'arrivée des marchandises au port de destination, ou s'il peut être dûment prouvé qu'elles ont péri par fortune de mer.

4. Toutes les marchandises, importées par des Danois en Corée, et pour lesquelles les droits inscrits au tarif ci-annexé auront été acquittés, pourront être réexpédiées dans tout autre port coréen ouvert, en franchise de droits, et si elles sont transportées dans l'intérieur, elles ne seront, sur quelque point du pays que ce soit, soumises à aucune taxe additionnelle ni à aucun droit d'accise ou de transit. De la même manière, le transport vers les ports ouverts de tous les produits coréens, destinés à l'exportation, se fera en pleine franchise et ces produits ne seront, soit au lieu de production, soit durant le trajet d'un point quelconque du pays vers un port ouvert, soumis au paiement d'aucune taxe ni d'aucun droit d'accise ou de transit.

5. Le Gouvernement Coréen pourra affréter des navires de commerce danois pour le transport des marchandises ou des voyageurs vers les ports coréens non ouverts ; les sujets coréens jouiront de la même faculté, après autorisation des autorités locales.

6. Lorsque le Gouvernement Coréen aura lieu de craindre une disette dans l'empire, Sa Majesté l'Empereur de Corée pourra, par décret, interdire temporairement l'exportation des grains pour l'étranger par un ou par tous les ports coréens ouverts ; cette prohibition deviendra obligatoire pour les Danois en Corée un mois après la date de la communication officielle, faite par l'autorité coréenne au consul de Danemark du port intéressé, mais elle ne restera en vigueur que le temps strictement nécessaire.

7. Tout navire de commerce danois payera des droits de tonnage à raison de 30 cents mexicains par tonneau de registre. Cette somme une fois payée, il sera permis au navire de se rendre dans tout port coréen ouvert, durant une période de quatre mois, sans acquitter d'autre taxe. Le produit des droits de tonnage sera affecté à la construction de phares, de balises et de bouées, à l'éclairage et au balisage des côtes de Corée, principalement aux approches des ports ouverts, à l'aménagement et à l'amélioration des mouillages.

Aucun droit de tonnage ne sera perçu sur les bateaux, employés dans les ports ouverts au chargement ou au déchargement des cargaisons.

8. Pour assurer l'exécution pleine et entière du présent traité, il est convenu que le tarif et les règlements commerciaux, ci après insérés, entreront en vigueur en même temps que le traité lui-même. Les autorités compétentes des deux pays pourront, quand elles le jugeront opportun, reviser ses règlements en vue d'y introduire, d'un commun accord, telles modifications ou additions dont l'expérience démontrerait l'utilité.

ARTICLE 6.

1. Tout Danois qui introduirait ou tenterait d'introduire en fraude des marchandises dans un port ou dans une localité non ouverts au commerce étranger en Corée, encourra outre la confiscation, une amende égale au double de la valeur des marchandises.

2. Les autorités coreennes pourront arrêter tout Danois, prévenu de contrebande ou de tentative de ce délit à charge de le remettre sans retard entre les mains du consul de Danemark compétent pour le juger. Elles pourront également saisir les marchandises et les conserver jusqu'au jugement définitif de l'affaire.

ARTICLE 7.

1. Si un navire danois fait naufrage ou s'échoue sur les côtes de Corée, les autorités locales prendront immédiatement les mesures nécessaires pour défendre contre le pillage le navire et la cargaison, pour protéger contre tout mauvais traitement l'équipage et les passagers et pour leur prêter aide et assistance. Elles donneront aussitôt avis du naufrage au consul de Danemark le plus voisin et fourniront, le cas échéant, aux naufragés le moyen de gagner le port ouvert le plus proche.

2. Toutes les dépenses faites par le Gouvernement Coréen pour porter secours à des Danois naufragés, pour leur fournir des vêtements, des vivres, des soins médicaux et des moyens de transport, pour recueillir les corps des décédés et procéder à leurs funérailles, seront remboursés par le Gouvernement Danois.

2. Le Gouvernement Danois ne sera pas garant du remboursement des dépenses, faites pour le sauvetage et la conservation des navires naufragés ou de leur cargaison. Ce remboursement reste garanti par la valeur des objets sauvés et devra être effectué par les parties intéressées, lors de la remise des dits objets.

4. Le Gouvernement Coréen ne réclamera aucun remboursement, ni pour les dépenses de ses agents, fonctionnaires locaux ou employés de police qui auront procédé au sauvetage, ni pour les frais de voyage des agents, chargés d'escorter les naufragés, ni pour les frais de correspondance officielle. Ces dépenses resteront à la charge du Gouvernement Coréen.

5. Tout navire marchand danois que le mauvais temps, le manque de vivres, de combustibles ou d'eau potable obligerait à relâcher dans un port de Corée non ouvert, pourra y faire des réparations et s'y procurer les provisions nécessaires. Les dépenses seront payées par le capitaine du navire.

ARTICLE 8.

1. Les navires de guerre de chacune des Hautes Parties contractantes auront le droit d'entrer dans tous les ports de l'autre. Ils jouiront de toutes les facilités pour l'achat de toute espèce d'approvisionnements et pour les réparations nécessaires et ne seront pas soumis aux règlements de commerce ou de ports. De même ils n'auront à payer aucun droit d'entrée, ni aucune taxe de port.

2. Quand un navire de guerre danois entrera dans un port coréen non ouvert au commerce étranger, ses officiers et son équipage auront le droit de descendre à terre, mais ils ne pourront pas pénétrer à l'intérieur sans être munis de passeports à cet effet.

3. Les approvisionnements de toute espèce, destinés aux besoins de la flotte danoise, peuvent être débarqués dans les ports ouverts de la Corée et y être conservés dans des dépôts sous la surveillance d'un employé nommé par le Gouvernement Danois, sans que ces approvisionnements aient à payer aucun droit d'entrée. Mais si les dits approvisionnements étaient ven-

pus, l'acheteur verserait aux autorités coréennes les droits d'entrée correspondants.

ARTICLE 9.

1. Les autorités danoises et les Danois en Corée pourront engager des sujets coréens à titre de lettré, d'interprète, de serviteur ou à tout autre titre licite, sans que les autorités coréennes puissent y mettre obstacle. Réciproquement les Danois pourront être engagés dans les mêmes conditions au service du Gouvernement ou des sujets coréens.

2. Les Danois qui se rendraient en Corée pour y étudier ou y professer la langue écrite ou parlée, les sciences, les lois, les arts et l'industrie ou pour y faire des recherches scientifiques, devront en témoignage de sentiments de bonne amitié dont sont animées les Hautes Parties contractantes, recevoir toujours aide et assistance. Les Coréens qui se rendront en Danemark y jouiront des mêmes avantages.

ARTICLE 10.

À dater du jour de l'entrée en vigueur du présent traité, le Gouvernement Danois, ses agents et ses ressortissants jouiront de tous les privilèges, immunités et avantages — pour ce qui est surtout des taxes d'importation et d'exportation — dont jouissent ou jouiraient après l'échange des ratifications du présent traité les gouvernements, agents ou ressortissants de toute autre puissance.

ARTICLE 11.

Dix ans après l'entrée en vigueur du présent traité, chacune des Hautes Parties contractantes pourra, à charge de prévenir l'autre partie un an à l'avance, demander une révision du traité ou des tarifs y annexés, en vue d'y introduire, d'un commun accord, telles modifications dont l'expérience aurait démontré l'utilité.

Dans le cas où la Corée modifierait ses traités avec le consentement de toutes les puissances avec lesquelles elle est en relations officielles, le Danemark devra également y consentir, même avant l'expiration du présent traité.

ARTICLE 12.

1. Le présent traité est rédigé en français et en chinois. Les deux textes ont été soigneusement confrontés et il a été reconnu qu'ils avaient le même sens. Il est convenu, toutefois, que le texte français ferait foi si quelque divergence venait à se produire dans l'interprétation.

2. Toutes les communications officielles, adressées aux autorités coréennes par les autorités danoises seront provisoirement accompagnées d'une traduction en langue chinoise.

ARTICLE 13.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de recourir à l'arbitrage pour toutes les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'interprétation ou l'exécution du présent traité.

ARTICLE 14.

Le présent traité sera ratifié par Sa Majesté le Roi de Danemark et par Sa Majesté l'Empereur de Corée et revêtu de leurs signatures et de leurs sceaux respectifs; les ratifications seront échangées à Séoul dans le

délai d'un an ou plus tôt si faire se peut. Il sera promulgué par les soins des deux Gouvernements et entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité, fait en triple exemplaire et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Séoul, le quinzième juillet 1902, mil neuf cent et deux, correspondant au quinzième jour du septième mois de la sixième année de Koing Mou.

(signé) A. PAVLOW.
(L. S.)

(signé) YU-KEU-HWAN.
(L. S.)

Règlement applicable au Commerce Danois en Corée.

I. — *Entrée et sortie des navires.*

1. Dans les quarante-huit heures (dimanches et jours de fête non comptés) qui suivront l'arrivée d'un bâtiment danois dans un port coréen, le capitaine devra remettre aux autorités douanières coréennes un récépissé du consul de Danemark, attestant que les papiers de bord ont été déposés au consulat. Il fera, en même temps, la déclaration d'entrée de son navire, en indiquant, par écrit, son nom et celui de son bâtiment, le port d'où il vient, le nombre et, si la demande lui en est faite, les noms des passagers, le tonnage, le nombre des hommes d'équipage. Cette déclaration sera certifiée sincère et véritable par le capitaine et signée par lui. Il déposera, en même temps, une expédition de son manifeste indiquant les marques, numéros et contenus des colis, tels qu'ils sont portés aux connaissements, et le nom des consignataires. Le capitaine attestera l'exactitude du manifeste et le signera. Cette déclaration ainsi dressée, les autorités douanières délivreront un permis d'ouvrir les écoutilles, qui sera montré à bord au préposé de la douane. Le fait de rompre charge sans ce permis rendra le capitaine passible d'une amende de cent dollars mexicains au plus.

2. Si une erreur est constatée dans le manifeste, elle pourra être corrigée, sans frais, dans vingt-quatre heures (dimanches et jours de fête non comptés) de la déclaration : mais ce délai expiré, il sera perçu pour tout changement ou toute déclaration supplémentaire, un droit de cinq dollars mexicains.

3. Tout capitaine qui négligerait de faire la déclaration susdite dans les délais fixés, sera passible d'une amende de cinquante dollars mexicains pour chaque jour de retard.

4. Tout navire danois qui séjournerait dans le port moins de quarante-huit heures (dimanches et jours de fête non comptés) et n'ouvrirait pas ses écoutilles, ou que, soit le mauvais temps, soit le manque de vivres, forcerait à relâcher, ne sera soumis ni à la déclaration, ni au paiement des droits de tonnage, tant qu'il ne fera pas opération de commerce.

5. Tout capitaine qui voudra prendre la mer, remettra aux autorités douanières un manifeste d'exportation analogue au manifeste d'importation. Les autorités douanières délivreront alors un certificat de congé et restitueront le récépissé consulaire des papiers de bord. Ces documents

seront présentés au consulat afin de permettre au capitaine de retirer ses papiers de bord.

6. Tout capitaine qui prendrait la mer sans faire la déclaration susdite, sera passible d'une amende de deux cents dollars mexicains au maximum.

7. Les navires à vapeur danois pourront entrer et sortir le même jour sans être astreints à produire de manifeste d'importation, si ce n'est pour les seules marchandises, débarquées ou transbordées dans le port.

II. — *Débarquement et embarquement de cargaison. Payement des droits.*

1. Tout importateur de marchandises qui désire les débarquer, adressera, à cet effet, à la douane, une demande certifiée sincère, indiquant son nom, le nom du navire employé au transport, les marques, les numéros, le contenu et la valeur des colis. L'autorité douanière pourra exiger la production de la facture pour toute consignation de marchandises. Faute de la produire et à défaut d'une explication suffisante, le propriétaire ne pourra débarquer ses marchandises qu'après payement du double des droits, inscrits au tarif; le supplément ainsi perçu sera restitué si la facture est produite.

2. Les marchandises déclarées seront examinées par les agents des douanes dans des endroits désignés à cet effet. Cette visite aura lieu sans délai et sans dommage pour les marchandises. Les emballages seront aussitôt rétablis, autant que faire se pourra, en leur état primitif, par les soins de la douane.

3. Si les autorités douanières estiment insuffisante la valeur déclarée par l'importateur ou l'exportateur de marchandises taxées « ad valorem », le déclarant pourra être invité à payer les droits sur la valeur qui serait attribuée aux dites marchandises par l'expert de la douane. Si l'expertise ne satisfait pas le déclarant, il sera tenu de faire connaître, dans les vingt-quatre heures (Dimanche et jours de fête non comptés) au commissaire des douanes, le motif de ses plaintes et de désigner un expert de son choix pour procéder à une contre-estimation.

Il fera ensuite une déclaration de la valeur telle qu'elle résulte de cette seconde expertise. Le commissaire des douanes pourra alors, à son gré, soit taxer les marchandises d'après cette valeur, soit les soumettre au droit de préemption, en payant cette valeur majorée de cinq pour cent. Dans ce dernier cas, le prix d'achat sera versé à l'importateur ou à l'exportateur dans les cinq jours qui suivront la déclaration du résultat de la contre-expertise.

4. Les marchandises d'importation, avariées en cours de voyage, auront droit à une remise équitable proportionnée à la moins-value qu'elles auront subie. En cas de divergence sur le quantum de cette remise, on suivra la procédure indiquée au paragraphe précédent.

5. Les marchandises, destinées à l'exportation, devront être déclarées à la douane coréenne avant d'être embarquées. La demande d'embarquement sera faite par écrit et indiquera le nom du navire employé au transport, les marques et numéros des colis, la quantité, la description et la valeur du contenu. L'exportateur certifiera par écrit cette déclaration sincère et véritable et y apposera sa signature.

6. Aucune marchandise ne sera débarquée ni embarquée, soit à d'autres endroits que ceux qui seront fixés par les autorités douanières coréennes, soit entre le coucher et le lever du soleil, soit le dimanche et les

jours fériés, sans une permission spéciale de la douane. Celle-ci percevra alors une rémunération équitable pour ce service extraordinaire.

7. Toute réclamation formulée, soit par les importateurs ou exportateurs pour paiements en trop, soit par les autorités douanières pour paiements en moins, devra, pour être admissible, être déposée dans les trente jours du paiement.

8. Aucune déclaration ne sera nécessaire pour les bagages des passagers à bord des navires danois. Ces bagages pourront être débarqués ou embarqués à toute heure après que la douane se sera assurée qu'ils ne contiennent pas d'articles soumis aux droits. A la demande qui lui en sera faite, la douane délivrera des permis pour les provisions de bord, destinées aux bâtiments danois, à leurs équipages et à leurs passagers.

9. Tout navire danois, pourra, pour cause de réparations, débarquer sa cargaison sans être soumis à aucun droit. Les marchandises, ainsi débarquées, resteront sous la surveillance des autorités coréennes, et tous les frais raisonnables de magasinage, de manutention ou de surveillance devront être acquittés par le capitaine. Les droits de tarif seront perçus pour toute partie de cette cargaison qui serait vendue.

10. Aucun transbordement de cargaison ne pourra être effectué sans une autorisation préalable de la douane.

III. — *Mesures fiscales.*

1. Les autorités douanières pourront, dans les ports de Corée, placer des préposés à bord des navires marchands danois. Ces préposés auront libre accès dans toutes les parties du bâtiment où des marchandises seront arrimées. Ils seront traités avec courtoisie et installés aussi convenablement que le navire le permettra.

2. Depuis le coucher jusqu'au lever du soleil et les dimanches et les jours fériés, les préposés pourront fermer les écoutilles et autres voies d'accès aux endroits où la cargaison est arrimée, au moyen de scellés, de cadenas ou d'autres attaches. Toute personne qui aurait, sans permission, volontairement ouvert un passage ainsi fermé ou brisé les scellés, cadenas ou autres attaches placés par la douane coréenne, sera, de même que le capitaine du navire, passible d'une amende de cent dollars mexicains au maximum.

3. Tout Danois qui expédierait ou tenterait d'expédier, débarquerait ou tenterait de débarquer, soit des marchandises qui n'auraient pas été en douane l'objet de la déclaration régulière susmentionnée, soit des colis qui contiendraient des marchandises prohibées ou différentes de celles, portées sur la déclaration, encourra une amende égale au double de la valeur de ces marchandises ; les marchandises seront confisquées.

4. Tout signataire d'une fausse déclaration ou d'un faux certificat, ayant pour objet de frauder le trésor coréen, sera passible d'une amende de deux cents dollars mexicains au maximum.

5. Toute infraction aux clauses du présent règlement, pour laquelle une peine spéciale n'a pas été prévue, entraînera une amende de cent dollars mexicains au maximum.

6. Les autorités consulaires danoises feront application à leurs ressortissants, dans les mêmes conditions que pour les clauses du traité, de tous les règlements de douane et de port que l'administration des douanes coréennes jugerait nécessaire d'établir en vue de garantir la percep-

tion des droits et d'assurer le fonctionnement de son service, pourvu, toutefois, que ces règlements aient été dûment publiés, ne dérogent pas aux stipulations ci-dessus énoncées et ne portent pas atteinte aux droits que le traité reconnaît aux Danois en Corée.

Séoul, le quinzième juillet mil neuf cent et deux, correspondant au quinzième jour du septième mois de la sixième année de Koing Mou.

(signé) A. PAVLOW.
(L. S.)

(signé) YU-KEU-HWAN.
(L. S.)

I. — Tarif d'importation.

CLASSE 1.

Objets admis en franchise.

Bagages des voyageurs.	Livres et cartes.
Caractères d'imprimerie neufs et vieux.	Modèles d'inventions.
Échantillons en quantité modérée.	Monnaies d'or et d'argent.
Instruments aratoires.	Plantes, arbres et arbustes de toute espèce.
Instruments de physique, de mathématiques, de météorologie, de chirurgie et leurs accessoires.	Pompes à l'incendie.
Lingots d'or et d'argent fin.	Sacs, nattes et cordes d'emballage, doublures de plomb.

CLASSE 2.

Objets frappés à l'importation d'une taxe de cinq pour cent ad valorem.

Allumettes.	Fruits frais de toute espèce.
Alun.	Graines de toute espèce.
Ancres et chaînes.	Guano et engrais de toute espèce.
Balances, poids et mesures.	Haricots, pois et farineux de toute espèce.
Bambou fendu ou non.	Huile de bois (Tong Yeou).
Blé et céréales, de toute espèce.	Huile de saja ; Kerosene, pétrole et autres huiles minérales.
Briques et tuiles.	Laines non manufacturées.
Camphre brut.	Lanternes en papier.
Charbon et coke.	Légumes frais, secs et conservés.
Chaux.	Lin, chanvre et jute.
Colle.	Métaux de toute espèce, en saumons, masses, lingots, plaques, barres, tringles, lames, feuilles, anneaux, rubans, fils, fers en T et coin, vieux fer, ferraille.
Cornes et sabots non mentionnés d'autre part au tarif.	Nattes pour planchers, chinoises et japonaises, en bourre de coco, etc., etc., de qualité ordinaire.
Coton non manufacturé.	Os.
Cuir et peaux crus ou non préparés.	Papier de qualité ordinaire.
Drogues et médicaments de toute espèce.	
Farine et gruau de toute espèce.	
Fils de toute espèce, en coton, laine, chanvre, etc., excepté en soie.	

Parapluies et ombrelles de papier.
Poissons frais.
Poivre en grains.
Poix et goudron.
Rotins fendus ou non.
Savons de qualité ordinaire.
Silex, tan et articles de tannerie.

Tourteau de graines oléagineuses.
Viande fraîche.
Tous objets bruts ou non manufacturés qui ne sont pas spécialement mentionnés d'autre part au tarif.

CLASSE 3.

Objets frappés à l'importation d'une taxe de sept et demi pour cent ad valorem.

Aiguilles et épingles.
Alcool en jarres.
Articles de coutellerie de toute espèce.
Articles en écume de mer.
Bois tendre, charpentes et planches.
Bois de Sapan.
Boissons telles que limonade, ginger-beer, eaux gazeuses minérales.
Bougies.
Boutons, boucles, agrafes, portes d'agrafes.
Brésillet des Indes.
Charbon de bois.
Ciments de Portland et de toute espèce.
Cire animale ou végétale.
Cocons.
Colle de poisson de toute espèce.
Comestibles de toute espèce.
Conserves.
Cordes et cordages de toute espèce et de toute dimension.
Couvertures, couvertures de lit.
Crins.
Cuirs de toute espèce, de qualité ordinaire.
Éventails.
Feutre.
Feuilles d'étain, de cuivre et de tous les autres métaux, excepté l'or et l'argent.
Fruits secs, salés ou en conserves.
Fruits confits.
Gomme gutte.
Huiles végétales de toute espèce.
Lampes de toute espèce.

Lunettes.
Mélanges de coton et de laine de toute espèce.
Mélanges de coton et de soie de toute espèce.
Métaux de toute espèce en tuyaux ou tubes oxydés ou galvanisés; fil métallique, acier, fer-blanc, nickel, platine, mercure, métal blanc, cuivre, laiton, or et argent non affinés.
Montres de toute espèce et pièces d'horlogerie.
Montures de parapluies.
Moustiquaires de qualité ordinaire, moustiquaires de soie.
Nattes de qualité supérieure.
Objets de métal de toute espèce, tels que clous, vis, outils, machines, matériel pour chemin de fer, quincaillerie.
Objets manufacturés en coton de toute espèce.
Objets en mosaïque.
Papeterie et fournitures de bureau de toute espèce.
Papier de toutes les espèces non spécialement mentionnés d'autre part au tarif.
Parapluies de coton; parapluies et ombrelles de soie.
Pendules, horloges et accessoires.
Pierres et ardoises taillées et façonnées.
Plumes.
Poisson sec et salé.
Porcelaine de qualité ordinaire.
Poterie.
Produits chimiques de toute espèce.

Produits marins tels que algues, bêtes de mer, etc.

Résine.

Sel.

Soie brute, dévidée, filée, bourre de soie, déchets.

Soufre.

Sucre brun et blanc, de toute qualité, mélasse et sirops.

Suif.

Tapis de toute espèce et articles de tapisserie.

« Tatamis » Japonais, etc.

Teintures, couleurs, huiles et matières entrant dans la composition ou servant à la préparation des couleurs.

Thé.

Tissus de laine de toute espèce.

Tissus de soie de toutes les espèces non spécialement mentionnées d'autre part au tarif.

Tissus de toile, tissus mélangés toile et coton, toile et laine,

toile et soie, gris, blancs ou imprimés.

Tissus mélangés soie et laine de toute espèce.

Toile à voile, toiled'ortie de Chine et tous tissus de chanvre, jute, etc.

Toile huilée, toile cirée pour parquets de toute espèce.

Vermicelle, macaroni et pâtes dites d'Italie.

Vernis.

Verrerie de toute espèce, verres à vitres, blancs ou de couleur de toute qualité.

Vêtements et objets de toilette, de toute espèce, tels que chapeaux, bottines, souliers, etc.

Viande séchée et salée.

Vin de raisin de toute espèce en fûts et en bouteilles.

Tous objets manufacturés en partie qui ne sont pas spécialement mentionnés d'autre part au tarif.

CLASSE 4.

Objets frappés à l'importation d'une taxe de dix pour cent ad valorem.

Appareils photographiques.

Armes à feu, armes de chasse, etc.

Munitions de chasse (importés avec un permis spécial).

Bière de toute espèce, cidre, vermouth.

Bois dur, planches et charpentes.

Boîtes à musique.

Camphre raffiné.

Caoutchouc manufacturé ou non.

Carmin.

Cheveux.

Confiseries et sucreries.

Cuirs de qualité supérieure, imprimés ou peints; cuirs manufacturés de toute espèce.

Fil de soie, bourre de soie en échevaux.

Instruments de musique de toute espèce.

Laque ordinaire.

Liqueurs et cordiaux en fûts et en bouteilles.

Longues vues, télescopes et jumelles.

Malles et valises.

Matières explosives servant aux travaux de mine (importés avec un permis spécial).

Matières pour sceaux et cachets.

Miroirs et glaces étamés ou non, avec ou sans cadre.

Objets d'ameublement de toute espèce.

Objets en plaque de toute espèce.

Œuvres d'art.

Or et argent en feuilles.

Papier de tenture, peint et de fantaisie.

Parfumeries.

Peintures, estampes, photographies, gravures de toute espèce, encadrées ou non.

Porcelaine de qualité supérieure.

Poudre à dents. Savon de qualité supérieure.

Sellerie et harnais.

Sucre candi.

Tissus de soie, tels que gaze, crêpe, moire japonaise, satin damassé, satin à fleurs, soie blanche japonaise (Kabretai), etc.

Velour de soie.

Vermillon.

Vêtements confectionnés en soie.

Tous objets complètement manufacturés qui ne sont pas spécialement mentionnés d'autre part au tarif.

CLASSE 5.

Objets frappés à l'importation d'une taxe de vingt pour cent ad valorem.

Ambre.

Bâtonnets d'encens.

Bijouterie vraie ou fausse, pierres précieuses.

Bois de senteur de toute espèce.

Broderies en or, argent ou soie.

Cochenille.

Corail entièrement ou partiellement manufacturé.

Cornes de rhinocéros.

Écaille manufacturée ou non.

Epices de toute espèce.

Esprits en fûts et en bouteilles.

Fleurs artificielles.

Fourrures de qualité supérieure, telles que martre, zibeline, loutre, castor, phoque, etc.

Ginseng, rouge, blanc, cru ou clarifié.

Ivoire, manufacturé ou non.

Laque de qualité supérieure.

Musc.

Nids d'hirondelles.

Objets en émail.

Objets en jade.

Parures de tête en or et en argent.

Perles.

Pièces d'artifice.

Tabac sous toutes ses formes et de toute espèce.

Vaisselle d'or et d'argent.

Voitures.

CLASSE 6.

Objets prohibés à l'importation.

Armes, munitions, objets servant à la guerre, tels que artillerie, canons, balles et boulets, armes à feu de toute sorte, cartouches, armes portatives, lances, piques, salpêtre, poudre de guerre, coton-poudre, dynamite et autres matières explosives.

Sur la demande qui leur en sera faite et sur la preuve qui leur sera fournie du bien fondé de cette demande, les autorités coréennes délivreront des permis spéciaux pour l'importation

des armes, armes à feu et munitions, destinées à la chasse ou à la défense personnelle.

Drogues et médicaments falsifiés.

Fausse monnaie de toute espèce.

Opium excepté l'opium employé en médecine.

Les navires étrangers vendus en Corée payeront un droit de vingt-cinq « cents » par tonne pour les navires à voile et de cinquante « cents » par tonne pour les navires à vapeur.

II. — Tarif d'exportation.

CLASSE 1.

Objets exportés en franchise.

Arbres, arbustes, plantes de toute espèce.	Monnaie d'or et d'argent de toute espèce.
Bagages de voyageurs.	Or et argent fins.
Echantillons en quantité modérée.	

CLASSE 2.

Tous les objets et produits du pays non énumérés dans la classe 1 payeront un droit de cinq pour cent *ad valorem*.

L'exportation du ginseng rouge est interdite.

RÈGLEMENT.

1. Pour les objets importés, les droits *ad valorem* de ce tarif seront calculés sur les prix actuels de ces objets au lieu d'origine ou de fabrication, augmenté du fret, de l'assurance, etc. Pour les objets exportés, les droits *ad valorem* seront calculés d'après le cours des marchés en Corée.

2. Les droits pourront être acquittés en dollars mexicains ou en « Yen » japonais d'argent.

3. Le tarif ci-dessus d'importation et d'exportation sera converti aussitôt que faire se pourra et dans la mesure où cette conversion sera reconnue utile, en taxes spécifiques, après entente entre les autorités compétentes des deux pays.

Séoul, le quinzième juillet mil neuf cent et deux, correspondant au quinzième jour du septième mois de la sixième année de Koing Mou.

(signé) A. PAVLOW.
(L. S.)

(signé) YU-KEU-HWAN.
(L. S.)

ÉTATS-UNIS — GRANDE-BRETAGNE

Traité entre les États-Unis et la Grande-Bretagne pour faciliter la construction d'un canal maritime.

(Traduction).

Signé à Washington le 18 novembre 1901; ratifications échangées à Washington le 22 février 1902; promulgué aux États-Unis le 22 février 1902¹.

Les États-Unis d'Amérique et Sa Majesté Édouard VII, Roi du Royaume-

1. *Treaty between United States and Great Britain to facilitate the construction of a ship canal*; — dans le volume des lois des États-Unis passées à la 1^{re} session du 57^e congrès 1901-1902; *Treaties*, p. 129. — Cf. texte anglais: *Archives Diplomatiques* 1901-1902, nos 10-11-12 (vol. IV), p. 81.

Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Domaines Britanniques d'outre-mer, Empereur des Indes, étant désireux de faciliter la construction d'un canal maritime pour réunir les océans Atlantique et Pacifique, quelle que soit la route qui puisse être jugée convenable, et désireux à cette fin d'écarter toute difficulté pouvant résulter de la Convention du 19 avril 1850 communément appelée Traité Clayton Bulwer, et pouvant s'opposer à la construction du dit canal sous les auspices du Gouvernement des États-Unis, sans porter atteinte au principe général de neutralisation posé dans l'article VIII de cette convention, ont à cet effet désigné pour leurs plénipotentiaires :

Lesquels, après s'être communiqué, etc.
ont convenu les articles suivants :

ARTICLE I.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que le présent Traité remplacera la Convention susénoncée du 19 avril 1850.

ARTICLE II.

Il est convenu que le canal pourra être construit sous les auspices du Gouvernement des États-Unis, soit directement à ses propres frais, soit par don ou prêt d'argent consentis à des individus ou à des sociétés, soit par souscription ou achat d'actions ou parts, et que, sous réserve des dispositions du présent Traité, ledit Gouvernement aura la possession et la jouissance de tous les droits afférents à ladite construction comme aussi le droit exclusif de pourvoir à la réglementation et à la gestion du canal (1).

ARTICLE III.

Les États-Unis adoptent, comme base de la neutralisation dudit canal maritime, les règles suivantes, telles qu'elles ont été insérées, en substance, dans la Convention de Constantinople, signée le 28 octobre 1888, pour la libre navigation du canal de Suez, c'est-à-dire :

1^o Le canal sera libre et ouvert aux navires de commerce et de guerre de toutes les nations observant ces règles, sur un pied de parfaite égalité, de telle sorte qu'il n'y ait aucune distinction faite à l'encontre d'une de ces nations, ses citoyens ou ses sujets, relativement aux conditions ou aux charges du trafic ou autrement. Lesdites conditions ou charges de trafic seront justes et équitables.

2^o Le canal ne sera jamais bloqué, aucun droit de guerre n'y sera jamais exercé et aucun acte d'hostilité n'y sera commis. Toutefois les États-Unis auront la faculté d'entretenir le long du canal la force militaire de police nécessaire pour les mettre à l'abri des illégalités et du désordre.

3^o Les bâtiments de guerre d'un belligérant ne pourront, dans le canal, se ravitailler ou s'approvisionner que dans la limite strictement nécessaire; le transit desdits bâtiments par le canal s'effectuera dans le plus

(1) Voir dès à présent l'Acte du Congrès des États-Unis du 28 avril 1904 pour pourvoir au gouvernement provisoire de la zone du canal à Panama, la protection des travaux du canal et sur d'autres matières (*An Act to provide for the temporary government of the canal zone at Panama, the protection of the canal works and for other purposes*; Public Act, n^o 190).

bref délai possible d'après les règlements en vigueur et sans autre arrêt que celui qui résulterait des nécessités du service.

Les prises seront soumises, sous tous les rapports, aux mêmes règles que les bâtiments de guerre des belligérants.

4° Les belligérants n'embarqueront ou débarqueront dans le canal ni troupes, ni munitions, ni autre matériel de guerre, sauf dans le cas d'un empêchement accidentel apporté au transit, et, dans ce cas, le transit sera rétabli avec toute la célérité possible.

5° Les dispositions du présent article seront applicables aux eaux adjacentes, dans la limite de 3 milles marins de chaque côté. Les navires de guerre des belligérants ne devront pas demeurer dans ces eaux plus de vingt-quatre heures de suite, excepté en cas de détresse, et, dans ce cas, ils en devront partir le plus tôt possible ; toutefois un navire de guerre d'un belligérant ne partira pas dans les vingt-quatre heures du départ d'un navire de guerre de l'autre belligérant.

6° Le matériel, les établissements, constructions et tous ouvrages nécessaires à la construction, à l'entretien et au fonctionnement du canal seront réputés faire partie de celui-ci, à l'effet du présent traité, et, en temps de guerre comme en temps de paix, jouiront d'une complète immunité d'attaque ou d'atteinte de la part des belligérants, ainsi que de tous actes destinés à nuire à leur utilité comme parties du canal.

ARTICLE IV

Il est convenu qu'aucun changement dans la souveraineté territoriale ou dans les relations internationales du ou des pays traversés par le canal susénoncé ne portera atteinte au principe général de neutralisation ou à l'obligation des Hautes Parties contractantes en vertu du présent Traité.

ARTICLE V.

Le présent Traité sera ratifié par le Président des États-Unis, avec et du consentement et avis du Sénat, ainsi que par Sa Majesté Britannique ; les ratifications seront échangées à Washington ou à Londres le plus tôt possible dans les six mois de sa date.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé leur sceau.

Fait en double à Washington le 18 novembre de l'année de Notre-Seigneur 1901.

ÉTATS-UNIS — GRANDE-BRETAGNE

Convention between the United Kingdom and the United States of America extending the period for accession of British Colonies and possessions to the Convention of March, 2, 1899, relative to the disposal of real and personal property.

(TREATY SERIES No. 17, 1900.)

Signed at Washington, January 13, 1902.

(Ratifications exchanged at Washington, April 2, 1902.)

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India,

and the United States of America, finding it expedient to prolong for a period of twelve months the time fixed by Article IV of the Convention relative to the disposal of real and personal property, signed at Washington on the 2nd day of March, 1899, for the notification of their accession to that Convention by His Britannic Majesty's Colonies or foreign possessions, have agreed to conclude an additional Convention for that purpose, and have named as their Plenipotentiaries :

His Majesty the King of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, the Right Honourable Lord Pauncefote of Preston, G.C.B., G.C.M.G., His Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the United States; and the President of the United States of America, the Honourable John Hay, Secretary of State of the United States of America; who, having communicated to each other their full powers, which were found to be in due and proper form, have agreed upon the following sole Article :

SOLE ARTICLE.

It is agreed that the time fixed in Article IV of the said Convention, within which the accessions thereto of His Britannic Majesty's Colonies or foreign possessions shall be notified, shall be prolonged for a period of twelve months from July 28 th, 1901.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Convention, and hereunto affixed their seals.

Done in duplicate at Washington, the 13th day of January, in the year of our Lord one thousand nine hundred and two.

(L. S.) PAUNCEFOTE.
(L. S.) JOHN HAY.

ÉTATS UNIS — GRANDE-BRETAGNE

**Convention for the establishment of a Parcel Post service
between the United States and Hong Kong.**

Signed at Washington, November 21, 1903.

For the purpose of making better postal arrangements between Hong Kong and the United States of America, the Undersigned, Arthur Stewart Raikes, His Britannic Majesty's Chargé d'Affaires, and Henry C. Payne, Postmaster-General of the United States of America, by virtue of authority vested in them, have agreed upon the following Articles for the establishment of a Parcels-Post system of exchanges between Hong Kong and the United States :—

ARTICLE I.

The provisions of this Convention relate only to parcels of mail matter to be exchanged by the system herein provided for, and do not affect the arrangements now existing under the Universal Postal Union Convention, which will continue as heretofore; and all the Agreements hereinafter contained apply exclusively to mails exchanged under these Articles.

ARTICLE II.

1. There shall be admitted to the mails exchanged under this Convention, articles of merchandize and mail matter — except letters, post-cards, and written matter — of all kinds, that are admitted under any conditions to the domestic mails of the country of origin, except that no packet may exceed four pounds six ounces (or two kilograms) in weight, nor the following dimensions : Greatest length in any direction, three feet six inches ; greatest length and girth combined, six feet ; and must be so wrapped or enclosed as to permit their contents to be easily examined by postmasters and customs officers ; and except that the following articles are prohibited admission to the mails exchanged under this Convention : —

Publications which violate the copyright laws of the country of destination ; poisons, and explosive or inflammable substances ; fatty substances, liquids, and those which easily liquefy ; confections and pastes ; live or dead animals, except dead insects and reptiles when thoroughly dried ; fruits and vegetables which easily decompose, and substances which exhale a bad odour ; lottery tickets, lottery advertisements, or lottery circulars ; all obscene or immoral articles ; articles which may in any way damage or destroy the mails, or injure the persons handling them.

2. All admissible articles of merchandize mailed in one country for the other, or received in one country from the other, shall be free from any detention or inspection whatever, except such as is required for collection of customs duties ; and shall be forwarded by the most speedy means to their destination, being subject in their transmission to the laws and regulations of each country, respectively.

ARTICLE III.

1. A letter or communication of the nature of personal correspondence must not accompany, be written on, or enclosed with any parcel.

2. If such be found, the letter will be placed in the mails if separable, and if the communication be inseparably attached, the whole package will be rejected. If, however, any such should inadvertently be forwarded, the country of destination will collect on the letter or letters double rates of postage according to the Universal Postal Union Convention.

3. No parcel may contain packages intended for delivery at an address other than that borne by the parcel itself. If such enclosed packages be detected, they must be sent forward singly charged with new and distinct Parcels-Post rates.

ARTICLE IV.

1. The following rates of postage shall in all cases be required to be *fully prepaid* with postage stamps of the country of origin, viz. : —

2. In Hong Kong, for a parcel not exceeding one pound in weight, thirty-five cents, and for each additional pound, or fraction of a pound, thirty-five cents.

3. In the United States, for a parcel not exceeding one pound in weight, twelve cents, and for each additional pound, or fraction of a pound, twelve cents.

4. The parcels shall be promptly delivered to addressees at the post offices of address in the country of destination, free of charge for postage; but the country of destination may, at its option, levy and collect from the addressee for interior service and delivery a charge the amount of which is to be fixed according to its own regulations, but which shall in no case exceed fifteen cents in Hong Kong, or five cents in the United States, for each parcel, whatever its weight.

ARTICLE V.

1. The sender will, at the time of mailing the package, receive a Certificate of Mailing from the Post Office where the package is mailed on a form like Form 1 annexed hereto.

2. The sender of a package may have the same registered in accordance with the regulations of the country of origin.

3. An acknowledgment of the delivery of a registered article shall be returned to the sender when requested; but either country may require of the sender prepayment of a fee therefor not exceeding fifteen cents in Hong Kong or five cents in the United States.

4. The addressees of registered articles shall be advised of the arrival of a package addressed to them, by a notice from the Post Office at destination.

ARTICLE VI.

1. The sender of each parcel shall make a Customs Declaration, pasted upon or attached to the package, upon a special Form provided for the purpose (see Form 2 annexed hereto) giving a general description of the parcel, an accurate statement of its contents and value, date of mailing, and the sender's signature and place of residence, and place of address.

2. The parcels in question shall be subject in the country of destination to all customs duties and all customs regulations in force in that country for the protection of its customs revenues; and the customs duties properly chargeable thereon shall be collected on delivery, in accordance with the customs regulations of the country of destination; but neither sender nor addressee shall be subject to the payment of any charge for fines or penalties on account of failure to comply with any customs regulation.

ARTICLE VII.

Each country shall retain to its own use the whole of the postages, registration and delivery fees it collects on said parcels; consequently, this Convention will give rise to no separate accounts between the two countries.

ARTICLE VIII.

1. The parcels shall be considered as a component part of the mails exchanged *direct* between Hong Kong and the United States, to be dispatched to destination by the country of origin at its cost and by such means as it provides; but must be forwarded, at the option of the dispatching office, either in boxes prepared expressly for the purpose or in ordinary mail sacks, marked "Parcels-Post", and securely sealed with wax, or otherwise, as may be mutually provided by regulations hereunder.

2. Each country shall promptly return *empty* to the dispatching office by next mail, all such bags and boxes.

3. Although articles admitted under this Convention will be transmitted as aforesaid between the exchange offices, they should be so carefully packed as to be safely transmitted in the open mails of either country, both in going to the exchange office in the country of origin and to the office of address in the country of destination.

4. Each dispatch of a Parcels-Post mail must be accompanied by a descriptive list, in duplicate, of all the parcels sent, showing distinctly the list number of each parcel, the name of the sender, the name of the addressee with address of destination, and the declared contents and value ; and must be enclosed in one of the boxes or sacks of such dispatch (see Form 3 annexed hereto).

ARTICLE IX.

Exchanges of mails under this Convention from any place in either country to any place in the other, shall be effected through the post offices of both countries already designated as exchange post offices, or through such others as may be hereafter agreed upon; under such regulations relative to the details of the exchange as may be mutually determined to be essential to the security and expedition of the mails and the protection of the customs revenues.

ARTICLE X.

1. As soon as the mail shall have reached the office of destination, that office shall check the contents of the mail.

2. In the event of the parcel bill not having been received, a substitute should be at once prepared.

3. Any errors in the entries on the parcel bill which may be discovered, should, after verification by a second officer, be corrected and noted for report to the dispatching office on a form " Verification Certificate, " which should be sent in a special envelope.

4. If a parcel advised on the bill be not received, after the non-receipt has been verified by a second officer, the entry on the bill should be cancelled and the fact reported at once.

5. If a parcel be observed to be insufficiently prepaid, it must not be taxed with deficient postage, but the circumstance must be reported on the verification certificate form.

6. Should a parcel be received in a damaged or imperfect condition, full particulars should be reported on the same form.

7. If no verification certificate or note of error be received, a parcel mail shall be considered as duly delivered, having been found on examination correct in all respects.

ARTICLE XI.

1. If a parcel cannot be delivered as addressed, or is refused, it must be returned without charge, directly to the dispatching office of exchange, at the expiration of thirty days from its receipt at the office of destination ; and the country of origin may collect from the sender, for the return of the parcel, a sum equal to the postage when first mailed.

2. When the contents of a parcel which cannot be delivered are liable

to deterioration or corruption, they may be destroyed at once, if necessary, or, if expedient, sold, without previous notice or judicial formality, for the benefit of the right person ; the particulars of each sale being noticed by one post office to the other.

3. An order for re-direction or re-forwarding must be accompanied by the amount due for postage necessary for the return of the article to the office of origin, at the ordinary parcel rates.

ARTICLE XII

The Post Office Department of either of the contracting countries will not be responsible for the loss or damage of any parcel, and no indemnity can consequently be claimed by the sender or addressee in either country.

ARTICLE XIII

The Postmaster-General of Hong Kong, and the Postmaster-General of the United States of America, shall have authority to jointly make such further regulations of order and detail as may be found necessary to carry out the present Convention from time to time ; and may, by agreement, prescribe conditions for the admission to the mails of any of the articles prohibited by Article II of this Convention.

ARTICLE XIV

This Convention shall take effect and operations thereunder shall begin on the first day of January, 1904, and shall continue in force until terminated by mutual agreement ; but may be annulled at the desire of either Department, upon six months' previous notice given to the other.

Done in duplicate, and signed at Washington, the twenty-first day of November one thousand nine hundred and three.

(L. S.) (Signed)

ARTHUR S. RAIKES.

His Britannic Majesty's Chargé d'Affaires.

(L. S.) (Signed)

HENRY C. PAYNE,

*Postmaster-General of the United States
of America.*

The foregoing Parcels-Post Convention between Hong Kong and the United States of America has been negotiated and concluded with my advice and consent, and is hereby approved and ratified.

In testimony whereof, I have caused the Seal of the United States to be hereunto affixed, this 23rd day of November, 1903.

(Signed)

THEODORE ROOSEVELT.

By the President :

JOHN HAY,

Secretary of State.

(Seal of the United States).

Washington, November 23, 1903.

FORM No. 1.
Parcels-Post.

A parcel addressed as under has been posted here this day.

Date. Stamp.

This certificate is given to inform the sender of the posting of a parcel, and does indicate that any liability in respect of such parcel attaches to the Postmaster-General.

FORM No. 2.

A.
Parcels-Post between Hong Kong and the United States.

Date. Stamp.	Forms of Customs Declaration.			Place to which the parcel is addressed.
	Description of Parcel : [state whether box, bag, basket, etc.]	Contents.	Value.	Total Customs charges.
			\$	\$
		Total.....	\$	\$

Date of posting.....19...; signature and address of sender {

For use of Post Office only, and to be filled up at the office of exchange:
Parcel Bill No.....; Number of rates prepaid.....; Entry No.....

B.

Parcels-Post from..... The import duty assessed by an officer of customs on contents of this parcel amounts to \$....., which must be paid before the parcel is delivered.	Date Stamp.
---	----------------

.....
Customs Officer.

C.

Parcels-Post from..... This parcel has been passed by an officer of customs, and must delivered Free of Charge.	Date Stamp.
---	----------------

.....
Postmaster-General.

ÉTATS-UNIS — GRANDE-BRETAGNE

Convention respecting payment of light and harbour dues by vessels of the United States in Zanzibar.*Signed at Washington, June 5, 1903.**(Ratifications exchanged at Washington, December 24, 1903).*

WHEREAS it is provided by Article III of the Treaty of Amity and Commerce concluded September 21 st, 1833, between the United States of America and His Highness the Sultan of Muscat, which Treaty was accepted by His Highness the Sultan of Zanzibar after the separation of that State from the jurisdiction of Muscat, that vessels of the United States entering any ports of the Sultan's dominions shall pay no more than five per centum duties on the cargo landed; and this shall be in full consideration of all import and export duties, tonnage, license to trade, pilotage, anchorage, or any other charge whatever;

And whereas no provision is made in the above-mentioned treaty nor in any subsequent agreement for the payment of light and harbour dues in the dominions of His Highness the Sultan;

And whereas His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, acting in the name of His Highness the Sultan of Zanzibar, and the United States of America are desirous, in the interest of commerce, of so amending the said Article III of the said Treaty of Amity and Commerce of September 21 st, 1833, as to permit the imposition of light dues at the rate of one anna upon every registered ton, with an added harbour due of one anna upon every registered ton, on vessels of the United States entering the ports in the islands of Zanzibar and Pemba:

Now, therefore, the High Contracting Parties have to that end resolved to conclude a Convention, and have for this purpose appointed their Plenipotentiaries, to wit:

His Britannic Majesty, the Right Honourable Sir Michael H. Herbert, G.C.M.G., C.B., His Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary; and

The President of the United States of America, John Hay, Secretary of State of the United States;

Who, having exhibited each to the other their respective full powers, which were found to be in due and proper form, have agreed upon the following Articles:

ARTICLE I.

It is understood and agreed between the High Contracting Parties that nothing contained in said Article III of the said Convention of September 21 st, 1833, shall be construed as preventing the imposition on and collection from vessels of the United States entering any port in the islands of Zanzibar and Pemba of a light due of one anna per registered ton and an added harbour due of one anna per registered ton, His Britannic Majesty, acting in the name of His Highness the Sultan of Zanzibar, engaging that the light and harbour dues so imposed and collected

shall be applied to the contruction and maintenance of lighthouses and buoys for the proper lighting of the coasts of the said islands.

ARTICLE II.

It is further understood and agreed between the High Contracting Parties that the consent of the United States to the imposition and collection of the light and harbour dues aforesaid is given on the conditions :

1. That really adequate lighthouses are provided and maintained ; also that lights shall be placed upon the buoys when required by American vessels entering or leaving the harbour of Zanzibar at night.

2. That accounts of the receipts and expenditure of the dues are carefully kept and published.

3. That provision be made for the reduction of the dues if they should hereafter become disproportionate to the expenditure.

4. That the consent of all the other Powers having Treaties with Zanzibar be given to the imposition of the said light and harbour dues on their vessels, and that vessels of the United States be subject to no differential treatment.

ARTICLE III

The present Convention shall be ratified by His Britannic Majesty, and by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate thereof, and the ratifications shall be exchanged in the City of Washington as soon as practicable.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto their respective seals.

Done at the City of Washington, this fifth day of June, in the year one thousand nine hundred and three.

(L. S.)	MICHAEL H. HERBERT.
(L. S.)	JOHN HAY.

GRANDE-BRETAGNE — JAPON

Protocol for submitting to arbitration certain questions as to the interpretation of Treaties with Japan with regard to leases held in perpetuity.

(Similar Protocols concluded by the Representatives at Tôkiô of France and Germany).

Signed at Tôkiô, August 28, 1902.

WHEREAS a dispute has arisen between the Government of Japan on the one side, and the Governments of Great Britain, France, and Germany on the other, respecting the true intent and meaning of the following provisions of the Treaties and other engagements respectively existing between them, that is to say :

Paragraph 4, Article XVIII, of the Treaty of Commerce and Navigation of April 4, 1896, between Japan and Germany: « Sobald diese Einverleibung erfolgt » (that is to say, when the several foreign Settlements in Japan shall have been incorporated with the respective Japanese communes) « sollen die bestehenden, zeitlich unbegrenzten Ueberlassungsverträge, unter welchen jetzt in den gedachten Niederlassungen Grundstücke besessen werden, bestätigt und hinsichtlich dieser Grundstücke sollen keine Bedingungen irgend einer anderen Art auferlegt werden, als sie in den bestehenden Ueberlassungsverträgen enthalten sind »; and § 3 of the complementary communication of the same date from the German Secretary for Foreign Affairs to the Japanese Minister at Berlin: « 3. dass, da das Eigenthum an den im Artikel XVIII des Vertrages erwähnten Niederlassungsgrundstücken dem Japanischen Staate verbleibt, die Besitzer oder deren Rechtsnachfolger für ihre Grundstücke ausser dem kontraktmässigen Grundzins Abgaben oder Steuern irgend welcher Art nicht zu entrichten haben werden »; and the clause in the reply of the Japanese Minister of the same date, to the foregoing communication: « Dass die darin unter Nummer 1 bis 4 zum Ausdruck gebrachten Voraussetzungen, welche den Erwerb dinglicher Rechte an Grundstücken, die Errichtung von Waarenhäusern, die Steuerfreiheit der Grundstücke in den Fremdenniederlassungen und die Erhaltung wolherworbener Rechte nach Ablauf des Vertrages zum Gegenstande haben, in allen Punkten zutreffend sind »;

Paragraph 4, Article XXI, of the Revised Treaty of August 4, 1896, between Japan and France: « Lorsque les changements ci-dessus indiqués auront été effectués » (that is to say, when the several foreign Settlements in Japan shall have been incorporated with the respective Japanese communes and made a part of the municipal system of Japan, and when the competent Japanese authorities shall have assumed all municipal obligations and duties, and the municipal funds and property belonging to such Settlements shall have been transferred to said Japanese authorities), les baux à perpétuité en vertu desquels les étrangers possèdent actuellement des propriétés de cette nature ne donneront lieu à aucuns impôts, taxes, charges, contributions ou conditions quelconques autres que ceux expressément stipulés dans les baux en question »; and

Paragraph 4, Article XVIII, of the Revised Treaty of July 16, 1894, between Japan and Great Britain: « When such incorporation takes place » (that is to say, when the several foreign Settlements in Japan shall have been incorporated with the respective Japanese communes), « existing leases in perpetuity under which property is now held in the said Settlements shall be confirmed, and no conditions whatsoever other than those contained in such existing leases shall be imposed in respect of such property »; and

Whereas the controversy is not amenable to ordinary diplomatic methods; and

Whereas the Powers at variance, co-Signatories of the Convention of the Hague for the peaceful adjustment of international differences, have resolved to terminate the controversy by referring the question at issue to impartial arbitration in accordance with the provisions of said Convention;

The said Powers have, with a view to carry out that Resolution, authorized the following Representatives, that is to say:

The Government of Great Britain : Sir Claude Maxwell Mac Donald, G.C.M.G., K.C.B., His Britannic Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

The Government of France : M. G. Dubail, Minister Plenipotentiary, Chargé d'Affaires of France ;

The Government of Germany : Count von Arco Valley, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty the German Emperor, King of Prussia ;

The Government of Japan : Baron Komura Jutaro, His Imperial Japanese Majesty's Minister of State for Foreign Affairs ;

To conclude the following Protocol : —

I. The Powers in difference agree that the Arbitral Tribunal, to which the question at issue is to be submitted for final decision, shall be composed of three members, who are members of the Permanent Court of Arbitration of the Hague, to be selected in the following manner : —

Each Party, as soon as possible, and not later than two months after the date of this Protocol, to name one Arbitrator, and the two Arbitrators so named together to choose an Umpire. In case the two Arbitrators fail for the period of two months after their appointment to choose an Umpire, His Majesty the King of Sweden and Norway shall be requested to name an Umpire.

II. The question at issue upon which the Parties to this Arbitration request the Arbitral Tribunal to pronounce a final decision is as follows : —

Whether or not the provisions of the Treaties and other engagements above quoted exempt only land held under leases in perpetuity granted by or on behalf of the Japanese Government, or land and buildings of whatever description, constructed or which may hereafter be constructed on such land, from any imposts, taxes, charges, contributions or conditions whatsoever, other than those expressly stipulated in the leases in question.

III. Within eight months (1) after the date of this Protocol, each Party shall deliver to the several members of the Arbitral Tribunal and to the other Party complete written or printed copies of the Case, evidence and arguments upon which it relies in the present Arbitration. And not later than six months thereafter a similar delivery shall be made of written or printed copies of the Counter-Cases, additional evidence, and final arguments of the two Parties ; it being understood that such Counter-Cases, additional evidence and final arguments shall be limited to answering the principal Cases, evidence, and arguments previously delivered.

IV. Each Party shall have the right to submit to the Arbitral Tribunal, as evidence in the Case, all such documents, records, official correspondences, and other official or public statements or acts bearing on the subject of this Arbitration, as it may consider necessary. But if in its Case, Counter-Case, or arguments submitted to the Tribunal either Party shall have specified or alluded to any document or paper in its own exclusive possession without annexing a copy, such Party shall be bound, if the other Party thinks proper to apply for it, to furnish that Party with a copy thereof within thirty days after such application is made.

(1) Period subsequently extended to one year, i.e., to August 28, 1903.

V. Either Party may, if it thinks fit, but subject to the right of reply on the part of the other Party within such time as may be fixed by the Arbitral Tribunal, present to the Tribunal for such action as the Tribunal may deem proper, a statement of objections to the Counter-Case, additional evidence, and final arguments of the other Party, if it is of opinion that those documents or any of them are irrelevant, erroneous or not strictly limited to answering its principal Case, evidence, and arguments.

VI. No papers or communications, other than those contemplated by sections III and V of this Protocol, either written or oral, shall be admitted or considered in the present Arbitration unless the Arbitral Tribunal shall request from either Party additional or supplementary explanation or information to be given in writing. If the explanation or information is given, the other Party shall have the right to present a written reply within such time as may be fixed by the Arbitral Tribunal.

VII. The Tribunal shall meet at a place to be designated later by the Parties, as soon as practicable, but not earlier than two months nor later than three months after the delivery of the Counter-Cases as provided in section III of this Protocol, and shall proceed impartially and carefully to examine and decide the question at issue. The decision of the Tribunal shall, if possible, be pronounced within one month after the President thereof shall have declared the arbitral hearing closed.

VIII. For the purposes of this Arbitration, the Government of Japan shall be regarded as one Party, and the Governments of Great Britain, France and Germany, jointly, shall be regarded as the other Party.

IX. So far as is not otherwise provided in this Protocol, the provisions of the Convention of the Hague for the peaceful adjustment of international differences, shall apply to this Arbitration.

Done at Tôkiô this 28th day of August, 1902, corresponding to the 28th day of the 8th month of the 35th year of Meiji.

(Signed) CLAUDE M. MacDONALD.
JUTARO KOMURA.

RUSSIE — SUISSE

Déclaration entre la Russie et la Suisse concernant la situation des Sociétés par actions (anonymes) et autres associations commerciales, industrielles et financières.

19 OCTOBRE 1903¹.

Le Gouvernement Impérial de Russie et le Conseil Fédéral Suisse ayant jugé utile de régler réciproquement la situation des sociétés par actions (anonymes) et autres associations commerciales, industrielles et financières, les soussignés, en vertu de l'autorisation qui leur a été conférée, sont convenus de ce qui suit :

Les sociétés par actions (anonymes) et autres associations commerciales, industrielles et financières domiciliées dans l'un des deux pays et à condition qu'elles y aient été valablement constituées conformément aux

(1) *Bulletin des lois russes*, n° 134.

lois en vigueur, seront reconnues comme ayant l'existence légale dans l'autre pays, et elles y auront notamment le droit d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action soit pour s'y défendre.

Il est entendu que la stipulation qui précède ne concerne point la question de savoir si une pareille société constituée dans l'un des deux pays sera admise ou non dans l'autre pays pour y exercer son commerce et son industrie, cette admission restant toujours soumise aux prescriptions qui existent à cet égard dans ce dernier pays. Il est entendu que les droits reconnus aux sociétés suisses en Russie et russes en Suisse ne pourront en aucun cas déroger aux règles impératives et d'ordre public de la législation interne et que les dites sociétés étrangères ne pourront jouir de droits plus étendus que celles du pays.

Le présent arrangement entrera en vigueur le 1^{er} Novembre 1903, et il ne cessera ses effets qu'un an après la dénonciation qui en serait faite de part ou d'autre.

Berne, le 19 Octobre 1903.

Pour la Russie :
Le Plénipotentiaire,
(signé) V. JADOVSKI.
(L. S.)

Pour la Suisse :
Le Plénipotentiaire,
(Signé) BRENNER.
(L. S.)

ARGENTINE — URUGUAY

Traité d'arbitrage en vue de résoudre à l'amiable toutes les questions qui pourraient s'élever entre les deux pays, signé à Buenos-Ayres le 8 juin 1899, suivi d'un arrangement signé à Buenos-Ayres le 21 décembre 1901 (1).

Los Gobiernos de la Republica Argentina y de la Republica Oriental del Uruguay, animados del común deseo de solucionar por medios amistosos cualquier cuestión que pudiera suscitarse entre ambos países, han resuelto celebrar un tratado general de arbitraje á cuyo efecto nombran como sus Plenipotenciarios, á saber:

El Excmo. señor Presidente de la República Argentina á su Ministro Secretario en el Departamento de Relaciones Exteriores y Culto, Doctor don Amancio Alcorta ; y.

El Excmo. señor Presidente de la República Oriental del Uruguay á su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario en la República Argentina, Doctor Don Gonzalo Ramirez,

Quienes, una vez comunicados sus Plenos Poderes que fueron hallados en buena y debida forma, convinieron en los artículos siguientes :

Art. 1^o Las Altas Partes Contratantes se obligan á someter á juicio arbitral, todas las controversias, de cualquier naturaleza, que por cualquier causa surgieren entre ellas, en cuanto no afecten á los preceptos de de la Constitución de uno ú otro país y siempre que no puedan ser solucionadas mediante negociaciones directas.

(1) *Boletin Oficial de la Republica Argentina Ano X. Num 2504.* Les ratifications ont été échangées à Buenos-Ayres le 18 janvier 1902.

Art. 2º No pueden renovarse, en virtud de este tratado, las cuestiones que hayan sido objeto de arreglos definitivos entre las partes. En tales casos, el arbitraje se limitará exclusivamente á las cuestiones que se susciten sobre validez, interpretación y cumplimiento de dichos arreglos.

Art. 3º En cada caso ocurrente se constituirá el Tribunal arbitral que deba resolver la controversia suscitada.

Si no hubiera conformidad en la constitución del Tribunal; éste se compondrá de tres jueces. Cada Estado nombrará un Arbitro y éstos designarán el tercero. Si no pudiesen ponerse de acuerdo sobre esa designación, la hará el Jefe de un tercer Estado que indicarán los árbitros nombrados por las partes. No poniéndose de acuerdo para este último nombramiento, se solicitará su designación del Presidente de la República Francesa. El Arbitro así elegido será de derecho Presidente del Tribunal.

No podrá nombrarse Arbitro tercero á la persona que en ese carácter haya sentenciado ya en un juicio arbitral, con arreglo á este tratado.

Art. 4º Ninguno de los Arbitros podrá ser ciudadano de los Estados Contratantes, ni domiciliado en su territorio. Tampoco podrá tener interés en las cuestiones que sean objeto del arbitraje.

Art. 5º En caso de no aceptación, renuncia ó impedimento sobreviniente de uno ó más de los Arbitros, se proveerá su substición por el mismo procedimiento adoptado para su nombramiento.

Art. 6º Los puntos comprometidos se fijarán por los Estados Contratantes que podrán también determinar la amplitud de los poderes de los árbitros y cualquier otra circunstancia relativa al procedimiento.

Art. 7º En defecto de estipulaciones especiales entre las partes, corresponde al Tribunal designar la época y el lugar de sus sesiones fuera del territorio de los Estados Contratantes, elegir el idioma que deberá emplearse, determinar los métodos de substanciación, las formalidades y términos que se prescribirán á las partes, los procedimientos á seguirse, y, en general, tomar todas las medidas que sean necesarias para su propio funcionamiento y resolver todas las dificultades procesales que pudiesen surgir en el curso del debate.

Los comprometidos se obligan á poner á disposición de los árbitros todos los medios de información que de ellos dependan.

Art. 8º Cada una de las partes podrá constituir uno ó más mandatarios que la representen ante el Tribunal Arbitral.

Art. 9º El Tribunal es competente para decidir sobre la regularidad de su propia constitución, validez del compromiso y su interpretación. Lo es igualmente para resolver las controversias que surjan entre los comprometidos sobre si determinadas cuestiones han sido ó no puntos sometidos á la jurisdicción arbitral, en la escritura de compromiso.

Art. 10. El Tribunal deberá decidir de acuerdo con los principios del Derecho Internacional, á menos que el compromiso imponga la aplicación de reglas especiales ó autorice á los árbitros á decidir como amigables componedores.

Art. 11. No podrá formarse Tribunal sin la concurrencia de los tres árbitros. En el caso que la minoría, debidamente citada, no quisiese asistir á las deliberaciones ó á otros actos del proceso, se formará Tribunal con sólo la mayoría de los árbitros haciéndose constar la inasistencia voluntaria é injustificada de la minoría.

Se tendrá como sentencia la que resuelva la mayoría de los árbitros,

pero si el árbitro tercero no aceptase el parecer de ninguno de los Árbitros nombrados por las partes, su dictámen será cosa juzgada.

Art. 12. La sentencia deberá decidir definitivamente cada punto en litigio y con expresión de sus fundamentos.

Será redactada en doble original y firmada por todos los árbitros. Si alguno de ellos se negase á suscribir, los otros deberán hacer mención en ácta especial de esta circunstancia y la sentencia producirá efecto siempre que esté firmada por la mayoría de los árbitros. El árbitro en disidencia se limitará á hacer constar su discordia en el acto de firmar la sentencia y sin expresión de sus fundamentos.

Art. 13. La sentencia deberá ser notificada á cada una de las partes por medio de su representante ante el Tribunal.

Art. 14. La sentencia legalmente pronunciada decide dentro de los límites de su alcance la contienda entre las partes.

Art. 15. El Tribunal establecerá en la sentencia el plazo dentro del cual debe ser ejecutada siendo competente para decidir las cuestiones que pueden surgir con motivo de la ejecución de la misma.

Art. 16. La sentencia es inapelable y su cumplimiento está confiado al honor de las naciones signatarias de este pacto.

Sin embargo, se admitirá el recurso de revisión ante el mismo Tribunal, que la pronunció, siempre que se deduzca antes de vencido el plazo señalado para su ejecución, en los siguientes casos :

1º Si se ha dictado sentencia en virtud de un documento falso ó adulterado.

2º Si la sentencia ha sido en todo ó en parte la consecuencia de un error de hecho, que resulte de las actuaciones ó documentos de la causa.

Art. 17. Cada una de las partes pagará los gastos propios y la mitad de los gastos generales del Tribunal Arbitral.

Art. 18. El presente tratado estará en vigor durante diez años, á contar desde el canje de las ratificaciones. Si no fuese denunciado seis meses antes de su vencimiento, se tendrá por renovado por otro periodo de diez años y así sucesivamente.

El presente tratado será ratificado y canjeadas sus ratificaciones en Buenos Aires, dentro de seis meses de su fecha.

En fe de lo cual, los Plenipotenciarios de la República Argentina y de la República Oriental del Uruguay, firmaron y sellaron con sus respectivos sellos, y por duplicado, el presente Tratado, en la Ciudad de Buenos Aires, á los ocho dias del mes de Junio del año de mil ochocientos noventa y nueve.

(L. S.) *Amancio Alcorta.*

(L. S.) *Gonzalo Ramirez.*

Reunidos en el Despacho del Ministerio de Relaciones Exteriores de la República Argentina, SS. EE. el señor Doctor don Amancio Alcorta, Ministro de Relaciones Exteriores de la República Argentina, y el señor Doctor don Gonzalo Ramirez, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de la República Oriental del Uruguay, conformes en el propósito de modificar el Tratado General de Arbitraje celebrado entre ambos Gobiernos en 8 de Junio de 1899, en la parte que trata de la for-

mación del Tribunal Arbitral, y con el objeto de asegurar su constitución sin los inconvenientes propios de un Tribunal permanente, han convenido en lo siguiente :

El artículo 3º del Tratado referido queda modificado como sigue:

Art. 3. En cada casa ocurrente se constituirá el Tribunal arbitral que deba resolver la controversia suscitada. Sino hubiera confirmidad en la constitución del Tribunal, éste se compondrá de tres jueces.

Cada Estado nombrará un Arbitro y éstos designarán el tercero.

Sino pudiesen ponerse de acuerdo sobre esta designación, lo hará el Jefe de un tercer Estado que indicarán los árbitros nombrados por las partes. No poniéndose de acuerdo para este último nombramiento, cada parte designará una Potencia diferente, y la elección del tercer Arbitro será hecha por las dos Potencias así designadas.

El Arbitro así elegido será de derecho Presidente del Tribunal.

No podrá nombrarse Arbitro tercero á la persona que en ese carácter haya sentenciado ya en un juicio arbitral con arreglo á este tratado.

El presente Protocolo será ratificado y canjeado simultáneamente con el Tratado de Arbitraje del que formará parte integrante.

En fe de lo cual lo firman en dos ejemplares en la Ciudad de Buenos Aires, á los veintiún días del mes de Diciembre del año mil novecientos uno.

(L. S.) *Amancio Alcorta.*

(L. S.) *Gonzalo Ramirez.*

(à suivre).

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

Conférence préliminaire concernant la Télégraphie sans fil

MATÉRIAUX

SOUMIS PAR L'OFFICE ALLEMAND A LA DISCUSSION DE LA CONFÉRENCE

Avant-projet	Questions subsidiaires
<p>ARTICLE 1^{er}.</p> <p>Les stations de télégraphie sans fil (radiotélégraphiques), destinées aux communications avec les navires en mer, seront soumises aux dispositions suivantes.</p> <p>§ 1^{er}. Les radiotélégrammes de provenance et à destination des navires seront reçus et expédiés sans égard au système employé.</p>	<p>Y a-t-il lieu de réglementer également l'échange :</p> <ul style="list-style-type: none">(a) entre les navires,(b) entre les stations côtières? <p>(a) Faut-il imposer au propriétaire de la station le devoir</p> <ul style="list-style-type: none">(α) de se mettre en rapport, après appel, avec toute personne sans exception ;(β) d'expédier par la voie la plus courte le télégramme recueilli?

Avant-projet	Questions subsidiaires
<p>§ 2. Les longueurs d'onde employées par les stations côtières pour le trafic maritime général feront l'objet d'un avis public.</p> <p>Il est admis de s'entendre sur l'emploi des ondes d'une longueur spéciale qui n'est pas soumise à la publication.</p> <p>§ 3. Les taxes pour l'échange des radiotélégrammes entre les stations côtières et les navires doivent être raisonnables. La moitié des taxes reviendra aux stations côtières, l'autre aux postes à bord des navires.</p>	<p>(b) Peut-on admettre des systèmes qui exigent une syntonisation subtile?</p> <p>(c) Ou bien y a-t-il lieu d'imposer le devoir d'établir l'installation de manière à s'adapter, autant que possible, à tous les systèmes?</p> <p>(a) Faut-il prescrire des longueurs d'onde déterminées?</p> <p>(b) Y a-t-il lieu d'exiger la publication de l'installation technique de toutes les stations?</p> <p>(c) Ou bien cette publication doit-elle porter uniquement sur le système employé?</p> <p>(d) Faut-il publier la portée maximum des stations?</p> <p>(a) Ou bien un autre mode de répartition serait-il préférable?</p> <p>(b) Faut-il établir une comptabilité internationale pour assurer le paiement des taxes?</p>
<p>ARTICLE II.</p> <p>L'établissement et l'exploitation des stations radiotélégraphiques, destinées à l'échange avec les navires en mer, ne seront concédés qu'aux entrepreneurs qui se seront soumis aux conditions énumérées sous Art. I.</p>	

Avant-projet

Les taxes doivent être approuvées par le Gouvernement sur le territoire duquel se trouve la station côtière.

Seront exclus les entrepreneurs qui, dans des pays non contractants, refuseraient d'entrer en communication avec les stations à bord des navires munies d'un système différent, ou qui chercheraient, d'une manière quelconque, à la rendre difficile.

ARTICLE III.

Un règlement d'exécution fixera des règles uniformes pour le service des stations côtières avec les stations à bord des navires.

Ces stations seront tenues à observer les dispositions de ce règlement.

ARTICLE IV.

Les dispositions de la Présente Convention ne seront pas applicables aux stations radiotélégraphiques destinées exclusivement à la communication avec les vaisseaux de guerre.

ARTICLE V.

Les Pays qui n'ont point adhéré à la Présente Convention, y seront admis sur leur demande.

Questions subsidiaires

Faut-il établir d'office un contrôle quant à l'observation des conditions imposées aux stations?

Faut-il créer des prérogatives en faveur des navires en détresse?

Toutefois ne conviendrait-il pas de leur imposer le devoir de prêter, autant que possible, assistance aux navires en danger?

PROCÈS-VERBAUX

CONFÉRENCE PRÉLIMINAIRE CONCERNANT LA TÉLÉGRAPHIE SANS FIL

PREMIÈRE SEANCE

4 Août 1903.

La conférence préliminaire concernant la télégraphie sans fil, convoquée par le Gouvernement allemand, s'est réunie à midi, le mardi 4 août, dans la grande salle des séances du Reichs-Postamt à Berlin.

Sont présents :

Pour l'Allemagne

MM. les Délégués :

SYDOW, Sous-Secrétaire d'État au Département des Postes de l'Empire,

LE PROFESSEUR DOCTEUR STRECKER, Conseiller intime au Département des Postes de l'Empire,

WACHENFELD, Conseiller intime au Département des Postes de l'Empire,

SCHRADER, Conseiller au Département des Postes de l'Empire,

LE CONSUL FLUEGEL, Conseiller de Légation,

LE CAPITAINE DE CORVETTE RIEVE,

LE LIEUTENANT-CAPITAINE MOST,

LE DOCTEUR FELISCH, Conseiller intime d'Amirauté,

LE DOCTEUR BEGGEROW, aide-physicien,

LE CAPITAINE OSCHMANN,

LE MAJOR KLUSSMANN, Chef du bataillon de l'Aérostation Militaire,

et MM. :

FUHRKEN, Inspecteur Supérieur des Postes,

LINDOW, Inspecteur Supérieur des Postes,

PFITZNER, Inspecteur Supérieur des Postes,

OBERLAENDER, Secrétaire Supérieur des Postes, Secrétaires de la conférence.

Pour l'Autriche

MM. les Délégués :

ADALBERT VON STIBRAL, Conseiller de Section au Ministère du Commerce,

ARTHUR LINNINGER, Commissaire Supérieur des Constructions techniques,

LE CAPITAINE DE CORVETTE LÉOPOLD SELLNER (voir Hongrie).

Pour l'Espagne

MM. les Délégués :

DON ISIDRO CALVO Y JUANA, Major du Génie,
 Chef de l'Escadre de l'Aérostation Militaire.
 DON ANTONIO PELAEZ CAMPOMANES, Lieutenant en
 premier au Régiment des Télégraphes,
 DON MATEO GARCIA DE LOS REYES, Lieutenant de
 Vaisseau.

Pour les États-Unis
d'Amérique

MM. les Délégués :

LE GÉNÉRAL A. W. GREELY, Chef du Service
 Militaire Télégraphique.
 LE COMMANDANT DE VAISSEAU F. M. BARBER,
 JOHN I. WATERBURY, Délégué spécial.

Pour la France

MM. les Délégués :

BORDELONGUE, Directeur de l'Exploitation électri-
 que au Ministère du Commerce et de l'Indus-
 trie, des Postes et des Télégraphes,
 SINS, Ingénieur des Télégraphes, chef du Bureau
 de la Correspondance télégraphique interna-
 tionale,
 LE LIEUTENANT-COLONEL BOULANGER,
 LE CAPITAINE DE VAISSEAU ARAGO,
 LE COMMANDANT HOUDAILLE,
 MAGNE, Inspecteur des Télégraphes.

Pour la Grande-
Bretagne

MM. les Délégués :

J. C. LAMB, C.B., C.M.G., Second Secrétaire du
 Post Office,
 J. GAVEY, C.B., Ingénieur en Chef,
 R. J. MACKAY, Chef de Section au Post Office,
 LE COLONEL DU GÉNIE R. L. HIPPISEY, C. B.,
 LE CAPITAINE DE VAISSEAU H. L. HEATH, Directeur-
 adjoint du Service des Reconnaissances Mari-
 times.
 LE LIEUTENANT DE VAISSEAU CHRISTOPHER R. PAYNE.

Pour la Hongrie

MM. les Délégués :

CHARLES FOLLÉRT, Directeur Supérieur des Postes
 et des Télégraphes,
 ANDRÉ KOLOSSVARY, Directeur des Postes et des
 Télégraphes,
 JOSEF HOLLOS, Ingénieur en chef,
 LE CAPITAINE DE CORVETTE LÉOPOLD SELLNER (voir
 Autriche).

Pour l'Italie

MM. les Délégués :

LE CONTRE-AMIRAL CHARLES GRILLO,
 LE CAPITAINE DE CORVETTE QUINTINO BONOMO DEL
 CASALE,
 LE MARQUIS LUIGI SOLARI, Lieutenant de Vaisseau.
 LE COMMANDEUR FEDELE CARDARELLI, Chef de Divi-
 sion au Ministère des Postes.

Pour la Russie

MM. les Délégués :

LE CAPITAINE DE VAISSEAU SALEWSKY,

LE PROFESSEUR OSADSCHY, Conseiller d'État, Chef de la Section Technique de la Direction Générale des Postes et des Télégraphes,

BILIBINE, Conseiller d'État, Chef du Bureau des relations internationales postales et télégraphiques à la Direction Générale des Postes et des Télégraphes.

POPOFF, Conseiller d'État, Professeur de l'Institut Electrotechnique Alexandre III.

A midi et quart M. KRAETKE, Secrétaire d'État du Département des Postes de l'Empire d'Allemagne, prend place au fauteuil de la Présidence et prononce le discours d'ouverture suivant :

« MESSIEURS,

« Je suis heureux de pouvoir vous souhaiter cordialement la bienvenue au nom du Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne. Je tiens à exprimer toute ma reconnaissance aux Gouvernements qui sont représentés ici de la courtoisie avec laquelle ils ont donné suite à notre invitation pour la conférence préliminaire, dont les résultats ne manqueront pas de créer le fond pour une réglementation internationale du service radiographique.

« Il y a peu d'années seulement que la télégraphie sans fil est entrée dans le rang des moyens de communication, mais la découverte de ses éléments remonte au delà du milieu du siècle écoulé. Des savants et des techniciens de toutes les nations y ont collaboré.

« Après que le célèbre Faraday eut reconnu la formation des ondes qui se répandent dans l'espace, Maxwell fonda la théorie de leur transmission et de la vitesse de leur propagation et démontra leur analogie avec les vibrations lumineuses. Il était réservé au génie du physicien Hertz de confirmer ces théories par ses recherches : la désignation des « ondes Hertiennes », adoptée par le monde savant, soutient la mémoire de ses mérites. Il appartient à Lord Kelvin d'avoir examiné les phénomènes produits par la décharge des bouteilles de Leyde et d'avoir constaté, d'une manière reconnue parfaite jusqu'à nos jours, le caractère oscillatoire de ces décharges et leur dépendance de la valeur de la self-induction et de la capacité.

« C'est Hughes, le célèbre inventeur du premier télégraphe imprimeur et du microphone, qui posait en 1877 la première pierre pour la radiographie pratique par ses expériences détaillées qui démontrèrent la possibilité de télégraphier à travers l'espace jusqu'à une distance de 500 mètres et au delà. Mais la voie trouvée par Hughes n'a pas été suivie plus tard.

« En 1890 Branly a le premier montré le chemin de l'action d'une décharge oscillatrice à travers l'espace sur un tube rempli de limaille. A sa suite Lodge a indiqué les avantages qu'on peut fournir par ce dispositif pour révéler les ondes électriques.

« En 1895 Popoff, à l'occasion de ses recherches qui avaient pour but

d'examiner les perturbations électriques de l'atmosphère, imagina de produire des signaux télégraphiques au moyen des ondes hertziennes : c'est à lui que nous devons le premier appareil radiographique. Marconi, en appliquant le premier une antenne au dispositif du poste transmetteur, a ouvert de nouvelles voies à l'exploitation pratique de la télégraphie sans fil. En même temps de nombreux inventeurs de grand mérite ont fait de leur mieux pour perfectionner le nouveau moyen de communication. Les noms des Braun, Ducretet, De Forest, Fessenden, Righi, Slaby, Arco, Tesla sont appréciés par tout le monde. Il me faut renoncer à les énumérer au grand complet.

« Nous devons la radiographie à la collaboration spirituelle de presque toutes les grandes nations. Les communications entre les côtes et les navires d'une part et entre les différents navires d'autre part ont obtenu subitement une grande importance. C'est grâce à la radiographie que des communications ont été créées entre les points du globe qui jusqu'ici étaient privés d'un tel échange. En pleine mer, encore loin des stations reliées au réseau des câbles et des fils aériens, les navires sont mis en état d'annoncer leur arrivée par la transmission des ondes électriques et de mettre à même les frêteurs de préparer sans délai la réception et l'expédition des passagers, des dépêches et des cargaisons, chaque heure d'épargne de temps, due aux messages radiographiques, rapportant un bénéfice considérable. Le passager en haute mer trouve la possibilité d'annoncer à sa famille son arrivée et l'état de sa santé.

« Les navires en détresse qui, jusqu'à nos jours, étaient hors d'état de demander du secours à moins qu'un navire charitable ne s'approchât par hasard, ont l'occasion d'appeler au sauvetage, à une distance de centaines de kilomètres, les navires de passage ou les stations maritimes de la côte et d'assurer ainsi la vie et les biens de leurs passagers.

« Toutefois il ne faut pas se dissimuler que trop d'obstacles s'opposent encore, à l'heure qu'il est, à l'exploitation du nouveau moyen de communication. Le secret des messages transmis et le fonctionnement simultané non interrompu de plusieurs stations ne sont pas encore assurés.

« Néanmoins, et dans son développement actuel, le nouveau service est déjà d'une importance telle qu'il a besoin d'une protection non seulement dans les limites d'un seul pays, mais au delà, dans la communauté des nations. Il importe de fixer des dispositions qui sont de nature à assurer, en plaçant l'intérêt général au-dessus des intérêts locaux, l'exploitation du nouveau service. De même que la télégraphie sans fil n'est pas le produit d'une seule nation, de même qu'elle lance ses ondes au delà des frontières qui séparent les nations, la protection nécessaire de son libre développement ne pourra être assurée que par le concours de toutes les nations maritimes au moyen d'une entente internationale. C'est la tâche de votre réunion de chercher la base pour une telle protection, de laquelle profiteraient tous les établissements radiographiques sans distinction du système adopté.

« En souhaitant que les résultats de votre travail contribuent à un nouveau progrès dans les communications internationales et dans le bon rapport entre les nations, j'invite Monsieur le Sous-Secrétaire d'État à ouvrir la discussion. »

(Vifs applaudissements).

M. LAMB, délégué de la Grande-Bretagne, répond à ce discours dans les termes suivants :

« En ma qualité de Président de la Conférence télégraphique qui vient de se terminer à Londres, je me permets de prendre la parole pour exprimer tout d'abord à Son Excellence M. le Secrétaire d'Etat nos remerciements les plus cordiaux pour son éloquente allocution.

« J'invite en outre la Conférence qui se réunit aujourd'hui à présenter à Sa Majesté l'Empereur ses hommages très respectueux.

« On n'ignore dans aucun pays l'intérêt profond qu'a toujours montré Sa Majesté pour tout développement de la science et pour toute manifestation du progrès, et nous nous estimons heureux d'être appelés à nous réunir pour examiner la grande question de l'avenir soulevée par la télégraphie sans fil, à nous réunir ici au centre de l'Empire d'Allemagne qui a tant fait pour développer et améliorer les communications du monde entier. »

(Vifs applaudissements.)

M. SYDOW, Sous-Secrétaire d'Etat au Département des Postes, ayant pris les fonctions de Président, propose que MM. Fuhrken, Lindow, Pfitzner et Oberlaender, étant désignés pour constituer le Bureau, rédigent les procès-verbaux et que ces documents, après avoir été examinés de la part de l'Office allemand, soient distribués, comme épreuves, entre MM. les délégués. En outre M. le Président émet l'opinion qu'en raison du caractère préliminaire de la conférence, on pourrait se passer d'un règlement formel pour les délibérations.

Aucune objection n'ayant été soulevée, M. le Président propose d'ouvrir une discussion générale sur toutes les questions prévues par l'article 1^{er} de l'avant-projet allemand, se trouvant entre les mains de MM. les délégués, et continue dans les termes suivants :

« Tandis que la télégraphie sans fil n'a pas encore gagné une importance remarquable pour le trafic terrestre ni des succès généralement reconnus en ce qui concerne les transmissions entre des côtes éloignées, son importance et son utilité sont incontestables pour autant qu'il s'agit des communications entre les côtes et les navires en mer ainsi qu'entre ces navires entre eux. Favoriser un libre développement de la télégraphie radiographique sur ce territoire et écarter, dans la mesure du possible, les obstacles qui s'opposent à son emploi, semble être une tâche répondant aux intérêts communs de tous les États navigateurs.

« Le but poursuivi par les propositions sous l'article 1^{er} vise donc en première ligne à empêcher la création d'un monopole en faveur d'un seul système, en deuxième lieu à éviter les perturbations des divers systèmes entre eux.

« C'est à un tel monopole en faveur d'un seul système qu'on paraît aspirer d'un côté. Par des arrangements que la Wireless Telegraph Company a conclus avec le Lloyd britannique, ce dernier s'est engagé à employer dans ses stations exclusivement le système Marconi et à ne point les laisser communiquer avec des navires qui sont pourvus d'autres systèmes. Il a été constaté que les stations du Lloyd, en suivant ce principe, ne répondent pas aux appels des navires munis d'autres systèmes. Une pareille disposition limite d'une manière essentielle l'utilité de la télégraphie radiographique. Elle ne répond pas non plus à l'intérêt du déve-

loppement de la technique : la télégraphie sans fil est encore trop récente pour qu'on puisse accorder à un système déterminé la supériorité, la prépondérance sur tous les autres. Seulement par la libre concurrence de la science et de la technique de toutes les nations on peut s'attendre aux améliorations et aux perfectionnements, dont cette branche moderne de la technique a encore besoin dans une large mesure. Le Gouvernement allemand est d'avis que l'intérêt de la navigation aussi bien que l'intérêt de la technique exigent impérieusement de faciliter autant que possible la communication entre les stations côtières et les navires, sans égard aux systèmes existants.

« Pour la même raison le Gouvernement allemand croit nécessaire de chercher des mesures pour empêcher autant que possible les perturbations réciproques des divers systèmes. Aucun des systèmes actuellement employés dans la pratique n'a résolu d'une manière satisfaisante le problème, que deux stations, dont l'une se trouve dans la sphère d'action de l'autre, puissent communiquer avec une 3^{me} ou 4^{me} station, sans se déranger l'une l'autre. Si les divers systèmes doivent par principe être admis à la libre concurrence, il sera d'autant plus important de fixer certaines règles internationales pour limiter les perturbations réciproques autant que possible. Le Gouvernement allemand est donc d'avis que la lutte systématique contre la monopolisation de la télégraphie sans fil, la demande que les divers systèmes soient admis à la coopération et en même temps la fixation de règles pour empêcher autant que possible les perturbations réciproques sont les seuls moyens pour éviter une guerre de tous contre tous.

« La question de savoir par quelles mesures techniques et administratives on pourra atteindre ce but, devra, à mon avis, être réservée à la discussion spéciale des §§ 1^{er}, 2 et 3 de l'article I^{er} de l'avant-projet. La question de savoir jusqu'à quel point les États sont à même d'exiger l'exécution des règles concertées en refusant, le cas échéant, l'autorisation pour l'établissement de stations côtières, sera discutée sous l'article II. »

La discussion générale est continuée par M. LAMB qui s'exprime de la façon suivante :

« Le Gouvernement de la Grande-Bretagne a cru devoir accepter l'invitation courtoise du Gouvernement allemand de prendre part à cette conférence préliminaire concernant la télégraphie sans fil et il donnera aux résultats des délibérations de la conférence sa considération la plus attentive.

« Néanmoins il ne se trouve pas à même de soumettre des propositions définitives et il pense qu'il lui serait même difficile d'exprimer des opinions précises sur les questions que le Gouvernement allemand a bien voulu formuler. Il constate tout d'abord que l'invention n'a pas atteint un développement parfait et que ses possibilités et ses limites ne sont pas connues.

« La Grande-Bretagne se trouve d'autre part dans une position exceptionnelle en ce qui regarde les pouvoirs de l'État. Le privilège exclusif du Postmaster General n'est pas applicable aux communications échangées par la télégraphie sans fil avec les pays étrangers ni avec les navires se trouvant hors des limites des eaux territoriales. Il serait par conséquent nécessaire pour le Gouvernement britannique, avant d'imposer un contrôle international, de demander au Parlement des pouvoirs législatifs, et il lui serait difficile de faire voter une loi, si le contrôle envisagé était

de nature à porter préjudice à ceux qui auraient établi un service d'exploitation en profitant des facilités que leur accorde la loi actuelle.

« Dans ces conditions la délégation britannique pense qu'elle doit se contenter en général de jouer le rôle modeste de donner la plus grande attention aux vues exprimées par les représentants d'autres pays qui seraient plus à même de traiter la question. »

M. BORDELONGUE, délégué de la France, s'exprime ainsi :

MESSIEURS,

« Le Gouvernement français s'est associé dès la première heure aux vues exprimées par le Gouvernement allemand en ce qui concerne la nécessité de réglementer les applications pratiques de la télégraphie sans fil, au moins autant que le permet l'état actuel de la science.

« Dans l'esprit où Son Excellence le Secrétaire d'Etat et M. le Sous-Secrétaire d'Etat au Département des Postes de l'Empire d'Allemagne ont posé la question, il semble qu'aucun amour-propre ne peut être mis en éveil.

« La création et le développement de la télégraphie sans fil sont, ainsi que j'avais l'honneur de le dire à la conférence de Londres, le fruit des nombreux travaux de savants éminents qui, dans divers pays, ont cherché la solution de ce problème.

« C'est donc aujourd'hui encore à une œuvre de progrès commun que nous sommes appelés à collaborer. Comme pour la télégraphie, comme pour la téléphonie, qui ne sont que des modes divers de la transmission de la pensée et qui ont été organisées et réglées de manière à donner la plus large satisfaction à l'intérêt général, à l'intérêt international, de même la télégraphie sans fil doit être organisée de façon à répondre à cette même préoccupation. Notre éminent collègue de la Grande-Bretagne nous a fait connaître que son Gouvernement prêterait une considération attentive aux résultats des délibérations de la conférence de Berlin ; il a ajouté cependant qu'il était obligé de garder une attitude de réserve en raison du fait que la législation britannique ne rend possible l'intervention du Post Office, en matière de transmission de la correspondance électrique, qu'à l'intérieur du territoire du Royaume-Uni.

« Je remercie notre collègue de sa déclaration, mais je dois faire remarquer que le silence de la législation ne doit pas être un obstacle à faire bien. La législation n'est pas, en effet, intangible, pas plus qu'elle n'est immuable. Elle doit, au contraire, intervenir avec les faits nouveaux qui se produisent de manière à permettre d'obtenir, dans chaque espèce nouvelle, le maximum d'effet utile. Au surplus, le moment n'est-il pas éminemment propice, à l'origine même du fonctionnement encore incertain de la télégraphie sans fil, pour régler tous les points qui peuvent l'être, sans léser des intérêts particuliers ? Plus on attendrait, plus alors on pourrait risquer peut-être de porter atteinte à ces intérêts.

« Au reste, ce n'est point vouloir leur nuire que de chercher à les diriger, dès le début, dans un sens favorable à l'intérêt public. C'est dans cet esprit que le Gouvernement français a adhéré à la conférence actuelle ; c'est dans ce même esprit qu'il appuie les vues exprimées par le Gouvernement allemand et qu'il est disposé à prêter son concours à l'œuvre que nous sommes chargés de poursuivre. »

M. V. STIBRAL, délégué de l'Autriche, déclare : « Mon Gouvernement, « tout en appréciant les difficultés de la matière, est tout disposé à entrer « dans la discussion dans le sens de la délégation française et à prendre « sa part dans les travaux communs. »

M. SOLARI, délégué de l'Italie, s'exprime dans les termes suivants : « Je « crois qu'avant d'entrer dans la discussion des §§ 1^{er}, 2, 3 de l'art. 1^{er}, « comme il a été proposé par M. le Président, on doit faire des considé- « rations sur la formulation même de cet article qui, à mon avis, est « l'article principal à discuter, et si M. le Président le permet, je me « réserve de parler sur ce sujet à la prochaine séance. »

M. GRILLO, délégué de l'Italie, fait la déclaration suivante : « En ma « qualité de chef de la délégation du Gouvernement de l'Italie, je tiens à « déclarer que tout en acceptant le point de vue du Gouvernement alle- « mand pour ce qui a égard à la nécessité de réglementer le nouveau « système de communication, je crois devoir faire quelque réserve sur « l'acceptation pure et simple de l'article premier du questionnaire, car « cela pourrait léser des intérêts particuliers. — Il faut reconnaître en « effet que les systèmes actuellement en action se trouvent encore dans « un état de développement et que l'expérience pourra démontrer qu'il « ne convient pas de laisser libre cours à un système quelconque, mais « que peut-être il faudrait en adopter un qui réponde à certaines condi- « tions déterminées. — Or, pour arriver à une résolution si importante, « il est nécessaire d'étudier la question dans ses détails et de donner le « temps à chacun des délégués d'exprimer son point de vue spécial ; je « crois donc qu'il serait bon de ne pas encore procéder à la votation sur « le premier article, mais de renvoyer la discussion à demain, afin que « tous puissent y porter leurs lumières. »

M. SALEWSKY, délégué de la Russie, se prononce de la manière sui-
vante :

« De la part des représentants du Gouvernement russe, j'ai l'honneur de déclarer que, si même tous les problèmes concernant la télégraphie sans fil ne peuvent être résolus par la présente conférence, il y en a quelques-uns qui paraissent être à notre portée, et il faut tâcher de commencer ce travail, car une réglementation de ce nouveau moyen des relations internationales deviendra bientôt nécessaire. Telle est l'opinion de notre Gouvernement, qui, en principe, est d'accord avec la proposition du Gouvernement allemand. »

En présence de la déclaration de M. le délégué de l'Italie, M. le Président propose d'ajourner la discussion. Plusieurs représentants de la presse ayant demandé des renseignements sur la marche des discussions, il croit utile de traiter les délibérations confidentielles sauf décision ultérieure. Cette proposition est acceptée.

La séance est close à 1 heure. Séance prochaine mercredi 5 août, à 10 heures du matin.

Le Président :

SYDOW.

Les Secrétaires :

FUHRKEN, LINDOW, PFITZNER, OBERLAENDER.

PROCÈS-VERBAUX

CONFÉRENCE PRÉLIMINAIRE CONCERNANT
LA TÉLÉGRAPHIE SANS FIL

DEUXIÈME SÉANCE

5 août 1903.

La séance est ouverte à 10 h. 5 m. par M. le Président.

Sont présents tous les membres de la conférence qui assistaient à la première séance.

M. GREELY, délégué des États-Unis, donne lecture de la déclaration suivante :

« Mr. President ! The delegates from the United States desire to express in general terms their opinion as to the scope and extent of international action now advisable in formulating regulations for wireless telegraphy.

« Recognising the inchoate state of the science of wireless telegraphy it is our firm conviction that detailed regulations are impracticable, and that this conference should confine its action to the formulation of general resolutions. While embodying therein such principles as will ensure the greatest advantages to the commerce and trade of the world, care should be taken to avoid interference with the development of wireless telegraphy.

« A broad distinction exists between shore-stations, which are entirely within national jurisdiction, and ship-stations on the high sea, beyond the plenary exercise of such control.

« Inasmuch as the interchange of ships' signals under the international code is not obligatory though recognised as commercially important, it seems to us inadvisable, for the present at least, to insist on the interchange of radiograms between ships on the high sea, specially in view of the impracticability of efficaciously enforcing any such regulations.

« Finally, we are of the decided opinion that shore-stations transacting any paid business should be required to accept from and deliver to suitably equipped ships and stations all wireless telegrams (radiograms) offered for receipt or transmission.

« A. W. GREELY, Brigadier-General, Chief Signal Officer.

« F. M. BARBER, Commandant U. S. Navy.

JOHN I. WATERBURY. »

(« Les délégués des États-Unis désirent exprimer en termes généraux leur opinion relative à la portée d'une action internationale qui pourrait

être utile pour la formulation de règles générales en vue de la télégraphie sans fil.

« En présence de l'état incomplet de la science de la télégraphie sans fil nous sommes absolument convaincus que des dispositions détaillées ne sont pas encore opportunes et que cette conférence devrait limiter son travail à la formulation de résolutions générales.

« En y insérant tel principe qui assure les plus grands avantages aux relations commerciales du monde, il faudrait toutefois prendre garde de ne pas porter atteinte à un développement non entravé de la télégraphie sans fil. Il y a une grande distinction entre des stations côtières qui se trouvent entièrement sous la juridiction nationale et les stations des navires en mer qui ne peuvent être soumises à un contrôle complet de la part du Gouvernement.

« Vu que l'échange de signaux maritimes d'après le code international n'est pas obligatoire mais toutefois reconnu très important pour le commerce, de même il ne nous paraît pas opportun, au moins pour le temps présent, d'insister sur l'échange de radiotélégrammes entre les navires en haute mer, surtout en raison de l'impossibilité d'obtenir dans cette matière une réglementation efficace.

« Finalement nous sommes décidément de l'avis que les postes côtiers engagés dans un service payé, devront être contraints à accepter d'autres stations côtières et des navires et à leur transmettre tous les radiotélégrammes dans le cas où les postes côtiers et à bord des navires sont, dûment outillés sous ce rapport. »)

M. SOLARI, délégué de l'Italie donne lecture du mémoire suivant :

« Guidé par le désir de protéger impartialement l'intérêt général, je tiens à faire quelques observations sur la disposition exprimée dans le § 1^{er} de l'article 1^{er}, proposé par le Gouvernement allemand. Ces observations se rapportent aux conséquences qu'aurait, à mon avis, l'acceptation pure et simple du texte de ce paragraphe. Elle donnerait lieu à plusieurs difficultés que je chercherai d'exposer brièvement ci-après :

« 1^o *Difficultés d'ordre technique.* — La grande inégalité des appareils aujourd'hui dans le commerce mettrait en question une réception parfaite même si des règles égales de syntonie sont observées dans la transmission. On sait que la sensibilité et le dispositif des appareils récepteurs sont différents et que chaque système applique un mode spécial de syntonisation. En quelques cas un cohéreur à poudre métallique, relié aux extrémités d'un transformateur (jigger ou multiplicateur) ou bien aussi relié directement à l'extrémité inférieure du fil aérien, ne répond pas à la transmission d'un système, tandis que le détecteur magnétique assure encore un très bon fonctionnement. En outre un récepteur se montre sensible lorsqu'il est placé entre deux centres d'oscillation de la f. e. m., tandis qu'un autre récepteur reste insensible dans les mêmes conditions. Il s'ensuit qu'il y a des cas où un récepteur est efficace et un autre récepteur ne l'est pas même si les conditions de la transmission sont identiques. Je ne veux pas prétendre qu'on ne puisse maintenir quelquefois une assez bonne communication entre des appareils de différents systèmes, mais j'ai le désir d'affirmer que ces communications seraient toujours variables et douteuses et qu'elles ne donneraient aucune garantie d'un service régulier. Je n'ai pas l'intention de préférer un certain système aux autres, mais je désire seulement

fixer ce qui m'a été suggéré par l'usage des appareils différemment modifiés.

« Seulement au jour où la Marine italienne a adopté — après avoir utilisé pendant plusieurs années l'initiative de son personnel dans l'usage des systèmes plus ou moins modifiés — un unique système, le système Marconi modèle de 1901, elle est parvenue à un service radiotélégraphique sur l'efficacité duquel mes supérieurs ici présents pourront donner des déclarations compétentes.

« Mais tout en admettant que dans l'avenir plusieurs systèmes puissent donner également la garantie d'un service assuré, il faut poser en principe qu'à cause du petit nombre des tons indépendants, on devrait imposer l'emploi d'un unique ton, et compter sur l'ordinaire intervalle de temps entre les passages successifs de navires auprès d'une station pour garantir un certain ordre dans les communications radiotélégraphiques ; mais, en considération de l'indiscutable différence existant dans la portée des différents systèmes, il y aurait toujours une grande difficulté de maintenir un tel ordre, puisque le service serait dans la plupart des cas absorbé par les navires munis d'appareils de la plus grande portée.

« 2° *Difficultés d'ordre organique.* Le service de plusieurs systèmes provoquerait souvent des rivalités entre les navires et les stations côtières et par conséquent des difficultés pour un juste contrôle. En outre la grande délicatesse de ce service exigerait une instruction uniforme du personnel, ce qui causerait des difficultés en vue de l'organisation différente du service dans les différents pays.

« 3° *Difficultés d'ordre commercial.* Pour ce qui concerne les dépenses énormes qui ont été faites pour le développement des différents systèmes, il serait impossible de garantir à ceux-ci une part égale du service commercial. Il faudrait respecter les contrats qui sont déjà conclus entre les Gouvernements et les compagnies de télégraphie sans fil et tenir compte des droits légitimes des compagnies qui possèdent aujourd'hui le plus grand nombre de stations coûteuses et expérimentées et qui seraient obligées de les mettre à la disposition des propriétaires des installations économiques à bord des navires.

« 4° *Difficultés d'ordre militaire.* Les différentes nations désireront faire usage d'un système qui a fait ses preuves dans leurs armées respectives. Mais l'emploi de plusieurs systèmes internationaux rendrait très malaisé l'échange entre les vaisseaux de guerre et les stations côtières commerciales à cause des difficultés techniques et administratives, tandis que l'adoption d'un unique système international, duquel tous les vaisseaux de guerre se serviraient de la même manière comme du système international des signaux, faciliterait le service radiotélégraphique.

« 5° *Difficultés d'ordre scientifique.* Un service cumulatif de plusieurs systèmes exigerait l'observation de règles déterminées qui limiteraient les recherches des inventeurs au détriment du développement de la nouvelle science qui n'est pas encore mûre et entraverait tout progrès du génie personnel.

« En considération donc de ces difficultés, il résulte qu'il n'est pas convenable à l'intérêt public d'adopter la première proposition.

« Je propose donc l'adoption temporaire d'un unique système, c'est-à-dire de celui qui aujourd'hui se montre en pratique le meilleur quant à la portée de la communication, au développement du service international et à la bonne organisation. Je parle d'une adoption temporaire

puisque'on peut s'attendre à un progrès dans le développement des systèmes et qu'il faut laisser la voie ouverte à la concurrence pour l'avenir.

« Quant au choix de ce système, je désire déclarer que je n'ai pas une préférence indiscutable pour un certain système.

« J'ai suivi, c'est vrai, les expériences magnifiques de M. Marconi à travers l'Europe et à travers l'Atlantique, expériences officiellement contrôlées par mon Administration. J'ai reçu moi-même plus de 2.000 mots avec les appareils Marconi à une distance de 4,000 km. et je doute qu'il ne soit possible d'obtenir par d'autres systèmes des résultats aussi satisfaisants. Mais si un autre système pourrait offrir des avantages supérieurs à ceux garantis par le système Marconi, je serais bien heureux d'aller moi-même demander au nouvel inventeur de mettre son travail à la disposition de mon pays. »

Après la lecture de ce mémoire

M. BORDELONGUE, délégué de la France, fait observer que l'exposé de M. le Lieutenant de vaisseau Solari, que chacun des membres de l'assemblée a écouté avec toute l'attention qu'il mérite, oppose à une réglementation de la télégraphie sans fil, telle qu'elle peut être actuellement conçue, c'est-à-dire d'après des bases très générales, des difficultés de divers ordres, organiques, commerciales, militaires et scientifiques. Il conclut à l'adoption temporaire d'un système unique afin de prévenir ces difficultés.

M. BORDELONGUE pense que la discussion de ces divers points trouvera sa place à l'occasion de l'examen des divers articles du programme soumis à la conférence.

Il propose, en conséquence, de clore la discussion générale et d'aborder ce programme, article par article.

M. CARDARELLI, délégué de l'Italie, est en général de l'avis de M. BORDELONGUE pour ce qui concerne l'ordre de la discussion. Quant à la teneur de l'article 1^{er}, il propose d'intercaler entre « navires en mer » et « seront soumises » les mots : « et celles de ces derniers entre eux. »

La discussion générale de l'article 1^{er} est close. On entre dans la discussion spéciale des questions subsidiaires sous I.

M. WACHENFELD, délégué de l'Allemagne, s'exprime dans les termes suivants sur les intentions du Gouvernement allemand :

« L'article premier ainsi que tout l'avant-projet qui vous a été communiqué ne vise que l'échange des correspondances entre les navires en mer et les stations côtières. Mais on pourrait aller plus loin ; on pourrait se demander s'il n'y aurait pas lieu de réglementer également l'échange des correspondances entre les navires, de même que celui entre les stations côtières. En vous invitant à vouloir bien vous prononcer sur ces deux points je me permets de vous exposer en quelques mots notre opinion.

« La communication des navires entre eux est, à notre avis, de moindre importance générale que la communication des navires avec les stations côtières. Il serait, en outre, bien difficile de contrôler l'exécution d'un règlement qui concerne l'échange des correspondances entre les navires. Aussi nous semble-t-il qu'on peut s'abstenir de réglementer cet échange.

« Quant à l'échange des correspondances entre les stations côtières des différents pays, nous pensons que, dans l'état actuel des choses, il serait prématuré de tenter une réglementation.

« Toutefois nous sommes d'avis qu'aussi dans les cas où il s'agit d'un échange de correspondances, soit entre des navires, soit entre des stations côtières, les stations correspondantes doivent se soumettre aux dispositions qui ont pour objet d'empêcher que les différents postes radiotélégraphiques ne se troublent mutuellement.

« Ces dispositions concernant la perturbation mutuelle nous occuperont plus tard ; je les laisse de côté à présent.

« Je me résume donc qu'à notre avis il convient de répondre aux deux premières questions subsidiaires *négativement*, sauf la réserve que j'ai faite par rapport à la perturbation. Sous tous les autres rapports nous jugeons à propos de borner la réglementation à l'échange des correspondances entre les navires en mer et les stations côtières. »

M. GRILLO, délégué de l'Italie, estime qu'il faut fixer le rayon dans lequel le trafic sera admis et qu'il faut laisser libre cours aux navires en large mer en limitant la réglementation aux rayons des stations côtières et aux cas où les navires se trouvent dans une certaine distance de la côte ; il juge nécessaire de fixer des règles pour empêcher des perturbations. Il répète la déclaration que l'Italie ne refuse pas de suivre la discussion des autres articles.

M. BORDELONGUE est d'avis qu'il convient de ne restreindre ni d'étendre le programme qui doit servir de base aux travaux de la conférence, programme qui a reçu dans ses bases générales l'approbation des Gouvernements représentés.

Ce programme prévoit la réglementation du service d'exploitation des stations côtières avec les navires en mer. Il ne va pas au delà et la délégation française ne pourrait éventuellement consentir à outrepasser les instructions qu'elle a reçues.

Au surplus, on ne pourrait, sans se leurrer volontairement, songer à établir, à l'heure actuelle, des règles relatives à la correspondance entre les stations côtières des différents pays.

Ce serait faire croire que les échanges par le nouveau système sont devenus possibles à de longues distances ; ce serait donner une sorte de patronage moral à l'appel qui pourrait être fait aux capitaux afin de venir en aide à la création d'entreprises de ce genre ; ce serait donner au public l'idée, actuellement fausse, que la télégraphie sans fil peut se substituer pratiquement et commercialement à la transmission par les câbles sous-marins.

M. BORDELONGUE exprime donc l'opinion qu'il n'y a pas lieu de réglementer le service de la correspondance publique entre stations côtières de différents pays.

Une telle réglementation soulèverait d'ailleurs des questions extrêmement complexes, que l'on n'est pas en état de discuter en ce moment, notamment celle du partage de l'air territorial proprement dit et celle de la fixation de la zone de l'air territorial analogue, non comme limite, mais seulement comme propriété à la zone des eaux territoriales.

Pour ces mêmes motifs, il n'est pas, pour le moment, possible de fixer

des règles pour la correspondance des navires entre eux, en delà des eaux territoriales.

M. BORDELONGUE est d'avis qu'une fois des dispositions fixées pour la transmission des télégrammes entre les stations côtières et les navires en mer, le personnel des navires pourvus d'appareils de télégraphie sans fil aura intérêt et pourra être incité à les observer pour sa propre correspondance, surtout quand il se trouvera dans le champ de propagation des ondes d'une station côtière et qu'il saura que de fausses manœuvres de sa part peuvent nuire au service général.

M. le PRÉSIDENT partage cette manière de voir parce qu'il serait assez difficile de réglementer le service des navires entre eux.

M. v. STIBRAL, délégué de l'Autriche, est d'avis qu'il s'agit seulement de réglementer les communications entre les stations côtières et les navires, mais les communications des navires entre eux ou des stations entre elles seulement pour ce qui concerne les perturbations.

L'Espagne, la Hongrie, la Russie et la Grande-Bretagne s'associent à l'opinion de la délégation française. Seulement

M. LAMB, délégué de la Grande-Bretagne, fait observer que l'empêchement des perturbations est une question technique de laquelle on ne sait pas si la science est assez avancée. Le Gouvernement de la Grande-Bretagne n'a pas le pouvoir de régler les échanges des signaux au delà des frontières du Royaume.

M. le PRÉSIDENT constate l'opinion de la conférence qu'il est nécessaire de réglementer le service entre les stations côtières et les navires en mer et qu'il semble désirable et utile de réglementer de même le service des navires entre eux et des stations côtières entre elles seulement autant qu'il s'agit d'éviter des perturbations mutuelles.

Ce point fixé, M. le PRÉSIDENT met à la discussion le § 1^{er} de l'article 1^{er}.

M. CARDARELLI, dans le but de faciliter une entente sur la diction de l'article 1^{er}, propose d'ajouter à la fin dudit article la phrase :

« Pourvu que tous ces systèmes donnent une garantie reconnue d'un bon fonctionnement dans la correspondance réciproque quant à la portée, à la perfection de l'organisation et à la sûreté des communications. »

M. BORDELONGUE demande : « Quelles sont les qualités d'un bon fonctionnement ? Qui doit juger de la qualité des systèmes ? »

M. CARDARELLI : « Ce sont des appareils qui assurent la correspondance par exemple jusqu'à une distance de 300 à 400 kilomètres. Les qualités des systèmes seraient à juger par une commission internationale. »

M. BORDELONGUE pense que la constitution d'une commission internationale serait une complication inutile. On ne peut, dans une question de ce genre, alors que l'on est au début même des applications de la télé-

graphie sans fil et que le progrès se poursuit dans tous les pays, limiter la faculté des Gouvernements. On peut d'ailleurs être assuré que chacun d'eux aura suffisamment le souci des devoirs que lui crée le service de la correspondance publique pour tenir son outillage à la hauteur des besoins internationaux.

Il n'y a d'ailleurs en cette matière qu'à procéder comme on l'a fait pour la télégraphie par fil. Ce sont les appareils les meilleurs qui, par leur valeur technique, se sont imposés au libre choix des Administrations.

M. SOLARI croit qu'il est impossible d'accepter la proposition de la France au point de vue technique, car, pour le bon fonctionnement d'un service cumulatif radiotélégraphique, il faudrait s'assurer avant tout de l'efficacité réciproque des systèmes.

M. BORDELONGUE fait observer que les appareils des différents systèmes travaillent bien ensemble.

M. v. STIBRAL croit bien que chaque pays aura l'intérêt de choisir un système qui lui suffira et permettra d'entrer en communication avec les stations d'un autre système quelconque.

Une discussion sur § 2 de l'article 1^{er} donne lieu à un échange d'opinions entre MM. les délégués CALVO Y JUANA, BOULANGER, STRECKER et SELLNER sur la question de l'existence d'un appareil pour mesurer la longueur des ondes électriques. M. STRECKER est prêt à donner, à ceux de MM. les délégués qui s'y intéressent, des descriptions précises.

M. GREELY est d'avis qu'il faut laisser libre concurrence au développement des systèmes.

M. LAMB prononce le discours suivant :

« Nous avons dit qu'il serait difficile pour le Gouvernement britannique d'obtenir par la voie législative le droit d'exercer un contrôle qui pourrait porter préjudice à ceux qui auraient déjà établi des installations. On nous a répondu que la législation serait peut-être nécessaire dans tous les pays et que cette question ne devrait exercer aucune influence sur les décisions ultérieures des Gouvernements. Mais nous croyons devoir expliquer pour la Grande-Bretagne que ce n'est pas seulement une question d'obtenir des pouvoirs additionnels. Les autres pays sont pour la plupart à même *de refuser* aucune concession pour l'exploitation de la télégraphie sans fil ou de *n'accorder* de telles concessions que sous la réserve que les concessionnaires se soumettent à tout règlement que pourrait adopter l'État ultérieurement. Mais *dans notre pays* les compagnies peuvent établir des installations *sans la nécessité* de se soumettre à aucune condition. Par conséquent il nous faudrait considérer très sérieusement toute obligation qui pourrait restreindre l'exploitation d'une compagnie qui serait déjà en possession d'un nombre d'installations.

Comme nous l'avons déjà expliqué nous ne pouvons que parler sous toute réserve. Mais nous croyons devoir soulever la question s'il n'y aurait pas lieu, au cas de l'acceptation de l'obligation de recevoir et d'expédier les radiotélégrammes sans égard au système employé, de considérer la position commerciale des compagnies qui auraient contribué

au développement de l'invention. Jusqu'aujourd'hui le champ est resté ouvert dans la Grande-Bretagne et en certaines autres parties du monde pour l'élaboration du système qui répondrait le mieux au besoin du nouveau service que la télégraphie sans fil pourrait offrir au public. L'honorable délégué de la France a fait observer qu'il serait à désirer dans cette question de laisser le chemin ouvert pour la libre concurrence, mais c'est justement ce qui s'est passé jusqu'aujourd'hui chez nous. On a joui d'une liberté parfaite d'organiser un service, *libre de toute restriction de la part du Gouvernement*, en suivant les méthodes de la concurrence commerciale, et on propose maintenant de restreindre cette liberté, en imposant aux entrepreneurs l'obligation d'échanger des communications avec des installations concurrentes qui peut-être *n'auraient pas atteint le même niveau de développement*.

« Si ce n'était qu'une question de l'organisation d'un service par les États respectifs il serait peut-être naturel que tout État admettrait autant que possible les systèmes adoptés par les autres. Mais les compagnies commerciales qui auraient déjà organisé un service à plusieurs installations à grands frais pourraient bien hésiter de mettre leurs installations à la disposition de tout concurrent sans rétribution. Il nous semble que l'on pourrait avec raison insister à ce que toute station, autant qu'il serait possible sous le point de vue technique, échange des communications avec les navires en détresse ou avec les navires de guerre de toute nation, sans aucun égard au système employé. Mais en ce qui concerne le service ordinaire avec les navires de commerce, il nous semble équitable que si l'on imposait une obligation, cela ne devrait se faire que sous condition de sauvegarder les intérêts légitimes de la compagnie en cause au moyen d'une rétribution spéciale, par exemple d'une taxe plus élevée pour toute communication échangée avec un navire muni d'une installation d'un système différent. »

M. GREELY demande si la télégraphie sans fil n'est pas soumise en Angleterre aux lois du « common carrier », comme les compagnies des câbles.

M. LAMB répond qu'au delà des limites du territoire il n'y a plus de monopole du Gouvernement en Angleterre. On impose seulement aux compagnies des câbles des conditions qui les obligent d'accepter les messages de tout le monde, parce que ces compagnies sont sous la nécessité de demander la permission d'atterrir leurs câbles.

M. SOLARI a vu de ses propres yeux quelle liberté on a accordée en Angleterre à chaque système radiographique. Mais puisque le Gouvernement anglais a considéré les cas de restreindre cette liberté en donnant des indemnités, M. SOLARI croit difficile d'établir à présent ces indemnités et il croit plus utile l'adoption *temporaire* (pour le service international) du système qui a offert, jusqu'à présent, la plus grande garantie du bon fonctionnement et de laisser libre concurrence aux autres systèmes pour le service intérieur de chaque État.

M. BORDELONGUE croit devoir demander que l'on veuille bien faire préciser la portée de la déclaration très importante faite au nom de la délégation de la Grande-Bretagne.

L'honorable M. LAMB, répondant à une question qui s'est posée à la première séance, vient d'expliquer que, alors même que son Gouvernement ferait reviser la législation en matière de correspondance publique à l'extérieur du Royaume-Uni, il ne pourrait pas ne pas considérer la situation déjà acquise et notamment toute obligation qui pourrait restreindre l'exploitation d'une compagnie qui serait déjà en possession d'un certain nombre d'installations.

Le point de vue signalé s'est déjà soulevé en Angleterre à l'occasion des compagnies de câble qui, sous le rapport de la liberté d'exploitation, se trouvent dans les mêmes conditions que les compagnies de télégraphie sans fil. Cependant ces compagnies ont été amenées à observer les règles de l'union télégraphique. Il est même de notoriété que pour celles qui n'ont pas explicitement adhéré à l'union télégraphique, le Post-office n'attend que l'expiration des concessions actuelles pour leur imposer l'obligation de cette adhésion. On ne peut d'ailleurs que le féliciter de ce souci de l'intérêt international. — M. LAMB a même ajouté qu'on impose aux compagnies de câbles des conditions qui les obligent à accepter les messages de tout le monde.

Comment donc peut-on concilier cet état de choses et les termes de la déclaration de la délégation britannique? Qu'est-ce qui justifierait, en effet, l'application aux compagnies de télégraphie sans fil, dont on peut dire que l'exploitation est, à l'heure actuelle, si embryonnaire qu'en réalité elle n'existe pas comme service public, d'un traitement plus favorable que le traitement accordé aux compagnies de câbles?

Nous ne demandons qu'une chose, c'est que la compagnie Marconi, si c'est à cette seule compagnie que M. LAMB a fait allusion, soit obligée, comme les compagnies de câbles, à recevoir les messages de tout le monde. D'ailleurs, si cette question se pose, c'est uniquement parce que cette compagnie a marqué son intention de refuser les télégrammes qui ne seraient pas transmis à l'aide de ses appareils.

Il nous semble tout d'abord que c'est une mauvaise doctrine commerciale que de limiter, de propos délibéré, ses propres bénéfices d'exploitation. Mais il nous semble aussi que, admettre une semblable doctrine serait, de la part du Post-office, léser les intérêts de ses propres nationaux et l'intérêt général, c'est-à-dire l'intérêt international.

On pourrait croire, dans ce cas, que la compagnie Marconi craint une concurrence d'appareils et qu'elle cherche à sauvegarder non une exploitation à peine sommairement constituée, mais à imposer un appareil unique. Quant à nous, nous sommes persuadés que ce n'est pas le rôle des États de favoriser, par des mesures internationales, des dispositifs techniques. La vente des appareils, qui est un des bénéfices naturels et le débouché le plus normal des compagnies de télégraphie sans fil, doit nous demeurer étrangère. Le perfectionnement des systèmes est, d'ailleurs, subordonné à la libre concurrence. Nous n'avons qu'à nous préoccuper de régler les conditions d'exploitation d'un service public au mieux de l'intérêt général dont les Gouvernements ont la sauvegarde.

M. LAMB insiste encore une fois sur la nécessité de régler la rémunération des compagnies.

M. LE PRÉSIDENT ne peut pas reconnaître une obligation des Gouvernements d'indemniser les compagnies qui n'ont pas été autorisées par

l'État. « Aucun des Gouvernements représentés ici ne veut porter pré-
 « judice aux compagnies existantes, mais il faut insister, pour ce qui
 « concerne le trafic international, à ce que toutes les stations radiogra-
 « phiques acceptent tous les messages qui leur sont confiés. Une régle-
 « mentation internationale n'apportera aucun préjudice, mais au con-
 « traire des avantages très sérieux aux compagnies existantes, y inclus la
 « compagnie Marconi. Supposons que nous ne parvenons pas à une
 « entente, aucun État ne serait tenu à empêcher la création de stations
 « puissantes de nature à entraver le service de toutes les stations d'une
 « moindre puissance se trouvant dans l'immense sphère de leur action.

« Il va sans dire que nous avons aussi considéré les vues commerciales
 et que nous désirons accorder aux systèmes existants une quote-part
 convenable de la taxe à percevoir pour les radiotélégrammes. Cependant
 il y aura avantage de discuter cette question de même que celles de l'in-
 demnisation avec l'article II. Il nous reste donc ici de décider s'il est
 utile de fixer des règles pour l'échange des télégrammes entre les stations
 qui appartiennent à un système différent. »

M. LAMB explique qu'il serait difficile pour la délégation britannique
 d'adhérer à l'article 1^{er} sans en même temps sauvegarder les intérêts des
 compagnies.

M. LE PRÉSIDENT demande si le Gouvernement anglais ne veut admettre
 que quelques systèmes ou tous les systèmes, et M. BORDELONGUE pose
 encore une fois la question, s'il s'agit de protéger les fabricants des
 appareils ou seulement les compagnies d'exploitation.

M. LAMB répond que c'est une question de l'exploitation.

Après une remarque de M. BORDELONGUE qu'il ne faut avoir égard, lors
 de la discussion du § 1^{er} de l'article 1^{er}, qu'aux appareils et à la technique,
 M. LAMB réplique, que l'état actuel en Angleterre donne toute la liberté
 d'action aux compagnies d'installer des stations et d'imposer leurs con-
 ditions. M. BORDELONGUE, d'accord avec M. LE PRÉSIDENT, propose de
 remplacer les mots « sans égard au système employé » au § 1^{er} par les
 mots : « quels que soient les systèmes employés ».

M. GRILLO : La délégation italienne n'est pas en état d'adhérer à cette
 proposition qui donnerait aux compagnies, n'ayant pas des appareils
 perfectionnés, des avantages au détriment des compagnies qui ont fait
 de plus grands progrès. C'est pourquoi le Gouvernement de l'Italie
 accepterait seulement les systèmes choisis et admis par une commission
 internationale et qu'il insiste toujours sur l'insertion de l'addition pro-
 posée par la délégation italienne.

M. FELISCH, délégué allemand, suggère d'ajouter derrière le mot
 « reconnue », dans la proposition italienne, les mots suivants : « par les
 parties contractantes ».

M. BORDELONGUE revient sur les observations de M. l'amiral GRILLO. Il
 insiste de nouveau sur ce fait que les États auront le plus grand intérêt
 à choisir les meilleurs appareils. Mais, à l'heure actuelle, il serait bien
 imprudent d'affirmer la supériorité d'un système. Certains résultats

obtenus, en simples expériences, peuvent dépendre beaucoup plus de l'habileté des opérateurs que de la valeur absolue du dispositif. Pour établir une comparaison, il faudrait un appareil étalon et personne certainement ne voudrait prendre la responsabilité de dire qu'il existe et encore moins d'en faire choix.

M. Marconi est un savant éminent à qui la télégraphie sans fil doit déjà beaucoup et lui devra plus encore, il l'espère. Mais d'autres avec lui y ont apporté leur large contribution et ont obtenu des résultats pratiques remarquables. M. BORDELONGUE pourrait mentionner plusieurs noms. Il n'en citera qu'un parce que celui qui le porte est ici présent et que cet hommage lui est dû, celui de M. le Professeur POPOFF.

M. GRILLO insiste sur ce que les appareils Marconi sont ceux qui répondent le mieux au besoin des communications internationales et qui sont les seuls qui ont réussi à franchir l'Atlantique.

M. HOLLOS, délégué de la Hongrie, déclare que le Gouvernement hongrois se prononce pour la libre concurrence des systèmes différents. M. SALEWSKY, délégué de la Russie, adhère à l'amendement français ; il ajoute que tous les systèmes ont fait leurs preuves dans l'emploi pratique ordinaire et que, tout en appréciant les résultats des expériences de Marconi, il ne leur reconnaît qu'un mérite scientifique en ce qui concerne les transmissions à d'énormes distances.

M. CARDARELLI n'a rien à objecter contre la libre concurrence, toutefois il juge utile d'employer des appareils du même système des deux côtés, et, bien entendu, d'un système reconnu le meilleur.

M. LE PRÉSIDENT constate que la plupart des Gouvernements représentés ici sont convaincus de l'utilité de la libre concurrence, à l'exception de l'Italie, qui a fait les réserves sus-mentionnées à plusieurs reprises, et de la Grande Bretagne qui voit de grandes difficultés dans l'état actuel de sa législation. Il ouvre alors la discussion sur la question subsidiaire, prévue sous I, 1 a.

M. BORDELONGUE propose d'accepter d'emblée toutes les questions subsidiaires, sauf discussion ultérieure des détails, et de remplacer la teneur actuelle de la question β par la rédaction suivante :

« (β) de remettre immédiatement le télégramme recueilli au réseau télégraphique local. »

M. LE PRÉSIDENT prie de joindre les questions subsidiaires *b* et *c*, à la discussion du § 2.

M. STRECKER, délégué de l'Allemagne, donne l'exposé suivant :

« Les deux questions subsidiaires *b* et *c* doivent être traitées ensemble.

« En *b* il s'agit d'une syntonisation quelconque, soit électrique, soit mécanique. Les moyens de syntonisation électrique sont bien connus. Par « syntonisation mécanique » nous entendons un système qui emploie, par exemple, des appareils à synchronisme tel que l'appareil Hughes ou le zérographe de Kamm ou bien un système tel que l'a proposé M. Anders Bull. En ces systèmes à syntonisation mécanique il ne suffit plus que les deux stations, voulant s'entretenir, aient la même longueur d'onde ; il leur faut en outre connaître un certain temps, par exemple le temps d'une révolution de l'appareil Hughes,

« Sera-t-il convenable, de défendre l'emploi d'un tel système? d'un système à syntonisation électrique ou mécanique? Je crois que non.

« Car ce serait empêcher un progrès des plus importants en radiotélégraphie. Nous espérons qu'un jour nous aurons un système de syntonisation parfaite, permettant à plusieurs stations de parler en même temps sans confusion des communications. Alors ce serait le système modèle.

« Mais si l'on admet les systèmes à syntonisation, il y a risque que, d'autre part, un entrepreneur pourrait trouver le moyen de se procurer un monopole. Il est donc nécessaire que les moyens précis pour atteindre la syntonisation soient publiés. Alors chaque vaisseau pourra se faire entendre d'une station côtière qui est pourvue d'un tel système.

« Nous aurons à parler de cette publication au paragraphe prochain, N° 2.

« Le contraire de la syntonisation subtile dont parle la question *b* est l'adaptation de l'installation à tous les systèmes, question *c*. Vous voyez que, par les mots « autant que possible », on a eu égard à la difficulté d'une telle adaptation. Mais toutefois il est nécessaire que chaque station côtière pourrait être appelée par un vaisseau qui a un système radiotélégraphique quelconque.

« En conclusion, on admettra les systèmes à syntonisation subtile à condition que tous les éléments de la syntonisation soient publiés, et on imposera aux stations côtières le devoir de s'installer de manière que chaque vaisseau, connaissant les éléments de la syntonisation, puisse se faire entendre à une station côtière quelconque dont il s'est rapproché suffisamment. »

M. LE PRÉSIDENT résume que l'Allemagne répond à la question *b* dans l'affirmative, cependant sous la réserve de la publication des conditions techniques sous lesquelles on peut obtenir des communications avec les stations en cause.

Après un échange de vues sur la signification de l'expression « subtile » par rapport à la syntonisation, M. SOLARI fait remarquer que le mode de la syntonisation est souvent breveté et que la publication demandée pourrait léser les intérêts des inventeurs.

M. CARDARELLI, au sujet de la syntonisation, peut déclarer qu'il a vu des expériences très bien réussies de télégraphie sans fil multiple entre les stations Marconi de Poldhu et Lizard. On a reçu à la station de Lizard sur le même fil aérien deux dépêches envoyées simultanément par la station de Poldhu.

A titre d'introduction dans la discussion du § 2, M. STRECKER donne l'exposé suivant :

« Au dernier paragraphe j'ai déjà montré qu'à bord de chaque vaisseau il faut connaître les éléments de syntonisation des stations côtières. En premier lieu on imposera à ces stations le devoir de publier la longueur d'onde qu'elles emploient.

« Mais chaque station pourra-t-elle choisir une longueur d'onde telle qu'elle voudra? Par exemple une station choisira 200 m., la voisine 280 m. la prochaine 240, etc. Peut-être serait-il plus utile de fixer quelques longueurs qui feront une progression, telle que 100, 200, 300, 400, ou 150, 250, 350, 450, etc. afin que chaque station en choisirait une. Ce procédé rendra plus facile la syntonisation et simplifiera l'outillage des

vaisseaux. Au lieu d'exiger cette progression on pourrait se borner à la recommander comme norme.

« Au paragraphe précédent nous avons vu que les stations à syntonisation mécanique seront obligées de publier, en outre de la longueur d'onde, aussi les autres éléments de leur syntonisation.

« Ces indications suffiront-elles ?

« On pourra en outre exiger la publication de l'installation technique de toutes les stations (question subsidiaire *b*). Mais ce sera trop. Cette question n'est posée que pour être niée, pour conduire à la prochaine question subsidiaire

« (*c*) qui doit être affirmée. Car les particularités d'un système ne peuvent être exprimées en chiffres seuls, tels que la longueur d'onde et d'autres éléments de syntonisation.

« (*d*) Quand un vaisseau se rapproche d'une station côtière, il lui conviendra bien de savoir à quelle distance il réussira à appeler la station. Dans ce but il faut connaître une portée déterminée de la station, par exemple en supposant un vaisseau à mâts de 30 m. de hauteur. Ce chiffre de portée sera un peu arbitraire, c'est vrai ; mais l'expérience règlera bientôt l'usage. La portée d'une station côtière sera alors marquée dans les cartes maritimes comme le sont les portées des phares.

« Au lieu de ce chiffre arbitraire on pourrait exiger la publication des dimensions de l'antenne et de ses annexes ; de là on pourrait estimer ou calculer la portée ; mais ce sera trop compliqué.

« En conclusion, les indications à publier par rapport à chaque station côtière sont :

- « la longueur d'onde,
- « les autres éléments de syntonisation, s'il y en a,
- « le système dont est pourvu la station,
- « sa portée maximum.

« La longueur d'onde sera choisie entre les longueurs recommandées comme normales. »

M. CALVO Y JUANA, délégué de l'Espagne, croit que la portée maximum des transmissions est en rapport avec les longueurs d'onde. Il est donc d'avis qu'il faudrait publier non seulement les longueurs d'onde mais aussi leur portée.

M. BOULANGER, délégué de la France, fait ressortir que la syntonisation ne dépend pas seulement des longueurs d'onde mais aussi d'autres éléments, par exemple de la sensibilité du récepteur. Il y a donc lieu de chercher le critérium de chaque station et de faire de profondes études pour trouver un récepteur-étalon. Pour le moment on pourrait réserver la question pour une discussion ultérieure.

Au nom de la Marine austro-hongroise M. SELLNER fait la proposition suivante :

« Chacun des pays contractants publiera chaque année une liste des stations radiographiques établies sur son territoire, indiquant tous les détails nécessaires au sujet de ces stations et notamment la longueur des ondes appliquées par ces stations à la correspondance avec les navires en mer.

« Sous réserve de l'approbation des Gouvernements intéressés, des

ententes particulières peuvent être établies sur l'emploi des longueurs des ondes spéciales, qui alors n'ont pas besoin d'être publiées.

M. BORDELONGUE propose une autre rédaction pour le § 2, savoir :

« Les États contractants devront rendre publics tous les renseignements techniques de nature à faciliter et à accélérer les communications entre ces stations côtières et les navires en mer.

« Toutefois, chacun des Gouvernements contractants pourra autoriser les stations situées sur son territoire, et cela dans les conditions qu'il jugera convenables, à utiliser plusieurs installations ou dispositifs différents. »

M. CARDARELLI regrette ne pas pouvoir adhérer ni à l'une ni à l'autre rédaction proposée.

« La longueur d'onde est un élément essentiel dans la radiotélégraphie et sa valeur a une très grande importance sur le résultat pratique du système. Il est bien connu qu'une majeure longueur d'onde agit avantageusement sur la transmission en vue d'écarter certains obstacles.

« La radiotélégraphie multiple est essentiellement fondée sur la possibilité d'émettre des ondes de différente longueur. La longueur d'onde a aussi bien une influence sur la perte d'énergie comme il a été démontré par Hertz.

Il n'est donc pas possible de fixer d'avance une longueur d'onde dont le choix peut être un élément de perfectionnement d'un système. »

Un échange d'opinions se produit sur la question de l'adoption de longueurs normales d'onde et de leur publication. Vu l'importance de cette question M. LE PRÉSIDENT propose de renvoyer la discussion jusqu'à la séance prochaine qui aura lieu le 7 août.

Clôture de la séance à 1 h. 10 m.

Le Président :

SYDOW.

Les Secrétaires :

FUHRKEN, LINDOW, PFITZNER, OBERLAENDER.

PROCÈS-VERBAUX

CONFÉRENCE PRÉLIMINAIRE CONCERNANT LA TÉLÉGRAPHIE SANS FIL

TROISIÈME SÉANCE

7 Août 1903.

La séance est ouverte à 10 h. 10 m. par M. le Président.

Sont présents tous les membres de la conférence qui assistaient à la première séance.

M. LE PRÉSIDENT informe la conférence qu'il a reçu différents imprimés se rapportant à la télégraphie sans fil. Il donne ensuite communication d'une lettre du conseil municipal de Ninove (Belgique), relative à la prétendue priorité de l'invention de la télégraphie sans fil, réclamée par M. Bobone.

Le procès-verbal de la première séance est approuvé par l'assemblée sauf les corrections réclamées par différents délégués.

Les amendements cités ci-après ont été distribués par le Bureau.

Ce sont :

- 1^o Proposition de la Délégation française pour une autre rédaction du § 1^{er} de l'article 1^{er} de l'avant-projet allemand

« Les stations côtières de télégraphie sans fil ouvertes au service télégraphique privé avec les navires en mer sont tenues de recevoir ou de transmettre les télégrammes émanant ou à destination de ces navires sans distinction des systèmes de télégraphie sans fil employés par ces derniers. »

- 2^o Proposition de la Marine austro-hongroise pour une autre rédaction du § 2 de l'article 1^{er} de l'avant-projet allemand.

« Chacun des pays contractants publiera chaque année une liste des stations radiographiques, établies sur son territoire, indiquant tous les détails nécessaires au sujet de ces stations et notamment la longueur des ondes appliquées par ces stations à la correspondance avec les navires en mer.

« Sous réserve de l'approbation des Gouvernements intéressés, des ententes particulières peuvent être établies sur l'emploi des longueurs d'onde spéciales qui, alors, n'ont pas besoin d'être publiées. »

3° Proposition de la Délégation française pour une autre rédaction du §2 de l'article 1^{er} de l'avant-projet allemand.

« Les États contractants devront rendre publics tous les renseignements techniques de nature à faciliter et à accélérer les communications entre ces stations côtières et les navires en mer.

« Toutefois, chacun des Gouvernements contractants pourra autoriser les stations situées sur son territoire, et cela dans les conditions qu'il jugera convenables, à utiliser plusieurs installations ou dispositifs différents. »

La proposition des délégués de la France, citée sous 1°, a été acceptée déjà dans la deuxième séance.

M. SELLNER, délégué de la Marine austro-hongroise, déclare qu'il retire la proposition de la Marine austro-hongroise en faveur de celle des délégués de la France, citée sous n° 3.

M. GRILLO, délégué de l'Italie, dit que la délégation italienne n'est pas à même d'accepter la proposition française parce que le Gouvernement italien, par son arrangement avec M. Marconi, s'est engagé à tenir secrets les détails des installations de cet inventeur.

Sur la demande de M. LE PRÉSIDENT, s'il n'existe pas une clause dans ce contrat qui réserve au Gouvernement italien le droit de modifier cet arrangement au cas d'une entente internationale, M. SOLARI, délégué de l'Italie, répond que cette réserve ne se rapporte qu'aux échanges avec d'autres systèmes mais qu'elle n'est pas comprise dans l'article qui concerne le secret des installations. Sur la nouvelle demande de M. LE PRÉSIDENT, à quelle date cet arrangement ait été conclu, M. SOLARI répond que la date de signature du contrat est le 16 février 1903, mais que la date du premier arrangement qui assure le secret des détails, est celle d'une lettre du 8 février 1901.

M. GAVEY, délégué de la Grande-Bretagne, fait la déclaration suivante :

« Jusqu'à présent nous avons considéré les systèmes dits syntoniques, mais il nous semble qu'il faut aussi tenir compte de systèmes non syntonisés qui, à mon avis, sont actuellement employés dans la plupart des stations côtières. Les systèmes radiotélégraphiques se divisent en trois catégories, savoir :

« (a) les systèmes non syntonisés où, pour chaque étincelle de la bobine d'induction, est émise une seule onde effective d'une longueur déterminée par la hauteur de l'antenne. On peut recevoir les signaux produits par ces ondes à des distances variables selon les récepteurs non syntonisés ou syntonisés et au moyen d'antennes de longueur variable.

« (b) les systèmes partiellement syntonisés où chaque étincelle produit toute une gerbe d'ondes d'une longueur déterminée par les détails des installations. Pour recevoir les signaux à la distance maximum, il est nécessaire de se servir d'un récepteur en syntonisation aussi parfaite que possible avec le transmetteur. Mais en outre il est possible de recevoir les signaux à des distances variables par des

récepteurs non syntonisés ou même par des récepteurs partiellement syntonisés sans que cette syntonisation réponde à la station transmettrice.

« (c) les systèmes avec une syntonisation absolue ou subtile qui, à l'heure qu'il est, n'ont pas encore fait leurs preuves.

« Il serait donc utile de publier pour les stations côtières non syntonisées :

« (a) le fait qu'elles ne sont pas syntonisées,

« (b) la portée ordinaire.

« Je recommande de remplacer l'expression « portée maximum » par « portée ordinaire » parce que, pour atteindre ce maximum, il est nécessaire que les appareils transmetteurs et récepteurs soient dans un état parfait et que l'on ne peut compter sur les appareils tellement perfectionnés à bord des navires ayant peut-être achevé un long voyage.

« Quant aux systèmes partiellement syntonisés il serait nécessaire de publier :

« (a) la longueur des ondes,

« (b) la portée ordinaire,

« (c) les éléments techniques nécessaires à syntoniser les récepteurs.

« Dans l'intérêt des inventeurs il ne conviendrait pas de procéder à une publication plus détaillée. »

M. LE PRÉSIDENT, en se ralliant aux vues de M. GAVEY, propose de remplacer les mots « portée maximum » par « portée ordinaire » dans la question subsidiaire *d* du § 2, article 1^{er}. Il y aurait lieu, en outre, d'exiger seulement la publication des éléments nécessaires pour entrer en communication avec la station côtière (question subsidiaire *b*).

La délégation française adhère à cette manière de voir.

M. LE PRÉSIDENT résume les résultats de la discussion par les points suivants :

1° d'après l'avis général il n'est pas l'intention de restreindre les systèmes d'une syntonisation subtile ou exclusive ;

2° il ne convient pas de publier les détails techniques des stations côtières, mais

3° pour alléger l'échange entre différents systèmes seulement les longueurs d'onde, la portée ordinaire et le nom du système ;

4° quant à la question des longueurs d'onde, il serait désirable de recommander certaines longueurs entre lesquelles chaque station choisirait, tout en accordant aux stations la faculté de s'entendre sur des longueurs spéciales et aussi de changer ces longueurs.

M. LE PRÉSIDENT constate qu'il est déjà tenu compte de ces propositions par la proposition française, mais que l'Italie n'est pas à même d'y adhérer à moins d'une entente préalable avec M. Marconi.

M. GRILLO désire exprimer la bonne volonté de son Gouvernement de coopérer à une entente internationale, mais que, pour le moment, il n'est pas à même de donner une adhésion définitive pour les raisons indiquées. Toutefois il espère qu'il sera possible d'aplanir les obstacles.

M. LE PRÉSIDENT constate que tous les délégués considèrent la proposi-

tion française comme une base utile pour les échanges entre divers systèmes, abstraction faite de la réserve de l'Italie.

On passe à la discussion du § 3, concernant les taxes à percevoir.

M. SCHRADER, délégué de l'Allemagne, commence la discussion par l'exposé suivant :

« La concurrence libre entre les différents systèmes qui fait le principal objet de nos délibérations ne sera possible que sous la condition que les taxes pour l'échange des radiotélégrammes soient raisonnables et que chaque station obtienne une bonification conforme à ses prestations.

« Si donc la taxe totale est perçue, soit sur l'expéditeur du télégramme, soit sur le destinataire, il faut qu'elle soit partagée entre la station côtière et la station à bord du navire, et, par conséquent, les stations différentes se doivent réciproquement compte des taxes perçues par chacune d'elles, sauf le cas naturellement où les stations appartiennent à la même administration ou à la même compagnie. Il appartiendra à une conférence ultérieure de fixer les détails de ce décompte, qui d'ailleurs s'effectuera sans difficulté, si, quant aux télégrammes provenant des navires, les frêteurs sont responsables du paiement aux propriétaires des stations côtières.

« Le partage des taxes par moitié entre les stations, comme le prévoit le § 3 de l'article 1^{er}, est seulement une proposition préliminaire qui peut être amendée, si un autre mode de répartition est préférable.

« Quant au montant des taxes à percevoir, il n'est pas la tâche de cette conférence de le fixer. Toutefois il importe de poser le principe que les taxes soient approuvées par l'État, sur le territoire duquel est située la station côtière. Ce contrôle officiel qui naturellement écartera toute rigueur inutile, est indispensable pour éviter qu'un entrepreneur, en percevant des taxes exorbitantes, ne rende pas difficile — au point de s'assurer une sorte de monopole pour son système — la communication avec les stations qui font emploi d'un autre système.

« Or la délégation allemande est d'avis que la taxe applicable pour la correspondance d'une station côtière doit être toujours la même, n'importe qu'il s'agisse du trafic dans la direction de la côte au navire ou du trafic de la direction inverse et sans égard au système de télégraphie sans fil adopté par le navire.

« Conformément à l'usage actuel il sera utile de percevoir la taxe toujours sur l'expéditeur ; le procédé, c'est vrai, n'est pas en accord avec le règlement du service de la télégraphie internationale qui prescrit, pour les télégrammes à échanger avec les navires en mer par l'intermédiaire des sémaphores, que la taxe est perçue sur l'expéditeur pour les télégrammes adressés aux navires et sur le destinataire pour les télégrammes provenant des navires. Mais je crois que l'échange radiographique aille dans la plupart des cas dans la direction du navire à la côte, que les intérêts de l'expéditeur à bord des navires soient prépondérants et que, par conséquent, un refus de réception et du paiement des taxes soit évité, autant que possible, si c'est toujours l'expéditeur qui doit payer la taxe.

« Quant aux taxes je puis donc résumer l'opinion de la délégation allemande en ces termes :

« 1^o Les taxes seront raisonnables et elles seront partagées entre les stations côtières et les postes à bord des navires de manière à

assurer à chaque station une bonification conforme à ses prestations.

- « 2° La taxe applicable à toutes les correspondances échangées entre une station côtière et les navires en mer sera toujours la même quel que soit le système de télégraphie sans fil adopté par le navire et n'importe qu'il s'agisse d'une dépêche provenant de la côte ou provenant d'un navire.
- « 3° Le tarif de la station côtière servira de norme pour les taxes à appliquer aux échanges entre ces stations et les navires.
- « 4° La taxe sera toujours perçue sur l'expéditeur. »

M. BORDELONGUE, délégué de la France, dit que, dans l'esprit de son Gouvernement, les idées directrices qui doivent inspirer la conférence dans l'examen des diverses questions, sont les suivantes :

1° en ce qui concerne les appareils, il convient d'admettre la libre concurrence en évitant soigneusement toute mesure qui aboutirait à la constitution d'un monopole quelconque, parce que seule la libre concurrence, dans les applications d'une science qui est encore tout à fait à ses débuts, peut favoriser le progrès et l'initiative des inventeurs.

2° pour ce qui concerne les tarifs, il est nécessaire de fixer les bases essentielles d'un régime de manière à garantir le public de tous les pays contre les exigences abusives des entrepreneurs.

On peut s'inspirer déjà, pour la fixation de la base des tarifs, des règles qui ont présidé à l'organisation de la transmission des télégrammes sémaphoriques, laquelle offre une grande analogie avec les applications du nouveau système parce que toutes deux visent l'échange de la correspondance entre la côte et les navires en mer. La seule différence à considérer c'est la portée beaucoup plus grande des transmissions par la télégraphie sans fil et par conséquent la valeur beaucoup plus grande aussi du service rendu.

Actuellement, la taxe sémaphorique comprend deux éléments : la taxe du parcours maritime qui est constante et arrêtée uniformément dans le régime international à 1 franc et la taxe du parcours sur le réseau télégraphique général qui est fixé suivant les règles établies par l'Union télégraphique.

La taxe du parcours maritime, qui a été rendue uniforme dans un but de simplification devenu possible par le nombre relativement peu élevé des télégrammes sémaphoriques, ne répondrait pas aux conditions particulières des échanges au moyen de la télégraphie sans fil.

La délégation française est d'avis que la taxation par mot doit être la base de l'organisation des tarifs applicables aux correspondances transmises par le nouveau système.

Elle pense également que la taxe totale devrait être divisée en deux parties :

1° la taxe revenant à la station côtière,

2° la taxe revenant au navire, celle-ci devant être fixée par le Gouvernement dont ce navire porte le pavillon.

Elle est enfin d'avis qu'un maximum doit être établi afin que, sur les navires passagers notamment, le prix de la correspondance ne soit pas soumis à l'arbitraire des exploitants. Il n'entre pas, bien entendu, dans les idées de la délégation française de déterminer aujourd'hui la quotité

de ce maximum. Trop d'éléments entrent en jeu qui doivent faire l'objet d'une étude approfondie. Ce sera l'œuvre d'une conférence ultérieure. Mais le principe du maximum doit être dès maintenant considéré.

M. LE PRÉSIDENT est d'avis que la proposition d'un maximum représente une amélioration des propositions allemandes. Quant à la composition des taxes, l'Allemagne ne manquera pas de tenir compte des vues de la majorité.

M. BILIBINE, délégué de la Russie, adhère à la proposition française.

M. CALVO Y JUANA, délégué de l'Espagne, se rallie également en général à cette proposition, toutefois il est d'avis qu'il convient de proportionner la taxe pour chaque station à sa portée moyenne.

M. BORDELONGUE fait remarquer que la proposition de la délégation française se concilie parfaitement avec la remarque, d'ailleurs très juste, présentée par l'honorable délégué de l'Espagne.

La fixation de la taxe par mot et celle d'un maximum n'empêcheront pas d'examiner, en temps opportun, s'il n'y aura pas lieu de graduer la taxe et de la rendre proportionnelle à la distance.

M. VON STIBRAL, délégué de l'Autriche se rallie également à la proposition française, toutefois il fait ressortir les difficultés qui résulteraient d'un décompte entre des pays qui, à l'heure qu'il est, ne sont pas en rapport immédiat.

M. GRILLO émet l'opinion que dans la plupart des cas l'intérêt d'une communication radiographique est plutôt du côté du navire et qu'il convient par conséquent de mettre à la charge du navire la plus grande part de la taxe. Il soumet à l'appréciation de l'assemblée l'idée s'il ne conviendrait pas de disposer que la taxe pour les télégrammes envoyés par le navire soit perçue à bord par le représentant de la société qui est propriétaire des appareils et celle pour les télégrammes transmis de la station côtière par le Gouvernement ou la société desquels la station dépend, en réglant toutefois le montant de la taxe de façon que la station terrestre soit en quelque manière compensée de l'infériorité des recettes qui lui reviennent pour le petit nombre de télégrammes qu'elle a à expédier, tandis que son travail de réception est bien plus lourd. — Quoi qu'il en soit, cette matière sera utilement abandonnée à une entente ultérieure.

M. SINS, délégué de la France, estime que la quote-part de taxe revenant aux stations côtières pourrait être moins élevée que celle des navires, les stations côtières devant généralement être exploitées par des États qui, en vue de l'intérêt général, peuvent faire des sacrifices que les compagnies d'exploitation des postes à bord des navires pourraient avoir quelque difficulté à consentir.

Quant à la perception de la taxe et à sa répartition entre les entreprises d'exploitation et les offices intéressés, il pense que la taxe devrait être, dans tous les cas, perçue sur l'expéditeur, étant entendu que les entre-

prises d'exploitation à bord des navires seront en compte avec les administrations des États dont ces navires portent le pavillon, celles-ci ayant à assurer le partage des taxes avec les autres offices qui ont participé à la transmission d'après le mode en usage actuellement pour les télégrammes acheminés sur le réseau télégraphique international terrestre.

M. LAMB, délégué de la Grande-Bretagne, émet sur cette matière l'avis suivant :

« Nous entendons que la question de la répartition du taux de la taxe reste ouverte, mais à présent nous sommes portés à l'opinion que la juste part appartenant à la station côtière devrait être bien supérieure à celle appartenant au navire. Quant aux observations de l'honorable délégué de la France, il propose, si je ne me trompe pas, de laisser au Gouvernement du pays où la station côtière se trouve, le droit de fixer le taux de la taxe. Alors il ne serait pas juste de laisser au Gouvernement dont dépend le navire en cause, le droit de fixer de son propre droit la taxe ou la partie de cette taxe applicable aux communications avec la côte sans l'assentiment de l'autre Gouvernement. »

M. BORDELONGUE insiste sur la nécessité de fixer un maximum pour garantir les intérêts du public qui, à bord des navires, peut avoir à faire usage du nouveau mode de correspondance.

L'application régulière de ce principe ne peut être assurée que par le Gouvernement dont le navire porte le pavillon.

Pour répondre, d'ailleurs, à une observation de M. le délégué de l'Italie, M. BORDELONGUE fait observer à nouveau qu'il ne s'agit pas, à l'heure actuelle, de fixer la quotité de ce maximum. Certains pensent qu'il devra être plus élevé pour la taxe du bord que pour celle de la station côtière. D'autres peuvent penser le contraire.

Un poste placé sur un navire reviendra certainement à un prix moindre que celui de l'installation d'une station côtière. Il entrera dans les frais généraux de la construction du bateau comme amélioration de l'outillage. Le navire pourra, par l'emploi de la télégraphie sans fil pour son usage exclusif, récupérer très rapidement les frais d'établissement.

La station côtière, de son côté, aura un échange télégraphique plus actif que le navire isolé, ce qui peut également justifier une taxe moindre. Quoi qu'il en soit, la question de quotité et de répartition des taxes n'est pas mûre et paraît devoir être ajournée.

M. CARDARELLI, délégué de l'Italie, s'associe à l'avis émis par son collègue britannique d'après lequel il conviendrait de laisser aux stations la plus grande part des taxes. En outre il est, avec l'Allemagne, de l'avis qu'il conviendrait de percevoir les taxes sur l'expéditeur.

M. LE PRÉSIDENT résume la situation de la discussion :

« Je constate qu'il y a un assentiment général sur les points suivants :

- « 1° la taxe sera raisonnable ;
- « 2° il faut fixer un maximum ;
- « 3° la taxe se composera de deux éléments : d'une quote-part afférente à la station côtière, et d'une autre quote-part acquise au navire ;

- « 4° la taxe sera prélevée sur l'expéditeur ;
- « 5° la question de la comptabilité reste réservée à une conférence ultérieure. »

M. BORDELONGUE demande que la rédaction du texte du § 3 soit réservée à la prochaine séance. La délégation française se propose, en effet, de soumettre une proposition.

M. LE PRÉSIDENT est d'accord et ajourne la discussion jusqu'à la prochaine séance.

En passant à la question de l'indemnisation, il invite les délégués de la Grande-Bretagne et de l'Italie à exposer leurs manières de voir à ce sujet.

M. GRILLO juge indispensable d'accorder une indemnisation aux compagnies qui ont à présent des stations en fonction ; mais, en raison de l'importance de la matière, il demande le renvoi de la discussion à une séance ultérieure. Cependant, pour répondre à l'invitation de M. LE PRÉSIDENT, il indique les raisons principales qui parlent en faveur d'une indemnité. Ces raisons sont d'abord d'un ordre technique, attendu qu'il convient de protéger les appareils d'un fonctionnement supérieur contre ceux de moindre qualité. D'un autre côté les engagements pris avec M. Marconi imposent au Gouvernement italien le devoir d'écarter tout préjudice aux intérêts de l'inventeur.

M. LAMB écarte pour son pays toute obligation d'une indemnisation proprement dite. Néanmoins il soulève la question s'il ne serait pas préférable de concéder aux compagnies qui ont établi des stations, le droit de demander une surtaxe sur tout télégramme échangé avec un navire muni d'un appareil d'un système différent.

M. WACHENFELD, délégué de l'Allemagne, relève les points de vue relatifs à l'indemnisation ;

« Pour qu'on puisse mieux juger de la question d'indemnité, il faudra que ceux qui plaident en faveur d'une indemnisation s'expliquent sur les trois points :

« 1° Quels sont les dommages pour lesquels il faut payer une indemnité ?

« 2° Qui est-ce qui doit payer l'indemnité ?

« 3° De quelle manière doit être effectuée cette indemnité.

« Si un État juge à propos d'accorder une indemnité aux stations existant sur son territoire parce qu'elles sont tenues de communiquer dorénavant avec des navires munis d'appareils d'un autre système, c'est une affaire qui ne regarde que lui. Quant à l'Allemagne, il n'existe au point de vue du droit aucun titre à dommages-intérêts pour les stations existantes ; au point de vue de l'équité nous ne voyons non plus aucune raison d'accorder une indemnité quelconque attendu que, à notre avis, il n'y a pas de préjudice. A ce qu'il paraît il n'y a que l'Italie qui, au point de vue du droit, se trouve dans une situation différente, s'étant obligée, par contrat vis-à-vis de la compagnie Marconi, à ne laisser communiquer ses stations côtières qu'avec des navires munis d'appareils de cette compagnie. Pour les États qui n'ont aucun engagement envers celle-ci, je ne

vois pas de motif qui puisse les engager à lui accorder une indemnité ; elle n'est pas lésée dans ses droits si l'on réclame la libre concurrence entre tous les systèmes ; ce qu'elle perdra, c'est l'espoir de se créer un monopole. D'autre part, si elle ouvre ses stations à la communication avec les navires qui ont des appareils d'un autre système à bord, elle en tirera sans doute des avantages parce que l'échange des correspondances à ses stations va augmenter. Si la compagnie Marconi voulait persister à refuser d'entrer en communication avec les appareils d'un autre système, les États qui n'ont pas l'intention de se soumettre à ces exigences tendant à la monopolisation d'un seul système, seraient vraisemblablement forcés à prendre des mesures répressives. En outre il est à remarquer qu'il y a actuellement dans les différents pays un nombre assez considérable de stations côtières qui sont pourvues d'appareils autres que ceux de Marconi, et qui pourraient, du même droit, prétendre à une indemnité. »

M. GRILLO se rallie à l'avis émis par M. LAMB en jugeant que ses propositions fournissent la meilleure solution de la matière en question par l'établissement d'une surtaxe. A cette occasion l'orateur, en revenant sur l'affaire Marconi, croit devoir ajouter que le contrat du Gouvernement italien n'a pas été conclu avec la Compagnie Marconi mais avec l'inventeur lui-même. Les pourparlers étaient déjà engagés depuis plusieurs années et avancés à tel point qu'à l'arrivée de l'invitation de l'Allemagne relative à la conférence présente, le Gouvernement italien se trouvait lié définitivement. C'est pour faire hommage à l'invitation du Gouvernement allemand que la clause, réservant au Gouvernement italien le droit de demander dans certains cas des modifications, a été insérée dans le contrat.

M. le PRÉSIDENT remercie M. GRILLO de cette déclaration.

M. LAMB ne juge pas réalisable d'indemniser les compagnies existantes par les États contractants selon la proposition de M. GRILLO. Il recommande encore une fois la perception d'une surtaxe en faveur des compagnies à indemniser et fait ressortir, sur une demande, qu'il faudrait indemniser, non seulement les stations existantes, mais aussi les systèmes en fonction.

Sur la demande de M. GRILLO la question est renvoyée à la prochaine séance, et l'assemblée est invitée à passer à la discussion de l'amendement de l'Allemagne de la teneur suivante :

« AMENDEMENTS ALLEMANDS »

relatifs aux « Matériaux pour la discussion » de la conférence préliminaire concernant la télégraphie sans fil :

« 1° Insérer après I, § 3, le nouveau paragraphe suivant :

§ 4. Le service des stations radiotélégraphiques doit être organisé, autant que possible, de manière à ne pas troubler le service d'autres stations radiotélégraphiques.

« 2° Insérer dans l'article IV après les mots. « Les dispositions de la présente Convention », les mots :

« sauf la disposition de l'article I^{er}, § 4 ».

« 3^o Insérer après l'article IV le nouvel article suivant :

« V. Les stations terrestres, dont la sphère d'action électrique s'étend jusqu'à la côte, seront soumises aux dispositions de l'article I^{er}, § 4. »

« 4^o L'article V obtient par conséquent le n^o VI. »

M. SCHRADER, délégué de l'Allemagne, donne les éclaircissements suivants en vue du nouveau § 4 :

« Le nouveau § 4 — amendement de la délégation allemande — ne pose qu'une règle générale pour l'organisation du service ; vu la nature propre de la télégraphie sans fil et vu que les ondes hertziennes se propagent dans toutes les directions et que par conséquent le fonctionnement simultané non interrompu de plusieurs stations voisines n'est qu'un problème insuffisamment résolu, il faut poser le principe que les administrations s'engagent à prendre toutes les dispositions pour limiter autant que possible les perturbations réciproques. Les détails de ces dispositions font partie du règlement d'exécution qui nous occupera dans l'article III. »

M. GAVEY demande si les systèmes existants sans syntonisation seraient prohibés et si seulement des stations avec syntonie seraient admises.

M. LE PRÉSIDENT est d'avis qu'il n'y aurait pas lieu de supprimer les premiers systèmes et qu'il n'entre pas dans le sens du nouveau § 4 de prononcer une pareille interdiction. Après cette interprétation, M. GAVEY déclare sous toutes réserves l'adhésion de la Grande-Bretagne au nouveau § 4.

M. SOLARI, délégué de l'Italie, est d'avis qu'il serait hasardeux de donner dès à présent les détails des dispositions qui devraient faire partie d'un règlement d'exécution pour un service qui n'a pas encore été expérimenté par aucun Gouvernement sur des bases commerciales. Mais il faudrait soumettre la question à un examen pratique dans les différents pays par des commissions spéciales qui auraient à étudier les questions à formuler par cette conférence.

M. BORDELONGUE est d'accord en principe, mais demande que la discussion des détails soit remise à la prochaine séance.

M. LE PRÉSIDENT se rallie à cette demande, remet à la même séance la discussion des amendements allemands précités et passe à la discussion de l'article II. Il invite MM. les Délégués à faire connaître l'état de législation de leurs pays relative à l'exploitation de la télégraphie sans fil.

M. BORDELONGUE dit qu'en France la télégraphie sans fil, étant un monopole de l'État, le Gouvernement est en mesure d'imposer telles conditions qu'il jugera utiles.

M. WACHENFELD dit qu'en Allemagne la loi constituant le monopole des télégraphes s'applique également aux établissements de radiographie;

cependant, cette loi prévoit certaines exceptions de moindre importance, par exemple en faveur des services de transport, et il sera peut-être nécessaire d'écarter ces exceptions pour les installations radiographiques. Dans ce but une loi spéciale est en préparation.

M. VON STIBRAL fait connaître que la législation autrichienne assure à l'Etat le monopole de la télégraphie sans fil.

M. WATERBURY, au nom de la délégation des États-Unis, fait la déclaration suivante :

« I desire to state, on behalf of the delegation from the United States, that, when the invitation extended by the German Government was received, the subject matter was carefully considered by our Government.

« The power of the United States to impose conditions upon the operation of any wireless telegraph system which conveys messages to or from the United States is absolute. Such transmission has been repeatedly held by the Supreme Court of the United States to be commerce, and, therefore, within the plenary and paramount authority of the Federal Government to regulate, whether such commerce be foreign or interstate. »

(« Lorsque l'invitation du Gouvernement allemand pour cette conférence a été reçue, la matière a été examinée avec beaucoup de soin par notre Gouvernement. Le pouvoir du Gouvernement des États-Unis d'imposer des conditions pour l'exploitation d'un système de télégraphie sans fil quelconque qui porte les télégrammes originaux ou à destination des États-Unis est absolu. Une telle transmission a été toujours considérée par la Cour Suprême des États-Unis comme une espèce de commerce et par conséquent sous l'autorité plénière et suprême du gouvernement fédéral et sujette à sa réglementation, n'importe qu'il s'agisse de communications avec l'étranger ou entre les différents États de la fédération. »)

M. SALEWSKY, délégué de la Russie, expose qu'en Russie la télégraphie sans fil appartient au monopole de l'Etat. Le Gouvernement n'admettrait aucune compagnie privée à l'exploitation d'un tel service.

M. CALVO Y JUANA dit :

« La législation en Espagne assure seulement à l'administration des télégraphes l'exploitation de ses lignes télégraphiques.

« Le Gouvernement espagnol est tout à fait libre d'imposer à toutes les compagnies de télégraphie sans fil le cahier des charges qu'il croira le mieux et il n'a fait aucune convention sur ce sujet avec personne. »

M. HOLLOS, délégué de la Hongrie, déclare qu'en Hongrie également la télégraphie sans fil appartient au monopole de l'Etat. Toutefois il existe une exception pour les installations ne dépassant pas les limites d'un immeuble. Cette exception, cependant, est d'une moindre importance pour la télégraphie sans fil, parce qu'une autre disposition prescrit généralement qu'aucune installation de l'espèce ne devrait déranger d'autres services télégraphiques.

M. LAMB revient sur sa déclaration antérieure, d'après laquelle la radiotélégraphie est un monopole de l'État, mais restreint aux communications qui ne franchissent pas les frontières du Royaume.

M. LE PRÉSIDENT, après ces exposés, procède à l'ouverture de la discussion sur l'article II.

M. BORDELONGUE propose de donner à cet article la teneur suivante :

« Au cas où les États contractants n'exploiteraient pas tout ou partie des postes placés sur leur territoire, ils s'engagent à ne concéder ou autoriser la construction ou l'exploitation des stations de télégraphie sans fil à des particuliers ou à des sociétés que si les uns et les autres prennent l'engagement de se conformer dans leurs stations aux dispositions énoncées dans la présente convention et dans le règlement qu'elle prévoit. »

Les délégations allemande et autrichienne aimeraient se rallier à la teneur modifiée de la proposition française.

M. LAMB fait l'objection que, d'après la proposition française, la Grande-Bretagne serait obligée de ne pas admettre dans le Royaume-Uni telles compagnies qui ont conclu dans les colonies des contrats non concordant avec les principes d'une convention internationale. Une longue discussion s'engage à cet égard ; d'abord on met au clair que la Grande-Bretagne ne saurait être obligée d'adhérer à une pareille convention autant pour le Royaume-Uni que pour les colonies indépendantes, mais que l'adhésion pourrait être restreinte aussi à une partie de ces pays. A la suite, la question est discutée, si dans la partie de l'Empire adhérant à la convention, on admettrait des systèmes admis dans d'autres parties de l'Empire non adhérentes en vertu d'arrangements spéciaux qui ne concordent pas avec les stipulations internationales.

Cette discussion n'aboutissant pas, la question est réservée à la prochaine séance qui est fixée au 10 août.

Clôture de la séance à 1 h. soir.

Le Président :

SYDOW.

Les Secrétaires :

FUHRKEN, LINDOW, PFITZNER, OBERLAENDER.

PROCÈS-VERBAUX

CONFÉRENCE PRÉLIMINAIRE CONCERNANT LA TÉLÉGRAPHIE SANS FIL

QUATRIÈME SÉANCE

10 Août 1903.

La séance est ouverte à 10 h. 10 m. par M. le Président.

Sont présents tous les membres de la Conférence qui assistaient à la première séance.

Sur la demande de M. LE PRÉSIDENT les procès-verbaux de la deuxième et de la troisième séance sont approuvés par l'assemblée sauf les corrections à signaler, le cas échéant, par les délégués intéressés.

Aux termes du résumé de M. LE PRÉSIDENT la séance actuelle s'occupera des matières suivantes, réservées par la dernière séance, savoir les questions concernant :

- 1^o l'indemnisation,
- 2^o les taxes à appliquer,
- 3^o les perturbations, et
- 4^o l'exclusion des compagnies, employant des systèmes différents, dans les pays qui ont des colonies avec gouvernement autonome.

M. SOLARI, délégué de l'Italie, donne, au sujet de l'indemnisation, lecture de la déclaration suivante :

« Avant d'entrer dans la discussion des taxes et des indemnités, je vais faire quelques remarques qui me semblent nécessaires : En vue des affirmations faites par l'honorable délégué de l'Allemagne, dans la dernière séance, qu'aucun préjudice, selon son avis, ne serait apporté à personne par un service cumulatif sans distinction des systèmes employés, je dois faire la déclaration suivante, qui fournira, j'espère bien, quelques éléments pour le meilleur jugement de la question. En admettant l'existence d'un système beaucoup plus développé que les autres, on devrait lui faire un arrangement spécial afin de le dédommager des pertes auxquelles il serait exposé s'il était mis en communication avec les autres systèmes.

« L'étude impartiale de l'histoire de la radiotélégraphie démontre en effet qu'en 1896 Guilielmo Marconi réussit, le premier entre tous, à transmettre les télégrammes par les oscillations hertziennes. En 1898 il réussit à résoudre le problème de la syntonie électrique pour les transmissions à des distances considérables, pour lesquelles il a pris le premier

brevet. En 1900, il exécutait les merveilleuses expériences de radiotélégraphie multiple entre Poole et S.-Catérine. Pendant l'hiver de l'an 1901 il a vaincu la difficulté (déclarée insurmontable par plusieurs savants) représentée par la courbure de la terre par ses importantes expériences à une distance de 300 km. entre le Cap Lizard et S.-Catérine. En hiver de l'an 1902 il exécutait, avec le succès le plus satisfaisant, ses premiers essais de transmissions à grande distance (3000 km.) entre Poldhu et S. Johns et entre Poldhu et le paquebot « Philadelphia ». En automne de l'an 1902 il réussit à démontrer la possibilité d'envoyer des radiotélégrammes à travers les plus hautes montagnes de l'Europe, les Alpes, en transmettant des dépêches de Poldhu au vaisseau de guerre « Carlo Alberto », qui se trouvait dans la Méditerranée. Pour ce qui touche ces dernières expériences je puis déclarer que moi-même, au matin du 9 septembre, j'ai reçu tout près de Cagliari sans aucune faute une dépêche de 40 mots adressée à S. M. le Roi d'Italie.

« Le 20 décembre 1902 Marconi, en présence de tout l'État-Major du « Carlo Alberto », franchit pour la première fois la grande distance qui existe entre le Canada et l'Angleterre en envoyant des radiotélégrammes de longueurs différentes aux plus grandes personnalités officielles de l'Europe de sa connaissance.

« Le 28 mars 1903 il exécutait ses expériences splendides de syntonie à la station de Poldhu en présence du professeur Fleming en démontrant la possibilité de rendre, *au moyen de ses appareils*, tout à fait indépendante la station d'un navire voisin jusqu'à une distance de 10 km. tandis que la station de Poldhu envoyait des télégrammes avec l'énergie employée pour la transmission transatlantique.

« Il y a plusieurs années déjà que Marconi fait successivement des inventions par des expériences très géniales mais très laborieuses et très coûteuses en rendant son système toujours plus pratique et plus efficace.

« En outre pendant des années il a dirigé lui-même, en risquant quelquefois même sa vie, l'installation de 45 stations côtières de puissance ordinaire dans différentes parties du monde, de 3 stations de grande puissance en Angleterre, au Canada, aux États-Unis — de plusieurs stations à bord des navires pour les marines de guerre italienne, anglaise, française et américaine, de 32 stations pour des bateaux de commerce des principales compagnies du monde. Je puis affirmer que j'ai vu personnellement ses appareils établis sur les navires de N. D. Llyord, de la Hamburg-America Linie, de la Compagnie transatlantique française, de la Cunard Line, de la American Line. Il est parvenu à une grande régularité au service radiotélégraphique, et tout cela, Messieurs, est le fruit d'expériences qui sont, à mon avis, entre les plus hardies qu'on ait faites au monde? D'autres découvertes, aussi bien utiles à l'humanité, ont été développées dans les cabinets de physique, mais ces expériences ont demandé le courage de choisir un cabinet de physique qui occupe l'espace existant entre le vieux et le nouveau monde.

« Il me semble donc, qu'on ne devrait pas accorder le même traitement à celui qui a exécuté une œuvre de génie, avec courage, en défiant dangers et sacrifices, avec la dépense de plusieurs millions et à celui qui cherche à en profiter sans avoir apporté de sa part qu'une petite contribution au progrès de l'invention.

« C'est la réponse que je donne à l'honorable délégué de l'Allemagne qui a demandé quel dommage serait apporté par un service cumulatif

sans distinction du système employé. Au sujet des taxes et de l'indemnité, la délégation italienne, tout en exprimant la bonne volonté pour arriver à une entente générale, garde l'opinion que pour la mise en fonction cumulative de plusieurs systèmes il serait nécessaire que tous ces systèmes fournissent la même garantie pour la portée et l'efficacité du service. »

M. LE PRÉSIDENT dit que le Gouvernement allemand est d'avis que tous les droits d'inventeur provenant des brevets resteront réservés aux inventeurs et aux compagnies exploitant ces brevets. Il en résulte que ces brevets donneront le profit légitime à l'inventeur. D'autre part la compagnie Marconi a déjà grand profit du développement actuel de la télégraphie par fil et, en outre, la libre concurrence développera et augmentera le trafic entre les stations côtières et les navires de manière à augmenter aussi le bénéfice des compagnies Marconi en multipliant la quote-part afférente aux stations.

M. LAMB, délégué de la Grande-Bretagne, se prononce dans les termes suivants sur la question d'une surtaxe à percevoir par les stations côtières des systèmes existants :

« Nous désirons faire ressortir encore une fois que nous ne reconnaissons pas pour une compagnie quelconque un droit à indemnisation de la part du Gouvernement du pays où cette compagnie a établi des stations ; nous n'admettons pas davantage un arrangement applicable à une seule compagnie ou à un seul pays. L'honorable délégué de l'Allemagne a fait observer, dans la troisième séance, « qu'il y a actuellement dans les « différents pays un nombre assez considérable de stations côtières qui « sont pourvues d'appareils autres que ceux de Marconi et qui pourraient « du même droit faire prétendre à une indemnité. » Nous reconnaissons qu'il serait juste que, si une compagnie quelconque avait le droit de faire percevoir une surtaxe, les autres compagnies qui lui pourraient faire concurrence jouissent du même privilège. Si l'on veut développer une invention par la voie de la libre concurrence, il est logique de laisser les exploitations privées libres de faire des arrangements de nature à protéger leurs intérêts financiers.

« Quant aux administrations qui se seraient décidées d'exploiter la télégraphie sans fil comme service d'État, il n'est pas nécessaire peut-être d'attacher la même importance aux résultats financiers de l'exploitation : elles doivent considérer en premier lieu l'intérêt du public, mais il pourrait être désirable même pour ces administrations d'accorder une rémunération pour les communications échangées avec des navires munis d'appareils d'un autre système que celui de leur pays. S'il n'y avait pas une compagnie d'exploitation dont il serait nécessaire de considérer la situation, on pourrait toujours demander une rémunération spéciale pour le bénéfice d'un inventeur national ou des fabricants nationaux de l'invention. Pour la Grande-Bretagne c'est en premier lieu une question d'exploitation, mais il faut aussi reconnaître que la compagnie qui chez nous exploite l'invention fabrique aussi les appareils par suite d'un arrangement avec l'inventeur. »

M. BORDELONGUE, délégué de la France, s'exprime ainsi :

« Messieurs, M. le Lieutenant de Vaisseau Solari, délégué de l'Italie,

vient de nous faire un exposé brillant des expériences de M. Marconi. Je dois déclarer, tout d'abord, qu'il ne peut entrer dans la pensée de personne et encore moins dans la pensée des représentants de l'administration française, qui a facilité à cet inventeur des essais sur son territoire, de diminuer le mérite de M. Marconi et la valeur de ses remarquables travaux.

« Mais la question qui se pose est tout autre ; c'est celle de la légitimité d'une indemnité à lui accorder par les États qui adhéreront à la nouvelle Union pour l'exploitation de la télégraphie sans fil. Je suis un peu embarrassé pour traiter ce sujet étant données les phases successives et diverses par lesquelles il a passé depuis le début de cette conférence. Aussi n'est-il peut-être pas inutile, pour préciser l'état actuel de cette proposition, de rappeler ses origines et les modifications rapides qu'elle a subies dans la forme de sa présentation. Au surplus, ceux de nos collègues qui l'ont préconisée, ne la formulent plus nettement et semblent s'excuser même d'en maintenir le principe.

« L'honorable M. Lamb qui en était partisan, a fait des réserves quand il s'est agi de préciser. A la page 8 du procès-verbal de la troisième séance je lis, en effet, *« qu'il écarte pour son pays toute obligation d'une indemnisation proprement dite. »*

« Depuis il s'est rallié au système d'une compensation par voie de surtaxe spéciale. Il vient, à l'instant, de confirmer de nouveau ces réserves et cette conclusion.

« Il reconnaît donc qu'une indemnité d'exploitation ne se justifie pas et il se borne à recommander la protection d'un système d'appareils. Qu'il me permette de lui dire qu'une pareille attitude me semble contraire au principe britannique de la libre concurrence et au souci de progrès qui doit seul inspirer les décisions des États.

« M. le lieutenant de vaisseau Solari, dans le mémoire qu'il a présenté à la première séance, non seulement ne sollicitait pas d'indemnité d'exploitation pour la compagnie Marconi, mais il cesse aujourd'hui de demander le monopole définitif et il se borne à conseiller l'adoption temporaire des appareils de cet inventeur. Cette formule est, à notre avis, la plus évidente condamnation de la décision qu'il conseille. Quel intérêt avons-nous, en effet, à décourager les initiatives, à arrêter le progrès à son début et à rendre, sous le couvert de l'adoption temporaire d'un système, plus difficile encore, dans quelques années, la solution de la question ?

« M. l'amiral Grillo a déjà fait, d'ailleurs, quant à lui, une concession importante. Il a abandonné complètement le principe d'une indemnité d'exploitation et il s'est rallié à la formule de la délégation britannique, c'est-à-dire à l'application d'une surtaxe. On admet ainsi, d'une façon péremptoire, que l'allocation d'une indemnité d'exploitation n'est pas équitable. Pourquoi, du reste, indemniserait-on une compagnie qui, d'elle-même, indique qu'elle renonce aux bénéfices de la correspondance générale par son intention de limiter l'usage de ses stations aux seuls messages transmis par les postes pourvus de ses appareils ? On cherche donc uniquement à favoriser des dispositifs déjà protégés par des brevets.

« Or, où nous conduirait une pareille doctrine ? Si la faveur demandée par la délégation italienne était accordée à certaine catégorie d'appareils, on créerait, avec une valeur d'équité bien autrement grande, la nécessité

d'indemniser les autres inventeurs dont les systèmes seraient, de ce fait, exclus.

« Nous souhaitons que la délégation britannique ne persiste pas dans l'idée d'établir une surtaxe pour l'emploi d'appareils déterminés. Ce serait, nous le répétons, contraire aux principes qui ont toujours dirigé l'administration anglaise et à ceux de l'Union télégraphique dont elle est adhérente. N'y aurait-il pas à craindre, au surplus, que cette taxe ne pesât surtout sur ses nationaux, à moins que, ce que je n'ose supposer, elle ne soit inégalement appliquée ?

« Il est encore un point que la délégation française désire souligner. M. l'amiral Grillo a dit que son gouvernement était lié par contrat à la compagnie Marconi, mais qu'il avait cependant obtenu la modification de certains articles, après la décision de réunir la conférence actuelle, pour faire hommage à l'invitation du Gouvernement allemand. Si cette considération de haute courtoisie a suffi pour amener une compagnie privée, déjà en possession d'un traité, à accepter le changement de certaines stipulations, il est à présumer que cette même compagnie, sur la nouvelle insistance du Gouvernement italien aussi bien que pour déférer au vœu des futurs États contractants et à l'intérêt général qui n'est pas distinct de son intérêt propre, ne se refusera à quelques modifications nouvelles.

« Un des représentants de l'Italie, le distingué Lieutenant de vaisseau Solari, a commencé, dans la deuxième séance, l'exposé des desiderata de la délégation italienne par une phrase que je me plais à retenir comme la conclusion même de mes observations :

« *Le Gouvernement italien, guidé par le désir de protéger impartialement l'intérêt public sans accorder de privilèges etc. etc.* »

« Cette attitude me semble la meilleure, elle peut servir de base à nos travaux et je crois que chacun de nous a intérêt à l'observer. »

M. Grillo, délégué de l'Italie, donne quelques explications sur la portée du contrat conclu entre le Gouvernement italien et M. Marconi.

« La clause contenant la réserve mentionnée, déjà à plusieurs reprises
 « ne modifie pas essentiellement le contrat ; la teneur de ladite clause
 « est que, pour le cas où la conférence aurait formulé des vœux, le Gouvernement italien se réserve le droit de modifier en quelques points
 « les stipulations, mais sous condition que ces modifications soient acceptées par l'inventeur. On a dit que la libre concurrence est nécessaire
 « pour assurer le développement de la radiotélégraphie et que par conséquent aucun système spécial n'a droit à une indemnisation ; mais il
 « faut remarquer que pour l'échange de communications internationales
 « il est nécessaire que les différents systèmes aient entre eux des rapports, ce qui peut avoir pour résultat qu'ils viennent à se gêner mutuellement : ainsi on ne peut pas considérer chaque système comme
 « indépendant comme dans la libre concurrence ordinaire entre industriels, et voilà pourquoi je crois qu'il est équitable de donner un
 « dédommagement à ceux qui par le fait de devoir correspondre avec les
 « autres ont à subir un amoindrissement dans la qualité de leur fonctionnement et dans leur liberté d'action. — C'est pour cette raison
 « principalement que nous croyons qu'il serait plus avantageux pour le public d'admettre de commun accord seulement le système le plus

« perfectionné ; mais en tout cas si nous obligeons le système qui est
« reconnu comme le plus avancé à communiquer avec les autres il faut
« lui donner une compensation. — Il est vrai, que la Compagnie Marconi
« exerce déjà une espèce de monopole et elle est induite à le maintenir
« pour sauvegarder ses intérêts ; mais aussi il est juste de reconnaître
« qu'elle ne pourrait être forcée de subir des impositions qui réduisent
« sa liberté d'exploitation sans lui accorder une indemnisation. On ne
« peut donc contester son droit de poser ses conditions. »

M. LE PRÉSIDENT demande aux délégations italienne et anglaise, de quelle manière il y aurait lieu de payer cette indemnité.

M. CARDARELLI, délégué de l'Italie, répond qu'il convient soit de partager les taxes perçues de manière à rémunérer dans une mesure équitable la compagnie dont le système est le plus développé, soit de fixer un droit supplémentaire (« Royalty ») en faveur de ladite compagnie.

M. LE PRÉSIDENT constate qu'à l'avis des représentants des Gouvernements anglais et italien le dédommagement réclamé ne consistera pas en une indemnité proprement dite, payable par les Gouvernements, mais en une surtaxe à percevoir sur le public. La question s'impose, de quelle manière cette surtaxe doit être établie, vu qu'on a exigé d'accorder une quote-part plus élevée aux stations côtières, une quote-part moins élevée pour les stations à bord et de fixer un maximum.

M. LAMB fait remarquer que dans une séance antérieure il s'était rallié à la proposition allemande d'après laquelle le taux de la taxe devrait être fixé ou approuvé par le Gouvernement du pays où se trouve la station côtière ; mais après réflexion il est arrivé à l'opinion qu'il serait préférable de séparer les deux éléments du taux de la taxe et de faire fixer par les Gouvernements la taxe des stations côtières en laissant aux navires toute liberté d'établir leurs quotes-parts, sauf consentement du Gouvernement dont ils portent le pavillon. En outre il suggère que la surtaxe ne dépasse pas 50 0/0 de la taxe normale.

M. CARDARELLI s'associe aux idées de M. Lamb.

M. LE PRÉSIDENT invite les délégations à se prononcer sur la question si, en principe, les Gouvernements sont disposés à accorder une indemnité quelconque.

M. VON STIBRAL, délégué de l'Autriche, ne voit aucune obligation d'indemniser, vu qu'il n'y a pas eu un dommage réel, mais le cas de « lucre cessant ».

M. CALVO Y JUANA, délégué de l'Espagne, fait observer qu'aujourd'hui, il est vrai, une compagnie prétend posséder le meilleur système, mais peut être demain une autre compagnie prendra-t-elle la première place et demandera-t-elle aussi une indemnisation. Dans tous les cas la délégation espagnole est d'avis qu'il n'y a pas lieu d'accorder une indemnité du tout.

M. BARBER, délégué des États-Unis, déclare qu'il ne voit pas de raisons pour accorder une indemnité à des systèmes existants.

M. GRILLO ne saurait accepter l'opinion, émise par M. le délégué autrichien, tendant à nier l'existence d'un dommage réel chez les compagnies en cause. A l'avis de l'orateur les intérêts de ces compagnies seraient gravement entravés par l'admission de sociétés, dont le système est d'une valeur inférieure.

M. HOLLOS, délégué de la Hongrie, fait remarquer qu'il ne s'agit pas ici d'un maximum, mais de divers maxima et qu'on peut échelonner les taxes suivant l'énergie émise par la station transmettrice.

Quant à la grande portée, il ne croit pas que ce point soit une question de premier ordre qui puisse justifier une indemnité.

M. SALEWSKY, délégué de la Russie, se rallie à la proposition française.

M. LE PRÉSIDENT constate que d'après l'avis de la plupart des délégations il ne convient pas d'entraver la libre concurrence en accordant des indemnités aux compagnies. Les délégués de l'Angleterre et de l'Italie sont d'avis qu'on ne saurait se dispenser d'une indemnité sous forme d'une surtaxe au bénéfice des systèmes existants de bon fonctionnement.

Il propose ensuite de passer à la discussion sur la question des perturbations, savoir de l'article 1^{er} § 4 de l'amendement allemand (No. 1^o et 3^o, p. 37, du procès-verbal de la troisième séance).

M. LAMB fait la déclaration suivante :

« Nous comprenons que la proposition de l'Allemagne ne fait que consacrer le principe général que chaque État doit autant que possible avoir égard à la situation des autres États. Dans les propositions qui ont été formulées par le Gouvernement allemand avant notre réunion il n'est pas fait mention de la question de l'empêchement des perturbations et nous ne pensons pas qu'il soit possible d'arrêter des mesures définitives à ce sujet dans la présente conférence. »

M. BORDELONGUE adhère à la proposition allemande. Il est d'avis que cette proposition ne peut que favoriser la bonne exécution du service international au moyen de la télégraphie sans fil.

Pour donner satisfaction, dans la mesure de l'intérêt général, à la délégation de la Grande-Bretagne, il proposerait de remplacer les mots « le service des stations » du nouveau § 4 par les mots « le service d'exploitation des stations ».

Après l'adhésion de la délégation italienne à cette intercalation, un échange de vues s'engage entre MM. HOLLOS (Hongrie), BORDELONGUE (France) et M. LE PRÉSIDENT sur la signification des expressions « stations publiques » et « stations privées. » M. LE PRÉSIDENT termine cet échange en faisant observer que le règlement doit porter aussi sur les stations terrestres que pourraient influencer les stations côtières et les stations à bord.

M. HOLLOS fait remarquer que les perturbations de la part des stations privées devraient aussi être évitées autant que possible.

M. BOULANGER, délégué de la France, en revenant sur la teneur de l'article 1^{er}, émet l'avis de faire disparaître l'expression « station *terrestre* » pour éviter des malentendus vis-à-vis de l'expression « station *côtière*. » Il propose de donner à l'article 1^{er} une explication de ce terme en y insérant la phrase suivante :

« Est appelée « station côtière » toute station fixe dont le champ d'action s'étend sur la mer. »

M. LE PRÉSIDENT fait observer qu'en attendant la proposition française l'on devrait pourtant maintenir la proposition allemande sous 3^e pour protéger aussi les stations côtières contre les perturbations de la part des stations terrestres, mais que, pour donner satisfaction à la remarque du délégué de la Hongrie quant aux perturbations émanant des stations à bord, il vaudrait mieux remplacer les mots « les stations terrestres » dans la proposition allemande par les mots « toutes les stations. »

Après une remarque de M. GRILLO qui préférerait l'expression « station à l'intérieur » au lieu de « stations terrestres », M. LE PRÉSIDENT constate que tous les délégués sont d'accord sur le principe ; pour satisfaire aux vœux émis il propose de rédiger l'article 1^{er} de la manière suivante :

« Les stations côtières de la télégraphie sans fil sont soumises aux dispositions suivantes.

Est appelée station côtière toute station fixe dont le champ d'action s'étend sur la mer. »

Ensuite un nouvel article V sera intercalé après l'article IV dont le texte suit :

« Seront soumises aux dispositions de l'article 1^{er} § 4 toutes les stations dont le champ d'action électrique s'étend aux stations côtières. »

La discussion passe à la proposition de la France (rédaction du § 3 de l'article 1^{er}) concernant les taxes, conçue dans les termes suivants :

« PROPOSITION DE LA FRANCE

Article 1^{er} § 3.

Les États contractants déclarent adopter, pour la fixation des tarifs applicables au trafic télégraphique, échangé entre les tarifs en mer et le réseau télégraphique international, les bases ci-après :

La taxe totale à percevoir pour ce trafic est établie par mot ; elle comprend, comme pour les télégrammes sémaphoriques :

- (a) la taxe relative au parcours terrestre dont le montant est celui fixé par le règlement télégraphique international en vigueur, annexé à la Convention de St-Petersbourg ;
- (b) la taxe afférente au parcours maritime.

Cette dernière est, comme la précédente, fixée d'après le nombre de mots, ce nombre de mots étant compté conformément au règlement télégraphique international visé au paragraphe (a) ci-dessus.

Elle comprend :

- 1° une taxe appelée « taxe de la station côtière » qui revient à ladite station ;

2° une taxe appelée « taxe du bord » qui revient à la station installée sur le navire.

« La taxe de la station côtière est subordonnée à l'approbation de l'État sur le territoire duquel cette station est établie, et celle du bord, à l'approbation de l'État dont le navire porte le pavillon.

« Chacune de ces deux taxes ne peut dépasser un maximum qui est fixé par le règlement prévu par l'article III. »

M. SELLNER, délégué de l'Autriche, fait observer qu'il conviendrait de régler les taxes pour le trafic entre les navires.

M. LE PRÉSIDENT répond que la conférence a décidé au commencement de ses travaux qu'il serait préférable de se borner au trafic entre les côtes et les navires au large; cet avis est partagé par la délégation française.

M. LAMB ne saurait accepter la dernière phrase de la proposition française, tendant à faire fixer un maximum de taxe par le règlement, prévu par l'article III.

M. BORDELONGUE réplique que l'indication d'un maximum ne saurait effrayer les compagnies et ne peut porter aucun préjudice aux intérêts de l'Angleterre. Sa proposition a pour but unique de parer à toute exagération de tarif.

M. LE PRÉSIDENT, pour satisfaire la délégation anglaise, propose de dire à la fin de la proposition « chacune de ces deux taxes doit être raisonnable ».

M. BORDELONGUE persiste sur la nécessité qu'il y a, à son avis, de fixer un maximum.

Il faut que le public soit persuadé que la première conférence, qui s'est réunie pour réglementer l'emploi de la télégraphie sans fil, a eu la préoccupation de sauvegarder ses intérêts comme en matière de correspondance télégraphique ordinaire.

La quotité de ce maximum pourra être déterminée, il le répète, en tenant compte également des charges d'exploitation. Mais il faut une sauvegarde contre l'arbitraire des compagnies privées. Il ne faut pas, par exemple, que le montant de la perception soit dépendant de la valeur du service rendu en dehors de la transmission du message, mais qu'il représente seulement la rémunération équitable du travail télégraphique.

S'il n'en était pas ainsi, un exploitant privé pourrait, par exemple, spéculer sur les demandes de secours des navires et trouver raisonnable de demander un chiffre exorbitant, un million par exemple, si un télégramme qu'il a transmis a permis d'assurer le sauvetage d'un paquebot d'une valeur de 10 millions.

M. MACKAY, délégué de la Grande-Bretagne, fait remarquer que les taxes varient en général avec les distances. Assurément il serait bien difficile d'établir une échelle convenable des taxes par rapport aux distances, et ayant égard à cette difficulté on ne pourrait guère fixer un maximum qui répondrait à tous les besoins. Ce n'est qu'après de longues

années que l'on est parvenu à fixer les taxes normales en certains cas pour les télégrammes internationaux et même aujourd'hui il existe beaucoup d'exceptions, de sorte que les taxes sont fixées, souvent ou même ordinairement, non par l'Union télégraphique, mais en vertu d'un commun accord entre les Gouvernements intéressés. A l'heure qu'il est on n'a pas encore fait des expériences suffisantes pour bien connaître les frais du service radiotélégraphique. Il serait nécessaire de laisser aux Gouvernements intéressés le droit de fixer ou d'approuver la taxe qui leur paraîtrait convenable sans aucune restriction; et si un Gouvernement quelconque demandait une rémunération excessive, soit pour la station côtière, soit pour le navire en cause, ce qui n'est pas à prévoir, un équilibre s'établirait, comme dans le service télégraphique, par la nécessité de la part des deux Gouvernements intéressés d'arriver à un accord quant à une taxe totale qui répondrait aux intérêts en cause et aux besoins du public.

M. CARDARELLI croit qu'il n'est pas possible de traiter dès à présent la question des taxes; toutefois, à son avis, on ne peut pas accepter le principe que chaque station (côtière ou à bord) retienne les taxes perçues, parce que ce sont toujours les navires qui ont plus souvent le besoin de communiquer avec les stations côtières et il peut même arriver qu'une station côtière n'ait aucune occasion d'envoyer des dépêches aux navires tandis qu'elle supporte une plus forte dépense pour l'installation et pour la réception. Il faudrait donc partager les taxes perçues en proportion des services rendus.

M. BORDELONGUE est d'avis que ces remarques proviennent d'une confusion à l'égard des expressions « maximum » et « quotité »; un maximum n'empêcherait point les Etats d'établir des taxes raisonnables et de les partager d'une manière raisonnable; c'est seulement l'intérêt du public qui nous a dicté cette proposition.

M. CALVO Y JUANA adhère à l'établissement d'un maximum mais seulement d'un maximum pour la portée ordinaire des stations.

M. MACKAY est d'avis que si l'on ne tient pas compte des distances, il faudrait fixer un maximum excessif afin de pourvoir au cas, par exemple, où un télégramme pourrait être échangé avec un navire au milieu de l'océan atlantique. Il revient sur les arguments d'où il ressort qu'il serait prématuré d'essayer à fixer un maximum dès à présent. En tout cas il déclare ne pas pouvoir adhérer à l'établissement d'un maximum, mais il serait préparé à se rallier à la proposition de M. le Président qui empêchera toute exagération de prix.

Après une discussion entre les délégués de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la France et de M. le Président à l'égard du maximum et de la comptabilité, M. MACKAY déclare l'adhésion de la délégation britannique à ce que la taxe doive rémunérer seulement le service radiographique.

M. BORDELONGUE veut bien admettre que la question du maximum soit renvoyée à une prochaine conférence, mais avec les réserves qu'il a indiquées.

Après une discussion prolongée sur la question du maximum M. LE PRÉSIDENT constate qu'il y a entente générale sur les points suivants :

1^o La taxe ne dépassera pas l'équité;

2^o Elle représentera la rémunération du travail radiotélégraphique.

Quant au maximum, la plupart des délégations sont d'avis qu'il faut renvoyer la question à une conférence ultérieure.

M. LAMB insiste que la tâche de cette conférence ultérieure sera seulement de *considérer* la question d'un maximum au lieu de fixer le maximum.

M. LE PRÉSIDENT, en tenant compte de cette observation, propose d'accepter la modification désirée par M. LAMB, mais d'insérer en même temps au procès-verbal que les Gouvernements de la France, de la Russie, des Etats-Unis, de l'Espagne, de la Hongrie et de l'Allemagne jugent utile et nécessaire de fixer un maximum dans le règlement. D'autre part M. LAMB déclare que la délégation britannique persiste à croire qu'il n'est ni utile ni nécessaire de fixer un tel maximum.

M. LE PRÉSIDENT passe à la discussion de l'article II, rédaction nouvelle proposée par la France, savoir :

« PROPOSITION DE LA FRANCE »

Article II

« Si les États contractants concèdent à des particuliers ou à des sociétés la construction ou l'exploitation de stations côtières, ils s'engagent à ne concéder ou à n'autoriser la construction ou l'exploitation de ces stations que si les pétitionnaires prennent l'engagement de se conformer dans toutes leurs stations aux dispositions énoncées dans la présente convention et dans le règlement qu'elle prévoit. »

D'après l'avis de M. LE PRÉSIDENT il s'agit d'abord de la situation des pays qui ont des colonies autonomes et appelle l'attention de MM. les délégués sur ce que la fin du procès-verbal de la troisième séance résume déjà l'état de la discussion antérieure. Il y a unanimité qu'un tel pays a le droit d'adhérer à la convention, soit pour la totalité de son territoire, soit pour une partie seulement. Il ne s'agit donc à présent que de discuter l'autre question, si dans la partie de l'Empire adhérant à la convention, on admettrait des systèmes admis dans d'autres parties de l'Empire non adhérentes en vertu d'arrangements spéciaux non concordants.

M. BORDELONGUE prie d'abord de biffer dans la proposition française les mots « la construction ou » derrière les mots « à des sociétés. » Ensuite il déclare que l'idée de la nouvelle rédaction est de donner au public le maximum des avantages et un service perfectionné. Les dispositions ne limitent pas les possibilités des compagnies de recevoir des télégrammes mais au contraire on les oblige à en accepter davantage. L'acceptation de la proposition française serait donc dans l'intérêt même des compagnies.

M. LAMB est d'avis que les dispositions formulées par la France sont trop excessives et que la délégation britannique n'est pas à même de les accepter. Sur la question de M. LE PRÉSIDENT « jusqu'à quelle limite extrême le Gouvernement anglais pourrait aller », M. LAMB déclare que, dans la réserve déjà faite, la délégation britannique adhérerait à la rédaction proposée à condition de l'insertion des mots « sur le territoire des États contractants » après les mots « dans toutes leurs stations ».

M. BORDELONGUE fait remarquer que la rédaction proposée veut empêcher le boycottage des navires de telle ou telle nation par certaines compagnies.

M. V. STIBRAL, délégué de l'Autriche, émet l'opinion que l'intercalation anglaise équivaldrait à la suppression de l'article II.

M. BARBER, délégué des États-Unis, fait la déclaration suivante en langue anglaise :

« While recognising the importance of such action by countries having entire control of telegraphic installations, yet the delegates from the U. S. are not in a position either to discuss nor to agree to such limitation of the free développement of wireless telegraphy as is suggested by M. Bordelongue. It is also impossible for the delegates from the U. S. to consider the question of an indemnity or of a surtaxe. »

(« Nous avons la notion parfaite de l'importance d'une telle action par les États qui ont le contrôle entier des installations de télégraphie, mais les délégués des États-Unis ne sont pas en position ni de discuter ni de donner leur adhésion à des limitations de concurrence libre de télégraphie sans fil comme il a été suggéré par la résolution de M. Bordelongue. Il est aussi impossible pour les délégués des États-Unis de considérer la question d'une indemnité ou d'une surtaxe. »)

M. GRILLO s'exprime dans les termes suivants :

« La délégation de l'Italie tient à exprimer le vif désir qu'elle aurait d'adhérer sans réserve à la proposition de l'article II, soit dans le texte proposé par l'Allemagne, soit dans celui, modifié, présenté par la délégation française ; mais eu égard aux conditions spéciales qui sont faites à notre Gouvernement par les conventions établies avec M. Marconi, elle doit se borner à déclarer que de la part de notre Gouvernement on fera le possible pour introduire dans nos conventions des modifications dans le sens proposé par l'article II, en admettant naturellement les dédommagements ou compensations dont nous avons déjà fait parole au bénéfice des compagnies qui se trouveraient obligées à accepter des restrictions dans leur exploitation. »

M. SALEWSKI, délégué de la Russie, se rallie à la proposition française.

M. LE PRÉSIDENT invite MM. les délégués des États-Unis à préciser la situation de leur législation vis-à-vis de la dite proposition.

Il résulte de la discussion qui s'engage à la suite que toutes les stations dans les États-Unis sont obligées de se soumettre aux lois de la fédération qui prescrivent d'accepter de tout le monde des messages payés. Ceux qui n'observent pas cette loi s'exposeront à des poursuites

en dommages-intérêts ou même à des poursuites suivant le code pénal. Mais la législation des Etats-Unis n'est pas à même d'imposer les conditions autres que celles des lois générales. En vue de l'état actuel de la législation, la délégation ne peut accepter la disposition imposant aux entrepreneurs l'obligation de se soumettre aux conditions internationales aussi dans un pays non adhérent. Ce ne serait possible que dans le cas où le Gouvernement aurait adhéré à une convention internationale prescrivant pareilles conditions. Toutefois la délégation n'a pas reçu d'instructions si les autres autorités compétentes des Etats-Unis seraient disposées à consentir à une telle convention internationale.

D'après le résumé de M. LE PRÉSIDENT la situation est comme suit :

Les Etats-Unis sont empêchés par leur législation actuelle d'adhérer à la proposition française. L'Angleterre veut restreindre les dispositions aux stations sur le territoire des Etats contractants. L'Italie veut faire de son mieux pour amener l'adhésion de son Gouvernement par une modification du contrat avec Marconi mais sous réserve d'indemnisation. Les autres Gouvernements acceptent ladite proposition.

On passe alors à la délibération sur l'article III, prévoyant un règlement international.

M. BONOMO, délégué de l'Italie, donne lecture du mémoire annexé au présent procès-verbal.

Clôture de la séance à 1 h. 20 soir. Séance prochaine, mercredi, 12 août à 10 h. matin.

Le Président :

SYDOW

Les Secrétaires :

FUHRKEN, LINDOW, PFITZNER, OBERLAENDER.

Annexe au procès-verbal de la 4^e séance.

MÉMOIRE

de M. BONOMO, délégué de l'Italie.

Observations sur les inconvénients qui se présenteraient le plus souvent dans le service radiotélégraphique international dans le cas, le plus favorable, de l'adoption d'un seul système pour les communications entre les navires et les stations côtières.

Dans la proposition III, il est question d'un règlement exécutif pour le service entre les stations côtières et celles à bord des navires.

A ce sujet j'ai la plus sincère conviction que dans l'état actuel de la télégraphie sans fil il n'est pas possible de songer à poser des règles qui puissent assurer sérieusement l'échange des communications avec des appareils de différents systèmes. Même en faisant abstraction des raisons commerciales, les raisons d'ordre technique et d'organisation sont, à mon avis, évidentes, mais je crois qu'il n'y a pas lieu de les expliquer encore, mon collègue, M. Solari, ayant traité déjà la question dans la 2^e séance à propos d'un autre sujet.

Je veux seulement rappeler ici que le plus grand empêchement pour établir un service international est la grande différence entre la portée des divers systèmes; on peut imaginer des organisations locales avec chaque système, mais non des organisations internationales. Toutefois les organisations locales et commerciales pourraient souvent causer des troubles sérieux aux communications internationales, troubles qu'on ne réussirait pas à éviter facilement avec une réglementation, vu l'état actuel des divers systèmes.

Il est nécessaire, en effet, de reconnaître que, pour une égale portée, chacun des systèmes employés exigerait, en général, une énergie différente pour qu'il lui soit possible de communiquer avec les autres. Même en admettant qu'il y eût égalité dans ces deux éléments, portée et énergie, un autre élément empêcherait la régularité des communications, c'est la différence de longueur d'onde.

Il y a encore à noter que d'autres irrégularités peuvent résulter de la différence de sensibilité des appareils, de la différence des méthodes, de leur régularisation et du degré différent d'expérience du personnel qui les fait fonctionner.

L'instruction du personnel, vous le savez, Messieurs, mieux que moi, est un facteur d'une importance capitale dans l'emploi d'un appareil quelconque. Dans la télégraphie sans fil la différence d'expérience du personnel fait varier le rendement des appareils entre les limites très larges, et peut même rendre nulles les communications.

De toutes ces causes d'irrégularité il s'ensuit, que pour qu'il soit possible, je répète, à l'état actuel de la science et de la technique, d'établir des règles pour organiser le service radiotélégraphique international, il est nécessaire que le système adopté soit un seul, que le ton des appareils soit unique et que la portée maximum soit fixée.

Le système et ces données seraient naturellement de temps en temps changés par des nouvelles conférences internationales.

C'est seulement en admettant que ces conditions soient satisfaites que je me propose de soumettre à votre examen quelques observations à cet égard.

L'expérience acquise pendant les dernières années sur le fonctionnement du service radiotélégraphique dans la Marine Royale italienne me permet d'affirmer que, non seulement il est possible de rédiger un règlement pour les communications, mais que cela est indispensable pour assurer en tous les cas le service. Pour les communications internationales jusqu'à la portée maximum, le règlement devrait être observé par tout le monde, autant par les stations commerciales que par les stations militaires; à ce sujet je proposerais de simplifier la teneur de l'article III de la manière suivante :

« Un règlement d'exécution établira des règles uniformes pour le service radiotélégraphique international. »

En effet chaque nation pourra établir des règles pour ses stations côtières militaires et pour les navires de sa marine de guerre. Or ces règles doivent être telles qu'elles ne puissent entraver en aucun point les communications internationales; à cet égard j'accepte non seulement l'amendement proposé par le Gouvernement allemand pour l'article IV, mais je propose que la rédaction soit plus large afin d'y comprendre les postes des navires de guerre, savoir :

« Chaque nation peut établir pour ses stations côtières militaires et

pour les navires de guerre les dispositions qu'elle croit utiles, pourvu qu'elles ne soient pas de nature à déranger les communications internationales. »

Ainsi je proposerais que l'article V de l'avant-projet allemand soit ainsi modifié :

« Les Pays qui n'ont point adhéré à la présente Convention et qui entendent se servir de télégraphies sans fil, doivent accepter intégralement les règles internationales adoptées. »

Un exemple expliquera mieux notre idée. Deux stations côtières de la même nation ou de deux nations différentes *A* et *B*, éloignées d'environ 130 milles, sont en communication entre elles ; les navires d'une force navale *F* sont au mouillage dans une localité voisine à *B* et font des signaux entre eux avec des longueurs d'onde égales ou presque égales aux ondes internationales ou avec une énergie excessive pour les distances qui les séparent, ou bien encore avec des appareils non syntonisés et sans se préoccuper des communications entre *A* et *B*. Presque certainement la réception de *B* sera illisible et cela arrivera également si *F* se sert d'un ton bien différent, si la distance du poste *B* est très petite à cause de l'excédent d'énergie rayonnée par les navires *F*. Il faut remarquer que nous avons acquis une grande confiance dans les dispositions syntones, après les expériences concluantes exécutées à la Spezia avec des appareils Marconi du modèle 1901. Dans ces expériences nous avons forcé, pour ainsi dire, le système à transmettre simultanément des messages à la station de S. Vito (Spezia) par celle de Livourne (70 km.) avec des appareils de moindre énergie, et par celle de Palmaria (6 km.) avec des appareils deux fois plus puissants. Les deux messages ont été reçus très nettement à S. Vito.

Mais si ces expériences nous ont confirmé l'indépendance des tons dont l'on se sert chez nous, même dans des conditions très défavorables ; elles ont démontré d'autre part que de même que pour les autres phénomènes de résonance, la syntonie radiotélégraphique a une limite minimum de distance. A cet égard nous sommes d'avis qu'il n'existe pas de syntonie absolue, de même qu'en acoustique on ne peut produire des phénomènes très nets si les énergies ne sont proportionnées aux distances et si les tons sont très rapprochés. Voilà donc un cas dans lequel les navires de guerre, par exemple, ne devraient pas se servir, pour les communications entre eux et à de petites distances, que de tons de très petite portée et de puissance très limitée ; ou bien, s'ils se serviraient de tons égaux ou approchant du ton international, il faudrait employer des énergies très limitées.

Encore un autre exemple : Le poste d'un navire *A* désire communiquer avec un poste côtier *B* qui se trouve dans le rayon des communications internationales en dépendance des accords établis ; le navire *A* appelle tout de suite *B* sans s'assurer d'abord si celui-ci (ou une autre station) est déjà en communication avec d'autres. Naturellement les communications de ces dernières seront plus ou moins dérangées selon les distances respectives de *A*. Si au contraire le navire avant de commencer la transmission s'était assuré avec son récepteur, mis à la plus grande sensibilité, (ou avec un détecteur) qu'aucune communication n'était en train, et avait attendu la fin des communications pour commencer la sienne, l'inconvénient aurait été évité. Cependant si les deux stations en communication s'étaient servies de tons très différents du ton

international, l'appel du navire n'aurait pas probablement dérangé les autres communications et aurait été entendu par la station appelée. Il serait donc très utile de se servir pour les autres communications de tons très différents du ton international ; il serait aussi nécessaire de ne pas commencer une transmission si le récepteur du ton avec lequel on veut transmettre accuse des communications en cours.

Nous pourrions citer beaucoup d'autres cas semblables pour prouver la nécessité d'établir au plus vite des règles précises et claires pour tous les cas qui peuvent arriver. Dans la pratique nous avons constaté les faits prévus dans les exemples cités et encore beaucoup d'autres et nous avons aussi pu expérimenter l'influence bienfaisante de règles précises et absolues.

Un règlement pour les communications radiotélégraphiques internationales pourrait se composer, à notre avis, des parties suivantes :

I. Prescriptions relatives aux appareils, à leur portée, à l'espèce de tons à donner aux stations côtières commerciales et aux navires, à la réduction de l'énergie employée selon les distances, et à la convenance au moins de se servir des appareils lorsque les navires de commerce sont au mouillage.

Règles pour établir les limites d'emploi des appareils radiotélégraphiques dans les stations côtières militaires et sur les navires de guerre. Règles pour la concession aux privés d'établir des postes, soit pour les navires, soit pour les côtes.

Règles pour annoncer l'entrée en service des nouvelles stations, soit sur les côtes, soit sur les navires.

Devoir des neutres en temps de guerre envers les belligérants et vice-versa.

Règles pour la taxation des radiotélégrammes, pour leur convoyement du bord jusqu'à destination et vice-versa.

II. Règles et signaux pour les communications réciproques.

III. Liste des postes côtiers commerciaux et des navires, ouverts au service, avec leur nominatif, listes de ceux assignés aux différentes forces navales et aux sociétés de navigation qui ont des navires munis d'appareils.

Je ne crois pas devoir examiner en détail les arguments relatifs à la première partie puisqu'on en a déjà parlé assez et puisque nous estimons que leur complet développement dépendra des décisions qu'on prendra dans les conférences suivantes. Cependant je croirais pouvoir formuler quelques propositions qui pourraient faire part de la première partie du règlement :

Tous les navires de commerce devraient être munis seulement d'appareils approuvés par une commission internationale, ayant une portée maximum établie en un seul ton. Les appareils non syntonisés devraient être exclus de l'usage dans toutes les stations.

A moins d'impérieuses circonstances, les navires ne devraient communiquer avec les stations côtières à des distances supérieures aux trois quarts de la portée maximum des appareils adoptés pour les communications internationales, dans le but d'augmenter la sûreté des communications.

Les navires qui devraient communiquer avec les stations côtières de commerce devraient toujours le faire avec la station plus proche.

Les communications radiotélégraphiques internationales devant être réservées aux navires en mer les navires au mouillage devraient se servir, à moins de circonstances spéciales, des moyens ordinaires pour communiquer avec la terre, afin d'éviter les dérangements des stations côtières rapprochées.

Les navires de guerre réunis dans un port ou en mer en formation à petite distance, devraient réduire au minimum l'énergie rayonnée. Dans l'état actuel par exemple on devrait user des antennes simples très courtes et des antennes très petites.

Il serait aussi désirable qu'on se servît pour ces communications à distance très réduite de tons spéciaux à fort amortissement et d'une portée très faible.

Seulement les navires avec pavillon-amiral ou les commandants les plus anciens, présents dans une rade, pourraient faire des communications avec les stations côtières commerciales.

Ayant brièvement exposé ces propositions, qui devraient être complétées par beaucoup d'autres, nous désirons, dès à présent, vous soumettre quelques autres observations qui regardent spécialement les arguments de la deuxième partie et que je juge utiles à son temps pour l'étude des règles qui pourraient en partie assurer le fonctionnement du service radiotélégraphique, sans prétendre d'avoir vidé complètement cette importante question.

Permettez-moi seulement d'ajouter qu'en raison de notre expérience, l'on peut affirmer que l'alphabet Morse, les signes de ponctuation, ceux pour les services spéciaux, etc., les règles en vigueur pour la transmission, le convoyement et la réception des dépêches ordinaires, n'ont pas besoin, en général, d'être changés.

Cela serait, d'après mon opinion, un grand avantage, puisqu'il permettrait de tirer parti du personnel télégraphiste actuel en lui donnant une instruction convenable sur le maniement des nouveaux appareils.

Le caractère spécial du nouveau système et aussi, disons-le, sa nuisible largeur d'emploi, réclament toutefois une légère retouche à quelque signal, et l'addition d'autres règles.

Il serait peu sérieux d'établir aujourd'hui des règles taxatives et précises pour les communications internationales. Cela n'est pas le but de cette conférence, et d'ailleurs les appareils sont dans un état de perfectionnement successif et rapide qui certainement nous exposerait à voir renverser demain ce que nous avons bâti aujourd'hui. Ces autres observations que nous allons soumettre à votre bienveillant examen ne doivent être considérées que comme point de départ dans une des discussions qui formeraient objet de la seconde conférence. Et pourtant ces observations sont les suivantes :

La vitesse de transmission devrait être fixée dans des limites moyennes. Avec la réception ordinaire écrite on peut admettre que cette vitesse soit poussée jusqu'à 60 ou 80 lettres et même encore au-delà par minute première ; mais en général près de cette limite supérieure on trouve quelque difficulté dans la réception auriculaire au téléphone ; à moins qu'on dispose d'excellents opérateurs. Dans tous les cas une vélocité de transmission inférieure à 30 lettres par minute pourrait rendre difficile l'interprétation de la zone écrite surtout dans le cas où il y eût des décharges atmosphériques (ce que les Français appellent parasites).

D'autre côté une sensible différence entre le rythme des transmissions

serait certainement une cause pour empêcher l'établissement des communications ; cela concourt encore une fois à démontrer la nécessité de l'uniformité de l'organisation et de l'instruction du personnel.

Si une transmission commencée est interrompue sans des signaux conventionnels, celui qui reçoit pourrait penser tout de suite à un mauvais fonctionnement de son récepteur et en gênerait probablement le réglage.

Si une station *A* en communication avec une station *B* commencerait à appeler cette dernière, sans se préoccuper s'il y a d'autres communications en cours, elle troublerait ces communications et ne réussirait pas à se faire entendre. Il s'ensuit qu'il est nécessaire d'établir quelques règles pour le commencement et la suite des communications, règles dont il serait impossible de garantir l'efficacité pour les différentes portées et les différentes organisations.

Dans notre marine, qui a en usage un seul système et une seule organisation, nous avons expérimenté avec succès la norme suivante :

Si une station *A* doit faire une transmission à une autre, *B*, elle règle son récepteur avec la plus grande sensibilité afin de bien s'assurer qu'il n'y a pas d'autres transmissions en cours entre les autres postes.

Au cas affirmatif *A* ne doit commencer à transmettre que lorsque son récepteur n'accuse plus aucune réception. En ce dernier cas elle transmet, par exemple, 4 ou 5 « entendu » (... — .) suivis pour 4 ou 5 fois de l'appel.

Si après 5 minutes, par exemple, *A* n'avait point reçu de réponse, elle répèterait l'appel et ainsi de suite jusqu'à ce qu'elle ait obtenu la réponse.

La station appelée, *B*., répondrait, par exemple, en transmettant trois fois « entendu » (... — .) suivi trois fois de son propre appel, c'est-à-dire de son propre nominatif suivi par celui de *A*. Cette dernière, une fois la réponse reçue, ferait, suivant les règles télégraphiques internationales, ses propres communications en les initiant avec trois ou quatre « entendu » et en se réglant, pour les transmissions successives et pour le collationnement, selon les règles qu'on vient de citer.

La transmission d'une dépêche étant achevée, ou après avoir épuisé la correspondance, les stations feraient suivre les signaux relatifs par les respectifs appels. Nous croyons que cette disposition serait la plus importante à l'état actuel de la radiotélégraphie, afin d'éviter dans la plupart des cas le dérangement des communications.

Dans les communications circulaires il serait nécessaire de fixer absolument l'ordre de transmission. — Mais avec des appareils des différentes portées il serait impossible d'établir cet ordre, surtout dans les stations commerciales exploitées par un personnel sujet à différentes organisations.

Entre les stations de notre marine de guerre et de celles de quelques pays, usant un seul système, les difficultés à cet égard ont été franchies aisément par une organisation unique et très disciplinée.

Dans les transmissions de longue durée et par les moyens actuels, on ne peut vérifier qu'à la fin si celui qui reçoit les a reçues ; il serait peut-être opportun aussi pour cela d'adopter quelques signaux conventionnels après un certain nombre de mots.

En cas de présence de parasites atmosphériques la réception pourrait être très dérangée. Il serait peut-être dans ce cas très utile que celui qui

reçoit, l'accuse, dès qu'il le pourrait, à celui qui transmet, par un signal conventionnel, après lequel les correspondants pourraient mettre en œuvre tous les moyens dont ils pourraient disposer pour réduire l'influence de l'électricité atmosphérique et pour améliorer par conséquent la réception. Naturellement une parfaite entente entre les opérateurs serait la condition indispensable.

Les observations faites dans les cas précédents ne considèrent pas celui de la superposition de deux ou plus transmissions faites avec le même ton, par des postes desquels deux ou plus se trouveraient à une distance plus grande que la portée des appareils. Dans ces cas nous pensons qu'il est possible de les résoudre avec des appareils de la même portée et une organisation rigoureuse, mais nous ne savons de quelle manière on pourrait les résoudre en différentes conditions.

Il y a un cas qui mérite toute notre attention, c'est celui des signaux d'urgence des navires en détresse.

Dans ce cas toutes les stations devraient être obligées de faire leur possible pour les recevoir; et je crois qu'il serait utile de s'accorder dans cette conférence sur la méthode à suivre. Pourtant nous proposons la norme suivante :

Un navire en détresse devrait envoyer à intervalles de quelques minutes le signal SSSDDD. Toutes les stations qui recevraient ce signal devraient suspendre leurs communications et passer tout de suite à la réception; au plus tôt elles se mettraient en communication avec le navire en commençant la transmission par le même signal SSSDDD.

Nous ne croyons pas avoir examiné tous les inconvénients qui peuvent se présenter dans les communications radiotélégraphiques, d'autant plus que nous nous sommes limités à considérer les appareils dans les conditions actuelles. En ce moment le développement rapide de la radiotélégraphie, dont beaucoup de questions sont encore sans solution, tandis que d'autres forment l'objet de vives discussions, on ne peut pas considérer les détails du fonctionnement des appareils et du service. Toutefois, après avoir cité les inconvénients, j'espère avoir montré la nécessité d'un unique système, d'une unique portée et d'une unique organisation bien disciplinée.

(Au sujet de ce mémoire, M. BONOMO, au commencement de la cinquième séance, a fait la déclaration additionnelle suivante :

« Je crois devoir prévenir M. le Président et Messieurs les Délégués que la hâte avec laquelle j'ai dû consigner les feuilles de mon discours dans la dernière séance au bureau de la conférence et celle avec laquelle on les a imprimées, m'ont empêché de les revoir attentivement, et naturellement dans les épreuves il y a quelque diction et aussi des fautes qui peuvent donner lieu à des appréciations inexactes. Dans le but d'éviter tout malentendu à ce sujet, je crois devoir faire la déclaration suivante :

« En faisant les susdites communications qui pourraient dans une seconde conférence fournir une partie de la matière pour formuler un règlement, dans le cas le plus favorable de l'adoption d'un seul système international, la délégation a cru devoir montrer pratiquement le vif intérêt pour le but qui nous a réunis ici.

« Les observations faites et les règles qu'on peut en dériver sont le fruit, comme je l'ai déjà dit, de l'expérience acquise dans notre service radiotélégraphique militaire; mais nous ne savons pas ce qui arriverait

dans le cas des stations commerciales pour lesquelles nous n'avons aucune expérience.

« Pour cette raison et pour celle des engagements que l'Italie a actuellement avec M. Marconi, en conformité des précédentes déclarations, la délégation italienne ne pourrait aujourd'hui penser à la rédaction des règles, quelles qu'elles soient, se référant aux communications radiotélégraphiques commerciales internationales pour lesquelles mon collègue, M. Solari, pourra exposer quelques idées. On croit pourtant devoir faire exception pour les règles qui pourraient regarder les navires en détresse. »)

PROCÈS-VERBAUX

CONFÉRENCE PRÉLIMINAIRE CONCERNANT LA TÉLÉGRAPHIE SANS FIL

CINQUIÈME SÉANCE

12 Août 1903.

La séance est ouverte à 10 h. 10 m. par M. le Président.

Sont présents tous les membres de la conférence qui assistaient à la première séance.

M. LE PRÉSIDENT propose que le procès-verbal de la quatrième séance soit approuvé sous réserve des corrections que les délégués intéressés voudraient signaler, le cas échéant, jusqu'à demain midi.

Il est entré dans la discussion de l'article III qui concerne le règlement auquel se rapporte le mémoire de M. BONOMO, délégué de l'Italie, annexé au procès-verbal de la dernière séance.

M. BONOMO fait la déclaration suivante : « Je crois devoir prévenir M. le Président et MM. les délégués que la hâte avec laquelle j'ai dû consigner les feuilles de mon discours de la dernière séance au bureau de la conférence et celle avec laquelle on les a imprimées, m'ont empêché de les revoir attentivement, et naturellement dans les épreuves il y a quelque diction et aussi des fautes qui peuvent donner lieu à des appréciations inexactes. Dans le but d'éviter tout malentendu à ce sujet, je crois devoir faire la déclaration suivante :

« En faisant les susdites communications qui pourraient dans une seconde conférence fournir une partie de la matière pour formuler un règlement, dans le cas le plus favorable de l'adoption d'un seul système international, la délégation italienne a cru devoir montrer pratiquement le vif intérêt pour le but qui nous a réunis ici.

« Les observations faites et les règles qu'on peut en déduire sont le fruit, comme je l'ai déjà dit, de l'expérience acquise dans notre service

radiotélégraphique militaire ; mais nous ne savons pas ce qui arriverait dans le cas de stations commerciales pour lesquelles nous n'avons aucune expérience.

« Pour cette raison et pour celle des engagements que l'Italie a actuellement avec M. Marconi, en conformité des précédentes déclarations, la délégation italienne ne pourrait aujourd'hui penser à la rédaction des règles, quelles qu'elles soient, se référant aux communications radiotélégraphiques commerciales internationales pour lesquelles mon collègue, M. Solari, pourra exposer quelques idées. On croit pourtant pouvoir faire exception pour les règles qui pourraient regarder les navires en détresse. »

M. LE PRÉSIDENT propose de joindre cette déclaration au mémoire précité de M. Bonomo, qui se trouve annexé au procès-verbal de la dernière séance.

M. SCHRADER, délégué de l'Allemagne, discute le mémoire de M. Bonomo et la question du règlement en général dans les termes suivants :

« L'honorable délégué de l'Italie, M. Bonomo, a bien voulu nous donner avant-hier un grand nombre de points de vue généraux et de particularités pour un règlement exécutif qui doit compléter la convention de la télégraphie sans fil. Les observations de M. Bonomo sont sans doute d'une grande valeur parce qu'elles représentent le résultat précieux des riches expériences qu'on a faites dans la Marine Royale Italienne. Je suis donc sûr d'être votre interprète, Messieurs, en exprimant nos remerciements à M. Bonomo pour ses communications très intéressantes. Mais, à mon avis, un règlement de service international doit être basé sur les expériences de toutes les nations contractantes, et je crois donc qu'à la conférence prochaine les autres représentants seront à même de communiquer leurs expériences et que l'ensemble de toutes les expériences donnera une base pour l'élaboration d'un règlement. Dans ces circonstances je pense que la conférence présente ne désire pas entrer dans une délibération des détails que M. Bonomo a bien voulu nous donner. En conséquence je me borne à parler seulement de quelques observations importantes.

« M. Bonomo a dit qu'à son avis dans l'état actuel de la science et de la technique il n'est possible de poser des règles pour organiser le service radiotélégraphique international que sous la condition qu'un seul système soit adopté. Pour ma part je prétends qu'au temps qu'il est il n'y a pas un système universel, et quand on voudrait accepter un seul système aujourd'hui, un autre système qui vaut mieux serait peut-être inventé demain. Il n'y a pas un système dont la supériorité absolue et définitive est reconnue généralement ; la plupart des nations possèdent des systèmes qui fournissent des résultats satisfaisants ; et les expériences faites en Allemagne ont mis hors de doute qu'une bonne communication est possible entre des stations munies de différents systèmes. Sur notre côte il y a un service pour la correspondance radiotélégraphique privée entre des stations de différents systèmes ; on a échangé des télégrammes sur une distance de plus de 200 km. sans difficultés. M. Marconi a le mérite d'avoir prouvé par ses expériences qu'il est possible de franchir les grandes distances de 3,000 km. et au-delà, mais à mon avis, il ne s'agit pas de savoir, au temps qu'il est, si la télégraphie sans fil peut remplacer

les câbles sous-marins ou transatlantiques, tandis qu'il est de la plus grande importance d'employer la télégraphie sans fil comme moyen de communication où il n'y en a pas d'autres, c'est-à-dire entre les navires et les stations côtières sur des distances pas exagérées.

« Il ne faut que la bonne volonté et le travail commun des nations pour arriver à une réglementation du service radiographique. Les exemples que M. Bonomo nous a donnés prouvent que la commission spéciale, qu'une conférence ultérieure établira pour délibérer le règlement de service, trouvera beaucoup de travail, mais rien ne nous empêche d'espérer que cette commission puisse arriver à un résultat satisfaisant. Au temps qu'il est, il suffira d'établir quelques points de vue généraux pour l'émanation d'un règlement d'exécution; il faut en grandes traces indiquer les matériaux qu'il doit contenir, mais ne pas fixer les détails de ces matériaux. A notre avis le règlement doit contenir par exemple :

des règles pour le service technique proprement dit, c'est-à-dire l'instruction pour le personnel ;

des dispositions pour éviter autant que possible les perturbations ;

des dispositions pour l'application et la perception des taxes dont les bases sont fixées par la convention elle-même ;

des dispositions pour la comptabilité, etc.

« Ce sera donc la tâche d'une conférence ultérieure d'examiner les deux questions :

1° Quels articles du règlement du service de la télégraphie internationale ordinaire sont applicables à la télégraphie sans fil ?

2° Quelles règles spéciales faut-il établir pour la télégraphie sans fil ?

« Quant aux règles spéciales — tout en appréciant ce qu'a dit M. Bonomo — je crois qu'il faudra tenir compte qu'il s'agit d'un nouveau moyen de communication dont le développement pourrait être retardé par des règles d'un usage difficile. La bonne volonté de tous les entrepreneurs et des fonctionnaires sera sans doute plus utile que des dispositions trop minutieuses. Toutefois il y a quelques points de vue qui, à mon avis, exigent des dispositions précises. On a déjà mentionné dans une séance précédente qu'une confusion complète peut prendre place quand plusieurs navires se trouvant dans la sphère d'action de la même station côtière tâchent simultanément de se mettre en rapport avec cette station. Il va sans dire que des règles soigneusement établies sont nécessaires pour éviter ou limiter autant que possible les graves inconvénients en provenant et que chaque station de télégraphie sans fil doit être tenue à observer strictement les dispositions y relatives. Sans anticiper sur les travaux d'une conférence ultérieure en ce qui concerne la réglementation du service, je crois qu'un règlement international doit porter entre autre sur les deux points suivants d'une grande importance :

1° C'est toujours la station côtière qui prescrit l'ordre des transmissions quand plusieurs navires se trouvent dans le rayon d'action de cette station et exigent simultanément à correspondre avec elle.

2° La communication entre les stations côtières et les navires a la priorité sur la communication des navires entre eux, sauf les cas de détresse.

« Quant à la question subsidiaire — annexée à l'article III — « faut-il créer des prérogatives en faveur des navires en détresse ? » je crois

qu'en concordance avec la proposition de M. Bonomo il faut fixer un signal d'urgence pour les navires en détresse et que toutes les stations qui se servent de ce signal devraient interrompre leurs transmissions et se mettre en rapport tout de suite avec le navire en détresse. »

M. GAVEY, délégué de la Grande-Bretagne, propose de biffer le mot « uniformes » dans l'article III :

« Estimant que les propositions de cette conférence devraient être aussi générales que possible, la Grande-Bretagne croit qu'il serait avantageux d'éliminer au commencement de l'article III le mot « uniformes ». On lirait donc « Un règlement d'exécution fixera des règles pour, etc. »

« La science de la radiotélégraphie a fait des progrès si remarquables depuis cinq ou six ans qu'on ne peut pas dire à présent que des règles uniformes s'appliqueraient dans deux ans à toutes les stations et à toutes les espèces d'installations au bout de deux ans à partir d'ici. »

M. LE PRÉSIDENT, pour éviter des malentendus, fait ressortir que les explications de M. Schrader n'ont pas pour but d'entrer dans des détails mais de constater seulement que l'Allemagne tient à fixer les dispositions de service par un règlement. « J'imagine que vous également partagez cette manière de voir. Pour donner à l'article III la plus large portée, je suis d'accord avec M. Gavey de supprimer l'expression « uniformes » de manière que la première phrase de l'article III obtienne la teneur suivante :

« Un règlement d'exécution fixera les règles pour le service des stations côtières avec les stations à bord des navires. »

« Il reste encore de discuter la question des prérogatives en faveur des navires en détresse. »

M. BORDELONGUE, délégué de la France, croit en effet indispensable de créer cette prérogative pour des raisons d'humanité. Les messages provenant des navires en détresse seraient annoncés par un signal d'urgence spécial et ils jouiraient de la priorité sur toutes les communications des stations qui reçoivent ledit signal.

M. LE PRÉSIDENT constate qu'il y a unanimité sous ce rapport, que les détails seraient à régler par une conférence ultérieure et il invite MM. les délégués à discuter la question du règlement.

M. SOLARI, délégué de l'Italie, fait la déclaration suivante :

« Je ne crois pas qu'il soit possible de rédiger à présent un règlement international pour les communications commerciales radiotélégraphiques entre des systèmes que nous ne connaissons qu'imparfaitement. Il faudrait, à mon avis, juger les systèmes avant de les régler ; il faudrait connaître les différentes organisations respectives pour faire ce qu'on fait pour les chemins de fer. On parviendra à des concordats internationaux seulement après avoir comparé les différents règlements et après avoir considéré ces articles qui se sont montrés comme obstacles pour un bon service international. C'est pour ça que je propose que chaque nation présente le règlement qu'elle a en usage si elle en a ; et si elle n'en a pas, qu'elle prenne les soins nécessaires pour le rédiger, l'expérimenter, et le rendre notoire afin de pouvoir le discuter dans une prochaine con-

férence. A ce sujet je puis informer que le règlement qui sera prochainement adopté pour les stations commerciales italiennes est *en maxima* le règlement Marconi, lequel a été rédigé après une expérience de plusieurs années.

« En appréciant le but de cette conférence, nous pourrons donc faire notoires le nombre, la position des stations côtières italiennes et les normes générales pour entrer en communication avec elles selon le règlement adopté.

« Dans la prochaine année l'Italie mettra à la disposition du public douze stations maritimes du système Marconi, qui pourront communiquer avec tous les navires nationaux et étrangers, pourvu qu'on accepte les amendements proposés par la délégation italienne pendant la discussion.

« De cette manière l'Italie désire contribuer aux bonnes communications de tous les pays qui apportent, à travers la mer, le plus grand avantage au bien-être et à la fraternité des peuples. »

M. LE PRÉSIDENT résume la situation en constatant que les délégués sont d'accord au point de vue de la nécessité d'un règlement, mais qu'il incomberait à une prochaine conférence de fixer les détails et de créer des prérogatives pour les messages des navires en détresse.

M. BORDELONGUE déclare que la délégation française a élaboré l'article suivant à insérer après l'article III :

« Les stations côtières de télégraphie sans fil qui ne seraient pas ouvertes au service télégraphique privé avec les navires en mer devront, à moins d'impossibilités matérielles, recevoir les demandes de secours qui leur parviendraient de ces navires. »

M. LE PRÉSIDENT constate qu'il n'y a pas d'objection contre cet amendement et il passe à la discussion de l'article IV amendé par l'Allemagne.

M. HEATH, délégué de la Grande-Bretagne, propose ce qui suit :

« The recommendations of the present conference should not apply to naval and military wireless telegraphy stations, nor to naval or military communications »

(Les dispositions de la présente conférence ne seront pas applicables aux stations radiotélégraphiques navales ou militaires ni à des communications navales ou militaires).

Après un échange de vues sur la portée de cet amendement, M. OSADSKY, délégué de la Russie, fait remarquer qu'il juge nécessaire d'ajouter à la fin de l'article IV les mots : « et aussi à toutes les autres stations d'État à destination spéciale qui ne sont pas ouvertes au service public. »

M. SELLNER, délégué de la marine austro-hongroise, fait la proposition suivante :

« Les stations radiotélégraphiques établies par les autorités militaires pour le besoin de leur service ne sont pas obligées d'accepter les correspondances privées et celles venant des bateaux de guerre étrangers, à moins d'ententes spéciales établies à ce sujet.

« Ces stations sont, en général, exceptées des dispositions de cet

arrangement et auront elles-mêmes soin de prêter, *autant que possible*, assistance aux navires en détresse. »

M. GRILLO, délégué de l'Italie, est d'avis que, pour laisser la plus grande liberté à chaque Gouvernement, on pourrait accepter la rédaction allemande qui est assez concise. Mais si l'on veut aller encore plus loin, il conviendrait peut-être de choisir la teneur proposée par M. Bonomo dans son mémoire de la séance précédente, conçue ainsi :

« Chaque nation peut établir pour ses stations côtières militaires et pour les navires de guerre les dispositions qu'elle croit utiles, pourvu qu'elles ne soient pas de nature à déranger les communications internationales. »

M. BORDELONGUE trouve que la discussion s'écarte un peu de son but principal. La question soumise à la conférence ne peut être et n'est pas de limiter le droit des États en ce qui concerne leurs intérêts militaires ou maritimes. La mission de la conférence est de régler l'échange de la correspondance publique entre les stations ouvertes au service général et les navires en mer.

Une station militaire qui ne remplit pas cette condition n'a aucune obligation à l'égard de la correspondance internationale. Il n'y a donc à prévoir pour ces stations aucune obligation ni restriction d'exploitation.

M. GREELY, délégué des États-Unis, s'associe aux idées tendant à donner une situation exceptionnelle à toutes les stations d'Etat.

M. LE PRÉSIDENT propose d'exclure complètement les cas de guerre, pour lesquels chaque Etat se réserverait naturellement toute la liberté d'action.

La Russie a proposé la rédaction la plus large en vue d'exclure d'une réglementation internationale toutes les stations d'Etat non ouvertes au service public. En fond, c'est aussi l'avant-projet allemand.

La délégation britannique est d'avis qu'il conviendrait d'exclure aussi les communications navales et militaires ainsi que les échanges entre les navires militaires et les stations côtières ouvertes au public.

Après quelques remarques de M. v. STIBRAL, délégué de l'Autriche, M. BORDELONGUE déclare que le fait que les correspondances originaires ou à destination des navires de guerre sont considérées comme télégrammes d'Etat et ont la priorité sur les autres messages doit faire disparaître les craintes ou les divergences d'opinion que l'on vient d'exprimer. Il demande, dans tous les cas, que cette priorité soit reconnue.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer que les perturbations réciproques et les cas de détresse seront discutés plus tard. Il invite MM. les délégués à se prononcer sur les questions suivantes :

- 1° S'il y a moyen de faire une exception pour les correspondances entre les vaisseaux militaires et les stations côtières ouvertes au public ;
- 2° S'il conviendrait d'accorder aux communications provenant et à

destination des navires de guerre la priorité sur les autres radiotélégrammes.

M. VON STIBRAL, délégué de l'Autriche, recommande de laisser à une prochaine conférence d'étudier la question et de fixer les points du règlement international qu'il conviendrait d'appliquer aux stations d'État, y inclus celles de la marine et de l'armée, et comment il y aurait lieu de traiter les communications navales et militaires.

M. CALVO Y JUANA, délégué de l'Espagne, est d'avis qu'aux navires de guerre ne seront pas appliquées les mêmes dispositions qu'aux navires de commerce. En outre il adhère à la proposition d'accorder aux navires de guerre les priorités pour les correspondances.

M. BORDELONGUE fait ressortir que la télégraphie sans fil n'est pas, à proprement parler, un organisme nouveau d'échange de la correspondance, mais simplement une extension des moyens actuels de transmission. On doit le réglementer en s'inspirant des dispositions actuelles du service télégraphique et ne pas limiter les avantages dont bénéficie la correspondance d'État.

M. GREELY est d'avis que la proposition de la délégation russe, étant la plus large, donnerait la satisfaction la plus complète.

M. HATH est d'accord avec M. GREELY.

M. HOLLOS, délégué de la Hongrie, veut soumettre les échanges entre les navires de guerre et les stations côtières publiques au règlement international et accorderait la priorité aux télégrammes de ces navires.

M. GRILLO accepte entièrement la rédaction allemande. Les navires de guerre doivent être obligés de se soumettre au règlement international pour ce qui concerne leurs correspondances avec les stations publiques et avec d'autres vaisseaux. En outre il est d'accord avec la France quant à la priorité des télégrammes des navires de guerre.

M. SALEWSKI, délégué de la Russie, émet les mêmes opinions.

M. LE PRÉSIDENT résume comme résultat de la discussion que MM. les délégués sont d'avis :

- 1^o d'exclure totalement les questions de cas de guerre ;
- 2^o de réglementer seulement le service entre les stations côtières ouvertes au service public et les navires. Il s'ensuit que toutes les stations destinées seulement aux services naval et militaire ne seront pas soumises aux dispositions générales du règlement.

LE PRÉSIDENT fait ressortir en outre que la plupart des délégués désirent soumettre au règlement aussi les correspondances des navires de guerre avec les stations côtières publiques et accorder à ces messages la priorité dont jouissent les télégrammes d'État. Cependant, les États-Unis et la Grande-Bretagne préféreraient renvoyer cette question de détail à une conférence ultérieure.

On passe à la discussion de l'intercalation proposée par l'Allemagne pour l'article IV, savoir des mots « sauf la disposition de l'article 1^{er} § 4. »

La tendance de cette proposition est de soumettre, dans les temps de paix, à l'article 1^{er} § 4 aussi les stations à destination spéciale et les échanges avec ces stations, en vue d'écarter autant que possible les perturbations qui pourraient provenir de telles stations.

M. HEATH fait remarquer qu'il ne peut pas adhérer à l'amendement allemand, mais il serait mieux de régler cette question par un arrangement spécial entre les Gouvernements intéressés.

M. BORDELONGUE se rallie d'une manière complète à la proposition de l'Allemagne. C'est l'intérêt général d'éviter des perturbations, volontaires ou non, qui peuvent gêner l'exécution régulière du service international.

M. LE PRÉSIDENT invite MM. les délégués à émettre leurs opinions sur l'amendement allemand.

M. SELLNER est d'avis, que les navires de guerre ne doivent pas déranger les stations côtières, mais il ne serait pas nécessaire d'insérer une obligation dans l'article IV.

M. CALVO Y JUANA adhère à la proposition allemande.

M. LAMB, délégué de la Grande-Bretagne, ne voit aucune nécessité de soumettre les Etats à pareilles obligations, vu que l'on ne saurait douter de leur bonne volonté d'avoir tous les égards nécessaires au service international. Il ne répondrait point aux intérêts des Etats mêmes de déranger le service radiographique du public.

Les délégations italienne, hongroise et russe sont d'accord avec la proposition allemande.

M. LE PRÉSIDENT constate qu'en général la conférence juge utile d'exprimer dans l'arrangement international la bonne volonté des Etats contractants de ne pas laisser déranger les stations publiques par les stations à destination spéciale.

Il ouvre ensuite la discussion sur la suggestion d'accorder des prérogatives aux navires en détresse. D'après l'amendement de la France il serait désirable que les stations non soumises au règlement international répondent aussi aux appels des navires en détresse. M. SELLNER a fait une proposition tendant au même but. M. LE PRÉSIDENT constate que tous les délégués sont d'accord avec cette mesure d'humanité.

Il passe ensuite à l'article V, pour lequel M. BONOMO a donné une autre rédaction dans son mémoire, savoir :

« Les pays qui n'ont point adhéré à la présente convention et qui entendent se servir de la télégraphie sans fil doivent accepter intégralement les règles internationales adoptées. »

M. GRILLO explique les motifs qui ont guidé la délégation italienne dans cette proposition.

M. LE PRÉSIDENT est d'avis qu'au fond il n'y a pas de différence entre les deux rédactions. Il propose, à l'égard du traitement ultérieur de la matière, que des délégués de chaque pays se réunissent pour essayer de trouver une rédaction précise de quelques thèses générales qui pourraient former le contenu d'un protocole final. Celui-ci serait à signer

par ceux des délégués qui sont d'accord avec ces thèses, sous réserve que le procès-verbal doit reproduire seulement les opinions des signataires, sans préjudice à la décision définitive de leurs Gouvernements. Les autres délégués auront la faculté de faire valoir leurs opinions divergentes.

En cas de consentement, M. LE PRÉSIDENT propose de se réunir dans son bureau à trois heures de l'après-midi.

M. LAMB est d'accord, sauf la question de signature. Il préférerait résumer les résultats de la conférence dans un memorandum à communiquer par les soins du Gouvernement allemand aux autres Gouvernements intéressés.

M. LE PRÉSIDENT est d'avis que le protocole devrait être signé par les délégués qui le jugent utile et qu'il devrait rester ouvert à ceux qui le désirent. Ces derniers pourraient adhérer plus tard.

M. BORDELONGUE appuie sur le caractère préliminaire de cette conférence qui a pour unique mission d'échanger des vues et de fixer, s'il est possible, des bases générales dont le texte sera soumis par les diverses délégations à leurs Gouvernements respectifs en vue d'une convention internationale.

La délégation française reconnaît qu'une réglementation est, dès à présent, nécessaire. Elle est disposée à arrêter un texte et à le signer pour constater l'accord établi entre les délégués. Mais elle désire qu'il soit indiqué que c'est un document qui sera soumis par eux à l'examen de leurs Gouvernements en réservant complètement leurs décisions.

M. LE PRÉSIDENT dit que le protocole serait à soumettre par les délégués à l'approbation de leurs Gouvernements, mais qu'il serait nécessaire de préciser autant que possible l'état actuel des opinions différentes. Après avoir répété son invitation pour 3 heures, il clôt la séance à midi.

Séance prochaine jeudi 13 août à midi.

Le Président :
SYDOW.

Les Secrétaires :
FUHRKEN, LINDOW, PFITZNER, OBERLAENDER.

PROCÈS-VERBAUX

CONFÉRENCE PRÉLIMINAIRE CONCERNANT
LA TÉLÉGRAPHIE SANS FIL

SIXIÈME ET DERNIÈRE SÉANCE

13 août 1903.

La séance est ouverte à midi 10 m. par M. le Président.

Sont présents tous les membres de la conférence qui assistaient à la première séance, à l'exception de M. SOLARI, délégué de l'Italie, s'excusant par une lettre d'avoir été obligé de partir avant la clôture.

Sur la demande de M. LE PRÉSIDENT, le procès-verbal de la cinquième séance est approuvé par l'assemblée sauf les corrections à signaler, le cas échéant, par les délégués intéressés, jusqu'à demain, midi.

M. LE PRÉSIDENT : « Aux termes de la résolution, consignée au procès-verbal de la dernière séance, une commission spéciale s'est réunie hier dans l'après-midi sous ma présidence. Cette commission a procédé à l'élaboration d'une déclaration collective dont une épreuve se trouve entre vos mains. J'invite M. BORDELONGUE, délégué de la France, à se charger de la fonction de rapporteur et à donner lecture de ladite déclaration. »

M. BORDELONGUE, délégué de la France, déclare que la commission de rédaction, qui s'est réunie sous la présidence de M. Sydow, a cru devoir fixer, par un texte, les résolutions arrêtées par les conférents. Ces résolutions ne peuvent avoir toutefois que le caractère d'indications et d'avis, la conférence étant simplement une commission d'études dont les opinions ne sauraient engager les Gouvernements représentés.

C'est dans cet esprit que le texte dont il va être donné lecture a été arrêté : c'est dans ce même esprit que les délégations représentées ont été d'accord pour le signer en le faisant suivre d'un préambule qui réserve explicitement l'examen des Gouvernements.

L'orateur procède à la lecture du texte proposé.

Les délibérations suivent la lecture de chaque article et paragraphe, lecture qui est précédée, le cas échéant, par les observations de M. le Rapporteur.

« Les Délégations à la Conférence préliminaire concernant la télégraphie sans fil, désignées ci-après :

Allemagne, Autriche, Espagne, États-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Hongrie, Italie, Russie,
sont d'accord pour proposer à l'examen de leurs Gouvernements les

bases générales de réglementation suivantes comme pouvant faire l'objet d'une Convention internationale. »

Sur la proposition de M. LE PRÉSIDENT, la question si les États qui ont à faire des réserves doivent être énumérés dans le préambule est ajournée jusqu'à la fin de la délibération. Pour le reste, la teneur du préambule est acceptée.

« ARTICLE 1^{er}.

« L'échange de la correspondance entre les navires en mer et les stations côtières de télégraphie sans fil, ouvertes au service télégraphique général, est soumis aux dispositions suivantes.

« § 1^{er}. Est appelée station côtière toute station fixe dont le champ d'action s'étend sur la mer. »

M. GRILLO, délégué de l'Italie, émet le désir qu'il soit ajouté à la fin de l'article 1^{er} § 1^{er} les mots : « moins que 500 kilomètres ». Toutefois, après un échange de vues, l'orateur n'insiste plus sur sa demande.

« § 2. Les stations côtières sont tenues de recevoir et de transmettre les télégrammes originaux ou à destination des navires en mer sans distinction des systèmes de télégraphie sans fil employés par ces derniers. »

Pas d'observations.

« § 3. Les États contractants rendent publics tous les renseignements techniques de nature à faciliter et à accélérer les communications entre les stations côtières et les navires en mer.

« Toutefois, chacun des Gouvernements contractants peut autoriser les stations situées sur son territoire, et cela dans les conditions qu'il jugera convenables, à utiliser plusieurs installations ou dispositifs différents. »

M. le Rapporteur propose de remplacer les mots « dispositifs différents » à la fin du § 3 du même article par les mots plus précis « dispositifs spéciaux ». Cette proposition est agréée.

« § 4. Les États contractants déclarent adopter, pour la fixation des tarifs applicables au trafic télégraphique, échangé entre les navires en mer et le réseau télégraphique international, les bases ci-après :

« La taxe totale à percevoir pour ce trafic est établie par mot; elle comprend :

(a) la taxe relative au parcours terrestre dont le montant est celui fixé par le règlement télégraphique international en vigueur, annexé à la Convention de St-Petersbourg;

(b) La taxe afférente au parcours maritime.

« Cette dernière est, comme la précédente, fixée d'après le nombre de mots, ce nombre de mots étant compté conformément au règlement télégraphique international visé au paragraphe a ci-dessus; elle comprend :

1^o une taxe appelée « taxe de la station côtière » qui revient à ladite station;

2^o une taxe appelée « taxe du bord » qui revient à la station installée sur le navire.

« La taxe de la station côtière est subordonnée à l'approbation de l'État sur le territoire duquel cette station est établie, et celle du bord à l'approbation de l'État dont le navire porte le pavillon.

« Chacune de ces deux taxes doit être fixée sur la base de la rémunération équitable du travail télégraphique. »

Sur la demande de M. VON STIBRAL, délégué de l'Autriche, on rem-

place au § 4 (sous a) le mot « terrestre » par les mots « sur les lignes du réseau télégraphique international », attendu qu'il ne s'agit pas seulement d'un parcours terrestre mais aussi d'un parcours sous-marin.

La rédaction sous § 4 b, 2^o est sur la proposition de M. le Rapporteur modifiée de la manière suivante : « 2^o une taxe appelée « taxe du bord » qui revient au poste installé sur le navire. »

M. GREELY, délégué des Etats-Unis, fait observer que d'après la législation de son pays les taxes télégraphiques ne sont pas soumises du tout à l'approbation préalable du Gouvernement et que, par conséquent, celui-ci ne serait pas à même d'approuver en détail les taxes des stations côtières.

M. LE PRÉSIDENT est de l'avis qu'il ne serait pas nécessaire de modifier la teneur en question mais qu'il suffirait de faire mention de l'observation de M. Greely au procès-verbal.

Par rapport au § 4, dernier alinéa, M. LE PRÉSIDENT fait observer que la question d'un maximum de taxe qui a été largement discutée dans les délibérations antérieures n'est pas réglée, vu la grande divergence des opinions émises et vu que les Etats qui jugent nécessaire d'introduire un maximum par un règlement international ont déjà fixé leur avis dans les procès-verbaux des séances antérieures.

« ARTICLE II.

« Un règlement qui sera annexé à la convention à intervenir établira les règles applicables à l'échange des communications entre les stations côtières et les postes placés sur les navires.

« Les prescriptions de ce règlement pourront être à toute époque modifiées d'un commun accord par les administrations des Etats contractants. »

« ARTICLE III.

« Les dispositions de la convention télégraphique de St-Petersbourg sont applicables aux transmissions par la télégraphie sans fil en tant qu'elles ne sont pas contraires à celles de la convention à intervenir. »

« ARTICLE IV.

« Les stations de télégraphie sans fil doivent, à moins d'impossibilité matérielle, accepter par priorité les demandes de secours qui leur parviendraient des navires. »

« ARTICLE V.

« Le service d'exploitation des stations de télégraphie sans fil doit être organisé, autant que possible, de manière à ne pas troubler le service d'autres stations. »

Pas d'observations par rapport aux articles II jusqu'à V.

« ARTICLE VI.

« Les Gouvernements contractants se réservent respectivement le droit de prendre entre eux des arrangements particuliers ayant pour but d'obliger les entrepreneurs exploitant sur leur territoire à observer, dans toutes leurs autres stations, les prescriptions de la convention à intervenir. »

Sur la demande de M. VON STIBRAL, on remplace à l'article VI les mots « exploitant sur leur territoire » par les mots exploitant sur leur territoire des stations de télégraphie sans fil. »

M. le Rapporteur fait la remarque suivante : « Les délégués des États-Unis ont déclaré que la législation de leur pays permet en effet d'admettre des stations radiographiques dans les États-Unis sous condition de leur soumission, sur ce territoire, aux principes de la convention à intervenir, mais non pas sous la condition qu'elles se soumettent à ces principes également dans d'autres pays. Vu que l'obligation concernant les stations dans le propre pays ressort déjà de la teneur de l'article I^{er} § 2, on a borné l'article VI à la question de l'obligation dans les pays étrangers et réservé cette matière à un arrangement ultérieur. Les délégués des États représentés, à l'exception des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Italie, ont émis l'opinion que leurs Gouvernements donneraient leur adhésion à un tel arrangement.

« ARTICLE VII.

« Les prescriptions de la convention à intervenir ne sont pas applicables aux stations d'État de télégraphie sans fil non ouvertes à la correspondance télégraphique privée, sauf en ce qui concerne les clauses qui font l'objet des articles IV et V. »

M. GARCIA DE LOS REYES, délégué de l'Espagne, propose de biffer dans l'article VII les mots « non ouvertes à la correspondance télégraphique privée » et d'ajouter à la fin la phrase : « Il sera de même pour les télégrammes échangés entre lesdites stations d'État et les stations ordinaires et, en tous ces cas, pour les télégrammes d'État. »

Après un échange de vues auquel prennent part M. le Président et M. le Rapporteur, le représentant espagnol n'insiste plus sur son amendement. Néanmoins et pour donner satisfaction aux objections de M. Garcia, le texte de l'article VII obtient le changement suivant : Remplacer les mots « à la correspondance télégraphique privée » par les mots « au service télégraphique général. »

« ARTICLE VIII.

« Les pays qui n'ont point adhéré à la convention à intervenir y seront admis sur leur demande. »

Pas d'objections.

La discussion du projet de la commission terminée, on est d'accord, sur la proposition de M. LE PRÉSIDENT, de donner à ce document la dénomination « Protocole Final ».

M. LE PRÉSIDENT invite à présent ceux entre les délégués qui ont à faire des réserves à les formuler.

M. LAMB, délégué de la Grande-Bretagne, fait au sujet de ses réserves la déclaration suivante :

« Tout en s'engageant à soumettre les bases ci-dessus à l'examen de son Gouvernement, la délégation britannique déclare qu'en vue de la situation dans laquelle se trouve la télégraphie sans fil dans le Royaume-Uni cette délégation doit maintenir une réserve générale. Cette réserve se rapporte spécialement à l'article I^{er} § 2 et à l'application des dispositions de l'article V aux stations visées par l'article VII. »

M. GRILLO, délégué de l'Italie, déclare à son tour :

- « La délégation de l'Italie, tout en acceptant de soumettre à l'examen de son Gouvernement les propositions contenues dans le protocole final de la conférence, doit, selon les déclarations faites par ses membres dans les diverses séances, faire pour le compte de son Gouvernement les réserves suivantes :

(ARTICLE I^{er}, § 2.)

- « Elle accepterait le texte proposé seulement à condition d'y faire l'adjonction suivante :

- « Pourvu que tous ces systèmes donnent une garantie reconnue d'un bon fonctionnement dans la correspondance réciproque quant à la portée, à la perfection de l'organisation et à la sûreté des communications. »

(ARTICLE I^{er}, § 3.)

- « Elle ne peut accepter le premier alinéa de ce paragraphe parce que dans les conventions conclues avec M. Marconi le Gouvernement s'est engagé à tenir secrets les détails des installations.

(ARTICLE VI.)

- « Elle ne peut accepter le texte de cet article et doit se borner à déclarer que de la part de son Gouvernement on fera le possible pour introduire dans les conventions stipulées avec M. Marconi des modifications dans le sens désiré. »

M. GRILLO termine sa déclaration en disant que sauf ces réserves il serait bien heureux d'adhérer à la convention à intervenir.

M. LE PRÉSIDENT fait ressortir que les réserves formulées par les délégations de la Grande-Bretagne et de l'Italie ont une importance telle, surtout en ce qui concerne l'article I^{er} § 2, qu'elles modifient la portée du protocole final d'une manière très essentielle. Il ne conviendrait donc pas, à son avis personnel, de laisser les noms « Grande-Bretagne » et « Italie » dans le préambule et il vaudrait mieux consigner dans le protocole, à la suite des signatures de la majorité, les réserves formulées par les délégations de ces deux pays. Cette proposition obtient l'assentiment des délégués de la Grande-Bretagne et de l'Italie ainsi que des autres délégués. Une expédition du protocole ainsi conçu serait préparée jusqu'à 3 h. pour être signée par MM. les délégués.

Quant au procès-verbal de la présente séance, qui ne tardera pas à parvenir entre les mains de MM. les délégués, il importerait d'en faire connaître les corrections, s'il y a lieu, jusqu'à la fin de la semaine prochaine.

Ces propositions sont agréées.

Ensuite M. LE PRÉSIDENT annonce que des copies légalisées du protocole final ainsi que les procès-verbaux des séances parviendront aux Gouvernements intéressés par la voie diplomatique.

Il continue en ces termes :

- « Messieurs, j'aime à espérer que vous soyez d'accord que l'Allemagne, par la même voie, invite tous les Etats maritimes de l'Europe et

les États-Unis d'Amérique à se réunir l'année prochaine à Berlin dans une conférence d'un caractère plus général. »

Sur la suggestion de M. LAMB, d'inviter aussi le Japon, M. LE PRÉSIDENT émet l'avis qu'il serait préférable de laisser la solution de cette question à la diplomatie, vu que cette conférence n'est pas compétente sous ce rapport. En ce qui concerne les communications pour la presse, il propose de ne lui donner provisoirement qu'une note que les délégués de la plupart des États représentés dans la conférence se sont mis d'accord sur les principes les plus importants pour une réglementation de la télégraphie sans fil et que, sur la base de cet accord, l'Allemagne irait probablement sous peu adresser aux États maritimes l'invitation pour une conférence d'une portée plus générale, tendant à la stipulation d'un arrangement international, concernant l'organisation de la radio-télégraphie et du règlement d'exécution y relatif. Pour le reste le contenu des procès-verbaux, selon l'avis de M. LE PRÉSIDENT, continuera à être traité confidentiel jusqu'à ce que MM. les délégués aient été à même de faire leurs rapports aux Gouvernements respectifs. Vu le long trajet de la délégation des États-Unis, il conviendrait de n'admettre aucune divulgation avant le 1^{er} septembre prochain.

Ces propositions sont acceptées.

Vers la fin de la séance M. KRAETKE, Secrétaire d'État du Département des Postes, entre dans la salle et prononce le discours suivant :

« Messieurs, — Je n'ai pas manqué de soumettre à Sa Majesté l'Empereur les hommages respectueux que Messieurs les délégués ont bien voulu présenter à Sa Majesté par l'intermédiaire de l'honorable délégué de la Grande-Bretagne, M. LAMB, au cours de la première séance. Je suis heureux que le chef du Cabinet impérial vient de me transmettre une communication, dont la traduction suit :

« Sa Majesté l'Empereur et Roi a daigné prendre connaissance des
 « hommages que les délégués étrangers de la conférence prélimi-
 « naire concernant la télégraphie sans fil lui ont présentés. Sa
 « Majesté suit les travaux de la conférence avec le plus vif intérêt
 « et vous prie d'exprimer, à l'occasion de la clôture de la confé-
 « rence, ses remerciements sincères à MM. les délégués des gou-
 « vernements étrangers. »

« Messieurs, vous avez fini vos travaux. Il ont abouti à des résultats qui laissent espérer un succès réel à l'avenir. La plupart des États représentés ici sont d'accord sur tous les points principaux et partout la bonne volonté s'est manifestée d'utiliser cet accord pour arriver à un nouveau progrès dans les communications internationales. S'il reste encore à surmonter certains obstacles, ceux-ci résident moins dans l'aversion pour une réglementation internationale de ce service que dans le désir de prendre égard aux compagnies qui sont déjà en possession d'un nombre d'installations et à l'état actuel de la législation intérieure des pays.

« Messieurs, il s'est toujours démontré qu'un esprit de conciliation réunit les grands États de l'Europe et les États Unis d'Amérique lorsqu'il s'agit de nouveaux progrès culturels, et j'aime à croire que ce même esprit qui s'est révélé aussi pendant vos délibérations sera assez

fort pour vaincre les difficultés qui pourraient s'opposer encore à une réglementation internationale de la télégraphie sans fil.

« Messieurs, je prononce l'espérance de pouvoir voir saluer de nouveau ici l'année prochaine dans une conférence plus grande. Et en vous remerciant de vos travaux assidus, témoignages de votre haute intelligence, je clos la conférence ; cependant je ne vous dis pas « Adieu ! » mais bien « Au revoir ! » (Vifs applaudissements).

L'original de la lettre du Cabinet de Sa Majesté est conçu en ces termes :

Potsdam, den 12 August 1903.

Euerer Exzellenz beehre ich mich in Erwiderung des gefälligen Schreibens vom 11 d. M. ganz ergebenst mitzuthellen, dass Seine Majestät der Kaiser und König von der Huldigung der ausländischen Vertreter der internationalen Vorkonferenz für drahtlose Telegraphie mit Befriedigung Kenntniss zu nehmen geruht haben. Seine Majestät begleiten die Arbeiten der Konferenz mit besonderem Interesse und lassen Auere Exzellenz ersuchen, beim Schluss derselben den Vertretern der auswärtigen Staaten Allerhochstihren herzlichen Dank zum Ausdruck zu bringen.

(gez.) v. LUCANUS.

En réponse au discours du Secrétaire d'État, M. GREELY, délégué des États-Unis, au nom de toutes les délégations étrangères, exprime les remerciements les plus chaleureux au Département des Postes allemandes pour l'obligeant accueil qu'on a fait aux délégués. Ensuite, il remercie M. LE PRÉSIDENT de la direction habile et impartiale des délibérations et le Bureau de son concours dans l'expédition des affaires.

La signature du protocole final, annexé dans la teneur définitive au présent procès-verbal, a eu lieu à 3 heures.

Le Président : SYDOW.

Les Secrétaires : FUHRKEN, LINDOW, PFITZNER, OBERLAENDER.

Annexe au procès-verbal de la 6^{me} séance.

PROTOCOLE FINAL

Les délégations à la Conférence préliminaire concernant la télégraphie sans fil, désignées ci-après :

Allemagne, Autriche, Espagne, États-Unis d'Amérique, France, Hongrie, Russie,
sont d'accord pour proposer à l'examen de leurs Gouvernements les bases générales de réglementation suivantes comme pouvant faire l'objet d'une Convention internationale.

ARTICLE 1^{er}.

L'échange de la correspondance entre les navires en mer et les stations côtières de télégraphie sans fil, ouvertes au service télégraphique général, est soumis aux dispositions suivantes.

§ 1^{er}. Est appelée station côtière toute station fixe dont le champ d'action s'étend sur la mer.

§ 2. Les stations côtières sont tenues de recevoir et de transmettre les télégrammes originaux ou à destination des navires en mer sans distinction des systèmes de télégraphie sans fil employés par ces derniers.

§ 3. Les États contractants rendent publics tous les renseignements techniques de nature à faciliter et à accélérer les communications entre les stations côtières et les navires en mer.

Toutefois, chacun des Gouvernements contractants peut autoriser les stations situées sur son territoire, et cela dans les conditions qu'il jugera convenables, à utiliser plusieurs installations ou dispositifs spéciaux.

§ 4. Les États contractants déclarent adopter, pour la fixation des tarifs applicables au trafic télégraphique, échangé entre les navires en mer et le réseau télégraphique international, les bases ci-après :

La taxe totale à percevoir pour ce trafic est établie par mot ; elle comprend :

(a) la taxe relative au parcours sur les lignes du réseau télégraphique dont le montant est celui fixé par le règlement télégraphique international en vigueur, annexé à la convention de Saint-Petersbourg ;

(b) la taxe afférente au parcours maritime.

Cette dernière est, comme la précédente, fixée d'après le nombre de mots, ce nombre de mots étant compté conformément au règlement télégraphique international visé au paragraphe (a) ci-dessus.

Elle comprend :

1^o une taxe appelée « taxe de la station côtière » qui revient à ladite station ;

2^o une taxe appelée « taxe du bord » qui revient au poste installé sur le navire.

La taxe de la station côtière est subordonnée à l'approbation de l'État sur le territoire duquel cette station est établie, et celle du bord à l'approbation de l'État dont le navire porte le pavillon.

Chacune de ces deux taxes doit être fixée sur la base de la rémunération équitable du travail télégraphique.

ARTICLE II.

Un règlement qui sera annexé à la convention à intervenir établira les règles applicables à l'échange des communications entre les stations côtières et les postes placés sur les navires.

Les prescriptions de ce règlement pourront être à toute époque modifiées d'un commun accord par les Administrations des États contractants.

ARTICLE III.

Les dispositions de la convention télégraphique de St-Petersbourg sont applicables aux transmissions par la télégraphie sans fil en tant qu'elles ne sont pas contraires à celles de la convention à intervenir.

ARTICLE IV.

Les stations de télégraphie sans fil doivent, à moins d'impossibilité matérielle, accepter par priorité les demandes de secours qui leur parviendraient des navires.

ARTICLE V.

Le service d'exploitation des stations de télégraphie sans fil doit être organisé, autant que possible, de manière à ne pas troubler le service d'autres stations.

ARTICLE VI.

Les Gouvernements contractants se réservent respectivement le droit de prendre entre eux des arrangements particuliers ayant pour but d'obliger les entrepreneurs exploitant sur leur territoire des stations de télégraphie sans fil à observer, dans toutes les autres stations, les prescriptions de la convention à intervenir.

ARTICLE VII.

Les prescriptions de la convention à intervenir ne sont pas applicables aux stations d'État de télégraphie sans fil non ouvertes au service télégraphique général, sauf en ce qui concerne les clauses qui font l'objet des articles IV et V.

ARTICLE VIII.

Les Pays qui n'ont point adhéré à la convention à intervenir, y seront admis sur leur demande.

Fait à *Berlin* le 13 août 1903.

Pour l'Allemagne :

SYDOW.
STRECKER.
WACHENFELD.
SCHIRADER.
FLUGEL.
RIEVE.

MOST.
DR. FELISCH.
DR. BEGGEROW.
OSCHMANN.
KLUSSMANN.

Pour l'Autriche :

STIBRAL.
ARTHUR LINNINGER.
SELLNER.

Pour l'Espagne :

CALVO.
PELAEZ CAMPOMANES.
MATEO GARCIA.

Pour les États-Unis d'Amérique :

GREELY.
BARBER.
J. I. WATERBURY.

Pour la France :

BORDELONGUE.
SINS.
MAGNE.
BOULANGER.
HOUDAILLE.
F. ARAGO.

Pour la Hongrie :

CHARLES FOLLÉRT.
 ANDRÉ KOLOSSVARY.
 JOZEF HÖLLOS.
 SELLNER.

Pour la Russie :

BILIBINE.
 P. OSSADTCHY.
 POPOFF.
 ZALEWSKI.

Déclaration de la délégation de la Grande-Bretagne.

Tout en s'engageant à soumettre les bases ci-dessus à l'examen de son Gouvernement la délégation britannique déclare qu'en vue de la situation dans laquelle se trouve la télégraphie sans fil dans le Royaume-Uni ce te délégation doit maintenir une réserve générale. Cette réserve se rapporte spécialement à l'article 1^{er} paragraphe 2 et à l'application des dispositions de l'article V aux stations visées par l'article VII.

Fait à *Berlin* le 13 août 1903.

J. C. LAMB.
 J. GAVEY.
 R. J. MACKAY.
 R. L. HIPPISEY, Col.
 H. L. HEATH, Captain, R. N.
 R. PAYNE, Lieut., R. N.

Déclaration de la délégation de l'Italie.

La délégation de l'Italie, tout en acceptant de soumettre à l'examen de son Gouvernement les propositions contenues dans le protocole final de la conférence doit, selon les déclarations faites par ses membres dans les diverses séances, faire pour le compte de son Gouvernement les réserves suivantes :

ARTICLE 1^{er} § 2.

Elle accepterait le texte proposé seulement à condition d'y faire l'adjonction suivante :

« Pourvu que tous ces systèmes donnent une garantie reconnue d'un bon fonctionnement dans la correspondance réciproque quant à la portée, à la perfection de l'organisation et à la sûreté des communications. »

ARTICLE 1^{er} § 3.

Elle ne peut accepter le premier alinéa de ce paragraphe parce que, dans les conventions conclues avec M. Marconi, le Gouvernement s'est engagé à tenir secrets les détails des installations.

ARTICLE VI.

Elle ne peut accepter le texte de cet article et doit se borner à déclarer que de la part de son Gouvernement on fera le possible pour introduire dans les conventions stipulées avec M. Marconi des modifications dans le sens désiré.

Fait à *Berlin* le 13 août 1903.

C. GRILLO.
BONOMO.
CARDARELLI.

TROISIÈME PARTIE

1° ARBITRAGES INTERNATIONAUX

COUR PERMANENTE D'ARBITRAGE

Tribunal arbitral constitué en vertu des Protocoles du 7 mai 1903 (Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Venezuela) et d'autres protocoles (Belgique, Espagne, Etats-Unis, France, Mexique, Pays-Bas, Suède et Norvège, Venezuela).

(Actes et Protocoles, La Haye, septembre-novembre 1903).

PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION

DU 1^{er} SEPTEMBRE 1903

(Texte français).

RÉUNION

du 1^{er} septembre 1903.

Monsieur RUYSSENAERS, en sa qualité de Secrétaire Général de la Cour permanente d'Arbitrage, constate, par le présent écrit, qu'aujourd'hui, le 1^{er} septembre 1903, en présence de Son Excellence M. DE MOURAVIEW, l'un des Arbitres désignés par Sa Majesté l'Empereur de Russie pour constituer le Tribunal arbitral conformément aux dispositions de l'article 3 des Protocoles du 7 mai 1903, les Agents suivants, MM. DE PROLLIUS (Allemagne), le Marquis DE VILLASINDA (Espagne), MAC VEAGH, BOWEN, PENFIELD (Etats-Unis d'Amérique), LOUIS RENAULT, (France), ARTHUR LARCOM (Grande-Bretagne), le Comte DE BOSDARI (Italie), DE WECKHERLIN (Pays-Bas, Suède et Norvège), MAC VEAGH,

(Texte anglais).

MEETING

of September 1st 1903.

Mr. RUYSSENAERS, as Secretary General of the Permanent Court of Arbitration, hereby certifies that to-day, on the 1st of September 1903, in presence of His Excellency M. DE MOURAVIEW, one of the Arbitrators appointed by His Majesty the Emperor of Russia, in accordance with the Protocol of the 7th May 1903, the undermentioned Agents met at the Hague at the Permanent Court of Arbitration representing respectively the undermentioned Powers.

His Excellency M. DE MOURAVIEW apprised the Meeting that he was the only Arbitrator present, and that he could not say at what date the Tribunal would be completed. In these circumstances the said

BOWEN, PENFIELD (Vénézuéla), se sont réunis à La Haye dans l'Hôtel de la Cour permanente d'Arbitrage. Son Excellence Monsieur DE MOURAVIEW leur a fait connaître qu'il était le seul Arbitre présent à La Haye et qu'il ne pouvait dire à quelle date le Tribunal arbitral serait complété. Dans ces circonstances, les dits Agents, au nom des Gouvernements qu'ils représentent, ont été, à l'exception des Agents du Vénézuéla, unanimes pour admettre qu'un ajournement était nécessaire. Ils sont convenus que le présent procès-verbal serait dressé, les Agents du Vénézuéla protestant contre la rédaction d'un écrit quelconque.

Ainsi fait à La Haye,
le 1^{er} septembre 1903.

*Le Secrétaire Général
de la Cour permanente
d'Arbitrage,*
L. H. RUYSSENAERS.

Agents, in the name of the Governments they respectively represented, (with the exception of the Agents of the Venezuelan Government) agreed that an adjournment was necessary and that the present proces-verbal should be drawn up, the Agents of the Venezuelan Government however protesting against any statement being drawn up.

List of the Agents of the Powers
Germany, M. DE PROLLIUS.
Spain, Marquis DE VILLASINDA,
United States, Mr. WAYNE MAC
VEAGH, Mr. HERBERT W. BOWEN,
M. W. L. PENFIELD.
France, M. LOUIS RENAULT,
Great-Britain, M. ARTHUR LARCOM.
Italy, Count A. DE BOSDARI.
Netherlands, Sweden and Norway,
M. DE WECKHERLIN.
Venezuela, Mr. WAYNE MAC VE-
AGH, Mr. HERBERT W. BOWEN,
Mr. W. L. PENFIELD.

Done at the Hague,
the 1st of September 1903.

*The Secretary General
of the Permanent Court of
Arbitration,*
L. H. RUYSSENAERS.

PROTOCOLE I

Séance du jeudi 1^{er} Octobre 1903.

Le Tribunal s'est réuni à 3 heures de l'après-midi à l'Hôtel de la Cour permanente d'Arbitrage.

Les Arbitres présents étaient :

Son Excellence Monsieur N. V. MOURAWIEFF, Secrétaire d'État de S. M. I. l'Empereur de Russie, Conseiller Privé Actuel, Ministre de la Justice et Procureur Général de l'Empire de Russie ;

Monsieur le Professeur H. LAMMASCH, Docteur en droit, Membre de la Chambre des Seigneurs du Parlement autrichien ;

PROTOCOL I.

*Meeting of Thursday, October 1st
1903.*

The Tribunal assembled at 3 p. m. at the Permanent Court of Arbitration.

The Arbitrators present were :

His Excellency Mr. N. V. MOURAWIEFF, Secretary of State of His Imperial Majesty the Emperor of Russia, « Conseiller Privé Actuel », Minister of Justice and Attorney General of the Russian Empire ;

Professor H. LAMMASCH, Doctor of Law, Member of the Upper House of the Austrian Parliament, and

Son Excellence Monsieur DE MARTENS, Conseiller Privé, Membre Permanent du Conseil du Ministère Impérial des Affaires Etrangères à St.-Pétersbourg.

Monsieur DE MOURAWIEFF ayant été précédemment élu Président par ses co-arbitres, déclare le Tribunal constitué et prononce le discours suivant :

« Appelé par la confiance de mes estimables Collègues à l'insigne honneur de présider le Tribunal d'Arbitrage dans l'affaire du règlement général des réclamations contre les Etats-Unis du Vénézuéla, je prends possession de cette charge, aussi lourde que flatteuse, avec un désir fervent et sincère de la remplir de mon mieux, et je déclare le Tribunal dûment constitué et ses audiences arbitrales ouvertes par la présente séance de début.

C'est en vertu des Compromis conclus entre les États intéressés à Washington, en mai de l'année courante, que se réunit ce Tribunal de trois Arbitres, choisis par Sa Majesté l'Empereur de Russie, sur la requête des Parties, parmi les Membres de la Cour permanente d'Arbitrage. A cause de circonstances inattendues et impossibles à prévoir en raison du grand nombre des Puissances créancières et, par conséquent réclamantes, dont les Délégués à la Cour Internationale ne pouvaient pas, d'après l'arrangement, siéger comme juges dans ce litige, des difficultés ont surgi par rapport à la nomination des Arbitres et il s'est produit un retard considérable dans la formation du Tribunal, qui devait se rassembler le 1^{er} septembre. Une nouvelle entente diplomatique et une nouvelle décision Auguste furent nécessaires pour aboutir selon les stipulations du Protocole initial. Cet ajournement inévitable a pu contrarier des convenances personnelles, mais, puisqu'il vient de toucher à sa fin,

His Excellency Mr. DE MARTENS, « Conseiller Privé », Permanent Member of the Council of the Imperial Ministry of Foreign Affairs at St. Petersburg.

Mr. DE MOURAWIEFF having been elected beforehand by his Coarbiters as President, in declaring the Tribunal open, spoke as follows :

« Appointed through the confidence of my esteemed colleagues to the signal honour of presiding over the Tribunal of Arbitration in the question of the regulation of the claims against the United States of Venezuela, I undertake this charge, arduous as it is flattering, with a fervent and sincere desire to acquit myself thereof to the best of my ability, and I declare the Tribunal duly constituted and its Arbitral sittings opened by this its first meeting.

It is in virtue of the Protocols concluded at Washington, in May of the present year, between the States interested, that this Tribunal of three Arbitrators chosen by His Majesty the Emperor of Russia from among the Members of the Permanent Court of Arbitration at the request of the parties, has assembled. Owing to unexpected and unforeseen circumstances, by reason of the great number of the creditor, and consequently claimant, Powers, whose Delegates at the International Court could not, according to the agreement, act as Judges in this litigation, difficulties arose in connection with the nomination of the Arbitrators and a considerable delay ensued in the formation of the Tribunal, which was to have assembled on the 1st of September. A new diplomatic understanding and a new Imperial decision became necessary in order to effect an arrangement which should be in accordance with the stipulations of the original Protocol. This unavoidable adjournment

ne nous en plaignons pas trop : les débats y gagneront peut-être en préparation à plus longue haleine, en ce caractère de concise ampleur et de stricte proportion, qui est le plus bel ornement de l'argumentation juridique.

Au nom du Tribunal je me fais un devoir agréable de témoigner tout d'abord notre gratitude à MM. les Membres du Conseil Administratif de la Cour permanente d'Arbitrage, qui ont bien voulu honorer de leur présence l'inauguration des travaux du second Tribunal, émané de cette Cour. J'adresse ensuite un salut de cordiale bienvenue aux distingués Représentants des Parties devant le Tribunal, ainsi qu'aux Conseils juristes éminents, qui les assisteront de leurs lumières dans les délibérations ayant pour but d'éclairer nos consciences. Une collaboration assidue et mutuellement bienveillante facilitera, j'ose l'espérer, notre tâche si complexe et si importante, et, nous y apporterons tous, j'en suis persuadé, dans toute la mesure de nos aptitudes, un effort égal, un élan commun vers la vérité et la justice.

Il me paraît presque superflu de signaler en ce moment solennel à l'attention de l'illustre assistance la haute portée de cette nouvelle manifestation de l'action judiciaire mondiale, devenue permanente et régulière depuis que les nations du monde civilisé, en promulguant la Convention de La Haye, ont proclamé l'équité intermédiaire suprême, quoique idéale, de leurs différends, sinon de leurs destinées. Et vraiment, que pourrait-on donc ajouter à cette superbe évidence — uniquement que nous constatons avec une satisfaction profonde les sympathies chaque jour croissantes des peuples entiers et de l'élite des sociétés humaines pour la pensée généreuse de l'arbitrage internatio-

may have caused some personal inconvenience, but as it has now reached its end, let us not stop to deplore it; the debates will thereby gain, perhaps, from this opportunity for longer preparation, something more of those qualities of succinctness combined with breadth and of strictness of proportion which constitute the finest ornament of judicial pleading.

It is in the first place my pleasant duty to express, in the name of the Tribunal, our gratitude to the Members of the Administrative Council of the Permanent Court who have been so good as to honour, by their presence, the inauguration of the labours of the second Tribunal which is due to the establishment of this Court. Secondly I beg to address a word of cordial welcome to the distinguished Representatives of the parties before this Tribunal as well as to the eminent Counsel, who will assist it by their knowledge in the deliberations, whose object is our enlightenment. I venture to express the hope that so complex and important a task as that before us now, may be facilitated by a careful and mutually considerate collaboration, and I am convinced that, to the best of our ability, we shall all approach it with an equal earnestness and a united impulse towards truth and justice.

It seems to me almost superfluous at this solemn moment to draw the attention of this illustrious assembly to the deep significance of this new manifestation of the world's judicial action, which has become permanent and regular, since the day when the nations of the civilized world, in promulgating The Hague Convention, proclaimed equity as the supreme ideal Arbiter of their differences if not of their destinies. And what more, indeed, could one add to this superb evi-

nal, organe fidèle et ferme rempart de la paix ; que nous sommes heureux d'avoir été désignés à faire encore un pas en avant dans la marche progressive de ce principe fécond et vivace, à travers les épines et les ronces d'une voie fraîchement tracée, malgré les obstacles multiples disséminés sur son chemin. Toutefois, je me reprocherais de passer sous silence la signification particulièrement élevée de la réunion actuelle. Dans l'ordre chronologique elle est la *deuxième* tenue sous le régime de la Convention du 29 juillet 1899, mais c'est la *première*, due à l'assentiment et au concours de la pluralité des Puissances de la vieille Europe, d'habitude silencieuse à se départir des pratiques anciennes et des procédés invétérés. Et ce qui fait ressortir, ce qui rehausse singulièrement la gravité tout exceptionnelle de notre mission arbitrale, c'est que pour la première fois elle apparaît aujourd'hui dans sa conception la plus sublime, dans son application la plus salutaire — d'arrêter, d'enrayer les sanglantes calamités de la guerre. Ne l'oublions jamais : le canon, déjà grondant sur les côtes d'un petit pays lointain, fut remplacé par la voix pacifique du juriconsulte, la force a reculé, s'est inclinée — puisse-t-elle le faire toujours ! — devant le droit. »

Il invite ensuite Monsieur le Jonkheer L. H. RUYSSENAERS, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, Secrétaire Général de la Cour permanente d'Arbitrage, à remplir les fonctions de Secrétaire Général du Tribunal et nomme comme Secrétares du Tribunal :

Monsieur le Jonkheer W. RÖELL, Premier Secrétaire du Bureau International de la Cour permanente d'Arbitrage ;

Monsieur E. DE SCHELKING, Pre-

dence except that we note with profoundest satisfaction the daily increasing sympathies of entire peoples, and of the elite of human societies, for the generous thought of International Arbitration, that faithful organ and mighty rampart of peace, that we are happy to have been selected to advance one more step onward in the progressive march of this pregnant and living principle, through the thorns and brambles of a newly opened way, in spite of the many obstacles that are scattered in its path. Nevertheless I should reproach myself were I to pass over in silence the peculiarly lofty significance of the present assembly. It is in order of date the second meeting held in accordance with the provisions of the Convention of July 29th 1899, but it is the first due to the assent and participation of the majority of the European Powers of the old world, in general so slow to depart from ancient practice and traditional procedure. And this fact it is that in a singular measure sets forth and emphasizes the especially exceptional importance of our Arbitral mission, that to-day for the first time that mission appears in its sublimest conception, in its highest application : that of checking and curbing the sanguinary calamities of war. Let us never forget that the canon, already rumbling on the coasts of a small, distant land, was replaced by the pacific methods of the jurist, and that violence fell back and bowed — may she do so always — before the face of Justice. »

He then requested Jonkheer L. H. RUYSSENAERS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Her Majesty the Queen of the Netherlands, Secretary-General of the Permanent Court of Arbitration to act as Secretary-General

mier Secrétaire de la Légation de Russie à La Haye ;

Monsieur JOHN W. GARRETT, Secrétaire de la Légation des États-Unis d'Amérique à La Haye ;

Monsieur le Comte GRANVILLE, deuxième Secrétaire de la Légation de Grande Bretagne à La Haye et

Monsieur le Baron DE BERWICK, Attaché au Ministère de la Justice de Russie.

Ensuite le Secrétaire-Général procède à la lecture de la liste des Délégués, Agents et Conseils des Puissances intéressées, savoir :

Pour l'Allemagne :

Monsieur BÜNZ, Consul Général d'Allemagne à New-York, Délégué.

Monsieur le Docteur ZORN, Conseiller intime de justice, Professeur de droit à l'Université de Bonn, Conseil.

Monsieur le Docteur SAEHMANS, Attaché au Département des Affaires Etrangères, Secrétaire de la Délégation allemande.

Pour la Belgique :

Monsieur WOESTE, Avocat à la Cour de Cassation de Bruxelles, Ministre d'État. Avocat conseil.

Monsieur CHARLES CORNEZ, Avocat à la Cour d'Appel de Bruxelles, Secrétaire de l'Avocat conseil du Gouvernement belge.

Pour l'Espagne :

Monsieur le Marquis de VILLASINDA, Délégué.

Pour les États-Unis d'Amérique :

Monsieur WAYNE MAC VEAGH, Conseil.

Monsieur HERBERT W. BOWEN, Conseil.

Monsieur W. L. PENFIELD, Conseil.

Monsieur CHARLES RAY DEAN, Secrétaire de la Délégation américaine.

of the Tribunal, and appointed the following Gentlemen as Secretaries of the Tribunal :

Jonkheer W. ROELL, first Secretary of the International Bureau of the Permanent Court of Arbitration ;

Mr. E. DE SCHELKING, First Secretary of the Russian Legation at The Hague ;

Mr. JOHN W. GARRETT, Secretary of the Legation of the United States of America at The Hague.

Earl GRANVILLE, Second Secretary of the British Legation at The Hague, and

Baron DE BERWICK, Attaché at the Imperial Ministry of Justice at St.-Petersburg.

The Secretary-General read the list of the Agents and Counsel of the different Powers viz :

For Belgium :

Mr. WOESTE, Advocate at the Supreme Court at Brussels, Minister of State, Counsel.

Mr. CHARLES CORNEZ, Advocate at the Court of Appeal at Brussels, Secretary of the Belgian Counsel.

For France :

Mr. LOUIS RENAULT, Minister Plenipotentiary, Professor of Law at the University of Paris, Counsellor in the Ministry of Foreign Affairs at Paris, Agent.

Mr. CLUNET, Advocate at the Court of Appeal at Paris, Member and ex-Vice-President of the Institute of International Law, Counsel.

Mr. FROMAGEOT, Advocate at the Court of Appeal at Paris, Secretary of the French Delegation.

For Germany :

M. BUNZ, Consul General of Germany at New-York, Delegate.

Monsieur WALTER SCOTT PENFIELD, Secrétaire de la Délégation américaine.

Pour les États-Unis Mexicains :

Monsieur EMILIO PARDO, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire du Mexique près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, Agent.

Pour la France :

Monsieur LOUIS RENAULT, Ministre Plénipotentiaire, Professeur à la Faculté de Droit à Paris, Jurisconsulte du Département des Affaires Étrangères, Agent.

Monsieur CLUNET, Avocat à la Cour d'Appel de Paris, Membre et ancien Vice-Président de l'Institut du Droit International, Avocat conseil.

Monsieur FROMAGEOT, Avocat à la Cour d'Appel de Paris, Secrétaire de la Délégation française.

Pour la Grande-Bretagne :

Monsieur ARTHUR LARCOM, du Département des Affaires Étrangères, Agent.

Sir ROBERT B. FINLAY, K. C., Membre du Parlement, Attorney General, Conseil.

Monsieur ARTHUR COHEN, K. C., Conseil.

Monsieur H. ERLE RICHARDS, Avocat, Conseil.

Monsieur J. D. GREGORY, Secrétaire de la Délégation britannique.

Pour l'Italie :

Monsieur le Commandeur AUGUSTO PERANTONI, Sénateur du Royaume, Professeur de Droit international à l'Université de Rome, Conseiller légiste.

Monsieur le Comte A. DE BOSDARI, Premier Secrétaire de la Légation de Sa Majesté le Roi d'Italie à La Haye, Agent.

Pour les Pays-Bas :

Monsieur DE WECKHERLIN, Envoyé

Doctor ZORN, « Geheimer Justizrath », Professor of Law at the University of Bonn, Counsel.

Doctor SAELMANS, Attaché to the Foreign Office, Secretary of the German Delegation.

For Great-Britain :

Mr. ARTHUR LARCOM, of His Majesty's Foreign Office, Agent.

Sir ROBERT B. FINLAY, K. C., M. P., His Majesty's Attorney General, Counsel.

Mr. ARTHUR COHEN, K. C., Counsel.

Mr. H. ERLE RICHARDS, Barrister at Law, Counsel.

Mr. J. D. GREGORY, Secretary of the British Delegation.

For Italy :

Commendatore AUGUSTO PIERANTONI, Senator of the Kingdom, Professor of International Law at the University of Rome, Legal Adviser.

Count A. DE BOSDARI, first Secretary of the Italian Legation at The Hague, Agent.

For The Netherlands :

Mr. DE WECKHERLIN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentary of Her Majesty the Queen of the Netherlands, Agent.

Mr. C. CROMMELIN, Attaché at the Department of Foreign Affairs, Secretary to the Agent of the Government of the Netherlands.

For Spain :

Marquis DE VILLASINDA, Delegate.

For Sweden and Norway :

Mr. DE WECKHERLIN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentary of Her Majesty the Queen of the Netherlands, Agent.

For the United States of America :

Mr. WAYNE MAC VEACH, Counsel.

Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, Agent.

Monsieur C. CROMMELIN, Attaché au Département des Affaires Étrangères, Secrétaire de l'Agent du Gouvernement néerlandais.

Pour la Suède et la Norvège :

Monsieur DE WECKHERLIN, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, Agent.

Pour le Venezuela :

Monsieur WAYNE MAC VEAGH, Conseil.

Monsieur HERBERT W. BOWEN, Conseil.

Monsieur W. L. PENFIELD, Conseil.

Monsieur CHARLES RAY DEAN, Secrétaire de la Délégation Vénézuélienne.

Monsieur WALTER SCOTT PENFIELD, Secrétaire de la Délégation Vénézuélienne.

Le Président déclare qu'avec l'assentiment des Parties, les débats seront publics et ajoute que le public ne sera admis aux séances que sur la présentation de cartes spéciales délivrées par le Secrétaire Général.

Le Président demande ensuite aux Délégués d'émettre leur opinion sur la question de la langue dont il sera fait usage devant le Tribunal.

Dans le cours de la discussion à ce sujet, à laquelle prirent part les divers Représentants des Puissances et en réponse à une observation de M. CLUNET relative aux réserves faites par le Gouvernement français et leur acceptation par le Général VELUTINI, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire du Venezuela à Paris, M. WAYNE MAC VEAGH dépose sur le Bureau du Tribunal copie et traduction de deux télégrammes du Président

Mr. HERBERT W. BOWEN, Counsel.

Mr. W. L. PENFIELD, Counsel.

Mr. CHARLES RAY DEAN, Secretary of the American Delegation.

Mr. WALTER SCOTT PENFIELD, Secretary of the American Delegation.

For the United States of Mexico :

Mr. EMILIO PARDO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at The Hague, Agent.

For Venezuela :

Mr. WAYNE MAC VEAGH, Counsel.

Mr. HERBERT W. BOWEN, Counsel.

Mr. W. L. PENFIELD, Counsel.

Mr. CHARLES RAY DEAN, Secretary of the Venezuelan Delegation.

Mr. WALTER SCOTT PENFIELD, Secretary of the Venezuelan Delegation.

The President then declared that, unless there were objection on the part of the Representatives of the Parties, the proceedings would be public, admittance to be by cards to be issued by the Secretary-General.

The President then called on the Delegates to give their opinion on the question of the language to be used before the Tribunal.

During a discussion in which the various Representatives of the Powers took part, in answer to a remark made by Mr. CLUNET on the subject of the reservation made by France and the acceptance of this reservation by General VELUTINI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Venezuela at Paris, Mr. WAYNE MAC VEAGH filed with the Tribunal copies and translations of two telegrams of the 8th ultimo from President CASTRO, stating that General VELUTINI

CASTRO en date du 8 septembre dernier, déclarant que le Général VELUTINI n'était pas autorisé à intervenir dans cette question et que le Venezuela acceptait la langue choisie par ses Délégués.

Le Président déclare que le Tribunal rendra sa sentence sur la question de la langue à la prochaine séance, fixée au lendemain.

Le Président propose aux Délégués, en vue de faciliter la marche des débats, de s'entendre sur les questions de procédure à régler par le Tribunal ainsi que sur l'ordre des plaidoyers.

M. WAYNE MAC VEAGH, pour des raisons de convenance personnelle, exprime le désir que l'occasion lui soit donnée dans le plus bref délai possible de prononcer son plaidoyer.

Sa demande ne soulève pas d'objection sauf de la part de M. COHEN, qui réserve pour les Représentants de la Grande-Bretagne le droit de répondre au Délégué du Venezuela, dans le cas où lesdits Représentants ne seraient pas d'accord avec les faits énoncés par le Délégué.

Le Président déclare que la réponse à la demande de M. WAYNE MACVEAGH sera donnée demain, et il lève la séance à 5 heures, le Tribunal s'ajournant au lendemain à 10 h. 1/2 du matin.

La Haye, le 1^{er} octobre 1903.

Le Président : N. MOURAWIEFF.

Le Secrétaire Général :
L. H. RUYSSENAERS.

Les Secrétaires :
ROELL.
SCHELKING.
JOHN W. GARRETT.
GRANVILLE.

had no instructions to interfere in this question and that Venezuela accepts the language chosen by its Delegates.

The President then said that the Tribunal would give its decision on the question of the language at its next meeting, fixed for to-morrow.

The President then suggested that the Delegates, in order to expedite the proceedings, should come to an agreement among themselves as to the questions of procedure which remained to be settled by the Tribunal and as to precedence in debate.

Mr. WAYNE MAC VEAGH, on personal grounds, asked that opportunity should be given him to proceed as soon as possible with the presentation of his case, to which no objection was made except by Mr. COHEN, who reserved, for the Representatives of Great Britain, the right to respond to Mr. WAYNE MAC VEAGH, if they disagreed with the facts presented by him.

The President said that an answer to this request would be given to-morrow, and the Tribunal adjourned at 5 p. m. to meet to-morrow at 10,30 a. m.

The Hague, October 1, 1903.

The President: N. MOURAWIEFF.

The Secretary-General :
L. H. RUYSSENAERS.

The Secretaries :
ROELL.
SCHELKING.
JOHN W. GARRETT.
GRANVILLE.

PROTOCOLE II

Séance du vendredi le 2 octobre 1903.

Le Tribunal se réunit à 11 heures du matin.

Le Secrétaire Général donne lecture de la décision suivante du Tribunal sur la question de la langue à employer.

« Le Tribunal Arbitral;

Considérant :

Que l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie et le Venezuela, par le Protocole du 7 mai 1903 signé à Washington, ont déclaré (art. IV) la langue anglaise comme la langue adoptée pour la Procédure (Proceedings);

Qu'aucune des Puissances adhérentes au susdit Protocole, excepté la France, n'a fait de réserves formelles concernant la stipulation susmentionnée ;

Que les réserves faites par la France n'ont soulevé aucune opposition formelle de la part des Puissances intéressées ;

Considérant que la décision du Tribunal sur les langues à employer n'implique aucune préférence à donner à une langue quelconque, mais qu'elle est inspirée seulement par des considérations de convenance ayant trait uniquement à ce cas spécial ;

Qu'il est impossible d'exiger des Membres du Tribunal et des Représentants des Parties l'emploi de langues qui ne leur sont pas familières ; et d'autre part que la langue française est pratiquée généralement dans toutes les réunions et transactions internationales ;

Décide :

- 1° Les procès-verbaux, les décisions et la sentence du Tribunal d'Arbitrage seront rédigés en anglais et en français. Les deux rédactions

PROTOCOL II.

Meeting of Friday October 2nd, 1903.

The Tribunal assembled at 11 a. m.

The Secretary-General read the following decision of the Tribunal on the question of the language to be used.

« Whereas Germany, Great Britain, Italy and Venezuela by the Protocol of May 7th 1903 signed at Washington declared (article IV) that the English language should be used in the proceedings ;

And that none of the Powers adhering to the Protocol, except France, have made formal reservations concerning the above mentioned stipulation ;

And that the reservation made by France has met with no formal opposition on the part of the interested Powers ;

And whereas the decision of the Tribunal on the languages to be used implies no preference for any one language, but is dictated only by considerations of convenience having to do with this special case alone ;

And that it is impossible to expect the Members of the Tribunal and the Representatives of the Parties to use languages with which they are not familiar ; and seeing that the French language is generally employed in all international meetings and transactions.

The Tribunal decides :

1. The protocols, the decisions and the sentence of the Tribunal of Arbitration shall be drawn up in English and in French, both having the same authoritative and judicial value ;

auront la même valeur authentique et juridique;

2° Les mémoires écrits ou imprimés seront présentés en langue anglaise et pourront être accompagnés d'une traduction dans la langue du pays, par lequel ils seront produits;

3° Les débats devant le Tribunal pourront avoir lieu en anglais ou en français. »

M. BÜNZ, demande des éclaircissements sur ce point.

M. COHEN appelle l'attention sur l'opinion bien arrêtée de son Gouvernement sur la question soulevée, opinion n'admettant que l'usage de la langue anglaise.

M. WAYNE MAC VEAGH rappelle que les États-Unis et le Venezuela ont protesté dès l'origine contre l'adoption de la langue française.

M. BÜNZ déclare que le Gouvernement allemand n'a eu connaissance de la réserve française que le 31 août et qu'il n'a pas protesté, estimant que cette réserve n'était pas admissible.

M. WOESTE remarque que le Tribunal, ayant fait connaître sa décision, toute discussion devenait par là même inutile.

M. DE MARTENS observe qu'il n'est pas de la compétence du Tribunal de s'occuper des pouvoirs du Général VELUTINI, dont le nom a été mêlé aux débats.

M. DE WECKHERLIN s'associe aux paroles de M. WOESTE.

Le Tribunal se retire pour délibérer, et à sa rentrée en séance le Secrétaire Général donne lecture de la décision interprétative suivante :

« Le Tribunal, déférant à la demande d'éclaircissements qui lui a été adressée.

Déclare :

1° Qu'en vertu de l'article IV du Protocole du 7 mai 1903 la

2, the written and printed memoranda shall be drawn up in the English language and may be accompanied by a translation in the language of the Power by which they are filed ;

3. the oral discussion before the Tribunal shall take place in English or in French. »

Mr. BÜNZ asked for an explanation of this decision.

Mr. COHEN drew attention to the decided opinion of his Government on this question that the English language alone should be used

Mr. WAYNE MAC VEAGH drew attention to the fact that both the United States of America and Venezuela protested from the beginning against the use of the French language.

Mr. BÜNZ stated that his Government had only heard of the French reservation on the 31 st of August and only did not protest because they considered it obviously untenable.

Mr. WOESTE considered that since the Tribunal had rendered its decision there was no use in saying anything more.

Mr. DE MARTENS said that it was not for the Tribunal to decide upon the competence of General VELUTINI, whose name had arisen in the debate.

M. DE WECKHERLIN agreed with Mr. WOESTE.

The Tribunal retired for a short period and on its return the Secretary-General read the following explanation of its decision.

« The Tribunal in answer to the request which has been made.

Declares :

1. in accordance with article 4 of the Protocol of the seventh of May 1903, that

langue anglaise est reconnue comme la langue officielle de la procédure, mais que, d'après le sens précis du même article, les arguments ne peuvent être présentés dans une autre langue qu'avec l'autorisation du Tribunal ;

- 2° Que le Tribunal, par la décision qui vient d'être prononcée, a admis dans les limites indiquées par cette décision la langue française subsidiairement comme étant familière aux Membres du Tribunal et à la plupart des Représentants des Parties. »

M. BÜNZ fait la déclaration qui suit :

« Je suis *personnellement* de
« l'avis que la décision du Tribunal contient non seulement une
« interprétation, mais une dérogation à l'article IV du Protocole
« signé par l'Allemagne et le Venezuela le 7 mai 1903. Si cette
« opinion est juste, le Tribunal,
« par sa décision, a dépassé, selon
« mon avis *personnel*, les droits qui
« lui sont reconnus par l'article
« 48 de la Convention du 29 juillet
« 1899. Dans ces circonstances, je
« suis obligé de demander des instructions à mon Gouvernement
« quant à sa manière de voir sur
« cette question. Toutefois, je ne
« désire causer aucun retard dans
« les délibérations en demandant
« un ajournement, et je continuerai à assister aux séances sans
« préjudice de toute action éventuelle de mon Gouvernement. »

Le Président demande aux Parties de se prononcer sur la question de procédure.

M. CLUNET parlant au nom de la Belgique, de l'Espagne, de la

the English language is recognized as the official language of the proceedings, but in accordance with the exact meaning of the said article arguments may be presented in an other language only with the permission of the Tribunal ;

2. that the Tribunal by the decision just pronounced has admitted, within the limits indicated by this decision, the French language as subsidiary, since it is familiar to the Members of the Tribunal and to the majority of the Representatives of the Parties. »

Mr. BÜNZ made the following statement.

« I am *personally* of the opinion that the decision of the
« Court contains not merely an
« interpretation of but a deviation
« from Art. 4 of the Protocol
« signed by Germany and Venezuela on May 7th 1903 ;

« If this opinion is correct the
« Court has, as I look at it *personally*, in its decision gone beyond the discretion granted to it
« by Art. 48 of the Convention of
« July 29th 1899 ;

« Under these circumstances I
« have to ask my Government for
« instructions as to their view of
« the point in question ;

« I will, however, not cause any
« delay in the deliberations by
« asking for an adjournment but
« will continue to attend the meetings of the Court without prejudice to the further action, if any,
« of my Government. »

The President asked the Parties to give their views on the question of procedure.

Mr. CLUNET speaking in the name of Belgium, France, the Nether-

France, des Pays-Bas et de la Suède et Norvège, en qualité de Parties défenderesses, dépose les conclusions suivantes :

« Pour : *la Belgique,*
l'Espagne,
la France,
les Pays-Bas,
la Suède et la Norvège.
Parties défenderesses.

Contre : *l'Allemagne,*
la Grande-Bretagne,
l'Italie,
Parties demanderesses.

Plaise au Tribunal Arbitral,

Attendu que l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie réclament un traitement préférentiel au détriment des autres Puissances qui ont des créances à faire valoir contre le Venezuela.

Attendu qu'elles demandent ainsi un véritable privilège contraire au droit commun, d'après lequel les divers créanciers d'un même débiteur ont des droits égaux sur les biens de celui-ci, à moins d'un droit de préférence expressément reconnu par le droit ;

Attendu que, c'est un principe général, que toute partie demanderesse doit d'abord faire connaître les motifs de sa demande et que la partie défenderesse répond ensuite :

Par ces motifs,

Décider que, dans le plus bref délai possible à fixer par le Tribunal,

- 1° L'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie communiqueront aux autres Puissances leurs conclusions motivées à l'appui de leur prétention ;
- 2° Que dans un délai raisonnable à fixer par le Tribunal les autres

lands, Spain and Sweden and Norway, whom he described as defendant parties, made the following proposal.

« For : *Belgium,*
France.
The Netherlands,
Spain,
Sweden and Norway,
Defendants.

Against : *Germany,*
Great-Britain.
Italy,
Plaintiffs.

May it Please the Court,

Whereas Germany, Great-Britain and Italy claim a preferential treatment to the detriment of the other powers having claims against Venezuela ;

Whereas Germany, Great-Britain and Italy claim therefore a real privilege contrary to the general law according to which the divers creditors of the same debtor have equal rights on his goods unless there exists a right of preference expressly recognised in law ;

Whereas it is a general principle that every plaintiff has first to state the motives of his request, and that the defendant answers afterwards ;

By these motives,

To decide that within the briefest possible time to be fixed by the Tribunal,

1. Germany, Great-Britain and Italy communicate to the other Powers their statement of claims with the motives thereof ;
2. that within a reasonable time to be fixed by the Tribunal,

Puissances répondront aux précédentes conclusions.

Le 2 octobre 1903.

Signé : CH. WOESTE.

MARQUIS DE VILLASINDA.

L. RENAULT.

WECKHERLIN, *pour les Pays-Bas et la Suède et la Norvège.* »

M. COHEN, souligne l'importance des règles de procédure à fixer dans cette affaire, qui, en effet, est la première à saisir ce Tribunal de graves questions de droit international et fait ressortir que la juridiction du Tribunal repose uniquement sur le Protocole du 7 mai 1903.

Le Tribunal suspend la séance à 12 h. 1/2 jusqu'à 2 h. 1/2.

A la reprise de la séance, le Secrétaire Général présente une liste de tous les documents déposés au Bureau International de la Cour (1), se rapportant au litige en question et ajoute que tous ces documents pourront être examinés en tout temps par les Parties intéressées.

M. COHEN fait ressortir que le Protocole du 7 mai 1903 admet deux éventualités : la première, que le Tribunal se prononcerait en faveur des Puissances bloquantes, et dans ce cas-là le litige pourrait être considéré comme terminé : — la seconde supposerait une décision contraire et alors le Tribunal aurait à statuer sur la répartition des revenus en question.

Continuant son discours ; il fait ressortir que, dans tous les précédents analogues, la procédure a consisté dans un échange de Mémoires suivi dans un temps convenable d'un échange de Contre-Mémoi-

the other Powers reply to the aforesaid statement of claims.

October 2nd 1903.

Signed : CH. WOESTE.

MARQUIS DE VILLASINDA.

L. RENAULT.

WECKHERLIN, *for the Netherlands and Sweden and Norway.* »

Mr. COHEN in emphasising the importance of the rules of procedure to be settled upon in this case, being as it is the first case coming before the Court which involves great questions of international law, pointed out that the jurisdiction of this Tribunal was solely derived from the Protocol of May 7th 1903 from which he quoted.

At 12.30 the Tribunal took a recess till 2.30.

On the reassembling of the Tribunal the Secretary-General presented a list of all the documents filed in the International Bureau in connection with this case and added that all these documents in this list are open for examination at any time by all Parties concerned.

Mr. COHEN said that under the Protocol of May 7th 1903 two contingencies may be contemplated : one if the Tribunal should decide in favour of the blockading Powers, in which event the case is finished, and the other if the Tribunal should decide against the blockading Powers, in which event it would then have to decide how the revenues in question should be distributed.

He then continued his speech pointing out that according to universal precedent in cases of this kind the procedure must be : first

1 Voir la note à la fin du Protocole II.

res et ensuite d'argumentations écrites. Il soutient énergiquement que, — dans le cas présent, il n'y a pas de Partie demanderesse ni de Partie défenderesse, et que la proposition de M. CLUNET ne pourrait être acceptée sans préjuger la question.

M. RICHARDS en soulignant la thèse de M. COHEN, donne lecture des conclusions suivantes de la Grande Bretagne, de l'Allemagne et de l'Italie.

- « 1. Toutes les Puissances intéressées à l'Arbitrage devront échanger leurs Mémoires au Bureau à une date à fixer par le Tribunal.

Les Puissances bloquantes sont prêtes à faire cet échange de suite.

Le Venezuela et les États-Unis sont également prêts.

Les autres Puissances devront, dans un délai déterminé, soit présenter leurs propres Mémoires, soit notifier leur adhésion au Mémoire des États-Unis d'Amérique ou à celui d'une autre Puissance avec les modifications qu'elles jugeraient nécessaires.

2. Les Contre-Mémoires doivent être échangés de même dans un délai qui sera fixé par un arrangement ou, faute d'un arrangement, par le Tribunal.
3. Après l'échange des Contre-Mémoires, aucun fait nouveau ne pourra être produit qu'avec l'assentiment du Tribunal.
4. Le Tribunal se réunira pour les débats à une date qui devra être fixée à 3 semaines au moins après l'échange des Contre-Mémoires. Chaque Partie aura la faculté

an exchange of cases, followed, after a reasonable interval, by an exchange of counter-cases and then by written arguments, and maintaining, very strongly, that in this case no one Party was plaintiff more than another and that Mr. CLUNET's proposals could not be adopted without prejudging the case.

Mr. RICHARDS, after strongly supporting Mr. COHEN's arguments, read the following proposal of Great-Britain, Germany and Italy :

- « 1. Cases to be exchanged at the Bureau by all Powers appearing in the arbitration on a date to be fixed by the Tribunal.

Blockading Powers are ready to exchange at once. Venezuela and the United States are also ready.

The other Powers within a definite time either to present separate Cases or to signify acceptance of United States Case or Case of any other Power, with such modifications as they desire.

2. Counter-cases to be similarly exchanged within a time to be fixed by agreement or, failing agreement, by the Tribunal.
3. After exchange of counter-cases no further facts to be put in evidence except by leave of Tribunal.
4. Tribunal to meet for oral discussion on a day not earlier than 3 weeks after exchange of Counter-cases. Any Party to be at liberty to hand in written arguments during that period. »

de présenter pendant ce délai des arguments écrits.»

M. PIERANTONI se prononce dans le même sens et s'associe à la manière de voir des Représentants anglais et allemands.

M. WOESTE exprime l'opinion que les Puissances bloquantes doivent apporter des preuves de leurs droits à un traitement préférentiel, attendu qu'elles sont les Parties réclamantes.

Le Président émet l'avis que la question est suffisamment débattue et propose de donner la parole à M. WAYNE MAC VEAGH.

M. COHEN est d'un avis contraire parce que la question de procédure doit d'abord être définitivement réglée.

M. WAYNE MAC VEAGH est de la même opinion.

Mr. BÜNZ appuie les arguments des Représentants anglais et italiens, en y ajoutant toutefois, que son Gouvernement considère les Puissances bloquantes comme étant indubitablement Parties défendresses puisqu'elles sont en possession du gage.

Après quelques observations de M. BOWEN et de M. PENFIELD relatives à leur désir, pour des motifs personnels, de voir activer les débats et après opposition de MM. CLUNET, COHEN et BÜNZ, le Président déclare que ces observations seront prises en considération par le Tribunal dans sa décision du lendemain.

M. WOESTE maintient sa manière de voir, selon laquelle les Puissances bloquantes sont des Parties réclamantes, puisqu'elles réclament un traitement préférentiel.

M. ZORN fait quelques remarques au sujet des paroles de M. WOESTE.

Le Président lève la séance à 5 heures jusqu'au lendemain à 11 heures du matin.

Mr. PIERANTONI spoke strongly in the same sense and associated himself with the views of Great-Britain and Germany.

Mr. WOESTE insisted that the blockading Powers must prove that they have a right to preference and that they are the plaintiffs.

The President considered that the question had been sufficiently discussed and proposed that Mr. MAC VEAGH should now be heard.

To this Mr. COHEN objected until the question of procedure should have been decided, and Mr. WAYNE MAC VEAGH consented.

M. BÜNZ supported the contentions of the British and Italian Representatives, adding however that his Government considered that the blockading Powers were undoubtedly defendants in this case as being in possession of the securities.

After some remarks made by Mr. BOWEN and Mr. PENFIELD urging a quick settlement of the case on personal grounds, which were disputed by Messrs. COHEN, CLUNET and BÜNZ, the President said that all their statements would be taken into consideration by the Tribunal which would give its decision tomorrow morning.

Mr. WOESTE maintained as before that the blockading Powers are the *Claimants* as they *claim* preferential treatment.

Dr ZORN made a few remarks combating the conclusions of Mr. WOESTE.

At 5 p. m. the President declared the Tribunal adjourned to 11 a. m. to-morrow when after the reading of its decision on the question

La parole sera donnée à M. WAYNE MAC VEAGH, après lecture des décisions du Tribunal au sujet de la question de la procédure.

La Haye, le 2 octobre 1903.

Le Président : N. MOURAWIEFF.

Le Secrétaire Général :

L. H. RUYSSENAERS.

Les Secrétaires :

ROELL.

SCHELKING.

JOHN W. GARRETT.

GRANVILLE.

of procedure, Mr. WAYNE MAC VEAGH would speak.

The Hague, October 2nd 1903.

The President: N. MOURAWIEFF.

The Secretary-General :

L. H. RUYSSENAERS.

The Secretaries :

ROELL.

SCHELKING.

JOHN W. GARRETT.

GRANVILLE.

NOTE I

Liste des documents présentés au Bureau International de la Cour.

I. Une lettre du Ministre des Affaires Étrangères des Pays-Bas du 12 août 1903, Directeur du Protocole N° 10178, transmettant des copies certifiées conformes :

- A. des Protocoles signés à Washington le 7 mai 1903 et de l'adhésion donnée aux dits Protocoles le 13 juin 1903, au nom de son Gouvernement, par le Ministre des Pays-Bas à Washington;
- B. du Protocole signé à Washington le 28 février 1903, entre le Venezuela et les Pays-Bas pour soumettre à une Commission mixte toutes les réclamations que le Gouvernement et les sujets néerlandais ont à faire valoir contre le Venezuela.

II. Une lettre du Ministre d'Amérique du 19 août 1903, N° 48, notifiant les noms des trois Membres du Tribunal.

III. Une communication du Ministre d'Amérique du 24 août 1903, N° 49, portant qu'il enverra prochainement les copies certifiées conformes des Protocoles signés à Washington le 7 mai 1903, de la part du Venezuela, et demandant — au nom du Venezuela — de prendre les mesures nécessaires pour la réunion du Tribunal.

IV. Une lettre du Ministre de Belgique du 27 août 1903, N° 1366, notifiant :

- A. l'adhésion de la Belgique aux Protocoles signés à Washington le 7 mai 1903;
- B. l'acceptation des Arbitres nommés par l'Empereur de Russie;
- C. la désignation de Monsieur WOESTE, Avocat à la Cour de Cassation à Bruxelles, Ministre d'État, en qualité d'Avocat conseil du Gouvernement Belge auprès du Tribunal d'Arbitrage.

V. Une lettre du Ministre d'Angleterre du 29 août 1903, transmettant des copies certifiées conformes :

- A. du Protocole signé à Washington le 13 février 1903, entre la Grande-Bretagne et le Venezuela relatif au règlement des réclamations britanniques contre le Venezuela et autres affaires;
- B. du Protocole signé à Washington le 7 mai 1903, entre la Grande-Bretagne et le Venezuela soumettant à une Commission mixte toutes les réclamations britanniques contre le Venezuela, autres que celles réglées par le dit Protocole du 13 février 1903, et
- C. du Protocole signé à Washington le 7 mai 1903, entre la Grande-Bretagne et le Venezuela, déférant à un Tribunal d'Arbitrage le règlement de la répartition entre les différents Etats créanciers du Venezuela des revenus des douanes affectés à ce but.

VI. Une lettre du Ministre d'Angleterre du 29 août 1903, notifiant la nomination de Monsieur ARTHUR LARCOM, du Département des Affaires

Étrangères, en qualité d'Agent, et de Sir ROBERT B. FINLAY, Conseil du Roi, Membre du Parlement, Attorney General, de Monsieur ARTHUR COHEN, Conseil du Roi, et de Monsieur H. ERLE RICHARDS, Avocat, en qualité de Conseils du Gouvernement britannique auprès du Tribunal d'Arbitrage.

VII. Une lettre du Ministre d'Italie du 29 août 1903, transmettant une copie certifiée conforme du Protocole signé à Washington le 7 mai 1903 entre l'Italie et le Venezuela.

VIII. Une lettre du Ministre d'Italie du 29 août 1903, notifiant la nomination de Monsieur le Commandeur AUGUSTO PIERANTONI, Sénateur du Royaume, Professeur de Droit International à l'Université de Rome, en qualité de Conseiller légiste et de Monsieur le Comte A. de BOSDARI, Premier Secrétaire de la Légation de Sa Majesté le Roi d'Italie à la Haye, en qualité de Son Agent auprès du Tribunal d'Arbitrage.

IX. Une lettre du Ministre d'Allemagne du 29 août 1903, N° 3224, transmettant des copies certifiées conformes :

- A. du Protocole signé à Washington le 13 février 1903, entre l'Allemagne et le Venezuela relatif au règlement des réclamations allemandes contre le Venezuela ;
- B. du Protocole signé à Washington le 7 mai 1903, entre l'Allemagne et le Venezuela soumettant à une Commission mixte toutes les réclamations allemandes contre le Venezuela ;
- C. du Protocole signé à Washington le 7 mai 1903, entre l'Allemagne et le Venezuela pour déférer à un Tribunal d'Arbitrage le règlement de la répartition entre les différents Etats créanciers du Venezuela des revenus des douanes affectés à ce but.

X. Une lettre du Ministre de France du 29 août 1903, notifiant la nomination de Monsieur LOUIS RENAULT, Ministre Plénipotentiaire, Professeur à la Faculté de Droit de Paris, Jurisconsulte du Département des Affaires Etrangères, Membre de la Cour permanente d'Arbitrage en qualité d'Agent, et de Monsieur CLUNET, Avocat à la Cour d'Appel à Paris, Membre et ancien Vice-Président de l'Institut de Droit International, en qualité d'Avocat conseil du Gouvernement français auprès du Tribunal d'Arbitrage, et de Monsieur FROMAGEOT, Avocat à la Cour d'Appel à Paris, en qualité de Secrétaire de la Délégation française.

XI. Une lettre du Ministre d'Espagne du 29 août 1903, notifiant la nomination de Monsieur LE MARQUIS DE VILLASINDA, en qualité de Délégué du Gouvernement espagnol auprès du Tribunal d'Arbitrage.

XII. Une lettre du Ministre de Suède et de Norvège du 31 août 1903, transmettant une copie certifiée conforme de la déclaration par laquelle les Royaumes Unis ont adhéré aux Protocoles signés à Washington le 7 mai 1903.

XIII. Une lettre du Ministre des Affaires Étrangères des Pays-Bas du 31 août 1903, N° 10934, notifiant la nomination de Monsieur DE WECKHERLIN, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, en qualité d'Agent du Gouvernement Néerlandais auprès du Tribunal d'Arbitrage.

XIV. Une lettre du Ministre de Suède et de Norvège du 31 août 1903, notifiant la nomination de Monsieur DE WECKHERLIN, Envoyé Extraordi-

naire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, en qualité d'Agent du Gouvernement de Suède et de Norvège auprès du Tribunal d'Arbitrage.

XV. Une lettre du Président du Conseil administratif du 31 août 1903, Cabinet du Ministre N° 1, transmettant une lettre du Ministre de Russie du 17/30 août 1903, N° 330, et chargeant le Secrétaire Général de la Cour permanente d'Arbitrage, de porter à la connaissance des Membres du Conseil administratif de la Cour — en leur transmettant une copie de la lettre de Son Excellence M. DE STRUVE — que la première réunion aura lieu le 1^{er} septembre à 3 heures de relevée.

XVI. Une communication du Ministre d'Allemagne du 31 août 1903, N° 3371, portant que Monsieur LARDY et le Professeur MATZEN ont décliné le rôle d'arbitre, attendu que la Suisse et le Danemark, comme Etats créanciers, doivent être considérés comme Puissances visées à l'art. 3 du Protocole et notifiant la nomination du Consul Général d'Allemagne à New-York, Monsieur BÜNZ comme Délégué et, en attendant son arrivée, de Monsieur DE PROLIUS, Conseiller de la Légation Impériale à La Haye, en qualité de Délégué a. i. et du Conseiller intime de justice, Professeur de droit à l'Université de Bonn, Monsieur le Docteur ZORN, en qualité de Jurisconsulte auprès du Tribunal d'Arbitrage.

XVII. Une lettre du Ministre d'Amérique du 1^{er} septembre 1903, N° 52, notifiant la nomination de Messieurs WAYNE MAC VEAGH, HERBERT W. BOWEN et W. L. PENFIELD, en qualité de Conseils auprès du Tribunal d'Arbitrage, et de Messieurs CHARLES RAY DEAN et WALTER SCOTT PENFIELD, en qualité de Secrétaires de la Délégation américaine.

XVIII. Une lettre du Ministre d'Amérique du 1^{er} septembre 1903, N° 53, notifiant la nomination de Messieurs WAYNE MAC VEAGH, HERBERT W. BOWEN et W. L. PENFIELD, en qualité de Conseils du Gouvernement vénézuélien auprès du Tribunal d'Arbitrage et de Messieurs CHARLES RAY DEAN et WALTER SCOTT PENFIELD, en qualité de Secrétaires de la Délégation vénézuélienne.

XIX. Un télégramme du Ministre du Mexique, en date du 1^{er} septembre 1903, notifiant que les Etats Mexicains admettent que la réunion préliminaire ait lieu devant un seul Arbitre si toutes les autres Puissances intéressées y consentent.

XX. Une lettre de Messieurs WAYNE MAC VEAGH, HERBERT W. BOWEN et W. L. PENFIELD, Conseils du Venezuela, du 1^{er} septembre 1903, protestant contre le délai qui s'est produit par rapport au choix des Arbitres en temps utile et déclarant que les Représentants du Venezuela sont en mesure dès maintenant de prendre part à l'arbitrage et exprimant l'avis que le Tribunal, devant être composé de 3 membres, d'après les termes des Protocoles signés à Washington le 7 mai 1903, un nombre inférieur d'arbitres ne saurait prendre aucune décision.

XXI. Une lettre du Ministre de France du 1^{er} septembre 1903, notifiant l'adhésion de la France aux Protocoles signés à Washington le 7 mai 1903, sous réserve que l'article IV des dits Protocoles ne ferait pas obstacle à l'application de la disposition de l'article 38 de la Convention internationale, aux termes de laquelle c'est le Tribunal arbitral qui « décide du choix des langues dont il fera usage et dont l'emploi sera autorisé devant

lui », ainsi que de la renonciation du Venezuela aux stipulations de l'article IV.

XXII. Une lettre du Ministre d'Amérique du 2 septembre 1903, N° 54, transmettant des copies certifiées conformes par le Secrétaire de la Légation vénézuélienne à Washington, des Protocoles signés à Washington le 7 mai 1903.

XXIII. Une lettre du Ministre du Mexique du 1^{er} septembre 1903, N° 38, confirmant son télégramme du 1^{er} septembre 1903, au sujet de la réunion préliminaire pour l'affaire du Venezuela (voir N° XIX).

XXIV. Une lettre du Délégué d'Allemagne en date du 2 septembre 1903, protestant — au nom de son Gouvernement — contre l'assertion des Conseils du Venezuela, dans leur Note du 1^{er} septembre 1903, concernant le délai qui s'est produit par rapport à la nomination des Arbitres (voir N° XX).

XXV. Une lettre de l'Agent d'Angleterre en date du 2 septembre 1903, protestant — au nom de son Gouvernement — contre l'assertion des Conseils du Venezuela, dans leur Note du 1^{er} septembre 1903, concernant le délai qui s'est produit par rapport à la nomination des Arbitres (voir N° XX).

XXVI. Une lettre du Ministre de France du 3 septembre 1903, adressant une copie de la lettre par laquelle le Représentant du Venezuela en France fait connaître au Ministre des Affaires Étrangères que le Gouvernement vénézuélien ne faisait plus d'objection aux réserves opposées par le Gouvernement de la République française à l'article IV du Protocole signé à Washington le 7 mai 1903.

XXVII. Une lettre des Conseils du Venezuela du 3 septembre 1903, demandant de leur envoyer copies des lettres ou documents que le Bureau de la Cour permanente d'Arbitrage aurait reçus des Représentants des Puissances non signataires des Protocoles de Washington du 7 mai 1903.

XXVIII. Une lettre des Conseils du Venezuela du 4 septembre 1903, protestant contre la réponse du Secrétaire Général du 3 septembre, qu'il se réserve de répondre ultérieurement à leur question posée dans leur lettre du 3 septembre 1903 concernant l'envoi d'une copie des documents.

XXIX. Une Note des Conseils du Venezuela du 3 septembre 1903, adressée aux Membres du Conseil administratif, contenant quelques observations au sujet de la constitution du Tribunal, de la procédure arbitrale, etc.

XXX. Une lettre du Ministre d'Amérique du 10 septembre 1903, N° 59, transmettant une copie du Protocole signé à Washington le 17 février 1903 entre les États-Unis d'Amérique et le Venezuela soumettant à l'arbitrage toutes les réclamations américaines contre le Venezuela non liquidées, ainsi que — de la part du Gouvernement Vénézuélien — d'une copie certifiée conforme par le Ministre des Affaires Étrangères du Venezuela.

XXXI. Une lettre du Ministre d'Italie du 19 septembre 1903, N° 332, transmettant des copies certifiées conformes du Protocole signé à Washington le 13 février 1903 entre l'Italie et le Venezuela concernant

les réclamations italiennes contre le Venezuela, et celui du 7 mai 1903 relatif à la formation d'une Commission mixte chargée d'examiner les réclamations susdites.

XXXII. Correspondance échangée entre la Délégation du Venezuela et le Bureau International de la Cour permanente d'Arbitrage au sujet de la communication de tous actes et documents déposés au Bureau :

- A. une lettre des Conseils du Venezuela du 3 septembre 1903, (voir N° XXVII) ;
- B. une lettre du Secrétaire Général de la Cour permanente d'Arbitrage du 3 septembre 1903, n° 43. C ;
- C. une lettre des Conseils du Venezuela du 4 septembre 1903, voir N° XXVIII) ;
- D. une lettre du Secrétaire Général de la Cour du 5 septembre 1903, N° 53. C ;
- E. une lettre du Secrétaire Général de la Cour du 10 septembre 1903, N° 62. C. ;
- F. une lettre de Monsieur WAYNE MAC VEAGH, Conseil du Venezuela, du 16 septembre 1903, adressée au Conseil administratif de la Cour.

XXXIII. Une lettre du Ministre des Affaires Étrangères des Pays-Bas du 24 septembre 1903, N° 11747, notifiant que Monsieur C. CROMMELIN, Attaché au Département des Affaires Étrangères, a été désigné pour faire fonction de Secrétaire du Délégué du Gouvernement néerlandais.

XXXIV. Une lettre du Chargé d'Affaires d'Allemagne du 26 septembre 1903, N° 3698, concernant les titres et les qualités des Membres de la Délégation allemande et notifiant la désignation de Monsieur le Docteur SAELMANS, Attaché au Département des Affaires Étrangères en qualité de Secrétaire de la Délégation allemande.

XXXV. Une lettre des Conseils du Venezuela du 29 septembre 1903, transmettant trois enveloppes scellées avec prière de les remettre, aussitôt que possible, aux Membres du Tribunal d'Arbitrage.

XXXVI. Une communication du Ministre de Russie du 29 septembre 1903, portant que S. M. l'Empereur de Russie a nommé comme Membres du Tribunal Son Excellence Monsieur MOURAWIEFF, Monsieur le Professeur H. LAMMASCH, et Son Excellence Monsieur de MARTENS.

XXXVII. Une lettre du Ministre d'Espagne du 29 septembre 1903, transmettant :

- A. une copie certifiée conforme du Protocole signé à Washington le 2 avril 1903, entre l'Espagne et le Venezuela pour soumettre à une Commission mixte toutes les réclamations non réglées de sujets espagnols contre le Venezuela ;
- B. une copie certifiée conforme d'une Note adressée par le Ministre d'Espagne, en date du 29 septembre 1903, à Messieurs les Conseils du Venezuela leur demandant, s'ils sont d'accord avec l'interprétation attachée par lui dans cette Note, aux termes du paragraphe premier de l'article IV des Protocoles du 7 mai 1903 entre le Venezuela d'une part et l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie, d'autre part ;
- C. une copie certifiée conforme d'une Note de Messieurs les Conseils

du Venezuela, en date du 29 septembre 1903 portant à la connaissance du Ministre d'Espagne qu'ils sont d'accord sur l'interprétation formulée dans sa note susmentionnée, aux termes du paragraphe premier de l'article IV des dits Protocoles du 7 mai 1903.

XXXVIII. Une communication du Ministre d'Angleterre du 30 septembre 1903, portant que S. M. l'Empereur de Russie a nommé comme Membres du Tribunal, en remplacement de Messieurs MATZEN et LARDY, qui se sont récusés, Son Excellence Monsieur DE MARTENS et Monsieur le Professeur H. LAMMASCH.

XXXIX. Une communication du Chargé d'Affaires d'Allemagne du 30 septembre 1903, N° 3746, portant que S. M. l'Empereur de Russie a nommé Membres du Tribunal Monsieur le Professeur H. LAMMASCH et Son Excellence le Conseiller Privé DE MARTENS, en remplacement de Messieurs LARDY et MATZEN, qui se sont récusés en raison du fait que la Suisse et le Danemark doivent être considérés comme Puissances visées à l'article 3 des Protocoles de Washington.

XL. Une lettre du Ministre d'Angleterre du 30 septembre 1903, protestant au nom de son Gouvernement contre la désignation de Monsieur RENAULT en qualité de Conseil auprès du Tribunal, en raison de sa qualité de Membre de la Cour permanente d'Arbitrage.

XLI. Une lettre des Conseils du Venezuela du 30 septembre 1903, demandant de faire connaître au Tribunal d'Arbitrage leurs vœux par rapport aux plaidoyers.

XLII. Une lettre du Ministre de Belgique du 24 septembre 1903, notifiant que le Ministre de Belgique à Washington a adhéré le 12 juin 1903 aux Protocoles du 7 mai 1903.

XLIII. Un télégramme du Sous-Secrétaire d'État du Département des Affaires Étrangères du Mexique du 1^{er} octobre 1903, notifiant que Monsieur PARDO, Ministre du Mexique à La Haye, représentera les intérêts mexicains auprès du Tribunal.

XLIV. Une lettre de Monsieur HERBERT W. BOWEN, Conseil du Venezuela du 1^{er} octobre 1903, transmettant des copies et traductions de deux télégrammes du Président CASTRO du 8 septembre dernier, concernant les réserves faites par la France au sujet des langues et l'intervention indûment faite par le Général VELUTINI dans cette question.

XLV. Une lettre des Conseils du Venezuela du 3 octobre 1903, transmettant trois copies du Livre Bleu anglais concernant l'affaire du Venezuela, ainsi que trois copies du Protocole du 17 février 1903 pour être remises aux Membres du Tribunal.

XLVI. Une note des Conseils des États-Unis d'Amérique du 3 octobre 1903, au sujet de l'adhésion du Gouvernement des États-Unis d'Amérique à la communication faite par le Venezuela (Preliminary examination of the question on behalf of Venezuela) avec prière de la porter à la connaissance du Tribunal et d'en faire parvenir copie aux Représentants des Puissances.

XLVII. Une lettre du ministre d'Amérique du 10 octobre 1903, N° 60, demandant de changer le titre de M. W. L. PENFIELD, en celui d'Agent du Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

XLVIII. Une lettre de l'Agent d'Amérique du 13 octobre 1903, transmettant des copies du Mémoire des États-Unis d'Amérique.

XLIX. Une lettre du Ministre de Belgique du 15 octobre 1903, N° 1622, transmettant des copies certifiées conformes des Protocoles de Washington du 7 mai 1903.

L. Une lettre du Ministre d'Espagne du 14 octobre 1903, transmettant un certificat de l'adhésion de l'Espagne aux Protocoles de Washington du 7 mai 1903, à la date du 1^{er} octobre 1903.

LI. Une lettre du Secrétaire de l'Agent des Pays-Bas, du 16 octobre 1903, transmettant des copies des documents suivants : « Petition of the Agent of the Netherlands » et « Petition of the Agent of Sweden and Norway. »

LII. Une lettre du Ministre de Belgique du 16 octobre 1903, N° 1632, transmettant une lettre du Ministre d'État Monsieur WOESTE, Conseil de la Belgique, avec les « Conclusions soumises au Tribunal arbitral de La Haye par la Belgique », « l'Exposé des faits relatifs à la créance de la Compagnie des Eaux de Caracas » et le dossier produit à l'appui de ces Conclusions.

LIII. Une lettre de l'Agent de l'Allemagne du 15 octobre 1903, transmettant des copies du Mémoire du Gouvernement allemand.

LIV. Une lettre du Ministre d'Angleterre du 18 octobre 1903, transmettant des copies du Mémoire du Gouvernement anglais.

LV. Une lettre du Ministre d'Espagne, du 18 octobre 1903, transmettant des copies du Mémoire du Gouvernement espagnol.

LVI. Une lettre de l'Agent d'Italie du 18 octobre 1903, transmettant des copies du Mémoire du Gouvernement italien.

LVII. Une lettre du Secrétaire de la Délégation française du 18 octobre 1903, transmettant des copies du Mémoire du Gouvernement français.

LVIII. Une lettre du Ministre du Mexique du 22 octobre 1903, N° 40, constatant qu'il n'a pas comparu devant le Tribunal ni fait aucune démarche pour se constituer Agent ou Conseil de son Gouvernement.

LIX. Une lettre de l'Agent d'Angleterre du 26 octobre 1903, transmettant un Mémoire au sujet de l'ordre des plaidoyers.

LX. Une lettre de l'Agent de l'Angleterre du 27 octobre 1903, réclamant la production des originaux ou copies certifiées conformes de quelques documents apportés comme preuves dans les Conclusions de l'Agent du Gouvernement de Belgique ainsi que dans le Mémoire du Gouvernement de l'Espagne.

LXI. Une lettre du Secrétaire de la Légion de Belgique du 28 octobre 1903, transmettant une lettre de Monsieur WOESTE, Conseil de la Belgique, accompagnée de copies des Conclusions qu'il a rédigées en réponse aux Mémoires de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne et de l'Italie.

LXII. Une lettre de l'Agent de Belgique du 30 octobre 1903, portant

que le dossier qui a été transmis au Bureau contient les documents visés par M. l'Agent d'Angleterre.

LXIII. Un télégramme du Délégué d'Espagne du 30 octobre 1903, déclarant qu'il apportera les documents demandés par l'Agent d'Angleterre.

LXIV. Une lettre du Secrétaire de la Légation de Belgique du 1^{er} novembre 1903, transmettant une lettre du Conseil de la Belgique accompagnée des originaux de quelques pièces, dont les copies se trouvent dans le dossier et qui peuvent être soumises à l'examen de tous les Représentants des Parties.

LXV. Une lettre du Secrétaire de la Délégation française du 2 novembre 1903, transmettant des copies du Contre-Mémoire du Gouvernement de la République française.

LXVI. Une lettre de l'Agent de l'Allemagne du 2 novembre 1903, transmettant des copies du Contre-Mémoire du Gouvernement allemand.

LXVII. Une lettre du Secrétaire de la Légation de la Belgique du 1^{er} novembre 1903, transmettant des copies du Protocole signé à Washington le 7 mars 1903 entre la Belgique et le Venezuela pour le règlement des réclamations contre le Venezuela et qui devaient être soumises à une Commission mixte.

LXVIII. Une lettre de l'Agent d'Angleterre du 2 novembre 1903, transmettant des copies du Contre-Mémoire du Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

LXIX. Une lettre de l'Agent d'Italie du 2 novembre 1903, transmettant des copies du Contre-Mémoire du Gouvernement italien.

LXX. Une lettre de l'Agent d'Angleterre du 2 novembre 1903 transmettant un Supplément au Contre-Mémoire du Gouvernement de Sa Majesté Britannique ainsi que des copies certifiées conformes des documents apportés comme preuves.

LXXI. Une lettre du Secrétaire de l'Agent des Pays-Bas du 2 novembre 1903, transmettant des copies du « Counter Case of the Netherlands and of Sweden and Norway. »

LXXII. Une lettre du Ministre d'Espagne du 2 novembre 1903, transmettant des copies du Protocole signé à Washington le 2 avril 1903 entre l'Espagne et le Venezuela relatif au règlement des réclamations espagnoles contre le Venezuela.

LXXIII. Une lettre du Ministre d'Espagne du 2 novembre 1903, transmettant des copies du Contre-Mémoire du Gouvernement espagnol.

LXXIV. Une lettre du Délégué d'Espagne du 2 novembre 1903, transmettant des copies certifiées conformes des Notes de Monsieur BARALT des 16 et 19 novembre 1902, demandées par l'Agent de Sa Majesté Britannique.

LXXV. Une lettre du Ministre du Mexique à La Haye et à Bruxelles du 31 octobre 1903, notifiant sa désignation en qualité d'Agent du Mexique auprès du Tribunal.

LXXVI. Une lettre du Ministre du Mexique du 13 octobre 1903, notifiant — en sa qualité d'Agent de son Gouvernement — l'adhésion du Mexique au Mémoire et Conclusions déposés par l'Agent des États-Unis d'Amérique.

LXXVII. Une lettre du Ministre du Mexique du 31 octobre 1903, transmettant des exemplaires du Protocole signé à Washington le 28 février 1903 entre Son Gouvernement et le Venezuela pour le règlement des réclamations contre le Venezuela, qui ont été soumises à une Commission mixte.

LXXVIII. Une lettre de l'Agent d'Allemagne du 2 novembre 1903, transmettant un Mémoire au sujet de l'ordre des plaidoyers.

LXXIX. Une lettre de l'Agent des États-Unis d'Amérique du 3 novembre 1903, transmettant un Mémoire en réponse au Mémoire anglais sur l'ordre de priorité dans la discussion orale.

LXXX. Une lettre du Chargé d'Affaires de France du 3 novembre 1903, au sujet de la lettre adressée le 30 septembre 1903 par le Ministre de Sa Majesté Britannique, protestant contre la désignation d'un Membre de la Cour pour agir comme Conseil dans le présent arbitrage.

LXXXI. Une lettre du Conseil du Venezuela du 3 novembre 1903, transmettant le Contre-Mémoire vénézuélien et la réponse du Venezuela au Mémoire anglais au sujet de l'ordre des plaidoiries.

LXXXII. Une lettre du Délégué d'Espagne du 4 novembre 1903, faisant connaître la désignation de M. CLUNET, Avocat Conseil de France, pour l'assister aux séances en qualité d'Avocat Conseil.

LXXXIII. Un télégramme de Monsieur PARDO, Agent du Mexique, du 3 novembre 1903, portant qu'il s'excuse de ne pouvoir, par suite de maladie, assister pour le moment aux Séances du Tribunal.

LXXXIV. Un Mémoire de l'Agent des Pays-Bas du 4 novembre 1903 au sujet d'une demande de l'une des Parties, que chaque Puissance créancière du Venezuela devra fournir un état de ses créances déjà garanties et de celles qu'elle prétend faire concourir sur les 30 % des revenus des douanes.

LXXXV. Un exemplaire d'une Note du 14 avril 1894, contenant le Projet d'une action collective contre le Venezuela, rédigé par les Représentants d'Allemagne, Belgique, Espagne et France à Caracas, (déposé sur le Bureau du Tribunal par M. PIERANTONI, Conseil de l'Italie, le 4 novembre 1903).

LXXXVI. Une lettre du Ministre du Mexique du 28 octobre 1903 N° 41 d'où il ressort qu'il ne portait pas connaissance de la notification adressée le 1^{er} octobre 1903 par M. J. ALGARA, Sous-Secrétaire des Affaires Etrangères à Mexico, au Président du Tribunal de sa désignation en qualité d'Agent auprès du Tribunal.

LXXXVII. Une lettre du Conseil pour le Venezuela du 9 novembre 1903, notifiant la désignation de Monsieur JOSE de J. PAUL en qualité de Conseil du Venezuela auprès du Tribunal.

LXXXVIII. Copie d'une déclaration de Monsieur BOWEN citée par Monsieur PENFIELD dans son argumentation du 9 novembre 1903 (Voir Protocole IX).

LXXXIX. Liste des indemnités allouées par la Commission Mixte instituée en vertu du Protocole Allemand-Vénézuélien du 13 février 1903.

XC. Résumé des Conclusions présentées par le Conseil Italien.

XCI. État des frais du blocus supportés par l'Italie.

XCII. Une lettre de l'Agent d'Italie du 12 novembre 1903, transmettant des données sur l'état actuel du travail des Commissions Mixtes.

XCIII. Protocole Franco-Vénézuélien du 19 février 1902.

XCIV. Une lettre de la Légation de la Suède et Norvège du 11 novembre 1903, transmettant des copies du Protocole signé à Washington le 10 mars 1903 pour le règlement des réclamations des Royaumes-Unis contre le Venezuela.

XCV. Une lettre de l'Agent d'Angleterre du 12 décembre 1903, transmettant des exemplaires de l'état des créances britanniques allouées par la Commission Mixte siégeant à Caracas.

XCVI. Une lettre du Ministre d'Allemagne du 12 décembre 1903, transmettant des exemplaires de l'état des créances allemandes allouées par la Commission Mixte siégeant à Caracas.

XCVII. Une lettre de l'Agent des Pays-Bas du 12 décembre 1903, transmettant des exemplaires de l'état des créances néerlandaises allouées par la Commission Mixte siégeant à Caracas.

XCVIII. Une lettre de l'Agent de Suède et Norvège du 12 décembre 1903, transmettant des exemplaires de l'état des créances suédoises et norvégiennes allouées par la Commission Mixte siégeant à Caracas.

XCIX. Une lettre du Ministre d'Espagne du 14 décembre 1903, transmettant des exemplaires de l'état des créances espagnoles allouées par la Commission Mixte siégeant à Caracas.

C. Une lettre du Chargé d'Affaires des États-Unis d'Amérique du 14 décembre 1903, transmettant des exemplaires de l'état des créances américaines allouées par la Commission Mixte siégeant à Caracas.

CI. Une lettre de l'Agent d'Italie du 15 décembre 1903 transmettant des exemplaires de l'état des créances italiennes allouées par la Commission Mixte siégeant à Caracas.

CII. Une lettre du Ministre d'Allemagne du 1^{er} février 1904, portant qu'il représentera Son Gouvernement à la séance du Tribunal d'Arbitrage dans laquelle sera rendue la sentence.

CIII. Une lettre du Ministre d'Amérique du 2 février 1904 portant qu'il représentera Son Gouvernement à la séance du Tribunal d'Arbitrage dans laquelle sera rendue la sentence.

CIV. Une lettre du Ministre d'Italie du 18 février 1904, portant qu'il représentera Son Gouvernement à la séance du Tribunal d'Arbitrage dans laquelle sera rendue la sentence.

(Les principaux de ces documents ont été déjà publiés par les *Archives* ou le seront ultérieurement, à la suite du Livre bleu Venezuela, I, 1903).

PROTOCOLE III

Séance du samedi 3 octobre 1903.

Le Tribunal s'est réuni à 11 heures du matin.

Le Président en ouvrant la séance prononce les paroles suivantes :

J'ai à faire une communication importante, que je prie l'assistance de bien vouloir entendre debout.

Le Tribunal, dès sa première réunion, a annoncé l'ouverture de sa session par télégraphe à Sa Majesté Impériale l'Empereur de Russie et à Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, tout en mettant aux pieds des Augustes Souverains ses sentiments les plus respectueux et ses vœux les meilleurs.

En réponse, le Tribunal International d'Arbitrage vient d'être honoré par les télégrammes suivants :

« Rabensteinfeld.

« Je remercie sincèrement les
« Membres du Tribunal d'Arbitrage
« réunis à La Haye pour les vœux
« qu'ils m'ont exprimés et j'ai en-
« tière confiance en la justice de la
« décision qu'ils croiront devoir
« prendre ».

(signé) WILHELMINA.

« Muerzsteg.

« Notre Auguste Maître, très
« sensible aux sentiments que le
« Tribunal International a exprimés
« dans le télégramme annonçant
« l'ouverture des séances du Tribu-
« nal International d'Arbitrage pour
« l'affaire de Venezuela, me charge
« de faire parvenir l'expression des
« sincères remerciements et des
« meilleurs souhaits de Sa Majesté
« Impériale à Votre Excellence, ainsi
« qu'à Messieurs LAMMASCH, MAR-
« TENS et RUYSSENAERS. »

(signé) LAMSDORFF.

PROTOCOL III

Meeting of Saturday, October 3rd, 1903.

The Tribunal met at 11 a. m.

The President spoke as follows :

I have an important communication to make which I beg those present to listen to standing.

The Tribunal, when it first met, announced the opening of its sessions by telegraph to His Imperial Majesty the Emperor of Russia and to Her Majesty the Queen of the Netherlands and presented to those August Sovereigns its most respectful sentiments and best wishes

In reply the International Tribunal of Arbitration has just been honoured by the following telegrams :

« Rabensteinfeld.

« I sincerely thank the Members
« of the Arbitral Tribunal assem-
« bled at The Hague for the good
« wishes they have expressed to
« me and have complete confidence
« in the justice of the decision
« which they will consider it their
« duty to render. »

(signed) « WILHELMINA. »

« Muerzsteg.

« Our August Master, highly
« appreciating the sentiments expres-
« sed to him by the International
« Tribunal in the telegram announ-
« cing the opening of the sessions
« of the International Tribunal of
« Arbitration for the Venezuelan
« affair, desires me to express to
« Your Excellency and to Messrs.
« LAMMASCH, MARTENS and RUYSE-
« NAERS the sincere thanks and best
« wishes of His Imperial Majesty. »

(signed) « LAMSDORFF. »

Le Président exprime ensuite les regrets du Tribunal de constater que les Parties n'étaient pas en mesure de présenter leurs Mémoires dès la première réunion du Tribunal.

Ensuite le Secrétaire Général donne lecture de la décision du Tribunal au sujet de la question de procédure à suivre dont voici le texte :

« En vertu des articles II et IV du Protocole du 7 mai 1903 et des articles 39, 40, 42, 43 et 49 de la Convention du 29 juillet 1899.

Le Tribunal décide :

1. les Parties présenteront au Tribunal et se communiqueront mutuellement, en nombre suffisant d'exemplaires, les actes imprimés ou écrits et les documents contenant les moyens invoqués dans la cause, pas plus tard que le 18 octobre ;
2. les répliques imprimées ou écrites à ces actes et documents pourront être produites par les Parties dans les mêmes conditions jusqu'au 2 novembre inclusivement ;
3. après l'expiration de ces délais mais avant la clôture des débats, les Parties ne pourront présenter des actes ou documents que sur une autorisation spéciale du Tribunal et à charge d'en donner connaissance à toutes les autres Parties ;
4. la prochaine séance du Tribunal pour la discussion orale aura lieu le 4 novembre prochain. »

M. COHEN demande des éclaircissements au sujet du contenu des trois enveloppes scellées qui ont été adressées par les Conseils du Venezuela aux Membres du Tribu-

The President then expressed the regret of the Tribunal that the Parties were not ready to present their Cases at the first meeting of the Tribunal.

the Secretary-General read the following decision of the Tribunal as to the question of procedure.

« In accordance with articles II and IV of the Protocol of May 7th 1903 and articles 39, 40, 42, 43 and 49 of the Convention of July 29th 1899.

The Tribunal has decided :

1. the Parties shall present to the Tribunal, and exchange with each other, in a sufficient number of copies, the printed or written acts and the documents containing the arguments of their Case, not later than the 18th of October ;
2. the written or printed replies to these acts and documents can be produced by the Parties under the same conditions, up to the 2nd of November inclusive ;
3. after the expiration of these periods, but before the closure of the oral discussion, the Parties can present no acts or documents except with the special permission of the Tribunal and with the condition that they shall communicate them to all the other Parties ;
4. the next meeting of the Tribunal for the oral discussion will take place on the 4th of November next. »

Mr. COHEN demanded to be informed of the contents of three sealed envelopes addressed to the Members of the Tribunal by the Venezuelan Counsel, mentioned under

nal et qui sont mentionnées sous le n° 35 dans la liste des documents déposés au Bureau.

M. WAYNE MAC VEAGH déclare que ces enveloppes contiennent le Mémoire du Venezuela et qu'il est disposé à en remettre tout de suite un exemplaire à chacune des Parties, ce qui est fait séance tenante par M. BOWEN.

M. COHEN, en faisant ressortir qu'il est impossible de présenter les Contre-Mémoires dans un si bref délai, demande au Tribunal de bien vouloir prolonger les délais.

M. BÜNZ s'associe entièrement, au nom de Son Gouvernement, à cette demande.

M. PENFIELD demande au Tribunal de l'autoriser à faire imprimer et distribuer son discours dans le cas où il serait obligé — d'ordre de Son Gouvernement — de partir pour l'Amérique avant les débats.

Le Président, après s'être assuré de l'assentiment de toutes les Parties, répond que le Tribunal n'a pas d'objection à opposer à la demande de M. PENFIELD.

Le Président déclare ensuite que les Membres du Tribunal n'ont pas encore eu le temps d'examiner le contenu des trois enveloppes scellées, mais que, d'après l'article 40 de la Convention de La Haye, toute pièce produite par l'une des Parties doit être communiquée aux autres Parties.

En outre, il déclare que tous les arguments présentés hier ont été pris en sérieuse considération, mais que la décision du Tribunal au sujet de la question de la procédure à suivre est maintenant définitive.

Le Président donne la parole à M. WAYNE MAC VEAGH, qui commence son discours à 11 heures 20.

No. 35 in the List of Documents filed at the Bureau.

Mr. WAYNE MAC VEAGH explained that these envelopes contained the Venezuelan Brief and that he was quite ready to present copies of the same to all the Parties, which was at once done by Mr. BOWEN.

Mr. COHEN maintained that it was quite impossible to prepare the Countercases in so short a time and begged the Tribunal to extend the time allowed.

Mr. BÜNZ entirely adhered, in the name of his Government, to this request.

Mr. PENFIELD requested the Tribunal to be allowed to print and distribute his speech in case he should be obliged, by instruction of his Government, to leave for America before the oral discussion.

The President, having assured himself of the assent of all Parties, said that the Tribunal had no objection to the course proposed by Mr. PENFIELD.

He explained that the Members of the Tribunal had not yet had the time to examine the contents of these three sealed envelopes, but that, by article 40 of The Hague Convention, every document submitted by one Party must be communicated to all the Parties.

He further declared that the Tribunal had taken into due consideration all the arguments adduced yesterday but that the decision of the Tribunal as to the Procedure must now be considered definitely decided.

Mr. WAYNE MAC VEAGH then opened his speech at 11,20.

The sitting was interrupted at 12,30 and resumed at 2,45 p. m.

La séance est suspendue à 12,30 et reprise à 2 h. 1/2.

A la reprise de la séance, M. WAYNE MAC VEAGH continue son discours.

À la suite d'une observation faite par l'orateur au sujet de la grande déception du Venezuela de n'avoir pas eu de représentant dans le Tribunal d'Arbitrage de 1899 pour le règlement du litige anglo-vénézuélien relatif aux frontières entre la Guyane Britannique et le Venezuela, M. DE MARTENS déclare qu'il ne saurait laisser passer cette assertion qui semble contenir une certaine critique de la composition de ce Tribunal qu'il a eu personnellement l'honneur de présider. D'après lui, le Venezuela a été représenté dans cette affaire par deux Arbitres américains de la plus haute compétence et d'une réputation hors ligne et il désire affirmer ici que le Venezuela n'aurait pu avoir de meilleurs avocats ni des juges plus impartiaux que ceux qui ont rendu la sentence dans l'affaire en question.

M. WAYNE MAC VEAGH s'empresse de déclarer qu'il n'a pas eu l'intention de jeter le moindre blâme sur qui que ce soit et qu'il partage l'opinion exprimée par Son Excellence M. DE MARTENS.

M. WAYNE MAC VEAGH interrompt son discours pendant quelques instants.

M. BOWEN demande si la France adhère purement et simplement aux Protocoles du 7 Mai.

M. RENAULT, en réponse à la demande faite par M. Bowen, dit : « En présence de la décision du Tribunal sur la question des langues, je déclare que le Gouvernement de la République française entend s'y soumettre complètement et qu'ainsi la France peut être maintenant considérée comme

when Mr. WAYNE MAC VEAGH continued his speech.

Upon an observation made by the speaker on the subject of the great disappointment felt by Venezuela at not having had a representative on the Arbitral Tribunal of 1899 for the settlement of the Anglo-Venezuelan dispute as to the frontier between British Guiana and Venezuela, Mr. DE MARTENS declared that he could not let this assertion pass as it seemed to imply a certain criticism of the composition of the Tribunal over which he himself had the honour to preside. In his opinion Venezuela was represented in that case by two American Arbiters of the highest competence and of exceptional reputation, and he desired to affirm now that Venezuela could not have had better counsel or more impartial judges than those who gave the decision in the case in question.

Mr. WAYNE MAC VEAGH hastened to declare that he had not intended to throw the smallest blame on any one and that he shared the opinion expressed by His Excellency Mr. DE MARTENS.

Mr. WAYNE MAC VEAGH interrupted his speech for a few minutes.

Mr. BOWEN asked whether France adhered purely and simply to the Protocols of May 7th.

Mr. RENAULT, in answer to Mr. BOWEN's question said that « in view of the decision of the Tribunal on the language question I declare that the Government of the French Republic is willing to submit itself completely to it and that therefore France may now be considered as adhering purely and simply to the Protocols of May 7th. »

« adhérant purement et simplement
« aux Protocoles du 7 mai. »

Le Président dit que le Tribunal a tranché la question des langues et il rappelle l'article 46 de la Convention de La Haye qui défend toute discussion en pareil cas.

M. WAYNE MAC VEAGH reprend son argumentation et continue son discours jusqu'à 5 heures.

La séance est levée et le Tribunal s'ajourne à lundi 5 octobre à 10 h. 1/2 du matin.

La Haye, le 3 octobre 1903.

Le Président : N. MOURAWIEFF.

Le Secrétaire Général :

L. H. RUYSSENAERS.

Les Secrétaires :

ROELL.

SCHELKING.

JOHN W. GARRETT.

GRANVILLE.

The President said that the Tribunal had settled the question of languages and he reminded Counsel of Article 46 of the Convention of 1899 which forbids any discussion in such a case.

Mr. WAYNE MAC VEAGH then resumed his speech, and was still speaking when the Tribunal adjourned at 5 p.m. to meet Monday, October 5th, at 10.30 a.m.

The Hague, October 3rd 1903.

The President: N. MOURAWIEFF.

The Secretary-General :

L. H. RUYSSENAERS.

The Secretaries :

ROELL.

SCHELKING.

JOHN W. GARRETT.

GRANVILLE.

PROTOCOLE IV

Séance du lundi 5 octobre 1903.

Le Tribunal se réunit à 11 heures du matin.

M. COHEN prie le Tribunal de poser la règle qui a été admise dans plusieurs arbitrages antérieurs, à savoir :

« Si, dans les Mémoires ou Contre-Mémoires, l'une des Parties invoque ou mentionne un rapport ou document, dont elle aurait seule la possession, sans en fournir une copie, elle sera tenue, si une autre Partie juge à propos de demander cette copie, de la lui donner, et chaque Partie pourra réclamer de toute autre Partie, par l'intermédiaire du Bureau, la production des originaux ou de copies certifiées conformes de tous documents apportés comme preuves et

PROTOCOL IV

Meeting of Monday, October 5th 1903.

The Tribunal met at 11 a. m.

Mr. COHEN requested the Tribunal to enact the following rule which had been laid down in many former Arbitrations :

« If in the Cases or Countercases submitted to the Arbitrators any Party shall have specified or alluded to any report or document in its own exclusive possession without annexing a copy, such Party shall be bound, if any other Party thinks proper to apply for it, to furnish that Party with a copy thereof, and any Party may call upon any other Party through the Bureau to produce the originals or certified copies of any papers adduced as evidence and such ori-

les dits originaux ou copies ou copies certifiées conformes seront alors produits le plus tôt possible. »

M. BÜNZ dit :

« Au nom de mon Gouvernement, je désire poser la question suivante : Est-il suffisant de présenter en original au Tribunal les documents transmis par une Puissance intéressée et rédigés dans la langue de cette dernière, par ex. : les dépêches qui nous ont été adressées par le Gouvernement du Venezuela en langue espagnole et qui doivent être soumises au Tribunal comme preuves, ou bien ces documents doivent-ils être accompagnés d'une traduction anglaise ? »

M. BOWEN, sur cette question, demande que tous les documents soient accompagnés d'une traduction anglaise.

M. DE WEDKHERLIN se déclare prêt à accepter la décision du Tribunal.

Le Président dit que le Tribunal n'a pas d'objection à opposer à la demande de M. COHEN, pourvu que la production des dits documents n'apporte pas de retard à la discussion orale.

En réponse à M. BÜNZ, le Président fait observer que, d'après la décision du Tribunal sur la question de la langue à employer, tout document doit être accompagné d'une traduction anglaise.

M. WAYNE MAC VEAGH reprend la suite de son discours et le continue jusqu'à 4 heures de l'après-midi avec une interruption de 12,30 à 2 heures.

Le Président dit que le Tribunal a résolu de régler dès à présent l'ordre de la discussion orale et il donne la parole au Secrétaire Gé-

ginaux or certified copies shall be thereupon produced as soon as is reasonably possible. »

Mr. BUNZ said :

« In the name of my Government, I wish to ask the following question :

« Is it sufficient that documents which we have received in this business from an interested Power in the language of that Power, e. g. despatches which the Venezuelan Government have addressed to us in the Spanish language and which are to be submitted to the Tribunal as evidence, should be laid in original or must they be accompanied by an English translation ? »

Mr. BOWEN referring to this request asked that all documents should be accompanied by an English translation.

Mr. DE WECKHERLIN expressed his readiness to accept the decision of the Tribunal.

The President said that the Tribunal had no objection to Mr. COHEN's request provided that the production of such documents should cause no delay in the oral discussion.

In answer to Mr. BUNZ the President said that according to the decision of the Tribunal on the language question every document must be accompanied by an English translation.

Mr. WAYNE MAC VEAGH then resumed his speech and continued it till 4 p. m. with an interruption from 12, 30 to 2.

The President said that the Tribunal had resolved to settle at once the order of the oral discussion and called upon the Secretary-General,

néral qui lit à cet égard la décision suivante :

« Conformément aux Articles II et IV du Protocole du 7 mai 1903 et des Articles 39, 45 et 49 de la Convention du 29 juillet 1899, le Tribunal, trouvant nécessaire de régler dès maintenant l'ordre de la discussion orale, qui aura lieu devant lui après la clôture de l'instruction écrite,

décide :

1. les délégués des parties (Agents et Conseils) plaideront dans l'ordre alphabétique des pays qu'ils représentent ;
2. tous les délégués des Parties pourront participer aux premiers plaidoyers ;
3. quant aux répliques, il n'y en aura qu'une de chaque Partie ; cette réplique pourra être prononcée par un des Représentants de la Partie respective, à désigner par elle. »

M. CLUNET demande s'il a été entendu que l'ordre alphabétique sera suivi en Anglais ou en Français.

Le Secrétaire Général répond qu'il est autorisé par le Tribunal à déclarer que l'ordre alphabétique sera suivi en Anglais.

M. COHEN demande si, comme le Venezuela a plaidé le premier, la Grande-Bretagne n'a pas le droit d'avoir le dernier mot.

Le Président dit qu'il n'y a ni premier ni dernier, mais que chaque Partie a des droits égaux.

M. BOWEN demande la manière dont les Mémoires devront être échangés.

Le Président répond qu'ils doi-

who read the following decision :

« In accordance with Articles II and IV of the Protocol of May 7 th 1903 and articles 39, 45 and 49 of the Convention of July 29 th 1899, the Tribunal, considering it necessary to lay down at once the order of the oral discussion which will be held before it after the expiration of the time allowed for the presentation of written documents,

decides :

1. the Delegates of the Parties (Agents and Counsel) shall plead in the alphabetical order of the countries which they represent ;
2. all the Delegates of the Parties may take part in the first pleadings ;
3. as to the replies, there shall be but one from each Party, this reply may be made by one of the Representatives of each Party respectively, chosen by that Party ».

Mr. CLUNET enquired whether it was intended that the alphabetical order should be in English or in French.

The Secretary-General answered that he was authorized by the Tribunal to declare that the alphabetical order was to be in English.

Mr. COHEN asked whether, as Venezuela had opened the Case, Great Britain had not the right to the last word.

The President said that there was no first or last, but that every Party had equal rights.

Mr. BOWEN asked in what manner the Cases were to be exchanged.

The President said that they must be exchanged through the

vent être échangés par l'intermédiaire du Bureau International.

A 4 heures 10 le Tribunal s'ajourne au mercredi 4 novembre 1903 à dix heures et demie.

La Haye, le 5 octobre 1903.

Le Président : N. MOURAWIEFF.

Le Secrétaire Général :

L. H. RUYSSÉNAERS.

Les Secrétaires :

ROELL.

SCHELKING.

JOHN W. GARRETT.

GRANVILLE.

intermediary of the International Bureau.

The meeting then adjourned at 4.10 p. m. to meet on Wednesday, November 4th 1903, at 10.30 a. m.

The Hague, October 5th. 1903.

The President : N. MOURAWIEFF.

The Secretary-General :

L. H. RUYSSÉNAERS.

The Secretaries :

ROELL.

SCHELKING.

JOHN W. GARRETT.

GRANVILLE.

PROTOCOLE V.

Séance du mercredi 4 novembre 1903.

Le Tribunal s'est réuni à 10 h. 45 du matin.

Le Président déclare la séance ouverte et s'exprime comme il suit :

« Le Tribunal d'arbitrage reprend ses audiences, l'instruction écrite étant close après l'expiration des délais accordés par la décision du 3 octobre dernier.

Au cours de cette phase de la procédure arbitrale, il se fit un échange animé de Mémoires et de Contre-Mémoires, présentés par les Parties respectives au nombre total de vingt. Les Arbitres ont déjà eu le loisir de s'appliquer à l'étude de ces pièces d'un très grand intérêt, au fur et à mesure qu'elles étaient déposées au Secrétariat général. Elles contiennent le développement détaillé des moyens invoqués dans ce litige et le mettent en pleine lumière sous ses différents aspects. Aussi, avant d'aborder le débat oral, soucieux de ménager un temps précieux pour tous, je crois opportun d'exprimer

PROTOCOL V.

Meeting of Wednesday November 4th, 1903.

The Tribunal met at 10.45 a.m.

The President, in declaring the sitting open, spoke as follows :

« The Arbitral Tribunal resumes its sitting, the written documents having all been handed in within the time set by the decision of October 3rd last.

During this phase of the Arbitral procedure an animated exchange took place of Cases and Counter-Cases presented by the respective parties, to the total number of twenty. The Arbitrators have already had time to apply themselves to the study of these very interesting documents as they were from time to time deposited at the International Bureau. They contain the detailed development of the arguments invoked in this arbitration and set forth its different aspects with complete clearness. Further, before beginning the oral debates, being anxious to economize the time which is precious to all, I think it well to express the

l'espoir, que les honorables orateurs, confiants dans l'attention soutenue du Tribunal, voudront bien concentrer les efforts et les effets de leur éloquence uniquement sur les points culminants de l'affaire et limiter soigneusement l'exposé de leurs arguments à ceux qui lui sont les plus appropriés. Une semblable retenue, parfaitement conforme à l'élévation, pour ainsi dire, intrinsèque de notre mission, permettrait d'éviter, non seulement les appréciations ne se rapportant pas à son objet purement juridique, mais encore les répétitions, toujours plus ou moins inutiles ou oiseuses. Il n'est pas besoin d'ajouter que nous sommes persuadés d'avance qu'une entière courtoisie sera la note dominante des discours que nous allons entendre.

Nous vous saurons gré, Messieurs, d'une telle manière d'agir, et la clarté si désirable de la cause que nous avons à juger, en profitera assurément.

En dernier lieu, je crois devoir attirer l'attention de MM. les Délégués sur la nécessité de traiter dans les plaidoiries toutes les conditions stipulées d'une façon générale dans le Protocole du 7 mai 1903 et en particulier dans l'article premier, pour que le Tribunal puisse remplir sa tâche complètement.

Dans la même préoccupation constante de ne pas perdre de temps inutilement, le Tribunal a résolu de siéger tous les jours non fériés, depuis 10 heures 1/2 du matin jusqu'à 5 h. ou 5 h. 1/2 de l'après-midi, avec interruption à l'heure du déjeuner.

Il s'agit maintenant d'un incident à régler pour pouvoir enfin passer aux débats. L'Agent de la Grande-Bretagne a soulevé de nouveau, dans un Memorandum spécial, une question sur l'ordre des

hope that the gentlemen who are to speak, having confidence in the sustained attention of the Tribunal, will be good enough to concentrate their efforts and the force of their eloquence solely on the chief points of the case and carefully limit the development of their arguments to those points which most nearly concern it. Such conduct, while perfectly conformable with the intrinsic importance, so to speak, of our mission, would permit the avoidance not only of arguments not directly touching its purely judicial object, but also of repetitions which are always more or less useless and idle. There is no need to add that we are convinced in advance that perfect courtesy will be the dominant note of the speeches to which we are about to listen.

We shall be grateful to you, Gentlemen, for such conduct, and the clearness so desirable in the cause which we have to judge will assuredly profit thereby.

Finally I think it my duty to draw the attention of the Delegates to the necessity of considering in their pleadings all the conditions stipulated generally in the Protocol of May 7th, 1903, and particularly in Article I, so that the Tribunal may be able to fulfil its task completely.

With the same constant desire not to lose any time unnecessarily, the Tribunal has decided to sit every working day from 10.30 a. m. to 5 or 5.30 p.m., with an interval for luncheon.

There is now one incident to be settled before we can finally pass on to the debates. The British Agent has once more raised, in a special memorandum, a question as to the order of the pleadings, asking that the Delegates of Venezuela and the United States of America should be given, for their

plaidoiries, demandant de donner aux Délégués du Venezuela et des États-Unis d'Amérique pour leurs discours et répliques, non pas leur place alphabétique, mais le premier tour, qui a été admis, à titre d'exception personnelle, en faveur d'un de ces Délégués, M. WAYNE MAC VEAGH. Cette question, d'une importance plutôt secondaire, qui a produit un échange d'opinions par écrit entre quelques Délégués, ne nous a pas paru nécessiter le renouvellement des délibérations préliminaires, vu qu'elle se rattache entièrement à la décision que nous avons déjà prise, le 5 octobre, sur l'ordre de la procédure orale. Ayant en conséquence examiné les revendications nouvellement formulées, le Tribunal, en vertu de l'article 46 de la Convention de La Haye, a rendu à l'égard de ces revendications, la décision suivante, qui sera lue par le Secrétaire Général. »

Le Secrétaire Général lit ce qui suit :

« Le Tribunal, vu sa décision définitive du 5 octobre sur l'ordre du débat oral et à défaut de tout fait nouveau ou d'accord entre les Parties pouvant servir de raison suffisante à une modification quelconque de cette décision, déclare maintenir intégralement l'ordre des plaidoiries, réglé dans la séance du 5 octobre. »

M. RUYSSENAERS déclare ensuite avoir reçu, hier au soir, de Monsieur BOWEN, le Contre-Mémoire vénézuélien et la réponse du Venezuela au Memorandum britannique relatif à l'ordre des plaidoiries et lit une lettre du Conseil pour le Venezuela du 3 novembre 1903, expliquant que ce Contre-Mémoire était déjà achevé et imprimé la semaine dernière et qu'un exemplaire en a été remis par lui au Président du Tribunal à Paris le 1^{er} novem-

speeches and replies, not their place in alphabetical order but the first place, since that first place was granted as a personal exception in favour of one of those Delegates, Mr. WAYNE MAC VEAGH. This question, which is of rather secondary importance but which has produced an exchange of views in writing amongst some of the Delegates, does not appear to us to necessitate a renewal of the preliminary discussion, since it entirely depends on the decision which we have already given on the 5th of October as to the order of the oral procedure. Having consequently examined the claims newly formulated, the Tribunal, in virtue of Article 46 of The Hague Convention, has given the decision as to these claims which will now be read by the Secretary General. »

The Secretary General read as follows :

« The Tribunal, in view of its definite decision of October the 5th as to the order of the oral debate and in default of any new facts or agreements between the parties which might serve as sufficient reason for any modification of this decision, declares that it maintains the order of the pleadings as laid down at the meeting of October 5th in its integrity. »

Mr. RUYSSENAERS then stated that he had received yesterday evening from Mr. BOWEN the Venezuelan Counter-Case and the Venezuelan reply to the British Memorandum concerning the order of procedure, and read a letter from the Venezuelan Counsel of November 3rd 1903, explaining that this Counter-Case was ready and printed last week and that a copy had been handed by him to the President of the Tribunal in Paris on November 1st,

bre, mais que, par erreur, il avait pensé que la date des échanges était le 4 et non le 2 novembre.

Le Président confirme que Monsieur BOWEN lui a en effet remis un exemplaire imprimé du Contre-Mémoire vénézuélien, à la date du 1^{er} novembre, et il demande aux Parties si elles consentent à ce que les deux documents dont il s'agit soient reçus valablement par le Secrétaire Général du Tribunal.

SIR ROBERT FINLAY dit que, dans ces conditions, il n'élèvera aucune objection de la part de son Gouvernement; mais comme celui-ci n'a pas été à même de lire ce Contre-Mémoire, il demande que le délai nécessaire pour y répondre lui soit réservé.

M. BOWEN remercie le Tribunal et les Représentants des Parties.

M. PIERANTONI dépose sur le Bureau du Tribunal un exemplaire du Tome XII, deuxième série, du *Nouveau Recueil Général de Traités* de Monsieur G. FR. DE MARTENS (1887), ainsi qu'une Note du 14 avril 1894 portant *Projet d'une action collective contre le Venezuela, rédigé par les Représentants d'Allemagne, Belgique, Espagne et France, à Caracas*.

Le Secrétaire Général donne lecture d'une lettre du Délégué de l'Espagne, du 4 novembre, faisant connaître la désignation de Monsieur CLUNET, Avocat-Conseil de la France, pour l'assister aux audiences en qualité d'Avocat-Conseil.

M. DE WECKHERLIN dépose sur le Bureau du Tribunal la déclaration suivante :

« En vue du fait qu'une des parties dans le présent arbitrage demande que ce Tribunal dise que chaque Puissance créancière du Venezuela, qui ne l'aurait déjà fait, devra fournir,

but that by mistake he had thought the date of exchange was the 4th instead of the 2nd of November.

The President corroborated the fact that Mr. BOWEN had handed to him a printed copy of the Venezuelan Counter-Case on November 1st, and he asked the Parties if they consented to these two documents being duly received by the Secretary General of the Tribunal.

SIR ROBERT FINLAY said that under the circumstances he would raise no objection on behalf of his Government; but, as they had had no opportunity to read this Counter-Case, he reserved the right to such delay as might be necessary in order to respond to it.

Mr. BOWEN thanked the Tribunal and the Representatives of the Parties.

Mr. PIERANTONI deposited with the Tribunal a copy of volume XII, Second Series, of the *Nouveau Recueil Général de Traités* by G. FR. DE MARTENS (1887) and also a Note of April 14th, 1894, giving a *Projet d'une action collective contre le Venezuela, rédigé par les Représentants d'Allemagne, Belgique, Espagne et France à Caracas*.

The Secretary General read a Note from the Spanish Delegate of November 4th, 1903, announcing the appointment of Mr. CLUNET, French Counsel, to assist him at the meetings as Counsel.

M. DE WECKHERLIN deposited the following declaration :

« In view of the fact that a Party to these arbitration proceedings requests the Tribunal to declare that such Powers who so far have not done so, shall submit to this Tribunal and

« tant au Tribunal, qu'aux Parties, l'état de ses créances déjà garanties et l'état de celles qu'elle prétend faire concourir sur les 30 0/0 (des revenus des douanes de La Guayra et de Puerto Cabello).

« L'Agent soussigné prend la liberté de faire observer au Tribunal que :

« D'après les Protocoles du 7 mai 1903 ce Tribunal a à donner sa décision avant le 1^{er} mars prochain, tandis que le Protocole néerlando-vénézuélien du 28 février dernier accorde plus de temps à la Commission mixte néerlando-vénézuélienne à Caracas.

« L'article II, alinéa 2, de ce Protocole permet à la Commission mixte d'étendre ses travaux même au delà du 1^{er} avril prochain.

« Les arrangements conclus par le Venezuela avec quelques autres Puissances contiennent des dispositions identiques.

« A l'heure qu'il est, la Commission mixte néerlando-vénézuélienne n'a pas terminé son examen.

« L'Agent soussigné n'est donc pas en état de communiquer au Tribunal les décisions visées de la Commission mixte.

« Au surplus, il est d'avis que, pour donner sa décision dans le présent arbitrage, le Tribunal n'a pas besoin de connaître séparément le chiffre accordé dans chaque cas à Caracas, attendu que le Tribunal n'a qu'à procéder à une répartition au marc le franc.

« L'Agent soussigné ajoute que les Pays-Bas n'ont pas de réclamations privilégiées dans le sens de l'article I, alinéa 3, des Protocoles du 7 mai 1903. »

La Haye, le 4 novembre 1903.

WECKHERLIN,
Agent des Pays-Bas. »

« notify to each party the list of its own claims which are already privileged and the list of such claims which are to share in the distribution of the said 30 0/0 (of the Customhouse revenues at La Guayra and Puerto Cabello),

« the undersigned Agent begs leave to point out to the Tribunal that:

« According to the Protocols of May 7th 1903 this Tribunal has to give its decision prior to March 1st next, while the Dutch-Venezuelan Protocol of February 28th last gives more time to the Dutch-Venezuelan mixed Commission at Caracas.

« Article II, paragraph 2 of said Protocol allows the mixed Commission to extend its labours even beyond April 1st next.

« The arrangements concluded between Venezuela and some other Powers contain similar provisions.

« At this moment the Dutch-Venezuelan mixed Commission has not yet concluded its labours.

« The undersigned Agent is therefore unable to communicate to the Tribunal the mentioned awards.

« Moreover he thinks that for the Tribunal's decision in the present proceedings it is not necessary that the Tribunal be acquainted with the separate amount of each award at Caracas, as the Tribunal has only to make a proportional repartition (a répartition au marc le franc).

« The undersigned Agent adds that the Netherlands have no preferred claims in the sense of article I, paragraph 3 of the Protocols of May 7th, 1903. »

The Hague, November 4th, 1903.

WECKHERLIN,
Agent of the Netherlands. »

Le MARQUIS DE VILLASINDA se rallie aux observations de Monsieur DE WECKHERLIN.

A 11 heures, le Président donne la parole à Monsieur WOESTE pour la Belgique.

Le Tribunal suspend la séance à midi et demi jusqu'à 2 heures 15.

A la reprise de la séance, Monsieur WOESTE, en réponse à une observation qui lui aurait été faite relativement aux documents lus dans la matinée, rappelle les termes de la décision du Tribunal du 2 octobre, d'après laquelle les Mémoires seuls doivent être présentés en anglais.

Le Président donne acte de cette déclaration à Monsieur WOESTE qui continue ensuite sa plaidoirie et l'achève à 2 heures 40.

Le Président donne la parole à Monsieur CLUNET, pour la France.

A 5 heures, Monsieur CLUNET ayant terminé sa plaidoirie, le Secrétaire Général donne lecture d'un télégramme du 3 novembre 1903, adressé par l'Agent du Mexique, Monsieur PARDO, qui s'excuse de ne pouvoir, par suite de maladie, assister pour le moment aux séances du Tribunal.

La séance est levée à 5 heures 5.

Le Tribunal s'ajourne au jeudi 5 novembre à 10 heures et demie.

La Haye, le 4 novembre 1903.

Le Président : N. MOURAWIEFF.

Le Secrétaire Général :

L. H. RUYSSENAERS.

Les Secrétaires :

ROELL.

SCHELKING.

JOHN W. GARRETT.

GRANVILLE.

J. DE BERWICK.

The MARQUIS OF VILLASINDA concurred in the remarks of Mr. DE WECKHERLIN.

At 11 o'clock the President called on Mr. WOESTE to speak for Belgium.

At 12.30 the Tribunal adjourned till 2. 15.

On the reassembling of the Tribunal Mr. WOESTE, in answer to a remark made to him relating to the documents which he had read in the morning, recalled the terms of the decision of the Tribunal of October 2nd, according to which only the Memoranda must be presented in English.

The President said that this declaration of Mr. WOESTE would be put on record and Mr. WOESTE then resumed his speech which he concluded at 2.40.

The President called on Mr. CLUNET to speak for France.

At 5 o'clock, Mr. CLUNET having concluded his speech, the Secretary General read a telegram of November 2nd, 1903, from Mr. PARDO, Mexican Agent, excusing himself for his inability, owing to illness, to attend for the present the meeting, of the Tribunal.

The Tribunal adjourned at 5.5 p. m. to meet to-morrow at 10.30 a. m.

The Hague, November 4th, 1903.

The President: N. MOURAWIEFF.

The Secretary-General :

L. H. RUYSSENAERS.

The Secretaries :

ROELL.

SCHELKING.

JOHN W. GARRETT.

GRANVILLE.

J. DE BERWICK.

PROTOCOLE VI

Séance du jeudi 5 novembre 1903.

Le Tribunal s'est réuni à 10 heures 30 du matin.

Le Président donne la parole à Monsieur BÜNZ pour l'Allemagne.

A midi, Monsieur BÜNZ termine sa plaidoirie.

La séance est suspendue jusqu'à 2 heures.

A 2 heures la séance est reprise et la parole est donnée à Sir ROBERT FINLAY pour la Grande-Bretagne.

La séance est levée à 5 heures et le Tribunal s'ajourne au lendemain 10 heures 30 du matin.

La Haye, le 5 novembre 1903.

Le Président : N. MOURAWIEFF.

Le Secrétaire Général :

L. H. RUYSSENAERS.

Les Secrétaires :

ROELL.

SCHELKING.

JOHN W. GARRETT.

GRANVILLE.

J. DE BERWICK.

PROTOCOL VI

Meeting of Thursday, November 5th, 1903.

The Tribunal met at 10.30 a. m.

The President called on Mr. BÜNZ to speak for Germany.

Mr. BÜNZ concluded his speech at 12 o'clock and the Tribunal then adjourned till 2 p. m.

On the reassembling of the Tribunal the President called on Sir ROBERT FINLAY to speak for Great-Britain.

At 5 o'clock the meeting adjourned till 10.30 a. m. to-morrow.

The Hague, November 5th, 1903.

The President : N. MOURAWIEFF.

The Secretary-General :

L. H. RUYSSENAERS.

The Secretaries :

ROELL.

SCHELKING.

JOHN W. GARRETT.

GRANVILLE.

J. DE BERWICK.

PROTOCOLE VII

Séance du vendredi 6 novembre 1903.

Le Tribunal s'est réuni à 10 heures 40.

Sir ROBERT FINLAY continue sa plaidoirie qu'il termine à midi 10.

La séance est suspendue jusqu'à 2 heures 15.

A la reprise de la séance, le Président donne la parole à Monsieur COHEN qui commence sa plaidoirie pour la Grande-Bretagne et la termine à 3 heures.

Le Président donne alors la parole à Monsieur RICHARDS, également pour la Grande-Bretagne.

PROTOCOL VII

Meeting of Friday, November 6th, 1903.

The Tribunal assembled at 10.40 a. m.

Sir ROBERT FINLAY resumed his speech of the previous day and concluded it at 12.10 when the Tribunal adjourned till 2.15 p. m.

On the reassembling of the Tribunal the President called on Mr. COHEN who began his speech for Great-Britain and concluded it at 3 o'clock.

The President then called on Mr. RICHARDS to speak also for Great-Britain.

A 3 heures 40, Monsieur RICHARDS ayant achevé sa plaidoirie, la séance est suspendue.

A 4 heures, la séance est reprise.

Le Président donne la parole à Monsieur PIERANTONI pour l'Italie.

A 4 heures 45, Monsieur PIERANTONI demande à suspendre sa plaidoirie.

Accédant à cette demande, le Président lève la séance et le Tribunal s'ajourne au lendemain samedi 7 novembre à 10 heures et demie.

La Haye, le 6 novembre 1903.

Le Président : N. MOURAWIEFF.

Le Secrétaire Général :

L. H. RUYSSENAERS.

Les Secrétaires :

ROELL.

JOHN W. GARRETT.

GRANVILLE.

J. DE BERWICK.

Mr. RICHARDS having finished his speech at 3.40, the Tribunal took a recess.

At 4 o'clock the Tribunal reassembled.

The President called on Mr. PIERANTONI to speak for Italy.

At 4.45 Mr. PIERANTONI asked for an adjournment.

The President granted this request and the Tribunal adjourned till 10.30 a. m. to-morrow.

The Hague, November 6th, 1903.

The President : N. MOURAWIEFF.

The Secretary-General :

L. H. RUYSSENAERS.

The Secretaries :

ROELL.

JOHN W. GARRETT.

GRANVILLE.

J. DE BERWICK.

PROTOCOLE VIII

Séance du samedi 7 novembre 1903.

Le Tribunal s'est réuni à 10 heures 40.

M. PIERANTONI continue sa plaidoirie.

La séance est suspendue à midi 30 jusqu'à 2 heures 30.

A la reprise de la séance, Monsieur PIERANTONI continue sa plaidoirie et l'achève à 3 heures 40.

Le Président donne ensuite la parole à Monsieur PARDO pour le Mexique.

M. PARDO achève sa plaidoirie à 4 heures 25.

Le Président donne alors la parole à Monsieur DE WECKHERLIN pour les Pays-Bas, la Suède et la Norvège.

PROTOCOL VIII

Meeting of Saturday, november 7th, 1903.

The Tribunal met at 10.40 a.m.

Mr. PIERANTONI resumed his speech.

At 12.30 the Tribunal adjourned till 2.30.

On the reassembling of the Tribunal, Mr. PIERANTONI resumed his speech which he concluded at 3.40.

The President then called on Mr. PARDO to speak for Mexico.

Mr. PARDO concluded his speech at 4.25.

The President then called on Mr. de WECKHERLIN to speak for the Netherlands and for Sweden and Norway.

M. DE WECKHERLIN achève sa plaidoirie à 4 heures 45.

La séance est levée à la même heure et renvoyée au lundi 9 novembre à 10 heures 30.

La Haye, le 7 novembre 1903.

Le Président : N. MOURAWIEFF.

Le Secrétaire Général :

L. H. RUYSSENAERS.

Les Secrétaires :

ROELL.

JOHN W. GARRETT.

GRANVILLE.

J. DE BERWICK

Mr. DE WECKHERLIN concluded his speech at. 4.45.

The Tribunal then adjourned till Monday, November 9th, at 10.30 a.m.

The Hague, November 7th, 1903.

The Président: N. MOURAWIEFF.

The Secretary-General :

L. H. RUYSSENAERS.

The Secretaries :

ROELL.

JOHN W. GARRETT.

GRANVILLE.

J. DE BERWICK.

PROTOCOLE IX

Séance du lundi 9 novembre 1903.

Le Tribunal se réunit à 10 heures 40.

Sur la demande du Président, le Secrétaire Général lit une lettre de Monsieur BOWEN, datée du 9 novembre 1903, annonçant que Monsieur JOSÉ DE J. PAUL est accrédité auprès du Tribunal comme un des Conseils du Venezuela.

Le Président déclare que, malgré l'état déjà fort avancé de la discussion, le Tribunal admet la possibilité d'agréer la présence de Monsieur PAUL, à moins d'une opposition des Parties.

Aucune objection n'ayant été élevée, Monsieur PAUL est admis à se joindre aux Conseils du Venezuela.

Le Président donne alors la parole au MARQUIS DE VILLASINDA pour l'Espagne.

Le MARQUIS DE VILLASINDA achève sa plaidoirie à 11 heures 30.

Le Président donne ensuite la parole à Monsieur CLUNET, également pour l'Espagne.

Le Tribunal suspend la séance à midi 30 jusqu'à 2 heures 35.

PROTOCOL IX

Meeting of Monday, November 9th, 1903.

The Tribunal met at 10.40 a.m.

At the request of the President, the Secretary General read a letter from Mr. BOWEN of November 9th, 1903, announcing the appointment of Mr. JOSÉ DE J. PAUL as one of the Venezuelan Counsel.

The President declared that, though the hearing of the case was very far advanced, the Tribunal considered it possible to admit Mr. PAUL if none of the Parties raised any objection.

No objection having been raised, Mr. PAUL was authorized to appear as one of the Venezuelan Counsel.

The President then called on the MARQUIS DE VILLASINDA to speak for Spain.

The MARQUIS DE VILLASINDA concluded his speech at 11.30.

The President then called on Mr. CLUNET to speak also for Spain.

At 12.30 the Tribuna adjourned till 2.35.

A la reprise de la séance, Monsieur CLUNET continue, et termine sa plaidoirie à 3 heures 30.

Le Président fait alors la déclaration suivante :

« Respectant la liberté entière
« de la discussion, je n'ai pas cru
« opportun de relever les paroles
« d'un des Avocats-Conseils de la
« Grande-Bretagne, Monsieur Ri-
« CHARDS, quand il a émis sur le
« rôle de la force et de la guerre
« dans les relations internationales,
« des considérations auxquelles il
« serait difficile d'adhérer complè-
« tement pour un Tribunal, issu des
« principes de la paix. — Main-
« tenant que cette question déli-
« cate, et peut-être ne se ratta-
« chant pas directement à nos
« délibérations, a été de nouveau
« débattue, quoique en sens con-
« traire, par l'Avocat-Conseil de
« l'Espagne, je tiens à écarter toute
« équivoque et je déclare, au nom
« du Tribunal, qu'il fait ses résér-
« ves sur ce point important, à
« charge de l'élucider dans sa sen-
« tence. »

Le Président donne la parole à Monsieur PENFIELD pour les États-Unis d'Amérique.

Au cours de sa plaidoirie, Monsieur PENFIELD lit une déclaration de Monsieur BOWEN, qui n'avait pas figuré dans les documents déposés devant le Tribunal.

Sir ROBERT FINLAY demande que des copies de cette déclaration soient distribuées aux autres Parties.

Mr. PENFIELD explique qu'il n'a point lu cette déclaration à titre de document, mais comme une partie de son argumentation et offre finalement de la retirer.

Sir ROBERT FINLAY fait remarquer que comme ladite déclaration a été lue, il est trop tard pour la

On the reassembling of the Tribunal M. CLUNET resumed his speech and concluded it at 3.30.

The President then made the following declaration :

« Having respect for perfect
« liberty in the discussions, I have
« not thought the time opportune
« to draw attention to the words
« of one of the British Counsel,
« Mr. RICHARDS, when he spoke of
« the part played by force and
« war in international relations, in
« terms to which it would be diffi-
« cult for a Tribunal, founded on
« peace principles, to adhere. Now
« that this delicate question, which
« perhaps does not have to do
« directly with our deliberations,
« has been again debated, although
« in a contrary sense, by the Spa-
« nish Counsel, in order to dispel
« all ambiguity I declare in the
« name of the Tribunal that it
« reserves its decision on this im-
« portant point, undertaking to
« elucidate it in its award. »

The President then called on M. PENFIELD to speak for the United States of America.

In the course of his speech, Mr. PENFIELD read a statement by M. BOWEN which had not appeared in any of the documents deposited with the Tribunal.

Sir ROBERT FINLAY demanded that the other Parties should be supplied with copies of this statement.

Mr. PENFIELD maintained that he had not read this statement as evidence but as part of his argument and finally offered to withdraw it altogether.

Sir ROBERT FINLAY argued that as the statement had been read, it was too late to withdraw it and

retirer et qu'en conséquence elle doit être communiquée.

Le Président lit la décision suivante :

« Le Tribunal,

Considérant que, d'après les règles de la Convention de La Haye, tout document produit à un titre quelconque par une des Parties doit être communiqué à toutes les autres.

Que le document en question (*déclaration* de M. BOWEN) ne se trouve pas dans les actes déposés au Tribunal.

Décide :

La copie de ce document sera communiquée par M. PENFIELD aux autres Parties. »

M. PENFIELD dit qu'il se conformera avec plaisir à cette décision.

La séance est levée à 5 heures 10 et renvoyée au lendemain à 10 heures et demie.

La Haye, 9 novembre 1903.

Le Président : N. MOURAWIEFF.

Le Secrétaire-Général :

L. H. RUYSSENAERS.

Les Secrétaires :

ROELL.

JOHN W. GARRETT.

GRANVILLE.

J. DE BERWICK.

that copies should be communicated.

The President read the following decision :

« The Tribunal,

Considering that, according to the rules of the Hague Convention, every document produced with whatever object by one of the Parties must be communicated to all the others.

That the document in question (statement by Mr. BOWEN) is not among the documents deposited with the Tribunal,

Decides :

That copies of this document shall be communicated by Mr. PENFIELD to the other Parties. »

Mr. PENFIELD said that he would gladly comply with this decision.

At 5.10 p.m. the Tribunal adjourned till 10.30 a. m. to-morrow.

The Hague, November 9th, 1903.

The President: N. MOURAWIEFF.

The Secretary-General :

L. H. RUYSSENAERS.

The Secretaries :

ROELL.

JOHN W. CARRETT.

GRANVILLE.

J. DE BERWICK.

PROTOCOLE X

Séance du mardi 10 novembre 1903.

La séance est ouverte à 11 heures.

M. PENFIELD continue sa plaidoirie pour les États-Unis et l'achève à midi 25.

Sur l'invitation du Président, le Secrétaire Général déclare qu'il a reçu des Conseils de la Grande-Bretagne les copies de la sténogra-

PROTOCOL X

Meeting of Tuesday, November 10th, 1903.

The Tribunal met at 11 a.m.

Mr. PENFIELD resumed his speech of the previous day and concluded it at 12.25.

At the request of the President, the Secretary-General reported that he had been supplied by the British Counsel with copies of the

phie de leur argumentation orale, et que ces copies seront mises à la disposition de celles des Parties qui le désireront (1).

La séance est levée à midi et demi jusqu'à 2 heures 40.

A la reprise de la séance, le Président donne la parole à Monsieur PAUL pour le Venezuela.

A cours de sa plaidoirie, Monsieur PAUL se propose de donner lecture d'un document qui n'a pas été déposé devant le Tribunal.

Sir ROBERT FINLAY déclare s'y opposer ; le Président décide que de nouveaux documents ne sauraient être présentés dans l'état avancé des débats.

Continuant son discours, Monsieur PAUL exprime le désir de faire constater que le Gouvernement du Venezuela prie le Tribunal d'exclure de la distribution des 30/0 le montant de la sentence prononcée par le Surarbitre sur la créance des eaux de Caracas, parce que cette créance consiste en titres de la dette publique et que cette catégorie de créances est exclue par les Protocoles.

Il ajoute que son Gouvernement se propose d'agir diplomatiquement auprès des Gouvernements Belge et Mexicain pour obtenir la revision de ladite sentence et de celle qui a été prononcée par rapport à la créance Martinez del Rio.

M. PAUL achève sa plaidoirie à 3 heures 45.

Le Président déclare que les premières plaidoiries sont achevées et invite les Parties à présenter leurs répliques, exprimant l'espoir qu'il ne s'y trouvera pas de répétitions.

Il donne la parole à Monsieur WOESTE pour répliquer au nom de la Belgique.

(1) Certaines Parties avaient engagé des sténographes pour leur compte.

shorthand notes of their oral arguments, which were at the disposal of any of the Parties who desired them (1).

The Tribunal adjourned from 12.30 to 2.40.

On the reassembling of the Tribunal, the President called on Mr. PAUL to speak for Venezuela.

In the course of his speech, Mr. PAUL proposed to read a document which had not been deposited with the Tribunal.

Sir ROBERT FINLAY raised an objection and the President ruled that new documents could not be submitted so late in the hearing.

Continuing his speech Mr. PAUL said that he desired to state that the Venezuelan Government begged the Tribunal to exclude from the distribution of the 30 % the amount awarded by the Umpire in the matter of the claim of the Caracas Water Co., because this claim consisted of bonds of the public debt, a class of claims excluded by the Protocols.

He added that his Government proposed to enter into diplomatic discussion with the Belgian and Mexican Governments with the object of obtaining a revision of the said sentence as well as of the one pronounced in connection with the Martinez del Rio claim.

Mr. PAUL concluded his speech at 3.45.

The President declared that the first pleadings were now closed and, in calling upon the Parties for their replies, expressed the hope that all repetitions would be avoided.

He then called on Mr. WOESTE to reply for Belgium.

(1) Some Parties had engaged stenographers on their own account.

Avant de commencer son argumentation, Monsieur WOESTE proteste contre les déclarations faites par Monsieur PAUL au sujet de la sentence prononcée par la Commission Mixte relativement à l'affaire des eaux de Caracas et qui ne tendraient à rien moins qu'à mettre en cause la validité des engagements pris par le Venezuela.

Au cours de sa réplique, Monsieur WOESTE prie le Tribunal et les Parties de vouloir bien rectifier comme il suit le texte de ses Conclusions, p. 11 : « la créance de « Monsieur PAQUET, admise par la « Commission mixte de Caracas « s'élève, non à 320.000 francs, « mais à 325.195 fr. 06. »

M. WOESTE achève sa réplique à 5 heures 10.

La séance est levée à la même heure et le Tribunal s'ajourne au lendemain, 10 heures et demie.

La Haye, le 10 novembre 1903.

Le Président : N. MOURAWIEFF.

Le Secrétaire Général :

L. H. RUYSSENAERS.

Les Secrétaires :

ROELL.

JOHN W. GARRETT.

GRANVILLE.

J. DE BERWICK.

Before commencing his reply, Mr. WOESTE protested against the declaration made by Mr. PAUL on the subject of the award already given by the Mixed Commission in the matter of the Caracas Water Company, which would lead to nothing less than a question of the validity of the engagements taken by Venezuela.

In the course of his reply Mr. WOESTE begged the Tribunal and the Parties to make the following rectification in the text of his « Conclusions » at Page 5 : « the claim of Mr. PAQUET was fixed by the Mixed Commission at Caracas at 325,195 fr.06 and not at 320,000 fr.»

Mr. WOESTE concluded his reply at 5.10.

The Tribunal then adjourned till 10.30 a.m. to-morrow.

The Hague, November 10th, 1903.

The President : N. MOURAWIEFF.

The Secretary-General :

L. H. RUYSSENAERS.

The Secretaries :

ROELL.

JOHN W. GARRETT.

GRANVILLE.

J. DE BERWICK.

PROTOCOLE XI

Séance du mercredi 11 novembre 1903.

La séance est ouverte à 10 h. 40.

M. WOESTE demande au Tribunal de ne point admettre les « Conclusions » ou « Réserves » que Monsieur PAUL a formulées dans la séance d'hier, attendu que, dans l'état actuel de la cause, de pareilles « Conclusions » ou « Réserves » ne sont plus admissibles.

PROTOCOL XI

Meeting of Wednesday, November 11 th, 1903.

The Tribunal met at 10.40 a.m.

Mr. WOESTE requested the Tribunal to reject the « Conclusions » or « Reservations » brought forward by Mr. PAUL at yesterday's meeting, since in the present state of the hearing such « Conclusions » or « Reservations » are no longer admissible.

Le Président répond que le Tribunal considère les communications de Monsieur PAUL comme de simples déclarations faites au cours de sa plaidoirie et n'ayant le caractère ni de « Conclusions » nouvelles, ni de « Réserves », qui d'ailleurs ne sont pas recevables en justice. En conséquence, le Tribunal n'a pas à statuer sur ces déclarations, qui figureront succinctement au Protocole.

Le Président donne ensuite la parole à Monsieur CLUNET pour répliquer au nom de la France.

En achevant sa réplique à 11 heures 40, Monsieur CLUNET déclare faire un renvoi complémentaire au dispositif des Conclusions de la France (Contre-mémoire, page 44, paragraphe 5). Ce renvoi complémentaire est ainsi conçu : « Avec les intérêts au taux qu'il plaira au Tribunal fixer ».

Le Secrétaire Général annonce qu'il a reçu des copies de l'argumentation orale de Monsieur BÜNZ et que ces copies seront mises à la disposition des Parties.

A 11 heures 40, le Président donne la parole à Monsieur BÜNZ pour répliquer au nom de l'Allemagne.

La séance est suspendue à midi, jusqu'à 2 heures 35.

A la reprise de la séance, Monsieur BÜNZ continue sa réplique, au cours de laquelle il est amené à déclarer ce qui suit :

« Quant à la question des intérêts, je n'ai pas d'instructions. Si une priorité est accordée aux Puissances bloquantes, il faut que cette priorité soit respectée. S'il n'est pas accordé de priorité aux Puissances bloquantes, aucun avantage ne doit être alloué à une Puissance au détriment des autres. La Cour aura à statuer sur la question de sa compétence sur cette question. »

The President replied that the Tribunal considered Mr. PAUL's statement as simple declaration made in the course of his speech, having the character neither of new « Conclusions » nor of « Reservations », which could not be accepted by the Tribunal. Consequently the tribunal has not to render a decision on this statement which shall appear succinctly in the Protocol.

At 10.45 the President called on Mr. CLUNET to reply for France.

Before concluding his reply at 11.40, Mr. CLUNET asked leave to insert the following correction, by way of complement, on page 18 of his Counter-Case, paragraph 4 : « Together with such interest as the Tribunal may think fit ».

The Secretary-General then announced that Mr. BÜNZ had deposited with the Tribunal copies of his oral argument, which were at the disposal of the Parties.

At 11.40 the President called on Mr. BÜNZ to reply for Germany.

At 12 o'clock the Tribunal adjourned till 2.35.

On the reassembling of the Tribunal, Mr. BÜNZ resumed his reply, in the course of which he made the following declaration :

« As to the question of interest I am without instructions. If priority is given to the Blockading Powers, this priority must be respected. If there be no priority for the Blockading Powers, no advantage must be given to one Power over the other. The court has to decide on the question of its competence on this question ».

M. BÜNZ achève sa réplique à 3 heures 20.

Avec la permission du Président et sous réserve du droit pour les autres Parties d'agir de même, Monsieur WOESTE donne lecture de la rectification complémentaire suivante :

« Le soussigné, par rectification
« à ses premières Conclusions, sollicite le Tribunal de bien vouloir
« admettre à la répartition des
« 30 0/0 les créances belges précédemment indiquées avec les
« intérêts au taux qu'il plaira au
« Tribunal de fixer. »

A 3 heures 25, le Président donne la parole à Sir ROBERT FINLAY pour répliquer au nom de la Grande-Bretagne.

La séance est levée à 5 heures 5 et renvoyée au lendemain 10 heures et demie.

La Haye, le 11 novembre 1903.

Le Président : N. MOURAWIEFF.

Le Secrétaire Général :

L. H. RUYSSENAERS.

Les Secrétaires :

ROELL.

JOHN W. GARRETT.

GRANVILLE.

J. DE BERWICK.

Mr. BÜNZ concluded his reply at 3.20.

With the permission of the President, and with the reservation of the right of the other Parties to do the same, Mr. WOESTE then read the following rectification :

« The undersigned for rectification to his first « Conclusions »
« begs the Court to admit to the
« allotment of the 30 0/0 the Belgian claims previously stated
« together with such interest as
« the Court may think fit. »

At 3.25 the President called on Sir ROBERT FINLAY to reply for Great-Britain.

At 5.5 the Tribunal adjourned till 10.30 a.m. tomorrow.

The Hague, November 11th, 1903.

The President: N. MOURAWIEFF.

The Secretary-General :

L. H. RUYSSENAERS.

The Secretaries :

ROELL.

JOHN W. GARRETT.

GRANVILLE.

J. DE BERWICK.

PROTOCOLE XII

Séance du jeudi 12 novembre 1903.

La séance est ouverte à 10 heures 35.

Le Président donne la parole à Monsieur BOWEN pour lire un télégramme de Monsieur HAY, Secrétaire d'État des États-Unis, relatif à la fixation par les Commissions Mixtes du montant des créances de l'Espagne et de la Suède et Norvège.

PROTOCOL XII

Meeting of Thursday, November 12th, 1903.

The Tribunal met at 10.35 a. m.

The President called on Mr. BOWEN to read a telegram from Mr. HAY, Secretary of State United States, on the subject of the amounts of the Spanish and Swedish and Norwegian Claims which had been fixed by the Mixed Commissions.

Le Président fait remarquer que c'est là une simple rectification de chiffres.

A 10 heures 40, le Président donne la parole à Sir ROBERT FINLAY pour continuer, au nom de la Grande-Bretagne sa réplique, qu'il achève à 11 heures 35.

Sur l'invitation du Président, le Secrétaire Général déclare que Monsieur PARDO a déposé devant le Tribunal des copies de son argumentation orale, qui seront tenues à la disposition des Parties.

A 11 heures 40, le Président donne la parole à Monsieur PIERANTONI pour répliquer au nom de l'Italie.

La séance est suspendue à midi 35 jusqu'à 2 heures 40.

A la reprise de la séance, le Président donne la parole à Monsieur PIERANTONI pour continuer sa réplique, qu'il achève à 3 heures 35.

Sur l'invitation du Président, le Secrétaire Général déclare que Monsieur PIERANTONI a déposé devant le Tribunal un résumé de ses « Conclusions », dont des copies ont été transmises aux Parties.

Le Président donne alors la parole à Monsieur PARDO pour répliquer au nom du Mexique.

A 4 heures, Monsieur PARDO ayant terminé sa réplique, le Président donne la parole à Monsieur DE WECKHERLIN pour répliquer au nom des Pays-Bas et de la Suède et Norvège.

A 4 heures 10 Monsieur DE WECKHERLIN ayant terminé sa réplique, la parole est donnée à Monsieur CLUNET pour répliquer au nom de l'Espagne.

M. CLUNET achève sa réplique à 5 heures 30.

The President observed that this was a mere rectification of figures.

At 10.40 Sir ROBERT FINLAY resumed his reply for Great Britain and concluded it at 11.35.

At the request of the President, the Secretary-General announced that Mr. PARDO had deposited with the Tribunal copies of his oral argument which were at the disposal of the Parties.

At 11.40 the President called on Mr. PIERANTONI to reply for Italy.

At 12.35 the Tribunal adjourned till 2.40.

On the reassembling of the Tribunal Mr. PIERANTONI resumed his reply and concluded it at 3.35.

At the request of the President, the Secretary-General announced that Mr. PIERANTONI had deposited with the Tribunal a resume of his « Conclusions », copies of which had been distributed to the Parties.

The President then called on Mr. PARDO to reply for Mexico.

At 4 o'clock, M. PARDO having concluded his reply, the President called on Mr. DE WECKHERLIN to reply for the Netherlands and Sweden and Norway.

At 4.10, Mr. DE WECKHERLIN having concluded his reply, the President called on Mr. CLUNET to reply for Spain.

Mr. CLUNET concluded his reply at 5.30.

La séance est alors levée et renvoyée au lendemain 10 heures.

La Haye, le 12 novembre 1903.

Le Président: N. MOURAWIEFF.

Le Secrétaire Général :

L. H. RUYSSENAERS.

Les Secrétaires :

ROELL.

JOHN W. GARRETT.

GRANVILLE.

J. DE BERWICK.

The Tribunal adjourned till 10 a. m. to-morrow.

The Hague, November 12th 1903.

The President: N. MOURAWIEFF.

The Secretary-General :

L. H. RUYSSENAERS.

The Secretaries :

ROELL.

JOHN W. GARRETT.

GRANVILLE.

J. DE BERWICK.

PROTOCOLE XIII

Séance du vendredi
13 novembre 1903

La séance est ouverte à 10 h. 20.

Le Secrétaire Général déclare que Monsieur PIERANTONI lui a remis l'état des frais du blocus supportés par le Gouvernement italien, dont il a fait mention hier dans sa réplique. Ces frais s'élèvent à Lire 497.159,39, soit environ 20.000 livres sterling.

Le Président donne la parole à Monsieur PENFIELD pour répliquer au nom des Etats-Unis.

M. PENFIELD termine sa réplique à 11 heures 25.

M. DE WECKHERLIN demande et obtient la permission de déclarer qu'il a reçu un télégramme du Ministre des Affaires Etrangères à Stockholm confirmant la communication faite hier par Monsieur BOWEN relativement aux décisions rendues par les Commissions mixtes de Caracas à l'égard des réclamations de la Suède et de la Norvège. Il ajoute qu'en ce qui concerne les réclamations hollandaises, les travaux des Commissions Mixtes ne sont pas encore entièrement terminés.

Le Président donne ensuite la parole à Monsieur PAUL pour répliquer au nom du Venezuela, et invite l'orateur à éviter toute protestation contre les décisions des

PROTOCOL XIII

Meeting of Friday, November
13th, 1903.

The Tribunal met at 10.20 a.m.

The Secretary-General announced that Mr. PIERANTONI had deposited with him figures of the blockade expenses, incurred by the Italian Government, mentioned yesterday in his reply. They amount to Lire 497,159.39, about liv. st. 20.000.

The President called on Mr. PENFIELD to reply for the United States.

Mr. PENFIELD concluded his reply at 11.25.

Mr. DE WECKHERLIN obtained permission to state that he had received a telegram from the Minister for Foreign Affairs at Stockholm, confirming the finding of the Mixed Commission on the Swedish and Norwegian claims reported by Mr. BOWEN yesterday. The labours of the Netherland — Venezuelan Mixed Commission were nearly, though not yet quite concluded.

The President then called on Mr. PAUL to reply for Venezuela, and requested him to avoid any protests against findings of the Mixed Commissions at Caracas, as

Commissions mixtes à Caracas, attendu que ces décisions ne rentrent pas dans la compétence du Tribunal.

M. PAUL achève sa réplique à 11 heures 50.

Le Secrétaire Général lit la décision suivante du Tribunal :

« Le Tribunal,

Vu les déclarations de l'Avocat-Conseil de l'Espagne dans sa réplique et les indications fournies dans les autres Mémoires et plaidoiries sur la nécessité de déposer au procès l'état complet des créances, déjà reconnues par les Commissions mixtes siégeant à Caracas, et en vertu des articles 44 et 49 de la Convention de La Haye;

Décide :

Ces états *pourront* être transmis par les Parties, qui ne l'ont pas encore fait, au Secrétaire Général, *sans aucun commentaire ni conclusions*, en nombre suffisant d'exemplaires, dans le cours d'un mois, savoir jusqu'au 15 décembre 1903 inclusivement. »

SIR ROBERT FINLAY, au nom de tous les Conseils, adresse des remerciements au Tribunal pour la patience et l'attention qu'il a bien voulu accorder à chacun.

Le Président prononce les paroles suivantes :

« Le moment final approche. Nous sommes arrivés au terme du débat oral et je prononce sa clôture.

Avant de nous séparer, laissez-moi, Messieurs, exprimer très cordialement, au nom du Tribunal, aux Représentants des Parties, Agents et Avocats-Conseils, toute notre gratitude pour le concours précieux et infatigable qu'ils ne nous ont pas ménagé dans notre marche laborieuse à la recherche de la vérité. C'est à nous maintenant de la formuler aussi claire et

these were outside the competence of the Tribunal.

Mr. PAUL concluded his reply at 11.50.

At the request of the President, the Secretary-General read the following decision of the Tribunal :

« The Tribunal,

In view of the declarations of the Counsel for Spain in his reply, and the arguments brought forward in the other Cases and pleadings, as to the necessity of depositing before the Tribunal the complete table of the claims already recognized by the Mixed Commissions, sitting at Caracas, and in virtue of articles 44 and 49 of the Hague Convention,

Decides :

These tables of claims *can* be transmitted by those Parties who have not yet done so, to the Secretary-General *without any comment or conclusions* with a sufficient number of copies, within a month, that is to say till the 15th December 1903 inclusively. »

SIR ROBERT FINLAY rose to thank the Tribunal, in the name of all the Counsel, for their patience and attention.

The President spoke as follows :

« The final moment has come. We have reached the end of the oral debates and I pronounce them closed.

Before separating, permit me, Gentlemen, to express very cordially, in the name of the Tribunal, to the Representatives of the Parties, Agents and Counsel, our deep gratitude for the valuable and indefatigable assistance that they have not failed to accord us in our laborious search after truth. It is now for us to put this truth in a form as clear and complete as is

complète qu'il est possible par les moyens bornés de la justice humaine, et nous y apporterons toutes les facultés, toutes les forces de notre conscience et de notre raison. Je vous remercie, Messieurs, en plus de la parfaite courtoisie envers le Tribunal, dont vous ne vous êtes jamais départis et qui est restée toujours digne de la gravité de ses importantes délibérations. Elles vont prendre fin, mais leur portée immense aura creusé un sillon profond dans le terrain fertile de l'arbitrage pacifique, et nous espérons, que, pour le plus grand bien des nations, le développement et l'éclosion abondante de ces germes salutaires ne se feront pas attendre.

Enfin, je m'acquitte d'un devoir des plus agréables en adressant des remerciements chaleureux à Monsieur le Secrétaire Général et à Messieurs les Secrétaires, qui nous ont allégés avec un dévouement exemplaire et une précision admirable du lourd fardeau de la besogne matérielle et technique.

Le Tribunal décide de s'ajourner *sine die* pour la Sentence dans les limites du délai accordé à cet effet par les Protocoles de Washington du 7 mai 1903. Les parties seront avisées en temps utile de la date à laquelle l'arrêt définitif pourra être prononcé. »

La séance est levée à midi.

La Haye, le 13 novembre 1903.

Le Président: N. MOURAWIEFF.

Le Secrétaire-Général :

L. H. RUYSSENAERS.

Les Secrétaires :

ROELL.

JOHN W. GARRETT.

GRANVILLE.

J. DE BERWICK.

possible within the narrow bounds of human justice, and we shall bring to it all the power and all the strength of our conscience and of our mind. I thank you, Gentlemen, furthermore, for the perfect courtesy towards the Tribunal from which you have never departed and which has always remained worthy of the gravity of its important deliberations. These are now coming to an end but their immense significance will make a deep furrow in the fertile field of pacific arbitration, and we hope that, for the greatest good of the World, the development and abundant growth of these health-giving seeds will not have to be long awaited.

Finally I discharge a most agreeable duty in extending our hearty thanks to the Secretary-General and the Secretaries who have relieved us with exemplary zeal and admirable precision of the heavy burden of the material and technical work.

The Tribunal has decided to adjourn *sine die*, to meet again to render its Decision within the limits of the time set for this purpose by the Protocol of Washington of May 7th 1903. The Parties will be advised in good time of the date on which the final award will be pronounced. »

At 12 noon the Tribunal adjourned.

The Hague, November 13th, 1903.

The President: N. MOURAWIEFF.

The Secretary-General :

L. H. RUYSSENAERS.

The Secretaries :

ROELL.

JOHN W. GARRETT.

GRANVILLE.

J. DE BERWICK.

2° LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

INDES BRITANNIQUES

Réglementation en matière d'extradition des criminels.

(4 novembre 1903)

(Texte original)

The Indian Extradition ACT 1903, (N° XV of 1903).

Passed by Governor General of India in Council.

*(Received the assent of the Governor General on the
4th November, 1903.)* ⁽¹⁾

An Act to consolidate and amend the law relating to the Extradition and Rendition of Criminals.

Whereas it is expedient to provide for the more convenient administration in British India of the Extradition Acts, 1870 and 1873, and of the Fugitive Offenders Act, 1881 ;

and whereas it is also expedient to amend the law relating to the extradition of criminals in cases to which the Extradition Acts, 1870 and 1873, do not apply ;

It is hereby enacted as follows :

CHAPTER I

PRELIMINARY

Short title, extent and commencement.

1. — 1) This Act may be called the Indian Extradition Act, 1903.
- 2) It extends to the whole of British India (including British Baluchistan, the Santhal Parganas and the Pargana of Spiti); and.
- 3) It shall come into force on such day as the Governor General in Council, by notification in the *Gazette of India*, may direct ⁽²⁾.

Definitions.

2. — In this Act, unless there is anything repugnant in the subject or context.

- a) « European British subject » means a European British subject as defined by the Code of Criminal Procedure for the time being in force :

(1) Cf. *Gazette of India*, 1901, Pt. V, p. 24. Report of select committee, *ibid.* 1903 p. 469 ; voir aussi *Gazette of India*, 1903, Pt. VI, p. 151, 113 et 177.

(2) Jusqu'à présent pareille notification n'a pas encore eu lieu.

- b) « Extradition offence » means any such offence as is described in the first schedule :
- c) « Foreign State » means a State to which, for the time being, the Extradition Acts, 1870 and 1873, apply :
- d) « High Court » means the High Court as defined by the Code of Criminal Procedure for the time being in force :
- e) « Offence » includes any act wheresoever committed which would, if committed in British India, constitute an offence ; and
- f) « Rules » include prescribed forms.

CHAPTER II ⁽¹⁾

SURRENDER OF FUGITIVE CRIMINALS IN CASE OF FOREIGN STATES

Requisition for surrender.

3. — 1) Where a requisition is made to the Government of India or to any Local Government by the Government of any Foreign State for the surrender of a fugitive criminal of that State, who is in or who is suspected of being in British India, the Government of India or the Local Government, as the case may be, if it thinks fit, issue an order to any Magistrate who would have had jurisdiction to inquire into the crime if it had been an offence committed within the local limits of his jurisdiction directing him to inquire into the case.

Summons or warrant for arrest.

2) The Magistrate so directed shall issue a summons or warrant for the arrest of the fugitive criminal according as the case appears to be one in which a summons or warrant would ordinarily issue.

Inquiry by Magistrate.

3) When such criminal appears or is brought before the Magistrate, the Magistrate shall inquire into the case in the same manner and have the same jurisdiction and powers, as nearly as may be, as if the case were one triable by the Court of Session or High Court, and shall take such evidence as may be produced in support of the requisition and on behalf of the fugitive criminal, including any evidence to show that the crime of which such criminal is accused or alleged to have been convicted is an offence of a political character or is not an extradition crime.

Committal.

4). If the Magistrate is of opinion that a *prima facie* case is made out in support of the requisition, he may commit the fugitive criminal to prison to await the orders of the Government of India or the Local Government, as the case may be.

(1) V. dans *Archives Diplomatiques*, 1904 : Order in Council directing that chapter II of « The Indian Extradition Act, 1903 » shall have effect in British India, as if it were part of The Imperial Act (Statutory rules and orders, 1904, n° 317 : Fugitive criminal).

Bail.

5) If the Magistrate is of opinion that a prima facie case is not made out in support of the requisition, or if the case is one which is bailable under the provisions of the Code of Criminal Procedure for the time being in force, the Magistrate may release the fugitive criminal on bail.

Magistrate's report.

6) The Magistrate shall report the result of his inquiry to the Government of India, or the Local Government, as the case may be, and shall forward, together with such report, any desire to submit for the consideration of the Government.

Reference to High Court if Government thinks necessary.

7) If the Government of India or the Local Government, as the case may be, is of opinion that such report or written statement raises an important question of law, it may make an order referring such question of law to such High Court as may be named in the order, and the fugitive criminal shall not be surrendered until such question has been decided.

Warrant for surrender.

8) If, upon receipt of such report and statement or upon the decision of any such question, the Government of India or the Local Government, as the case may be, is of opinion that the fugitive criminal ought to be surrendered, it may issue a warrant for the custody and removal of such criminal and for his delivery at a place and to a person to be named in the warrant.

Lawfulness of custody and re-taking under warrant for surrender.

9) It shall be lawful for any person to whom a warrant is directed in pursuance of sub-section (8), to receive, hold in custody and convey the person mentioned in the warrant, to the place named in the warrant, and, if such person escapes out of any custody to which he may be delivered in pursuance of such warrant, he may be re-taken as a person accused of an offence against the law of British India may be re-taken upon an escape.

Discharge of fugitive criminals committed to prison after two months.

10) If such a warrant as is prescribed by sub-section (8) is not issued and executed in the case of any fugitive criminal, who has been committed to prison under sub-section (4) within two months after such commitment, the High Court may, upon application made to it on behalf of such fugitive criminal, and upon proof that reasonable notice of the intention to make such application has been given to the Government of India or the Local Government, as the case may be, order such criminal to be discharged, unless sufficient cause is shown to the contrary.

Power to Magistrate to issue warrant of arrest in certain cases.

4. — 1) Where it appears to any Magistrate of the first class or any Magistrate specially empowered by the Local Government in this behalf that a person within the local limits of his jurisdiction is a fugitive criminal of a Foreign State, he may if he thinks fit, issue a warrant for the arrest of such person, on such information or complaint and on such evidence as would, in his opinion, justify the issue of a warrant of the crime of which he is accused or has been convicted had been committed within the local limits of his jurisdiction.

Issue of warrant to be reported forthwith.

2) The Magistrate shall forthwith report the issue of a warrant under this section to the Local Government.

Person arrested not to be detained unless order received. .

3) A person arrested on a warrant issued under this section shall not be detained more than two months unless within that period the Magistrate receives an order made with reference to such person under section 3, sub-section (1).

Bail.

4) In the case of a person arrested or detained under this section the provisions of the Code of Criminal Procedure for the time being in force relating to bail shall apply in the same manner as if such person were accused of committing in British India the crime of which he is accused or has been convicted.

Power of Government to refuse to issue order under section 3 when crime of political character.

5. — 1) If the Government of India or any Local Government is of opinion that the crime of which any fugitive criminal of a Foreign State is accused or alleged to have been convicted is of a political character, it may, if it think fit, refuse to issue any order under section 3, sub-section (1).

Power of Government to discharge any person in custody at any time.

2) The Government of India or the Local Government may also at any time stay any proceedings taken under this Chapter and direct any warrant issued under this Chapter to be cancelled and the person for whose arrest such warrant has been issued to be discharged.

References to « Police Magistrate » and « Secretary of State » in Section of Extradition Act. 1870.

6. — The expressions « the Police Magistrate » and « the Secretary of State » in section 3 of the Extradition Act. 1870, shall be read as referring respectively to the Magistrate directed to inquire into a case under section 3 of this Act, and to the Government of India or the Local Government, as the case may be.

CHAPTER III

SURRENDER OF FUGITIVE CRIMINALS IN CASE OF STATES OTHER THAN FOREIGN STATES.

Issue of warrant by Political Agents in certain cases.

7. — 1) Where an extradition offence has been committed or is supposed to have been committed by a person not being a European British subject, in the territories of any State not being a Foreign State, and such person escapes into or is in British India, and the Political Agent in or for such State issues a warrant, addressed to the District Magistrate of any district in which such person is believed to be, for his arrest and delivery at a place and to a person or authority indicated in the warrant, such Magistrate shall act in pursuance of such warrant and may give directions accordingly.

Execution of such warrant.

2) A warrant issued as mentioned in sub-section (1) shall be executed in the manner provided by the law for the time being in force with reference to the execution of warrants, and the accused person, when arrested, shall, unless released in accordance with the provisions of this Act, be forward to the place and delivered to the person or authority indicated in the warrant.

Proclamation and attachment in case of persons absconding.

3) The provisions of the Code of Criminal Procedure for the time being in force in relation to proclamation and attachment in the case of persons absconding shall, with any necessary modifications, apply where any warrant has been received by a District Magistrate under this section as if the warrant had been issued by himself.

Release on giving security.

8. — 1) Where a Political Agent has directed by endorsement on any such warrant that the person for whose arrest it is issued may be released on executing a bond with sufficient sureties for his attendance before a person or authority indicated in this behalf in the warrant at a specified time and place, the Magistrate to whom the warrant is addressed shall on such security being given release such person from custody.

Magistrate to retain bond.

2) Where security is taken under this section, the Magistrate shall certify the fact to the Political Agent who issued the warrant, and shall retain the bond.

Re-arrest in case of default.

3) If the person bound by any such bond does not appear at the time and place specified, the Magistrate may, on being satisfied as to his

default, issue a warrant directing that he be re-arrested and handed over to any person authorized by the Political Agent to take him into custody.

Deposit in lieu of bond, and forfeiture of bonds.

4) In the case of any bond executed under this section, the Magistrate may exercise the powers conferred by the Code of Criminal Procedure for the time being in force in relation to taking a deposit in lieu of the execution of a bond and with respect to the forfeiture of bonds and the discharge of sureties.

Requisitions by States not being Foreign States.

9. — Where a requisition is made to the Government of India or to any Local Government by or on behalf of any state not being a Foreign State, for the surrender of any person accused of having committed an offence in the territories of such State, such requisition shall (except in so far as relates to the taking of evidence to show that the offence is of a political character or is not an extradition crime) be dealt with in accordance with the procedure prescribed by section 3 for requisitions made by the Government of any Foreign State as if it were a requisition made by any such Government under that section :

Provided that, if there is a Political Agent in or for any such State, the requisition shall be made through such Political Agent.

Power to Magistrate to issue warrants of arrest in certain cases.

10. — 1) If it appears to any Magistrate of the first class or any Magistrate empowered by the Local Government in this behalf that a person within the local limits of his jurisdiction is accused or suspected of having committed an offence in any State not being a Foreign State and that such person may lawfully be surrendered to such State, or that a warrant may be issued for his arrest under section 7, the Magistrate may, if he thinks fit, issue a warrant for the arrest of such person on such information or complaint and on such evidence as would, in his opinion, justify the issue of a warrant if the offence had been committed within the local limits of his jurisdiction.

Issue of warrant to be reported forthwith.

2) The Magistrate shall forthwith report the issue of a warrant under this section, if the offence appears or is alleged to have been committed in the territories of a State for which there is a Political Agent, to such Political Agent and in other cases to the Local Government.

Limit of time of detention of person arrested.

3) A person arrested on a warrant issued under this section shall not, without the special sanction of the Local Government, be detained more than two months, unless within such period the Magistrate receives an order made with reference to such person in accordance with the procedure prescribed by section 9, or a warrant for the arrest of such person under section 7.

Bail.

4) In the case of a person arrested or detained under this section, the provisions of the Code of Criminal Procedure for the time being in force relating to bail shall apply in the same manner as if such person were accused of committing in British India the offence with which he is charged.

Surrender of person accused of, or undergoing sentence for, offence in British India.

11. — 1) A person accused of an offence committed in British India, not being the offence for which his surrender is asked, or undergoing sentence under any conviction in British India, shall not be surrendered in compliance with a warrant issued by a Political Agent under section 7 or a requisition made by or on behalf of any State not being a Foreign State under section 9, except on the condition that such person be re-surrendered to the Government of India or the Local Government, as the case may be, on the termination of his trial for the offence for which his surrender has been asked :

Provided that no such condition shall be deemed to prevent or postpone the execution of a sentence of death lawfully passed.

Suspension of sentence on surrender.

2) On the surrender of a person undergoing sentence under a conviction in British India, his sentence shall be deemed to be suspended until the date of his re-surrender, when it shall revive and have effect for the portion thereof which was unexpired at the time of his surrender.

Application of Chapter to convicted persons.

12. — The provisions of this Chapter with reference to accused persons shall, with any necessary modifications, apply to the case of a person who, having been convicted of an offence in the territories of any State not being a Foreign State, has escaped into or is in British India before his sentence has expired.

Abetment and attempt.

13. — Every person who is accused or convicted of abetting or attempting to commit any offence shall be deemed, for the purposes of this Chapter, to be accused or convicted of having committed such offence, and shall be liable to be arrested and surrendered accordingly.

Lawfulness of custody and re-taking under warrant issued under Chapter.

14. — It shall be lawful for any person to whom a warrant is directed in pursuance of the provisions of this Chapter, to receive, hold in custody and convey the person mentioned in the warrant, to the place named in the warrant, and if such person escapes out of any custody to

which he may be delivered in pursuance of such warrant, he may be re-taken as a person accused of an offence against the law of British India may be re-taken upon an escape.

Power of Government to stay proceedings and discharge persons in custody.

15. — The Government of India or the Local Government may, by order, stay any proceedings taken under this Chapter, and may direct any warrant issued under this Chapter to be cancelled, and the person for whose arrest such warrant has been issued to be discharged.

Application of Chapter to offences committed before its commencement.

16. — The provisions of this Chapter shall apply to an offence or to an extradition offence, as the case may be, committed before the passing of this Act, and to an offence in respect of which a Court of British India has concurrent jurisdiction.

Receipt in evidence of exhibits, depositions and other documents.

17. — 1) In any proceedings under this Chapter, exhibits and depositions (whether received or taken in the presence of the person against whom they are used or not) and copies thereof, and official certificates of facts and judicial documents stating facts, may, if duly authenticated, be received as evidence.

Authentication of the same.

2) Warrants, depositions or statements on oath which purport to have been issued, received or taken by any Court of Justice outside British India, or copies thereof, and certificates of, or judicial documents stating the fact of, conviction before any such Court, shall be deemed duly authenticated.

- a) If the warrant purports to be signed by a Judge, Magistrate or officer of the State where the same was issued or acting in or for such State :
- b) If the depositions or statements or copies thereof purport to be certified, under the hand of a Judge, Magistrate or officer of the State where the same were taken, or acting in or for such State, to be the original depositions or statements or to be true copies thereof, as the case may require :
- c) If the certificate of, or judicial document stating the fact of, a conviction purports to be certified by a Judge, Magistrate or officer of the State where the conviction took place or acting in or for such State :
- d) If the warrants, depositions, statements, copies, certificates and judicial documents, as the case may be, are authenticated by the oath of some witness or by the official seal of a minister of the State where the same were respectively issued, taken or given.

Definition of « warrant »

- 3) For the purposes of this section, « warrant » includes any judicia

document authorizing the arrest of any person accused or convicted of an offence.

Chapter not to derogate from treaties.

18. — Nothing in this Chapter shall derogate from the provisions of any treaty for the extradition of offenders, and the procedure provided by any such treaty shall be followed in any case to which it applies, and the provisions of this Act shall be modified accordingly.

CHAPTER IV ⁽¹⁾

RENDITION OF FUGITIVE OFFENDERS IN HIS MAJESTY'S DOMINIONS.

Application of Fugitive Offenders Act. 1881.

19. — For the purpose of applying and carrying into effect in British India the provisions of the Fugitive Offenders Act. 1881, the following provisions are hereby made:

- a) The powers conferred on « Governors » of British possessions may be exercised by any Local Government:
- b) The powers conferred on a « Superior Court » may be exercised by any Judge of a High Court :
- c) The powers conferred on a « Magistrate » may be exercised by any « Magistrate » of the first class or by any Magistrate empowered by the Local Government in that behalf : and
- d) The offences committed in British India to which the Act applies, are piracy, treason and any offence punishable under the Indian Penal Code with rigorous imprisonment for a term of twelve months or more or with any greater punishment.

CHAPTER V

OFFENCES COMMITTED AT SEA.

Requisition for surrender in case of offence committed at sea.

20. — Where the Government of any State outside India makes a requisition for the surrender of a person accused of an offence committed on board any vessel on the high seas which comes into any port of British India, the Local Government and any Magistrate having jurisdiction in such port and authorized by the Local Government in this behalf may exercise the powers conferred by this Act.

(1) V^o *Archives Diplomatiques*, 1904 : Order in Council directing that chapter IV, of « The Indian Extradition Act, 1903 », shall be recognised and have effect throughout His Majesty's Dominions and on the High Seas, as if it were part of the Fugitive Offenders Act, 1881 (Statutory Rules and Orders, 1904, n^o 318).

CHAPTER VI

EXECUTION OF COMMISSIONS ISSUED BY CRIMINAL COURTS OUTSIDE BRITISH INDIA.

Execution of commissions issued by Criminal Courts outside British India.

21. — The testimony of any witness may be obtained in relation to any criminal matter pending in any Court or tribunal in any country or place outside British India in like manner as it may be obtained in any civil matter under the provisions of the Code of Civil Procedure for the time being in force with respect to commissions, and the provisions of that Code relating thereto shall be construed as if the term « suit » included a criminal proceeding :

Provided that this section shall not apply when the evidence is required for a Court or tribunal in any State outside India other than a British Court and the offence is of a political character.

CHAPTER VII

SUPPLEMENTAL

Power to make rules.

22. — 1) The Governor General in Council may make rules to carry out the purposes of this Act.

2) In particular and without prejudice to the generality of the foregoing power, such rules may provide for

- a) The removal of prisoners accused or in custody under this Act, and their control and maintenance until such time as they are handed over to the persons named in the warrant as entitled to receive them ;
- b) The seizure and disposition of any property which is the subject of, or required for proof of, any alleged offence to which this Act applies ;
- c) The pursuit and arrest in British India, by officers of the Government or other persons authorized in this behalf, of persons accused of offences committed elsewhere ; and
- d) The procedure and practice to be observed in extradition proceedings.

3) Rules made under this section shall be published in the Gazette of India and shall thereupon have effect as if enacted by this Act.

Detention of persons arrested under section 54, clause seventhly, Act. V, 1898.

23. — Notwithstanding anything in the Code of Criminal Procedure, 1898 ⁽¹⁾, any person arrested without an order from a Magistrate and

(1) Voir maintenant l'édition révisée du code, tel qu'il était en vigueur au 1^{er} avril 1903.

without a warrant, in pursuance of the provisions of section 54, clause *seventhly*, of the said Code, may, under the orders of a Magistrate within the local limits of whose jurisdiction such arrest was made, be detained in the same manner and subject to the same restrictions as a person arrested on a warrant issued by such Magistrate under section 10.

Repeals.

24. — The Acts mentioned in the second schedule are repealed to the extent specified in the fourth column thereof.

THE FIRST SCHEDULE

EXTRADITION OFFENCES

Voir section 3, clause (b), et chapitre III (Surrender of Fugitive Criminals in case of States other than Foreign States).

(Les sections citées sont les sections du Indian Penal Code).

Frauds upon creditors (section 206).

Resistance to arrest (section 224).

Offences relating to coin and stamps (sections 230 to 263 A).

Culpable homicide (sections 299 to 304).

Attempt to murder (section 307).

Thagi (sections 310, 311).

Causing miscarriage, and abandonment of child (sections 312 to 317).

Causing hurt (sections 323 to 333).

Wrongful confinement (sections 347, 348).

Kidnapping and slavery (sections 360 to 373).

Rape and unnatural offences (sections 375 to 377).

Theft, extortion, robbery, etc. (sections 378 to 414).

Cheating (sections 415 to 420).

Fraudulent deeds, etc. (sections 421 to 424).

Mischief (sections 425 to 440).

Lurking house-trespass (sections 443, 446).

Forgery, using forged documents, etc. (sections 463 to 477 A).

Desertion from any body of Imperial Service Troops.

Piracy by law of nations.

Sinking or destroying a vessel at sea or attempting or conspiring to do so.

Assault on board a ship on the high seas with intent to destroy life or to do grievous bodily harm.

Revolt or conspiracy to revolt by two or more persons on board a ship on the high seas against the authority of the master.

Any offence against any section of the Indian Penal Code or against any other law which may, from time to time, be specified by the Governor General in Council by notification in the *Gazette of India* either generally for all States or specially for any one or more States.

THE SECOND SCHEDULE

ENACTMENTS REPEALED.

(Voir section 24).

Year	No.	Short title	Extent of repeal
1879	XXI	The Foreign Jurisdiction and Extradition Act. 1879.	So much as is unrepealed.
1895	IX	The Extradition (India) Act. 1895.	The whole Act.
1896	V	The Foreign Jurisdiction and Extradition Act. 1879. Amendement Act. 1896.	The whole Act.

NATURALISATION DES ÉTRANGERS AU TRANSVAAL ET DANS LA COLONIE DU FLEUVE ORANGE

I

ALIENS NATURALIZATION : TRANSVAAL AND ORANGE RIVER COLONY (1)

I.

No. 46 of 1902.

ORDINANCE TO PROVIDE FOR THE NATURALIZATION OF ALIENS.

WHEREAS it is desirable to provide for the naturalization within this Colony of aliens residing therein :

Preamble.

Be it enacted by the Lieutenant-Governor of the Transvaal with the advice and consent of the Legislative Council thereof as follows : —

Naturalization of aliens.

1. — 1) An alien who has been in the service of the Crown or has resided in the Transvaal for a term of not less than five years within

TRADUCTION DE M. R. SCHWARTZ, DOCTEUR EN DROIT, AVOCAT A LA COUR
D'APPEL DE PARIS.

Considérant qu'il est désirable de régler les conditions de naturalisation des étrangers résidant dans la Colonie.

Le Lieutenant-Gouverneur du Transvaal sur l'avis et avec l'assentiment du Conseil législatif décrète :

Naturalisation des étrangers.

Article 1. — 1) Tout étranger, ayant été au service de la Couronne ou ayant résidé au Transvaal antérieurement à la demande ci-dessus mention-

(1) A Copy of Ordinances containing Rules and Regulations respecting the Naturalization of Aliens in the Transvaal and Orange River Colony. Return to an Address of the Hon. the House of Commons datet 20 May 1902. *Colonial Office*, June 1903.

such limited time before making the application hereinafter mentioned as may be allowed by the Lieutenant-Governor either by general order or on any special occasion and who intends when naturalized to reside or to serve under the Crown in the Transvaal may apply for a certificate of naturalization in the form prescribed in the First Schedule hereto.

2) The applicant shall produce, in support of his application, a certificate signed by some resident magistrate, assistant resident magistrate, or justice of the peace, to the effect that the applicant is known to the person so signing, and that to the best of such person's belief and knowledge the applicant is a person of good repute; and shall give such further evidence of the completion by him of the said term of service or of residence and of his intention to reside or to serve under the Crown in the Transvaal as the Lieutenant-Governor may require; and shall furnish proof that notice of his intention to apply for a certificate of naturalization has been published in two issues of the "Gazette".

3) The Lieutenant-Governor, if satisfied with the evidence adduced, shall take the applicant's case into consideration, and may with or without assigning any reason grant or withhold a certificate as he thinks most conducive to the public good and no appeal shall lie from his decision.

4) No such certificate shall have any effect until the applicant has made and subscribed to the declaration of allegiance in the form prescribed in the Second Schedule hereto.

née, pendant une période de temps qui sans pouvoir être inférieure à cinq ans sera déterminée par le Lieutenant-Général, soit par un décret général, soit par un décret spécial, à chaque affaire, ou ayant l'intention après sa naturalisation de résider ou de servir sous les ordres de la Couronne au Transwaal, pourra demander un certificat de naturalisation dans la forme prescrite ci-dessous par la première Cédule.

2) L'étranger qui postule pour la naturalisation devra produire à l'appui de sa demande un certificat signé par quelque magistrat résident [*resident magistrate*] ou par un magistrat suppléant ou par un juge de paix attestant que le postulant est bien le signataire de la demande et qu'à sa connaissance et selon lui celui-ci est une personne de bonne réputation. L'étranger devra donner de l'accomplissement du service qu'il invoque ou de la résidence et de son intention de résider ou de servir la Couronne au Transwaal telle preuve nouvelle que le Lieutenant-Gouverneur exigera. L'étranger devra prouver que la notice constatant son intention de se faire naturaliser a été publiée par deux fois dans la *Gazette*.

3) Si le Lieutenant-Gouverneur trouve suffisante l'attestation produite, il devra examiner la demande de l'étranger et accorder ou refuser le certificat en donnant ou en ne donnant pas de motifs. Le Lieutenant-Gouverneur agira au mieux de l'intérêt public. Sa décision sera sans appel.

4) Aucun certificat de naturalisation ne produira d'effet jusqu'à ce que le postulant ait fait et signé la déclaration d'allégeance dans la forme prescrite par la deuxième cédule ci-dessous.

Certificate issued after declaration of allegiance.

2. If the Lieutenant-Governor thinks fit to grant such certificate of naturalization he shall direct the applicant to make and subscribe the declaration of allegiance in the form prescribed in the Second Schedule hereto before some resident magistrate or justice of the peace ; and upon the certificate of such resident magistrate or justice of the peace that the applicant has made and subscribed before him the said declaration he shall cause to be issued to the applicant a certificate of naturalization in the form prescribed by the Lieutenant-Governor.

Rights and duties conferred and imposed by naturalization.

3. Every person to whom a certificate of naturalization under this Ordinance is granted shall except as otherwise provided by law be entitled to all rights powers and privileges and be subject to all obligations to which a natural born British subject is entitled or subject in this Colony.

Nationality of married women and of minors.

4. — 1) Every married woman shall in this Colony be deemed to be a subject of the State of which her husband is for the time being a subject.

2) Where the father or the mother (being a widow) shall be or become naturalized under this Ordinance any child of such father or mother

Certificat délivré après le serment d'allégeance.

Article 2. — Si le Lieutenant-Gouverneur croit devoir accorder le certificat de naturalisation, il exigera du postulant de faire et de signer la déclaration d'allégeance selon la formule de la deuxième cédule ci-dessous, devant un magistrat résident [resident magistrate] ou un juge de paix. Sur le vu du certificat de ce magistrat résident ou de ce juge de paix qui atteste que le postulant a fait et signé devant lui la dite déclaration, il sera remis à l'étranger un certificat de naturalisation dans la forme prescrite par le Lieutenant-Gouverneur.

Des droits et des devoirs conférés et imposés par la naturalisation.

Article 3. — Toute personne naturalisée sous l'empire de cette ordonnance, jouira à moins qu'il n'en soit autrement décidé par une loi, de tous les droits, pouvoirs et privilèges et subira toutes les obligations des sujets anglais de naissance dans cette colonie.

De la nationalité des femmes mariées et des mineurs.

Article 4. — 1) Les femmes mariées seront dans cette colonie considérées comme des sujets de l'État auquel appartient le mari pendant le temps qu'il en sera sujet.

2) Quand le père ou la mère [une veuve] sera ou deviendra naturalisée en vertu de cette ordonnance, les enfants de ce père ou de cette mère

who while under age shall be or become resident with such father or mother in this Colony shall be deemed and taken to be naturalized under this Ordinance.

Half-yearly returns of persons naturalized to be published.

5. A return of all persons to whom certificates of naturalisation shall have been granted under this Ordinance during the preceding half-year shall be published in the "Gazette" in the months of January and July and such return shall show in respect of each person : —

- 1) Name in full.
- 2) Birthplace.
- 3) Nationality prior to grant of certificate.
- 4) Occupation.
- 5) Period of service under the Crown or of residence in the Transvaal.
- 6) Date of issue of certificate.

False statement on application for naturalization equivalent to perjury

6. If any person shall knowingly make any false statement in any application made under this Ordinance for the purpose of obtaining a certificate of naturalization he shall upon conviction incur the same penalties as are by law provided against persons convicted of perjury and in case a certificate of naturalization shall have been granted such

qui pendant leur minorité résideraient ou viendraient à résider avec leur père ou leur mère dans cette colonie seraient regardés et considérés comme naturalisés de par cette ordonnance.

Publication de rapports semestriels sur les naturalisations.

Article 5. — On publiera dans la *Gazette* la liste des personnes auxquelles on aura accordé des certificats de naturalisation dans le précédent semestre. Cette publication sera faite en janvier et en juillet elle mentionnera pour chaque personne :

- 1) Son nom en entier.
- 2) Son lieu de naissance.
- 3) Sa nationalité au moment de la naturalisation.
- 4) Sa profession.
- 5) Sa période de service à la Couronne ou de résidence au Transvaal.
- 6) La date de la délivrance du certificat de naturalisation.

La fausse déclaration dans la demande de naturalisation équivaut à un parjure.

Article 6. — Si quelqu'un faisait sciemment une fausse déclaration dans la demande de naturalisation faite sous l'empire de cette ordonnance il serait après jugement passible des mêmes pénalités que pour un parjure. Au cas où un certificat de naturalisation aurait été accordé il

certificate may be revoked by notice in the "Gazette" and from the date of such notice shall be deemed to be void.

Fees payable on naturalization.

7. Every person obtaining a certificate of naturalization under this Ordinance shall pay for the same a fee of one pound to be denoted by revenue stamps to be affixed to such certificate and cancelled by the officer issuing it.

Register of naturalized persons to be kept open to inspection.

8. The Colonial Secretary shall cause a register to be made and kept of all certificates of naturalization granted under this Ordinance and shall upon the application in writing of any person and upon payment of a fee of five shillings to be denoted by revenue stamps affixed to the application and cancelled by the officer receiving it permit a search to be made for the name of any person upon or supposed to be upon the register.

Certificate of registration.

9. A certificate under the hand of the Colonial Secretary attesting the fact of the issue of a certificate of naturalization to any person whose name appears upon the said register shall be issued upon payment of a fee of five shillings to be denoted by revenue stamps affixed to the certificate and cancelled by the officer issuing it. Every such certificate shall be received as evidence of the facts therein stated.

serait annulé par une notice insérée dans la *Gazette* et considéré comme nul à dater du jour de cette insertion.

Des droits payables pour la naturalisation.

Article 7. — Chaque personne qui obtiendra un certificat de naturalisation devra payer un droit de une livre. Le jugement sera constaté par l'apposition de timbres sur le revenu et leur estampillage par l'officier qui délivrera ledit certificat.

Un registre des personnes naturalisées doit être tenu à la disposition du public.

Article 8. — Le Secrétaire colonial doit faire en sorte qu'un registre soit tenu et qu'on y inscrive tous les certificats de naturalisations accordés en vertu de cette ordonnance. Après demande faite par écrit et après le paiement d'un droit de 5 schillings constaté par l'apposition de timbres sur le revenu et leur estampillage par l'officier qui reçoit la demande, il sera loisible à tout chacun de faire des recherches pour reconnaître si telle personne se trouve sur le registre ou est censée y être.

Certificat d'enregistrement.

Article 9. — Un certificat de la main du Secrétaire colonial, constatant qu'il a été délivré un certificat de naturalisation aux personnes dont le nom se trouve sur le dit registre, pourra être délivré après paiement d'un droit de 5 schillings constaté par l'apposition de timbres sur le revenu et leur estampillage par l'officier qui aura émis le dit certificat. Chaque certificat fera preuve des faits qui y sont énoncés.

Certificate admissible in evidence.

10. Every certificate granted under this Ordinance shall be admissible in evidence without proof of the signature or seal attesting the same and shall be *prima facie* evidence of the person named therein being duly naturalized and of the signature or seal attesting the same and of the official character of the persons appearing to have signed the same.

Title.

11. The Ordinance may be cited as the Naturalization of Aliens Ordinance, 1902.

Passed in Council this tenth day of December One thousand Nine hundred and Two.

CECIL E. HAWES,
Acting Clerk of the Council.

Authenticated under my Hand and Seal :—

ARTHUR LAWLEY,
Lieutenant-Governor.

Pretoria 17 th December, 1902.

Assented to :—

MILNER,
Governor.

Johannesburg, 18th December, 1902.

Le certificat fait foi en justice.

Article 10. — Chaque certificat délivré sous l'empire de cette ordonnance fera foi en justice sans qu'il y ait à faire la preuve de la signature ou du sceau qui le légalise et fera foi *prima facie* de ce que la personne y dénommée est bien naturalisée et de l'authenticité de la signature ou du sceau qui le légalise et du caractère officiel des personnes qui semblent l'avoir signé.

Titre.

Article 11. — Cette ordonnance sera dénommée Ordonnance de 1902 sur les étrangers.

Fait en Conseil le 10 décembre 1902.

CECIL HAWES et ARTHUR LAWLEY.

Pretoria, 17 décembre 1902.

Approuvé :

MILNER, Gouverneur.

Johannesburg, 18 décembre 1902.

Suivent deux cédules: 1^o formule de demande d'un certificat de naturalisation, 2^o Déclaration d'allégeance.

FIRST SCHEDULE.

FORM OF APPLICATION FOR CERTIFICATE OF NATURALIZATION.

To the Colonial Secretary of the Transvaal.

I, A.B., do hereby apply for a certificate of naturalization in the Transvaal and I declare that the following statements are true and correct in every particular :—

1. Name of applicant in full, and whether single or married.
2. Names and ages of children.
3. Present nationality and whether acquired by birth or naturalization
4. Names and nationality of parents
5. Birthplace (state fully the name of the place and the country in which the place is situated)
6. Age next birthday
7. Occupation
8. Place of residence in the Transvaal
9. Length of time during which applicant has been in the service of the Crown or has resided in the Transvaal
10. Does the applicant intend if naturalized to reside in the Transvaal?

Declared at this day of 19
(Signature of applicant.)

Before me,
(R. M. or J. P.)

SECOND SCHEDULE.

DECLARATION OF ALLEGIANCE.

I, A. B., of do sincerely promise that I will
be faithful and bear true allegiance to His Majesty, King Edward VII.,
His heirs and successors according to law.

Declared at this day of 19 .
Before me, (R.M. or J.P.) (Signature of declarant.)

II

GOVERNMENT NOTICE No. 170 of 1903.

NATURALIZATION. — NECESSARY QUALIFICATION.

WHEREAS it is provided by subsection 1 of section 1 of Ordinance No. 46 of 1902 (The Naturalization of Aliens Ordinance), that an alien who has been in the service of the Crown or who has resided in the Transvaal for a term of not less than five years within such limited time as may be allowed by the Lieutenant-Governor, may apply for naturalization.

It is hereby notified that the limited time above referred to has been fixed by His Excellency at ten years.

W. H. MOOR,
Assistant Colonial Secretary.

Colonial Secretary's Office,
Pretoria, 25th February, 1903.

II

NOTICE DU GOUVERNEMENT N° 170 DE 1903.

NATURALISATION. — CONDITION NÉCESSAIRE.

Considérant qu'il est déterminé par le paragraphe premier de l'article 1 de l'ordonnance n° 46 de 1902. (Ordonnance sur la naturalisation des étrangers) qu'un étranger qui a été au service de la Couronne ou a résidé au Transvaal au moins cinq ans et pendant le laps de temps exigé par le lieutenant-gouverneur, peut demander sa naturalisation.

Il est notifié par la présente que ce temps de service ou de résidence a été fixé à dix ans.

W. H. MOOR.
Secrétaire Colonial Adjoint.

Office du Secrétariat Colonial
Pretoria, 25 février 1903.

III

No. 1 of 1903.

ORDINANCE TO PROVIDE FOR THE NATURALIZATION OF ALIENS.

Preamble.

WHEREAS it is desirable to provide for the naturalization within this Colony of aliens residing therein :

Be it enacted by the Lieutenant-Governor of the Orange River Colony with the advice and consent of the Legislative Council thereof, as follows: —

Naturalization of aliens.

1. — 1) An alien who has been in the service of the Crown or has resided in the Orange River Colony for a term not less than five years within such limited time before making the application hereinafter mentioned as may be allowed by the Lieutenant-Governor either by general order or on any special occasion and who intends when naturalized to reside or to serve under the Crown in the Orange River Colony may apply for a certificate of naturalization in the form prescribed in the First Schedule hereto.

2) The applicant shall produce in support of his application a certificate signed by some resident magistrate assistant resident magistrate or justice of the peace to the effect that the applicant is known to the person so signing and that to the best of such person's belief and knowledge the applicant is a person of good repute; and shall give such further evidence of the completion by him of the said term of service or of residence and of his intention to reside or to serve under the Crown in the Orange River Colony as the Lieutenant-Governor may require; and shall furnish proof that notice of his intention to apply for a certificate of naturalization has been published in two issues of the « Gazette ».

III

N° 1 DE 1903.

ORDONNANCE POUR RÉGLER LA NATURALISATION DES ÉTRANGERS DANS LA COLONIE DU FLEUVE ORANGE.

[Suit le texte d'une ordonnance et de deux cédules identiques à l'ordonnance et aux deux cédules de la loi de 1902 sur la naturalisation au Transvaal. Nous nous bornons à reproduire dans la suite le texte anglais. Pour la traduction nous renvoyons à la traduction française de la loi de 1902].

3) The Lieutenant-Governor if satisfied with the evidence adduced shall take the applicant's case into consideration and may with or without assigning any reason grant or withhold the certificate as he thinks most conducive to the public good, and no appeal shall lie from his decision.

4) No such certificate shall have any effect until the applicant has made and subscribed to the declaration of allegiance in the form prescribed in the Second Schedule hereto.

Certificate issued after declaration of allegiance.

2. If the Lieutenant Governor thinks fit to grant such certificate of naturalization he shall direct the applicant to make and subscribe the declaration of allegiance in the form prescribed in the Second Schedule hereto before some resident magistrate or justice of the peace; and upon the certificate of such resident magistrate or justice of the peace that the applicant has made and subscribed before him the said declaration he shall cause to be issued to the applicant a certificate of naturalization in the form prescribed by the Lieutenant-Governor.

Rights and duties conferred and imposed by naturalization.

3. Every person to whom a certificate of naturalization under this Ordinance is granted shall except as otherwise provided by law be entitled to all the rights, powers and privileges and be subject to all obligations to which a natural born British subject is entitled or subject in this Colony.

Nationality of married women and of minors.

4. — 1) Every married woman shall in this Colony be deemed to be a subject of the State of which her husband is for the time being a subject.

2) Where the father or the mother (being a widow) shall be or become naturalized under this Ordinance, any child of such father or mother who while under age shall be or become resident with such father or mother in this Colony shall be deemed and taken to be naturalized under this Ordinance.

Half-yearly returns of persons naturalized to be published.

5. A return of all persons to whom certificates of naturalization shall have been granted under this Ordinance during the preceding half-year shall be published in the « Gazette » in the months of January and July and such return shall show in respect of each person : —

- 1) Name in full.
- 2) Birthplace.
- 3) Nationality prior to grant of certificate.
- 4) Occupation.
- 5) Period of service under the Crown or of residence in the Orange River Colony.
- 6) Date of issue of certificate.

False statement on application for naturalization equivalent to perjury.

6. If any person shall knowingly make any false statement in any application made under this Ordinance for the purpose of obtaining a certificate of naturalization, he shall upon conviction incur the same penalties as are by law provided against persons convicted of perjury; and in case a certificate of naturalization shall have been granted such certificate may be revoked by notice in the « Gazette » and from the date of such notice shall be deemed to be void.

Fees payable on naturalization.

7. Every person obtaining a certificate of naturalization under this Ordinance shall pay for the same a fee of one pound to be denoted by revenue stamps to be affixed to such certificate and cancelled by the officer issuing it.

Register of naturalized persons to be kept open to inspection.

8. The Colonial Secretary shall cause a register to be made and kept of all certificates of naturalization granted under this Ordinance and shall upon the application in writing of any person and upon payment of a fee of five shillings to be denoted by revenue stamps affixed to the application and cancelled by the officer receiving it permit a search to be made for the name of any person upon or supposed to be upon the register.

Certificate of registration.

9. A certificate under the hand of the Colonial Secretary attesting the fact of the issue of a certificate of naturalization to any person whose name appears upon the said register shall be issued upon payment of a fee of five shillings to be denoted by revenue stamps affixed to the certificate and cancelled by the officer issuing it. Every such certificate shall be received as evidence of the facts therein stated.

Certificate admissible in evidence.

10. Every certificate granted under this Ordinance shall be admissible in evidence without proof of the signature or seal attesting the same and shall be *primâ facie* evidence of the person named therein being duly naturalized, and of the signature or seal attesting the same and of the official character of the persons appearing to have signed the same.

Short title.

11. This Ordinance may be cited as the Naturalization of Aliens Ordinance, 1903.

SCHEDULE I.

FORM OF APPLICATION FOR CERTIFICATE OF NATURALIZATION.

To the Colonial Secretary of the Orange River Colony.

I, A. B., do hereby apply for a certificate of naturalization in the Orange River Colony and I declare that the statements hereunder given are true and correct in every particular : —

1. Name of applicant in full and whether single or married
2. Names and ages of children
3. Present nationality and whether acquired by birth or naturalization
4. Names and nationality of parents
5. Birthplace (state fully the name of the place and the country in which the place is situated)
6. Age next birthday
7. Occupation
8. Place of residence in the Orange River Colony
9. Length of time during which applicant has been in the service of the Crown or has resided in the Orange River Colony
10. Does the applicant intend if naturalized to reside in the Orange River Colony ?

Dated at this day of 19
(Signature of applicant.)

Before me,
(R. M. or J. P.)

SCHEDULE II.

DECLARATION OF ALLEGIANCE.

I, A. B., of do sincerely promise that I will be faithful and bear true allegiance to His Majesty, King Edward VII., His heirs and successors according to law.

Declared at this day of 19
(Signature of declarant.)

Before me,
Justice of the Peace,

I hereby certify that this is a full and exact copy of an Ordinance, and of the marginal summary thereof, being No. 1 of 1903, entitled—An Ordinance to provide for the Naturalization of Aliens—passed by the Legislative Council of the Orange River Colony on the twentieth day of January, 1903.

H. GOULD ADAMS,
Lieutenant-Governor.

I hereby assent to this Ordinance this sixteenth day of february, 1903.
MILNER,
Governor.

GRANDE-BRETAGNE

Ordre relatif aux importations de sucre.

(11 AOÛT 1903)

Un ordre en conseil du 11 août 1903 édicte des dispositions relatives aux sucres exportés du Danemark, de la Russie et de la République Argentine, pays qui, d'après le rapport de la commission permanente, instituée par la convention de Bruxelles, accordent des primes à l'exportation du sucre. En conséquence, il est décidé qu'à partir du 1^{er} septembre 1903, l'entrée des sucres provenant du Danemark, de la Russie et de la République Argentine sera interdite dans le Royaume-Uni, sauf en ce qui concerne les mélasses et les produits sucrés. Exception est faite pour les sucres entrant en transit. A cet ordre est annexé le règlement ci-dessous :

Règle I. — Tout sucre autre que les mélasses et les produits sucrés, importé de l'extérieur dans le Royaume-Uni, devra être accompagné des justifications de provenance ci-dessous requises. Tout sucre importé sans être accompagné de ces justifications sera considéré comme importé contrairement aux stipulations de la section 42 du « Customs Consolidation Act 1876 », et, sous réserve des dispositions ci-dessous, sera traité, en conséquence, comme les marchandises énumérées et définies dans le tableau annexé à ladite section.

Règle II. — Les justifications d'origine exigées devront être conforme à celles qui ont été instituées par la commission permanente dans les articles adoptés par elle en vue de l'exécution de la convention, dans la mesure où ces articles sont applicables au Royaume-Uni ; par suite :

Tout sucre (autre que les mélasses et les produits sucrés) devra être accompagné d'un certificat d'origine indiquant :

- a) L'espèce et la quantité de sucre ;
- b) L'espèce, le nombre et les marques des colis ;
- c) Le pays de production, d'origine ou de fabrication et les pays de destination des marchandises ;
- d) Le mode de transport par terre ou par eau.

Règle III. — Ce certificat sera signé et délivré par l'autorité fiscale compétente du pays de production, d'expédition ou de transformation, cette autorité ayant été commise à cet effet par le gouvernement du pays.

Règle IV. — Quand des sucres faisant l'objet d'un certificat ont pour pays d'origine un État qui n'a pas adhéré à la convention de Bruxelles, le certificat doit indiquer, outre les détails ci-dessus requis, que les marchandises proviennent d'un établissement qui ne travaille pas sur des sucres originaires de la Russie, du Danemark ou de la République Argentine. Tout certificat de ce genre doit porter comme garantie de signature et d'origine régulières, le visa du consul ou vice-consul britannique compétent.

Règle V. — Aucun certificat ne sera considéré comme valable après l'expiration des douze mois du calendrier suivant la date à laquelle il a été délivré, ou après l'expiration d'un temps moindre, si l'autorité qui délivre le certificat y a spécifié une durée de validité plus courte.

Règle VI. — Comme il est possible que, dans certaines circonstances,

du sucre parvienne dans le Royaume-Uni avant l'arrivée des certificats d'origine s'y rapportant, et comme il y aurait inconvénient et dépense pour les importateurs si ce sucre était retenu en douane jusqu'à l'arrivée des certificats, les commissaires des douanes auront qualité pour autoriser la livraison de ce sucre, à la condition qu'il n'existe aucune raison de soupçonner que ce sucre provient d'un pays interdit, moyennant le dépôt de la somme ou l'engagement de payer l'amende qu'ils jugeront nécessaires comme garanties de la production régulière, dans un certain délai, du certificat exigé.

(Board of Trade Journal.)

ALLEMAGNE

AVIS

Concernant l'application des conventions conclues entre l'Allemagne et d'autres pays en matière de propriété industrielle.

(DU 18 AVRIL 1903)

Traduction (1).

I

L'Empire d'Allemagne ayant, — conformément aux dispositions de l'article 16 de la Convention internationale du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle, tel qu'il a été complété par l'Acte additionnel de Bruxelles du 14 décembre 1900, — notifié au gouvernement de la Confédération suisse, pour le 1^{er} mai 1903, son accession à l'Union d'États formée sur la base de ladite Convention dans la forme modifiée qui lui a été donnée par l'Acte additionnel de Bruxelles, les effets légaux résultant de cette Convention aux termes de la publication du 9 avril 1903 (Bulletin des lois de l'Empire, p. 147) entreront en vigueur à partir du 1^{er} mai 1903.

Le Bureau des brevets se servira, pour désigner l'Union d'États dont il s'agit, du terme « Internationale Union » (en abréviation : I. U.) ; et pour désigner la Convention modifiée par l'Acte additionnel de Bruxelles, du terme « Unionsvertrag » en abréviation : U.-V.).

Il est recommandé de faire usage de ces désignations dans tous les documents déposés.

II

La Convention d'Union règle les relations entre l'Empire d'Allemagne et les États suivants : la Belgique, la France et la Tunisie, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, les Pays-Bas, la Suisse, la Grande-Bretagne, le Danemark, la Suède et la Norvège, le Japon et les États-Unis d'Amérique.

(1) *Propriété industrielle*, 1903, n° 5.

Sont assimilés, dans les relations dont il s'agit :

- 1° A l'Empire d'Allemagne, ses protectorats : Togo, Cameroun, le Sud-ouest africain allemand, l'Est africain allemand, la Nouvelle-Guinée allemande, les îles Marshall les îles Brown et de la Providence, les îles Samoa, Kiaoutchou, les Carolines, les Mariannes et les îles Palaos ;
- 2° A la Grande-Bretagne, ses colonies : la Nouvelle-Zélande et Queensland ;
- 3° A la France, ses colonies : la Martinique, la Réunion, Guadeloupe et dépendances, Saint-Pierre et Miquelon, la Guyane, le Sénégal et le Soudan, la Guinée française, la Côte d'Ivoire, Dahomey, le Congo français, Mayotte, Nossi-Bé, l'Inde française, la Nouvelle-Calédonie, l'Océanie française, Madagascar et dépendances, Obok et Djibouti, Cochinchine, le Cambodge, l'Annam et le Tonkin ;
- 4° Au Portugal, les Açores et Madère ;
- 5° Aux Pays-Bas, leurs colonies : Surinam, Curaçao et l'Inde néerlandaise ;
- 6° Au Danemark, les îles Féroé.

III

La Convention d'Union ne fait pas règle, pour le moment, en ce qui concerne les relations entre l'Allemagne et la Serbie, les Etats-Unis du Brésil (1) et la République Dominicaine, ces Etats n'ayant pas encore ratifié l'Acte additionnel de Bruxelles.

IV

L'Empire d'Allemagne ne fait pas partie de l'Union restreinte constituée sur la base de l'Arrangement de Madrid du 14 avril 1891 concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce.

V

Les ressortissants des États indiqués sous N. II, ainsi que ceux d'autres États qui possèdent un domicile ou un établissement Industriel ou commercial effectif et sérieux sur le territoire de l'un des États de l'Union, jouissent, en ce qui concerne le dépôt des demandes de brevets d'invention, de modèles d'utilité ou de marques de marchandises effectuées par eux dans un de ses États de l'Union, d'un droit de priorité applicable au dépôt de la même demande de brevet, du même modèle d'utilité ou de la même marque de marchandises, qu'ils pourraient effectuer ultérieurement auprès du Bureau impérial des brevets, si ce dépôt a lieu dans un délai déterminé. Ce délai a la durée suivante :

- a. Si le dépôt effectué à l'étranger portait sur un brevet d'invention, il sera de 12 mois ;
- b. Si le dépôt effectué à l'étranger portait sur un modèle d'utilité, il sera de 4 mois, que le dépôt fait au Bureau des brevets porte sur une demande de brevet ou sur un modèle d'utilité ;

(1) Ceci ne s'applique plus au Brésil, qui a déposé sa ratification le 8 avril dernier.

- c. Si le dépôt effectué à l'étranger portait sur un dessin ou modèle d'ornement ou une marque de marchandises, il sera de 4 mois.

VI

D'après la pratique actuelle du Bureau des brevets, celui qui se réclame des conventions que l'Empire d'Allemagne a conclues le 6 décembre 1891 avec l'Autriche-Hongrie, le 18 janvier 1892 avec l'Italie, le 13 avril 1892 avec la Suisse, et le 21/9 août 1892 avec la Serbie, peut faire valoir ses droits de priorité devant le Bureau des brevets dans toutes les phases de la procédure. Il est à prévoir que toutes les instances compétentes du Bureau des brevets en agiront de même quand on demandera l'application des droits de priorité découlant de la Convention d'Union.

Mais si un intéressé a des raisons de croire qu'au cours de l'examen fait par le Bureau des brevets, on opposera au dépôt de sa demande de brevet ou de sa marque des circonstances qui perdraient toute valeur s'il se réclamait de l'existence d'un droit de priorité, il lui serait avantageux de faire valoir son droit de priorité dès le dépôt de la demande, afin d'accélérer la procédure et d'éviter des recherches inutiles au cours de l'examen portant sur la nouveauté de l'invention ou sur d'autres demandes de brevet analogues, déposées à une date antérieure.

VII

Les services compétents du Bureau des brevets demanderont, dans la règle, à l'intéressé qui voudra faire valoir un droit de priorité basé sur la Convention d'Union, sous réserve de leur libre appréciation des preuves fournies, les documents suivants :

- a. Une copie du dépôt originaire, munie d'une attestation délivrée par l'autorité, prévue à l'article 13 de la Convention ¹, de l'État où a eu lieu le dépôt antérieur, attestation qui devra constater la concordance entre la copie et la demande originaire et indiquer la date du dépôt dont il s'agit.

(1) Ces autorités sont les suivantes :

- Belgique : Service de la propriété industrielle, 3, rue de l'Orangerie, Bruxelles ;
 Danemark : Patentkommission, Holmenskanal 14, Copenhague ; Kontor for Indregistrering af Varemaerker, Copenhague ;
 France : Office national de la Propriété industrielle, rue Saint-Martin, 292 (3^e arrond.). Paris ;
 Grande-Bretagne : Patent Office, 25 Southampton Buildings, Londres, W. C. ;
 Italie : Ufficio speciale della Proprietà industriale, Ministero dell'Agricoltura, dell'Industria e del Commercio, Rome ;
 Japon : Bureau des brevets, Tokio ;
 Pays-Bas : Bureau voor den Industrieelen eigendom, La Haye ;
 Norvège : Kontor for Registrering af Varemaerker, Christiania ;
 Autriche : Bureau I. R. des brevets, Siebensterngasse, 14, Vienne, VII ;
 Portugal : Bureau de l'Industrie au Ministère des travaux publics, Lisbonne ;
 Suède : Kungl. Patent- och Registreringverket, Stockholm ;
 Suisse : Bureau fédéral de la propriété intellectuelle, Berne ;
 Espagne : Negociado de Industria y Registro de la propiedad industrial y comercial, Ministerio de Fomento, Madrid ;
 Tunis : Bureau de la propriété industrielle, Dar el Bey, Tunis ;
 Hongrie : Bureau royal hongrois des brevets, Budapest ;
 Etats-Unis d'Amérique : United States Patent Office, Washington.

Quand il s'agira du dépôt de marques de marchandises, l'attestation de l'autorité étrangère concernant l'existence du droit à la marque, qui doit être produite conformément aux dispositions du § 23 de la loi du 12 mai 1894 pour la protection des marques de marchandises, devra aussi régulièrement indiquer le contenu et la date du dépôt originaire.

b. Si le dépôt originaire ou l'attestation ne sont pas rédigés en langue allemande, une traduction allemande de ces documents, faite par un traducteur public. La signature du traducteur et le fait qu'il est officiellement désigné pour des travaux de cette nature devront être certifiés d'une manière authentique, à moins que ce dernier fait ne soit déjà connu du Bureau des brevets.

Jusqu'à nouvel ordre, on ne demandera pas de traduction dans la règle, — c'est-à-dire à moins que des circonstances spéciales n'exigent une exception, — quand le dépôt originaire sera rédigé en langue anglaise ou française et que l'écriture en sera parfaitement lisible.

VIII

Dans tous les cas où le fait d'un dépôt antérieur dans un autre État de l'Union est sans importance pour la procédure au Bureau des brevets, et cela particulièrement en cas de dépôt de modèles d'utilité, le déposant est libre de déposer une attestation de l'autorité étrangère faisant connaître en termes généraux l'objet du dépôt originaire et indiquant la date de ce dépôt ainsi que le nom du déposant. L'attestation et les autres documents se rapportant au même objet ne seront cependant soumis à aucun examen en pareil cas, mais seront simplement joints au dossier.

IX

Jusqu'à nouvel ordre, et dans le but de simplifier et d'accélérer la procédure, on ne demandera pas, pour les documents mentionnés sous les numéros VII et VIII, la légalisation par un ministre de l'Empire d'Allemagne ou un consul allemand, prévue par la loi du 1^{er} mai 1878 sur la légalisation des documents publics (*Bulletin des lois*, p. 89), et cela alors même que cette exigence n'aurait pas été supprimée par une convention internationale⁽¹⁾. Mais si le service du Bureau des brevets appelé à procéder à l'examen a des doutes sur l'authenticité d'un document, il sera toujours libre d'exiger la légalisation.

X

Les règles établies sous les nos VI à IX sont aussi applicables aux personnes qui font valoir un droit de priorité basé non sur la Convention d'Union, mais sur les conventions spéciales que l'Empire d'Allemagne a conclues le 26 mai 1902 avec la Suisse et le 4 juin 1902 avec l'Italie, lesquelles entreront en vigueur en même temps que la première ; ou sur les conventions spéciales conclues le 6 décembre 1891 avec l'Autriche-Hongrie et le 21/9 août 1892 avec la Serbie, conventions mentionnées sous le

(1) Par exemple, la convention conclue entre l'Empire d'Allemagne et la Monarchie austro-hongroise, *Bull. d. lois*, 1881, p. 4, 1901, p. 323.

n° VI et qui demeureront en vigueur jusqu'à nouvel ordre. Mais, en pareil cas, les documents à présenter lors du dépôt d'une demande de brevet doivent être complétés par un certificat de l'autorité étrangère compétente constatant le fait de la délivrance du brevet faisant l'objet de la demande originaire, et indiquant :

- a. Pour les brevets délivrés en Autriche, en Hongrie ou en Italie, la date de la notification de la décision définitive concernant la délivrance du brevet ;
- b. Pour les brevets délivrés en Suisse, la date à laquelle le brevet a été inscrit dans le registre des brevets.

L'avis du Bureau impérial des brevets du 8 mars 1892 (*Patenblatt*, 1892, p. 149) devient ainsi sans objet.

XI

Quand la division compétente du Bureau des brevets aura reconnu l'existence d'un droit de priorité, les publications officielles prescrites (§§ 23, al. 2 ; 27, al. 1 ; 19, al. 4, de la loi sur les brevets, et § 3, al. 2, de la loi sur les marques de marchandises) recevront l'adjonction suivante :

« Il a été reconnu à l'examen qu'en vertu de la Convention d'Union du 20 mars 1883/14 décembre 1900, —

ou de la convention du 6 décembre 1891 avec l'Autriche-Hongrie,

du 18 janvier 1892/4 juin 1902 avec l'Italie,

du 13 avril 1892/26 mai 1902 avec la Suisse, —

la présente demande jouit d'un droit de priorité basé sur la demande déposée en. le

Cette adjonction doit constater le fait qu'il a été procédé à l'examen relatif à l'existence du droit de priorité, qui était nécessaire pour la procédure au Bureau des brevets, et dans tous les cas où l'examen portant sur l'existence du droit de priorité n'aura pas été nécessaire pour la procédure au bureau des brevets, et dans tous ceux où il s'agira du dépôt de modèles d'utilité, cette adjonction n'aura donc pas lieu. Elle sera insérée dans le rôle des brevets, dans le rôle des marques de marchandises et dans les certificats d'enregistrement de marques de marchandises.

Berlin, le 18 avril 1903.

Le Président du Bureau des brevets,
HAUSS.

ALLEMAGNE

Loi du 6 janvier 1903 modifiant la loi fixant l'impôt sur le sucre

Traduction (1).

Art. 1^{er}. Les deuxième et troisième parties (§§ 65-79 de la loi fixant l'impôt sur le sucre, du 27 mai 1896 (*Bulletin des lois de l'Empire d'Allemagne*, p. 117), sont abrogées.

(1) *Annales du commerce extérieur*.

Art. 2. Les paragraphes 2 et 3 de la dite loi sont modifiés comme il suit :

§ 2, alinéa 1. L'impôt sur le sucre est fixé à 14 marks (17 fr. 50) pour 100 kilogrammes de poids net.

§ 3. L'impôt sur le sucre doit être acquitté au moment où le sucre est soustrait au contrôle de l'autorité fiscale et entre en libre circulation. L'obligation d'acquitter ledit impôt incombe au propriétaire de la fabrique de sucre qui le livre à la libre circulation.

Le sucre sert de garantie pour le montant de l'impôt, sans égard aux droits des tierces personnes. De même tout produit renfermant du sucre sert de garantie dans le cas prévu au paragraphe 6, chiffre 1, pour l'impôt ou la bonification « Wergütung » payée.

Un délai de six mois, pour le paiement de l'impôt sur le sucre, est accordé au propriétaire de la fabrique de sucre, moyennant un cautionnement. Ce cautionnement peut être constitué par le dépôt des titres admis en garantie de biens pupillaires « mündelsicher » au cours du jour, toutefois sans que ces titres puissent être acceptés pour un montant supérieur à leur valeur nominale, ou par des lettres de change ou autres garanties dont la sûreté « Sicherheit » devra être vérifiée par l'autorité fiscale supérieure du pays, soit par une première hypothèque sur la fabrique de sucre, jusqu'à concurrence de la moitié de sa valeur permanente, à fixer par des experts officiels, soit par la mise en gage du sucre se trouvant sur le contrôle de l'autorité fiscale (sous scellés officiels), jusqu'à concurrence des deux tiers de sa valeur marchande.

Art. 3. Au paragraphe 80 de la loi est faite l'addition suivante :

« Le droit d'entrée pour le sucre auquel aucune prime n'a été accordée dans le pays de production est porté, pour la durée de la Convention, conclue à Bruxelles, le 5 mars 1902, entre l'empire et un certain nombre d'États, relativement au régime des sucres, au chiffre (maximum) prévu d'après les stipulations de ladite Convention.

« La provenance du sucre importé devra être établie à l'entrée. »

Art. 4. Le paragraphe 81 de la loi est abrogé.

Art. 5. Dans le cas où le sucre, admis en dépôt avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, sera livré à la libre circulation ou transporté dans une fabrique de sucre après cette date, la prime à l'exportation dont il a bénéficié devra être remboursée.

Art. 6. La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} septembre 1903, en même temps que la Convention conclue à Bruxelles, le 5 mars 1902, entre l'Empire et un certain nombre d'autres États et relative au régime des sucres.

Donné à Berlin, au Palais, le 6 janvier 1903.

GUILLAUME
(L. S.) Comte de Bülow.

AUTRICHE-HONGRIE

Régime des sucres.

Droits d'importation. — Un décret ministériel du 26 août 1903 modifie, à partir du 1^{er} septembre 1903, les taux des droits sur les sucres importés en Autriche-Hongrie.

Les droits deviennent les suivants :

Numéros du tarif.		Droits par 100 kilog.	
		Florins (1).	Francs.
17	Sucre brut polarisant moins de 98 0/0	2 20	5 50
18	Sucre raffiné et tout sucre polarisant 98 0/0 ou davantage	2 40	6 »
19	Mélasses	6 »	15 »

La taxe de 11 0/0, admise jusqu'à présent d'après les nos 19 et 20 du tarif pour les solutions de sucre en doubles fûts, est admise désormais pour toutes les solutions énumérées dans la classe IV du tarif.

Le sucre brut du n° 17 ne peut entrer qu'après détermination de la polarisation sur un échantillon prélevé administrativement.

En vertu de l'article 4 de la Convention de Bruxelles, des droits spéciaux additionnels seront perçus sur toutes les sortes de sucre de canne ou de betterave provenant de pays qui accordent des primes.

Certificats d'origine. — Tous les sucres étrangers importés en Autriche-Hongrie pour la consommation, le raffinage ou la fabrication, doivent être accompagnés de certificats d'origine.

Tout sucre auquel ne sera pas joint un certificat d'origine sera passible, outre le droit de douane ordinaire, d'une taxe spéciale à percevoir aux taux le plus élevé en vigueur à l'époque considérée.

Le sucre bénéficiant de primes et entrant en transit, ne sera admis que sous surveillance douanière, que le transit soit direct ou qu'il ait lieu par rechargement ou par dépôt dans un entrepôt de douane.

Tout autre sucre en transit sera admis aux mêmes conditions sans certificat d'origine.

Les certificats d'origine doivent être délivrés par les autorités financières spécialement désignées à cette fin par le gouvernement du pays dont le sucre est exporté.

Les certificats délivrés par des pays adhérant à la Convention de Bruxelles n'ont pas besoin de visa consulaire.

Les certificats d'origine doivent être délivrés au plus tard le jour où le sucre est expédié du pays d'origine.

Ils cessent d'être valables si, au cours du transit, il arrive que le sucre doive être rechargé (*reloaded*) dans un pays accordant des primes, même si ce chargement est nécessité par un cas de *force majeure*. Par exception à cette règle, le rechargement dans un pays accordant des primes peut être permis si le sucre provient d'un pays adhérant à la Convention de Bruxelles, et si le rechargement a lieu sous la surveillance des douanes.

(1) Le florin a été converti sur la base de 2 fr. 50.

Les certificats d'origine doivent indiquer :

- a) La qualité et la quantité de sucre ;
- b) Le nombre et la nature des colis ;
- c) L'origine et la destination du sucre ;
- d) Le mode de transport (chemin de fer, mer, etc.) ;
- e) La durée de validité du certificat (durée maxima un an, non compris les périodes de séjour dans les entrepôts de douane).

Les certificats relatifs à du sucre produit dans des pays qui n'adhèrent pas à la Convention de Bruxelles doivent indiquer, en outre, si l'expédition vient d'un établissement qui ne raffine pas le sucre.

(*Board of Trade Journal*). (V^o *Mon. off. du Commerce*, 12 nov. 1903).

BELGIQUE.

Loi approuvant la Convention relative au régime des sucres conclue à Bruxelles le 5 mars 1902 ⁽¹⁾.

(23 MAI 1902) ⁽²⁾,

BELGIQUE.

Loi relative à la fabrication et à l'importation des sucres ⁽³⁾

(21 AOÛT 1903) ⁽⁴⁾.

LÉOPOLD II, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

(1) Session de 1901-1902.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Documents parlementaires. — Exposé des motifs et texte du projet de loi. Séance du 21 mars 1902, p. 507-513. — Rapport. Séance du 23 avril 1902, p. 550-554.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 5 mai 1902, p. 1377-1381.

SÉNAT.

Documents parlementaires. — Rapport. Réunion du 7 mai 1902, p. 53.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 9 mai 1902, p. 307-309.

(2) *Moniteur Belge*, 20 et 21 avril 1903.

(3) Session de 1902-1903.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Documents parlementaires. — Exposé des motifs et texte du projet de loi. Séance du 18 juin 1903, n° 169. — Rapport et amendements présentés par la commission. Séance du 15 juillet 1903, n° 209. — Amendement présenté par M. Hambursin. Séance du 17 juillet 1903, n° 218. — Amendements présentés par M. Bethune et amendement présenté par M. Rosseeuw. Séance du 22 juillet 1903, n° 219. — Amendements présentés par M. Hambursin, amendement présenté par M. Segers, amendements présentés par le gouvernement et amendements présentés par M. Beernaert. Séance du 23 juillet 1903, n° 221.

Annales parlementaires. — Discussion. Séances des 22, 23 et 24 juillet 1903, pp. 2053 à 2055, 2057 à 2065, 2081 à 2094, 2111 à 2115 et 2120 à 2145. — Adoption. Séance du 29 juillet 1903, pp. 2196 et 2197.

SÉNAT

Documents parlementaires. — Projet de loi adopté par la Chambre des représentants, n° 83. — Rapport. Réunions des 31 juillet, 4 et 6 août 1903, n° 100.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 13, 14 et 18 août 1903, pp. 500 à 546.

(4) *Moniteur Belge*, 26 août 1903.

CHAPITRE I^{er}. — IMPORTATION.SECTION I. — *Jus, sucres, sirops et mélasses.* — *Base et quotité des droits d'entrée.*

Art. 1^{er}. Les droits d'entrée sur les jus, sucres, sirops et mélasses sont fixés ainsi qu'il suit :

	Par 100 kilogr.
Jus et sucres bruts de betterave et de canne. fr.	20 »
Sucres raffinés (a)	20 »

(a) Sous cette dénomination, on comprend les sucres raffinés candis, les sucres raffinés en pains, en morceaux et en poudre, les sucres raffinés dits vergeoises, cassonades ou bâtardes, les sucres dits poudres blanches de fabrique, les mélados, les sirops de toute espèce autres que ceux provenant du raffinage du sucre, et les autres produits assimilés aux sucres raffinés par le tarif des douanes.

Sirops et mélasses provenant du raffinage ou de la fabrication du sucre	d'une richesse saccharine totale n'excédant pas 50 p. c. fr.	10
	d'une richesse saccharine totale supérieure à 50 p. c.	15

Art. 2. Indépendamment des droits établis par l'article 1^{er}, il peut être perçu sur les sucres importés de l'étranger une surtaxe, dont le taux sera fixé par le gouvernement, sans pouvoir excéder 5 fr. 50 c. par 100 kilogrammes.

Art. 3. Les droits d'entrée sur les sucres bruts de betterave et de canne sont établis sur le poids net réel. Toutefois, lorsque les sucres bruts de canne sont importés dans les emballages en usage au pays d'origine, le déclarant peut, s'il le désire, demander l'application des tares suivantes qui seront, le cas échéant, révisées par arrêté royal:

Emballages en bois (futailles, caisses, etc.).	13 p. c.
Canastres	8 p. c.
Autres emballages	doubles. 4 p. c.
	simples. 2 p. c.

Art. 4. Les sucres bruts de betterave et de canne et les sucres dits poudres blanches de fabrique, importés de l'étranger, peuvent être dirigés sur les raffineries sous caution pour les droits.

SECTION II. — *Produits préparés au sucre.*
Base et quotité des droits d'entrée.

Art. 5. Les droits d'entrée sur le cacao préparé et les conserves alimentaires au sucre sont fixés ainsi qu'il suit :

		Par 100 kilogr.
Cacao préparé (b).	fr.	30 »
(b) Sous cette dénomination on comprend le cacao broyé ou préparé, le chocolat en tablettes, pastilles, pralines, etc., le racahout, ainsi que toutes les préparations renfermant du cacao, notamment les biscuits fabriqués à l'aide de cacao, les farines additionnées de cacao, etc.		
Conserves alimentaires au sucre (c) }	renfermant 20 p. c. de sucre ou moins . . .	12 »
	renfermant plus de 20 p. c. jusqu'à 50 p. c. de sucre.	20 »
	renfermant plus de 50 p. c. de sucre (d) . . .	30 »

(c) Cette catégorie comprend les biscuits, bonbons, gâteaux, meringues et pâtisseries, non spécialement tarifés ; les fondants ; les bâtons et tablettes de sucre d'orge et de sucre de pomme ; les pastilles et autres sucreries de l'espèce ; les boules de gomme ; les pâtes de guimauve, de jujube et autres pâtes sucrées ; le jus de réglisse additionné de sucre (pâte de réglisse) ; les fruits confits ou conservés, marmelades, gelées, confitures et pâtes de fruits (à l'exception des fruits entiers ou divisés, conservés sans alcool ni sucre ou ne renfermant pas plus de 20 p. c. de sucre, qui suivent le régime des *fruits non spécialement tarifés : frais*) ; les écorces de fruits, légumes, plantes et racines, confits ou conservés au sucre ; les jus de fruits et limonades sucrés renfermant moins de 8 p. c. d'alcool ; les préparations pharmaceutiques sucrées ne renfermant pas de principe toxique ou vénéneux, ainsi que toutes les autres préparations non spécialement tarifées, même non alimentaires, renfermant des matières saccharines.

(d) Indépendamment des produits renfermant plus de 50 p. c. de sucre, les produits suivants rentrent également dans cette classe, quelle que soit leur richesse saccharine, savoir : les dragées, macarons, massépains, nougats, gâteaux et autres préparations contenant des amandes et du sucre ; le miel artificiel (mélange de sucre et de miel ordinaire ou de glucose) ; les colorants (brutocolore, colorine végétale, colorigène et autres produits de l'espèce) destinés à la coloration des bières et des eaux-de-vie.

SECTION III. — *Betteraves.*

Art. 6. Les betteraves sont exemptes de tout droit d'entrée.

CHAPITRE II. — FABRICATION INDIGÈNE.

SECTION I. — *Base et quotité de l'accise. — Exemption. — Surveillance.*

Art. 7. Le droit d'accise sur les sucres fabriqués dans le pays et destinés à la consommation intérieure est établi sur le poids net et fixé ainsi qu'il suit :

a. Sucres bruts ou raffinés de toute espèce provenant de la canne ou de la betterave soit directement, soit par transformation de produits intermédiaires, 20 francs les 100 kilogrammes ;

b. Sirops de raffinage, 10 francs les 100 kilogrammes.

Art. 8, § 1^{er}. Sont exemptées du droit d'accise, les mélasses impropres à la consommation humaine provenant de la fabrication ou du raffinage.

§ 2. Le gouvernement détermine les conditions que ces mélasses doivent réunir pour jouir de l'exemption.

Art. 9. Pour assurer la perception des droits d'accise, les travaux dans les fabriques et les raffineries de sucre sont soumis à la surveillance permanente des agents de l'administration qui constatent, conformément aux dispositions de la présente loi, les quantités de sucre réellement produites.

SECTION II. — *Décharge de l'accise sur les sucres et les sirops destinés à des usages industriels ou à l'alimentation du bétail.*

Art. 10, § 1^{er}. Décharge partielle ou totale des droits d'accise peut être accordée :

a. Pour les sucres employés à la fabrication de conserves de légumes, de confitures, de gelées ou de sirops de fruits, de biscuits, de lait condensé et de farine lactée ;

b. Moyennant dénaturation préalable, pour les sucres ou sirops de raffinage destinés soit à des usages industriels, soit à l'alimentation du bétail.

§ 2. Le Ministre des finances détermine :

1^o Les conditions et formalités auxquelles est subordonné l'octroi de la décharge ;

2^o Les procédés de dénaturation ;

3^o La nature et la proportion des matières destinées à rendre les sucres ou les sirops impropres à la consommation humaine.

§ 3. Le ministre statue sur chaque demande d'autorisation ; les autorisations accordées sont retirées en cas d'abus, sans préjudice des pénalités encourues.

§ 4. Le gouvernement est autorisé à établir une taxe spéciale, au profit de l'Etat, en compensation des frais éventuels de surveillance ou de dénaturation.

SECTION III. — *Établissement des fabriques.*

Déclaration de possession.

Art. 11. Tout possesseur ou locataire d'une fabrique de sucre de betterave est tenu de faire, par écrit, au receveur des accises du ressort, une déclaration de possession conforme aux indications du modèle arrêté par le Ministre des finances.

Art. 12, § 1^{er}. A l'appui de la déclaration de possession, l'intéressé remet au receveur un plan de ses installations, dressé en triple expédition, indiquant les divers locaux et dépendances, leurs issues, leur destination et l'emplacement de tous les vaisseaux et ustensiles, tuyaux, pompes, nochères, monte-jus, etc. Les tuyaux ou nochères, servant respectivement à conduire les jus, les sirops, la vapeur, l'eau, sont teintés au plan en couleurs différentes.

§ 2. Il est délivré au fabricant une ampliation de sa déclaration de possession, après l'approbation du plan par le Ministre des finances.

Entrée de la fabrique, disposition des locaux

Art. 13, § 1^{er}. La porte d'entrée principale du bâtiment de toute fabrique de sucre établie postérieurement à la mise en vigueur de la présente loi, ne peut être située à plus de 100 mètres de la voie publique.

§ 2. Une communication directe doit exister entre la porte d'entrée et les différents locaux de l'usine. Les escaliers servant éventuellement à cette communication doivent être d'un usage facile et munis d'une rampe solide; ils ont au moins 90 centimètres de largeur et leur inclinaison ne peut dépasser 60 degrés.

Art. 14. Le fabricant est tenu de placer une sonnette à l'entrée principale de l'établissement et de faire apposer, au-dessus de chaque issue de l'usine donnant accès à la voie publique, un écriteau portant, en caractères apparents et peints à l'huile, les mots : Fabrique de sucre.

Vaisseaux, ustensiles, tuyaux, pompes, etc.

Art. 15, § 1^{er}. Il est établi dans chaque fabrique au moins deux vaisseaux-mesureurs, destinés à constater le volume du jus produit. Chacun de ces vaisseaux est muni d'un compteur mécanique marquant le nombre des chargements et d'un appareil qui emmagasine à chaque opération une quantité constante de jus destinée au contrôle des densités.

§ 2. Les vaisseaux-mesureurs et leurs annexes sont fournis par le fabricant.

§ 3. Le Ministre des finances arrête le modèle des vaisseaux-mesureurs et de leurs annexes; il en règle le mode d'installation.

Art. 16. Tous les vaisseaux servant à la fabrication occupent une place fixe à l'intérieur de l'usine. Ils ne peuvent être déplacés sans l'autorisation de l'administration.

Art. 17. Les différents vaisseaux et ustensiles sont disposés de telle manière qu'il soit toujours possible de s'en approcher sans aucune entrave pour examiner l'intérieur de ces appareils ainsi que les tubes et tuyaux qui y aboutissent.

Jaugeage et numérotage des vaisseaux et ustensiles.

Art. 18, § 1^{er}. La capacité des vaisseaux-mesureurs est constatée annuellement par empotement avant la reprise des travaux d'extraction du jus, d'après les règles fixées par le Ministre des finances et à l'aide d'instruments et de mesures dont le modèle est arrêté par lui.

§ 2. Le fabricant est invité à être présent à cette opération.

§ 3. Les employés dressent un procès-verbal de jaugeage en trois expéditions, dont une est remise au fabricant; ils y mentionnent, le cas échéant, l'absence de celui-ci ou son refus de signer le procès-verbal.

§ 4. Les employés peuvent, en vertu d'une autorisation d'un fonctionnaire du grade de contrôleur au moins, procéder en tout temps à la contre-vérification de la capacité des vaisseaux mesureurs.

Art. 19. Le fabricant doit, à toute réquisition des employés, représenter les vaisseaux et ustensiles compris dans la déclaration de possession. Ces vaisseaux et ustensiles portent une inscription apparente, en

couleur à l'huile, indiquant leur numéro, leur capacité et leur destination.

Modification aux locaux, vaisseaux et ustensiles.

Art. 20, § 1^{er}. Tous changements ou modifications aux locaux ou à l'outillage de l'usine, tous remplacements ou réparations d'un ou plusieurs vaisseaux ou ustensiles repris à la déclaration de possession, doivent être déclarés, au préalable, au receveur des accises du ressort.

La déclaration est accompagnée, s'il y a lieu d'un plan rectifié, en triple expédition.

§ 2. En attendant que le plan rectifié ait été approuvé par le Ministre des finances, le contrôleur divisionnaire ou son délégué peut autoriser le fabricant à faire immédiatement usage des vaisseaux ou ustensiles nouveaux ou modifiés.

Local spécial pour le turbinage des sucres.

Art. 21. Le turbinage des masses cuites, le dépôt et l'ensachement des sucres provenant du turbinage doivent avoir lieu dans un ou plusieurs locaux spéciaux installés conformément aux prescriptions du Ministre des finances.

SECTION IV. — *Travaux de fabrication.*

Déclaration de travail.

Art. 22, § 1^{er}. Le fabricant remet au receveur des accises du ressort, quinze jours au moins avant le commencement ou la reprise des travaux, une déclaration de travail conforme au modèle arrêté par le Ministre des finances et contenant toutes les indications exigées par ce modèle.

§ 2. Le fabricant ne peut commencer les travaux avant d'avoir reçu une ampliation de sa déclaration, délivrée par le receveur. Il est tenu de représenter cette ampliation à toute réquisition des agents de l'administration.

Art. 23, § 1^{er}. Aucune déclaration n'est admise si elle ne comporte une prise en charge de 200.000 kilogrammes de sucre au moins pour une période de trente jours de travail.

§ 2. Le receveur ne délivre l'ampliation de la déclaration à l'effet d'autoriser les travaux qu'après que les employés ont constaté que la fabrique et les ustensiles se trouvent dans les conditions prescrites par la présente loi.

Art. 24, § 1^{er}. Si le fabricant ne commence pas réellement ses travaux au plus tard dans le courant de la onzième journée après le jour indiqué dans la déclaration de travail, il est tenu de payer, à titre d'impôt, une somme de 15 francs par vingt-quatre heures de retard ; les travaux ne pourront commencer avant ce payement.

§ 2. Si le retard résulte de circonstances de force majeure, le ministre peut accorder la remise totale ou partielle de l'impôt dont il s'agit.

§ 3. A moins de circonstances de force majeure, les travaux ne sont considérés comme réellement commencés, pour l'application du § 1^{er}, que dans le cas où les jus de betterave produits ont été soumis à toutes les opérations de la fabrication, jusques et y compris la cuite des sirops.

Suspension ou cessation des travaux.

Art. 25. Le fabricant qui veut cesser les travaux de diffusion des jus ou de turbinage des sirops, ou les suspendre pendant plus de cinq jours, est tenu d'en informer, trois jours d'avance, le receveur des accises du ressort.

Art. 26, § 1^{er}. Tous les vaisseaux et ustensiles d'une fabrique de sucre en non-activité sont mis sous scellés aux frais de l'administration. Les employés procèdent à cette opération de la manière prescrite par l'article 18, §§ 2 et 3. Ils mentionnent au procès-verbal le nombre de sceaux ou cachets apposés sur chaque vaisseau ou ustensile.

§ 2. Le dépositaire est tenu de reproduire, à toute réquisition, les vaisseaux et ustensiles mis sous scellés.

Turbinage des sirops cristallisés.

Art. 27. Lorsque le fabricant veut soumettre les sirops cristallisés à l'action des turbines, il doit en avertir par écrit le chef de service, la veille de l'opération avant 6 heures du soir.

Art. 28. Les sirops dont l'existence dans les cristallisoirs est constatée dix jours après la fin des travaux d'extraction des jus sont inventoriés et mis sous scellés jusqu'à ce qu'ils passent à la turbine.

Art. 29. Lorsque le fabricant veut procéder au turbinage des sirops placés sous scellés, il doit, si la permanence des employés exerçants a été levée, se conformer aux prescriptions de l'article 22.

Constatation des quantités de sucre produites. — Magasin.

Portatif des employés. — Lettres d'avis aux receveurs.

Art. 30. Le sucre extrait par les turbines est déposé dans les locaux désignés à l'article 21 ; il est ensuite, au moins une fois par jour, mis en sacs d'un poids uniforme et pesé en présence des employés.

Art. 31. Le fabricant ou son délégué inscrit journellement, en toutes lettres et en chiffres, dans un registre dont le modèle est arrêté par le Ministre des finances, le poids par espèce, des sucres obtenus, ainsi que le nombre de sacs ou de colis. Immédiatement après ces inscriptions, le sucre pesé est transporté dans un magasin dont le mode d'installation et de fermeture est réglé par le Ministre des finances.

Art. 32, § 1^{er}. Les employés tiennent un portatif dans lequel ils inscrivent le nombre de colis et les quantités de sucre au fur et à mesure de leur introduction dans le magasin. A l'aide de ce portatif, ils vérifient les inscriptions effectuées par le fabricant dans le registre prescrit par l'article 31.

§ 2. Les employés adressent chaque jour au receveur des accises du ressort une lettre d'avis indiquant la quantité de sucre inscrite au portatif pendant la journée précédente.

A la demande des intéressés, le receveur délivre au vu de la lettre d'avis prévue ci-dessus un récépissé constatant l'entrée des sucres en magasin (quantités, nombre de sacs et éventuellement leurs marques et numéros).

§ 3. A la fin des travaux de fabrication, les agents de la surveillance font le recensement des quantités de sucre en magasin. Il est, en outre,

procédé à cette opération au moins tous les cinq mois, sur l'ordre du contrôleur.

§ 4. Les excédents constatés par le recensement sont pris en charge au compte de magasin prévu à l'article 59, § 1^{er}. Les manquants donnent lieu au paiement des droits au comptant.

Contrôle par le mesurage et la densité des jus. — Prise en charge préalable.

Art. 33, § 1^{er}. Il est tenu dans chaque fabrique un registre, conforme au modèle arrêté par le Ministre des finances, servant à constater, sans interruption ni lacunes, tous les mesurages de jus au fur et à mesure qu'ils ont lieu.

§ 2. Le fabricant ou son délégué y inscrit :

1^o Avant d'ouvrir les robinets d'arrivée du jus, le numéro du mesureur ainsi que la date et l'heure du commencement du chargement ;

2^o Avant de mettre le vaisseau en déchargement, l'heure à laquelle cette opération a lieu. Le fabricant ou son délégué prélève ensuite, au moyen du tube récipient annexé à ce vaisseau, un échantillon de jus dont il détermine la densité ; celle-ci est inscrite par lui au registre en regard du numéro du vaisseau.

§ 3. Les rectifications d'erreurs commises au registre sont nulles, si elles ne sont approuvées par une annotation signée du fabricant ou de son délégué.

Art. 34. Le jus d'épreuve est ramené à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade, en vue de la constatation de la densité, à l'aide d'un appareil de refroidissement agréé par l'administration et propre à abaisser la température jusqu'à 15 degrés en dix minutes au plus.

Le fabricant peut constater la densité du jus dont la température est comprise entre 11 et 23 degrés, sauf à corriger la densité constatée d'après les indications du tableau suivant :

Lorsque la température du jus est supérieure à 15° centigrades.		Lorsque la température du jus est inférieure à 15° centigrades.	
Degré de température.	La densité doit être augmentée de	Degré de température.	La densité doit être diminuée de
16	0.02	14	0.03
17	0.05	13	0.05
18	0.07	12	0.08
19	0.10	11	0.10
20	0.12		
21	0.15		
22	0.17		
23	0.20		

Art. 35. Le fabricant est tenu de fournir, par vaisseau-mesureur, un récipient d'une capacité de cinq litres au moins, destiné à conserver, pendant un laps de temps à fixer par le Ministre des finances, les échantillons de jus ayant servi à la constatation de la densité.

Art. 36. Les agents de l'administration procèdent le plus souvent possible à la vérification des densités mentionnées par le fabricant au registre prescrit par l'article 33. Ils se conforment, à cet effet, aux prescriptions de l'article 34 et inscrivent au dit registre le résultat de leurs vérifications.

Art. 37. La densité et la température des jus produits sont déterminées au moyen d'instruments dont le modèle est arrêté par le Ministre des finances. Ces instruments sont fournis par l'administration aux frais des intéressés.

Art. 38. Le Ministre des finances arrête les dispositions relatives aux opérations du mesurage des jus, aux pertes de jus, aux fausses manœuvres des compteurs, ainsi qu'au nettoyage et à la vérification des vaisseaux-mesureurs et des compteurs.

Art. 39. Les employés calculent la prise en charge préalable à raison de 1,750 grammes par hectolitre de jus à 1 degré de densité, sur la base des constatations les plus élevées inscrites au registre prescrit par l'article 33. Cette prise en charge sert de contrôle aux pesages effectués en présence des agents de l'administration, conformément aux articles 30 à 32.

Prise en charge définitive.

Art. 40, § 1^{er}. Les agents chargés de la surveillance dressent à la fin des travaux de turbinage de la campagne, un relevé conforme au modèle arrêté par le Ministre des finances, dans lequel ils portent le total :

a. Des quantités de sucre mentionnées au portatif ;

b Des prises en charge préalables, calculées comme il est dit à l'article 39.

§ 2. Le produit le plus élevé résultant des inscriptions faites au relevé sert à régler la prise en charge définitive à la fin de la campagne. Il est notifié par les agents au receveur des accises du ressort, qui poursuit éventuellement le recouvrement immédiat des droits afférents aux quantités de sucre dépassant celles mentionnées au portatif.

Extraction du sucre des mélasses par des procédés spéciaux.

Art. 41, § 1^{er}. Les fabricants de sucre sont autorisés, aux conditions à déterminer par le Ministre des finances, à extraire le sucre par des procédés spéciaux (osmose, séparation, etc.), des sirops ou mélasses provenant de leur fabrication.

§ 2. Ils peuvent également, aux conditions à déterminer par le Ministre des finances, traiter par les mêmes procédés des sirops ou mélasses de provenance tierce.

SECTION V. — *Dispositions diverses.*

Procédés et appareils nouveaux.

Art. 42. L'emploi de procédés de fabrication qui ne se concilieraient pas avec le contrôle prescrit par les articles 33 à 39, l'extraction du

sucres des mélasses dans une usine spécialement établie à cet effet, ainsi que la fabrication de sucre au moyen de substances dont l'emploi dans cette fabrication n'est pas encore en usage, sont subordonnés aux conditions déterminées par le Ministre des finances.

Exploitation de fabriques de sucre et d'autres industries
dans le même bâtiment ou enclos.

Art. 43, § 1^{er}. La fabrication de tout produit autre que le sucre est interdite dans la fabrique et ses dépendances.

§ 2. Le gouvernement peut autoriser, aux conditions qu'il déterminera, des dérogations à la disposition du § 1^{er}.

Communications entre les fabriques de sucre et d'autres établissements.

Art. 44, § 1^{er}. Il ne peut exister de tubes, tuyaux, conduits ou communications quelconques entre une fabrique de sucre et un bâtiment qui n'en fait pas partie.

§ 2. Le Ministre des finances peut autoriser aux conditions qu'il déterminera, des dérogations à la disposition du § 1^{er}.

Devoirs des fabricants et droit des agents de l'administration.

Art. 45, § 1^{er}. Pendant la durée des travaux d'extraction des jus ou de turbinage des masses cuites, la fabrique doit être toujours accessible aux agents de l'administration et le fabricant doit y être présent ou représenté par quelqu'un qui soit à même de leur donner les indications nécessaires.

§ 2. En d'autres temps d'activité, le fabricant est tenu de donner aux employés libre accès dans son usine au plus tard deux minutes après qu'ils ont sonné.

Art. 46, § 1^{er}. Le fabricant est tenu de mettre à la disposition des agents de l'administration deux bureaux ayant chacun une superficie de 12 mètres carrés au moins, l'un à proximité de l'atelier de mesurage des jus, l'autre à proximité du local où s'effectue le turbinage des sucres.

§ 2. Ces bureaux, convenablement entretenus, éclairés et chauffés aux frais du fabricant, sont garnis d'une table, de trois chaises et d'une armoire fermant à clef. Les employés ont l'usage exclusif de ces bureaux et en gardent la clef.

§ 3. Indépendamment de ce qui est prévu aux §§ 1^{er} et 2, le Ministre des finances est autorisé à prescrire, le cas échéant, des installations accessoires en vue de faciliter le contrôle et la surveillance.

Art. 47. Une expédition du plan de l'usine, les copies des procès-verbaux de jaugeage, ainsi que les registres et les instruments à l'usage des agents de l'administration sont conservés dans l'armoire des bureaux mentionnés à l'article 46.

Art. 48. Une balance avec la série de poids nécessaire au pesage des sucres doit être établie dans les locaux et à la place désignée par l'administration.

Art. 49, § 1^{er}. Si le directeur des contributions, après avoir entendu le contrôleur et l'autorité communale, reconnaît, par une décision motivée, que les employés chargés de la surveillance permanente de l'usine ne peuvent se procurer à un prix raisonnable dans un rayon de 3 kilomè-

tres au plus de la fabrique, une nourriture et un logement convenables chez des personnes n'ayant aucun intérêt direct ou indirect dans l'usine, la déclaration mentionnée à l'article 22 ne peut sortir ses effets.

§ 2. Si la situation prévue au § 1^{er} se produit pendant la durée des travaux de la campagne, notamment en cas de mutation du personnel de surveillance, les dispositions du dit paragraphe reçoivent également leur application.

§ 3. Il peut être fait appel de la décision du directeur devant la députation permanente du conseil provincial, qui statue dans les dix jours, sauf recours au Roi ; ce recours n'est pas suspensif.

Art. 50. En tout temps, les agents de l'administration ont le droit :

a. De visiter la fabrique et ses dépendances ;

b. De vérifier les liquides et les matières contenus dans tout vaisseau ou appareil quelconque de l'usine et d'en constater la densité, le poids, la température et la richesse ;

c. De procéder au recensement des matières en cours de fabrication, des sucres, sirops et mélasses se trouvant dans l'enclos de la fabrique.

Art. 51. En cas de découverte d'un tuyau ou d'un appareil clandestin, les employés peuvent rechercher, même dans les bâtiments voisins, le vaisseau auquel ce tuyau ou cet appareil aboutit. Si cette recherche n'amène aucun résultat, les dégâts qu'elle aurait occasionnés sont réparés aux frais du trésor.

SECTION VI. — *Raffineries de sucre.*

Établissement des raffineries.

Art. 52. Les articles 7 à 14, 16, 17, 18, §§ 2 et 3, 19, 20, 22, 24 à 26 et 41 à 51 sont applicables aux raffineries de sucre.

Art. 53, § 1^{er}. Les raffineries ne peuvent avoir qu'une seule issue ; celle-ci doit donner directement sur la voie publique.

§ 2. Toute ouverture autre que la porte d'entrée, donnant sur la voie publique, doit être munie d'un treillis fixe, en métal, dont les mailles ne peuvent avoir plus de 3 centimètres de côté et dont les extrémités sont scellées dans le mur. Le treillis peut toutefois être remplacé par un autre mode de fermeture offrant les mêmes garanties et agréé par l'administration.

§ 3. Le Ministre des finances peut autoriser, aux conditions qu'il déterminera, des dérogations à la disposition du § 1^{er}.

Magasin des matières premières.

Art. 54, § 1^{er}. Les raffineurs de sucre ne peuvent introduire dans leur usine, pour les mettre en œuvre, que des sucres bruts ou des sucres dits « poudres blanches de fabrique ».

§ 2. A l'entrée dans la raffinerie, le poids des sucres est vérifié par les agents de l'administration au vu des documents levés à cet effet ; les sucres sont ensuite déposés dans un magasin dont le Ministre règle les conditions d'installation.

Registre de travail.

Art. 55. Le raffineur tient un registre, conforme au modèle arrêté par le Ministre des finances, dans lequel il inscrit, au fur et à mesure des opérations, notamment :

a. La date de l'entrée des sucres dans l'établissement, leur poids ainsi que la date, le numéro et le bureau de délivrance du document se rapportant à ces sucres ;

b. Le local où ils sont déposés ;

c. La date et l'heure de leur mise en raffinage, ainsi que la quantité de sucres mise en œuvre ;

d. Le poids net des sucres raffinés produits :

En candis,

En pains (mélis ou lumps),

En morceaux,

En poudres,

En vergeoises ;

e. La quantité de sirops obtenue.

Magasin spécial des produits fabriqués.

Art. 56, § 1^{er}. Les agents de la permanence vérifient l'espèce et le poids des sucres et des sirops provenant du raffinage ; ces produits sont ensuite déposés respectivement dans un ou plusieurs magasins de produits fabriqués et dans des réservoirs dont le mode d'installation et de fermeture est réglé par le Ministre des finances. Les sucres ne peuvent être enlevés des magasins pour être refondus, sans déclaration préalable et sans nouvelle inscription au registre de travail.

§ 2. Les employés tiennent un portatif et adressent journellement au receveur des accises une lettre d'avis en se conformant aux prescriptions de l'article 32, §§ 1^{er} et 2.

Art. 57, § 1^{er}. Tous les six mois, les agents de l'administration procèdent, sur l'ordre du contrôleur, au recensement des sucres en cours de fabrication et des sucres ou sirops existant dans les magasins ou réservoirs désignés aux articles 54, § 2, et 56.

§ 2. Les excédents constatés par le recensement sont pris en charge, suivant le cas, à l'un des comptes prévus aux articles 60, §§ 1^{er} et 61, § 1^{er}. Les manquants donnent lieu au paiement des droits au comptant.

SECTION VII. — *Fabriques-raffineries.*

Art. 58, § 1^{er}. Les fabricants-raffineurs peuvent mettre en œuvre soit les masses cuites, soit les sucres, produits dans leur établissement, en même temps que des sucres venant d'autres fabriques.

§ 2. Le Ministre des finances détermine les mesures spéciales de surveillance et de contrôle auxquelles sont tenus de se soumettre les industriels qui pratiquent le raffinage direct.

CHAPITRE III. — DESTINATIONS A DONNER AUX SUCRES ET AUX PRODUITS SUCRÉS. — CAUTION.

SECTION I. — *Compte de magasin des fabricants de sucre.* *Prise en charge. — Décharge.*

Art. 59, § 1^{er}. Un compte de magasin est ouvert aux fabricants de sucre.

§ 2. Il est débité des quantités de sucre fabriquées ; les prises en

charge ont lieu en vertu des lettres d'avis dont l'envoi est prescrit par l'article 32, § 2, et, éventuellement, du relevé prescrit par l'article 40.

§ 3. Le compte est déchargé :

1° Quant aux sucres dits « poudres blanches de fabrique », des quantités déclarées :

a. En consommation, avec paiement des droits au comptant ou à terme de crédit ;

b. Sur le compte de magasin d'un fabricant de confitures, gelées, etc., admis au bénéfice de l'article 10, § 1^{er}, litt. a ;

c. Sur le compte de crédit d'un fabricant de produits sucrés ou de sucre interverti admis à exporter ces produits avec décharge de l'accise ;

d. Pour des usages industriels ou pour l'alimentation du bétail ;

e. Pour l'exportation ;

f. Pour le dépôt en entrepôt public ;

g. Sur le compte de magasin d'un raffineur ;

2° Quant aux sucres bruts, des quantités déclarées pour les destinations mentionnées sous les litt. a et d à g du n° 1° ci-dessus.

§ 4. Le compte est également déchargé des quantités de sucre dont la destruction par force majeure, avant la mise en consommation, aura été dûment constatée.

§ 5. Le compte peut être déchargé, en outre, moyennant déclaration préalable, des quantités de sucre destinées à être refondues ou mélangées.

SECTION II. — *Compte de magasin des raffineurs. — Prise en charge. Décharge.*

Art. 60, § 1^{er}. Un compte de magasin est ouvert aux raffineurs pour les matières premières.

§ 2. Il est débité des quantités de sucre provenant :

a. D'importations directes ;

b. D'un entrepôt public ;

c. Du magasin d'un fabricant ;

d. Du magasin d'un autre raffineur.

§ 3. Le compte est déchargé des quantités de sucre mises en œuvre dans la raffinerie ou transférées sur le compte de magasin d'un autre raffineur, ainsi que des sucres déclarés en consommation ou pour l'exportation.

§ 4. Le compte est également déchargé des quantités de sucre dont la destruction par force majeure, avant la mise en consommation, aura été dûment constatée.

SECTION III. — *Compte de magasin spécial des raffineurs. Prise en charge. — Décharge.*

Art. 61, § 1^{er}. Un compte de magasin spécial est ouvert aux raffineurs pour les produits fabriqués.

§ 2. Il est débité des quantités de sucres raffinés et de sirops produites dans l'établissement même ; les prises en charge ont lieu en vertu des lettres d'avis dont l'envoi est prescrit par l'article 56, § 2.

§ 3. Le compte est déchargé, quant aux sucres de la manière indiquée aux §§ 3 et 4 de l'article 59 et, quant aux sirops, de la manière indiquée aux litt. a, d et e du dit § 3 ainsi qu'au § 4.

SECTION IV. — *Compte de magasin des fabricants de confitures, etc.*
Prise en charge. — Décharge.

Art. 62, § 1^{er}. Un compte de magasin est ouvert aux fabricants de confitures, gelées, etc., admis au bénéfice de l'article 10, § 1^{er}, litt. a.

§ 2. Il est débité des quantités de sucre provenant :

a. D'un entrepôt public ;

b. Du magasin d'un fabricant ou du magasin spécial d'un raffineur.

§ 3. Le compte est déchargé :

a. Des quantités de sucre utilisées dans la fabrique ;

b. Par paiement des droits.

SECTION V. — *Compte d'entrepôt public. — Prise en charge. — Décharge.*

Art. 63, § 1^{er}. Le compte d'entrepôt public est débité des quantités de sucres bruts ou raffinés :

a. Provenant des fabriques ou des raffineries ;

b. Importées directement ;

c. Transférées d'un autre entrepôt public ou d'une succursale autorisée par l'administration.

§ 2. Le compte est déchargé.

1^o Quant aux sucres bruts, des quantités déclarées :

a. Sur le magasin d'un raffineur ;

b. Sur un autre entrepôt public ou une succursale autorisée par l'administration ou, par transcription, sur le compte d'un tiers dans le même entrepôt ;

c. Pour le transit ou pour l'exportation ;

d. Pour les usages industriels ou l'alimentation du bétail ;

2^o Quant aux sucres raffinés, y compris les « poudres blanches de fabrique », des quantités déclarées :

a. En consommation, avec paiement des droits au comptant ;

b. Sur le compte de crédit à terme soit d'un fabricant ou d'un raffineur, soit d'un fabricant de produits sucrés autorisé à exporter ceux-ci avec décharge de l'accise ;

c. Sur le compte de magasin d'un fabricant de confitures, de gelées, etc., admis au régime de l'article 10, § 1^{er}, litt. a ;

d. Sur un autre entrepôt public ou une succursale autorisée par l'administration ou, par transcription, sur le compte d'un tiers dans le même entrepôt ;

e. Pour le transit ou pour l'exportation ;

f. Sur le magasin d'un raffineur.

§ 3. Le dépôt en entrepôt public des sucres indigènes, bruts ou raffinés, ne peut avoir lieu par quantités inférieures à 500 kilogrammes.

SECTION VI. — *Exportation des sucres, des sirops et des produits sucrés.*

Art. 64, § 1^{er}. L'exportation des sucres et des sirops s'effectue par les bureaux à désigner par le gouvernement et sous les conditions établies pour les marchandises d'accise en général.

§ 2. Elle ne peut avoir lieu par quantités inférieures à 500 kilogrammes

s'il s'agit de sucre brut ou de sucres dits « poudres blanches de fabrique », et à 100 kilogrammes s'il s'agit de sucres raffinés.

§ 3. Pour être admis à l'exportation, les sucres et les sirops doivent être de qualité marchande et reconnus exempts de tout mélange frauduleux.

§ 4. Les déclarations d'exportation sont libellées d'après le modèle arrêté par le Ministre des finances.

Art. 65. Décharge de la surtaxe visée à l'article 2 peut être accordée, en cas d'exportation, sur les sucres raffinés provenant de sucres bruts étrangers.

Art. 66, § 1^{er}. Décharge partielle ou totale des droits d'accise peut être accordée, en cas d'exportation, sur le sucre incorporé dans les chocolats, pralines, dragées, biscuits ou autres produits sucrés.

§ 2. Le Ministre des finances détermine les conditions et formalités auxquelles est subordonné l'octroi de la décharge. Il statue sur chaque demande d'autorisation ; les autorisations accordées sont retirées en cas d'abus, sans préjudice des pénalités encourues.

Art. 67. Les articles 196 à 199 de la loi générale du 26 août 1822 sont rendus applicables aux fabricants des produits sucrés spécifiés aux articles 10, § 1^{er}, litt. a, et 66, § 1^{er}.

SECTION VII. — *Compte de crédit pour le paiement de l'accise.*
Prise en charge. — Décharge.

Art. 68, § 1^{er}. Il est accordé un crédit de deux mois pour le paiement de l'accise :

- a. Aux fabricants de sucre ;
- b. Aux raffineurs de sucre ;
- c. Aux fabricants admis à exporter des produits sucrés avec décharge de l'accise.

§ 2. Le terme prend cours à partir du dernier jour du mois pendant lequel les documents de prise en charge au compte de crédit ont été délivrés.

Art. 69, § 1^{er}. Le compte est débité des quantités de sucre provenant de l'entrepôt public, ainsi que des quantités de sucres ou de sirops provenant des fabriques ou des raffineries.

§ 2. Les quantités formant chaque prise en charge ne peuvent être inférieures à 500 kilogrammes.

§ 3. Le compte est déchargé par paiement de l'accise à l'échéance. Toutefois, le compte ouvert à un fabricant de produits sucrés peut, en outre, être déchargé par exportation des produits sucrés avec décharge de l'accise sur le sucre y incorporé.

SECTION VIII. — *Documents servant au transport des sucres et des sirops.*

Art. 70, § 1^{er}. Les prises en charge aux différents comptes de magasin, aux comptes d'entrepôt public et aux comptes de crédit, de même que la décharge de ces comptes, ne peuvent avoir lieu qu'en vertu de documents valables délivrés, sur déclaration des intéressés, par le receveur du ressort et consistant, suivant le cas, en passavants-à-caution, acquits d'entrée, quittances d'accise, acquits de transit ou permis d'exporta-

tion. Il est fait exception à l'égard des prises en charge au compte de magasin du fabricant et au compte de magasin spécial du raffineur, lesquelles sont effectuées conformément aux prescriptions des articles 32, 40 et 56 de la présente loi.

§ 2. Au vu des documents spécifiés au § 1^{er}, les sucres et les sirops sont soumis à la vérification des employés aux lieux de départ et de destination. Toutefois, en ce qui concerne les sucres et les sirops déclarés pour la consommation, la vérification des employés se fait exclusivement au moment de l'enlèvement des sucres du magasin.

SECTION IX. — *Caution.*

Art. 71, § 1^{er}. Il est fourni caution pour les droits afférents aux quantités de sucre ou de sirop inscrites :

- a. Au compte de magasin d'un fabricant de sucre ;
- b. Au compte de magasin et au compte de magasin spécial d'un raffineur ;
- c. Au compte de magasin d'un fabricant de confitures, gelées, etc., admis au bénéfice de l'article 18, § 1^{er}, litt. a ;
- d. Au compte de crédit, soit d'un fabricant ou d'un raffineur, soit d'un fabricant de produits sucrés admis au bénéfice de l'article 66, § 1^{er}.

§ 2. Le cautionnement peut garantir à la fois, au même bureau, les prises en charge aux comptes de magasins et au compte de crédit, pourvu que l'acte d'affectation l'énonce expressément.

§ 3. Les magasins mentionnés aux articles 31, 54 et 56 peuvent être cédés ou loués à des tiers qui assument vis-à-vis de l'État toutes les obligations des fabricants ou des raffineurs.

CHAPITRE IV. — *Pénalités.*

Art. 72. Il est encouru une amende de 25 francs :

- 1^o Pour l'absence soit de l'écriteau, soit de la sonnette mentionnés à l'article 14, s'ils ne sont pas placés dans les quarante-huit heures du premier avertissement écrit donné par le receveur des accises du ressort ;
- 2^o Pour l'emploi d'un vaisseau ne portant pas les indications prescrites par l'article 19 ;
- 3^o Pour la non-reproduction de l'ampliation de la déclaration de travail ;
- 4^o Pour le défaut d'avis ou l'avis tardif soit de la suspension, soit de la cessation des travaux.

Art. 73. Il est encouru une amende de 100 francs :

- 1^o Pour l'absence de l'appareil de refroidissement prescrit par l'article 34 ;
- 2^o Pour la non-reproduction d'un des appareils mis sous scellés en exécution de l'article 26.

Art. 74. Il est encouru une amende de 500 francs

- 1^o Pour la non-reproduction ou le déplacement d'un vaisseau ou ustensile ;
- 2^o Pour la non-observation des prescriptions de l'article 20 ;
- 3^o Pour l'altération ou la non-reproduction immédiate des registres prescrits par les articles 31 et 33 :

4° Pour l'altération ou la non-reproduction immédiate du registre dont la tenue est imposée aux raffineurs par l'article 55 ;

5° Pour toute inscription erronée ou irrégulière effectuée aux registres visés aux n^{os} 3 et 4 du présent article ;

6° Pour infraction aux dispositions de l'article 44 concernant la communication entre la fabrique de sucre et d'autres établissements. Dans ce cas, tout travail doit cesser jusqu'à ce que la communication soit supprimée.

Art. 75. Il est encouru une amende de 1,000 francs :

1° Pour toute contravention à l'article 17, sans préjudice des pénalités qui pourraient être encourues pour emploi de vaisseaux clandestins. Le fabricant encourt, de plus, une amende de 200 francs par jour de retard apporté à se conformer aux prescriptions du dit article ;

2° Pour la non-observation de l'une des dispositions de l'article 46.

Art. 76. Il est encouru une amende de 2,500 francs pour toute contravention aux mesures prises en exécution des articles 42 et 43.

Art. 77. Toute soustraction ou tentative de soustraction à l'accise de sucres, de sirops ou de mélasses produits ou à produire, et tout fait de fraude ou tentative de fraude en matière de fabrication de sucre, sont punis d'une amende de 10,000 francs.

Art. 78. Tombent sous l'application de la pénalité fixée par l'article 77, notamment les faits suivants :

1° Tout travail sans déclaration, soit d'extraction, de carbonatation, de saturation, de concentration de jus, de cuisson, de turbinage de sirops ou de raffinage de sucres, soit d'extraction de sucres de mélasses ;

2° Le détournement de jus, de sucres, sirops ou mélasses avant la prise en charge régulière ;

3° Tout enlèvement de sucres, sirops ou mélasses, sans déclaration, de l'usine ou des magasins soit d'un fabricant ou d'un raffineur de sucre, soit d'un fabricant de confitures, de gelées, etc.

4° L'existence clandestine, dans une fabrique ou une raffinerie de sucre ou dans les dépendances de ces usines, de ces tuyaux, cuves, chaudières ou autres vaisseaux quelconques propres soit à la conduite de jus ou de sirops, soit à la préparation ou au raffinage des sucres ou à l'extraction du sucre des mélasses ;

5° Toute infraction aux mesures de sûreté prescrite par le Ministre des finances pour assurer le mesurage et la constatation de la densité des jus ;

6° Tout changement ou tentative de changement à la capacité des vaisseaux-mesureurs ;

7° Toute manœuvre de nature à déranger le fonctionnement régulier du compteur, du tube-récipient annexé au vaisseau-mesureur ou des appareils de pesage des sucres ;

8° Tout bris de scellés, plombs, cadenas ou autres appareils de sûreté apposés, en vertu des prescriptions de la présente loi ou des instructions du Ministre des finances, sur les compteurs, les vaisseaux-mesureurs ou les locaux spéciaux où se trouvent les sucres bruts ou raffinés ;

9° Le refus de laisser pénétrer les employés de l'administration dans l'établissement ou dans les divers locaux ou dépendances de l'usine ;

10° Le refus aux employés, munis d'une autorisation spéciale d'un fonctionnaire du grade de contrôleur au moins, de faire ou de laisser démonter l'un ou l'autre des appareils, tuyaux ou ustensiles dont l'emploi ou la destination ne serait pas justifié ;

11° Le refus de laisser constater soit la quantité des sucres provenant du turbinage ou du raffinage, soit le volume, la température ou la densité des jus contenus dans les vaisseaux-mesureurs ;

12° Tout autre refus d'exercice.

Art. 79. L'amende édictée par l'article 77 est doublée lorsque l'un ou l'autre des faits mentionnés à l'article 78 se passe dans une fabrique clandestine, ou, quant aux usines légalement établies, ailleurs que dans les locaux où se trouvent les vaisseaux mentionnés dans la déclaration de travail. Les contrevenants sont punis, en outre, d'un emprisonnement d'un à deux ans et de la confiscation des ustensiles ainsi que des matières formant l'objet de la fraude.

Art. 80, § 1^{er}. Tout emploi illicite de sirop ou de sucre dénaturés ou destinés à être dénaturés pour des usages industriels ou pour l'alimentation du bétail, ainsi que toute régénération de sirop ou de sucre dénaturés, sont punis d'une amende égale au décuple des droits d'accise afférents aux quantités de sirop ou de sucre employés illicitement ou régénérées ; celles-ci sont, en outre, saisies et confisquées.

§ 2. L'existence de sirop ou de sucre dénaturés dans une fabrique de produits spécifiés aux articles 10, § 1^{er}, litt. a et 66, est punie d'une amende de 1,000 à 5,000 francs.

Art. 81. Est punie d'une amende de 1,000 à 5,000 francs toute contravention :

a. Aux mesures prises soit par le gouvernement, soit par le Ministre des finances, en exécution des prescriptions de la présente loi et non spécialement visées dans les articles qui précèdent ;

b. Aux articles de la loi pour lesquels aucune pénalité n'est spécialement édictée.

Art. 82. Toute soustraction de sucres ou de produits sucrés, lors de l'exportation avec décharge des droits, et punie d'une amende du décuple droit sur le manquant, à charge de l'exportateur.

Art. 83, § 1^{er}. En cas de deuxième infraction constatée dans les trois ans, les peines d'amende et d'emprisonnement édictées par les articles 72 à 82 et 89 sont doublées, alors même que le contrevenant aurait été admis à arrêter par transaction les suites du premier procès-verbal.

§ 2. Si, dans la même période de temps, une troisième infraction est constatée, les peines d'amende et d'emprisonnement sont triplées.

Art. 84. Les fabricants et raffineurs de sucres et les fabricants de produits sucrés spécifiés aux articles 10, § 1^{er}, litt. a, et 66, sont responsables des contraventions commises dans leurs usines.

Art. 85. Les propriétaires ou locataires d'un bâtiment quelconque sont responsables des contraventions qui y sont découvertes, à moins qu'ils ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher ni dénoncer le fait contraventionnel.

Art. 86. En cas de contravention constatée à charge d'un fabricant ou d'un raffineur de sucre du chef de l'un des faits mentionnés à l'article 78, n° 1 à 4, le Ministre des finances peut, s'il le juge nécessaire pour la sûreté du paiement des droits dus ou des amendes encourues, saisir et faire enlever, en vertu d'une ordonnance du président du tribunal, tous les ustensiles et vaisseaux de l'usine.

Art. 87, § 1^{er}. Les personnes dénommées à l'article 231 de la loi générale du 26 août 1822, qui ont corrompu ou tenté de corrompre un employé de l'administration, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un de leurs agents ou d'un tiers, sont passibles, outre les pénalités édictées par l'ar-

ticle 252 du Code pénal, d'une amende de 10,000 francs au profit du trésor.

§ 2. L'amende fixée par le paragraphe précédent est doublée en cas de deuxième infraction constatée dans les trois ans de la date de la rédaction du premier procès-verbal; elle est triplée en cas de troisième infraction constatée dans le même délai. Cette disposition est applicable lors même que le contrevenant aurait été admis à arrêter par transaction les suites du premier ou du second procès-verbal, pour autant que le chiffre de la transaction ne soit pas inférieur à 500 francs.

§ 3. Les dispositions des articles 229 et 231, 1^{er} alinéa, de la loi générale précitée sont applicables, le cas échéant, aux amendes édictées par le présent article.

Art. 88. Les pénalités prévues aux articles 72, 73, n^o 2, 74, n^{os} 1, 2 et 6, 75 à 77, 79, 80, § 1^{er}, 81 à 83, et 90 à 92 de la présente loi, sont applicables, le cas échéant, aux infractions commises par les raffineurs.

Art. 89. Les différences en plus ou en moins, excédant 5 p. c., constatées chez les fabricants et les raffineurs lors des recensements effectués en vertu de l'article 32, § 3, ou de l'article 57, sont passibles d'une amende égale au quintuple de l'accise afférente aux quantités de sucre trouvées en plus ou en moins.

Art. 90. Indépendamment des pénalités édictées par les articles 72 à 83 et par l'article 89, le paiement des droits fraudés est toujours exigible.

Art. 91. Sans préjudice des peines prononcées par les lois en vigueur pour les contraventions en matière d'exportation avec décharge de l'accise, le fabricant qui aura faussement déclaré des sucres à l'exportation ou qui les aura frauduleusement réimportés, peut être privé, par disposition du Ministre des finances, de la faculté d'exporter avec décharge des droits.

Art. 92. Les dispositions de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 concernant la condamnation conditionnelle ne sont pas applicables aux peines prévues par la présente loi.

CHAPITRE V. — SACCHARINE.

Art. 93, § 1^{er}. L'importation, la fabrication, le transport, la détention et la vente de la saccharine et de ses similaires sont interdits; l'interdiction s'applique aux produits renfermant de la saccharine ou des substances similaires.

§ 2. On entend par similaires de la saccharine, les produits de synthèse chimique ayant une saveur sucrée et ne possédant pas de valeur alimentaire.

§ 2. Il pourra être fait exception à l'interdiction édictée au § 1^{er}, à l'égard de la saccharine et de ses similaires importés par les pharmaciens pour des usages médicaux.

§ 4. Le Ministre des finances détermine les conditions et formalités auxquelles sont tenus de se soumettre les pharmaciens admis, sur leur demande, au bénéfice de la disposition du § 5.

Art. 94, § 1^{er}. Sont punis d'une peine d'emprisonnement de quatre mois au moins et d'un an au plus, indépendamment d'une amende de 1,000 à 5,000 francs, l'importation, la fabrication, le transport, la détention et la vente de la saccharine et de ses similaires, ainsi que l'impor-

tation des produits renfermant de la saccharine ou des substances similaires.

§ 2. Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de 200 à 1,000 francs ou d'une de ces peines seulement, ceux qui ont fabriqué, transporté, détenu ou vendu des produits renfermant de la saccharine ou des substances similaires.

En cas de récidive dans les deux années de la dernière condamnation pour une infraction à la disposition ci-dessus, la peine peut être élevée au double.

Dans ce cas, le tribunal peut ordonner l'affichage du jugement dans les lieux qu'il désigne et son insertion, en entier ou par extrait, dans les journaux qu'il indique, le tout aux frais du condamné.

§ 3. Si le détenteur ou le vendeur des produits visés au § 2 ignore que ceux-ci renferment de la saccharine ou des substances similaires, il est puni d'une amende de 26 à 100 francs.

En cas de récidive dans les deux années de la dernière condamnation pour une infraction à la disposition ci-dessus, la peine peut être élevée au double.

§ 4. Les produits visés au présent article sont saisis et confisqués. Le tribunal ordonne leur destruction.

§ 5. Les contraventions aux mesures prises par le Ministre des finances, en exécution des prescriptions de l'article 95, § 4, sont punies d'une amende de 100 francs.

Art. 95. Les fonctionnaires et agents chargés de la surveillance de la fabrication, du commerce, de la vente et du débit des denrées alimentaires ont qualité pour constater, conformément aux dispositions de la loi du 4 août 1890, les infractions aux §§ 2 et 3 de l'article 94.

Art. 96. Les dispositions de la loi générale de perception du 26 août 1822, modifiées par la loi du 6 avril 1843, relatives à la rédaction, l'affirmation, l'enregistrement des procès-verbaux, la foi due à ces actes, le mode de poursuites, le droit de visite, la responsabilité, l'arrestation des fraudeurs, la confiscation des moyens de transport, la récidive, le droit de transiger et la répartition des amendes et des confiscations, sont rendues applicables aux infractions prévues par l'article 94, § 1^{er}.

Art. 97. Les dispositions de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 concernant la condamnation conditionnelle ne sont pas applicables aux infractions prévues par l'article 94, § 1^{er}.

L'article 85 du Code pénal est applicable aux infractions prévues par les §§ 2 et 3 de l'article 94.

CHAPITRE VI. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 98. Les dispositions de la loi générale du 26 août 1822, celles de la loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude, celles de la loi du 4 mars 1846 sur les entrepôts et celles de la loi du 6 août 1849 sur le transit, modifiée par les lois du 3 mars 1851 et du 1^{er} mai 1858, sont applicables aux fabricants et aux raffineurs de sucre, ainsi qu'aux fabricants des produits sucrés spécifiés aux articles 10, § 1^{er}, litt. a, et 66, en tant qu'elles ne sont pas modifiées par la présente loi.

Art. 99. Par extension des dispositions de l'article 200 de la loi générale du 26 août 1822, la visite des bâtiments et enclos des particuliers peut, moyennant l'autorisation du juge de paix, se faire à toute heure du

jour ou de la nuit, en cas de soupçon de fabrication, de transformation ou de raffinage clandestin du sucre.

Art. 100. Les fabricants et les raffineurs de sucre sont tenus d'inscrire dans un registre, jour par jour, les quantités de sirops et de mélasses vendues, le nom et l'adresse exacts des acheteurs ainsi que des destinataires de marchandises.

Tout transport des produits précités doit être couvert par une lettre de voiture datée, signée et déclarée sincère par l'expéditeur. Cette lettre de voiture mentionne, outre les indications spécifiées à l'alinéa précédent, la nature de la marchandise, le nombre, les marques et les numéros des colis. Elle doit être représentée aux agents de l'administration à toute réquisition.

Art. 101. Les administrations de chemins de fer, tramways, bateaux à vapeur ou autres services de transport de marchandises doivent, lorsqu'elles en sont requises par un fonctionnaire de l'administration des contributions directes, douanes et accises, du grade de contrôleur au moins, fournir tous les renseignements propres à faire découvrir les fraudes en matière de fabrication de sucre ou de produits sucrés. Elles sont tenues, notamment, de donner connaissance des expéditions de sucres, de sirops ou de mélasses, ou d'autres matières utilisées dans les fabriques ou raffineries de sucre et dans les fabriques de produits sucrés ; à cette fin, elles doivent mettre, au besoin, leurs livres d'expédition à la disposition du fonctionnaire requérant.

Art. 102. Les droits d'entrée sur les sucres, les sirops et les mélasses, ainsi que les droits d'accise sur les sucres et les sirops, contribuent, à raison de 35 p. c., à la formation du fonds communal institué par la loi du 18 juillet 1860.

Art. 103. Le gouvernement est autorisé à prendre des mesures spéciales de surveillance en vue d'assurer la perception des droits sur la fabrication des sucres.

CHAPITRE VII. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

ABROGATION DE DISPOSITIONS ANTÉRIEURES. — MISE À EXÉCUTION DE LA LOI.

Art. 104. Le Ministre des finances est autorisé à prescrire les mesures nécessaires pour régler la transition entre l'ancien et le nouveau mode de perception des droits sur les sucres.

Art. 105. Les droits de douane et d'accise fixés à 20 francs les 100 kilogrammes par les articles 1^{er} et 7 de la présente loi, seront réduits à 15 francs à partir du 1^{er} janvier 1907 si, avant cette date, le taux de 20 francs n'a pas été confirmé par une loi.

Art. 106. Sont abrogés :

L'article 2 de la loi du 18 juillet 1860 et le § 1^{er} de l'article 2 de la loi du 20 décembre 1862, en tant qu'ils concernent la part de la recette sur les sucres dans la formation du fonds communal ;

La loi du 16 avril 1887, l'article 1^{er} de la loi du 27 mai 1890, la loi du 11 septembre 1895, les articles 2 à 16 de la loi du 9 août 1897, l'article 5 de la loi budgétaire du 28 décembre 1897, la loi du 17 mai 1898, les articles 1 et 2 de la loi budgétaire du 29 décembre 1898, la loi du 6 janvier 1902 et l'article 8 de la loi budgétaire du 27 décembre 1902,

Art. 107. La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} septembre 1903, à l'exception de l'article 104, qui sera obligatoire le lendemain de la publication de la loi et de l'article 5, qui sortira ses effets le 1^{er} février 1904. Jusqu'au 31 janvier 1904 inclus, les marchandises reprises au dit article 5 resteront passibles des droits d'entrée auxquels elles étaient soumises antérieurement au 1^{er} septembre 1903.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur*.

Donné à Bad-Gastein, le 21 août 1903.

LÉOPOLD

Par le Roi :

Le Ministre des finances et des travaux publics,

P. DE SMET DE NAEYER.

Vu et scellé du sceau de l'État :

Le Ministre de la justice,

J. VAN DEN HEUVEL.

Exemption du droit d'accise sur les mélasses impropres à la consommation humaine provenant de la fabrication ou du raffinage.

LÉOPOLD II, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 8 de la loi du 21 août 1903 (*Moniteur*, n° 238), ainsi conçu :

« Art. 8, § 1^{er}. Sont exemptées du droit d'accise, les mélasses impropres à la consommation humaine provenant de la fabrication ou du raffinage. »

« § 2. Le gouvernement détermine les conditions que ces mélasses doivent réunir pour jouir de l'exemption. »

Sur la proposition de Notre Ministre des finances et des travaux publics,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article unique. L'exemption d'impôt accordée par le § 1^{er} de l'article 8 de la loi du 21 août 1903 est exclusivement applicable aux résidus de la fabrication ou du raffinage qui, réunissant les propriétés physiques et la composition chimique ordinaires des mélasses, ont une odeur et un goût désagréables et persistants.

Notre Ministre des finances et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera obligatoire à partir du 1^{er} septembre 1903.

Donné à Bad-Gastein, le 21 août 1903.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des finances et des travaux publics,

P. DE SMET DE NAYER

**Décharge de l'accise sur les sucres et les sirops
destinés à des usages industriels ou à l'alimentation du bétail.**

LÉOPOLD II, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 10 de la loi du 21 août 1903 (*Moniteur*, n° 238), ainsi conçu :

Art. 10, § 1^{er}. Décharge partielle ou totale des droits d'accise peut être accordée :

a. Pour les sucres employés à la fabrication de conserves de légumes, de confitures, de gelées ou de sirops de fruits, de biscuits, de lait condensé et de farine lactée ;

b. Moyennant dénaturation préalable, pour les sucres ou sirops de raffinage destinés soit à des usages industriels, soit à l'alimentation du bétail.

§ 2. Le Ministre des finances détermine :

1° Les conditions et formalités auxquelles est subordonné l'octroi de la décharge ;

2° Les procédés de dénaturation ;

3° La nature et la proportion des matières destinées à rendre les sucres ou les sirops impropres à la consommation humaine.

§ 3. Le Ministre statue sur chaque demande d'autorisation ; les autorisations accordées sont retirées en cas d'abus, sans préjudice des pénalités encourues.

§ 4. Le gouvernement est autorisé à établir une taxe spéciale, au profit de l'État, en compensation des frais éventuels de surveillance ou de dénaturation.

Sur la proposition de Notre Ministre des finances et des travaux publics,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Décharge totale des droits d'accise est accordée :

a. Pour les sucres employés à la fabrication de conserves de légumes, de confitures, de gelées ou de sirops de fruits, de lait condensé et de farine lactée ;

b. Moyennant dénaturation préalable, pour les sucres ou sirops de raffinage destinés soit à des usages industriels, soit à l'alimentation du bétail.

Art. 2, § 1^{er}. Une taxe de 360 francs par mois est établie, en compensation des frais de surveillance, à charge des fabricants admis au bénéfice de l'article 1^{er}, littéra a, du présent arrêté.

Cette taxe ne pourra dépasser annuellement 3,000 francs par fabrique.

§ 1. La taxe est payée par anticipation ; elle est due en entier pour chaque mois commencé.

Notre Ministre des finances et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera obligatoire à partir du 1^{er} septembre 1903.

Donné à Bad-Gastein, le 21 août 1903.

LÉOPOLD.

Par le Roi:

Le Ministre des finances et des travaux publics,
P. DE SMET DE NAEYER.

Exportation ou dépôt en entrepôt public de glucoses. avec décharge de l'accise.

LÉOPOLD II, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 61, § 1^{er}, et 92 de la loi du 19 mai 1898 (*Moniteur*, n° 146) relative à la fabrication des glucoses, des sirops et du sucre interverti, ainsi conçus :

Art. 61, § 1^{er}. Pour l'apurement du compte de crédit par exportation ou par dépôt en entrepôt public, la décharge de l'accise est calculée d'après le taux du droit et selon les règles arrêtées par le gouvernement.

Art. 92, § 1^{er}. La fabrication du sucre interverti au moyen de sucre saccharose peut être autorisée dans les fabriques soumises au régime de la présente loi ; cette fabrication n'est pas assujettie au droit d'accise fixé par l'article 1^{er}.

§ 2. Décharge partielle de l'accise peut être accordée pour le sucre saccharose employé à la fabrication du sucre interverti ; le montant de la décharge ainsi que les conditions et formalités auxquelles elle est subordonnée sont fixés par le gouvernement.

§ 3. Le gouvernement détermine celles des dispositions de la présente loi qui seront applicables aux fabricants de sucre interverti.

§ 4. Le Ministre des finances statue sur chaque demande d'autorisation ; les autorisations accordées sont retirées en cas d'abus, sans préjudice des pénalités encourues.

Révu, d'une part, Notre arrêté du 21 janvier 1899 (*Moniteur*, nos 30-31), fixant le taux de la décharge de l'accise applicable aux glucoses exportées ou déposées en entrepôt public et, d'autre part, Notre arrêté du 26 mai 1900 (*Moniteur* nos 162-163) relatif à la décharge de l'accise pour le sucre saccharose employé à la fabrication du sucre interverti ;

Sur la proposition de Notre Ministre des finances et des travaux publics,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. La décharge de l'accise sur les glucoses exportées ou déposées en entrepôt public est calculée à raison de 15 francs par 100 kilogrammes d'extrait sec contenu dans ces glucoses.

Art. 2. Nos arrêtés du 21 janvier 1899 et du 26 mai 1900 sont rapportés.

Art. 3. Notre Ministre des finances et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le 1^{er} septembre 1903.

Donné à Bad-Gastein, le 22 août 1903.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des finances et des travaux publics.

P. DE SMET DE NAEYER.

**Établissement d'une surtaxe sur les sucres
importés de l'étranger.**

(26 AOÛT 1903) ⁽¹⁾.

LÉOPOLD II, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 2 de la loi du 21 août 1903, relative à la fabrication et à l'importation des sucres, ainsi conçu :

« Indépendamment des droits établis par l'article 1^{er}, il peut être perçu sur les sucres importés de l'étranger une surtaxe dont le taux sera fixé par le gouvernement, sans pouvoir excéder 5 fr. 50 c. par 100 kilogrammes ; »

Sur la proposition de Notre Ministre des finances et des travaux publics,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article unique. Les sucres bruts de betterave et de canne et les sucres raffinés importés de l'étranger sont passibles d'une surtaxe de 5 fr. 50 c. par 100 kilogrammes.

Notre Ministre des finances et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera obligatoire à partir du 1^{er} septembre 1903.

Donné à Bad-Gastein, le 26 août 1903.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des finances et des travaux publics,
P. DE SMET DE NAEBYER.

**Retrait de la prohibition à l'exportation des armes de guerre,
des pièces détachées d'armes de guerre et des munitions
de guerre en destination de la Chine.**

(21 AOÛT 1903) ⁽²⁾.

LÉOPOLD II, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT.

Vu Notre arrêté du 2 août 1900, prohibant provisoirement l'exportation des armes de guerre, des pièces détachées d'armes de

(1) *Monit. Belge*, 29 août 1903.

(2) *Monit. Belge*, 29 août 1903.

guerre et des munitions de guerre de toute espèce en destination de la Chine ;

Sur la proposition de Notre Ministre des finances et des travaux publics et de Notre Ministre des affaires étrangères,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article unique. Notre arrêté précité du 2 août 1900 est rapporté.

Notre Ministre des finances et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera obligatoire à partir du 25 août 1903.

Donné à Bad-Gastein, le 21 août 1903.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des finances et des travaux publics,
P. DE SMET DE NAEYER.

ESPAGNE

Modifications au décret du 6 septembre 1903 relatif à l'importation des colis n'excédant pas 5 kilogr. bruts. (Décret royal du 24 novembre 1903.)

Un décret royal, en date du 24 novembre 1903, applicable à partir du 26 novembre, a modifié les paragraphes 7 et 8 du décret du 6 septembre 1903 relatifs à l'importation en Espagne des colis n'excédant pas 5 kilogr. bruts.

Les dispositions contenues dans le décret du 6 septembre doivent donc être lues comme suit :

A l'importation par voies ferrées, il sera établi dans les douanes d'Irun et de Port-Bou un service spécial d'expédition rapide pour les colis de toutes dimensions, n'excédant pas 5 kilogr. de poids brut. L'application de ce régime est subordonnée à l'accomplissement des formalités ci-après :

1° Les colis devront être mentionnés sur une feuille de route spéciale, dressée en double, qui sera numérotée et enregistrée séparément des autres feuilles de route dans le registre établi à cet effet. Cette feuille de route devra être visée par la douane frontière étrangère correspondante ;

2° Cette feuille de route mentionnera les indications ci-après : numéro d'ordre, nombre des colis, leur nature, numéro du colis ou paquet d'après la facture, lieu d'origine, poids brut des colis ou lettres, classe de la marchandise, conformément à l'article 62 des ordonnances des douanes, nom du commissionnaire expéditeur, nom du destinataire et lieu de destination ;

3° Le déchargement des colis aura lieu directement et immédiatement dans les magasins indépendants du magasin général, affectés spécialement à ce service. Les colis seront expédiés dans l'ordre de leur inscription sur la feuille de route et on se servira, à cet effet, des carnets à souche établis pour la liquidation sur déclaration verbale.

Chacune de ces feuilles à souche ne pourra mentionner que les colis appartenant à un même destinataire et qui, compris sur la feuille de route, ont la même provenance et la même destination. Au moment de l'expédition, les agents des douanes mentionneront, sur la feuille de route, le numéro et la date de la souche servant à l'expédition de chaque colis ;

4° On appliquera aux marchandises contenues dans ces colis les droits de la seconde colonne du tarif, sans exiger la présentation d'un certificat d'origine ; cette faveur ne sera pas applicable lorsque le contrôle fera reconnaître que lesdites marchandises ne sont pas originaires d'un pays contractant ;

5° Ne seront, en aucun cas, considérés comme lieux d'origine, pour les effets de cette faveur, les lieux limitrophes de la frontière ;

6° Pour la réexpédition aux lieux de destination des marchandises expédiées en la forme précitée, on joindra à la facture le récépissé constatant le paiement des droits correspondants ;

7° Seront considérés comme formant une seule expédition, alors même qu'ils seraient mentionnés séparément sur la feuille de route, les colis qui, contenant des marchandises de même nature et n'excédant pas 5 kilogr. par colis ni 25 kilogr. bruts pour le poids total desdits colis, auraient été facturés dans une même gare et seraient destinés à un même destinataire, sauf dans le cas où le commissionnaire justifierait que les expéditeurs sont distincts ;

8° Lorsque l'expédition excèdera cinq colis et pèsera plus de 25 kilogr. on expédiera les colis avec déclaration dans la forme ordinaire ;

9° Dans tous les cas tombant sous l'application de la législation générale, toute infraction sera punie conformément aux lois en vigueur et en la forme établie pour chacune d'elles.

FRANCE

Décret concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce.

(20 MAI 1904)(¹).

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et du Ministre des Finances,

Vu l'arrangement signé à Madrid, le 14 avril 1891 et créant un service d'enregistrement international des marques de fabrique et de commerce actuellement en vigueur entre la Belgique, le Brésil, l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Suisse, la Tunisie et la France.

Vu les décrets des 17 décembre 1892 et 25 avril 1893 ;

Vu la loi du 13 décembre 1901, qui a approuvé l'acte additionnel signé le 14 décembre 1900, à Bruxelles, et apportant diverses modifications à l'Arrangement précité ;

Vu le décret du 26 août 1902, décidant que l'Acte additionnel du

(1) *Propriété industrielle*, 30 juin 1903. Cf. ci-dessous p. 355 et suiv.

14 décembre 1900 recevra sa pleine et entière exécution à partir du 14 septembre 1902,

Décète:

ARTICLE 1^{er}. — Toute personne propriétaire d'une marque régulièrement déposée en France et se trouvant dans les conditions prévues par l'Arrangement précité, qui désirera s'assurer la protection de cette marque dans les autres États qui ont adhéré audit Arrangement ou qui y adhéreront par la suite, devra verser à Paris, à la caisse du Receveur central de la Seine, et dans les départements, aux caisses des trésoriers-payeurs généraux ou des receveurs particuliers des finances, une somme de 25 francs.

Le récépissé constatant le versement de ladite somme devra être adressé à l'Office national de la propriété industrielle avec les pièces suivantes :

- 1° Une requête en vue d'obtenir l'enregistrement de ladite marque au Bureau international de la propriété industrielle à Berne, laquelle devra indiquer les nom, profession et adresse du propriétaire de la marque, le numéro d'ordre et la date du dépôt, en France, de cette marque, ainsi que les produits qu'elle sert à désigner;
- 2° Trois exemplaires de la marque conformes au modèle déposé en exécution de l'article 3 du décret du 27 février 1891 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 23 juin 1857 modifiée par celle du 3 mai 1890;

Dans les cas où la couleur serait revendiquée comme élément distinctif, l'intéressé devra également fournir quarante reproductions en couleur de la marque avec une brève description faisant mention de la couleur;

- 3° Un cliché typographique reproduisant exactement la marque et qui ne doit pas avoir moins de 15 millimètres ni plus de 10 centimètres, soit en longueur, soit en largeur, sur une épaisseur de 24 millimètres; ce cliché sera conservé au Bureau international;
- 4° La talon d'un mandat postal au nom du Bureau international de la propriété industrielle à Berne, représentant l'émolument dû à ce Bureau, et dont le montant est de 100 francs lorsqu'il s'agit de l'enregistrement d'une seule marque et de 50 francs seulement pour les marques autres que la première, lorsqu'il s'agit d'une demande d'enregistrement collective présentée par un même propriétaire;
- 5° Une procuration spéciale dûment enregistrée, si la demande est faite par un fondé de pouvoirs.

ART. 2. — Le décret du 25 avril 1893 est et demeure rapporté.

ART. 3. — Le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 mai 1903.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République:

*Le Ministre du Commerce, de l'Industrie,
des Postes et des Télégraphes,*

GEORGES TROUILLOT.

Le Ministre des Finances,
ROUVIER.

Décret levant la prohibition d'exportation des armes et munitions en Chine et dans les pays limitrophes.(1^{er} OCTOBRE 1903) (1)

Le Président de la République française,

Vu la loi du 14 août 1885 ;

Vu la loi du 13 avril 1895 ;

Vu l'article 4, titre 3 de la loi des 6-22 août 1791 ;

Vu le décret du 26 juillet 1900 ;

Sur la proposition du ministre de la guerre, et l'avis conforme du président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, du ministre des affaires étrangères, du ministre des finances et du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Décrète :

Art. 1^{er}. — Est rapporté le décret du 26 juillet 1900, prohibant la sortie de France, d'Algérie, des colonies françaises et pays de protectorat de toutes les armes de guerre, pièces d'armes de guerre finies et munitions de guerre à destination de la Chine et des pays limitrophes.

Art. 2. — Le ministre de la guerre, le président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, le ministre des affaires étrangères, le ministre des finances et le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} octobre 1903.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

Le ministre de la guerre,
GÉNÉRAL ANDRÉ.

Le président du conseil,
ministre de l'intérieur et des cultes,
E. COMBES.

Le ministre des affaires étrangères,
DELGASSÉ.

Le ministre des finances,
ROUVIER.

Le ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
GEORGES TROUILLOT.

(1) Journ. off. 9 oct. 1903, p. 6202.

Loi relative aux vivres distribués, en 1898, aux habitants de l'île de Crète par les soins du département de la marine.

(26 JUILLET 1903) ⁽¹⁾

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. — Est mise définitivement à la charge de l'Etat la dépense de cent soixante-six mille quatre cent soixante et un francs cinquante-six centimes (166,461 francs 56), représentant le prix des vivres distribués en octobre et novembre 1898 aux habitants de l'île de Crète par les soins du ministère de la marine et imputée sur les crédits du budget général de l'exercice 1898.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 juillet 1903.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

Le ministre des affaires étrangères,
DELCASSÉ.

Le ministre des finances,
ROUVIER.

Le ministre de la marine,
CAMILLE PELLETAN.

Circulaire relative à l'enregistrement des marques de fabrique et de commerce au bureau international de Berne, adressée par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes à MM. les membres des chambres de commerce et des chambres consultatives des arts et manufactures ⁽²⁾.

Paris, le 20 août 1903.

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-après le texte d'un décret, en date du 20 mai 1903, qui a modifié celui du 25 avril 1893, relatif aux formalités à remplir par ceux de nos nationaux qui désirent obtenir l'enregistrement de leurs marques de fabrique ou de commerce au bureau international de Berne, en vue d'assurer dans les autres pays de l'union la protection desdites marques.

Ce décret ayant été rendu à la suite de la ratification des actes de la conférence de l'union internationale pour la protection de la propriété industrielle, tenue à Bruxelles, il m'a paru utile de vous donner, au sujet de ces actes, quelques explications.

(1) *J. off.*, 28 juillet 1903.

(2) *Journ. off.*, 22 août 1903, p. 5386.

Comme vous le savez, cette conférence a abouti, le 14 décembre 1900, à la signature de deux actes additionnels destinés à amender :

1° La convention conclue à Paris, le 20 mars 1883, pour la protection de la propriété industrielle ;

2° L'arrangement conclu à Madrid, le 14 avril 1891, pour l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce.

La convention de 1883 constitue l'acte diplomatique le plus important qui ait été signé en vue d'assurer la protection internationale des diverses manifestations de la propriété industrielle. (Brevets d'invention, marques de fabrique ou de commerce, dessins ou modèles industriels, nom commercial, fausses indications de provenance, etc.).

Elle a groupé les principaux Etats industriels des deux mondes en une union qui comprend aujourd'hui la France, avec l'Algérie et les colonies, l'Allemagne, la Belgique, le Brésil, le Danemark, la République Dominicaine, l'Espagne, les Etats-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne, avec la Nouvelle-Zélande et le Queensland, l'Italie, le Japon, le Mexique, la Norvège, les Pays-Bas, avec les Indes Néerlandaises, Surinam et Curaçao, le Portugal, la Serbie, la Suède, la Suisse, et la Tunisie. Cette convention a été sanctionnée par la loi du 25 janvier 1884.

L'arrangement conclu à Madrid, en 1891, pour l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, bien que moins large, présente une réelle importance et une utilité pratique certaine par ses effets sur la vie commerciale et industrielle. Les Etats qui l'ont signé ou qui y ont adhéré postérieurement sont : la France (Algérie et colonies), la Belgique, le Brésil, l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas (Indes Néerlandaises, Surinam et Curaçao), le Portugal (Açores et Madère), la Suisse et la Tunisie. Cet arrangement a été sanctionné par la loi du 13 avril 1892.

Voici rapidement énumérées les réformes réalisées par les actes additionnels de Bruxelles qui ont été consacrés, l'un par la loi du 13 décembre 1901, l'autre par la loi du 15 avril 1902. Promulgués en France par les décrets des 24 et 26 août 1902, il sont entrés en vigueur le 14 septembre de la même année.

Vous trouverez, d'ailleurs, ci-après, le texte de la convention de Paris et celui de l'arrangement de Madrid tels qu'ils ont été modifiés.

Modifications à la convention de Paris du 20 mars 1883.

Art. 3. — L'article 3 de la convention du 20 mars 1883 admettait que le citoyen d'un Etat étranger à l'union pouvait bénéficier des avantages de ladite convention, pourvu qu'il possédât, dans l'un des Etats de l'union un établissement industriel quelconque.

Cette disposition n'était pas assez précise. C'est ainsi qu'il avait suffi, par exemple, à certains industriels, ressortissants d'Etats non unionistes, d'ouvrir dans un Etat de l'union une boutique avec un seul ouvrier, pour être assimilés aux sujets des Etats contractants. Il importait de ne plus permettre, en faveur de ces « assimilés », une interprétation aussi abusive de l'article 3 de la convention de Paris, et c'est dans ce but que l'acte additionnel a exigé qu'ils soient domiciliés ou qu'ils aient des établissements industriels ou commerciaux effectifs et sérieux sur le territoire de l'un des Etats de l'union.

Art. 4. — Aux termes de l'article 4 de la convention de Paris, celui qui avait régulièrement fait le dépôt d'une demande de brevet d'inven-

tion dans l'un des États contractants, jouissait pour en effectuer le dépôt dans les autres États d'un délai de priorité qui était, en principe, de six mois et qui était augmenté d'un mois pour les pays d'outre-mer.

Or, on a reconnu que le délai fixé par l'article 4 de la convention de Paris (six mois pour les brevets d'invention, trois mois pour les dessins et modèles industriels et les marques de fabrique ou de commerce) était insuffisant.

D'une part, on a fait remarquer que le délai de six mois est trop court pour étudier une invention, pour la mettre en pratique et se rendre compte de ses chances de succès à l'étranger. D'autre part, on a fait ressortir les inconvénients qui résultent de la brièveté de ce délai pour les inventeurs qui appartiennent à un pays dont la législation intérieure consacre le système de l'examen préalable.

Afin de remédier à ces inconvénients, qui avaient retardé l'entrée dans l'union de plusieurs États, l'acte additionnel dispose que les délais de priorité seront de douze mois pour les brevets d'invention et de quatre mois pour les dessins et modèles industriels, ainsi que pour les marques de fabrique ou de commerce. Toute distinction relative aux pays d'outre-mer est d'ailleurs abolie.

L'acte de Bruxelles a apporté une autre modification à l'article 4 de la convention de Paris. Cet article ne crée pas seulement en faveur de l'inventeur d'abord breveté à l'étranger un droit de priorité, il suspend encore à son profit les causes de nullité provenant de la divulgation de l'invention. Tous les faits de publicité qui se sont produits depuis la date du dépôt de la première demande de brevet à l'étranger jusqu'au dépôt de la demande du brevet français sont sans influence sur la validité du brevet pris en France dans le délai de l'article 4.

Mais devait-on comprendre parmi les faits accomplis au cours du délai de priorité, qui ne mettent pas obstacle à la délivrance du brevet, la divulgation par le breveté lui-même ? L'article 4 protège-t-il l'inventeur contre ses faits personnels. L'acte de Bruxelles s'est prononcé dans le sens de l'affirmative.

Art. 4 *bis* (nouveau). — Plusieurs législations relatives à la protection de la propriété industrielle contiennent une disposition aux termes de laquelle la durée du brevet national est limitée par la durée d'un brevet délivré antérieurement, pour la même invention, dans un autre pays.

Cette disposition a été, peu à peu, abandonnée par les législations de date récente et on est, aujourd'hui, unanime à en reconnaître les inconvénients. Elle pouvait avoir, notamment, pour conséquence fâcheuse d'obliger le breveté à maintenir un brevet en vigueur dans un pays où il ne lui est, en fait, d'aucune utilité et cela dans le seul but de ne pas compromettre la validité d'un autre brevet délivré postérieurement dans un autre pays où l'exploitation dudit brevet est, au contraire, rémunératrice.

Cet inconvénient, et, d'une façon générale, tous ceux qui sont engendrés par la théorie de la solidarité des brevets sont appelés à disparaître par l'introduction dans la convention de Paris d'un article 4 *bis* qui consacre l'indépendance réciproque des brevets obtenus dans divers États pour une même invention.

Art. 9. — L'article 9 de la convention de Paris disposait que tout produit portant illicitement une marque de fabrique ou de commerce ou

un nom commercial pourrait être *saisi à l'importation* dans ceux des Etats de l'union qui accordent la protection légale à cette marque ou à ce nom commercial.

Or, dans certains États unionistes, la procédure de la saisie à l'importation n'a pas été organisée et, dès lors, la mesure de sauvegarde stipulée par l'article 9 de la convention de Paris ne peut pas fonctionner.

Pour parer à cette lacune, la conférence de Bruxelles, s'inspirant de l'article 1^{er} de l'arrangement conclu à Madrid le 14 avril 1891 pour la répression des fausses indications de provenance a inscrit dans l'article 9 de la convention, une disposition portant que, dans les Etats dont la législation n'admet pas la saisie à l'importation, cette mesure pourra être remplacée par la *prohibition d'importation*.

Art. 10. — Sous le régime de l'article 10, paragraphe 2, de la convention de Paris, tout fabricant ou commerçant, engagé dans la fabrication ou le commerce du produit portant une fausse indication de provenance, avait la faculté de réclamer des autorités d'un Etat unioniste soit la saisie à l'importation, soit la prohibition d'importation, à la condition d'être établi dans la localité faussement indiquée comme lieu de provenance.

L'acte de Bruxelles a donné une double extension à la disposition inscrite dans l'article 10 du pacte constitutif de l'union.

1^o Elle a modifié la teneur de l'article 10 de façon que la partie intéressée, qualifiée pour réclamer la répression d'une fausse indication de provenance, soit, désormais, non seulement comme à l'origine le fabricant et le commerçant, mais aussi le producteur engagé dans la production des objets revêtus de cette fausse indication de provenance. Grâce à cette première extension, des intérêts très respectables, ceux, par exemple, des agriculteurs et autres producteurs qui ne pouvaient être compris dans la classification de « fabricants commerçants », sont appelés à avoir dorénavant, sans contestation possible, accès auprès des tribunaux ayant, dans chaque Etat de l'union, compétence pour la répression des fausses indications de provenance. Cette première extension est, du reste, en complète harmonie, non seulement avec les intérêts de l'agriculture française, mais aussi avec l'article 1^{er} du protocole de clôture annexé à la convention de Paris, aux termes duquel les mots « propriété industrielle doivent être entendus dans leur acception la plus large », en ce sens qu'ils s'appliquent non seulement aux produits de l'industrie proprement dite, mais également aux produits de l'agriculture (vins, graines, fruits, bétails, etc.) et aux produits minéraux livrés au commerce (eaux minérales, etc., etc.).

2^o Une seconde et non moins utile extension a été donnée par l'acte de Bruxelles à l'article 10 de la convention de Paris.

Ainsi que nous venons de le rappeler, l'intéressé résidant dans la localité faussement indiquée comme lieu de provenance d'un produit, avait seul, en principe, le droit d'agir devant les tribunaux des Etats faisant partie de l'union. On a plusieurs fois reconnu, dans la pratique, que le sens de cette disposition était trop restrictif et c'est pour ce motif que l'acte de Bruxelles a jugé expédient de faire bénéficier de la faculté d'accès devant les tribunaux tout intéressé résidant dans la région où la localité est située. Il suffira, pour faire apparaître l'intérêt pratique de cette réforme, de rappeler les procès engagés, en France, pour la protection du nom de « champagne », de « cognac », etc.

Art. 10 *bis* (nouveau). — Comme on l'a fait très justement remarquer,

si la convention du 20 mars 1883 n'a pas fait mention de la concurrence déloyale, c'est évidemment par suite d'une simple omission, car la répression de la concurrence déloyale est dans l'esprit même du pacte de Paris.

L'acte de Bruxelles a jugé que, dans ces conditions, il y avait un sérieux intérêt à faire bénéficier de l'action en concurrence déloyale tous les ressortissants de l'union, lorsque les nationaux y ont droit eux-mêmes, en vertu de leur législation intérieure. Tel est le but de l'article 10 *bis* qui a été introduit dans la convention.

Une législation répressive de la concurrence déloyale procure le précieux avantage de pouvoir atteindre la fraude dans ses manifestations les plus diverses et souvent les plus imprévues. Grâce à l'adjonction de l'article 10 *bis* précité, nos négociants et industriels seront, dès lors, en mesure de pouvoir désormais mettre un terme à diverses manœuvres dolosives, que des concurrents étrangers pratiquent à leur préjudice et dont ils n'étaient pas assurés autrefois d'obtenir la répression.

Art. 11. — L'article 11 de la convention de Paris, relatif aux mesures spéciales à adopter en faveur des inventions brevetables, dessins, modèles, marques de fabrique, etc., qui figurent à une exposition internationale, a été notablement amendé par l'acte de Bruxelles :

1° La convention ne contenait, à proprement parler, que le vœu de voir les Etats unionistes organiser la protection temporaire relative aux expositions internationales. En substituant le mot « accorderont » à l'expression « s'engagent à accorder », l'acte de Bruxelles a eu pour but de mettre les Etats unionistes dans l'obligation de légiférer sur la matière. Il importe, en effet, d'empêcher de tomber dans le domaine public, par le fait même de leur divulgation, les inventions, marques ou dessins qui sont exhibés, sans avoir été précédés des formalités officielles d'une demande ou d'un dépôt.

Comme le Gouvernement de la République a constamment, depuis 1885, adopté, chaque fois que cela a été nécessaire, des dispositions spéciales destinées à procurer une sécurité absolue aux négociants et industriels étrangers qui prennent part aux expositions internationales organisées sur notre territoire, il y avait intérêt à ce que tous les Etats unionistes fussent obligés de prendre, le cas échéant, des mesures de même nature.

2° On a souvent reproché à l'article 11 de manquer de clarté. La protection temporaire devait-elle être accordée uniquement dans le pays où a lieu l'exposition internationale, ou, au contraire, est-elle due sur le territoire de toutes les parties contractantes, du fait d'une exposition internationale organisée sur le territoire de l'une d'elles? L'hésitation ne semblait guère permise, car, si le fait d'exposer une invention dans un pays unioniste devait avoir pour conséquence de la faire tomber dans le domaine public partout ailleurs dans l'union, les inventeurs étrangers non encore brevetés se garderaient bien de participer à une telle exposition.

La conférence de Bruxelles a modifié l'article 11 de façon à faire cesser toute controverse. Quant à la nature de la protection accordée, elle sera déterminée par la loi nationale de chaque Etat unioniste.

Art. 14 et 16. — Les modifications apportées aux articles 14 et 16 et qui ont trait aux revisions périodiques de la convention et au délai dans lequel l'adhésion d'un nouvel Etat à l'union doit avoir son effet, n'ont pas besoin de commentaires.

Protocole de clôture. — N° 3 *bis* (nouveau). — Enfin, le protocole de clôture annexé à la convention du 20 mars 1883 a été complété par l'addition d'un n° 3 *bis* pour la rédaction duquel on s'est inspiré des considérations suivantes :

La plupart des législations relatives aux brevets d'invention, notamment la loi française du 5 juillet 1844, article 32, paragraphe 2, déclarent qu'un inventeur qui, dans un certain délai, n'exploite pas sa découverte sur le territoire du pays où ladite loi est en vigueur, sera déchu de tous ses droits. C'est ainsi, par exemple, qu'un inventeur belge qui a fait breveter sa découverte, et dans son pays d'origine et dans notre pays, perd le bénéfice du brevet qui lui a été délivré en France si, à l'expiration d'un certain délai, il n'a pas mis sa découverte en application sur notre territoire, tout en continuant à l'exploiter en Belgique.

Cette disposition, édictée en vue de protéger la main-d'œuvre nationale, n'a pas été réglementée d'une façon absolument semblable dans tous les pays.

La conférence de Bruxelles a pensé que c'est le terme de trois ans qu'il convenait d'adopter pour permettre à un inventeur de prendre, dans les meilleures conditions de réflexion et d'économie, les dispositions nécessaires à l'installation des divers établissements industriels qu'on exige de lui, tant dans son pays d'origine que dans les autres Etats unionistes où il a fait également breveter son invention.

D'autre part, l'acte de Bruxelles a pensé que cette règle de la déchéance pour cause de non-exploitation ne doit pas être appliquée avec une rigueur absolue et qu'il est équitable de tenir compte des « cas d'excusabilité » qui peuvent être invoqués par le breveté, tels que la maladie, l'insuffisance des ressources, l'impossibilité de trouver un licencié pour l'exploitation du brevet, etc., etc.

Le deuxième adoucissement apporté par l'acte de Bruxelles à la règle de la déchéance pour cause de non-exploitation n'a rien que de conforme au principe adopté, en la matière, par la législation française qui admet que les tribunaux ont un large pouvoir discrétionnaire pour apprécier la valeur des causes que le breveté non exploitant invoque pour justifier de son inaction et éviter ainsi la déchéance.

Le procès-verbal de la séance du 12 décembre 1900, renferme, d'ailleurs, la déclaration suivante qui confirme expressément la règle suivie en France :

« Il est bien entendu que le pouvoir d'appréciation des tribunaux demeure absolu. Aucune excuse péremptoire ne peut être formulée d'avance. D'après les circonstances de chaque affaire, il appartiendra aux autorités compétentes de juger si le breveté justifie ou non de causes sérieuses pour expliquer son inaction. »

En adoptant ces deux dispositions la conférence a pensé répondre à cette aspiration si vive de notre époque vers des lois moins restrictives et plus douces.

Modifications à l'arrangement de Madrid, du 14 avril 1891, relatif à l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce.

Jusqu'à l'adoption de cet arrangement, lorsqu'un fabricant ou un négociant voulait assurer la protection de sa marque en pays étrangers,

il était obligé d'en effectuer le dépôt dans chacun de ces États. Les formalités et les frais qui résultaient de ces dépôts ont été supprimés par l'arrangement de Madrid qui substitue au système des dépôts multiples la combinaison d'un dépôt unique à opérer dans le pays d'origine, suivi de l'enregistrement international au bureau de Berne, lequel protège la marque dans tous les pays qui ont signé ledit arrangement ou qui y donneront leur adhésion dans l'avenir.

Ce système de l'enregistrement a donné, dans la pratique, les résultats les plus utiles et la France est particulièrement intéressée à ce qu'il fonctionne dans les meilleures conditions possibles. C'est à ce but que tendent les quelques modifications apportées par l'acte de Bruxelles à l'arrangement de Madrid.

Art. 2. — Le texte primitif assimilait aux sujets et citoyens des États contractants « les sujets ou citoyens des États n'ayant pas adhéré au présent arrangement qui satisfont aux conditions de l'article 3 de la convention. » Ce texte semblait accorder le bénéfice de l'enregistrement international à un étranger ayant un établissement dans un des États ayant adhéré à la convention générale de Paris, mais non ressortissant d'un des États faisant partie de l'union restreinte de Madrid.

Le nouveau texte dissipe toute incertitude.

Art. 3. — L'arrangement de Madrid stipulait que le bureau international de Berne doit publier, dans un supplément à son journal, les marques enregistrées, au moyen soit d'un dessin, soit d'une description présentée en langue française par le déposant. Il en résultait qu'un petit nombre de marques déposées figuraient dans le bulletin sous forme d'une description de quelques lignes et non sous la forme d'un fac-similé de la marque.

La nécessité de lire une description de marque et de se faire de cette dernière une idée plus ou moins adéquate entravait les recherches dans la publication du bureau international. Ces raisons pratiques ont déterminé les changements apportés à l'article 3. Dorénavant le déposant devra toujours fournir un cliché de sa marque.

Le même article indique les formalités à remplir pour l'enregistrement d'une marque dont le déposant revendique la couleur à titre d'élément distinctif

Art. 4 *bis* (nouveau). — Il est arrivé que des fabricants qui avaient déjà déposé leurs marques à l'étranger ont fait enregistrer au bureau de Berne, quand ils en ont appris l'existence ou quand l'utilité de cette mesure leur est apparue. Or, l'enregistrement international, effectué postérieurement au dépôt de la marque dans un des États de l'union, a pu être considéré, dans certains pays unionistes comme faisant double emploi avec le dépôt originaire.

Dans ces conditions une administration ou un tribunal avait pu être tenté d'agir dans ces pays comme si l'enregistrement international, inutile à ses yeux n'existait pas. C'est une erreur qui privait les déposants de plusieurs avantages, à savoir : simplification des formalités à remplir, uniformité de la durée de la protection sur tout le territoire de l'union, réduction des frais d'enregistrement, facilités plus grandes pour le renouvellement des dépôts et la transmission de la propriété de la marque à un étranger.

D'après le nouvel article 4 *bis* inséré dans l'acte de Madrid, l'enregistrement international sera considéré comme substitué aux enregistre-

ments nationaux antérieurs, sans préjudice bien entendu des droits acquis par le fait de ces derniers, s'ils assuraient aux déposants certains avantages particuliers.

Art. 5. — Dans le but de concilier les exigences des législations qui subordonnent la protection à l'examen préalable de la marque, l'article 5 de l'arrangement de Madrid permettait aux Etats signataires de refuser leur protection à une marque enregistrée au bureau international, quand leur législation intérieure les y autorisait. Mais, des doutes s'étant élevés au sujet de la portée de cet article, la conférence de Madrid avait adopté un protocole de clôture aux termes duquel une marque ne pouvait être refusée que lorsqu'elle empiétait sur le droit des tiers ou de l'Etat, ou bien si elle était contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

Les plénipotentiaires réunis à Bruxelles ont tenu à faire passer cette clause dans le corps de l'arrangement lui-même, ce qui entraîne la suppression du protocole de clôture de l'arrangement de Madrid.

En même temps, dans le but d'assurer la régularisation rapide de l'enregistrement, l'acte de Bruxelles a décidé de substituer au délai d'un an précédemment accordé à l'administration des différents pays pour notifier le refus de protection, le délai prévu par la loi nationale pour l'examen préalable, en fixant un maximum qui ne peut dépasser une année.

Art. 5 *bis* (nouveau). — L'article 5 *bis* a pour objet de permettre au bureau international de délivrer, à toute personne qui en fait la demande, moyennant une taxe minime, une copie des mentions inscrites dans le registre, relativement à une marque déterminée. A défaut d'un texte formel, le bureau de Berne ne s'était pas cru autorisé à faire cette communication, malgré l'intérêt qu'elle pouvait présenter pour des tiers.

Art. 8. — Sur la proposition de la délégation française, désireuse de vulgariser autant que possible l'adoption de l'enregistrement international, l'acte de Bruxelles a décidé que les frais de cette opération seraient réduits en cas de dépôts multiples effectués simultanément par un même titulaire. L'émolument à percevoir sera, dans ce cas, de 100 francs pour la première marque et de 50 francs pour chacune des autres marques.

Art. 9 *bis* (nouveau). — D'ordinaire, les transmissions de marques s'effectuent entre personnes établies dans le même pays. Dans ce cas, il ne se présente aucune difficulté; le transfert est opéré sans frais dans les divers Etats contractants, sur une simple notification adressée au bureau international par l'administration du pays d'origine.

L'opération est moins simple lorsqu'il s'agit du transfert d'une marque internationale à effectuer en faveur d'une personne établie dans un Etat contractant autre que celui où le cédant réside.

C'est ce cas que l'article 9 *bis* voté par la conférence de Bruxelles a pour objet de réglementer. Désormais, notification de la transmission sera faite au bureau international de Berne par l'administration du pays d'origine. Le bureau international procédera à l'enregistrement de la transmission et, après avoir reçu l'assentiment de l'administration à laquelle ressortit le nouveau titulaire, il la notifiera aux autres administrations et la publiera dans son journal.

Telles sont, messieurs, les modifications qui ont été apportées par la conférence de Bruxelles à la convention de Paris, pour la protection de la

propriété industrielle et à l'arrangement de Madrid, concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce. Elles réalisent dans leur ensemble d'incontestables améliorations ; elles ont eu pour conséquence, et elles auront pour résultat, d'entraîner des adhésions nouvelles au pacte constitutif de l'union dont la France a jeté les bases et qui embrassera un jour, nous en avons le ferme espoir, tous les peuples civilisés.

Bien que ces textes aient déjà été publiés lors de leur promulgation, il importe de leur donner la plus grande publicité possible. Je vous serai, en conséquence, obligé de vouloir bien communiquer la présente circulaire, dont je vous prie de m'accuser réception, aux industriels et aux commerçants établis dans la circonscription de votre chambre.

*Le ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*
GEORGES TROUILLOT.

ACTES

Régissant l'union pour la protection de la propriété industrielle.

I

CONVENTION DU 20 MARS 1883

pour la protection de la propriété industrielle avec les modifications et les adjonctions qui y ont été apportées par les conférences de Madrid et de Bruxelles.

Convention : Signature, 20 mars 1883, à Paris.

Dépôt des ratifications, 6 juin 1884, à Paris.

Entrée en vigueur, 6 juillet 1884.

Acte additionnel : Signature, 14 décembre 1900, à Bruxelles.

Dépôt des ratifications (clôture du procès-verbal), 14 juin 1902, à Bruxelles.

Loi française portant approbation de l'acte additionnel, 15 avril 1902.

Décret portant promulgation de l'acte additionnel, 26 août 1902.

Entrée en vigueur, 14 septembre 1902.

Liste des États membres de l'union, rangés d'après la date de leur accession.

France, avec l'Algérie et les colonies, depuis l'entrée en vigueur de la convention.

Belgique, depuis l'entrée en vigueur de la convention.

Brésil, depuis l'entrée en vigueur de la convention.

Espagne, depuis l'entrée en vigueur de la convention.

Grande-Bretagne, depuis l'entrée en vigueur de la convention.
 Italie, depuis l'entrée en vigueur de la convention.
 Pays-Bas, depuis l'entrée en vigueur de la convention.
 Portugal, avec les Açores et Madère, depuis l'entrée en vigueur de la convention.

Serbie ⁽¹⁾, depuis l'entrée en vigueur de la convention.

Suisse, depuis l'entrée en vigueur de la convention.

Tunisie, depuis l'entrée en vigueur de la convention.

Norvège, à partir du 1^{er} juillet 1885.

Suède, à partir du 1^{er} juillet 1885.

États-Unis d'Amérique, à partir du 30 mai 1887.

Indes néerlandaises, à partir du 1^{er} octobre 1888.

Surinam et Curaçao, à partir du 1^{er} juillet 1890.

Dominicaine (République) ⁽¹⁾, à partir du 11 juillet 1890.

Nouvelle-Zélande et Queensland, à partir du 7 septembre 1891.

Danemark, avec les îles Féroé, à partir du 1^{er} octobre 1894.

Japon, à partir du 15 juillet 1899.

Allemagne ⁽²⁾, à partir du 1^{er} mai 1903.

Mexique, à partir du 20 juillet 1903.

Art. 1^{er}. — Les gouvernements de la Belgique, du Brésil, de l'Espagne, de la France, du Guatemala, de l'Italie, des Pays-Bas, du Portugal, du Salvador, de la Serbie et de la Suisse ⁽³⁾, sont constitués à l'état d'union pour la protection de la propriété industrielle.

Art. 2. — Les sujets ou citoyens de chacun des États contractants jouiront dans tous les autres États de l'union, en ce qui concerne les brevets d'invention, les dessins ou modèles industriels, les marques de fabrique ou de commerce et le nom commercial, des avantages que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux. En conséquence, ils auront la même protection que ceux-ci et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, sous réserve de l'accomplissement des formalités et des conditions imposées aux nationaux par la législation intérieure de chaque État.

Art. 3. — *Sont assimilés aux sujets ou citoyens des États contractants, les sujets ou citoyens des États ne faisant pas partie de l'union, qui sont domiciliés ou ont des établissements industriels ou commerciaux effectifs et sérieux sur le territoire de l'un des États de l'union* ⁽⁴⁾.

Art. 4. — *Celui qui aura régulièrement fait le dépôt d'une demande de brevet d'invention, d'un dessin ou modèle industriel, d'une marque de fabrique ou de commerce dans l'un des États contractants, jouira, pour effectuer le dépôt dans les autres États, et sous réserve des*

NOTA. — Les textes nouveaux, introduits dans la convention, ont été intercalés à leur place, et imprimés en caractères *italiques*. Les textes primitifs abrogés sont reproduits au bas des pages sous forme de notes.

(1) La République Dominicaine et la Serbie n'ont pas encore ratifié l'acte de Bruxelles du 14 décembre 1900 modifiant la convention du 20 mars 1883.

(2) L'Allemagne a déclaré que son adhésion ne la liait pas vis-à-vis des États qui n'ont pas encore ratifié ledit acte.

(3) Le tableau reproduit plus haut indique comment cette liste a été modifiée dans la suite.

(4) *Convention de 1883, article 3, ancien texte* : Sont assimilés aux sujets ou citoyens des États contractants les sujets ou citoyens des États ne faisant pas partie de l'union, qui sont domiciliés ou ont des établissements industriels ou commerciaux sur le territoire de l'un des États de l'union.

droits des tiers, d'un droit de priorité pendant les délais déterminés ci-après

En conséquence, le dépôt ultérieurement opéré dans l'un des autres États de l'union, avant l'expiration de ces délais, ne pourra être invalidé par des faits accomplis dans l'intervalle, soit, notamment, par un autre dépôt, par la publication de l'invention ou son exploitation, par la mise en vente d'exemplaires du dessin ou du modèle, par l'emploi de la marque.

Les délais de priorité mentionnés ci-dessus seront de douze mois pour les brevets d'invention, et de quatre mois pour les dessins ou modèles industriels, ainsi que pour les marques de fabrique ou de commerce ⁽¹⁾.

Art. 4 bis. — Les brevets demandés dans les différents États contractants par des personnes admises au bénéfice de la convention aux termes des articles 2 et 3 seront indépendants des brevets obtenus pour la même invention dans les autres États adhérents ou non à l'union.

Cette disposition s'appliquera aux brevets existants au moment de sa mise en vigueur.

Il en sera de même, en cas d'accession de nouveaux États, pour les brevets existants de part et d'autre au moment de l'accession ⁽²⁾.

Art. 5. — L'introduction par le breveté, dans le pays où le brevet a été délivré, d'objets fabriqués dans l'un ou l'autre des États de l'union, n'entraînera pas la déchéance.

Toutefois, le breveté restera soumis à l'obligation d'exploiter son brevet, conformément aux lois du pays où il introduit les objets brevetés ⁽³⁾.

Art. 6. — Toute marque de fabrique ou de commerce régulièrement déposée dans le pays d'origine sera admise au dépôt et protégée telle qu'elle dans tous les autres pays de l'union ⁽⁴⁾.

Sera considéré comme pays d'origine le pays où le déposant a son principal établissement.

Si ce principal établissement n'est point situé dans un des pays de l'union, sera considéré comme pays d'origine celui auquel appartient le déposant.

Le dépôt pourra être refusé si l'objet pour lequel il est demandé est considéré comme contraire à la morale ou à l'ordre public ⁽⁵⁾.

Art. 7. — La nature du produit sur lequel la marque de fabrique ou de

(1) *Convention de 1883, article 4, ancien texte : Celui qui aura régulièrement fait le dépôt d'une demande de brevet d'invention, d'un dessin ou modèle industriel, d'une marque de fabrique ou de commerce, dans l'un des États contractants, jouira, pour effectuer le dépôt dans les autres États, et sous réserve des droits des tiers, d'un droit de priorité pendant les délais déterminés ci-après.*

En conséquence, le dépôt ultérieurement opéré dans l'un des autres États de l'union, avant l'expiration de ces délais, ne pourra être invalidé par des faits accomplis dans l'intervalle, soit, notamment, par un autre dépôt, par la publication de l'invention ou son exploitation par un tiers, par la mise en vente d'exemplaires du dessin ou du modèle, par l'emploi de la marque.

Les délais de priorité mentionnés ci-dessus seront de six mois pour les brevets d'invention, et de trois mois pour les dessins ou modèles industriels, ainsi que pour les marques de fabrique ou de commerce. Ils seront augmentés d'un mois pour les pays d'outre-mer

(2) *Texte nouveau ajouté à la convention de 1883.*

(3) *V. le n° 3 bis du protocole de clôture.*

(4) *V. le n° 4, 1^{er} alinéa du protocole de clôture.*

(5) *V. le n° 4, 2^e alinéa du protocole de clôture.*

commerce doit être apposée ne peut, dans aucun cas, faire obstacle au dépôt de la marque.

Art. 8. — Le nom commercial sera protégé dans tous les pays de l'union sans obligation de dépôt, qu'il fasse ou non partie d'une marque de fabrique ou de commerce.

Art. 9. — Tout produit portant illicitement une marque de fabrique ou de commerce, ou un nom commercial, pourra être saisi à l'importation dans ceux des Etats de l'union dans lesquels cette marque ou ce nom commercial ont droit à la protection légale.

La saisie aura lieu à la requête soit du ministère public, soit de la partie intéressée, conformément à la législation intérieure de chaque Etat.

Dans les Etats dont la législation n'admet pas la saisie à l'importation, cette saisie pourra être remplacée par la prohibition d'importation.

Les autorités ne seront pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit ⁽¹⁾.

Art. 10. — Les dispositions de l'article précédent seront applicables à tout produit portant faussement, comme indication de provenance, le nom d'une localité déterminée, lorsque cette indication sera jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse.

Est réputé partie intéressée tout producteur, fabricant ou commerçant, engagé dans la production, la fabrication ou le commerce de ce produit, et établi soit dans la localité faussement indiquée comme lieu de provenance, soit dans la région où cette localité est située ⁽²⁾.

Art. 10 bis. — *Les ressortissants de la convention (art. 2 et 3) jouiront, dans tous les Etats de l'union, de la protection accordée aux nationaux contre la concurrence déloyale ⁽³⁾.*

Art. 11. — *Les hautes parties contractantes accorderont, conformément à la législation de chaque pays, une protection temporaire aux inventions brevetables, aux dessins ou modèles industriels, ainsi qu'aux marques de fabrique ou de commerce, pour les produits qui figureront aux expositions internationales officielles ou officiellement reconnues organisées sur le territoire de l'une d'elles ⁽⁴⁾.*

Art. 12. — Chacune des hautes parties contractantes s'engage à établir un service spécial de la propriété industrielle et un dépôt central, pour la communication au public des brevets d'invention, des dessins ou modèles industriels et des marques de fabrique ou de commerce.

Art. 13. — Un office international sera organisé sous le titre de Bureau international de l'union pour la protection de la propriété industrielle.

Ce bureau, dont les frais seront supportés par les administrations de tous les Etats contractants, sera placé sous la haute autorité de l'administration supérieure de la confédération suisse, et fonctionnera sous sa

(1) Texte nouveau ajouté à l'article 9 de la Convention de 1883.

(2) Convention de 1883, article 10, second alinéa, ancien texte : Est réputé partie intéressée tout fabricant ou commerçant engagé dans la fabrication ou le commerce de ce produit, et établi dans la localité faussement indiquée comme provenance.

(3) Texte nouveau ajouté à la convention de 1883.

(4) Convention de 1883, article 11, ancien texte : Les hautes parties contractantes s'engagent à accorder une protection temporaire aux inventions brevetables, aux dessins ou modèles industriels, ainsi qu'aux marques de fabrique ou de commerce, pour les produits qui figureront aux expositions internationales officielles ou officiellement reconnues.

surveillance. Les attributions en seront déterminées d'un commun accord entre les Etats de l'union.

Art. 14. — La présente convention sera soumise à des revisions périodiques en vue d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'union.

A cet effet, des conférences auront lieu successivement, dans l'un des Etats contractants, entre les délégués desdits Etats (1).

Art. 15. — Il est entendu que les hautes parties contractantes se réservent respectivement le droit de prendre séparément, entre elles, des arrangements particuliers pour la protection de la propriété industrielle, en tant que ces arrangements ne contreviendraient point aux dispositions de la présente convention.

Art. 16. — Les Etats qui n'ont pas pris part à la présente convention seront admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au gouvernement de la Confédération suisse et par celui-ci à tous les autres.

Elle emportera, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente convention, *et produira ses effets un mois après l'envoi de la notification faite par le gouvernement suisse aux autres Etats unionistes, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée par l'Etat adhérent (2).*

Art. 17. — L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente convention est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de celles des hautes parties contractantes qui sont tenues d'en provoquer l'application, ce qu'elles s'obligent à faire dans le plus bref délai possible.

Art. 18. — La présente convention sera mise à exécution dans le délai d'un mois à partir de l'échange des ratifications et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en sera faite.

Cette dénonciation sera adressée au gouvernement chargé de recevoir les adhésions. Elle ne produira son effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura faite, la convention restant exécutoire pour les autres parties contractantes.

Art. 19. — La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le délai d'un an au plus tard.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

PROTOCOLE DE CLÔTURE

Au moment de procéder à la signature de la convention conclue, à la date de ce jour, entre les gouvernements de la Belgique, du Brésil, de l'Espagne, de la France, du Guatemala, de l'Italie, des Pays-Bas, du Portugal, du Salvador, de la Serbie et de la Suisse, pour la protection de la propriété industrielle, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

(1) *Convention de 1883, article 14* : Texte identique avec, en plus, le dernier alinéa suivant, devenu sans objet : La prochaine réunion aura lieu en 1885, à Rome.

(2) Le texte imprimé en caractères *italiques* a été ajouté à l'article 16 de la convention de 1883.

1. Les mots « propriété industrielle » doivent être entendus dans leur acception la plus large, en ce sens qu'ils s'appliquent non seulement aux produits de l'industrie proprement dite, mais également aux produits de l'agriculture (vins, grains, fruits, bestiaux, etc.) et aux produits minéraux livrés au commerce (eaux minérales, etc.).

2. Sous le nom de *brevets d'invention* sont comprises les diverses espèces de brevets industriels admises par les législations des États contractants, telles que brevets d'importation, brevets de perfectionnement, etc.

3. Il est entendu que la disposition finale de l'article 2 de la convention ne porte aucune atteinte à la législation de chacun des États contractants, en ce qui concerne la procédure suivie devant les tribunaux et la compétence de ces tribunaux.

3 bis. *Le breveté, dans chaque pays, ne pourra être frappé de déchéance pour cause de non-exploitation qu'après un délai minimum de trois ans, à dater du dépôt de la demande dans le pays dont il s'agit, et dans le cas où le breveté ne justifierait pas des causes de son inaction (1).*

4. Le paragraphe 1^{er} de l'article 6 doit être entendu en ce sens qu'aucune marque de fabrique ou de commerce ne pourra être exclue de la protection dans l'un des États de l'union par le fait seul qu'elle ne satisferait pas, au point de vue des signes qui la composent, aux conditions de la législation de cet État, pourvu qu'elle satisfasse, sur ce point, à la législation du pays d'origine et qu'elle ait été dans ce dernier pays l'objet d'un dépôt régulier. Sauf cette exception, qui ne concerne que la forme de la marque, et sous réserve des dispositions des autres articles de la convention, la législation intérieure de chacun des États recevra son application.

Pour éviter toute fausse interprétation, il est entendu que l'usage des armoiries publiques et des décorations peut être considéré comme contraire à l'ordre public, dans le sens du paragraphe final de l'article 6.

5. L'organisation du service spécial de la propriété industrielle mentionné à l'article 12 comprendra, autant que possible, la publication, dans chaque État, d'une feuille officielle périodique.

6. *Les dépenses du bureau international institué par l'article 13 seront supportées en commun par les États contractants. Elles ne pourront, en aucun cas, dépasser la somme de 60.000 francs par année (2).*

Pour déterminer la part contributive de chacun des États dans cette somme totale des frais, les États contractants et ceux qui adhéreraient ultérieurement à l'union seront divisés en six classes contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir :

1 ^{re} classe.....	25 unités.
2 ^e —	20 —
3 ^e —	15 —
4 ^e —	10 —
5 ^e —	5 —
6 ^e —	3 —

(1) Texte nouveau ajouté à la convention de 1883.

(2) Convention de 1883, protocole de clôture n° 6, premier alinéa, ancien texte : Les frais communs du bureau international institué par l'article 13 ne pourront, en aucun cas, dépasser, par année, une somme totale représentant une moyenne de 2.000 fr. par chaque État contractant.

Ces coefficients seront multipliés par le nombre des Etats de chaque classe, et la somme des produits ainsi obtenus fournira le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donnera le montant de l'unité de dépense.

Les Etats contractants sont classés ainsi qu'il suit, en vue de la répartition des frais :

1 ^{re} classe.....	France, Italie.
2 ^e classe.....	Espagne.
3 ^e classe.....	{ Belgique, Brésil. Portugal, Suisse.
4 ^e classe.....	
5 ^e classe.....	Pays-Bas.
6 ^e classe.....	Serbie.
	Guatemala, Salvador (1).

L'administration suisse surveillera les dépenses du bureau international, fera les avances nécessaires et établira le compte annuel, qui sera communiqué à toutes les autres administrations.

Le bureau international centralisera les renseignements de toute nature relatifs à la protection de la propriété industrielle et les réunira en une statistique générale qui sera distribuée à toutes les administrations. Il procédera aux études d'utilité commune intéressant l'union et rédigera, à l'aide des documents qui seront mis à sa disposition par les diverses administrations, une feuille périodique, en langue française, sur les questions concernant l'objet de l'union.

Les numéros de cette feuille, de même que tous les documents publiés par le bureau international, seront répartis entre les administrations des Etats de l'union, dans la proportion du nombre des unités contributives ci-dessus mentionnées. Les exemplaires et documents supplémentaires qui seraient réclamés, soit par lesdites administrations, soit par des sociétés ou des particuliers, seront payés à part.

Le bureau international devra se tenir en tout temps à la disposition des membres de l'union, pour leur fournir, sur les questions relatives au service international de la propriété industrielle, les renseignements spéciaux dont ils pourraient avoir besoin.

L'administration du pays où doit siéger la prochaine conférence préparera, avec le concours du bureau international, les travaux de cette conférence.

Le directeur du bureau international assistera aux séances des conférences et prendra part aux discussions, sans voix délibérative. Il fera, sur sa gestion, un rapport annuel qui sera communiqué à tous les membres de l'union.

La langue officielle du bureau international sera la langue française.

7. Le présent protocole de clôture, qui sera ratifié en même temps que la convention conclue à la date de ce jour, sera considéré comme faisant partie intégrante de cette convention, et aura même force, valeur et durée.

(1) Le Guatemala et le Salvador ne font plus partie de l'union. D'autre part, les Etats qui ont adhéré depuis 1883 ont été rangés sur leur demande dans les classes suivantes : Allemagne, 1^{re} cl. ; Danemark, IV^e cl. ; Dominicaine (Rép.), VI^e cl. ; Etats-Unis d'Amérique, I^{re} cl. ; Grande-Bretagne, I^{re} cl. ; Japon, II^e cl. ; Mexique, III^e cl. ; Norvège, IV^e cl. ; Suède, III^e cl. ; Tunisie VI^e cl.

II

ARRANGEMENT DU 14 AVRIL 1891.

Concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce avec les modifications et les adjonctions qui y ont été apportées par la conférence de Bruxelles.

Arrangement : Signature, 14 avril 1891, à Madrid.

Dépôt des ratifications, 15 juin 1892, à Madrid.

Entrée en vigueur, 15 juillet 1892.

Acte additionnel : Signature, 14 décembre 1900, à Bruxelles.

Dépôt des ratifications (clôture du procès-verbal), 14 juin 1902, à Bruxelles.

Loi française portant approbation de l'acte additionnel, 13 décembre 1901.

Décret portant promulgation de l'acte additionnel, 24 août 1902.

Entrée en vigueur, 14 septembre 1902.

Liste des Etats membres de l'union restreinte rangés d'après la date de leur accession.

France, avec l'Algérie et les colonies, depuis l'entrée en vigueur de l'arrangement.

Belgique, depuis l'entrée en vigueur de l'arrangement.

Espagne, depuis l'entrée en vigueur de l'arrangement.

Suisse, depuis l'entrée en vigueur de l'arrangement.

Tunisie, depuis l'entrée en vigueur de l'arrangement.

Pays-Bas, avec les Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao, à partir du 1^{er} mars 1893.

Portugal, avec les Açores et Madère, à partir du 31 octobre 1893.

Italie, à partir du 15 octobre 1894.

Brésil, à partir du 3 octobre 1896.

Art. 1^{er}. — Les sujets ou citoyens de chacun des États contractants pourront s'assurer, dans tous les autres États, la protection de leurs marques de fabrique ou de commerce acceptées au dépôt dans le pays d'origine, moyennant le dépôt desdites marques au bureau international, à Berne, fait par l'entremise de l'administration dudit pays d'origine.

Art. 2. — Sont assimilés aux sujets ou citoyens des États contractants les sujets ou citoyens des États n'ayant pas adhéré au présent arrangement qui, sur le territoire de l'union restreinte constituée par ce dernier, satisfont aux conditions établies par l'article 3 de la convention générale (1).

Art. 3. — Le bureau international enregistrera immédiatement les marques déposées conformément à l'article 1^{er}. Il notifiera cet enregistrement aux États contractants. Les marques enregistrées seront publiées

(1) Arrangement de 1891, article 2, ancien texte : Sont assimilés aux sujets ou citoyens des États contractants les sujets ou citoyens des États n'ayant pas adhéré au présent arrangement qui satisfont aux conditions de l'article 3 de la convention.

dans un supplément au journal du bureau international au moyen d'un cliché fourni par le déposant.

Si le déposant revendique la couleur à titre d'élément distinctif de sa marque, il sera tenu :

1° De le déclarer et d'accompagner son dépôt d'une description qui fera mention de la couleur ;

2° De joindre à sa demande des exemplaires de ladite marque en couleurs, qui seront annexés aux notifications faites par le bureau international. Le nombre de ces exemplaires sera fixé par le règlement d'exécution.

En vue de la publicité à donner, dans les divers Etats, aux marques enregistrées, chaque administration recevra gratuitement du bureau international le nombre d'exemplaires de la susdite publication qu'il lui plaira de demander ⁽¹⁾.

Art. 4. — A partir de l'enregistrement ainsi fait au bureau international, la protection dans chacun des Etats contractants sera la même que si la marque y avait été directement déposée.

Art. 4 bis. — Lorsqu'une marque, déjà déposée dans un ou plusieurs des Etats contractants, a été postérieurement enregistrée par le bureau international au nom du même titulaire ou de son ayant cause, l'enregistrement international sera considéré comme substitué aux enregistrements nationaux antérieurs, sans préjudice des droits acquis par le fait de ces derniers ⁽²⁾.

Art. 5. — Dans les pays où leur législation les y autorise, les administrations auxquelles le bureau international notifiera l'enregistrement d'une marque, auront la faculté de déclarer que la protection ne peut être accordée à cette marque sur leur territoire. Un tel refus ne pourra être opposé que dans les conditions qui s'appliqueraient, en vertu de la convention du 20 mars 1883, à une marque déposée à l'enregistrement national.

Elles devront exercer cette faculté dans le délai prévu par leur loi nationale, et, au plus tard, dans l'année de la notification prévue par l'article 3, en indiquant au bureau international leurs motifs de refus.

Ladite déclaration ainsi notifiée au bureau international sera par lui transmise sans délai à l'administration du pays d'origine et au propriétaire de la marque. L'intéressé aura les mêmes moyens de recours que si la marque avait été par lui directement déposée dans le pays où la protection est refusée ⁽³⁾.

(1) Arrangement de 1891, article 3, ancien texte : Le bureau international enregistrera immédiatement les marques déposées conformément à l'article 1^{er}. Il notifiera cet enregistrement aux Etats contractants. Les marques enregistrées seront publiées dans un supplément au journal du bureau international, au moyen soit d'un dessin, soit d'une description présentée en langue française par le déposant.

En vue de la publicité à donner dans les divers Etats aux marques ainsi enregistrées, chaque administration recevra gratuitement du bureau international le nombre d'exemplaires de la susdite publication qu'il lui plaira de demander.

(2) Texte nouveau ajouté à l'arrangement de 1891.

(3) Arrangement de 1891, article 5, ancien texte : Dans les pays où leur législation les y autorise, les administrations auxquelles le bureau international notifiera l'enregistrement d'une marque auront la faculté de déclarer que la protection ne peut être accordée à cette marque sur leur territoire.

Elles devront exercer cette faculté dans l'année de la notification prévue par l'article 3.

Ladite déclaration ainsi notifiée au bureau international sera par lui transmise

Art. 5 bis. — Le bureau international délivrera à toute personne qui en fera la demande, moyennant une taxe fixée par le règlement, une copie des mentions inscrites dans le registre relativement à une marque déterminée (¹).

Art. 6. — La protection résultant de l'enregistrement au bureau international durera vingt ans à partir de cet enregistrement, mais ne pourra être invoquée en faveur d'une marque qui ne jouirait plus de la protection légale dans le pays d'origine.

Art. 7. — L'enregistrement pourra toujours être renouvelé suivant les prescriptions des articles 1 et 3.

Six mois avant l'expiration du terme de protection, le bureau international donnera un avis officieux à l'administration du pays d'origine et au propriétaire de la marque.

Art. 8. — L'administration du pays d'origine fixera à son gré, et percevra à son profit, une taxe qu'elle réclamera du propriétaire de la marque dont l'enregistrement international est demandé. A cette taxe s'ajoutera un émoluments international de 100 francs pour la première marque, et de 50 francs pour chacune des marques suivantes, déposées en même temps par le même propriétaire. Le produit annuel de cette taxe sera réparti par parts égales entre les Etats contractants par les soins du bureau international, après déduction des frais communs nécessités par l'exécution de cet arrangement (¹).

Art. 9. — L'administration du pays d'origine notifiera au bureau international les annulations, radiations, renonciations, transmissions et autres changements qui se produiront dans la propriété de la marque.

Le bureau international enregistrera ces changements, les notifiera aux administrations contractantes et les publiera aussitôt dans son journal.

Art. 9 bis. — Lorsqu'une marque inscrite dans le registre international sera transmise à une personne établie dans un Etat contractant autre que le pays d'origine de la marque, la transmission sera notifiée au bureau international par l'administration de ce même pays d'origine. Le bureau international enregistrera la transmission et, après avoir reçu l'assentiment de l'administration à laquelle ressortit le nouveau titulaire, il la notifiera aux autres administrations et la publiera dans son journal.

La présente disposition n'a point pour effet de modifier les législations des Etats contractants qui prohibent la transmission de la marque sans la cession simultanée de l'établissement industriel ou commercial dont elle distingue les produits.

Nulle transmission de marque inscrite dans le registre international,

sans délai à l'administration du pays d'origine et au propriétaire de la marque. L'intéressé aura les mêmes moyens de recours que si la marque avait été par lui directement déposée dans le pays où la protection est refusée.

(1) *Texte nouveau ajouté à l'arrangement de 1891.*

(2) *Arrangement de 1891, article 8, ancien texte : L'administration du pays d'origine fixera à son gré et percevra à son profit une taxe qu'elle réclamera du propriétaire de la marque dont l'enregistrement international est demandé.*

A cette taxe s'ajoutera un émoluments international de 100 francs dont le produit annuel sera réparti par parts égales entre les Etats contractants par les soins du bureau international, après déduction des frais communs nécessités par l'exécution de cet arrangement.

faite au profit d'une personne non établie dans l'un des pays signataires, ne sera enregistrée ⁽¹⁾.

Art. 10. — Les administrations régleront d'un commun accord les détails relatifs à l'exécution du présent arrangement.

Art. 11. — Les Etats de l'union pour la protection de la propriété industrielle qui n'ont pas pris part au présent arrangement seront admis à y adhérer sur leur demande, et dans la forme prescrite par l'article 16 de la convention du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle.

Dès que le bureau international sera informé qu'un Etat a adhéré au présent arrangement, il adressera à l'administration de cet Etat, conformément à l'article 3, une notification collective des marques qui, à ce moment, jouissent de la protection internationale.

Cette notification assurera, par elle-même, auxdites marques, le bénéfice des précédentes dispositions sur le territoire de l'Etat adhérent, et fera courir le délai d'un an pendant lequel l'administration intéressée peut faire la déclaration prévue par l'article 5.

Art. 12. — Le présent arrangement sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Madrid dans le délai de six mois au plus tard.

Il entrera en vigueur un mois à partir de l'échange des ratifications et aura la même force et durée que la convention du 20 mars 1883.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des Etats ci-dessus énumérés ont signé le présent arrangement ⁽²⁾.

RÈGLEMENT POUR L'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT DU 14 AVRIL 1891 CONCERNANT L'ENREGISTREMENT DES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE.

Art. 1^{er}. — Toute demande tendant à obtenir l'enregistrement international d'une marque de fabrique ou de commerce en vertu de l'arrangement du 14 avril 1891, *révisé le 14 décembre 1900*, devra être adressée par le propriétaire de la marque à l'administration du pays d'origine en la forme que cette dernière pourra prescrire.

L'administration du pays d'origine fixera à son gré et percevra une taxe dont le montant lui sera acquis. A cette taxe s'ajoutera un émolument international fixé comme suit :

1° En cas de dépôt d'une marque isolée, cent francs ;

(1) *Texte nouveau ajouté à l'arrangement de 1901.*

(2) *Le Protocole de clôture annexé à l'arrangement de 1891 est supprimé. En voici la teneur :*

Au moment de procéder à la signature de l'arrangement concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce conclu à la date de ce jour, les plénipotentiaires des Etats qui ont adhéré audit arrangement sont convenus de ce qui suit :

Des doutes s'étant élevés au sujet de la portée de l'article 5, il est bien entendu que la faculté de refus que cet article laisse aux administrations ne porte aucune atteinte aux dispositions de l'article 6 de la convention du 20 mars 1883 et du paragraphe 4 du protocole de clôture qui l'accompagne, ces dispositions étant applicables aux marques déposées au bureau international, comme elles l'ont été et le seront encore à celles déposées directement dans tous les pays contractants.

Le présent protocole aura la même force et durée que l'arrangement auquel il se rapporte.

2° En cas de dépôt multiple, cent francs pour la première marque et cinquante francs pour chacune des marques suivantes, déposées en même temps par le même propriétaire (¹).

Art. 2. — Après avoir constaté que la marque est régulièrement enregistrée, l'administration du pays d'origine adressera au bureau international de la propriété industrielle, à Berne :

A. Une demande d'enregistrement, en double exemplaire, portant une représentation typographique de la marque et indiquant :

- 1° Le nom du propriétaire de la marque ;
- 2° Son adresse ;
- 3° Les produits ou marchandises auxquels la marque est appliquée ;
- 4° La date de l'enregistrement dans le pays d'origine ;
- 5° Le numéro d'ordre de la marque dans le pays d'origine (²).

B. Un cliché de la marque, pour la reproduction typographique de cette dernière dans la publication qui en sera faite par le bureau international. Ce cliché doit reproduire exactement la marque, de manière que tous les détails en ressortent visiblement ; il ne doit pas avoir moins de 15 millimètres ni plus de 10 centimètres, soit en longueur, soit en largeur. L'épaisseur exacte du cliché doit être de 24 millimètres, correspondant à la hauteur des caractères d'imprimerie. Ce cliché sera conservé au bureau international (³).

C. Si le déposant revendique la couleur à titre d'élément distinctif de sa marque ;

40 exemplaires sur papier, d'une reproduction en couleur de la marque.

Dans ce même cas, la demande devra porter une brève description en langue française, faisant mention de la couleur.

Au cas où l'une ou l'autre des conditions ci-dessus ne serait pas remplie, le bureau international procédera à l'enregistrement de la marque et à sa notification d'après les indications reçues (⁴).

D. Un mandat postal du montant de l'émolument international (⁵).

La demande d'enregistrement sera rédigée d'après la formule annexée au présent règlement, ou d'après toute autre formule que les administrations des États contractants pourraient adopter ultérieurement d'un commun accord.

Le bureau international remettra gratuitement aux administrations les formules nécessaires.

Art. 3. — Le bureau international procédera sans retard à l'inscription de la marque dans un registre destiné à cet effet.

Ce registre contiendra les indications suivantes :

(1) *Règlement de 1891, article 1^{er}, second alinéa.* Chaque administration percevra pour l'enregistrement international un émolument de 100 fr., plus une taxe qu'elle fixera à son gré et dont le montant lui sera acquis.

(2) *Article 2 du règlement de 1891, lettre A, second alinéa ; disposition supprimée :* La représentation typographique de la marque peut être remplacée par une description de cette dernière en langue française.

(3) *Article 2 du règlement de 1891, lettre B, second alinéa ; disposition supprimée :* Si la reproduction typographique de la marque, prévue sous lettre A, est remplacée par une simple description, le dépôt du cliché ne sera pas nécessaire.

(4) *Article 2 du règlement de 1891, lettre C :* Si un des éléments distinctifs de la marque consiste dans sa couleur, il pourra être joint au dépôt 30 exemplaires sur papier d'une reproduction en couleur de la marque.

(5) *Article 2 du règlement de 1891, lettre D :* Un mandat postal de 100 francs formant le montant de l'enregistrement international.

- 1° La date de l'enregistrement au bureau international ;
- 2° La date de la notification aux administrations contractantes ;
- 3° Le numéro d'ordre de la marque ;
- 4° Le nom du propriétaire de la marque ;
- 5 Son adresse ;
- 6° Les produits ou marchandises auxquels la marque est appliquée ;
- 7° Le pays d'origine de la marque ;
- 8° La date de l'enregistrement dans le pays d'origine ;
- 9° Le numéro d'ordre de la marque dans le pays d'origine ;
- 10° *Les mentions relatives au refus de protection, à la transmission (art. 9 et 9 bis de l'arrangement) ou à la radiation de la marque* ⁽¹⁾.

Art. 4. — L'inscription une fois faite dans le registre, le bureau international certifiera sur les deux exemplaires de la demande que l'enregistrement a eu lieu, et les revêtira tous deux de sa signature et de son timbre. Un de ces exemplaires restera dans les archives du bureau ; l'autre sera renvoyé à l'administration du pays d'origine.

En outre, le bureau international notifiera aux administrations l'enregistrement opéré, en envoyant à chacune d'elles une reproduction typographique de la marque et en leur indiquant ⁽²⁾ :

- 1° La date de l'enregistrement au bureau international ;
- 2° Le numéro d'ordre de la marque ;
- 3° Le nom et l'adresse du déposant ;
- 4° Les produits ou marchandises auxquels la marque est appliquée ;
- 5° Le pays d'origine de la marque, ainsi que sa date d'enregistrement et son numéro d'ordre dans ledit pays.

Dans le cas prévu par l'article 2, lettre C, la susdite notification *mentionnera, en outre, le dépôt en couleur*, et sera accompagnée d'un exemplaire de la reproduction en couleur de la marque ⁽³⁾.

Art. 5. — Le bureau international pourvoira ensuite à la publication de la marque, qui aura lieu dans un supplément de son journal et qui consistera dans la reproduction de la marque, accompagnée des indications mentionnées à l'article 4, alinéa 2, *et, le cas échéant, de la description prévue sous la lettre C de l'article 2* ⁽⁴⁾.

Au commencement de chaque année, le bureau international fera paraître une table où seront indiqués, par ordre alphabétique, et par Etat contractant, les noms des propriétaires des marques ayant fait l'objet des publications effectuées dans le cours de l'année précédente.

Chaque administration recevra gratuitement du bureau international le nombre d'exemplaires qu'il lui plaira de demander du supplément contenant les publications relatives à l'enregistrement international.

(1) *Article 3 du règlement de 1891 n° 10* : 10° Les mentions relatives à la radiation ou à la transmission de la marque (Art. 9 de l'arrangement).

(2) *Article 4 du règlement de 1891, deuxième alinéa* : En outre, le bureau international notifiera aux administrations l'enregistrement opéré, en envoyant à chacune d'elles une reproduction typographique, ou à défaut une description en langue française de la marque, et en leur indiquant :

(3) *Article 4 du règlement de 1891, troisième alinéa* : Dans le cas prévu par l'article 2, lettre C, la susdite notification sera en outre accompagnée d'un des exemplaires de la reproduction en couleur de la marque.

(4) *Article 5 du règlement de 1891, premier alinéa* : Le bureau international pourvoira ensuite à la publication de la marque, qui aura lieu dans un supplément de son journal et qui consistera dans la reproduction de la marque, ou de la description de cette dernière en langue française, accompagnée des indications mentionnées à l'article 4, alinéa 2.

Art. 6. — La déclaration notifiée au bureau international aux termes de l'article 5 de l'arrangement (non-admission d'une marque à la protection dans un pays), sera par lui transmise sans délai à l'administration du pays d'origine et au propriétaire de la marque.

Art. 6 bis, — *La taxe prévue par l'article 5 bis de l'arrangement pour les copies ou extraits du registre, est fixée à 2 francs par copie ou extraits (1).*

Art. 7. — *Les changements survenus dans la propriété d'une marque, et qui auront fait l'objet de la notification prévue par les articles 9 et 9 bis de l'arrangement, seront consignés dans le registre du bureau international, sauf dans le cas où, aux termes du troisième alinéa de ce dernier article, la transmission ne pourra être enregistrée. Le bureau international notifiera à son tour aux administrations contractantes les changements enregistrés et les publiera dans son journal, en tenant compte des dispositions du premier alinéa de l'article 9 bis, quand le nouveau propriétaire sera établi dans un Etat contractant autre que le pays d'origine de la marque (2).*

Art. 8. — Six mois avant l'expiration du terme de protection de vingt ans, le bureau international donnera un avis officiel à l'administration du pays d'origine et au propriétaire de la marque.

Les formalités à remplir pour le renouvellement de l'enregistrement international seront les mêmes que s'il s'agissait d'un enregistrement nouveau, sauf qu'il ne sera plus nécessaire d'envoyer de cliché.

Art. 9. — Au commencement de chaque année, le bureau international établira un compte des frais de toute nature qui lui auront été occasionnés pendant l'année précédente par l'enregistrement international des marques. Le montant de ces frais sera déduit du total des sommes reçues des administrations à titre d'émolument pour l'enregistrement international, et l'excédent de recettes sera réparti par parts égales entre tous les Etats contractants.

Art. 10. — La notification collective prescrite par l'article 11 de l'arrangement contiendra les mêmes indications que la notification prévue par l'article 4 du présent règlement.

Art. 11. — *Le présent règlement restera en vigueur aussi longtemps que l'arrangement auquel il se rapporte (3).*

Les administrations contractantes pourront toujours y apporter, d'un commun accord, conformément aux dispositions de l'article 10 dudit arrangement, les modifications qui leur paraîtront nécessaires.

(1) Texte nouveau.

(2) Article 7 du règlement de 1891 : Les changements survenus dans la propriété d'une marque, et qui auront fait l'objet de la notification prévue par l'article 9 de l'arrangement, seront consignés dans le registre du bureau international. Ce dernier les notifiera à son tour aux administrations contractantes et les publiera dans son journal.

(3) Article 11 du règlement de 1891, premier alinéa : Le présent règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'arrangement du quatorze avril mil huit cent quatre-vingt-onze.

ARRANGEMENT DU 14 AVRIL 1891.

Concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises.

Signature, 14 avril 1891, à Madrid.

Dépôt des ratifications, 15 juin 1892, à Madrid.

Loi française portant approbation de l'arrangement, 13 avril 1892.

Décret portant promulgation de l'arrangement, 15 juillet 1892.

Entrée en vigueur, 15 juillet 1892.

Liste des Etats membres de l'union restreinte.

Espagne, depuis l'entrée en vigueur de l'arrangement.

France, avec l'Algérie et les colonies, depuis l'entrée en vigueur de l'arrangement.

Grande-Bretagne, depuis l'entrée en vigueur de l'arrangement.

Suisse, depuis l'entrée en vigueur de l'arrangement.

Tunisie, depuis l'entrée en vigueur de l'arrangement.

Portugal, avec les Açores et Madère, depuis le 31 octobre 1893.

Brésil, depuis le 3 octobre 1896.

Art. 1^{er}. — Tout produit portant une fausse indication de provenance dans laquelle un des Etats contractants, ou un lieu situé dans l'un d'entre eux, serait, directement ou indirectement, indiqué comme pays ou comme lieu d'origine, sera saisi à l'importation dans chacun desdits Etats.

La saisie pourra aussi s'effectuer dans l'Etat où la fausse indication de provenance aura été apposée, ou dans celui où aura été introduit le produit muni de cette fausse indication.

Si la législation d'un Etat n'admet pas la saisie à l'importation, cette saisie sera remplacée par la prohibition d'importation.

Si la législation d'un Etat n'admet pas la saisie à l'intérieur, cette saisie sera remplacée par les actions et moyens que la loi de cet Etat assure en pareil cas aux nationaux.

Art. 2. — La saisie aura lieu à la requête soit du ministère public, soit d'une partie intéressée, individu ou société, conformément à la législation intérieure de chaque Etat.

Les autorités ne seront pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit.

Art. 3. — Les présentes dispositions ne font pas obstacle à ce que le vendeur indique son nom ou son adresse sur les produits provenant d'un pays différent de celui de la vente; mais, dans ce cas, l'adresse ou le nom doit être accompagné de l'indication précise et en caractères apparents du pays ou du lieu de fabrication ou de production.

Art. 4. — Les tribunaux de chaque pays auront à décider quelles sont les appellations qui, à raison de leur caractère générique, échappent aux dispositions du présent arrangement, les appellations régionales de provenance des produits vinicoles n'étant cependant pas comprises dans la réserve statuée par cet article.

Art. 5. — Les Etats de l'union pour la protection de la propriété industrielle qui n'ont pas pris part au présent arrangement seront admis à y

adhérer sur leur demande, et dans la forme prescrite par l'article 16 de la convention du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle.

Art. 6. — Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Madrid dans le délai de six mois au plus tard.

Il entrera en vigueur un mois à partir de l'échange des ratifications et aura la même force et durée que la convention du 20 mars 1883.

En foi de quoi les plénipotentiaires des Etats ci-dessus énumérés ont signé le présent arrangement.

Décret déterminant les conditions d'application des dispositions de l'article 4 de la loi du 28 janvier 1903 relative au régime des sucres.

(26 JUIN 1903) (1)

Le Président de la République française,

Vu l'article 4 de la loi du 28 janvier 1903, lequel est ainsi conçu :

« Les sucres destinés à entrer dans la préparation de produits alimentaires en vue de l'exportation pourront être reçus et travaillés en franchise des droits dans des établissements spécialement affectés à cette fabrication. Ces établissements érigés en entrepôts réels, seront soumis à la surveillance permanente des employés des contributions indirectes ; les frais de cette surveillance seront à la charge des fabricants. Des décrets détermineront les conditions d'agencement des fabriques, les obligations à remplir par les fabricants et, d'une manière générale, toutes les mesures d'application du présent article. Les contraventions aux dispositions de ces décrets seront passibles des peines édictées par l'article 3 de la loi du 30 décembre 1873. »

Sur le rapport du ministre des finances,

Décète :

Art. 1^{er}. — Toute personne qui désire bénéficier des dispositions contenues dans l'article 4 de la loi du 28 janvier 1903 est tenue d'en faire la déclaration par écrit au bureau de la régie des contributions indirectes, un mois au moins avant le commencement des opérations. Cette déclaration est accompagnée d'un plan présentant les divers bâtiments, locaux et cours dont se compose l'établissement, avec l'indication de toutes les issues extérieures.

Art. 2. — L'établissement et ses dépendances doivent être isolés de tout autre bâtiment et clos par des murs de deux mètres de hauteur au moins.

L'établissement ne doit avoir qu'une seule porte habituellement ouverte. Les autres portes doivent être placées sous le scellé des employés et ne peuvent être ouvertes qu'en leur présence. Tous les jours et fenêtres doivent être garnis d'un treillis de fer à mailles de cinq centimètres au plus.

Aucune introduction ne peut avoir lieu, aucune sortie ne peut être effectuée que de jour, c'est-à-dire dans les intervalles de temps déterminés par l'article 26 de la loi du 28 avril 1816.

(1) *Journal officiel*, 2 juillet 1903, p. 4047.

Art. 3. — L'industriel est tenu de mettre gratuitement à la disposition de l'administration un local convenable de douze mètres carrés au moins, garni de chaises, de tables avec tiroir fermant à clef et d'un poêle ou d'une cheminée, pour servir de bureau aux employés.

Ce local doit être situé dans l'enceinte de l'usine, aussi près que possible de la porte habituellement ouverte.

L'entretien, le chauffage et l'éclairage de ce local sont effectués gratuitement par l'industriel ou à ses frais par les soins des employés.

Art. 4. — Peuvent être reçus dans l'établissement :

1° Des sucres bruts ou raffinés non libérés d'impôt ;

2° Des sucres raffinés introduits à la décharge des comptes d'admission temporaire ;

3° Des glucoses non libérées d'impôt.

Les sucres et glucoses expédiés en suspension du paiement des droits doivent être accompagnés d'acquits-à-caution.

Les chargements doivent être représentés intacts et sont soumis à la vérification des employés.

Avant le commencement des opérations, l'industriel doit souscrire entre les mains de l'agent de la régie désigné à cet effet, lequel fixe le montant du crédit concédé, un engagement cautionné portant garantie des droits sur les sucres et les glucoses introduits dans l'établissement.

Un engagement complémentaire est exigé avant l'introduction de quantités supérieures à celles fixées dans la concession primitive de crédit.

Art. 5. — Les sorties ne peuvent être effectuées qu'à destination de l'étranger et sous le lien d'acquits-à-caution délivrés après reconnaissance et pesée des produits par le service attaché à l'établissement ; les acquits doivent énoncer le numéro, la marque, le poids brut et net des divers produits y contenus, ainsi que les quantités de sucre exprimé en raffiné et de glucose entrées dans leur fabrication.

Les marchandises doivent être placées dans des colis revêtus du plomb de la régie ; les frais de plombage sont remboursés par le fabricant au taux fixé par arrêté du ministre des finances. Le défaut de rapport de certificat de décharge dans les délais réglementaires entraîne le paiement du double droit sur les quantités de sucre et de glucose représentées par les produits expédiés.

Art. 6. — Sur un registre mis à sa disposition le fabricant doit indiquer au fur et à mesure des opérations :

1° La quantité de sucre et de glucose employée dans ses préparations ;

2° Le poids de ces préparations et la quantité correspondante de sucre et de glucose, par 100 kilogr.

Ce registre doit être représenté à toute réquisition des employés qui en relèvent les indications à la fin de chaque journée.

Art. 7. — Il est ouvert à chaque industriel :

1° Un compte de magasin des sucres et des glucoses en nature ;

2° Un compte de produits fabriqués.

Le compte de magasin est tenu en poids effectif ; il présente distinctement pour les sucres et les glucoses :

Aux entrées :

1° Les quantités introduites dans l'établissement ;

2° Les quantités reconnues en excédent, à la suite des inventaires ;

Aux sorties :

1° Les quantités employées à la fabrication d'après les déclarations faites par l'industriel sur le registre prévu à l'article 6 du présent décret ;

2° Les manquants que font apparaître les inventaires.

Les employés peuvent, à des époques indéterminées, arrêter la situation du compte du magasin, et, à cet effet, vérifier par la pesée les quantités existantes.

Les excédents et les manquants que la vérification fait apparaître sont réglés, en ce qui concerne les sucres, dans les conditions prévues par l'article 19 du décret du 1^{er} septembre 1852 et, en ce qui concerne les glucoses, dans les conditions prévues par l'article 36 de l'ordonnance du 29 août 1846.

Le compte des produits fabriqués est tenu en sucre exprimé en raffiné et, pour les glucoses, en poids effectif, il comprend :

Aux entrées :

1° Les quantités de sucre et de glucose mises en fabrication d'après les déclarations de l'industriel et inscrites aux sorties du compte de magasin ;

2° Les quantités reconnues en excédent, à la suite de l'inventaire annuel.

Aux sorties :

1° Les quantités de sucre et de glucose représentées par les produits expédiés à l'étranger et mentionnées aux acquits régulièrement déchargés ;

2° Les manquants que fait ressortir la balance annuelle du compte.

Un inventaire annuel des produits achevés et en cours de fabrication existant dans l'établissement est dressé à l'époque déterminée par l'administration. La quantité de sucre et de glucose représentée par les produits est évaluée d'après la richesse attribuée par l'industriel à chaque espèce de matières dans ses déclarations de fabrication et dans ses déclarations de sortie.

Les excédents que fait ressortir l'inventaire sont ajoutés aux charges. Les manquants sont alloués de plein droit, s'ils ne dépassent pas 10 p. 100. Les manquants supérieurs à 10 p. 100 sont en totalité soumis aux doubles droits.

Lors de chaque inventaire, l'industriel est tenu de remettre aux employés chargés de la surveillance une déclaration signée de lui et indiquant, pour chaque atelier ou magasin, la quantité de matières y contenues et le poids de sucre raffiné et de glucose qu'elles représentent.

Art. 8. — Pour la pesée des produits lors des inventaires, ainsi que pour la vérification des chargements à l'arrivée ou au départ, les industriels doivent fournir les ouvriers, de même que les poids, balances et autres ustensiles nécessaires.

Art. 9. — Les industriels remboursent au Trésor les frais de surveillance de leurs établissements.

La somme exigée à titre de remboursement desdits frais ne doit pas dépasser la dépense réellement effectuée par la régie ; elle est réglée à la fin de chaque année, par le ministre des finances, d'après le traitement des employés chargés de la surveillance.

Elle est exigible à l'expiration du mois qui suit la notification faite à

l'industriel de la décision du ministre des finances, et le recouvrement en est poursuivi par voie de contrainte, et conformément aux dispositions applicables en matière de contributions indirectes.

Art. 10. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 juin 1903.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

Le ministre des finances,
ROUVIER.

**Rapport au Président de la République, suivi d'un décret
appliquant aux colonies les dispositions de la convention
de Bruxelles relative au régime des sucres ⁽¹⁾.**

Paris, le 21 août 1903.

Monsieur le Président,

Un décret du 28 mai 1903, pris en exécution de la loi du 27 janvier précédent, a promulgué en France, sur la proposition des ministres des finances et des affaires étrangères, la convention de Bruxelles relative au régime des sucres.

L'article 11 de cet acte international stipule qu'il sera également applicable aux colonies des Etats contractants. En vue d'en assurer l'exécution dans nos possessions, j'ai fait préparer le projet de décret ci-joint, que j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien revêtir de votre signature.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,
GASTON DOUMERGUE.

Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu la loi du 27 janvier 1903, autorisant le Président de la République à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter la convention signée à Bruxelles, le 5 mars 1902, et relative au régime des sucres ;

Vu le décret du 28 mai 1903, décidant que ladite convention ainsi que le protocole de clôture qui y est annexé recevront leur pleine et entière exécution à partir du 1^{er} septembre 1903,

Décrète :

Art. 1^{er}. — Les dispositions du décret susvisé du 28 mai 1903 seront appliquées dans les colonies françaises et les pays de protectorat de l'Indo-Chine.

(1) *Journal off.*, 28 août 1903, p. 5484.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à La Bégude-de-Mazenc, le 21 août 1903.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GASTON DOUMERGUE.

Rapport au Président de la République, suivi de décrets modifiant en ce qui concerne les sucres, le tarif des douanes à la Martinique, en Indo-Chine et dans les Établissements français de l'Océanie ⁽¹⁾.

Monsieur le Président,

Aux termes de la convention de Bruxelles, relative au régime des sucres, le maximum de la surtaxe douanière applicable, dans les États contractants et dans leurs colonies, aux sucres étrangers non primés, est limité à 6 francs par 100 kilogrammes pour les sucres raffinés et assimilables, et à 5 fr. 50 par 100 kilogrammes pour les autres sucres.

Conformément à cette disposition, la loi du 27 janvier 1903 a ramené aux taux qui viennent d'être indiqués les droits du tarif général des douanes dont sont passibles lesdits produits.

L'exécution des clauses de la convention de Bruxelles se trouve ainsi assurée dans la France métropolitaine, et, par voie de conséquence, dans celles de nos colonies qui sont soumises à la loi du 11 janvier 1892 et où des mesures particulières n'ont pas été prises, à titre exceptionnel, contre les sucres. La Martinique et l'Indo-Chine, seules, se trouvent dans ce dernier cas ; la prohibition des sucres étrangers y est édictée en vertu d'un décret spécial.

D'autre part, dans les colonies non soumises au tarif général, il n'existe que des droits locaux d'une quotité très réduite, sauf toutefois dans les établissements français de l'Océanie, où le tarif est de 30 francs par 100 kilogrammes pour tous les sucres étrangers.

Il importe donc, pour compléter les mesures déjà prises, de mettre la législation douanière de l'Indo-Chine, de la Martinique et de l'Océanie en harmonie avec les dispositions de la convention de Bruxelles.

J'ai fait préparer dans ce but les trois projets de décrets ci-joints qui ont reçu l'adhésion du conseil d'Etat, et j'ai l'honneur de les soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,
GASTON DOUMERGUE.

(1) *Journ. off.*, 28 août 1903, p. 5484.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu la loi du 11 janvier 1892, relative à l'établissement du tarif général des douanes;

Vu l'avis émis par le conseil général de la Martinique dans ses séances des 25, 26, 27 et 29 février 1892;

Vu le décret du 29 novembre 1892, portant application à la Martinique du tarif général des douanes;

Vu le décret du 30 mars 1893 et le tableau y annexé des exceptions audit tarif à la Martinique;

Vu les décrets des 19 septembre 1897, 18 mars 1899, 17 mars 1901 et 17 juin 1903, modifiant ledit tableau;

Vu la convention relative au régime des sucres conclue à Bruxelles le 5 mars 1902 entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas et la Suède;

Vu le décret du 28 mai 1903 portant promulgation de ladite convention approuvée par le Sénat et par la Chambre des députés;

Vu l'avis du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Le conseil d'Etat entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — Le tableau annexé aux décrets susvisés des 30 mars 1893, 19 septembre 1897, 18 mars 1899, 17 mars 1901 et 17 juin 1903, et contenant les exceptions au tarif général des douanes à la Martinique, est modifié ainsi qu'il suit à partir du 1^{er} septembre 1903.

VIII. — *Denrées coloniales de consommation.*

Sucres remplissant les conditions prévues par la convention de Bruxelles:

Raffinés et assimilables, 100 kilogrammes, 6 francs;

Autres, 100 kilogrammes de raffiné, 5 fr. 50;

Autres sucres : prohibés avec faculté d'admission dans les entrepôts.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à La Bégude-de-Mazenc, le 21 août 1903.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République:

Le ministre des colonies,

GASTON DOUMERGUE.

Le Président de la République française,

Vu la loi du 11 janvier 1892, relative à l'établissement du tarif général des douanes;

Vu le décret du 29 novembre 1899 portant application à l'Indo-Chine du tarif des douanes métropolitain;

Vu le décret du 29 décembre 1898 portant modification du tarif douanier de l'Indo-Chine;

Vu la convention relative au régime des sucres conclue à Bruxelles le

5 mars 1902 entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas et la Suède ;

Vu le décret du 28 mai 1903 portant promulgation de ladite convention approuvée par le Sénat et par la Chambre des députés ;

Vu l'avis du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes ;

Le conseil d'Etat entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — Le tableau annexé au décret susvisé du 29 décembre 1898 est modifié de la façon suivante, en ce qui concerne les sucres étrangers, à partir du 1^{er} septembre 1903.

CHAPITRE VIII. — *Denrées coloniales de consommation.*

Sucres remplissant les conditions prévues par la convention de Bruxelles :

Raffinés et assimilables, 100 kilogrammes, 6 francs.

Autres, 100 kilogrammes de sucre raffiné, 5 fr. 50.

Autres sucres : prohibés.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la métropole et de l'Indo-Chine française, et inscrit au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à La Bégude-de-Mazenc, le 21 août 1903.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GASTON DOUMERGUE.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu l'article 3 de la loi du 7 mai 1881 relative au mode d'institution du tarif douanier dans les colonies ;

Vu la loi du 11 janvier 1892 portant établissement du tarif général des douanes ;

Vu le décret du 9 mai 1892 instituant un régime douanier dans les établissements français de l'Océanie, et le tableau y annexé ;

Vu les décrets des 10 mars 1897, 21 décembre 1898 et 12 mars 1899, portant modification au décret du 9 mai 1892 ;

Vu la convention relative au régime des sucres conclue à Bruxelles le 5 mars 1902 entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas et la Suède ;

Vu le décret du 28 mai 1903, portant promulgation de ladite convention approuvée par le Sénat et par la Chambre des députés ;

Vu l'avis du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes,

Le conseil d'Etat entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — Le tableau annexé au décret susvisé du 9 mai 1892 est modifié ainsi qu'il suit :

Denrées coloniales alimentaires.

Sucres remplissant les conditions prévues par la convention de Bruxelles :

Raffinés et assimilables, 100 kilogrammes, 6 francs.

Autres, 100 kilogrammes de sucre raffiné, 5 fr. 50.

Autres sucres :

Raffiné, 100 kilogrammes, 25 francs ;

Brut, 100 kilogrammes, 30 francs.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 21 août 1903.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GASTON DOUMERGUE.

Circulaire de la Direction générale des Douanes.

Sucres. — Nouveau régime. — Convention de Bruxelles du 5 mars 1902. — Loi du 28 janvier 1903. — Loi de finances du 31 mars 1903 (1).

Une convention a été conclue à Bruxelles, le 5 mars 1902, entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas et la Suède, à l'effet de substituer au régime des primes sucrières une législation à la fois plus conforme aux lois économiques et plus propre à favoriser le développement de la consommation du sucre.

Les principales dispositions adoptées dans ce but par les pays signataires sont :

La suppression de tous les avantages directs ou indirects accordés jusqu'alors à la production ou à l'exportation ;

La limitation à 6 francs par 100 kilogrammes pour le sucre raffiné, et à 5 fr. 50, pour le sucre brut, de la surtaxe douanière, c'est-à-dire de l'écart entre le droit perçu à l'importation sur les sucres étrangers et le droit perçu à l'intérieur sur les sucres indigènes.

L'obligation pour les Etats contractants de soumettre la fabrication et le raffinage du sucre à un régime non susceptible de donner ouverture à des bonifications de rendement ;

L'engagement de frapper d'un droit compensateur ou de prohibition absolue les sucres provenant de pays qui accorderaient des primes ;

L'extension des clauses de la Convention aux provinces d'outre-mer, colonies et possessions des puissances contractantes, exception faite des colonies et possessions britanniques et néerlandaises dont la

(1) *Monit. offi. du Commerce*, 10 oct. 1903.

situation est déterminée par les déclarations insérées au protocole de clôture.

Une commission permanente siégeant à Bruxelles et formée de représentants de pays de l'Union sucrière, est chargée de surveiller l'exécution de ces dispositions.

Le protocole de clôture laisse la faculté aux parties contractantes, chacune en ce qui la concerne, de proposer un relèvement d'un franc par 100 kilogrammes sur la surtaxe douanière de 6 francs ou 5 fr. 50, si des quantités considérables de sucres originaires d'un Etat contractant pénétraient chez elles. Toutefois, la Commission permanente ne peut donner son adhésion à ce relèvement de droits que dans le cas où l'envahissement du marché considéré serait la conséquence d'une réelle infériorité économique et non le résultat d'une élévation factice des prix provoquée par une entente entre producteurs.

Le même protocole contient une déclaration des délégués britanniques portant qu'aucune prime directe ou indirecte ne sera accordée aux sucres des colonies de la Couronne pendant la durée de la Convention et que, pendant le même laps de temps, aucune préférence ne sera faite dans le Royaume-Uni aux sucres coloniaux par rapport aux sucres originaires des Etats contractants. Le Gouvernement des Pays-Bas a émis de son côté une déclaration identique en ce qui concerne les colonies néerlandaises.

La Convention de Bruxelles, approuvée par la loi du 27 janvier 1903 et promulguée par un décret du 28 mai de la même année, entrera en vigueur le 1^{er} septembre prochain pour avoir une durée de cinq ans.

L'article 10 fixe les conditions dans lesquelles les Etats contractants pourront, le cas échéant, cesser de faire partie de l'Union sucrière, soit à l'expiration de la période quinquennale, soit postérieurement.

NOUVELLE LÉGISLATION DES SUCRES (loi du 28 janvier 1903). — C'est également à partir du 1^{er} septembre 1903 que notre nouveau régime des sucres, formulé dans la loi du 28 janvier dernier, deviendra applicable.

J'en résume ci-après l'économie.

Le droit général de consommation afférent aux sucres indigènes et coloniaux comme aux sucres étrangers est abaissé :

De 60 francs à 25 francs par 100 kilogrammes de raffiné sur les sucres bruts ;

De 60 francs à 25 francs par 100 kilogrammes de poids effectif sur les sucres raffinés et assimilés.

Dé 64 fr. 20 à 26 fr. 75 sur les sucres candis.

Conformément aux stipulations de la Convention de Bruxelles, les surtaxes (droit de douane) applicables aux sucres étrangers sont fixées à 6 francs par 100 kilogrammes (poids effectif) pour les sucres raffinés et assimilés, à 6 fr. 42 (poids effectif) pour les sucres candis et à 5 fr. 50 (poids effectif) pour les sucres bruts.

La taxe de fabrication instituée par l'article 4 de la loi du 7 avril 1897 est supprimée.

La taxe de raffinage, destinée à faire face au paiement des détaxes de distance, est ramenée de 4 francs à 2 francs par 100 kilogrammes ; elle sera, d'ailleurs, perçue dans les mêmes conditions qu'auparavant.

Les droits sur les mélasses et sur les chocolats importés de l'étranger

restent fixés aux taux déterminés par les lois des 7 avril 1897, 14 juillet 1897 et 24 février 1900.

Les détaxes de distance établies par les articles 2 et 3 de la loi du 7 avril 1897 sont maintenues. Mais, au lieu d'être à taux fixe, elles ne seront désormais allouées qu'à raison du montant des frais de transport effectivement supportés par les sucres sans pouvoir dépasser toutefois les taux prévus en 1897. Elles doivent, en un mot, être la représentation exacte des frais de transport, y compris les débours accessoires pour l'assurance, le camionnage, etc.

Il sera justifié du montant des frais par la production des connaissements, lettres de voitures, factures, etc., lesquels seront annexés à la souche du bon. Lorsque les frais de transport auront été inférieurs au maximum fixé par la loi, la détaxe sera liquidée à un taux exactement égal au montant des frais : dans le cas contraire, elle sera payée à raison de 2 fr. 25 ou de 2 fr. 50 par 100 kilogrammes de raffiné, selon l'origine des sucres, s'il s'agit de sucres des colonies françaises et de 2 francs par 100 kilogrammes (poids effectif) pour les sucres indigènes expédiés des ports de la mer du Nord et de la Manche sur les raffineries des ports de l'Atlantique et de la Méditerranée.

Les sucres entrant dans la préparation des produits sucrés et du chocolat continueront à bénéficier de l'admission temporaire dans les conditions de la législation actuellement en vigueur. Toutefois, l'article 4 de la loi du 28 janvier 1903 dispose que les sucres destinés à entrer dans la préparation des produits alimentaires sucrés pourront être travaillés en franchise des droits dans des établissements spéciaux affectés à cette fabrication. Ces établissements érigés en entrepôts réels seront soumis à la surveillance permanente des employés des contributions indirectes. Les produits sortant de ces entrepôts spéciaux seront présentés à l'exportation sous le plomb de la régie ; en aucun cas ils ne pourront donner lieu à la délivrance de certificats d'exportation ou d'entrée en entrepôt.

La nouvelle législation abroge notamment les dispositions de la loi du 29 juillet 1884 et des lois subséquentes qui avaient accordé une remise d'impôt aux sucres indigènes ou coloniaux français représentant des excédents de rendement ou des déchets de fabrication, l'article premier de la loi du 7 avril 1897 qui avait créé des primes directes à l'exportation, et l'article 2 de la loi du 29 juillet 1884 instituant un régime de faveur pour les sucres employés au sucrage des vins, cidres et poirés.

Sont, au contraire, maintenues toutes les dispositions relatives au mode d'imposition des sucres bruts d'après les méthodes saccharimétriques.

Les articles 4 et 6 de la loi du 28 janvier 1903 ont fait l'objet d'instructions spéciales.

Les autres dispositions de la loi du 28 janvier 1903 intéressent exclusivement l'administration des contributions indirectes.

CORSE. — L'article 35 de la loi de finances du 31 mars 1903 rend applicable en Corse à partir du 1^{er} septembre le tarif du continent sur le sucre, le lait concentré, le lait sucré, les mélasses, les sirops, bonbons et fruits confits au sucre, les biscuits sucrés et les confitures au sucre et au miel.

Suivant la réserve faite par la loi du 7 avril 1897, la taxe de raffinage n'est pas exigible dans l'île.

ALGÉRIE. — Le tarif des sucres en Algérie se compose, comme dans la métropole, du droit général de consommation, fixé aux deux tiers du tarif métropolitain par l'article 11 de la loi du 28 décembre 1895, et de la surtaxe de douane applicable aux sucres étrangers.

Un décret du 2 juillet 1903, rendu en exécution de l'article 10 de la loi du 19 décembre 1900, a abaissé de 40 à 24 francs par 100 kilogrammes de raffiné le droit de consommation sur les sucres de toute origine importés en Algérie (sucre des fabriques de la métropole, des colonies et possessions françaises et sucres étrangers). La perception de la nouvelle taxe a été autorisée par une loi en date du 22 juillet 1903 dont l'article 2 abroge, en tant que besoin, les dispositions de l'article 11 de la loi du 28 décembre 1895 en ce qui concerne les sucres.

Conformément aux prescriptions de l'article 12 de la loi de 1895 qui restent en vigueur, les sucres étrangers acquitteront dans la colonie, comme en France, les surtaxes de 6 fr. 42 et 5 fr. 50 par 100 kilogrammes de poids effectif, selon l'espèce.

Je rappelle que la taxe de raffinage n'est pas exigible dans la colonie.

PRODUITS SUCRÉS. — Le tableau joint à la présente circulaire indique la quotité des droits qui seront applicables, à partir du 1^{er} septembre 1903, aux bonbons, fruits confits, sirops, confitures et biscuits sucrés, non compris la taxe de raffinage. Le service remarquera que les nouvelles taxes afférentes aux biscuits sucrés et aux bonbons ne sont pas en corrélation. Au tarif général, les biscuits sucrés seront plus fortement taxés que les bonbons ; au tarif minimum, l'écart entre les deux taxes ne sera que de 1 fr. 50 par 100 kilogrammes.

Il a été réglé en conséquence que les biscuits sucrés à 50 0/0 et plus de sucre ainsi que les macarons et petits fours continueront à suivre le régime des bonbons pour l'application du tarif minimum. Mais les produits de l'espèce originaires de pays soumis au tarif général devront être traités comme biscuits sucrés.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES. — Par application des dispositions de l'article 4 du décret du 18 juillet 1897, les sucres déclarés pour l'exportation antérieurement au 1^{er} septembre et qui auront fait l'objet de certificats d'exportation ou d'entrée en entrepôt ont droit à la prime d'exportation sous condition que pendant leur durée de validité (deux mois) ces certificats soient présentés à l'apurement d'obligations d'admission temporaire de sucres indigènes ou coloniaux français. Si, pendant les mois de septembre et d'octobre prochains, il est fait des imputations de l'espèce, le service délivrera aux intéressés des bons de droits établis d'après les taux fixés pour la campagne en cours (1 fr. 11, 1 fr. 27 et 1 fr. 43), suivant qualité des sucres réellement exportés.

GLUCOSES. — La réduction du droit du sucre cristallisable a eu pour conséquence l'abaissement de la taxe intérieure des glucoses que l'article 32 de la loi de finances du 31 mars 1903 a fixé à 5 fr. 60 par 100 kilogrammes.

On ne perdra pas de vue que le droit d'importation applicable aux glucoses d'origine étrangère est celui des sirops (n° 93).

Des instructions spéciales feront connaître, s'il y a lieu, les mesures

destinées à assurer l'application des clauses de la Convention de Bruxelles, notamment en ce qui concerne la justification de l'origine des sucres et la perception de droits compensateurs sur les sucres originaires de pays où existent des primes.

Circulaire de la Direction générale des Douanes.

Sucres. — Application de la Convention de Bruxelles.

En exécution de l'article 7 de la Convention de Bruxelles, la Commission permanente a arrêté, dans sa réunion du 20 juin dernier, les dispositions nécessaires pour assurer dans les Etats contractants l'application du droit compensateur ou de la prohibition aux sucres primés par des Etats non contractants.

Justification de l'origine des sucres.

(Art. 4 et 8 de la Convention).

Aux termes de la nouvelle réglementation, les sucres étrangers importés dans un des Etats de l'Union sucrière pour y être consommés, raffinés ou transformés doivent être accompagnés d'un certificat d'origine énonçant l'espèce et la quantité des sucres, l'espèce, le nombre et les marques des colis, le pays d'origine et de production, le pays de destination, le mode de transport (chemin de fer, navire ou bateau), le temps pour lequel le certificat est valable (un an au maximum, non compris le temps pendant lequel les sucres ont pu séjourner en entrepôt), etc., etc...

Pour les sucres arrivant des Etats non contractants, le certificat doit relater, en outre, qu'ils proviennent d'une usine ne travaillant pas de sucres originaires d'un Etat qui accorde des primes et auquel s'applique, par suite, le droit compensateur ou la prohibition prévus par l'article 4 de la Convention.

Les titres d'origine ainsi libellés doivent être délivrés par l'autorité fiscale compétente du pays de production, de provenance ou de transformation, c'est-à-dire par l'Administration des accises, ou par l'autorité douanière. En ce qui concerne les envois des pays non adhérents à la Convention, le Gouvernement de destination peut exiger, pour plus de sûreté, la garantie additionnelle du visa de l'autorité consulaire qui le représente dans lesdits pays.

Le certificat d'origine perd sa valeur si, en cours de transport, la marchandise a été transbordée dans un Etat qui donne des primes. Il pourra, toutefois, être accordé des exceptions dans les circonstances de force majeure ou lorsqu'il s'agira de sucres d'un Etat contractant ayant transité par un pays à primes dans des conditions qui garantissent leur identité ; l'Administration devrait être saisie des cas de l'espèce.

Les sucres non accompagnés d'un certificat d'origine sont passibles du droit compensateur le plus élevé de ceux qui auront été fixés par la Commission permanente, soit 50 francs par 100 kilogrammes. Mais il a été entendu que dans les cas où cette irrégularité paraîtrait être le résultat

d'une erreur ou d'une omission, la douane du pays de destination pourrait donner main-levée de la marchandise aux conditions du tarif normal, contre l'engagement cautionné, pris par le déclarant, de produire l'attestation réglementaire dans un délai déterminé ou, à défaut, de réaliser le droit spécial le plus élevé.

La justification d'origine ne serait pas exigée pour les importations n'ayant pas un caractère commercial, telles que les introductions accompagnant les voyageurs, les envois par colis postaux ou à titre de provisions de ménage, etc..., sous la réserve que le service n'ait pas de motifs particuliers de suspecter l'origine des produits.

Transit des sucres primés.
(Art. 8 de la Convention.)

Le règlement élaboré par la Commission dispose que les sucres primés pourront transiter, être transbordés ou entreposés dans les Etats contractants. Dans chaque cas, ils devront rester sous le contrôle de la douane pendant toute la durée de leur séjour sur le territoire du pays tiers.

Droits compensateurs.
(Art. 4 de la Convention.)

Tous les droits compensateurs n'ayant pas encore été déterminés d'une manière définitive par la Commission permanente, on n'indiquera qu'ultérieurement la liste de ces droits. S'il se présentait d'ici là, contrairement à toute attente, des sucres venant de pays non contractants, on ferait connaître immédiatement le montant des droits compensateurs à percevoir d'après l'origine, s'il y a lieu. En attendant la réponse de l'Administration les sucres pourraient, d'ailleurs, être remis après paiement ou garantie du droit principal et de la surtaxe de douane, moyennant soumission cautionnée d'acquitter le droit spécial reconnu applicable.

Les Directeurs sont priés de porter ces dispositions à la connaissance du service et du commerce.

Décret fixant les taxes à percevoir pour les correspondances échangées avec le protectorat britannique du Somaliland.

(23 JUILLET 1903)⁽¹⁾

Le Président de la République française,

Vu la loi du 8 avril 1898 qui autorise le Président de la République à ratifier et à faire exécuter la convention postale universelle, conclue à Washington le 15 juin 1897 ;

Vu le décret du 26 décembre 1898, qui fixe les taxes à percevoir en France, en Algérie, dans les bureaux français à l'étranger et dans les

(1) *Journal officiel*, 29 juillet 1903, p. 4836.

colonies ou établissements français, sur les correspondances échangées avec les pays de l'union postale universelle ;

Vu la note, en date du 11 avril dernier, par laquelle le conseil fédéral de la Confédération suisse a notifié aux hauts gouvernements des pays de l'union postale universelle l'adhésion de la Grande-Bretagne, à partir du 1^{er} juin 1903, pour le protectorat britannique du Somaliland, à la convention principale, signée à Washington le 15 juin 1897 ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, du ministre des colonies et du ministre des finances,

Décète :

Art. 1^{er}. — Les dispositions du décret du 26 décembre 1898, fixant les taxes à percevoir sur les correspondances ordinaires et recommandées, à destination ou provenant de l'extérieur échangées entre la France, l'Algérie, les bureaux français à l'étranger, les colonies ou établissements français, d'une part ; et, d'autre part, les pays de l'union postale, sont applicables aux relations avec le protectorat britannique du Somaliland.

Art. 2. — Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 juillet 1903.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

GEORGES TROUILLOT.

Le ministre des colonies,
GASTON DOUMERGUE.

Le ministre des finances,
ROUVIER.

Décret portant réduction des taxes d'affranchissement des colis postaux à destination des possessions allemandes des îles Marshall et Mariannes.

(24 JUILLET 1903) (1)

Le Président de la République française,

Vu les lois des 3 mars 1881, 12 et 13 avril 1892 et 8 avril 1898, sur le service des colis postaux ;

Vu les décrets des 27 juin 1892, 26 décembre 1898, 27 août 1900 et 24 avril 1902, ces deux derniers ayant fixé les taxes d'affranchissement des colis postaux à destination des îles Marshall et Mariannes ;

Vu la lettre par laquelle le bureau international de l'union postale

(1) *Journal officiel*, 29 juillet 1903, p. 4836.

TABLEAU indiquant les taxes d'affranchissement des colis postaux ne dépassant pas 5 kilogrammes, à destination des îles Marshall et Mariannes (possessions allemandes).

LIEU DE DÉPÔT DES COLIS	VOIE DE TRANSMISSION	TAXES d'affran- chissement (a)	DÉCOMPOSITION DE LA TAXE D'AFFRANCHISSEMENT						
			Part du pays d'origine	Apport maritime en France	Part française	Part allemande	Paquebots allemands	Part du pays de destination	Total
France.....	Voie d'Allemagne.	3 50	»	»	0 50	0 50	2 »	0 50	3 50
Corse et Algérie.....	Idem.....	4 »	0 25	0 25	0 50	0 50	2 »	0 50	4 »
Bureaux français :	Voie de France et								
En Turquie.....	d'Allemagne....	4 75	0 50	0 75	0 50	0 50	2 »	0 50	4 75
A Zanzibar.....	Idem.....	6 »	0 50	2 »	0 50	» 50	2 »	0 50	6 »
En Chine....	Idem.....	7 »	0 50	3 »	0 50	0 50	2 »	0 50	7 »
Agences maritimes françaises :	Idem.....	8 »	1 50	3 »	0 50	0 50	2 »	0 50	8 »
Au Maroc	Idem.....	4 50	0 50	0 50	0 50	0 50	2 »	0 50	4 50
A Tripoli de Barbarie.....	Idem.....	4 50	0 50	0 50	0 50	0 50	2 »	0 50	4 50
Colonies françaises :									
Sénégal et Guinée française, Côte française des Somalis.....	Idem.....	5 »	0 50	1 »	0 50	0 50	2 »	0 50	5
Côte d'Ivoire, Dahomey et dépendan- ces, Congo français, Martinique, Gua- deloupe, Guyane française, Inde fran- çaise, archipel des Comores (Mayotte, Grande-Comore et Anjouan), la Réu- nion, Madagascar et dépendances....	Idem.....	5 »	0 50	2 »	0 50	0 50	2 »	0 50	6
Indo-Chine française (Cochinchine, Cambodge, Bas-Laos, Annam et Ton- kin), Nouv ^{lle} Calédonie et dépendances.	Idem.....	7 »	0 50	3 »	0 50	0 50	2 »	0 50	7
Tahiti.....	Idem.....	9 »	0 50	(b) 5 »	0 50	0 50	2 »	0 50	9 »

(a) Non compris le droit de timbre de 10 centimes.

(b) Paquebot australien de Tahiti à Sydney, 2 fr. ; paquebot français de Sydney en France, 3 fr.

universelle, notifie aux offices de l'Union, la réduction des taxes précitées;

Sur les rapports du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, du ministre des colonies et du ministre des finances,

Décrète :

Art. 1^{er}. — A partir du 1^{er} septembre 1903, les taxes d'affranchissement des colis postaux à destination des îles Marshall et Mariannes seront perçues conformément aux indications du tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 juillet 1903.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*
GEORGES TROUILLOT.

Le ministre des colonies,
GASTON DOUMERGUE.

Le ministre des finances,
ROUVIER.

Décret autorisant l'échange de lettres de valeur déclarée avec certaines colonies britanniques.

(30 JUIN 1903) (1)

Le Président de la République française,

Vu la loi du 8 avril 1898, portant approbation de l'arrangement conclu à Washington, le 15 juin 1897, pour l'échange des lettres de valeur déclarée ;

Vu le décret du 26 décembre 1898, rendu en exécution de cette loi ;

Vu la notification du conseil fédéral de la Confédération suisse, concernant l'adhésion des colonies britanniques de l'île Maurice, des îles Seychelles, de Sierra-Leone, de la Côte-d'Or, de l'île de Grenade, de Sainte-Lucie et de Saint-Vincent, à l'arrangement susvisé du 15 juin 1897 ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, du ministre des colonies et du ministre des finances,

Décrète :

Article 1^{er}. — A partir du 1^{er} juillet 1903, il pourra être échangé des lettres contenant des valeurs-papiers déclarées, avec garantie du montant de la déclaration, entre la France (y compris la principauté de Monaco), l'Algérie et les bureaux français à l'étranger, ainsi que les colonies et établissements français, d'une part, et, d'autre part, les colonies britanniques de l'île Maurice, des îles Seychelles, de Sierra-Leone, de la Côte-d'Or, de l'île Grenade, de Sainte-Lucie et de Saint-Vincent.

(1) *Journal off.*, 9 juillet 1903, p. 4194.

Art. 2. — Le montant de la déclaration sera limité à 1.250 francs, dans les relations avec la colonie de la Côte-d'Or, à 3.000 francs dans les relations avec les îles Seychelles, et à 1.500 francs dans les relations avec les autres colonies britanniques dénommées à l'article 1^{er} ci-dessus.

Art. 3. — Le prix à payer par l'expéditeur, pour l'affranchissement des lettres de valeur déclarée à destination desdites colonies britanniques, comprendra :

- 1^o La taxe d'une lettre recommandée de même poids :
- 2^o Le droit proportionnel indiqué au tableau ci-annexé.

TABLEAU indiquant le droit proportionnel d'assurance à percevoir sur chaque lettre de valeur déclarée.

ORIGINE DES ENVOIS	DROIT PROPORTIONNEL D'ASSURANCE à percevoir par chaque somme de 300 fr. déclarée, sur les lettres à destination de :			
	Ile Maurice (1) et îles Seychelles (2) (V. de Marseille et des paquebots français).	Sierra-Leone (1) et Côte-d'Or (3) (Voie anglaise)	Grenade (1) et St-Vincent (1) (Voie anglaise)	Ste-Lucie (1) (Voie anglaise)
France et Algérie..	0 20	0 45	0 45	0 45
Bureaux français:				
A Tripoli de Barba-				
rie.....	0 20	0 45	0 45	0 45
A Zanzibar.....	0 20	0 45	0 45	0 45
En Turquie.....	0 35	0 45	0 45	0 45
En Egypte.....	0 20	0 45	0 45	0 45
En Chine.....	0 20	0 45	0 45	0 45
Au Maroc.....	0 35	0 45	0 45	0 45
Colonies françaises:				
En Asie.....	(4) 0 20	0 45	0 45	0 45
En Amérique.....	0 35	0 45	0 45	(4) 0 20
En Océanie.....	(4) 0 20	0 45	0 45	0 45
Dans l'Océan Indien.	(4) 0 20	0 45	0 45	0 45
Sur la côte occiden-				
tales d'Afrique....	0 35	0 45	0 45	0 45
Sur la côte orientale				
d'Afrique.....	(4) 0 20	0 45	0 45	0 45

(1) Maximum de déclaration, 1.500 fr.

(2) Maximum de déclaration, 3.000 fr.

(3) Maximum de déclaration, 1.250 fr.

(4) Echange direct par paquebots français.

Art. 4. — Les dispositions de l'article 4 et du paragraphe 1^{er} de l'article 5 du décret susvisé du 26 décembre 1898, sont applicables à l'échange des lettres de valeur déclarée, autorisé par le présent décret.

Art. 5. — Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 juin 1903.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*
GEORGES TROUILLOT.

Le ministre des colonies.
GASTON DOUMERGUE.

Le ministre des finances,
ROUVIER.

Décret portant admission des colis postaux dans les relations avec la colonie portugaise de Mozambique, par la voie du Portugal et des paquebots portugais.

(21 JUILLET 1903) (1)

Le Président de la République française,
Vu les lois des 3 mars 1881, 12 et 13 avril 1892 et 8 avril 1898, sur le service des colis postaux;

Vu les décrets des 27 juin 1892 et 26 décembre 1898;

Vu la lettre par laquelle l'office portugais notifie qu'il est en mesure d'acheminer les colis postaux sur la colonie de Mozambique, par la voie du Portugal et des paquebots portugais;

Sur les rapports du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, du ministre des colonies, et du ministre des finances,

Décète:

Art. 1^{er}. — A partir du 1^{er} septembre 1903, des colis postaux ne dépassant pas 5 kilogrammes, avec ou sans déclaration de valeur, seront admis dans les échanges entre la France, y compris la Corse, l'Algérie, les colonies françaises et les bureaux ou établissements français de l'étranger, d'une part, et la colonie de Mozambique, d'autre part, par la voie du Portugal et des paquebots portugais.

Art. 2. — Les taxes d'affranchissement et les droits additionnels d'assurance des colis postaux désignés à l'article précédent seront perçus conformément aux indications du tableau annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des

(1) *Journal officiel*, 24 juillet 1903, p. 4706.

télégraphes, le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 juillet 1903.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de République :

*Le ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*
GEORGES TROUILLOT.

Le ministre des colonies,
GASTON DOUMERGUE.

Le ministre des finances,
ROUVIER.

(V^o Tableau annexé au présent décret, p. 406).

Décret portant fixation des taxes d'affranchissement et d'assurance des colis postaux avec ou sans déclaration de valeur à destination de l'Inde portugaise.

(17 SEPTEMBRE 1903) ⁽¹⁾

Le Président de la République française,

Vu les lois des 3 mars 1881, 12 et 13 avril 1892, et 8 avril 1898, sur le service des colis postaux ;

Vu les décrets des 27 juin 1892 et 26 décembre 1898 ;

Vu la lettre par laquelle le bureau international de l'Union postale universelle a notifié aux offices de l'Union l'adhésion de l'Inde portugaise au trafic des colis postaux, conformément aux règles de la convention de Washington du 15 juin 1897 ;

Sur les rapports du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, du ministre des colonies et du ministre des finances,

Décète :

Art. 1^{er}. — A partir du 1^{er} octobre 1903, des colis postaux ne dépassant pas 5 kilogrammes, avec ou sans valeur déclarée, jusqu'à concurrence de 500 fr. seront admis dans les échanges avec l'Inde portugaise.

Art. 2. — Les taxes d'affranchissement, ainsi que le droit additionnel d'assurance en cas de déclaration de valeur, des colis postaux désignés à l'article précédent, seront perçus conformément aux indications du tableau annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des colonies et le ministre des finances sont

(1) *Journal officiel*, 22 septembre 1903, p. 5899.

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à La Bégude-de-Mazenc, le 17 septembre 1903.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes.*

GEORGES TROUILLOT.

Le ministre des colonies,
GASTON DOUMERGUE.

Le ministre des finances,
ROUVIER.

(V^o le Tableau annexé au présent décret p. 407).

Décret fixant les taxes à percevoir pour les correspondances échangées avec le protectorat britannique de la Nigeria du Sud.

(19 SEPTEMBRE 1903) (1)

Le Président de la République française,

Vu la loi du 8 avril 1898 autorisant le Président de la République à ratifier et à faire exécuter la convention postale universelle conclue à Washington, le 15 juin 1897, et portant approbation de l'arrangement conclu à Washington à la même date pour l'échange des lettres de valeur déclarée ;

Vu le décret du 26 décembre 1898 qui fixe les taxes à percevoir en France, en Algérie, dans les bureaux français à l'étranger et dans les colonies et établissements français, sur les correspondances échangées avec les pays de l'union postale ;

Vu le décret de la même date relatif à l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée avec les pays étrangers ;

Vu la notification du conseil fédéral de la confédération suisse concernant l'adhésion du protectorat britannique de la Nigéria du Sud à la convention postale universelle et à l'arrangement du 15 juin 1897 susvisé ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, du ministre des colonies et du ministre des finances,

Décrète :

Art. 1^{er}. — Les dispositions du décret du 26 décembre 1898 fixant les taxes à percevoir sur les correspondances ordinaires ou recommandées à destination ou provenant de l'extérieur, échangées entre la France (y compris la principauté de Monaco), l'Algérie, les bureaux français à l'étranger, les colonies ou établissements français, d'une part, et, d'autre part, les pays de l'union postale, sont applicables aux relations avec le

(1) *Journal officiel*, 22 septembre 1903, p. 5900.

protectorat britannique de la Nigéria du Sud à partir du 1^{er} octobre 1903.

Art. 2. — A partir de la même date, il pourra être échangé, dans ces mêmes relations, des lettres contenant des valeurs-papiers déclarées, avec garantie du montant de la déclaration.

Art. 3. — Le montant de la déclaration sera limité à 3,000 fr.

Art. 4. — Le prix à payer par l'expéditeur pour l'affranchissement des lettres de valeur déclarée à destination de protectorat britannique de la Nigéria du Sud comprendra :

1^o La taxe d'une lettre recommandée de même poids;

2^o Un droit proportionnel d'assurance de 45 centimes par chaque somme de 300 fr. déclarée.

Art. 5. — Les dispositions de l'article 4 et du paragraphe 1^{er} de l'article 5 du décret susvisé du 26 décembre 1898 concernant l'arrangement international du 15 juin 1897 pour l'échange des envois de valeur déclarée, sont applicables à l'échange des lettres de valeur déclarée autorisé par le présent décret.

Art. 6. — Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 19 septembre 1903.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

GEORGES TROUILLOT.

*Le ministre des colonies,
GASTON DOUMERGUE.*

*Le ministre des finances,
ROUVIER.*

Décret portant extension du service des colis postaux aux relations avec la colonie portugaise de Timor.

(29 SEPTEMBRE 1903) (1)

Le Président de la République française,

Vu les lois des 3 mars 1881, 12 et 13 avril 1892, et 8 avril 1898, sur le service des colis postaux ;

Vu les décrets des 27 juin 1892 et 26 décembre 1898 ;

Vu la lettre par laquelle le bureau international de Berne notifie aux offices de l'union postale universelle la participation de la colonie portugaise de Timor au trafic des colis postaux, conformément à la convention internationale du 15 juin 1897 ;

Sur les rapports du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, du ministre des colonies, et du ministre des finances,

(1) *Journal off.* 8 octobre 1903, p. 6185.

Décète :

Art. 1^{er}. — A partir du 1^{er} novembre 1903, les colis postaux ne dépassant pas le poids de 5 kilogrammes seront admis dans les échanges avec la colonie portugaise de Timor.

Art. 2. — Les taxes d'affranchissement à percevoir pour les colis désignés à l'article précédent sont indiquées au tableau annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 29 septembre 1903

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*
GEORGES TROUILLOT.

Le ministre des colonies,
GASTON DOUMERGUE.

Le ministre des finances,
ROUVIER.

(V^o le tableau annexé par le présent décret p. 408).

Décret portant admission des colis postaux de valeur déclarée, dans les échanges avec les colonies anglaises de Queensland, d'Australie occidentale, de Nouvelle-Guinée et d'Afrique centrale.

(5 OCTOBRE 1903) (1)

Le Président de la République française,

Vu les lois des 3 mars 1881, 12 et 13 avril 1892 et 8 avril 1898, sur le service des colis postaux ;

Vu les décrets des 27 juin 1892 et 26 décembre 1898 ;

Vu les conventions des 18 juin 1886 et 9 juillet 1895 conclues entre la France et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande ;

Vu les notifications du Post Office britannique portant admission des colis postaux de valeur déclarée dans les échanges avec les colonies anglaises de Queensland, d'Australie occidentale, de Nouvelle-Guinée et d'Afrique centrale ;

Sur les rapports du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, du ministre des colonies et du ministre des finances,

Décète :

Art. 1^{er}. — A partir du 1^{er} novembre 1903, les colis postaux avec déclaration de valeur seront admis dans les échanges avec les colonies

(1) *Journal off.*, 8 octobre 1903, p. 6186.

anglaises de Queensland, d'Australie occidentale, de Nouvelle-Guinée et d'Afrique centrale.

Art. 2. — Le droit additionnel d'assurance à percevoir pour les colis désignés à l'article précédent est fixé ainsi qu'il suit, par 300 francs ou fraction de 300 francs du montant de la déclaration :

A 55 centimes au départ de la France continentale ;

A 70 centimes au départ de Corse et d'Algérie ;

A 65 centimes au départ des bureaux ou établissements français établis à l'étranger et des colonies françaises participant au service des envois de l'espèce.

Art. 3. — Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 octobre 1903.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*
GEORGES TROUILLOT.

Le ministre des colonies,
GASTON DOUMERGUE.

Le ministre des finances,
ROUVIER.

Décret portant extension du trafic des colis postaux de 5 à 10 kilogrammes et de valeur déclarée, aux relations avec les colonies de la Nouvelle-Calédonie et de Madagascar et ses dépendances.

(5 OCTOBRE 1903) (1)

Le Président de la République française,

Vu les lois des 3 mars 1881, 12 et 13 avril 1892, 17 juillet 1897 et 8 avril 1898, sur le service des colis postaux ;

Vu les décrets des 27 juin 1892, 5 septembre 1897, 26 avril et 26 décembre 1898, 25 février et 24 mars 1899, 7 décembre 1901, 5 mars, 11 avril, 3 mai, 21 juin et 29 décembre 1902 et 30 janvier 1903 ;

Vu les arrangements conclus, d'une part, avec le Luxembourg, le 7 octobre 1898, la Suisse, le 15 novembre 1898, la Belgique, le 4 mars 1899, et, d'autre part, les conventions conclues avec les compagnies de chemins de fer en Corse et en Algérie, ainsi qu'avec les compagnies de navigation, le 26 décembre 1901, pour le transport des colis postaux de 5 à 10 kilogrammes en exécution de l'article 2 des lois des 17 juillet 1897 et 12 avril 1892 ;

Sur les rapports du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, du ministre des colonies, et du ministre des finances,

(1) *Journal off.*, 8 octobre 1903, p. 6186.

Décrète :

Art. 1^{er}. — A partir du 1^{er} novembre 1903, les colis postaux du poids de 5 à 10 kilogrammes et les colis postaux de valeur déclarée, jusqu'à concurrence de 500 francs seront admis dans les échanges, avec la Nouvelle-Calédonie et Madagascar et ses dépendances.

Art. 2. — Les taxes d'affranchissement des colis de 5 à 10 kilogrammes et le droit additionnel d'assurance sur les colis de valeur déclarée désignés à l'article précédent, seront perçus conformément aux indications respectives des tableaux annexés au présent décret.

Art. 3. — Le maximum de l'indemnité afférente à la perte, à la spoliation ou à l'avarie des colis postaux de 5 à 10 kilogrammes est fixé à 40 francs. Pour les colis avec déclaration de valeur, le maximum de l'indemnité pourra s'élever jusqu'au montant de la déclaration.

Art. 4. — Les colis postaux de 5 à 10 kilogrammes, ainsi que ceux de valeur déclarée, originaires ou à destination des colonies précitées, seront traités conformément aux règles tracées par la convention internationale du 15 juin 1897, approuvée par la loi du 8 avril 1898, en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions qui précèdent.

Art. 5. — Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 octobre 1903.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*
GEORGES TROUILLOT.

Le ministre des colonies,
GASTON DOUMERGUE.

Le ministre des finances,
ROUVIER.

(V. Tableaux annexés au présent décret, p. 409 et 410).

Décret concernant l'échange de lettres et de boîtes avec valeur déclarée avec le Montenegro.

(14 NOVEMBRE 1903) (1)

Le Président de la République française,

Vu la loi du 8 avril 1898, qui autorise le Président de la République à ratifier et à faire exécuter l'arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes de valeur déclarée, conclu à Washington le 15 juin 1897 ;

Vu le décret du 26 décembre 1898, rendu en exécution de cette loi ;

(1) *Journal off.*, 19 novembre 1903, p. 6995.

Vu la notification faite par le conseil fédéral de la confédération suisse de l'adhésion du Montenegro à l'arrangement susvisé du 15 juin 1897 ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, du ministre des colonies et du ministre des finances,

Décète :

Article 1^{er}. — A partir du 1^{er} décembre 1903, il pourra être échangé des lettres contenant des valeurs-papier déclarées et des boîtes contenant des bijoux et objets précieux déclarés, avec garantie du montant de la déclaration, entre la France (y compris la principauté de Monaco), l'Algérie, les colonies ou établissements français, les bureaux de poste français à l'étranger, d'une part, et le Montenegro, d'autre part.

Art. 2. — Le prix à payer par les expéditeurs de lettres ou de boîtes de valeur déclarée pour le Montenegro, comprendra :

I. — Pour les lettres :

1^o La taxe applicable à une lettre recommandée de mêmes poids, origine et destination ;

2^o Un droit proportionnel d'assurance par 300 francs déclarés, de :

- a) 35 centimes pour les lettres originaires de France et d'Algérie ;
- b) 45 centimes pour les lettres originaires des colonies ou établissements français et des bureaux français à l'étranger.

II. — Pour les boîtes :

1^o Une taxe fixe de transport de 2 fr. 50 pour les boîtes originaires de France ou d'Algérie, et de 4 francs pour celles originaires des bureaux français du Maroc, ainsi que des colonies ou établissements français ;

2^o Le droit proportionnel d'assurance par 300 francs ou fraction de 300 francs déclarés, prévu pour les lettres de même origine, au paragraphe 1^{er} du présent article.

Art. 3. — Les dispositions des articles 2, 4 et du paragraphe 1^{er} de l'article 5 du décret susvisé du 26 décembre 1898 sont applicables à l'échange de lettres et de boîtes de valeur déclarée, autorisé par le présent décret.

Art. 4. — Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 novembre 1903.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*
GEORGES TROUILLOT.

Le ministre des colonies,
GASTON DOUMERGUE.

Le ministre des finances,
ROUVIER.

FRANCE — PORTUGAL

Décret autorisant, à partir du 1^{er} décembre 1903, l'échange des lettres et des boîtes de valeur déclarée avec les colonies portugaises.

(20 NOVEMBRE 1903) (1)

Le Président de la République française,

Vu la loi du 8 avril 1898 portant approbation de l'arrangement conclu à Washington, le 15 juin 1897, pour l'échange des lettres et des boîtes de valeur déclarée dans les relations internationales ;

Vu le décret du 26 décembre 1898, rendu en exécution de cette loi ;

Vu la circulaire par laquelle le bureau international de Berne a notifié aux administrations de l'union postale universelle, la participation des colonies portugaises de l'Inde, de Macao et de Timor, à l'échange international des lettres et des boîtes de valeur déclarée, institué par l'arrangement conclu à Washington le 15 juin 1897, ainsi que l'extension aux boîtes contenant des bijoux précieux, de l'échange des correspondances de valeur déclarée, existant avec les autres possessions portugaises ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, du ministre des colonies et du ministre des finances,

Décète :

Article 1^{er}. — Le 1^{er} décembre 1903, l'échange des correspondances de valeur déclarée existant actuellement entre la France (y compris la principauté de Monaco), l'Algérie, les colonies ou établissements français, les bureaux de poste français à l'étranger, d'une part, et les colonies portugaises de l'Afrique, d'autre part, sera étendu aux relations avec les colonies portugaises de l'Inde, de Macao et de Timor. Cet échange s'appliquera non seulement aux lettres contenant des valeurs-papier, mais encore aux boîtes de bijoux et objets précieux dans les limites déterminées par le décret du 26 décembre 1898, en ce qui concerne la participation à ce service, des colonies françaises et des bureaux français à l'étranger.

Art. 2. — Le prix à payer par l'expéditeur pour l'affranchissement des lettres de valeur déclarée comprendra, outre le droit proportionnel indiqué au tableau ci-annexé, la taxe d'une lettre recommandée du même poids.

Pour les boîtes de valeur déclarée, il sera perçu le droit fixe et le droit proportionnel indiqués au même tableau.

Art. 3. — Les dispositions des articles 2 et 4, ainsi que celles du paragraphe 1^{er} de l'article 5 du décret susvisé du 26 décembre 1898 sont applicables à l'échange autorisé par le présent décret.

Art. 4. — Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des colonies et le ministre des finances sont

(1) *Journal officiel*, 26 novembre 1903, p. 7131.

chargés de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 novembre 1903.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*
GEORGES TROUILLOT.

Le ministre des colonies,
GASTON DOUMERGUE.

Le ministre des finances,
ROUVIER.

(V. Tableau annexé au présent décret, p. 411.)

PAYS-BAS

Certificats d'origine à l'importation des sucres (1).

Un arrêté royal du 7 octobre 1903, entré en vigueur le 17 du même mois, contient les dispositions suivantes relatives à l'établissement de la provenance des sucres importés aux Pays-Bas ;

Article 1^{er}. — Le sucre importé dans ce pays doit, quelle que soit sa destination, être accompagné d'un certificat d'origine, sous réserve des dispositions des articles suivants.

Art. 2. — Il n'est pas exigé de certificat d'origine pour le sucre qui transite par le Royaume (de Hollande), à la condition que le transit ait lieu conformément aux divisions IV et V du décret royal du 26 mars 1872, tel qu'il se trouve modifié et complété par le décret royal du 12 mars 1876.

Art. 3. — Le certificat doit être délivré dans le pays d'origine ou dans le pays de fabrication du sucre, par les fonctionnaires des contributions qui en sont chargés par le gouvernement de ce pays.

Art. 4. — Le certificat doit indiquer :

- a) L'espèce et la quantité de sucre ;
- b) La nature, le nombre et les marques des colis ;
- c) Le pays d'origine des sucres et le pays de destination ;
- d) Le mode de transport (chemin de fer ou navire).

Le certificat est valable pour le temps fixé par l'autorité qui l'a délivré ; cependant, cette durée ne peut dépasser une année, le temps de séjour en entrepôt étant mis hors de compte.

Art. 5. — Le certificat d'origine pour des sucres fabriqués dans un Etat qui n'a pas adhéré à la convention doit déclarer, en outre, que les sucres ne proviennent pas d'une fabrique où l'on opère sur des sucres devant être soumis lors de leur entrée dans ce pays, à des droits d'importation spéciaux.

(1) *Moniteur off. du Commerce*, 19 novembre 1903.

Art. 6. — Les certificats d'origine cessent d'être valables si, au cours du transport, il y a eu déchargement (transbordement) du sucre dans un Etat qui accorde des primes.

Le ministre des finances peut autoriser des exceptions à cette règle en cas de force majeure, ou pour les sucres provenant d'un Etat qui a adhéré à la convention, si leur identité est établie d'une façon satisfaisante, malgré leur passage par un Etat accordant des primes.

TABLEAU indiquant les taxes d'affranchissement et les droits additionnels d'assurance à percevoir pour les colis postaux ne d'passant pas 5 k'logr. avec ou sans déclaration de valeur à destination de la colonie de Mozambique, acheminés par la voie du Portugal et des paquebots portugais.

LIEU DE DÉPÔT DES COLIS	VOIE de transmission	TAXES d'affranchissement (a)	Droit d'assurance à percevoir par 300 f., ou fraction du mon- tant de la déclaration	DÉCOMPOSITION DE LA TAXE D'AFFRANCHISSEMENT									
				Part du pays ou de la colonie d'origine	Transport mari- time jusqu'en France	Part française	Part espagnole ou Bordeaux Lisbonne	Part portugaise	Paquebots portugais	Part de Mozambique	TOTAL		
France.....	Voie du Portugal et des paquebots portugais.....	3 25	0 45	»	»	0 50	0 50	0 50	0 50	1	»	0 75	3 25
Corse et Algérie.....	Idem.....	3 75	0 60	0 25	0 25	0 50	0 50	0 50	0 50	1	»	0 75	3 75
Bureaux français :													
En Turquie.....	Voie de France,	4 50	0 55	0 50	0 75	0 50	0 50	0 50	0 50	1	»	0 75	4 50
A Zanzibar.....	de Portugal et	5 75	0 55	0 50	2 »	0 50	0 50	0 50	0 50	1	»	0 75	5 75
En Chine....	des paquebots	6 75	0 55	0 50	3 »	0 50	0 50	0 50	0 50	1	»	0 75	6 75
	{ Shanghai.....	7 75	»	1 50	3 »	0 50	0 50	0 50	0 50	1	»	0 75	7 75
Autres bureaux.....	portugais.....												
Agences maritimes françaises :													
Au Maroc.....	Idem.....	4 25	0 55	0 50	0 50	0 50	0 50	0 50	0 50	1	»	0 75	4 25
A Tripoli de Barbarie.....	Idem.....	4 25	0 55	0 50	0 50	0 50	0 50	0 50	0 50	1	»	0 75	4 25
Colonies françaises :													
Sénégal, Guinée française, côte française des Somalis.....	Idem.....	4 75	0 55	0 50	1 »	0 50	0 50	0 50	0 50	1	»	0 75	4 75
Côte d'Ivoire, Dahomey et dépendances, Congo français.....	Idem.....	5 75	»	0 50	2 »	0 50	0 50	0 50	0 50	1	»	0 75	5 75
Martinique, Guadeloupe, Guyane française, Réunion, Madagascar et dépendances, archipel des Comores (Mayotte, Grande Comore et Anjouan), Inde française....	Idem.....	5 75	0 55	0 50	2 »	0 50	0 50	0 50	0 50	1	»	0 75	5 75
Indo-Chine française (Cochinchine, Cam- bodge, Laos, Annam et Tonkin), Nou- velle-Calédonie.....	Idem.....	6 75	0 55	0 50	3 »	0 50	0 50	0 50	0 50	1	»	0 75	6 75
Tahiti.....	Idem.....	8 75	»	0 50	5 »	0 50	0 50	0 50	0 50	1	»	0 75	6 75

(a) Non compris le droit de timbre.
(b) Paquebot Australien de Tahiti à Sydney, 2 fr. ; paquebot français de Sydney en France, 3 fr.

TABLEAU indiquant les taxes d'affranchissement ainsi que le droit additionnel d'assurance en cas de déclaration de valeur à percevoir pour les colis postaux à destination de l'Inde portugaise.

LIEU DE DÉPÔT DES COLIS	VOIE DE TRANSMISSION	TAXES d'affranchissement (a)	DÉCOMPOSITION DES TAXES D'AFFRANCHISSEMENT							TOTAL
			Droit d'assurance par 300 fr., ou fraction de 300 fr. de la déclaration	Part du pays d'origine	Apport mari- time en France	Part française	Transport maritime aux Indes britanniques	Part des Indes britanniques	Part de l'Inde portugaise	
France (a).....	{ Voie de France et des Indes britanniques.....	4 25	0 35	0 50	»	»	2	» 1	0 75	4 25
Corse et Algérie (a).....		4 75	0 50	0 25	0 25	0 50	2	» 1	0 75	4 75
Bureaux français :										
En Turquie.....	{ Voie directe des paquebots français et des Indes bri- tanniques.....	4 25	0 35	0 50	»	»	2	» 1	0 75	4 25
A Zanzibar.....		4 25	0 35	0 50	»	»	2	» 1	0 75	4 25
En Chine.....		4 25	0 35	0 50	»	»	2	» 1	0 75	4 25
Autres bureaux.....		5 25	»	1 50	»	»	2	» 1	0 75	5 25
Agences maritimes françaises :										
Au Maroc.....	{ Voie de France et des Indes britanniques.....	5 25	0 45	0 50	0 50	0 50	2	» 1	0 75	5 25
A Tripoli de Barbarie.....		5 25	0 45	0 50	0 50	0 50	2	» 1	0 75	5 25
Colonies françaises :										
Sénégal, Guinée française.....	Idem.....	5 75	0 45	0 50	1 »	0 50	2	» 1	0 75	5 75
Côte d'Ivoire, Dahomey et dépen- dances, Congo français.....	Idem.....	6 75	»	0 50	2 »	0 50	2	» 1	0 75	6 75
Martinique, Guadeloupe, Guyane française.....	Idem.....	6 75	0 45	0 50	2 »	0 50	2	» 1	0 75	6 75
Côte française des Somalis, Inde française.....	{ Voie directe des paquebots français et des Indes bri- tanniques.....	3 25	0 35	0 50	»	»	1	» 1	0 75	3 25
La Réunion, Madagascar et dépen- dances, archipel des Comores (Mayotte, Grande-Comore, An- jouan), Indo-Chine française (An- nam, Tonkin), Cochinchine, Cam- bodge, Laos).....	Idem.....	4 25	0 35	0 50	»	»	2	» 1	0 75	4 25
Nouvelle-Calédonie et dépendances.	Idem.....	5 25	0 35	0 50	»	»	3	» 1	0 75	5 25
Tahiti.....	Idem.....	7 25	»	0 50	»	»	(b) 5	» 1	0 75	7 25

(a) Non compris le droit de timbre de 10 centimes.

(b) Paquebot Australien de Tahiti à Sydney, 2 fr. ; paquebot français de Sydney à Bombay, 3 fr.

TABLEAU indiquant les taxes d'affranchissement à percevoir pour les colis postaux à destination de la colonie portugaise de Timor.

LIEU DE DÉPÔT DES COLIS	VOIE DE TRANSMISSION	TAXES d'affranchissement à percevoir	DÉCOMPOSITION DES TAXES D'AFFRANCHISSEMENT							
			Part du pays d'origine	Apport maritime en France	Part française	Transport maritime aux Indes néerlandaises	Part néerlandaise	Transport ma- ritime des In- des néerland- es à Timor	Part portugaise	TOTAL
France (a).....	Voie directe des paquebots français et des Indes néer- landaises.....	5 25	»	»	0 50	3	»	0 50	0 75	5 25
Corse et Algérie (a).....		5 75	0 25	0 25	0 50	3	»	0 50	0 75	5 75
Bureaux français :	Idem.....	5 25	0 50	»	»	3	»	0 50	0 75	5 25
En Turquie.....		7 25	0 50	»	»	3	»	0 50	0 75	5 25
A Zanzibar.....		3 25	0 50	»	»	1	»	0 50	0 75	3 25
En Chine.... { Shanghai.....		4 25	1 50	»	»	1	»	0 50	0 75	4 25
Autres bureaux.....	Agences maritimes françaises :	6 25	0 50	0 50	0 50	3	»	0 50	0 75	6 25
Au Maroc.....		6 25	0 50	0 50	0 50	3	»	0 50	0 75	6 25
A Tripoli de Barbarie.....	Idem.....	6 75	0 50	1	0 50	3	»	0 50	0 75	6 75
Colonies françaises :		7 75	0 50	2	0 50	3	»	0 50	0 75	7 75
Sénégal, Guinée française.....	Voie directe des paquebots français et des Indes néer- landaises.....	4 25	0 50	»	»	2	»	0 50	0 75	4 25
Martinique, Guadeloupe, Guyane française, Côte d'Ivoire, Dahomey et dépendances, Congo français..		3 25	0 50	»	»	1	»	0 50	0 75	3 25
Côte française des Somalis, Inde française.....	Idem.....	5 25	0 50	»	»	3	»	0 50	0 75	5 25
Indo-Chine française (Cochinchine, Cambodge, Laos, Annam et Tonkin).		5 25	0 50	»	»	3	»	0 50	0 75	5 25
Archipel des Comores (Mayotte, Grande-Comore, Anjouan).....	Idem.....	5 25	0 50	»	»	3	»	0 50	0 75	5 25
Madagascar et dépendances, La Réu- nion.....		7 25	0 50	»	»	(b) 5	»	0 50	0 75	7 25
Nouvelle-Calédonie et dépendances.	Idem.....	7 25	0 50	»	»	(b) 5	»	0 50	0 75	7 25
Tahiti.....		7 25	0 50	»	»	(b) 5	»	0 50	0 75	7 25

(a) Non compris le droit de timbre de 10 centimes.

TABLEAU indiquant les taxes d'affranchissement des colis postaux de 5 à 10 kilogrammes, et les droits d'assurance des colis postaux de valeur déclarée, sans distinction de poids à destination de la Nouvelle-Calédonie.

LIEU DE DÉPÔT DES COLIS	VOIE DE TRANSMISSION	TAXES d'affranchissement des colis. 5 à 10 kilogr.		DROIT d'assurance à perce- voir par 300 fr., ou fraction du montant de la déclaration.	DÉCOMPOSITION DE LA TAXE D'AFFRANCHISSEMENT						TOTAL
		Part du pays ou de la colonie d'origine	Transport maritime jusqu'en France		Part française	Transport maritime direct ou de France à destination	Part de la colonie de destination				
France (a).....	Voie directe....	6 60	0 20	»	»	0 80	0 80	5	0 80	6 60	
Corse et Algérie (a).....	Voie de France.	7 05	0 35	0 80	0 45	»	»	5	0 80	7 05	
Bureaux français :											
En Turquie.....	Voie directe....	6 60	0 20	0 80	»	»	»	5	0 80	6 60	
A Shanghai.....	Idem.....	6 60	0 20	0 80	»	»	»	5	0 80	6 60	
A Zanzibar.....	Idem.....	6 60	0 20	0 80	»	»	»	5	0 80	6 60	
Agences maritimes françaises :											
Au Maroc.....	Voie de France.	8 20	0 45	0 80	0 80	0 80	0 80	5	0 80	8 20	
A Tripoli de Barbarie.....	Idem.....	8 20	0 45	0 80	0 80	0 80	0 80	5	0 80	8 20	
Colonies françaises :	Idem.....	8 35	0 45	0 80	1 75	0 80	0 80	5	»	8 35	
Sénégal et Guinée française.....											
Côte d'Ivoire, Dahomey et dépen- dances, Congo.....	Idem.....	9 60	»	0 80	3 »	0 80	0 80	5	»	9 60	
Martinique, Guadeloupe, Guyane.	Idem.....	9 60	0 45	0 80	3 »	0 80	0 80	5	»	9 60	
Côte française des Somalis.....	Voie directe....	5 80	0 15	0 80	»	»	»	5	»	5 80	
Réunion, Madagascar et dépendan- ces, archipel des Comores (Mayot- te), Inde française, Indo-Chine française (Cochinchine, Cambod- ge, Bas-Laos, Annam et Tonkin).											
Tahiti.....	Idem.....	5 80	0 15	0 80	»	»	»	5	»	5 80	
	Idem.....	4 55	»	0 80	»	»	»	(b) 3 75	»	4 55	

(a) Non compris le droit de timbre de 10 centimes.

(b) Paquebot australien de Tahiti à Sydney, 2 fr. ; paquebot français de Sydney à Nouméa, 1 fr. 75.

TABEAU indiquant les taxes d'affranchissement des colis postaux de 5 à 10 kilogr. et les droits d'assurance des colis postaux de valeur déclarée, sans distinction de poids à destination de Madagascar et dépendances.

LIEU DE DÉPÔT DES COLIS	VOIE DE TRANSMISSION	TAXES		DROIT d'assurance à perce- voir par 300 fr., ou fraction du montant de la déclaration	DÉCOMPOSITION DE LA TAXE D'AFFRANCHISSEMENT						TOTAL
		d'affranchissement des colis de 5 à 10 kilogr.			Part du pays ou de la colonie d'origine	Transport maritime jusqu'en France	Part française	Transport maritime direct ou de France à destination	Part de la colonie de destination		
France (a).....	Voie directe....	4 60	0 20	0 35	»	»	0 80	3	0 80	4 60	5 05
Corse et Algérie (a).....	Voie de France.	5 05	0 35		0 80	0 45	»	3	0 80	5 05	
Bureaux français :											
En Turquie.....	Voie directe....	4 60	0 20	0 20	0 80	»	»	3	0 80	4 60	6 60
A Shanghai.....	Idem.....	6 60	0 20		0 80	»	»	5	0 80	6 60	
A Zanzibar.....	Idem.....	3 35	0 20		0 80	»	»	1 75	0 80	3 35	
Agences maritimes françaises :											
Au Maroc.....	Voie de France.	6 20	0 45	0 45	0 80	0 80	0 80	3	0 80	6 20	6 20
A Tripoli-de-Barbarie.....	Idem.....	6 20	0 45		0 80	0 80	0 80	3	0 80	6 20	
Colonies françaises :											
Sénégal, Guinée française.....	Idem.....	6 35	0 45	»	0 80	1 75	0 80	3	»	6 35	7 60
Côte d'Ivoire, Dahomey et dépen- dances, Congo.....	Idem.....	7 60	»		0 80	3	»	0 80	3	»	
Martinique, Guadeloupe, Guyane....	Idem.....	7 60	0 45	0 15	0 80	3	0 80	3	»	7 60	2 55
Côte française des Somalis.....	Voie directe....	2 55	0 15		0 80	»	»	1 75	»	2 55	
Archipel des Comores (Mayotte), Réu- nion.....	Idem.....	1 60	0 15	0 15	0 80	»	»	0 80	»	1 60	3 80
Inde française.....	Idem.....	3 80	0 15		0 80	»	»	3	»	3 80	
Indo-Chine franç ^{se} (Cochinchine, Cam- bodge, Bas-Laos, Annam et Tonkin).	Idem.....	5 80	0 15	»	0 80	»	»	5	»	5 80	5 80
Nouvelle-Calédonie et dépendances..	Idem.....	5 80	0 15		0 80	»	»	5	»	5 80	
Tahiti.....	Idem.....	7 80	»	»	0 80	»	»	7	»	7 80	(b)

(a) Non compris le droit de timbre de 10 centimes.

(b) Paquebot australien de Tahiti à Sydney, 2 fr. ; paquebot de Sydney à Madagascar, 5 fr.

TABLEAU indiquant le droit d'assurance à percevoir, suivant l'origine des envois sur chaque lettre de valeur déclarée à destination des colonies portugaises désignées ci-après :

ORIGINE DES ENVOIS	COLONIES PORTUGAISES de l'Afrique (1)		COLONIE PORTUGAISE de l'Inde Nova Goa		COLONIES PORTUGAISES de Macao et de Timor	
	Port à percevoir sur chaque boîte de valeur déclarée	Droit proportionnel à percevoir sur les lettres et sur les boîtes pour chaque somme de 300 fr. ou fraction de 300 fr.	Port à percevoir sur chaque boîte de valeur déclarée	Droit proportionnel à percevoir sur les boîtes pour chaque somme de 300 fr. ou fraction de 300 fr.	Droit à percevoir pour chaque boîte de valeur déclarée	Droit proportionnel à percevoir sur les lettres et les boîtes pour chaque somme de 300 fr. ou fraction de 300 fr.
France et Algérie.....	3 50	0 35	5 50	0 55	6 50	0 65
à Tripoli de Barbarie (2).	»	0 50	»	0 70	»	0 80
à Zanzibar (2).....	»	0 50	»	0 70	»	0 80
Bureaux	»	0 50	»	0 70	»	0 80
français	»	0 50	»	0 70	»	0 80
en Turquie (2).....	»	0 50	»	0 70	»	0 80
en Egypte (2).....	»	0 50	»	0 70	»	0 80
en Chine (2).....	»	0 50	»	0 70	»	0 80
au Maroc.....	»	0 50	»	0 70	»	0 80
en Asie.....	5 »	0 50	7 »	0 70	8 »	0 80
en Amérique.....	5 »	0 50	7 »	0 70	8 »	0 80
en Océanie.....	5 »	0 50	7 »	0 70	8 »	0 80
Colonies	5 »	0 50	7 »	0 70	8 »	0 80
françaises	3 50	0 50	7 »	0 70	8 »	0 80
sur la côte occidentale d'Afrique (3).....	5 »	0 50	7 »	0 70	8 »	0 80
sur la côte orientale d'Afrique.....	5 »	0 50	7 »	0 70	8 »	0 80

(1) Province du Cap Vert : bureaux de Praia, Ile de Saint-Thiago et Saint-Vincent; province de Guinée, Balama, province de Saint-Thomas et Principe : Saint-Thomé; province d'Angola, Cabinda, Loanda, Novo-Redondo, Benguela et Mossamedes; province de Mozambique, Mozambique, Quélimate, Chinde, Inhambane et Lourenço-Marqués.
(2) Ces bureaux ne participent pas à l'échange des boîtes avec valeur déclarée.
(3) Par la voie des paquebots français jusqu'à Lisbonne.

NÉCROLOGIE

Ferdinand Perels.

Tous ceux qui s'occupent de droit international public ont été douloureusement affectés par la mort prématurée du professeur Perels, directeur des services administratifs à l'office impérial de la marine à Berlin.

Né le 30 juin 1836, Fernand Pérels était entré comme auditeur en 1857 dans les services de la justice civile ; il était bientôt attaché à ceux de la justice militaire puis de la justice maritime. Dans les divers postes qu'il occupa à Spandau, à Rendsbourg, à Kiel, il ne tarda pas à se faire remarquer par d'éminentes qualités. Rappelé à Berlin en 1877 comme auditeur et conseiller de justice de l'amirauté, il fut placé en 1890 à la tête des services administratifs et nommé en outre plénipotentiaire suppléant au Conseil fédéral. Il reçut, en 1901, le titre de conseiller intime effectif avec grade d'excellence. Quelques mois auparavant il avait été nommé professeur ordinaire honoraire de l'Université.

Perels a beaucoup produit. Le plus important de ses ouvrages est un *Manuel de droit maritime public allemand*, dont la seconde édition, complètement remaniée, a paru récemment. Dès 1882 il avait déjà fait paraître un *Manuel de droit maritime international*, qui a été traduit en français (par M. Arendt), en russe (par M. de Lilienfeld) et en japonais.

Parmi ses autres travaux, nous citerons un livre sur l'*Extradition des matelots déserteurs* (1883), un *Commentaire sur les lois qui règlent la situation des fonctionnaires de l'Empire* (1890) et une *Étude sur la manière dont doivent se comporter les navires en temps de brouillard* (1898).

« Perels, dit à sa mort son chef hiérarchique, l'amiral Tirpitz, a dirigé les affaires de son département avec une habileté consommée, un zèle inlassable et une remarquable circonspection. C'était un homme aussi aimable qu'intelligent. c'était par dessus tout un noble caractère ; il a été pour moi un collaborateur parfait... Quant à ses ouvrages ils jouissent à l'étranger comme en Allemagne d'une réputation méritée ; la sûreté de la doctrine s'y allie à la clarté de l'exposition. » Perels a joué en outre un rôle très honorable dans plusieurs congrès. Il s'y est toujours fait remarquer par son aménité et par son tact. Si les travaux du savant sont destinés à lui survivre, le souvenir de l'homme ne s'effacera pas non plus de la mémoire de ceux qui l'ont connu.

GEORGES BLONDEL.

TABLE DES MATIÈRES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

Du Tome LXXXVIII (Numéros 10-11-12, 1903).

OCTOBRE — NOVEMBRE — DÉCEMBRE 1903

1892.

Juin.....	18-30. <i>France. — Monténégro. — Convention commerciale. Dénonciation (17 décembre 1903).....</i>	34
-----------	--	----

1896.

Avril.....	4. <i>Allemagne. — Japon. — Traité de commerce et de navigation. Interprétation de l'article XVIII, § 4. V^o Protocole du 28 août 1902.....</i>	158
Juillet.....	16. <i>Grande-Bretagne. — Japon. — Convention. Interprétation de l'article XVIII, § 4. V^o Protocole du 28 août 1902.....</i>	158
Août.....	4. <i>France. — Japon. — Convention. Interprétation de l'article XXI, al. 4. V^o Protocole du 28 août 1902.....</i>	158

1898.

Mars.....	21. <i>Italie — Suisse. — M. Carlin, ministre de Suisse à Rome, au marquis Visconti-Venosta, ministre des Affaires étrangères (Tunnel du Simplon).....</i>	68
Avril.....	11. <i>Italie. — Suisse. — Le marquis Visconti-Venosta, ministre des Affaires étrangères, à la Légation de Suisse à Rome. (Tunnel du Simplon).....</i>	69
—	16. <i>Italie. — Suisse. — La Légation suisse à Rome au marquis Visconti-Venosta, ministre des Affaires étrangères d'Italie (Tunnel du Simplon).....</i>	70

1899.

Mars.....	2. <i>États-Unis. — Grande-Bretagne. — Convention relative to the disposal of real and personal property. Convention additionnelle du 13 janvier 1902. V. à cette dernière date.</i>	
Juin.....	8. <i>Argentine. — Uruguay. — Traité d'arbitrage en vue de résoudre à l'amiable toutes les questions qui pourraient s'élever entre les deux pays.....</i>	161
	<i>V. aussi à la date du 21 décembre 1901.</i>	

1901.

Novembre...	18. <i>États-Unis. — Grande-Bretagne. — Traité pour faciliter la construction d'un canal maritime.....</i>	146
Décembre...	21. <i>Argentine. — Uruguay. — Arrangement d'arbitrage en vue de résoudre à l'amiable toutes les questions qui pourraient s'élever entre les deux pays.....</i>	161
	<i>V. aussi à la date du 8 juin 1899.</i>	

1902.

Janvier.....	11-24. <i>France. — Monténégro.</i> — Convention pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.....	6
—	13. <i>États-Unis. — Grande-Bretagne.</i> — Convention extending the period for accession of British colonies and possessions to the convention of March 2, 1899, relative to the disposal of real and personal property.....	148
—	24 (11). <i>France. — Monténégro.</i> — V. 11 janvier.	
—	25. <i>Affaires de Venezuela.</i> — Document de la République de Colombie relatif au vaisseau de guerre colombien <i>Bolívar</i> (alias <i>Ban-Righ</i>).....	63
Mars.....	5. <i>Belgique.</i> — Loi approuvant la convention relative au régime des sucres.....	325
—	13. <i>Affaires de Venezuela.</i> — Le général Pachano à M. Haggard.	59
—	14. <i>Affaires de Venezuela.</i> — M. Haggard au marquis de Lansdowne.....	59
—	23. <i>Affaires de Venezuela.</i> — Le capitaine de port au secrétaire colonial à Trinidad.....	62
—	23. <i>Affaires de Venezuela.</i> — Le capitaine Campbell au secrétaire colonial à Trinidad.....	63
—	24. <i>Affaires de Venezuela.</i> — Rapport du capitaine de port au secrétaire colonial à Trinidad.....	64
—	24. <i>Affaires de Venezuela.</i> — Le général Ybarra au secrétaire colonial à Trinidad.....	65
—	26. <i>Affaires de Venezuela.</i> — Le gouverneur sir A. Moloney à M. Chamberlain.....	61
Avril.....	10. <i>Affaires de Venezuela.</i> — Le gouverneur sir A. Moloney à M. Chamberlain.....	61
—	11. <i>Affaires de Venezuela.</i> — Le ministre des Colonies de la Grande-Bretagne au ministère des Affaires étrangères...	60
Juin.....	4. <i>Allemagne. — Italie.</i> — Arrangement modifiant la convention du 18 janvier 1892 concernant la protection réciproque des brevets d'invention, des dessins et modèles industriels et des marques de fabrique.....	13
Juillet.....	15. <i>Corée. — Danemark.</i> — Traité d'amitié, de commerce et de navigation.....	132
Août.....	28. <i>Grande-Bretagne. — Japon.</i> — Protocol for submitting to arbitration certain questions as to the interpretation of treaties with Japan with regard to leases held in perpetuity.....	157
Novembre...	11. <i>Allemagne. — Grand-Duché de Luxembourg.</i> — Convention concernant l'exploitation des chemins de fer Guillaume-Luxembourg.....	35
—	21. <i>Belgique. — Grande-Bretagne.</i> — Convention téléphonique.	27
Décembre...	10-17-18. <i>Grande-Bretagne (Transvaal et Colonie du fleuve Orange).</i> — Réglementation en matière de naturalisation des étrangers. (Ordonnance N° 46 de 1902).....	306
—	29. <i>Argentine.</i> — Note diplomatique du gouvernement Argentin à son représentant à Washington (<i>Affaires de Venezuela. Doctrine de Monroe</i>).....	54
—	29. <i>Affaires de Macédoine.</i> — Extrait du <i>Oriental advertiser</i> concernant les réformes dans les vilayets de la Roumélie.....	106
—	31. <i>Affaires de Macédoine.</i> — Extrait du <i>Moniteur oriental.</i> Mesures prises par le gouvernement ottoman dans les vilayets de la Roumélie.....	107

1903.

Janvier.....	6. <i>Allemagne.</i> — Loi fixant l'impôt sur le sucre.....	373
—	20. (février 16). <i>Grande-Bretagne (Transvaal et Colonie du fleuve Orange).</i> — Réglementation en matière de naturalisation des étrangers (Ordonnance n° 1 de 1903).....	314

TABLE CHRONOLOGIQUE

Février.....	13-26. <i>Affaires de Macédoine.</i> — Communiqué officiel du gouvernement russe.....	10
—	16. <i>Grande-Bretagne (Transvaal et colonie du fleuve Orange).</i> — V. 20 janvier 1903.	
—	19 (24). <i>Affaires de Macédoine.</i> — Rapport du consul de Russie à Monastir. Extrait du <i>Journal de Saint-Petersbourg</i> du 19 mars (11 avril).....	114
—	21. <i>Affaires de Macédoine.</i> — Résumé du plan des réformes proposées par l'Autriche-Hongrie et la Russie à la Turquie.....	107-110
—	24. <i>Affaires de Macédoine.</i> — Memorandum de la Turquie en réponse au Mémoire de l'Autriche-Hongrie et de la Russie contenant un plan de réformes.....	108
—	24. <i>Affaires de Macédoine.</i> — V. 19 février.	
—	25. <i>Grande-Bretagne (Transvaal et Colonie du Fleuve Orange).</i> Réglementation en matière de naturalisation des étrangers (Gouvernement notice n° 170 of 1903).....	313
—	26. <i>Affaires de Macédoine.</i> — V. 13 février.	
Mars.....	1. <i>Affaires de Macédoine.</i> — Rapport du consul général de Russie à Salonique (Extrait du <i>Journal de Saint-Petersbourg</i> , du 11 mars (3 avril) 1903).....	116
—	13. (17 et 18) <i>Affaires de Macédoine.</i> — Télégrammes du consul de Russie à Mitrovitza... ..	117
—	14. <i>Affaires de Macédoine.</i> — Télégramme du consul de Russie à Uskub.....	115
—	17 et 18. <i>Affaires de Macédoine.</i> — V. 13 février.	
—	18. <i>Affaires de Macédoine.</i> — Télégramme du consul de Russie à Uskub.....	117
—	21. <i>Allemagne.</i> — Accession à l'acte additionnel modifiant la Convention du 20 mars 1883 et le protocole de clôture y annexé.....	11
—	23. (avril 5). <i>Affaires de Macédoine.</i> — Communiqué officiel du gouvernement russe.....	118
—	26. <i>Affaires de Macédoine.</i> — Règlement portant exécution du plan des réformes en Macédoine communiqué aux puissances par le ministre des Affaires étrangères de Turquie.	112
Avril.....	5. <i>Affaires de Macédoine.</i> — V. 23 mars.	
—	8. <i>Brésil.</i> — Adhésion à l'Acte additionnel modifiant la convention du 20 mars 1883 et le Protocole de clôture y annexé, et à l'acte additionnel à l'arrangement du 14 avril 1891... ..	11
—	18. <i>Allemagne.</i> — Avis concernant l'application des conventions conclues entre l'Allemagne et d'autres pays en matière de propriété industrielle.....	319
Mai.....	16. <i>Italie.</i> — <i>Suisse.</i> — Convention pour le transfert à la confédération suisse de la concession du gouvernement italien à la Compagnie Jura-Simplon pour la construction et l'exploitation du chemin de fer du Simplon.....	77
—	20. <i>France.</i> — <i>Grande-Bretagne.</i> — L'ambassadeur de la République française à Londres au ministre des Affaires étrangères de France (Convention d'arbitrage avec l'Angleterre).....	49
—	20. <i>France.</i> — Décret concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce.....	352
Juin.....	5. <i>Etats-Unis.</i> — <i>Grande-Bretagne.</i> — Convention respecting payment of light and harbour dues in Zanzibar.....	156
—	10. <i>Affaires de Macédoine.</i> — Règlement portant organisation des bandes révolutionnaires macédoniennes et des paysans affiliés.....	119
—	13. <i>Espagne.</i> — <i>France.</i> — Convention en vue de réglementer l'entrée dans les deux pays, par la frontière pyrénéenne, des voitures, animaux de trait, de selle ou de bât.....	32
—	13. <i>Danemark.</i> — Adhésion à la convention internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques du 9 septembre 1886, à l'Acte additionnel et à la déclaration interprétative du 4 mai 1894.....	5
—	19. <i>France.</i> — <i>Italie (Maroc).</i> — Entente entre les gouvernements français et italien au sujet de la protection	

	réci-proque au Maroc des marques de fabrique et de commerce.....	18
Juin.....	22. <i>Mexique</i> — Note de la Légation de Belgique à Berne informant le Conseil fédéral de l'accession des Etats-Unis du Mexique à la Convention pour la protection de la propriété industrielle du 20 mars 1883 telle qu'elle a été modifiée par l'acte additionnel du 14 décembre 1900.....	21
—	23. <i>France</i> . — <i>Congo</i> . — Convention télégraphique.....	24
—	26. <i>France</i> . — Décret déterminant les conditions d'application des dispositions de l'article 4 de la loi du 28 janvier 1903 relative au régime des sucres.....	378
—	30. <i>France</i> . — Décret autorisant l'échange de lettres de valeur déclarée avec certaines colonies britanniques.....	393
Juillet.....	7. <i>Allemagne</i> . — <i>Suisse</i> . — Convention télégraphique.....	131
—	16. <i>France</i> . — <i>Grande-Bretagne</i> . — Le Ministre des affaires étrangères de France à l'Ambassadeur de la République française à Londres (Convention d'arbitrage).....	50
—	21. <i>France</i> . — Décret portant admission des colis postaux dans les relations avec la colonie portugaise de Mozambique, par la voie du Portugal et des paquebots portugais.....	395
—	23. <i>France</i> . — Décret fixant les taxes à percevoir pour les correspondances échangées avec le protectorat britannique du Somaliland.....	390
—	24. <i>France</i> . — Décret portant réduction des taxes d'affranchissement des colis postaux à destination des possessions allemandes des îles Marshall et Mariannes.....	391
—	25. (août 5). <i>France</i> . — <i>Italie</i> . (<i>Chine</i>). — Entente entre les gouvernements français et italien pour la protection réciproque des marques de fabrique et de commerce en Chine..	16
—	26. <i>France</i> . — Loi relative aux vivres distribués en 1898 aux habitants de l'île de Crète par les soins du département de la marine.....	355
Août.....	4. (au 13). <i>Conférence préliminaire concernant la télégraphie sans fil</i>	148
—	5. <i>France</i> . — <i>Italie</i> . — V. 25 juillet.	
—	6. <i>France</i> . — <i>Grande-Bretagne</i> . — L'Ambassadeur de la République française à Londres, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères. (Convention d'arbitrage).....	50
—	7. <i>Mexique</i> . — Adhésion à la convention pour la protection de la propriété industrielle du 20 mars 1883 telle qu'elle a été complétée et modifiée par l'acte additionnel de Bruxelles du 14 décembre 1900.....	11
..	9. <i>Affaires de Macédoine</i> . — Memorandum de l'Ambassadeur de Turquie à Londres.....	121
..	11. <i>Grande-Bretagne</i> . — Ordre en conseil relatif aux importations de sucre.....	318
—	20. <i>France</i> . — Circulaire relative à l'enregistrement des marques de fabrique et de commerce au bureau international de Berne adressée par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes à MM. les membres des chambres de commerce et des chambres consultatives des arts et manufactures.....	355
—	21. <i>France</i> . — Rapport au Président de la République suivi d'un décret appliquant aux colonies les dispositions de la convention de Bruxelles relative au régime des sucres....	381
—	21. <i>France</i> . — Rapport au Président de la République suivi de décrets modifiant en ce qui concerne les sucres, le tarif des douanes à la Martinique, en Indo-Chine et dans les établissements français de l'Océanie.....	3 82
—	21. <i>Belgique</i> . — Arrêté portant retrait de la prohibition à l'exportation des armes de guerre, des pièces détachées d'armes de guerre et des munitions de guerre en destination de la Chine.....	350
—	21. <i>Belgique</i> . — Loi relative à la fabrication et à l'importation des sucres.....	326

Août.....	21. <i>Belgique.</i> — Arrêté portant exemption du droit d'accise sur les mélasses impropres à la consommation humaine provenant de la fabrication ou du raffinage.....	347
—	21. <i>Belgique.</i> — Arrêté portant décharge de l'accise, sur les sucres et les sirops destinés à des usages industriels ou à l'alimentation du bétail.....	348
—	22. <i>Belgique.</i> — Arrêté concernant l'exportation ou le dépôt en entrepôt public de glucoses avec décharge de l'accise.	349
—	26. <i>Belgique.</i> — Arrêté concernant l'établissement d'une surtaxe sur les sucres importés de l'étranger.....	350
—	26. <i>Autriche-Hongrie.</i> — Décret ministériel modifiant le taux des droits sur les sucres importés en Autriche-Hongrie.	325
Septembre..	1. (au 13 novembre). <i>Cour permanente d'arbitrage.</i> — Tribunal arbitral constitué en vertu des Protocoles du 7 mai 1903 et d'autres protocoles. Actes et Protocoles	240
—	6. <i>Espagne.</i> — V. 24 novembre 1903.	
—	12. <i>Affaires de Macédoine.</i> — Memorandum de l'Autriche-Hongrie et de la Russie au gouvernement ottoman.....	122
—	17. <i>France.</i> — Décret portant fixation des taxes d'affranchissement et d'assurance des colis postaux avec ou sans déclaration de valeur à destination de l'Inde portugaise.....	396
—	17. <i>Belgique.</i> — Adhésion au traité concernant la protection de la propriété littéraire et artistique conclu à Montevideo le 11 janvier 1889 entre divers Etats de l'Amérique du Sud.....	7
—	19. <i>France.</i> — Décret fixant les taxes à percevoir pour les correspondances échangées avec le protectorat britannique de la Nigeria du Sud.....	397
—	29. <i>France.</i> — Décret portant extension du service des colis postaux aux relations avec la colonie portugaise de Timor.....	398
—	<i>France.</i> (Affaires de Venezuela). — Cour permanente d'arbitrage. Question du traitement préférentiel prétendu par les puissances bloquées. Mémoire pour le Gouvernement de la République française.....	89
Octobre....	1. <i>France.</i> — Décret levant la prohibition d'exportation des armes et munitions en Chine et dans les pays limitrophes	354
—	2. <i>Affaires de Macédoine.</i> — Programme de Mürzsteg. Instructions envoyées par les Gouvernements d'Autriche-Hongrie et de Russie à leurs Ambassadeurs respectifs à Constantinople	123
—	4. <i>Saint-Siège</i> — Première encyclique du Pontificat de S. S. le Pape Pie X	81
—	5. <i>France.</i> — Décret portant admission des colis postaux de valeur déclarée, dans les échanges avec les colonies anglaises de Queensland, d'Australie occidentale, de Nouvelle-Guinée et d'Afrique centrale.....	399
—	3. <i>France.</i> — Décret portant extension du trafic des colis postaux de 5 à 111 kilogrammes et de valeur déclarée, aux relations avec les colonies de la Nouvelle-Calédonie et de Madagascar et ses dépendances.....	400
—	5. <i>Affaires de Macédoine.</i> — Extrait du <i>Fremden-Blatt</i> contenant la dépêche adressée au Baron Calice et à M. de Zinowiew par leurs gouvernements respectifs.....	122
—	7. <i>France.</i> — <i>Grande-Bretagne.</i> — L'ambassadeur de la République française à Londres, à M. Delcassé, ministre des affaires étrangères. (Convention d'arbitrage).....	51
—	7. <i>Pays-Bas.</i> — Arrêté royal concernant les certificats d'origine à l'importation des sucres.....	404
—	9. (22). <i>Affaires de Macédoine.</i> — Memorandum des gouvernements d'Autriche-Hongrie et Russie à la Turquie contenant le programme de Muezzsteg. — Memorandum de la Turquie en réponse au memorandum ci-dessus.....	125
—	10. <i>France.</i> — <i>Grande-Bretagne.</i> — M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères à M. P. Cambon, Ambassadeur de la République française à Londres (Convention d'arbitrage.)	52

Octobre..	10. <i>Affaires de Macédoine.</i> — Hussein Hilmi Pasha à Tewfik Pasha.....	127
—	14. <i>France. — Grande-Bretagne.</i> — M. P. Cambon Ambassadeur de la République française à Londres, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères. (Convention d'arbitrage).....	52
—	14. <i>France. — Grande-Bretagne.</i> — Convention d'arbitrage...	53
—	16. <i>Suisse.</i> — Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant le transfert à la Confédération suisse de la concession pour le tunnel du Simplon sur le territoire italien.....	68
—	19. <i>Russie. — Suisse.</i> — Déclaration concernant la situation des sociétés par actions (anonymes) et autres associations commerciales, industrielles et financières.....	160
—	31. (13 novembre 1903). <i>Belgique. — Bulgarie.</i> — Relations commerciales.....	32
—	<i>France.</i> — Circulaire de la direction générale des douanes concernant le nouveau régime des sucres.....	385
ovembre..	4. <i>Indes britanniques.</i> — Réglementation en matière d'exportation.....	294
—	9. <i>Affaires de Macédoine.</i> — Mémoire des cabinets de Vienne et de St-Petersbourg à la Turquie.....	129
—	Réponse du gouvernement ottoman, v. 24 novembre.	
—	13. <i>Belgique. — Bulgarie.</i> — V. 31 octobre.	
—	14. <i>France.</i> — Décret concernant l'échange de lettres et de boîtes avec valeur déclarée avec le Montenegro.....	401
—	20. <i>France.</i> — Décret autorisant, à partir du 1 ^{er} décembre 1903, l'échange des lettres et des boîtes de valeur déclarée avec les colonies portugaises.....	403
—	21. <i>États-Unis. — Grande-Bretagne.</i> — Convention for the establishment of a Parcel Post service between the United States and Hong-Kong.....	149
—	24. <i>Affaires de Macédoine.</i> — Réponse du Gouvernement Ottoman au mémoire des cabinets de Vienne et de Saint-Petersbourg en date du 9 novembre.....	129
—	24. <i>Espagne.</i> — Décret royal portant modification au décret du 6 septembre 1903 relatif à l'importation des colis n'excédant pas 5 kilogrammes bruts.....	351
Décembre..	9. <i>Belgique. — États-Unis.</i> — Convention additionnelle pour l'échange de mandats-poste.....	23
—	17. <i>France. — Monténégro.</i> — Dénonciation de la convention commerciale du 18/30 juin 1892.....	34
—	29. <i>France. — Grande-Bretagne.</i> — Le Ministre des Affaires étrangères au chargé d'affaires de France à Londres (Convention d'arbitrage).....	51
—	31. <i>Italie. — Japon.</i> — Relations commerciales.....	32

TABLE ANALYTIQUE

Des matières contenues dans les quatre volumes de l'année 1903

- (Vol. I. — Tome LXXXV, nos 1, 2, 3, janvier-février-mars.
Vol. II. — Tome LXXXVI, nos 4-5-6, avril-mai-juin.
Vol. III. — Tome LXXXVII, nos 7-8-9, juillet-août-septembre.
Vol. IV. — Tome LXXXVIII, nos 10-11-12, octobre-novembre-décembre).

A

Abonnements aux journaux et publications périodiques. — Arrangement de Washington concernant l'intervention de la poste. Adhésion du Portugal (1903), vol. IV, n° 10, p. 22.

Abornation. — V° Frontière.

Abyssinie. — V° Addis-Harrar.

Addis-Harrar. — Création d'un vice-consulat français à Addis-Harrar. V° Rapport de M. Dubief au nom de la commission du budget de 1903. Vol. I, n° 1, p. 81.

Afrique centrale britannique. — Décret français portant admission des colis postaux de valeur déclarée, dans les échanges entre la France et l'Afrique centrale (15 octobre 1903), vol. IV, nos 11-12, p. 399.

Afrique occidentale. — Cf. Niger.

Agents consulaires et diplomatiques. — France. Rapport de M. F. de Pressensé, vol. III, n° 7-8, p. 145 et suiv. — Déclarations de naissance faites par devant les agents, c. et d. voir au mot Naissance. — Voir aussi aux mots : Ambassade, Consulats, Légation, Vice-consulats.

Alaska (territoire de l'). — Convention pour la détermination de la

frontière entre le Dominion du Canada et le Territoire de l'Alaska (24 janvier 1903), vol. I, n° 3, p. 268.

Alcool. — V° Spiritueux.

Allemagne. — I. TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES :

— *Adhésion* à la Convention pour la protection de la propriété industrielle conclue à Paris le 20 mars 1883 et au Protocole de clôture y annexé (21 mars 1903), vol. IV, n° 10, p. 10.

— *Adhésion* au Protocole additionnel concernant la dotation du Bureau international pour la protection de la propriété industrielle du 15 avril 1891 (21 mars 1903), vol. IV, n° 10, p. 11.

— *Adhésion* à l'Acte additionnel conclu à Bruxelles le 14 décembre 1900 modifiant la convention du 20 mars 1883 et le Protocole de clôture y annexé (21 mars 1903), vol. IV, n° 10, p. 11.

Cf. Avis concernant l'application des conventions conclues entre l'Allemagne et d'autres pays en matière de propriété industrielle (18 avril 1903), vol. IV, nos 11-12, p. 319.

— *Autriche-Hongrie, Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Suède et Norvège.* — Convention relative au régime des sucres (5 mars 1902), vol. I, n° 2, p. 129. — Ratifications, (15 janvier 1903), vol. III, nos 7-8, p. 6.

Cf. Loi modifiant la loi fixant l'impôt sur le sucre (6 janvier 1903), vol. IV, nos 11-12, p. 323.

- *France*. — Convention en vue de régler le traitement des voyageurs de commerce (12 juillet 1902), vol. I, n° 3, p. 259.
- *Grande-Bretagne, Italie*. — Bassin conventionnel du Congo. Convention douanière du 22 décembre 1890. Dénonciation (2 avril 1902), vol. II, n° 4, p. 6.
- *Italie*. — Arrangement modifiant la convention du 18 janvier 1892, concernant la protection réciproque des brevets d'invention, des dessins et modèles industriels et des marques de fabrique (4 juin 1902), vol. IV, n° 10, p. 13.
- *Japon*. — Protocol for submitting to arbitration certain questions as to the interpretation of treaties with Japan with regard to leases held on perpetuity (28 août 1902), vol. IV, n° 11-12, p. 157. — Cf. aussi au mot *Quartiers étrangers*.
- *Luxembourg*. — Convention concernant l'exploitation des chemins de fer Guillaume-Luxembourg (11 novembre 1902), vol. IV, n° 10, p. 35.
- *Russie*. — Déclaration relative au jaugeage des navires (16 février, 1 mars 1902), vol. III, n° 9, p. 243.
- *Suisse*. — Arrangement avec la Suisse modifiant la convention du 13 avril 1892, concernant la protection réciproque des brevets, dessins, modèles et marques (26 mai 1902), vol. III, (7-8), p. 7.
- *Suisse*. — Convention télégraphique spéciale (7 juillet 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 131.
- *Venezuela*. — Protocole relatif au règlement des réclamations allemandes (13 février 1903), vol. III, n° 9, p. 262.
- *Venezuela*. — Protocole pour le renvoi de certaines questions à la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (7 mai 1903), vol. III, n° 9, p. 277.
- Cf. *Venezuela* (Affaires de). — Cour permanente d'arbitrage. Tribunal arbitral constitué en vertu des protocoles du 7 mai 1903 et d'autres protocoles. Actes et protocoles (septembre-novembre 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 241.

II. — CONFÉRENCES INTERNATIONALES :

- Conférence préliminaire concernant la *Télégraphie sans fil* (Allemagne, Autriche, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Hongrie, Italie, Russie), (4-13 août 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 165.

III. — LOIS ET DOCUMENTS DIVERS :

- *Loi* concernant la protection de l'emblème de neutralité de la Convention de Genève (Croix-Rouge) (22 mars

- 1903), vol. II, n° 5-6, p. 172. — *Avis* concernant les règles relatives à la délivrance de l'autorisation pour l'emploi de la Croix-Rouge (7 mai 1903), vol. II, n° 5-6, p. 173. — *Avis* concernant l'apposition du timbre officiel (8 mai 1903), vol. II, n° 5-6, p. 174.
- La politique extérieure de l'Allemagne devant le Reichstag. Débats parlementaires (19, 20, 21, 23 janvier 1903), vol. I, n° 2, p. 165.
- *Italie, Suisse*. — Incident italo-suisse (1902). Bons offices, vol. II, n° 4, p. 78, 1.
- *Suisse*. — Avis de la Chancellerie fédérale suisse concernant les actes de manumission des ressortissants allemands (29 février 1884), vol. I, n° 2, p. 162.
- *Suisse*. — Casiers judiciaires. Circulaire du Conseil fédéral suisse à tous les gouvernements cantonaux concernant la correspondance directe avec l'Allemagne relativement aux demandes d'extraits de casiers judiciaires (18 juin 1903), vol. II, n° 5-6, p. 179.
- *Suisse*. — Négociations en vue de la conclusion d'un traité concernant la reconnaissance des pièces légalisées par les tribunaux, vol. II, n° 4, p. 99.
- *Suisse*. — Extradition. Absence de promesse de réciprocité générale. Promesse d'extradition pour actes immoraux commis sur des enfants de moins de 14 ans (1902), vol. II, n° 4, p. 100.
- *Suisse*. — Transit de marchandises de Schoenenbuch (Bâle-campagne), à Benken (même canton), par commune alsacienne de Neuwil, (Allemagne), vol. II, n° 4, p. 81 (14).
- *Suisse*. — Traité du 31 mai 1890. Application en Suisse (Etablissement d'un Allemand en Suisse; expulsion) arrêté du Conseil fédéral du 27 janvier 1903), vol. I, p. 350.
Cf. aussi Marshall (fles) et Mariannes.

Ambassade du Vatican. — V. Vatican.

Angleterre. — V° Grande-Bretagne.

Arabie (Affaires d'). — V° France. Débats parlementaires, séance du 11 mars 1903, vol. II, n° 5-6, p. 205. Cf. aussi Mascate (question de).

Arbitrage international. — *Argentine, Uruguay*. — Traité d'arbitrage en vue de résoudre à l'amiable toutes les questions qui pourraient s'élever entre les deux pays, signé à Buenos-Ayres le 8 juin 1899, suivi d'un arrangement signé à Buenos-Ayres le 21 décembre 1901, vol. IV, n° 11-12, p. 16.

— *États-Unis, Grande-Bretagne*. — Convention pour la détermination de la

- frontière entre le Dominion du Canada et le territoire de l'Alaska (24 janvier 1903), vol. I, n° 3, p. 268.
- *France, Grande-Bretagne.* — Convention d'arbitrage entre la France et la Grande-Bretagne (14 octobre 1903) et correspondance diplomatique y afférente (vol. IV, n° 10, p. 49 et suiv.)
- *France, Venezuela.* — Débats parlementaires, séance du 11 mars 1903, vol. II, n° 5-6, p. 215.
- *France, Chili.* — Sentence arbitrale dans le conflit franco-chilien. Sentence sans appel, vol. II, n° 4, p. 99 (6c).
- *Italie, Pérou.* — Jugement arbitral concernant l'interprétation de l'article 18 du traité d'amitié et de commerce du 23 décembre 1874. Exécution des jugements étrangers. (19 septembre 1903) vol. III, n° 7-8, p. 99.
- *Japon, Allemagne, France, Grande-Bretagne.* — Cf. Protocol for submitting to arbitration certain questions as to the interpretation of treaties with Japan with regard to leases held in perpetuity (28 août 1902), vol. IV, n° 11-12, p. 157. — Cf. Quartiers étrangers.
- *Suisse.* — Difficultés résultant de l'application des traités de commerce. Clause concernant la Cour d'arbitrage. Postulatum (10 octobre 1902), vol. II, n° 4, p. 77.
- *Venezuela (affaires de).* — Protocoles vénézuéliens des puissances bloquantes du 7 mai 1903 pour le renvoi de certaines questions à la Cour permanente d'arbitrage à La Haye (7 mai 1903), vol. III, n° 9, p. 273 et suiv.
- Cour permanente d'arbitrage, tribunal arbitral constitué en vertu des Protocoles du 7 mai 1903 et d'autres protocoles. Actes et protocoles (sept.-nov. 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 241.
- Cour permanente d'arbitrage. Mémoire pour le gouvernement français, vol. IV, n° 10, p. 89.
Cf. La Cour permanente d'arbitrage en 1902, vol. III, n° 7-8, p. 206 et suiv.
- Argentine.** — *Uruguay.* — Traité d'arbitrage en vue de résoudre à l'amiable toutes les questions qui pourraient s'élever entre les deux pays, signé à Buenos-Ayres le 8 juin 1899, suivi d'un arrangement signé à Buenos-Ayres le 21 décembre 1901, vol. IV, n° 11-12, p. 161.
- Note diplomatique du gouvernement argentin à son représentant à Washington, en date du 29 décembre 1902. (Affaires de Venezuela ; la doctrine de Monroe), vol. IV, n° 10, p. 54.
- Arménie.** — V° Balkans (question des). — Rapport de M. Dubief au nom de la commission du budget, vol. I, n° 1, p. 77. — V. aussi aux mots Orient (question d') et Van.
- Armes.** — *Afrique occidentale.* — Décret réglementant la vente des armes et des munitions dans les colonies de l'Afrique occidentale et Rapport au Président de la République (4 mai 1903), vol. II, n° 5-6, p. 145.
- *Chine.* — Arrêté belge du 21 août 1903 concernant le retrait de la prohibition à l'exportation des armes de guerre, des pièces détachées d'armes de guerre et des munitions de guerre en destination de la Chine, vol. IV, n° 11-12, p. 350.
- *Chine.* — Cf. France. Décret du 1^{er} octobre 1903 levant la prohibition d'exportation des armes et munitions en Chine et dans les pays limitrophes, vol. IV, n° 11-12, p. 354.
- *Congo français.* — Rapport au Président de la République, suivi d'un décret portant réglementation de l'introduction et de la vente des armes à feu et des munitions au Congo français (29 août 1903), vol. III, n° 7-8, p. 83.
- *Somaliland.* — Protectorat anglais de la Côte des Somalis. Règlement sur les armes à feu pour le pays des Somalis (6 mai 1903), vol. II, n° 5-6, p. 178.
Cf. aussi Embargo. Insurgés.
- Artistique (propriété).** — V° Propriété littéraire et artistique.
- Augusto** (Affaires de la canonnière vénézuélienne). Affaires de Venezuela, Livre bleu anglais :
Dépêche n° 1, vol. I, n° 3, p. 293.
— 2, — I, — p. 301.
— 3, — I, — p. 301.
— 4, — I, — p. 301.
— 5, — I, — p. 301.
— 7, — I, — p. 303.
— 8, — I, — p. 306.
— 9, — I, — p. 307.
— 10, — I, — p. 307.
— 13, — I, — p. 324
- Autriche-Hongrie.** — I. — TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.
— *Allemagne, Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Suède et Norvège.* — Convention relative au régime des sucres, (5 mars 1902), vol. I, n° 2, p. 129. — Ratifications (31 janvier 1903), vol. III, n° 7-8, p. 6.
— Cf. Décret ministériel du 26 août 1903 modifiant le taux des droits sur les sucres importés en Autriche-Hongrie, vol. IV, n° 11-12, p. 325.
- II. — CONFÉRENCES INTERNATIONALES.
Conférence préliminaire concernant la

télégraphie sans fil. (Allemagne, Autriche, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Hongrie, Italie, Russie), (4-13 août 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 165.

III. — LOIS ET DOCUMENTS DIVERS.

- Loi concernant la protection de l'emblème et du nom de la Croix-Rouge (14 avril 1903), vol. II, n° 5-6, p. 174.
- Suisse. — Traité d'établissement du 7 décembre 1875. Permis de séjour. V° Suisse. Arrêté du 21 juillet 1903, n° 7-8-9, p. 239.
- Cf. aussi Bosnie-Herzégovine, Macédoine (Affaires de Macédoine. Documents y relatifs. vol. IV, n° 10, p. 106 et suiv.) Frontière (Suisse, frontière près de Martinsbruch et Taufers. Déboisement.)

Australie Occidentale. — Cf. France. Décret portant admission des colis postaux de valeur déclarée, dans les échanges avec les colonies anglaises de Queensland, d'Australie occidentale, de Nouvelle-Guinée et d'Afrique centrale, (5 octobre 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 399.

E

Bagdad (chemin de fer de). — France. Débats parlementaires, séance du 11 mars 1903, vol. II, n° 5-6, p. 202. — Transformation du vice-consulat à Bagdad en consulat. V° Rapport de M. Dubief au nom de la commission du budget de 1903, vol. I, n° 1, p. 81.

Bâle-Campagne. — Transit des marchandises de Schoenenbuch à Benken par la commune alsacienne de Neuwil, vol. II, n° 4, p. 81, 14.

Balkans (Question des). — La question des Balkans d'après le rapport de M. Dubief au nom de la commission du budget de 1903, vol. I, n° 1, p. 76.

Ban Righ ou Libertador (Aff. du). — V° Livre bleu anglais, Venezuela I, 1903 :

Dépêche, n° 25,	vol. II, n° 5-6,	p. 108.
— 26,	— II, —	p. 111.
— 27,	— II, —	p. 112.
— 28,	— II, —	p. 112.
— 29,	— II, —	p. 113.
— 30,	— II, —	p. 113.
— 31,	— II, —	p. 114.
— 33,	— II, —	p. 114.
— 34,	— II, —	p. 115.
— 36,	— II, —	p. 117.
— 41,	— II, —	p. 121.
— 44,	— II, —	p. 125.
— 48,	— II, —	p. 128.
— 51,	— II, —	p. 135.
— 54,	— III, n° 7-8,	p. 43.

Dépêche, n° 55,	— III, n° 7-8,	p. 44.
— 56,	— III, —	p. 44.
— 57,	— III, —	p. 45.
— 58,	— III, —	p. 50.
— 59,	— III, —	p. 50.
— 61,	— III, —	p. 54.
— 62,	— III, —	p. 55.
— 63,	— III, —	p. 55.
— 64,	— III, —	p. 56.
— 65,	— III, —	p. 56.
— 66,	— III, —	p. 57.
— 67,	— III, —	p. 57.
— 69,	— III, —	p. 60.
— 70,	— III, —	p. 61.
— 72,	— III, —	p. 62.
— 73,	— III, —	p. 62.
— 74,	— IV, n° 10,	p. 59.
— 75,	— IV, —	p. 60.

Bassin conventionnel du Congo. — V° Congo (bassin conventionnel du).

Baux à perpétuité. — Japon. Arbitrage avec l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne Cf. Protocol for submitting to arbitration certain questions as to the interpretation of treaties with Japan with regard to leases held in perpetuity (28 août 1902) vol. IV, n° 11-12, p. 157. Cf. Quartiers étrangers.

Bavière. — Suisse. — Gratuité des renseignements pour toutes demandes adressées aux gouvernement, département ou à la chancellerie cantonale, vol. II, n° 4, p. 99.

Belgique. — TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES :

- *Adhésion* au traité concernant la protection de la propriété littéraire et artistique conclu à Montevideo le 11 janvier 1899 entre divers tats de l'Amérique du Sud (17 septembre 1903) vol. IV, n° 10, p. 7.
- *Allemagne, Autriche-Hongrie, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Suède et Norvège.* — Convention relative au régime des sucres (15 mars 1902), vol. I, n° 2, p. 129. — Ratification (18 juin 1902), III (7-8) p. 6. — *Actes et lois s'y référant* : Loi approuvant la convention relative au régime des sucres (23 mai 1902), vol. IV, n° 11-12, p. 326. — Loi relative à la fabrication et à l'importation des sucres (21 août 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 326. — Arrêté concernant l'exemption du droit d'accise sur les mélasses impropres à la consommation humaine provenant de la fabrication ou du raffinage (21 août 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 347. — Arrêté concernant la, décharge de l'accise sur les sucres et

- les sirops destinés à des usages industriels, ou à l'alimentation du bétail. (21 août 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 348.
- Arrêté concernant l'exportation ou dépôt en entrepôt public de glucoses avec décharge de l'accise (22 août 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 349. — Arrêté concernant l'établissement d'une surtaxe sur les sucres importés de l'étranger (26 août 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 350.
- *Bulgarie*. — Dénonciation de l'arrangement commercial de 1897 (17-30 décembre 1902), vol. I, n° 3, p. 267.
- *Bulgarie*. — Relations commerciales (31 octobre, 13 novembre 1903), vol. IV, n° 10, p. 32.
- *Costa-Rica* (République de). — Arrangement concernant la protection réciproque des marques de fabrique ou de commerce (25 avril 1902), vol. I, n° 3, p. 259.
- *Costa-Rica*. — Convention d'extradition (25 avril 1902), vol. I, n° 3, p. 260.
- *Costa-Rica*. — Convention relative à l'échange de colis postaux (25 avril 1902), vol. I, n° 3, p. 265.
- *Espagne*. — Deuxième déclaration additionnelle modifiant l'article 6 de la Convention d'extradition conclue le 17 juin 1870 (4 mars 1903), vol. II, p. 10.
- *États-Unis*. — Convention additionnelle pour l'échange de mandats-poste (9 décembre 1903), vol. IV, n° 10, p. 23.
- *France, Grèce, Italie, Suisse*. — Convention additionnelle à la Convention monétaire du 6 novembre 1885 (15 novembre 1902), vol. I, n° 1, p. 5.
- *Grande-Bretagne*. — Convention téléphonique (21 novembre 1902), vol. IV, n° 10, p. 27.
- *Grèce*. — Relations commerciales (6 mars 1903), vol. I, p. 345.
- *Luxembourg*. — Arrangement au sujet du mouvement des alcools et spiritueux à la frontière (2 avril 1903), vol. II, n° 1, p. 5.
- *Pays-Bas*. — Convention additionnelle à la Convention du 29 juin 1895, relative aux travaux à exécuter au canal de Gand à Terneuzen (8 mars 1902), III (n° 7-8), p. 15.
- *Pays-Bas*. — Convention assurant des facilités nouvelles aux déposants à la Caisse générale d'épargne et de retraite de Belgique et à la Caisse d'épargne postale des Pays-Bas (8 novembre 1902), III, (n° 7-8), p. 18.
- *Saint-Marin* (République de). — Convention d'extradition avec la République de Saint-Marin (15 juin 1903), III (n° 7-8), p. 9.
- LOIS ET DOCUMENTS DIVERS :
- Arrêté portant modification de la répartition des attributions de la direction du commerce et des consulats (31 décembre 1902), vol. I, n° 3, p. 343.
- *Chine*. — Arrêté concernant le retrait de la prohibition à l'exportation des armes de guerre, des pièces détachées d'armes de guerre et des munitions de guerre à destination de la Chine (21 août 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 350.
- *Congo*. — Loi approuvant la Convention conclue le 13 novembre 1901 entre le Gouvernement et la Compagnie du chemin de fer du Congo (27 juin 1903), vol. II, n° 5-8, p. 176.
- *Venezuela* (Affaires de). — Cour permanente d'arbitrage. Tribunal arbitral constitué en vertu des Protocoles du 7 mai 1903 et d'autres protocoles, Actes et protocoles (septembre - novembre 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 241.
- Benken** (Bâle-Campagne). — Transit de marchandises par Neuwil (Allemagne). V° Neuwil.
- Beyrouth** (Université de). — Conditions d'admission. V° Rapport de M. Dubief au nom de la commission du budget de 1903, vol. I, n° 1, p. 87.
- Bibliographie**. — Vol. I, n° 1, p. 121 ; vol. I, n° 2, p. 249 ; vol. I, n° 3, p. 377 ; vol. II, n° 4, p. 122.
- Blessés**. — V° Croix-Rouge.
- Boërs** (généraux). — Visite en Allemagne. — Cf. Allemagne Débats parlementaires. Déclaration du Chancelier de l'Empire (21 janvier 1903), vol. I, n° 2, p. 168.
- Boîtes avec valeur déclarée**. — V° Postes.
- Bolivar** (alias Ban-Righ et Libertador). V° Ban-Righ.
- Bolivie**. — Adhésion à l'arrangement de Washington concernant le service des mandats de poste (15 avril 1903), v. IV, n° 10, p. 22.
- Transit de marchandises par l'Amazonie (Brésil), v° Brésil.
- Bons offices** (de l'Allemagne). — Incident Italo-suisse (1902), vol. II, n° 4, p. 78, 1.
- Bornes-frontières**. — V° Frontière.
- Bosnie-Herzégovine**. — Adhésion à la Convention internationale de Washington concernant l'échange des colis postaux (1903), vol. IV, n° 10, p. 20.

Boursiers. — De la création de bourses de séjour en France au profit d'élèves des écoles d'Occident. Projet de M. Dubief. Critique des bourses de commerce françaises à l'étranger, vol. I, n° I, p. 91.

Brésil. — *Adhésion à l'Acte additionnel* modifiant la Convention du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle et le Protocole de clôture y annexé, conclu à Bruxelles le 14 décembre 1900 (8 avril 1903), vol. IV, n° 10, p. 11.

— *Adhésion à l'Acte additionnel à l'arrangement* du 14 avril 1891 concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce conclu le 14 décembre 1900 (8 avril 1903), vol. IV, n° 10, p. 11.

— *Bolivie.* — *Amazonie.* — Liberté de commerce. Transit de marchandises provenant de Bolivie. — Interdiction. — Protestation de la Suisse, vol. II, n° 4, p. 80.

— *France.* — Relations franco-brési-liennes. V^e Rapport de M. Dubief au nom de la commission du budget de 1903, vol. I, n° I, p. 74.

— *Suisse.* — Négociations en vue d'un traité d'extradition, vol. II, n° 4, p. 100, (1).

Brevets. — V^e Propriété industrielle.

Bulgarie. — *Belgique.* — Dénoncia-tion de l'arrangement commercial de 1897 (13/30 décembre 1902), vol. I, n° 3, p. 267.

— *Belgique.* — Relations commerciales, (31 octobre-13 novembre 1903), vol. IV, n° 10, p. 32.

— *Russie.* — Arrangement concernant les relations télégraphiques (18 décembre, vieux style, 1901), n° 9, p. 245. Cf. aussi Macédoine (Affaires de).

Buena-Fé (aff. du). — Affaires de Vene-zuela ; Livre bleu anglais, Venezuela. 1903. n° 12, vol. I, p. 318 et suiv., n° 15, vol. I, p. 326.

C

Canada (Dominion du). — Convention entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne pour la détermination de la frontière entre le Dominion du Canada et le territoire de l'Alaska, (24 janvier 1903), vol. I, n° 3, p. 268.

Canaux. — Traité entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne pour faciliter la construction, d'un canal maritime (traduction) (18 novembre 1901) vol. IV, n°s 11-12, p. 146. Cf. aussi Gand. =

Caisses d'épargne. — *Belgique, Pays-Bas.* — Convention assurant des faci-lités nouvelles aux déposants à la Caisse générale d'épargne et de retraite de Belgique et à la Caisse d'épargne postale des Pays-Bas (8 nov. 1902), III n°s (7-8), p. 18.

Casiers judiciaires. — *Allemagne, Suisse.* — Circulaire du Conseil fédé-ral suisse à tous les gouvernements cantonaux concernant la correspon-dance directe avec l'Allemagne, rela-tivement aux demandes d'extraits de casiers judiciaires (18 juin 1903), vol. II, n°s 5-6, p. 179.

— *Hongrie, Suisse.* — Communication d'extraits des jugements rendus en matière pénale contre les étrangers, vol. II, n° 4, p. 100 (4).

— *Suisse.* — Communication d'extraits des jugements rendus en matière pénale contre les étrangers, vol. II, n° 4, p. 101 a et b.

Cautio judicatum solvi. — *Suisse.* — Projet de concordat libérant le deman-deur de la *cautio judicatum solvi*, vol. II, n° 4, p. 98 (1).

Certificats de jaugeage. — V. Jau-geage.

Certificats d'origine. — *France, Gran-de-Bretagne.* — Convention commer-ciale relative à la Jamaïque (8 août 1902), art. 3, V^e vol. III, n° 7-8, p. 33. — V. aussi Sucres.

Chemins de fer. — *Allemagne, Luxem-bourg.* — Convention entre l'Allema-gne et le Grand-Duché de Luxembourg concernant l'exploitation des chemins de fer Guillaume-Luxembourg (11 novembre 1902), vol. IV, n° 10, p. 35.

— *Suisse.* — Relations internationales, vol. II, n° 4, p. 119.

— Cf. aussi aux mots Bagdad (chemin de fer de) ; Congo (chemin de fer du).

Chili. — I. TRAITÉS, CONVENTIONS, PRO-TOCOLES : — *Grande-Bretagne.* — Con-vention relative à l'échange des colis postaux (21 octobre 1902, 27 janvier 1903), vol. III, n° 9, p. 287.

DOCUMENTS DIVERS. :

— *France.* — Les écoles françaises au Chili. Rapport de M. Dubief au nom de la commission du budget de 1903, vol. I, n° 1, p. 92.

— *France.* — Conflit franco-chilien. Jugement arbitral. Sentence sans appel vol. II, n° 4, p. 99 (6 c.)

Chine. — *Belgique.* — V. Arrêté du 21 août 1903 concernant le retrait de

- la prohibition à l'exportation des armes de guerre, etc., en Chine, vol. IV, n^{os} 11-12, p. 350.
- *France, Italie.* — Propriété industrielle en Chine. Marques de fabrique et de commerce. Protection. Entente entre les gouvernements français et italien (25 juillet, 5 août 1903), vol. IV, n^o 10, p. 16.
 - *France.* — Décret du 1^{er} octobre 1903 levant la prohibition d'exportation des armes et munitions en Chine et dans les pays limitrophes, vol. IV, n^{os} 11-12, p. 354.
 - *France.* — Création d'un vice-consulat français à *Swa-Tow*. V^e Rapport de M. Dubief au nom de la commission du budget de 1903, vol. I, n^o 1, p. 80.
 - *France.* — Débats parlementaires, séance du 11 mars 1903, vol. II, n^{os} 5-6, p. 194, 201.
 - *Suisse.* — Assassinat de l'ingénieur Otto-Ossent. Indemnité, vol. II, n^o 4, p. 78.
- Voir aussi aux mots : Eastern extension Australasia and China telegraph C^o; Extrême-Orient; Immigration; Shanghai.
- Chinois.** — V. Immigration.
- Chypre.** — Adhésion à l'arrangement international concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée (1903), vol. IV, n^o 10, p. 21.
- Code civil français.** — Art. 55. V. Naissances (déclarations de).
- Colis postaux.** — Convention de Washington concernant l'échange des colis postaux. Adhésions en 1903 : *Bosnie-Herzégovine, Colombie, Perse*, vol. IV, n^o 10, p. 20.
- *Belgique, Costa-Rica.* — Convention relative à l'échange des colis postaux, (25 avril 1902), vol. I, n^o 3, p. 265.
 - *Chili, Grande-Bretagne.* — Convention relative à l'échange des colis postaux (21 octobre 1902, 27 janvier 1903), vol. III, n^o 9, p. 287.
 - *Espagne.* — Décret royal du 24 novembre 1903 portant modification au décret du 6 septembre 1903 relatif à l'importation des colis n'excédant pas 5 kilogrammes bruts, vol. IV, n^{os} 11-12, p. 351.
 - *Etats-Unis, Grande-Bretagne.* — Convention between the United Kingdom and the United States of America for the establishment of a Parcel post service between the United States and Hong-Kong, (21 novembre 1903), vol. IV, n^{os} 11-12, p. 149.
 - *France, Madagascar.* — Décret portant extension du trafic des colis postaux de 5 à 10 kilogrammes et de valeur déclarée, aux relations avec les colonies de la Nouvelle-Calédonie et de Madagascar et ses dépendances (5 octobre 1903), vol. IV, n^{os} 11-12, p. 400.
 - *France, Allemagne.* — Décret portant réduction des taxes d'affranchissement des colis postaux à destination des possessions allemandes des îles Marshall et Mariannes (24 juillet 1903), vol. IV, n^{os} 11-12, p. 391.
 - *France, Colonies anglaises.* — Décret portant admission des colis postaux de valeur déclarée, dans les échanges avec les colonies anglaises de Queensland, d'Australie occidentale, de Nouvelle-Guinée et d'Afrique centrale (5 octobre 1903), vol. IV, n^{os} 11-12, p. 399.
 - *France, Portugal, Inde portugaise.* — Décret portant fixation des taxes d'affranchissement et d'assurance des colis postaux avec ou sans déclaration de valeur à destination du l'Inde portugaise (17 septembre 1903), vol. IV, n^{os} 11-12, p. 396.
 - *France, Portugal (Colonie portugaise de Mozambique).* — Décret portant admission des colis postaux dans les relations avec la colonie portugaise de Mozambique par la voie du Portugal et des paquebots portugais (21 juillet 1903), vol. IV, n^{os} 11-12, p. 395.
 - *France, Portugal (Colonie portugaise de Timor).* — Décret portant extension du service des colis postaux aux relations avec la colonie portugaise de Timor (29 septembre 1903) vol. IV, n^{os} 11-12, p. 398.
- Colombie.** — Adhésion à la convention internationale de Washington concernant l'échange des colis postaux (19 septembre 1903), vol. IV, n^o 10, p. 20.
- *Suisse.* — Ressortissant suisse mal-traité par autorités colombiennes. — Protection. — Indemnité. — Vol. II, n^o 4, p. 78, 2.
- Colonies britanniques.** — Convention between the United Kingdom and the United States of America extending the period for accession of British Colonies and possessions to the Convention of March, 2, 1899, relative to the disposal of real and personal property (13 janvier 1902), vol. IV, n^{os} 11-12, p. 148.
- Voir aussi au nom de chaque colonie.
- Colonies françaises.** — Rapport fait par M. Bienvenu-Martin au nom de la commission du Budget chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice de 1903, vol. I, n^o 3, p. 363.

— **Rapport de la commission du Budget** chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1904 (Ministère des Colonies) par M. Dubief, député. Vol. III, nos 7-8, p. 182.

V° aussi au nom des différentes colonies.
— V° aussi **Armes** (introduction des armes à feu dans les colonies françaises).

Colonisation.— V° **Tunisie** (vol. I, n° 1, p. 107, 358). V° aussi au mot **Colonies**.

Commerce. TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES :

— **Allemagne, France.** — Convention en vue de régler le traitement des voyageurs de commerce (12 juillet 1902), vol. I, n° 3, p. 259.

— **Belgique, Bulgarie.** — Arrangement commercial de 1897. Dénonciation (17-30 décembre 1902), vol. I, n° 3, p. 267.

— **Belgique, Bulgarie.** — Relations commerciales (31 octobre, 13 novembre 1903), vol. IV, p. 32.

— **Belgique, Grèce.** — Relations commerciales (6 mars 1903), vol. I, p. 345.

— **Danemark, Corée.** — Traité d'amitié, de commerce et de navigation (15 juillet 1902), vol. IV, nos 11-12, p. 132. — V° *ibidem*, p. 139. Règlement applicable au commerce danois en Corée.

— **Equateur, France.** — Convention de commerce et de navigation (30 mai 1898), vol. I, n° 1, p. 7.

— **Espagne, Etats-Unis.** — Traité d'amitié conclu le 3 juillet 1902, vol. III, nos 7-8, p. 20.

— **France, Grande-Bretagne.** — Convention commerciale relative à la Jamaïque (8 août 1902), vol. III, nos 7-8, p. 33. — Rapport y relatif fait au nom de la commission française des douanes (27 janvier 1903), vol. III, nos 7-8, p. 34.

— **France, Maroc.** — Accord intervenu entre les chefs des deux commissions constituant la commission franco-marocaine, chargée d'assurer les résultats visés dans le protocole signé à Paris le 20 juillet 1901, vol. II, p. 6.

— **France, Montenegro.** — Dénonciation de la Convention commerciale entre la France et le Montenegro du 18-30 juin 1892 (17 décembre 1903).

— **France, Venezuela.** — Convention de commerce et de navigation du 19 février 1902, vol. III, nos 7-8, p. 28. Rapport y relatif fait au nom de la commission des douanes françaises (6 février 1903), vol. III, nos 7-8, p. 29.

— **Grande-Bretagne, Perse.** — Convention commerciale (9 février 1903).

— **Grèce, Turquie.** — Convention commerciale (12 avril 1903), vol. II, nos 5-6, p. 97.

— **Italie, Japon.** — Relations commerciales (1903-1904), vol. IV, n° 10, p. 32.

— **Mexique, Perse.** — Traité d'amitié et de commerce (14 mars 1902), vol. II, nos 5-6, p. 95.

— **Norvège, Portugal.** — Convention additionnelle au traité du 30 décembre 1895 (11 avril 1903), vol. III, nos 7-8, p. 35.

— **Russie, Perse.** — Conventions commerciales (27 octobre, 9 novembre 1901), vol. II, nos 5-6, p. 61.

— **Suisse.** — Traités de commerce et relations douanières avec l'étranger au 1^{er} mars 1903, vol. II, n° 4, p. 111. Cf. aussi p. 77.

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS.

— **Belgique.** — Arrêté portant modification de la répartition des attributions de la direction du commerce et des consulats (31 décembre 1902), vol. I, n° 3, p. 343.

— **Congo.** — Monopoles commerciaux. Liberté de commerce. V° **Congo** (Etat indépendant). Dépêche du marquis de Lansdowne du 8 août 1903. — Cf. aussi **Congo français**; jurisprudence des tribunaux du Congo français.

— **France.** — Commerce des colonies françaises en 1901. V° **Rapport de M. Bienvenu-Martin**, vol. I, p. 371.

Cf. aussi **Armes** (introduction et vente dans colonies, etc.); **Brésil** (liberté de Commerce sur l'Amazonie); **Douanes**; **Frontière pyrénéenne**; **Propriété industrielle**; **Sociétés par actions**; **Sucres**; **Transit**.

Commissions rogatoires. — **Norvège, Russie.** — Déclaration concernant les traductions qui doivent accompagner les commissions rogatoires (13-26 mars 1903), vol. III, nos 7-8, p. 36.

— **Suisse.** — Commissions rogatoires. V. vol. II, n° 4, p. 105.

Concessions européennes. — Cf. **Quartiers étrangers**.

Conférence internationale. — Conférence préliminaire concernant la télégraphie sans fil (Allemagne, Autriche, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Hongrie, Italie, Russie), (4-13 avril 1903), vol. IV, nos 11-12, p. 165.

Congo (bassin conventionnel du). — Convention douanière du 22 décembre 1890 entre l'**Allemagne**, la **Grande-Bretagne**, et l'**Italie**. Dénonciation (2 avril 1902), vol. II, p. 6.

Congo (Etat indépendant du). — TRAITÉS.
— *France.* — Convention télégraphique (23 juin 1903), vol. IV, n° 10. p. 24.

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS. — Loi approuvant la Convention conclue le 13 novembre 1901 entre le gouvernement et la Compagnie du chemin de fer du Congo (27 juin 1903), vol. II, n° 5-6, p. 176.

— Règlement des impositions directes et personnelles. Coordination et dispositions complémentaires (18 novembre 1903), vol. III, n° 9, p. 332.

— Déclarations de l'Etat Indépendant du Congo (juin 1903), vol. II, n° 5-6, p. 237.

— *Grande-Bretagne.* — Dépêche adressée par le Marquis de Lansdowne à certains représentants de la Grande-Bretagne à l'étranger au sujet de mauvais traitements envers les indigènes et de l'existence de monopoles commerciaux (8 août 1903), p. 311.

Congo français. — Décret portant réglementation des contrats de travail au Congo français et Rapport au Président de la République (11 mai 1903), vol. II, n° 5-6, p. 141.

— *Rapport* au Président de la République, suivi d'un décret portant réglementation de l'introduction et de la vente des armes à feu et des munitions au Congo français (21 août 1903), v. III, n° 7-8, p. 83.

— Jurisprudence des tribunaux du Congo français. (Liberté de commerce. Monopoles commerciaux. Etendue du droit d'exploitation des concessionnaires) (13 mai 1899-28 juin 1902), vol. III, n° 9, p. 345.

Consul. — *Belgique.* — Arrêté portant modification de la répartition des attributions de la direction du commerce et des consulats (31 décembre 1902), vol. I, n° 3, p. 343.

— *Espagne, Etats-Unis.* — Traité du 3 juillet 1902, art. 13-28, vol. III, n° 7-8, p. 23-28.

— *France.* — V° Rapport de M. F. de Pressensé, n° 7-8, p. 148.

— *France.* — Projet de transformation du vice-consulat à Bagdad en consulat. Rapport de M. Dubieff au nom de la commission du budget de 1903, IV-81.

— *Suisse.* — Incompétence pour recevoir dispositions testamentaires. Extrait des délibérations du Conseil fédéral (23 mars 1903), vol. I, p. 349.

Cf. aussi Agents consulaires, certificats d'origine, naissance (déclaration de).

Contrats de travail. — V. Travail (contrats de). Congo français.

Corée. — *Adhésion* à la Convention de Genève du 22 août 1864 pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne (Croix-Rouge) (8 janvier 1903) vol. I, n° 2, p. 137.

— *Adhésion* à la Convention de La Haye pour l'adaptation à la guerre maritime, des principes de la Convention de Genève (Croix-Rouge). (Convention de la paix) (3 avril 1903), vol. III, n° 7-8, p. 5.

— *Danemark.* — Traité d'amitié, de commerce et de navigation (15 juillet 1902), vol. IV, n° 11-12, p. 132.

Cf. aussi Extrême-Orient (Affaires d').

Costa-Rica (République de). — *Belgique.* — Arrangement concernant la protection réciproque des marques de fabrique ou de commerce (25 avril 1902), vol. I, n° 3, p. 259.

— *Belgique.* — Convention d'extradition (25 avril 1902), vol. I, n° 3, p. 260.

— *Belgique.* — Convention relative à l'échange de colis postaux (25 avril 1902), vol. I, n° 3, p. 265.

Côte-d'Or. — *Adhésion* à l'arrangement international de Washington concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée (1903), vol. IV, n° 10, p. 21.

— *France.* — Décret autorisant l'échange de lettres de valeur déclarée avec la Côte-d'Or (30 juin 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 393.

Cour permanente d'arbitrage de La Haye. — Tribunal constitué en vertu des protocoles signés à Washington le 7 mai 1903. Affaires de Venezuela. Actes et protocoles (septembre-novembre 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 241.

— Mémoire pour le gouvernement français, vol. IV, n° 10, p. 89.

— Cf. *Japon, Allemagne, France, Grande-Bretagne.* — Protocol for submitting to arbitration certain questions as to the interpretation of treaties with Japan with regard to leases held in perpetuity (28 août 1902), vol. IV, n° 11-12, p. 157. Cf. Quartiers étrangers.

— *France* (Participation aux dépenses de la Cour permanente d'arbitrage). — Cf. La politique extérieure de la France devant la Chambre des députés (29 janvier 1903), vol. I, n° 2, p. 213.

— Cf. Rapport de M. F. de Pressensé, III, n° 7-8, p. 179 et suiv.

V° aussi au mot Arbitrage.

Crète. — Cf. *France.* — Loi du 26 juillet 1903 relative aux vivres distribués en 1898 aux habitants de l'île de Crète par les soins du département de la marine.

Croix rouge. — I. TRAITÉS.

- Convention de Genève du 22 août 1864 pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne. *Adhésion de la Corée* (8 janvier 1903), vol. I, n° 2, p. 137. *Adhésion du Guatemala* (24 mars 1903), vol. I, n° 3, p. 277.
- Convention de La Haye pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève. *Adhésions : Corée* (3 avril 1903), *Guatemala* (20 avril 1903), *Salvador* (3 avril 1903), III, 7-8, p. 5.

II. LOIS ET DOCUMENTS DIVERS.

- *Allemagne.* — Loi concernant la protection de l'emblème de neutralité de la Convention de Genève (Croix-Rouge) 22 mars 1903, vol. II, n° 5-6, p. 172. — Avis concernant les règles relatives à la délivrance de l'autorisation pour l'emploi de la Croix-Rouge (7 mai 1903), vol. II, n° 5-6, p. 173. — Avis concernant l'apposition du timbre officiel (8 mai 1903), *Ibidem*, p. 174.
- *Autriche.* — Loi concernant la protection de l'emblème et du nom de la Croix-Rouge (14 avril 1903), vol. II, n° 5-6, p. 174.
- *Suisse.* — Vol. II, n° 4, p. III, c. Cf. aussi Sanitaire (service).

Cuba (République de). — Création d'une légation française près la République cubaine. V° Rapport de M. Dubief au nom de la Commission du budget de 1903, vol. I, n° 1, p. 80.

Cultes (Liberté des). — Cf. Traité entre l'Espagne et les États-Unis du 3 juillet 1902, art. 4, vol. III, n° 7-8, p. 21.

D

Danemark — *Adhésion* à la Convention internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques du 9 septembre 1886, à l'Acte additionnel et à la déclaration interprétative du 4 mai 1894 (13 juin 1903), vol. IV, n° 10, p. 5.

- *Corée.* — Traité d'amitié, de commerce et de navigation (15 juillet 1902), vol. IV, n° 11-12, p. 132.
- *Grande-Bretagne.* — Convention pour réglementer la pêche en dehors des eaux territoriales dans la mer entourant les Îles Faroë et l'Islande (24 juin 1901), vol. II, n° 5-6, p. 1.
- *Russie.* — Arrangement concernant le jaugeage des navires (20 mars, 2 avril 1902), vol. III, n° 9, p. 250.

Danube. — Convention entre la Roumanie et la Russie concernant la pêche dans les eaux du Danube et

du Pruth (9 février, vieux style, 1901), vol. III, n° 9, p. 251.

Déboisement. — Frontière austro-suisse près Martinsbruck et Taufers, v° Frontière.

Déclarations de naissance. — V° Naissance.

Décoration étrangère. — Article 12 de la Constitution suisse. Application. Impossibilité de recevoir décoration étrangère pour un membre du Conseil national (cas Letter et Ador), vol. II, n° 4, p. 80 (10).

Délimitation. — *Etats-Unis, Grande-Bretagne.* — Convention pour la détermination de la frontière entre le Dominion du Canada et le territoire de l'Alaska (24 janvier 1903), vol. I, n° 3, p. 268.

— *France, Suisse.* — Frontière franco-suisse entre le mont Dolent et le lac Léman. — Protocole prévu par l'article 4 de la convention (27 octobre 1902). Approbation (21 et 22 novembre 1902), vol. II, n° 4, p. 80, 9. Voir aussi au mot Frontière.

Diplomatiques (exemptions, immunités, privilèges, etc.) — *Espagne, Etats-Unis.* — Traité du 3 juillet 1902, article 12 (III, n° 7-8, p. 23). V° aussi au mot Agents consulaires et diplomatiques.

Douanes. — *Allemagne, Grande-Bretagne.* — Convention douanière du 22 décembre 1890 entre l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie relative au bassin conventionnel du Congo. Dénonciation (2 avril 1902), vol. II, n° 4, p. 6.

— *Corée, Danemark.* — Tarif d'importation et d'exportation. Convention de commerce entre le Danemark et la Corée (15 juillet 1902), vol. IV, n° 11-12, p. 142.

— *Norvège, Portugal.* — Convention additionnelle au Traité du 30 décembre 1895 (11 avril 1903), vol. III, n° 7-8, p. 35.

— *Perse, Turquie.* — Convention douanière (23 août, 5 septembre 1902), vol. II, n° 5-6, p. 97.

— *France, Suisse.* — Passage sur territoire suisse de douaniers français. Autorisation par autorités suisses, vol. II, n° 4, p. 81, 11. Cf. aussi au mot Transit.

E

Eastern Extension Australasia and China Telegraph Cie. — Adhésion

à la Convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg (avril 1903), vol. IV, n° 10, p. 24.

Ecoles (Secours aux écoles en Orient). — Cf. Etablissements français. — Cf. aussi Chili, Egypte, Occident.

Egypte. — Les écoles françaises d'Egypte. Leur situation. Rapport de M. Dubief au nom de la Commission du budget de 1903, vol. I, p. 88.

— *Question d'Egypte.* — V. France, Débats parlementaires. Séance du 11 mars 1903, vol. II, n° 5-6, p. 210.

Emigration (Madagascar). — Décret portant réglementation de l'émigration des indigènes de Madagascar et dépendances (5 mai 1903), vol. II, n° 5-6, p. 147.

— Suisse. — Vol. II, n° 4, p. 85.

Embargo. — *Trinidad.* — Armes destinées aux insurgés du Venezuela. — V. Aff. du Venezuela, Livre bleu anglais, Venezuela, 1903, n° I. — Dépêche, n° 42, vol. II, n° 5-6, p. 122.

Equateur. — France. — Convention de commerce et de navigation (30 mai 1898), vol. I, n° 1, p. 7.

Espagne. — TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES :

— *Adhésion* aux deux Actes intervenus le 14 décembre 1900 entre les Etats appartenant à l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle (22 janvier 1903), vol. I, n° 3, p. 277.

— *Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Suède et Norvège.* — Convention relative au régime des sucres (5 mars 1902), vol. I, n° 2, p. 129. Non-ratification à la date du 1^{er} septembre 1903, vol. III, n° 7-8, p. 7.

— *Belgique.* — Deuxième déclaration additionnelle modifiant l'article 6 de la Convention d'extradition conclue le 17 juin 1870 (4 mars 1903), vol. II, n° 4, p. 10.

— *Etats-Unis.* — Echange de notes en vue de rétablir l'arrangement des 6 et 15 juillet 1895, concernant la protection réciproque de la propriété littéraire et artistique (29 janvier, 18 et 26 novembre 1902), vol. III, n° 7-8, p. 39.

— *Etats-Unis.* — Traité d'amitié et de relations générales, conclu le 3 juillet 1902, vol. III, n° 7-8, p. 20.

— *France.* — Convention en vue de réglementer l'entrée dans les deux pays, par la frontière pyrénéenne, des voitures, animaux de trait, de selle ou de bât (13 juin 1903), vol. IV, n° 10, p. 32.

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS :

— *Décret* royal du 24 novembre 1903, portant modification au décret du 6 septembre 1903 relatif à l'importation des colis n'excédant pas 5 kilogr. bruts, vol. IV, n° 11-12, p. 351. Cf. aussi Arbitrages : Venezuela (aff. de).

Etablissements français en Orient et en Extrême-Orient (Allocation aux). Secours aux Ecoles. — Cf. Séance du 29 janvier 1903, vol. I, n° 2, p. 221, n° 3, p. 354. — Cf. Rapport de M. Dubief, vol. I, n° 1, p. 85. — Rapport de M. de Pressensé, vol. III, n° 7-8, p. 157.

Etats-Unis. — TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES :

— *Belgique.* — Convention additionnelle pour l'échange de mandats-poste (9 décembre 1903), vol. III, n° 10, p. 23.

— *Espagne.* — Echange de notes en vue de rétablir l'arrangement des 6 et 15 juillet 1895 concernant la protection réciproque de la propriété littéraire et artistique (29 janvier, 18 et 26 novembre 1902), vol. IV, n° 7-8, p. 39.

— *Espagne.* — Traité d'amitié et de relations générales conclu le 3 juillet 1902 (traduction française), vol. III, n° 7-8, p. 20..

— *Grande-Bretagne.* — Traité pour faciliter la construction d'un canal maritime (traduction) (18 novembre 1901), vol. IV, n° 11-12, p. 146.

— *Grande-Bretagne.* — Convention extending the period for accession of British colonies and possessions to the convention of March, 2, 1899, relative to the disposal of real and personal property (13 janvier 1902), vol. IV, n° 11-12, p. 148.

— *Grande-Bretagne.* — Convention pour la détermination de la frontière entre le Dominion du Canada et le territoire de l'Alaska (24 janvier 1903) vol. I, n° 3, p. 268.

— *Grande-Bretagne.* — Convention respecting payment of light and harbour dues by vessels of the United States in Zanzibar (5 juin 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 156.

— *Grande-Bretagne.* — Convention for the establishment of a Parcel-Post service between the United States and Hong-Kong (21 novembre 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 149.

— *Russie.* — Convention pour l'échange des mandats-poste (11-23 février 1900, 1^{er} février 1899), vol. III, n° 9, p. 246.

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS :

— Loi sur l'immigration chinoise (29 avril 1902), vol. III, n° 9, p. 319.

- Loi réglementant l'immigration étrangère aux Etats-Unis (3 mars 1903). Texte original, vol. III, n° 7-8, p. 87. Traduction vol. III, n° 9, p. 322.
- Loi concernant l'application des dispositions de l'Acte additionnel à la Convention internationale pour la protection de la propriété industrielle (3 mars 1903), vol. I, p. 345.
- V° aussi Monroe (doctrine de); Philippines (iles de); Télégraphie sans fil (Conférence préliminaire); Arbitrages; Venezuela (affaires de).

Exequatur consulaire. — V° Consul.

Exequatur des jugements étrangers. — V° Jugements étrangers.

Expulsion. — *Etats-Unis.* — Loi sur l'immigration étrangère du 3 mars 1903, art. 19, 20, 21, (vol. III, 7-8, p. 92), art. 35 (III, 7-8, p. 96). (Texte original: III, n° 9, p. 327).

— *Suisse.* — Application du traité avec l'Allemagne du 31 mai 1890. Arrêté du conseil fédéral du 27 janvier 1903, vol. I, p. 350.

Extradition. — *Allemagne, Suisse.* — Absence de promesse de réciprocité générale. Promesse d'extradition pour actes immoraux commis sur des enfants âgés de moins de 14 ans (1902) vol. II, n° 4, p. 100 (3 a).

— *Brésil, Suisse.* — Négociations en vue d'un traité d'extradition, vol. II, n° 4, p. 100 (1).

— *Belgique, Costa-Rica.* — Convention d'extradition (25 avril 1902), vol. I, n° 3, p. 260.

— *Belgique, Espagne.* — Deuxième déclaration additionnelle modifiant l'article 6 de la Convention d'extradition conclue le 17 juin 1870 (4 mars 1903), vol. II, n° 4, p. 10.

— *Belgique, Saint-Marin.* — Convention d'extradition entre la Belgique et la République de Saint-Marin (5 juin 1903) vol. III, n° 7-8, p. 9.

— *Indes britanniques.* — Réglementation en matière d'extradition des criminels (4 novembre 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 294.

— *Italie, Suisse.* — Escroquerie inférieure à 1000 francs. — Arrangement d'extradition (21 janvier et 23 mai 1902), vol. II, n° 4, p. 100 (3 b.).

— *Suisse.* — (Affaires d'extradition en 1902), vol. II, n° 4, p. 101.

Extrême-Orient. — Rôle et action de la France en Extrême-Orient. Rapport de M. Dubief au nom de la Commission du budget de 1903, vol. I, n° 1, p. 93.

— *Affaires d'Extrême-Orient.* — Cf. Rapport de M. F. de Pressensé, III, n° 7-8, p. 137.

Cf. aussi Etablissements français.

F

Faroë (Iles). — Cf. Islande.

Fleuves internationaux. — Amazone. — Liberté de commerce, v° Brésil.

Foncière (propriété). — V° Traité entre l'Espagne et les Etats-Unis, du 3 juillet 1903, art. 3 alinéa dernier, vol. III, n° 7-8, p. 21.

— *Japon, (Allemagne, Grande-Bretagne, France).* — Protocol for submitting to arbitration certain questions as to the interpretation of treaties with Japan with regard to leases held in perpetuity (28 août 1902), vol. IV, n° 11-12, p. 157. — Cf. aussi vol. II, n° 4, p. 78 et 79 (4).

France. — TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

— *Allemagne.* — Convention en vue de régler le traitement des voyageurs de commerce (12 juillet 1902) vol. I, n° 3, p. 259. — Décret portant promulgation (28 mars 1903), *ibidem*.

— *Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Espagne, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Suède et Norvège.* — Convention relative au régime des sucres (5 mars 1902), vol. I, n° 2, p. 129. — *Ratifications* (29 janvier 1903), vol. III, n° 7-8, p. 6. — *Actes d'exécution* : — Loi portant approbation (27 janvier 1903), vol. I, n° 1, p. 70. — Loi relative au régime des sucres (28 janvier 1903), vol. I, n° 1, p. 67. — Décret déterminant les conditions d'application des dispositions de l'article 4 de la loi du 28 janvier 1903 relative au régime des sucres (26 juin 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 378. — Circulaire de la Direction générale des Douanes relative au nouveau régime des sucres (octobre 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 385. — Rapport au Président de la République suivi d'un décret appliquant aux colonies les dispositions de la Convention de Bruxelles relative au régime des sucres (21 août 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 38.

— *Belgique, Grèce, Italie, Suisse.* — Convention additionnelle à la Convention monétaire du 6 novembre 1885 (15 novembre 1902), vol. I, n° 1, p. 5. Décret portant promulgation (17 janvier 1903). *Ibidem*, note.

— *Congo (Etat indépendant du).* — Convention télégraphique (23 juin 1903), vol. IV, n° 10, p. 24. — Décret portant promulgation (13 août 1903), *ibidem*, note.

— *Equateur.* — Convention de commerce et de navigation (30 mai 1898), vol. I, n° 1, p. 7. — Décret portant promulgation (27 janvier 1903), *ibidem*.

- *Espagne*. — Convention en vue de réglementer l'entrée dans les deux pays par la frontière pyrénéenne, des voitures, animaux de trait, de selle ou de bât (13 juin 1903), vol. IV, n° 10, p. 32. — Décret portant promulgation (20 novembre 1903), *ibidem*.
 - *Grande-Bretagne*. — Convention commerciale relative à la Jamaïque (8 août 1902), vol. III, n° 7-8, p. 33. — Décret portant promulgation (19 septembre 1903), *ibidem*, note. — Rapport y relatif fait au nom de la Commission française des douanes, (27 janvier 1903), vol. III n° 7-8, p. 34.
 - *Grande-Bretagne*. — Convention d'arbitrage (14 octobre 1903), et correspondance diplomatique y afférente, vol. IV, n° 10, p. 49 et suiv. — Cf. aussi appréciation dans Rapport de M. de Pressensé, vol. III, n° 7-8, p. 117.
 - *Italie*. — Entente entre les gouvernements français et italien au sujet de la protection réciproque au Maroc des marques de fabrique et de commerce (19 juin 1903), vol. IV, n° 10, p. 18.
 - Entente entre les gouvernements français et italien pour la protection réciproque des marques de fabrique et de commerce en *Chine*, (25 juillet, 5 août 1903), vol. IV, n° 10, p. 16.
 - *Japon*. — Cf. Grande-Bretagne, Japon. Protocole for submitting to arbitration certain questions as to the interpretation of treaties with Japan with regard to leases held in perpetuity (28 août 1902), vol. IV, n° 11-12, p. 157. — Cf. Quartiers étrangers.
 - *Maroc*. — Accord intervenu entre les chefs des deux commissions constituant la commission franco-marocaine chargée d'assurer les résultats visés dans le protocole signé à Paris, le 20 juillet 1901, vol. II, n° 4, p. 6.
 - *Monténégro*. — Convention pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (11-24 janvier 1902), vol. IV, n° 10, p. 6. — Loi portant approbation de la dite Convention (6 avril 1903), vol. II, n° 4, p. 32. Décret portant promulgation (30 juin 1903), vol. IV, n° 10, p. 6, note.
 - *Monténégro*. — Dénonciation de la Convention commerciale du 18-30 juin 1892 (17 décembre 1903), vol. IV, n° 10, p. 34.
 - *Venezuela*. — Convention de commerce et de navigation (19 février 1902), vol. III, n° 7-8, p. 28. — Rapport y relatif fait au nom de la commission des douanes françaises (6 février 1903), vol. III, n° 7-8, p. 29. — Loi portant approbation (4 juillet 1903), *ibidem*, p. 28, note. — Décret portant promulgation (23 août 1903), *ibidem*.
 - *Venezuela*. — Protocole pour le règlement des réclamations françaises (27 février 1903), vol. III, n° 9, p. 285. — Décret portant approbation et publication (11 mai 1903), *ibidem*, note.
- CONFÉRENCES, CORRESPONDANCES DIPLOMATIQUES :
- *Allemagne, Autriche, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Hongrie, Italie, Russie*. — Conférence préliminaire concernant la télégraphie sans fil (4-13 août 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 165.
 - *Chine*. — Correspondance diplomatique relative à l'évacuation de Shang-Haï (1900-1903), vol. I, n° 2, p. 139.
 - *Grande-Bretagne*. — Correspondance diplomatique concernant la Convention d'arbitrage avec l'Angleterre (20 mai, 14 octobre 1903), vol. IV, n° 10, p. 49 et suiv.
 - *St-Siège*. — Correspondance diplomatique (1899-1903). Livre jaune 1903, vol. II, n° 4, p. 11.
- ARBITRAGES. — *Affaires de Venezuela*. — Cour permanente d'arbitrage. Tribunal arbitral constitué en vertu des protocoles du 7 mai 1903 et d'autres protocoles. Actes et protocoles, (sept. nov. 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 241. — Mémoire pour le gouvernement de la République française. Affaires de Venezuela. Cour permanente d'arbitrage de La Haye. Tribunal constitué en vertu des protocoles du 7 mai 1903, vol. IV, n° 10, p. 89. — Cf. aussi Venezuela (Aff. de).
- *Grande-Bretagne*. — Cf. ci-dessus France dans la rubrique Correspondances : Correspondance diplomatique avec la Grande-Bretagne concernant la Convention d'arbitrage.
- LOIS, DÉCRETS, CIRCULAIRES :
- Décret portant promulgation à la Guadeloupe du décret du 2 octobre 1888, relatif aux étrangers résidant en France, et de la loi du 8 août 1893, relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national (19 décembre 1902). — Rapport au Président de la République précédant ledit décret (19 décembre 1902), vol. II, n° 4, p. 31.
 - Décret portant promulgation de la Convention additionnelle à la Convention monétaire (17 janvier 1903), vol. I, n° 1, p. 5, note.
 - Décret portant promulgation de la Convention de commerce avec l'Equateur (27 janvier 1903), vol. I, n° 1, p. 7.
 - Loi portant approbation de la Convention signée à Bruxelles le 5 mars 1902 et relative au régime des sucres ainsi que du protocole de clôture annexé à cette Convention (27 janvier 1903), vol. I, n° 1, p. 70.
 - Loi relative au régime des sucres (28 janvier 1903), vol. I, n° 1, p. 67.

- Loi portant approbation de la Convention avec le Monténégro relative à la protection des œuvres littéraires et artistiques (6 avril 1903), vol. II, n° 4, p. 32.
- Décret portant promulgation de la Convention avec l'Allemagne en vue de régler le traitement des voyageurs de commerce du 12 juillet 1902 (28 mars 1903), vol. I, n° 3, p. 259, note.
- Décret réglementant la vente des armes et des munitions dans les colonies de l'Afrique occidentale. Rapport au Président de la République (4 mai 1903), vol. II, n° 5-6, p. 145.
- Décret portant réglementation de l'émigration des indigènes de Madagascar et dépendances et Rapport (6 mai 1903), vol. II, n° 5-6, p. 147.
- Décret réglementant l'immigration à Madagascar et dépendances et Rapport (6 mai 1903), vol. II, n° 5-6, p. 150.
- Décret portant approbation et publication du protocole pour le règlement des réclamations françaises contre le Venezuela (11 mai 1903), vol. III, n° 9, p. 285.
- Décret portant réglementation des contrats de travail au Congo français et Rapport (11 mai 1903), vol. II, n° 5-6, p. 141.
- Décret concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce (20 mai 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 352. — Cf. ci-dessous circulaire du 20 août 1903.
- Loi complétant l'article 55 du Code civil en ce qui concerne les déclarations de naissance faites en pays étranger par les Français devant les agents diplomatiques ou les consuls (21 juin 1903), vol. II, n° 5-6, p. 171. — Cf. Rapport au nom de la commission de réforme judiciaire et de législation civile et criminelle chargée d'examiner le projet de loi ayant pour objet de compléter l'article 55 du Code civil en ce qui concerne les déclarations de naissances faites en pays étranger par les Français devant les agents diplomatiques ou les consuls (13 février 1903), vol. II, n° 5-6, p. 171.
- Décret déterminant les conditions d'application des dispositions de l'article 4 de la loi du 28 janvier 1903, relative au régime des sucres (26 juin 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 378.
- Décret rattachant au gouvernement général de l'Afrique occidentale française la gestion des terrains cédés à bail sur le Niger par le gouvernement britannique et Rapport (30 juin 1903), vol. III, n° 7-8, p. 85.
- Décret portant promulgation de la Convention avec le Monténégro relative à la protection des œuvres littéraires et artistiques (30 juin 1903), vol. IV, n° 10, p. 6 note.
- Décret autorisant l'échange de lettres de valeur déclarée avec certaines colonies britanniques (30 juin 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 393.
- Loi portant approbation de la Convention de commerce et de navigation avec le Venezuela (4 juillet 1903), vol. III, n° 7-8, p. 28 note.
- Décret portant admission des colis postaux dans les relations avec la colonie portugaise de Mozambique par la voie du Portugal et des paquebots portugais (21 juillet 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 395.
- Décret fixant les taxes à percevoir pour les correspondances échangées avec le protectorat britannique du Somaliland (23 juillet 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 390.
- Décret portant réduction des taxes d'affranchissement des colis postaux à destination des possessions allemandes des îles Marschall et Mariannes (24 juillet 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 391.
- Loi relative aux vivres distribués, en 1898, aux habitants de l'île de Crète par les soins du département de la marine (26 juillet 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 355.
- Décret portant promulgation de la Convention télégraphique avec l'Etat Indépendant du Congo (13 août 1903), vol. IV, n° 10, p. 24.
- Circulaire relative à l'enregistrement des marques de fabrique et de commerce au bureau international de Berne (20 août 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 355.
- Décret appliquant aux colonies les dispositions de la Convention de Bruxelles relative au régime des sucres, précédé d'un rapport (21 août 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 381.
- Décret portant réglementation de l'introduction et de la vente des armes à feu et des munitions au Congo français (21 août 1903), vol. III, n° 7-8, p. 82. — Rapport au Président de la République sur le même sujet (21 août 1903), *ibidem*.
- Rapport au Président de la République suivi de décrets modifiant, en ce qui concerne les sucres, le tarif des douanes à la Martinique, en Indochine et dans les Etablissements français de l'Océanie (21 août 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 382.
- Décret portant promulgation de la Convention de commerce et de navigation avec le Venezuela (23 août 1903), vol. III, n° 7-8, p. 28, note.
- Décret portant fixation des taxes d'affranchissement et d'assurance des colis postaux avec ou sans déclaration de valeur à destination de l'Inde por-

- tugaise (17 septembre 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 396.
- Décret portant promulgation de la Convention commerciale avec la Grande-Bretagne relative à la Jamaïque (19 septembre 1903), vol. IV, n° 7-8, p. 33.
 - Décret fixant les taxes à percevoir pour les correspondances échangées avec le protectorat britannique de la Nigeria du Sud (19 septembre 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 397.
 - Décret portant extension du service des colis postaux aux relations avec la colonie portugaise de Timor (29 septembre 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 398.
 - Circulaire de la Direction générale des Douanes relative au nouveau régime des sucres (octobre 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 385.
 - Décret levant la prohibition d'exportation des armes et munitions en Chine et dans les pays limitrophes (1^{er} octobre 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 354.
 - Décret portant extension du trafic des colis postaux de 5 à 10 kilogrammes et de valeur déclarée, aux relations avec les colonies de la Nouvelle-Calédonie et de Madagascar et ses dépendances (5 octobre 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 400.
 - Décret portant admission des colis postaux de valeur déclarée dans les échanges avec les colonies anglaises de Queensland, d'Australie occidentale, de Nouvelle-Guinée et d'Afrique centrale (5 octobre 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 399.
 - Décret concernant l'échange de lettres et de boîtes avec valeur déclarée avec le Monténégro (14 novembre 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 401.
 - Décret autorisant à partir du 1^{er} décembre 1903, l'échange des lettres et des boîtes de valeur déclarée avec les colonies portugaises (20 novembre 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 403.
 - Décret portant promulgation de la Convention avec l'Espagne en vue de réglementer l'entrée dans les deux pays, par la frontière pyrénéenne, des voitures, animaux de trait, de selle ou de bât (20 novembre 1903), vol. IV, n° 10, p. 32 note.

DOCUMENTS DIVERS.

- *Débats parlementaires* : La politique extérieure de la France devant la Chambre des députés (19, 20, 23, 29 janvier 1903), vol. I, n° 2, p. 173, p. 354. Séance du 10 mars, vol. II, n° 4, p. 33, n° 5-6, p. 181. Séance du 11 mars, vol. II, n° 5-6, p. 182 et suiv.
- *Documents parlementaires* : Politique étrangère de la France en 1902.

- Rapport fait par M. Dubief au nom de la Commission du budget de 1903 (Ministère des affaires étrangères), vol. I, n° 1, p. 71. — Politique étrangère de la France en 1903. Rapport fait au nom de la Commission du budget chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1904 (Ministère des Affaires étrangères) par M. F. de Pressensé, vol. III, n° 7-8, p. 115.
- Cf. *Allemagne*. — Politique extérieure de l'Allemagne, relations avec la France, vol. I, note 2, p. 165.
 - *Chili* (conflit franco-chilien). — Jugement arbitral. Sentence sans appel, vol. II, n° 4, p. 99. (6 c.)
 - *Suisse*. — Avis du département politique fédéral concernant la nationalité des personnes nées en France d'une mère née en France et d'un père suisse né hors de France (24 juillet 1894), vol. I, note 2, p. 162.
- V. aussi aux mots : Addis-Harrar. (Création d'un vice-consulat à —) ; Agents consulaires et diplomatiques ; Bagdad (Vice-consulat à) ; Congo français ; Consul ; Légion étrangère ; Lorando (aff.) ; Neuwil (Arrangement de 1818 et 1825 entre la France et la Suisse : droit réciproque de libre transit par Neuwil) ; Occident (écoles françaises d'Occident).

Frontière. — Autriche-Hongrie, Suisse.

- Accord en vue du déboisement de la ligne frontière à Martinsbruck et Taufers, vol. II, n° 4, p. 81, 12.
 - *Autriche-Hongrie. — Suisse* (frontière du canton des Grisons). Revision, vol. II, n° 4, p. 81, 13.
 - *Belgique, Luxembourg*. — Mouvement des alcools et spiritueux à la frontière. Convention (2 avril 1903), vol. II, n° 4, p. 5.
 - *France, Espagne (frontière pyrénéenne)*. — Convention entre l'Espagne et la France pour réglementer l'entrée dans les deux pays, par la frontière pyrénéenne, des voitures, animaux de trait, de selle ou de bât (13 juin 1903), vol. IV, n° 10, p. 32.
 - *Suisse*. — Rapport présenté à l'Assemblée fédérale. Département politique, vol. II, n° 4, p. 78.
 - *Suisse*. — Rétablissement de bornes-frontières, vol. II, n° 4, p. 81 (15).
- Cf. aussi aux mots : Délimitation ; Neuwil (Transit) ; Simplon (tunnel du).

G

Guadeloupe. — Décret portant promulgation à la Guadeloupe du décret du 2 octobre 1888, relatif aux étrangers

résidant en France, et de la loi du 8 août 1893, relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national (19 décembre 1902), vol. II, n° 4, p. 31. Rapport au Président de la République précédent ledit décret (19 décembre 1902) *ibidem*.

Gand (Canal de Gand à Terneuzen). — Convention additionnelle à la Convention du 29 juin 1895 relative aux travaux à exécuter au canal de Gand à Terneuzen (8 mars 1902) vol. III, n° 7-8, p. 15.

Genève (Convention de). — V. Croix-Rouge.

Grande-Bretagne. — *Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Suède et Norvège.* — Convention relative au régime des sucres (5 mars 1902) vol. I, n° 2, p. 129. — Ratifications et réserves, vol. III, n° 7-8, p. 6 et 7. — Cf. Ordre relatif aux importations de sucre (11 août 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 318.

— *Allemagne, Autriche, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Hongrie, Italie, Russie.* — Conférence préliminaire concernant la télégraphie sans fil (4-13 août 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 165.

— *Allemagne, Italie.* — Bassin conventionnel du Congo. Convention douanière du 22 décembre 1890. Dénonciation (2 avril 1902). vol. II, n° 4, p. 6.

— *Belgique.* — Convention téléphonique (21 novembre 1902), vol. IV, n° 11, p. 27.

— *Chili.* — Convention relative à l'échange des colis postaux (21 octobre 1902, 27 janvier 1903), vol. III, n° 9, p. 287.

— *Congo* (Etat indépendant du). — Dépêche adressée par le marquis de Lansdowne à certains représentants de la Grande-Bretagne à l'étranger, au sujet de mauvais traitements envers les indigènes et de l'existence de monopoles commerciaux (8 août 1903), vol. III, n° 9, p. 311.

— *Danemark.* — Convention pour régler la pêche en dehors des eaux territoriales dans la mer entourant les îles Faroë et l'Islande (24 juin 1901), vol. II, n° 5-6, p. 1.

— *Etats-Unis.* — Convention pour la détermination de la frontière entre le Dominion du Canada et le territoire de l'Alaska (24 janvier 1903), vol. I, n° 3, p. 268.

— *Etats-Unis.* — Traité pour faciliter la construction d'un canal maritime. (18 novembre 1901), vol. IV, n° 11-12, p. 146.

— *Etats-Unis.* — Convention extending the period for accession of British Colonies and possessions to the convention of March, 2, 1899, relative to the disposal of real and personal property (13 janvier 1902), vol. IV, n° 11-12, p. 148.

— *Etats-Unis.* — Convention respecting payment of light and harbour dues by vessels of the United States in Zanzibar (5 juin 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 156.

— *Etats-Unis.* — Convention for the establishment of a Parcel Post service between the United States and Hong-Kong (21 novembre 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 149.

— *France.* — Convention commerciale relative à la Jamaïque (8 août 1902), vol. III, n° 7-8, p. 33. — Rapport y relatif fait au nom de la Commission française des douanes (27 janvier 1903), vol. III, n° 7-8, p. 34.

— *France.* — Convention d'arbitrage (14 octobre 1903) et correspondance diplomatique y afférente, vol. IV, n° 40, p. 49 et suiv.

— *Japon.* — Protocol for submitting to arbitration certain questions as to the interpretation of treaties with Japan with regard to leases held in perpetuity (28 août 1902), vol. IV, n° 11-12, p. 157. — Cf. Quartiers étrangers.

— *Pays-Bas.* — Convention réglant les indemnités allouées aux témoins dans les affaires de pêche (26 avril 1902), vol. II, n° 5-6, p. 22.

— *Perse.* — Convention commerciale (9 février 1903), vol. II, n° 5-6, p. 25.

— *Russie.* — Primes sucrières. Etablissement de taxes différentielles. Interprétation de la clause de la nation la plus favorisée (Livre blanc anglais, commercial, n° 1, 1903), vol. III, n° 7-8, p. 63.

— *Venezuela.* — Protocole relatif aux réclamations britanniques (13 février 1903), vol. III, n° 9, p. 257. — Protocole pour le renvoi de certaines questions à la Cour permanente d'arbitrage à La Haye (7 mai 1903), vol. III, n° 9, p. 273. — Cour permanente d'arbitrage. Tribunal arbitral constitué en vertu des Protocoles du 7 mai 1903 et d'autres protocoles ; actes et protocoles (septembre-novembre 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 241.

Cf. aussi Eastern Extension Australasia and China Telegraph Cie. V° aussi aux différentes colonies britanniques.

Grèce. — *Belgique, France, Italie, Suisse.* — Convention additionnelle à la Convention monétaire du 6 novembre 1885 (15 novembre 1902), vol. I, n° 1, p. 5.

- *Belgique*. — Relations commerciales (6 mars 1903), vol. I, p. 345.
- *Russie*. — Déclaration concernant le jaugeage des navires (7 décembre, vieux style, 1901), vol. III, n° 9, p. 250.
- *Turquie*. — Convention commerciale, (12 avril 1903), vol. II, n°s 5-6, p. 97. V° aussi au mot Macédoine (Affaires de).

Grenade. — *Adhésion* à l'arrangement international concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée (1903), vol. IV, n° 10, p. 21.

- *France*. — Décret autorisant l'échange de lettres de valeur déclarée avec l'île de Grenade (30 juin 1903), vol. IV, n°s 11-12, p. 393.

Grisons (canton de). — Frontière autrichienne. V° Frontière Autriche-Hongrie.

Guatemala (République de). — *Adhésion* à la Convention de Genève du 22 août 1864 pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne (Croix-Rouge), (24 mars 1903), vol. I, n° 3, p. 277.

- *Adhésion* à la Convention de La Haye pour l'adaptation à la guerre maritime, des principes de la Convention de Genève (Croix-Rouge) (Convention de la Paix) (20 avril 1903), vol. III, n°s 7-8, p. 5.

Guerre. — Cf. Croix-Rouge.

H

Harrar. — V° Addis-Harrar.

Honduras britannique. — *Adhésion* à l'arrangement international concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée (1903), vol. IV, n° 10, p. 21.

Hong-Kong. — Convention between the United Kingdom and the United States of America for the establishment of a Parcel Post service between the United States and Hong-Kong (21 novembre 1903), vol. IV, n°s 11-12, p. 149.

Hongrie. — *Suisse*. — Communication d'extraits des jugements rendus en matière pénale contre les étrangers, vol. II, n° 4, p. 100 (4).

- Cf. aussi *Autriche-Hongrie*.

I

Immigration. — *Etats-Unis*. — Loi sur l'immigration chinoise (29 avril 1902), vol. III, n° 9, p. 319.

- *Etats-Unis*. — Loi du 3 mars 1903 réglementant l'immigration étrangère aux Etats-Unis (traduction française), III, vol. n°s 7-8, p. 87. (Texte original), vol. III, n° 9, p. 322.

- *France (Madagascar)*. — Décret réglementant l'immigration à Madagascar et dépendances et Rapport (6 mai 1903), vol. II, n°s 5-6, p. 150.

Impôts. — *Congo* (Etat indépendant du).

- Règlement des impositions directes et personnelles (18 novembre 1903), vol. III, n° 9, p. 332.

- *Japon*. — Cf. Foncière (propriété) et Baux à perpétuité.

- *Prusse*. — *Suisse*. — Impôt sur immeubles situés en Suisse, vol. II, n° 4, p. 100 (6 d).

Indes britanniques. — Réglementation en matière d'extradition des criminels (4 novembre 1903), vol. IV, 11-12, p. 294.

Indes portugaises. — *France*. — Décret portant fixation des taxes d'affranchissement et d'assurance des colis postaux avec ou sans déclaration de valeur à destination de l'Inde portugaise (17 septembre 1903), vol. IV, n°s 11-12, p. 396.

Indiana (Aff. du). — Aff. de Venezuela, Livre bleu anglais, Venezuela, I, 1903, dépêche n° 49, vol. II (n°s 5-6), p. 129.

- | | | |
|-------|---------------------|---------|
| — 50, | — | p. 135. |
| — 52, | — | p. 136. |
| — 60, | vol. III (n°s 7-8), | p. 51. |
| — 68, | — | p. 59. |

Insurgés. — Exportation d'armes à l'adresse d'insurgés. — V° Affaire de Venezuela, Livre bleu anglais, Venezuela I, 1903, dépêche n° 35, vol. II, n°s 5-6, p. 115; dép. n° 40, *ibidem*, p. 119.

- Cf. aussi au mot Embargo.

Instruction publique. — Cf. Écoles. Etablissements français en Orient et Extrême-Orient. — V° aussi Rapport de M. Dubief, vol. III, n°s 7-8, p. 195 (Instruction publique aux colonies françaises).

Islande. — Convention entre la Grande-Bretagne et le Danemark pour réglementer la pêche en dehors des eaux territoriales dans la mer entourant les Iles Faroë et l'Islande (24 juin 1901), vol. II, n°s 5-6, p. 1.

Italie. — *Allemagne*. — Arrangement modifiant la Convention de janvier 1892 concernant la protection réciproque des brevets d'invention, des dessins

- et modèles industriels et des marques de fabrique (4 juin 1902), vol. IV, n° 10, p. 13.
- *Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Suède et Norvège.* — Convention relative au régime des sucres (5 mars 1902), vol. I, n° 2, p. 129. — Ratification, (1 février 1903), vol. III, n° 7-8, p. 6.
 - *Allemagne, Autriche, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Hongrie, Italie, Russie.* — Conférence préliminaire concernant la télégraphie sans fil (4-13 août 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 165.
 - *Allemagne, Grande-Bretagne.* — Bassin conventionnel du Congo. Convention douanière du 22 décembre 1890. Dénonciation (2 avril 1902), vol. II, p. 6.
 - *Belgique, France, Grèce, Suisse.* — Convention additionnelle à la Convention monétaire du 6 novembre 1885 (15 novembre 1902), vol. I, n° 1, p. 5.
 - *France.* — Entente entre les gouvernements français et italien au sujet de la protection réciproque au Maroc des marques de fabrique et de commerce (19 juin 1903), vol. IV, n° 10, p. 18.
 - *France.* — Entente entre les gouvernements français et italien pour la protection réciproque des marques de fabrique et de commerce en Chine (25 juillet. 5 août 1903), vol. IV, n° 10, p. 16.
 - *France.* — (Relations politiques), v° Rapport de M. F. de Pressensé, vol. III, n° 7-8, p. 118.
 - *Japon.* — Relations commerciales (1903-1904), vol. IV, n° 10, p. 32.
 - *Pérou.* — Exéquatur des jugements étrangers. Jugement arbitral concernant l'interprétation de l'article 18 du traité d'amitié et de commerce du 23 décembre 1874 (19 septembre 1903), vol. III, n° 7-8, p. 99.
 - *Suisse.* — Incident italo-suisse (1902). Bons offices de l'Allemagne, vol. II, n° 4, p. 78, 1.
 - *Suisse.* — Message de Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant le transfert à la Confédération de la concession pour le tunnel du Simplon sur le territoire italien (contenant la convention du 16 mai 1903 et la correspondance diplomatique y relative) (16 octobre 1903), vol. IV, n° 10, p. 68.
 - *Suisse.* — Avis de la Légation suisse à Rome concernant la nationalité et le service militaire des Suisses nés en Italie (juin 1900), vol. I, p. 348.
 - *Suisse.* — Circulaire du Conseil fédéral suisse à tous les Etats confédérés concernant les pièces à produire en vue de la radiation des listes de recrutement en Italie (24 février 1903), vol. I, n° 2, p. 161.
 - *Venezuela.* — Protocole relatif au règlement des réclamations italiennes (13 février 1903), vol. III, n° 9, p. 267. Protocole pour le renvoi de certaines questions à la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (7 mai 1903), vol. III, n° 9, p. 281. — Affaires de Venezuela. Cour permanente d'arbitrage. Tribunal arbitral constitué en vertu des Protocoles du 7 mai 1903 et d'autres protocoles. Actes et protocoles (septembre-novembre 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 241.
- V° aussi au mot *Lugano*. (Pêche sur la rive du lac Lugano).
- J**
- Jamaïque.** — Convention commerciale entre la France et la Grande-Bretagne relative à la Jamaïque (8 août 1902), vol. III, n° 7-8, p. 33. — Rapport y relatif fait au nom de la commission française des douanes (27 janvier 1903), vol. III, n° 7-8, p. 34.
- Japon.** — *Grande-Bretagne.* — Protocol for submitting to arbitration certain questions as to the interpretation of treaties with Japan, with regard to leases held in perpetuity (28 août 1902). Mêmes protocoles avec Allemagne et France, vol. IV, n° 11-12, p. 157. — Cf. Quartiers étrangers.
- *Italie.* — Relations commerciales (1903-1904), vol. IV, n° 10, p. 32.
 - *Suisse.* — Propriété foncière. Non-acquisition par étrangers. Impôt foncier. Traité du 10 novembre 1896, art. XII. Arbitrage : Japon, Allemagne, France, Grande-Bretagne. Application à la Suisse, vol. II, n° 4, p. 78 et 79, 4.
- V° aussi au mot *Extrême-Orient* (Affaires d').
- Jaugeage.** — *Allemagne, Russie.* — Déclaration relative au jaugeage des navires (16 février, 1^{er} mars 1902), vol. III, v° 9, p. 243.
- *Danemark, Russie.* — Arrangement concernant le jaugeage des navires (20 mars, 2 avril 1902), vol. III, n° 9, p. 250.
 - *Grèce, Russie.* — Déclaration concernant le jaugeage des navires (7 décembre, vieux style, 1901), vol. III, n° 9, p. 250.
- Journaux.** — Abonnements aux journaux et publications périodiques. Intervention de la poste, v° au mot Abonnements.

Jugements étrangers (Exéquat des). — *Italie, Pérou*. — Jugement arbitral concernant l'interprétation de l'article 18 du traité d'amitié et de commerce conclu le 23 décembre 1874 (19 septembre 1903), vol. III, 7-8, p. 99.

K

Kelly (aff.). — Aff. de Venezuela, Livre bleu anglais. Venezuela I, 1903; n° 6, vol. I, p. 302; n° 7, vol. I, p. 302; Annexe du n° 17 in fine, vol. I, p. 331.

L

Légation. — Projet de création d'un poste de secrétaire d'ambassade près la légation de la République Cubaine. Rapport de M. Dubief au nom de la Commission du budget de 1903, vol. I, n° 80.

Léman (lac). — Délimitation de la frontière franco-suisse entre le mont Dolent et le lac Léman. — V° Délimitation, Navigation sur le lac, vol. II, n° 4, p. 119.

Lettres avec valeur déclarée. — V° Postes (Arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée. Adhésions).

Légion étrangère (France). — Citoyens suisses. Libération. Intervention du département politique suisse, vol. II, n° 4, p. 80, 8.

Libertador. — Voir Ban-Righ.

Listes de recrutement. — V° Recrutement.

Littéraire (propriété). — V° Propriété littéraire et artistique.

Lorando (Affaire). — Débats parlementaires (France), séance du 11 mars 1903, vol. II, nos 5-6, p. 197 et suiv.

Lugano (pêche sur la rive italienne). — Italie-Suisse. Convention du 21 septembre 1678 et 22 juillet 1754, vol. II, n° 4, p. 79, 5.

Luxembourg (Grand-Duché de). — Adhésion à la Convention sucrière (1 septembre 1903), vol. III, nos 7-8, p. 7.

— *Allemagne*. — Convention concernant l'exploitation des chemins de fer Guillaume-Luxembourg (11 novembre 1902), vol. IV, n° 10, p. 35.

— *Belgique*. — Arrangement au sujet

du mouvement des alcools et spiritueux à la frontière (2 avril 1903), vol. II, n° 1, p. 5.

M

Macédoine (*Documents relatifs aux Affaires de*), vol. IV, n° 10, p. 106.

— Extrait du *Oriental advertiser*, concernant les vilayets de la Roumélie (29 décembre 1902). 106

— Extrait du *Mouiteur Oriental* concernant les réformes en Roumélie (31 décembre 1902). 107

— Résumé du plan des réformes proposées par l'Autriche-Hongrie et la Russie à la Turquie, le 21 février 1903. Texte original allemand. 107

Version française. 110

— Memorandum de la Turquie en réponse au Mémoire contenant le plan des réformes précitées (24 février 1903). 108

— Communiqué officiel du gouvernement russe concernant la politique russe en Orient (Extrait du *Journal de Saint-Petersbourg* en date des 13 et 26 février 1903). 109

— Règlement portant exécution du plan des réformes en Macédoine, communiqué aux puissances par le Ministre des Affaires étrangères de Turquie (26 mars 1903). 112

— Rapport du Consul de Russie à Monastir, en date des 19 et 24 février, concernant les affaires de Macédoine (Extrait du *Journal de Saint-Petersbourg* en date des 19 mars, 1^{er} avril 1903). 114

— Télégramme du Consul de Russie à Uskub, en date du 14 mars 1903. 115

— Rapport du Consul général de Russie à Salonique, en date du 1^{er} mars 1903 (Extrait du *Journal de Saint-Petersbourg*, du 21 mars, 3 avril 1903). 116

— Télégrammes du Consul de Russie à Mitrovitza, des 13, 17 et 18 mars 1903. 117

— Télégramme du Consul de Russie à Uskub (18 mars 1903). 117

— Communiqué officiel russe relatif à l'attaque du consul russe à Mitrovitza (23 mars, 5 avril 1903). 118

— Règlement portant organisation des bandes révolutionnaires macédoniennes et des paysans y affiliés (1903). 119

— Memorandum de l'Ambassadeur de Turquie à Londres (9 août 1903). 121

— Memorandum de l'Autriche-Hongrie et de la Russie au gouvernement ottoman, en date du 12 septembre 1903. 122

— Dépêche adressée au Baron Calice et à M. Zinoviev par leurs gouvernements respectifs (Extrait du *Fremdenblatt* du 5 octobre 1903). 122

- Programme de Mürzsteg (Instructions envoyées par les gouvernements d'Autriche-Hongrie et de Russie à leurs Ambassadeurs respectifs à Constantinople (2 octobre 1903). 123
 - Memorandum des gouvernements austro-hongrois et russe (2 octobre 1903). 125
 - Memorandum du Gouvernement Impérial de Turquie en réponse au memorandum des gouvernements austro-hongrois et russe des 9 et 22 octobre 1903. 125
 - Hussein Hilmi-Pacha à Tewfik-Pacha (10 octobre 1903). 127
 - Mémoire des gouvernements austro-hongrois et russe (9 nov. 1903). 129
 - Réponse du gouvernement ottoman au Mémoire ci-dessus (24 novembre 1903). 129
 - *Correspondance diplomatique*, Livres jaunes, 1903, vol. I, n° 9, p. 9 et 279.
 - *Discussion devant la Chambre française*. — (10 mars 1903), vol. II, n° 4, p. 33 et suiv.; p. 54 et suiv. — (11 mars 1903), vol. II, n° 5-6, p. 187 et suiv., p. 220 et suiv.
- Cf. aussi Orient (Affaires d').

Madagascar. — Décret portant réglementation de l'émigration des indigènes de Madagascar et dépendances et Rapport (6 mai 1903), vol. II, n° 5-6, p. 147.

— Décret réglementant l'immigration à Madagascar et dépendances et Rapport (6 mai 1903), vol. II, n° 5-6, p. 150.

— Décret portant extension du trafic des colis postaux de 5 à 10 kilogrammes et de valeur déclarée, aux relations avec les colonies de la Nouvelle-Calédonie et de Madagascar et ses dépendances (5 octobre 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 400.

Mandats-poste. — Arrangement de Washington concernant le service des mandats-poste. *Adhésion* de la Bolivie (15 avril 1903), vol. IV, n° 10, p. 22.

— *Belgique, Etats-Unis.* — Convention additionnelle pour l'échange de mandats-poste (9 décembre 1903), vol. IV, n° 10, p. 23.

— *Etats-Unis, Russie.* — Convention pour l'échange de mandats-poste (11, 23 février 1900, 1^{er} février 1899), vol. III, n° 9, p. 246.

Manumission (actes de). — *Allemagne, Suisse.* — Avis de la chancellerie fédérale suisse concernant les actes de manumission des ressortissants allemands (29 février 1884), vol. I, n° 2, p. 162.

Marchandises (transit des). — V. Transit.

Maria-Teresa (affaire du). — V. Venezuela (affaires de Venezuela), en particulier Livre bleu, Venezuela I. 1903, dépêche n° 11, vol. I, p. 309

—	n° 14,	—	p. 325
—	n° 18,	—	p. 331
—	n° 19,	—	p. 336
—	n° 20,	—	p. 336
—	n° 21,	—	p. 339
—	n° 22,	—	p. 340

Dépêche n° 43, vol. II, n° 5-6, p. 124

— n° 47, vol. II, n° 5-6, p. 28

Mariannes (Iles). — *France, Allemagne.* — Décret portant réduction des taxes d'affranchissement des colis postaux à destination des possessions allemandes des îles Marshall et Mariannes (24 juillet 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 391.

Maroc. — Accord intervenu entre les chefs des deux commissions constituant la commission franco-marocaine, chargée d'assurer les résultats visés dans le protocole signé à Paris, le 20 juillet 1901, vol. II, p. 6.

— Propriété industrielle. Marques de fabrique et de commerce. Protection. Entente entre les gouvernements français et italien (25 juillet, 5 août 1903), vol. IV, n° 10, p. 18.

— La question du Maroc d'après le rapport fait par M. Dubief député au nom de la Commission du budget de 1903, vol. I, n° 1, p. 75.

— Rapport de M. F. de Pressensé, vol. III, n° 7-8, p. 128 et suiv.

— *Débats parlementaires.* La politique française au Maroc, vol. II, n° 4, p. 45 et suiv. (séance du 10 mars); vol. II, n° 5-6, p. 182 et suiv. (séance du 11 mars), *ibidem*, p. 209, 213, 231.

Marques de fabrique ou de commerce. — V. Propriété industrielle.

Marshall (Iles). — *France, Allemagne.* — Décret portant réduction des taxes d'affranchissement des colis postaux à destination des possessions allemandes des îles Marshall et Mariannes, (24 juillet 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 391.

Mascate (question de). — *France.* — Débats parlementaires; séance du 11 mars 1903, vol. II, n° 5-6, p. 202 et 213.

Maurice (Ile). — *Adhésion* à l'arrangement international de Washington concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée (1903), vol. IV, n° 10, p. 21.

— Décret autorisant l'échange de let-

tres de valeur déclarée avec l'île Maurice (30 juin 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 393.

Mer (haute). — Cf. Pêche, Islande.

Mexique. — *Adhésion* à la Convention pour la protection de la propriété industrielle du 20 mars 1883 et l'acte additionnel du 14 décembre 1900, (22 juin, 7 août 1903), vol. IV, n° 10, p. 11.

— *Perse.* — Traité d'amitié et de commerce, (14 mars 1902), vol. II, n° 5-6, p. 95.

— *Venezuela.* (Affaires de). — Cour permanente d'arbitrage. Tribunal arbitral constitué en vertu des protocoles du 7 mai 1903 et d'autres protocoles (7 nov. 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 28.

Militaire (service). — V. Service Militaire.

Monétaire (convention). — Convention additionnelle à la convention monétaire du 6 novembre 1885 (Belgique, France, Grèce, Italie, Suisse) (15 novembre 1902), vol. I, n° 1, p. 5. — Cf. aussi vol. II, n° 4, p. 117.

— (Questions) v° Suisse, 1902, vol. II, n° 4, p. 117.

Monopoles commerciaux. — Cf. *Congo.* (Déclaration de l'Etat indépendant du Congo, juin 1903; dépêche du Marquis de Lansdowne, 8 août 1903, et Congo français, jurisprudence des tribunaux français).

Monroe (doctrine de). — Note diplomatique du gouvernement Argentin à son représentant à Washington concernant les affaires de Venezuela (29 décembre 1902), vol. IV, n° 10, p. 54.

Mont-Dolent. — Délimitation de la frontière franco-suisse entre Mont-Dolent et le lac Léman. V° Délimitation.

Monténégro. — *Adhésion* à l'arrangement international concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée (1903), vol. IV, n° 10, p. 21.

— *France.* — Convention pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (11-24 janvier 1902), vol. IV, n° 9, p. 6. — Loi portant approbation de ladite convention, vol. II, n° 4, p. 32.

— *France.* — Dénonciation de la Convention commerciale du 18 30 juin 1892 (17 décembre 1903), vol. IV, n° 10, p. 34.

— *France.* — Décret concernant l'échange de lettres et de boîtes avec valeur déclarée avec le Monténégro (14 novembre 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 401.

Mozambique (colonie portugaise de). — *France.* — Décret portant admission des colis postaux dans les relations avec la colonie portugaise de Mozambique par la voie du Portugal et des paquebots portugais (21 juillet 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 395.

Muerzsteg (Programme de). — (2 octobre 1903), vol. IV, n° 10, p. 123. — Cf. Rapport de M. F. de Pressensé, vol. III, n° 7-8, p. 125. — V. aussi Macédoine (aff. de).

Munitions. — Voir Armes.

N

Naissance (déclarations de). — *France* : Loi complétant l'article 55 du Code civil en ce qui concerne les déclarations de naissance faites en pays étranger par les Français devant les agents diplomatiques ou les consuls (21 juin 1903), vol. II, n° 5-6, p. 171. Cf. *Ibidem*, rapport y relatif.

Nationalité. — *France, Suisse.* — Avis du Département politique fédéral concernant la nationalité des personnes nées en France d'une mère née en France et d'un père suisse né hors de France (23 juillet 1894), vol. I, n° 2, p. 162.

— *Italie, Suisse.* — Avis de la Légation suisse à Rome concernant la nationalité et le service militaire des Suisses nés en Italie (juin 1900), vol. I, p. 348.

Nationaux molestés à l'étranger. — Protection v° *Colombie* : ressortissant suisse maltraité par autorités colombiennes, vol. II, n° 4, p. 78, 2. — V° aussi *Venezuela* (aff. de).

Naturalisation. — Réglementation en matière de la naturalisation des étrangers au *Transvaal* et dans la colonie du fleuve *Orange*, (10-18 décembre 1902; 20 janvier, 16 et 25 février 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 306.

— Cf. *Etats-Unis.* — Loi sur l'immigration étrangère du 3 mars 1903, art. 39, vol. III, n° 7-8, p. 97.

— *Suisse* : vol. II, n° 4, p. 82.

Cf. aussi *Manumission* (actes de).

Navigation. — *Danemark, Corée.* — Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre le Danemark et la Corée (15 juillet 1902), vol. IV, n° 11-12, p. 132. V° *Ibidem*, p. 139. Règlement

- applicable au commerce danois en Corée : (I. — Entrée et sortie des navires ; II. — Débarquement et embarquement de cargaison. Paiement des droits. III. — Mesures fiscales).
- *Equateur, France.* — Convention de commerce et de navigation (30 mai 1898), vol. I, n° 1, p. 7.
- *Espagne, Etats-Unis.* — Cf. Traité entre l'Espagne et les Etats-Unis du 3 juillet 1902, art. 7, 8, 9, 10, 11, vol. III, n°s 7-8, p. 22 et 23. V. aussi art. 22, 23, 24, 25, *ibidem*, p. 25.
- *France, Venezuela.* — Convention de commerce et de navigation du 19 février 1902, vol. III, n°s 7-8, p. 28. — Rapport y relatif fait au nom de la Commission des douanes françaises (6 février 1903), vol. III, n°s 7-8, p. 29.
- *Grande-Bretagne, Etats-Unis.* — Convention respecting payment of light and harbour dues by vessels of the United States in Zanzibar (5 juin 1903), vol. IV, n°s 11-12, p. 156.
- *Suisse.* — Navigation sur le lac Léman, vol. II, n° 4, p. 119.
- V. aussi Canaux, Extradition (Belgique, St-Marin, convention du 15 juin 1903, art. 17, 18, infractions concernant la navigation), Immigration, Jaugeage.
- Neutralité.** — Cf. *Luxembourg.* — Convention avec l'Allemagne concernant l'exploitation des chemins de fer Guillaume-Luxembourg (11 novembre 1902), art. 2, et Protocole de clôture, vol. IV, n° 10, p. 37 et suiv.
- Neuwil** (Allemagne). — Transit de marchandises de Schoenenbruch (Bâle-Campagne) à Benken (même canton) par Neuwil, v° vol. II, n° 4, p. 81 (14).
- Niger.** — Décret rattachant au gouvernement général de l'Afrique occidentale française la gestion des terrains cédés à bail sur le Niger par le gouvernement britannique et Rapport (30 juin 1903), vol. III, n°s 7-8, p. 85.
- Nigeria méridionale** (Protectorat britannique de la). — *Adhésion* à l'arrangement international de Washington concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée (1903), vol. IV, n° 10, p. 21.
- Décret fixant les taxes à percevoir, pour les correspondances échangées entre la France et le protectorat britannique de la Nigeria du Sud (19 septembre 1903), vol. IV, n°s 11-12, p. 397.
- Nomades** (Refoulement des). — Projet de Convention entre la France et la Suisse, vol. II, n° 4, p. 108 (26).
- Norvège, — Portugal.** — Convention additionnelle au traité du 30 décembre 1895 (11 avril 1903), vol. III, n°s 7-8, p. 35.
- *Russie.* — Déclaration concernant les traductions qui doivent accompagner les commissions rogatoires (13-26 mars 1903), vol. III, n°s 7-8, p. 36.
- *Russie.* — Déclaration concernant la protection réciproque des marques de commerce et de fabrique (22 août 1903), vol. III, n°s 7-8, p. 36.
- V° sucres (Convention sucrière) ; Venezuela (aff. de). — Cf. aussi Suède et Norvège.
- Nouvelle-Calédonie.** — V° France. Décret portant extension du trafic des colis postaux de 5 à 10 kilogrammes et de valeur déclarée, aux relations avec les colonies de la Nouvelle-Calédonie et de Madagascar et ses dépendances (5 octobre 1903), vol. IV, n°s 11-12, p. 400.
- Nouvelle-Guinée** (colonie anglaise de la). — *France.* — Décret portant admission des colis postaux de valeur déclarée, dans les échanges avec les colonies anglaises de Queensland, d'Australie occidentale, de Nouvelle-Guinée et d'Afrique centrale (5 oct. 1903), vol. IV, n°s 11-12, p. 399.

O

Occident (Ecoles françaises d'Occident). — V. Rapport de M. Dubief au nom de la Commission du budget de 1903, vol. I, n° 1, p. 90. — Boursiers envoyés par les écoles d'Occident, *ibidem*, p. 91.

Oiseaux (protection des). — Suisse, vol. II, n° 4, p. 108.

Orange (colonie du fleuve). — Naturalisation des étrangers. (Réglementation en matière de.) (10-18 décembre 1902 ; 20 janvier, 6 et 25 février 1903), vol. IV, n°s 11-12, p. 306.

Orient (question d'). — Cf. Allemagne. Politique extérieure. Débats parlementaires, vol. I, n° 2, p. 165. — France. Rapport de M. de Pressensé, vol. III, n°s 7-8, p. 120 et suiv. — Discussion devant la Chambre, vol. II, p. 33, 54. V° aussi aux mots Arménie, Balkans, Etablissements français, Macédoine, Turquie. Cf. aussi au nom des pays balkaniques.

P

Panama (canal de). — Traité entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne pour faciliter la construction d'un canal maritime (traduction), (18 novembre 1901), vol. IV, n°s 11-12, p. 146.

Pastor (Affaire du sloop). — Livre bleu anglais, Venezuela 1903, I.

dépêche n° 24, vol. II, n°s 5-6, p. 105.
 — n° 32, — — p. 114.
 — n° 37, — — p. 117.
 — n° 38, — — p. 118.
 — n° 39, — — p. 118.
 — n° 46, — — p. 126.

Pays-Bas *Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Suède et Norvège.* — Convention relative au régime des sucres (5 mars 1902), vol. I, n° 2, p. 129. — Ratification (30 janvier 1903), vol. III, n°s 7-8, p. 6. — Arrêté royal concernant les certificats d'origine à l'importation des sucres (7 octobre 1903) vol. IV, n°s 11-12, p. 404.
 — *Belgique.* — Convention additionnelle à la Convention du 29 juin 1895, relative aux travaux à exécuter au canal de Gand à Terneuzen (8 mars 1902), vol. III, n°s 7-8, p. 15.
 — *Belgique.* — Convention assurant des facilités nouvelles aux déposants à la Caisse générale d'épargne et de retraite de Belgique et à la Caisse d'épargne postale des Pays-Bas (8 novembre 1902) vol. III, n° 7-8, p. 18.
 — *Grande-Bretagne.* — Convention réglant les indemnités allouées aux témoins dans les affaires de pêche (26 avril 1902), vol. II, n°s 5-6, p. 22.
 — *IV. Conférence de droit international privé* (1903), vol. II, n° 4, p. 98 (3).
 Cf. aussi *Venezuela* (Aff. de). Cour d'arbitrage.

Pêche. — *Danemark, Grande-Bretagne.* — Convention entre la Grande-Bretagne et le Danemark pour régler la pêche en dehors des eaux territoriales dans la mer entourant les îles Faroë et l'Islande (24 juin 1901), vol. II, n° 5-6, p. 1.
 — *Grande-Bretagne, Pays-Bas.* — Convention entre la Grande-Bretagne et les Pays-Bas réglant les indemnités allouées aux témoins dans les affaires de pêche (26 avril 1902), vol. II, n°s 5-6, p. 22.
 — *Roumanie, Russie.* — Convention entre la Roumanie et la Russie concernant la pêche dans les eaux du Danube et du Pruth (9 février, vieux style, 1901), vol. III, n° 9, p. 251.
 — *Suisse et Etats allemands*, vol. II, n° 4, p. 109.
 Cf. aussi *Lugano*.

Pérou. — Adhésion à la Convention sucrière (1^{er} septembre 1903), vol. III, n°s 7-8, p. 7.
 — *Italie.* — Exéquatur des jugements étrangers. Jugement arbitral concer-

nant l'interprétation de l'article 18 du traité d'amitié et de commerce conclu entre l'Italie et le Pérou le 23 décembre 1874 (19 septembre 1903), vol. III, n°s 7-8, p. 99.

Persé. — *Adhésion à la Convention internationale de Washington* concernant l'échange des colis postaux (13 août 1903), vol. IV, n° 10, p. 20.
 — *Grande-Bretagne.* — Convention commerciale, (9 février 1903), vol. II, n°s 5-6, p. 25.
 — *Mexique.* — Traité d'amitié et de commerce (14 mars 1902), vol. II, n°s 5-6, p. 95.
 — *Russie.* — Convention commerciale (27 octobre, 9 novembre 1901) vol. II, n°s 5-6, p. 61.
 — *Turquie.* — Convention douanière (25 août, 5 septembre 1902) vol. II, n° 5-6, p. 97.

Personnes morales (capacité civile des)
 — *Russie, Suisse.* — Négociations en vue de la conclusion d'un arrangement, vol. II, n° 4, p. 99.

Philippines (îles). — Situation à la fin de l'année 1902. Rapport de M. G. de Bérard, Consul de France, vol. III, n°s 7-8, p. 219 et suiv.

Portugal. — *Adhésion à l'arrangement de Washington* concernant l'intervention de la poste dans les abonnements aux journaux et publications périodiques (1903), vol. IV, n° 10, p. 22.
 — *Colonies portugaises.* — *France.* Echange de lettres et de boîtes de valeur déclarée entre la France et les colonies portugaises. Décret du 20 novembre 1903, vol. IV, n°s 11-12, p. 403.
 — *Norvège.* — Convention additionnelle au traité du 30 décembre 1895 (11 avril 1903), vol. III, n°s 7-8, p. 35.
 Cf. *Mozambique*.

Poursuites. — Poursuites de Suisses à l'étranger, et d'étrangers en Suisse en 1902, vol. II, n° 4, p. 104 (14) p. 105 (15 et 16).

Postes. — *Convention principale d'union postale universelle* de Washington (15 juin 1897). Adhésion du Somaliland (2 avril 1903), vol. IV, n° 10, p. 19.
 — *France, Somaliland.* — Décret fixant les taxes à percevoir pour les correspondances échangées avec le protectorat britannique du Somaliland (23 juillet 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 390.
 — *France, Nigéria du sud.* — Décret fixant les taxes à percevoir pour les

- correspondances échangées avec le protectorat britannique de la Nigéria du Sud (19 septembre 1903), vol. IV, nos 11-12, p. 397.
- *Suisse*. — Relations internationales en 1902, vol. II, n° 4, p. 119.
- *Lettres et boîtes avec valeur déclarée*. — *Arrangement de Washington*. — Adhésions en 1903: Protectorat britannique de la Nigéria méridionale. — Ile Maurice. — Seychelles. — Sierra-Leone. — Côte-d'Or. — Grenade. — Sainte-Lucie. — Saint-Vincent. — Honduras-britannique. — Chypre. — Monténégro. — Vol. IV, n° 10, p. 21.
- *France, Portugal*. — Décret autorisant à partir du 1^{er} décembre 1903 l'échange des lettres et des boîtes de valeur déclarée avec les colonies portugaises (20 novembre 1903), vol. IV, nos 11-12, p. 403.
- *France, Monténégro*. — Décret du 14 novembre 1903, vol. IV, nos 11-12, p. 401.
- *France, Colonies britanniques*. — Décret autorisant l'échange de lettres de valeur déclarée avec certaines colonies britanniques (30 juin 1903), vol. IV, nos 11-12, p. 393.
- V. aussi Caisse d'épargne, Colis postaux, Mandats-poste.

Primes sucrières. — V. Sucres.

Propriété industrielle (UNION INTERNATIONALE):

- *Allemagne*. — Adhésion à la Convention pour la protection de la propriété industrielle du 20 mars 1883, et au Protocole de clôture y annexé; Adhésion au Protocole additionnel concernant les dotations du Bureau international pour la protection de la propriété industrielle signé le 15 avril 1891 à Madrid; Adhésion à l'Acte additionnel conclu à Bruxelles le 14 décembre 1900 modifiant la Convention du 20 mars 1883 ainsi que le Protocole de clôture y annexé (21 mars 1903), vol. IV, n° 10, p. 10 et 11.
- *Allemagne*. — Avis concernant l'application des conventions conclues entre l'Allemagne et d'autres pays en matière de propriété industrielle (18 avril 1903), vol. IV, nos 11-12, p. 319.
- *Brésil*. — Adhésion à l'Acte additionnel modifiant la Convention du 20 mars 1883, pour la protection de la propriété industrielle et le Protocole de clôture y annexé du 14 décembre 1900, ainsi qu'à l'Acte additionnel à l'arrangement du 14 avril 1891, concernant l'enregistrement international des marques de fabrique du 14 décembre 1900 (8 avril 1903), vol. IV, n° 10, p. 11.
- *Espagne*. — Adhésion aux deux actes intervenus le 14 décembre 1900 (22 janvier 1902), vol. I, n° 3, p. 277.
- *Etats-Unis*. — Loi concernant l'application des dispositions de l'Acte additionnel à la Convention internationale pour la protection de la propriété industrielle (3 mars 1903), vol. I, n° 3, p. 345.
- *France*. — Décret concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce (20 mai 1903), vol. IV, nos 11-12, p. 352.
- Circulaire relative à l'enregistrement des marques de fabrique et de commerce au bureau international de Berne, adressée par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes à MM. les membres des chambres de commerce et des chambres consultatives des arts et manufactures (20 août 1903), vol. IV, nos 11-12, p. 355.
- *Mexique*. — Accession à la Convention pour la protection de la propriété industrielle, modifiée par l'Acte additionnel de Bruxelles du 14 décembre 1900 (7 août 1903), vol. IV, n° 10, p. 11.

CONVENTIONS PARTICULIÈRES:

- *Allemagne, Italie*. — Arrangement modifiant la Convention du 18 janvier 1892, concernant la protection réciproque des brevets d'invention, des dessins et modèles industriels et des marques de fabrique (4 juin 1902), vol. IV, n° 10, p. 13.
- *Allemagne, Suisse*. — Arrangement modifiant la Convention du 13 avril 1892, concernant la protection réciproque des brevets, dessins, modèles et marques (26 mai 1902), vol. III, nos 7-8, p. 7.
- *Belgique, Costa-Rica*. — Arrangement concernant la protection réciproque des marques de fabrique ou de commerce (25 avril 1902), vol. I, n° 3, p. 259.
- *France, Italie (Maroc)*. — Entente entre les gouvernements français et italien au sujet de la protection réciproque au Maroc des marques de fabrique et de commerce (19 juin 1903), vol. IV, n° 10, p. 18.
- *France, Italie (Chine)*. — Entente entre les gouvernements français et italien pour la protection réciproque des marques de fabrique et de commerce en Chine (25 juillet, 5 août 1903), vol. IV, n° 10, p. 16.
- *Norvège, Russie*. — Déclaration concernant la protection réciproque des marques de commerce et de fabrique (22 août 1903), vol. III, nos 7-8, p. 36.
- Cf. aussi Croix-Rouge (lois concernant l'emploi de l'emblème de la neutralité dans les marques de fabrique).

Propriété littéraire et artistique. —

- Convention internationale du 9 septembre 1886. — Acte additionnel. — Déclaration interprétative du 4 mai 1894. — Adhésion du Danemark (13 juin 1903), vol. IV, n° 10, p. 5.
- Traité conclu à Montevideo, le 11 janvier 1889, entre divers Etats de l'Amérique du Sud. Adhésion de la Belgique (17 septembre 1903), vol. IV, n° 10, p. 7.
- *Espagne, Etats-Unis.* — Echange de notes entre l'Espagne et les Etats-Unis d'Amérique, en vue de rétablir l'arrangement des 6 et 15 juillet 1895, concernant la protection réciproque de la propriété littéraire et artistique (29 janvier, 18 et 26 novembre 1902), vol. III, n°s 7, 8, p. 39.
- *France, Monténégro.* — Convention (11/24 janvier 1902), vol. IV, n° 9, p. 6. — Loi portant approbation de ladite Convention, vol. II, p. 32.

Propriété mobilière et immobilière. —

- Convention between the United Kingdom and United States of America extending the period for accession of British colonies and possessions to the convention of March, 2, 1899, relative to the disposal of real and personal property (13 janvier 1902), vol. IV, n°s 11-12, p. 148.

Protectorats. — Rapport fait par

M. Etienne Flandin député au nom de la Commission du budget chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du budget général de 1903. vol. I, n° 1, p. 98. — Protectorats. Situation financière de la Tunisie, p. 98. — Budget des recettes et des dépenses, Colonisation, p. 107. — Chemins de fer, p. 108. — Organisation postale, p. 108. — Instruction publique, p. 109. — La propriété foncière en Tunisie, p. 110.

Prusse. — Suisse. — Immeubles sis en Suisse. Double imposition, vol. II, n° 4, p. 100 (6 d).

Pruth. — Convention entre la Roumanie et la Russie concernant la pêche dans les eaux du Danube et du Pruth (9 février, vieux style, 1901) vol. III, n° 9, p. 251.

Q

Quartiers étrangers. — *Japon.* — Concessions de terrains. Immeubles bâtis par étrangers. Impôt foncier, vol. II, n° 4, p. 78 et 79, 4.

Queensland (colonie anglaise de). — *France.* Décret portant admission des colis postaux de valeur déclarée dans les échanges avec les colonies an-

glaises de Queensland, d'Australie occidentale, de Nouvelle-Guinée et d'Afrique centrale (5 octobre 1903), vol. IV, n°s 11-12, p. 399.

R

Rapatriement. — Suisse, vol. II, n° 4, p. 106.

Recrutement. — Listes de recrutement en Italie. V. Suisse : circulaire du Conseil fédéral suisse à tous les Etats confédérés concernant les pièces à produire en vue de la radiation des listes de recrutement en Italie (24 février 1903), vol. I, n° 2, p. 161.

Réformes en Turquie. — V. Macédoine (Affaires de).

Ressortissants. — V. Manumission (actes de).

Russie. — Allemagne. — Déclaration relative au jaugeage des navires. (16 février/1 mars 1902), vol. III, n° 9, p. 243.

Allemagne. — Relations. Cf. Rapport de M. F. de Pressensé, vol. III, n°s 7-8, p. 119.

— *Bulgarie.* — Arrangement concernant les relations télégraphiques (18 décembre, vieux style, 1901), vol. III, n° 9, p. 245.

— *Danemark.* — Arrangement concernant le jaugeage des navires (20 mars, 2 avril 1902), vol. III, n° 9, p. 250.

— *Etats-Unis.* — Convention pour l'échange des mandats-poste (11/23 février 1900, 1^{er} février 1899), vol. III, n° 9, p. 246.

— *Grande-Bretagne.* — Primes sucrières. Etablissement de taxes différentielles. Interprétation de la clause de la nation la plus favorisée (Livre blanc anglais, commercial, n° 1, 1903), vol. III, n°s 7-8, p. 63.

— *Norvège.* — Déclaration concernant les traductions qui doivent accompagner les commissions rogatoires (13/26 mars 1903), vol. III, n°s 7-8, p. 36.

— *Norvège.* — Déclaration concernant la protection réciproque des marques de commerce et de fabrique (22 août 1903), vol. III, n°s 7-8, p. 36.

— *Perse.* — Convention commerciale (27 octobre, 9 novembre 1901), vol. II, n°s 5-6, p. 61.

— *Roumanie.* — Convention concernant la pêche dans les eaux du Danube et du Pruth (9 février, vieux style, 1901), vol. III, n° 9, p. 251.

— *Grèce.* — Déclaration concernant le jaugeage des navires (7 décembre, vieux style, 1901), vol. III, n° 9, p. 250.

- **Serbie.** — Arrangement concernant les relations télégraphiques (7 juillet 1903), vol. III, n° 7-8, p. 38.
- **Suisse.** — Déclaration concernant la situation des Sociétés par actions (anonymes) et autres associations commerciales, industrielles et financières (19 octobre 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 160.
- **Suisse.** — Négociations en vue de la conclusion d'un arrangement sur la capacité civile des personnes morales vol. II, n° 4, p. 99 (4).
- Cf. aussi Extrême-Orient (Affaires d'), Télégraphie sans fil (Conférence), Macédoine.
- Roumanie.** — **Russie.** — Convention concernant la pêche dans les eaux du Danube et du Pruth (9 février, vieux style, 1901), vol. III, n° 9, p. 251.
- Loi du 5/18 mars 1902 sur l'organisation des métiers. — Déclaration de réciprocité avec la Suisse, vol. II, n° 4, p. 99 (6a).
- Roumélie.** — Cf. Macédoine (affaires de).
- S**
- Sainte-Lucie.** — *Adhésion* à l'arrangement international concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée (1903), vol. IV, n° 10, p. 21.
- **France.** — Décret autorisant l'échange de lettres de valeur déclarée avec Sainte-Lucie (30 juin 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 393.
- Saint-Marin** (République de). — **Belgique.** — Convention d'extradition (15 juin 1903), vol. III, n° 7-8, p. 9.
- Saint-Siège.** — Première Encyclique du Pontificat de S. S. le Pape Pie X (4 octobre 1903), vol. IV, n° 10, p. 81.
- **France.** — Correspondance diplomatique (1899-1903). Livre jaune 1903. vol. II, n° 4, p. 11.
- Cf. aussi Vatican.
- Saint-Vincent.** — *Adhésion* à l'arrangement international concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée (1903), vol. IV, n° 10, p. 21.
- **France.** — Décret autorisant l'échange de lettres de valeur déclarée avec Saint-Vincent (30 juin 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 393.
- Salvador.** — *Adhésion* à la Convention de La Haye pour l'adaptation à la guerre maritime, des principes de la convention de Genève (Croix Rouge), (Convention de la paix), (3 avril 1903), vol. III, n° 7-8, p. 5.
- Sanitaire** (service sanitaire volontaire), Suisse, vol. II, n° 4, 77 et p. 109.
- Sea Horse** (Affaire du). — V° Affaires de Venezuela. Livre bleu, 1903, Dépêche n° 12, vol. I, p. 318 et s.
- n° 15, — p. 326
- n° 16, — p. 327
- n° 17. — p. 330
- Séjour** (permis de). — V° Suisse. Arrêté du 21 juillet 1903, vol. I, n° 7-8, p. 239.
- Serbie.** — **Russie.** — Arrangement concernant les relations télégraphiques (7 juillet 1903), vol. III, n° 7-8, p. 38.
- Cf. aussi Macédoine (Affaires de).
- Service militaire.** — **Espagne, Etats-Unis.** — Traité entre l'Espagne et les Etats-Unis. du 3 juillet 1902, art. 5, vol. III, n° 7-8, p. 21.
- Italie, Suisse.** — Avis de la Légation suisse à Rome concernant la nationalité et le service militaire des Suisses nés en Italie (juin 1900), vol. I, p. 348.
- Settlements.** — V° Quartiers étrangers.
- Seychelles.** — *Adhésion* à l'arrangement international de Washington concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée (1903), vol. IV, n° 10, p. 21.
- **France.** — Décret autorisant l'échange de lettres de valeur déclarée avec les îles Seychelles (30 juin 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 393.
- Shanghai** (évacuation de). — Livre jaune 1903 (1900-1903), vol. I, n° 2, p. 139.
- Schoenenbuch** (Bâle-Campagne). Transit des marchandises par Neuwil (Allemagne), v° Neuwil.
- Siam.** — Les affaires du Siam d'après le rapport de M. Dubief au nom de la Commission du budget de 1903, vol. I, n° 1, p. 77.
- Cf. Rapport de M. F. de Pressensé, vol. III, n° 7-8, p. 132 et suiv.
- V° France. Débats parlementaires, séance du 11 mars 1903, vol. II, n° 5-6, p. 231.
- Sierra-Leone.** — *Adhésion* à l'arrangement international de Washington concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée (1903), vol. IV, n° 10, p. 21.
- **France.** — Décret autorisant l'échange de lettres de valeur déclarée avec

- Sierra-Leone (30 juin 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 393.
- Simplon** (tunnel du). — *Italie, Suisse.* — Message du Conseil fédéral suisse à l'Assemblée fédérale concernant le transfert à la Confédération de la concession pour le tunnel du Simplon sur le territoire italien (contenant la Convention du 16 mai 1903 et la correspondance diplomatique y relative), vol. IV, n° 10, p. 68.
- Sociétés par actions.** — *Russie, Suisse.* — Déclaration concernant la situation des Sociétés par actions (anonymes) et autres associations commerciales, industrielles et financières (19 octobre 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 160.
- Somaliland** (Protectorat britannique du). — *Adhésion* à la Convention principale d'union postale universelle de Washington du 15 juin 1896 (2 avril 1903).
- *France.* — Décret fixant les taxes à percevoir pour les correspondances échangées avec le protectorat britannique du Somaliland (23 juillet 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 390.
- *Grande-Bretagne.* — Règlement sur les armes à feu pour le pays de Somalis (6 mai 1903), vol. II, n° 5-6, p. 178.
- Spiritueux.** — Arrangement entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg au sujet du mouvement des alcools et spiritueux à la frontière (2 avril 1903), vol. II, n° 1, p. 5.
- Succession.** — Cf. Traité entre l'Espagne et les Etats-Unis du 3 juillet 1903, article 3, (vol. III, n° 7-8, p. 21 et, 27 (*ibidem*), p. 27).
- Sucres.** — *Convention sucrière.* — (Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Suède et Norvège) (5 mars 1902), vol. I, n° 2, p. 129. — Tableau des dépôts des actes de ratification au 1^{er} septembre 1903, vol. III, n° 7-8, p. 6.
- *Allemagne.* — Loi du 6 janvier 1903 modifiant la loi fixant l'impôt sur le sucre, vol. IV, n° 11-12, p. 323.
- *Autriche-Hongrie.* — Décret ministériel du 26 août 1903 modifiant le taux des droits sur les sucres importés en Autriche-Hongrie, vol. IV, n° 11-12, p. 325.
- *Belgique.* — Loi approuvant la Convention relative au régime des sucres (23 mai 1902), vol. IV, n° 11-12, p. 326.
- *Belgique.* — Loi relative à la fabrication et à l'importation des sucres (21 août 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 326.
- *Belgique.* — Arrêté concernant l'exemption du droit d'accise sur les mélasses impropres à la consommation humaine provenant de la fabrication ou du raffinage (21 août 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 347.
- *Belgique.* — Arrêté concernant la décharge de l'accise sur les sucres et les sirops destinés à des usages industriels ou à l'alimentation du bétail (21 août 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 348.
- *Belgique.* — Arrêté concernant l'exportation ou dépôt en entrepôt public de glucoses avec décharge de l'accise (22 août 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 349.
- *Belgique.* — Arrêté concernant l'établissement d'une surtaxe sur les sucres importés de l'étranger (26 août 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 350.
- *France.* — Loi portant approbation de la Convention signée à Bruxelles le 5 mars 1902 et relative au régime des sucres ainsi que du protocole de clôture annexé à cette Convention (27 janvier 1903), vol. I, n° 1, p. 70.
- *France.* — Loi relative au régime des sucres en France (28 janvier 1903), vol. I, n° 1, p. 67.
- *France.* — Décret déterminant les conditions d'application des dispositions de l'article 4 de la loi du 28 janvier 1903 relative au régime des sucres (26 juin 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 378.
- *France.* — *Rapport* au Président de la République suivi de *décrets* modifiant en ce qui concerne les sucres le tarif des douanes à la Martinique, en Indochine et dans les établissements français de l'Océanie (21 août 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 382.
- *France.* — *Rapport* au Président de la République suivi d'un *décret* appliquant aux colonies les dispositions de la Convention de Bruxelles, relative au régime des sucres (21 août 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 381.
- *France.* — Circulaire de la Direction générale des Douanes relative au nouveau régime des sucres (octobre 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 385.
- *Grande-Bretagne, Russie.* — Etablissement de taxes différentielles Interprétation de la clause de la nation la plus favorisée (Livre blanc anglais, commercial, n° 1, 1903), vol. III, n° 7-8, p. 63.
- *Grande-Bretagne.* — Ordre relatif aux importations de sucre (11 août 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 318.
- *Pays-Bas.* — Arrêté royal concernant les certificats d'origine à l'importation des sucres (7 octobre 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 404.
- Suède et Norvège.** — *Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Espagne*

- France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas.* — Convention relative au régime des sucres (5 mars 1902), vol. I, n° 2, p. 129. — Ratifications (13 mai 1903), vol. III, n°s 7-8, p. 7.
- *Venezuela* (Affaires de). — Cour permanente d'arbitrage. Tribunal arbitral constitué en vertu des protocoles du 7 mai 1903 et d'autres protocoles, Actes et protocoles (sept.-nov. 1903), vol. IV, n°s 11-12, p. 241.
- Cf. aussi au mot Norvège.
- Suisse.** — Rapport présenté à l'Assemblée fédérale par le Conseil fédéral sur sa gestion de 1902, vol. II, n° 4, p. 76.
- Extrait des délibérations du Conseil fédéral. Consul suisse. — Incompétence pour recevoir dispositions testamentaires (23 mars 1903), vol. I, p. 349.
- Arrêté du Conseil fédéral sur le recours de Carl Muller (Autrichien) contre l'arrêté du Conseil d'Etat du canton de Zurich du 26 mars 1903, lui refusant un permis de séjour (21 juillet 1903), vol. III, n°s 7-8, p. 239.
- *Allemagne* — Arrangement avec l'Allemagne modifiant la Convention du 13 avril 1892 concernant la protection réciproque des brevets, dessins, modèles et marques (26 mai 1902), vol. III, n°s 7-8, p. 7.
- *Allemagne.* — Traité du 31 mai 1890. — Application en Suisse. (Etablissement d'un Allemand en Suisse : expulsion). Arrêté du Conseil fédéral du 27 janvier 1903, vol. I, p. 350.
- *Allemagne.* — Convention télégraphique spéciale (7 juillet 1903), vol. IV, n°s 11-12, p. 131.
- *Allemagne.* — Avis de la chancellerie fédérale concernant les actes de manumission des ressortissants allemands (29 février 1884), vol. I, n° 2, p. 162.
- *Allemagne.* — Circulaire du Conseil fédéral suisse à tous les gouvernements cantonaux concernant la correspondance directe avec l'Allemagne relativement aux demandes d'extraits de casiers judiciaires (18 juin 1903), vol. II, n°s 5-6, p. 179.
- *Autriche-Hongrie.* — Traité d'établissement du 7 décembre 1875. Permis de séjour. V° Arrêté du Conseil fédéral du 21 juillet 1903, vol. n°s 7-8-9, p. 239.
- *Belgique, France, Grèce, Italie* — Convention additionnelle à la Convention monétaire du 6 novembre 1885 (15 novembre 1902), vol. I, n° 1, p. 5.
- *France.* — Avis du département politique fédéral concernant la nationalité des personnes nées en France d'une mère née en France et d'un père suisse né hors de France (23 juillet 1894), vol. I, n° 2, p. 162.
- *Italie.* — Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant le transfert à la Confédération de la concession pour le tunnel du Simplon sur le territoire italien (contenant la Convention du 16 mai 1903 et la correspondance diplomatique y relative) (16 octobre 1903), vol. IV, n° 10, p. 68.
- *Italie* — Circulaire du Conseil fédéral suisse à tous les Etats confédérés concernant les pièces à produire en vue de la radiation des listes de recrutement en Italie (24 février 1903), vol. I, n° 2, p. 161.
- *Italie.* — Avis de la Légation suisse à Rome concernant la nationalité et le service militaire des Suisses nés en Italie (juin 1900), vol. I, p. 348.
- *Russie.* — Déclaration concernant la situation des Sociétés par actions (anonymes) et autres associations commerciales, industrielles et financières (19 octobre 1903), vol. IV, n°s 11-12, p. 160.
- Swa-Tow.** — V° Chine.
- T**
- Tarif douanier.** — V. Douanes.
- Taxes différentielles.** — Cf. Sucres Grande-Bretagne, Russie.
- Téléphone.** — *Belgique, Grande-Bretagne.* — Convention téléphonique (21 novembre 1902), vol. IV, n° 10, p. 27.
- Télégraphe.** — Convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg. — Adhésion du Easter extension Australasia and China Telegraph Co (avril 1903), vol. IV, n° 10, p. 24.
- *Allemagne, Suisse.* — Convention télégraphique spéciale (17 juillet 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 131.
- *Bulgarie, Russie.* — Arrangement concernant les relations télégraphiques (18 décembre, vieux style 1901), vol. III, n° 9, p. 245.
- *France, Congo* (Etat indépendant du). — (23 juin 1903), vol. IV, n° 10, p. 24.
- *Russie, Serbie.* — Arrangement concernant les relations télégraphiques (7 juillet 1903), vol. III, n°s 7-8, p. 38.
- Télégraphie sans fil.** — *Allemagne, Autriche, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Hongrie, Italie, Russie.* — Conférence préliminaire concernant la télégraphie sans fil (4-13 août 1903), vol. IV, n°s 11-12, p. 165.
- Territoire étranger (Suisse).** — Passage de douaniers français. Autori-

- sation par autorités suisses, vol. II, n° 4, p. 81, (11).
- Terneuzen** (Canal de T. à Gand). — V. Gand.
- Testament** (dispositions testamentaires). — Cf. Consul (Suisse).
- Timor** (colonie portugaise de). — Décret français portant extension du service des colis postaux aux relations avec la colonie portugaise de Timor (29 septembre 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 398.
- Traite des blanches.** — Cf. Etats-Unis. Loi du 3 mars 1903 réglementant l'immigration étrangère aux Etats-Unis, art. 3, vol. III, n° 7-8, p. 88.
- Transit** de Shœnenbuch (Bâle-Campagne) à Benken (même canton) par commune alsacienne de Neuwil (Allemagne), vol. II, n° 4, p. 81 (14).
— V° aussi Brésil (Amazone, liberté de commerce).
- Transvaal.** — Naturalisation des étrangers au Transvaal et dans la colonie du Fleuve Orange. (Réglementation) (10-18 décembre 1902, 20 janvier, 16 et 25 février 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 306.
Cf. aussi au mot Boërs.
- Travail** (*Contrats de*). — Congo français. Décret portant réglementation des contrats de travail au Congo français et Rapport (11 mai 1903), vol. II, n° 5-6, p. 141.
— (*Protection du travail national*). France. — Décret portant promulgation à la Guadeloupe du 2 octobre 1888, relatif aux étrangers résidant en France, et de la loi du 8 août 1893, relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national (19 décembre 1902). Rapport au Président de la République précédant le dit décret (même date), vol. II, n° 4, p. 31.
- Tribunaux** (*liberté d'accès aux*). — Cf. Traité entre l'Espagne et les Etats-Unis du 3 juillet 1902, art. 6, vol. III, n° 7-8, p. 21.
— *Pièces légalisées par les tribunaux : Reconnaissances dans les rapports entre l'Allemagne et la Suisse*, vol. II, n° 4, p. 99 (5).
- Tubini** (aff.). — V° *Lorando* (aff.).
- Tunisie.** — Rapport fait par M. Etienne Flandin député au nom de la Commission du budget chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du budget général de 1903, vol. I, n° 1, pp. 98 et 358. Situation financière de la Tunisie, p. 98 (budget des recettes et des dépenses). — Colonisation en Tunisie, p. 107. — Les chemins de fer en Tunisie, p. 108. — Organisation postale en Tunisie, p. 108. — L'instruction publique en Tunisie, p. 109. — La propriété foncière en Tunisie, p. 119, et p. 358.
- Tunnel du Simplon.** — V° Simplon (Tunnel du).
- Turquie.** — Grèce. — Convention commerciale (12 avril 1903), vol. II, n° 5-6, p. 97.
— Perse. — Convention douanière (25 août-5 septembre 1902), vol. II, n° 5-6, p. 97.
V. aussi Balkans (question des) ; Bagdad, Lorando (aff.), Macédoine, Orient, Van.
- U**
- Uruguay.** — Argentine. — Traité d'arbitrage en vue de résoudre à l'amiable toutes les questions qui pourraient s'élever entre les deux pays, signé à Buenos-Ayres le 8 juin 1899, suivi d'un arrangement signé à Buenos-Ayres le 21 décembre 1901, vol. IV, n° 11-12, p. 161.
- V**
- Van.** — Création d'un vice-consulat français à Van. — Rapport de M. Dubief au nom de la Commission du budget de 1903 vol. I, n° 1, p. 81.
- Vatican** (Ambassade au). — Cf. La politique extérieure de la France devant la Chambre des Députés (séance du 29 janvier 1903), vol. I, n° 2, p. 214.
— Cf. Rapport de M. Dubief au nom de la Commission du budget de 1903, vol. I, n° 1, p. 82.
— Cf. Rapport de M. de Pressensé, vol. III, n° 7-8, p. 147.
- Venezuela.** — Allemagne. — Protocole relatif au règlement des réclamations allemandes (13 février 1903), vol. III, n° 9, p. 262.
— Allemagne. — Protocole pour le renvoi de certaines questions à la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (7 mai 1903), vol. IV, n° 9, p. 277.
— Allemagne. — La politique extérieure de l'Allemagne devant le Reichstag, vol. I, n° 2, p. 165.
— Argentine. — Note diplomatique du gouvernement argentin à son représentant à Washington, en date du

- 29 décembre 1902 (La Doctrine de Monroe), vol. IV, n° 10, p. 54.
- *France*. — Convention de commerce et de navigation (19 février 1902), vol. III, n°s 7-8, p. 28. — Rapport y relatif fait au nom de la Commission des douanes françaises (6 février 1903), vol. III, n°s 7, 8, p. 29.
 - *France*. — Protocole pour le règlement des réclamations françaises (27 février 1903), vol. III, n° 9, p. 285.
 - *France*. — *Débats parlementaires*. Séance du 11 mars 1903, vol. II, n°s 5, 6, p. 215. — Cf. Rapport de M. Dubief au nom de la Commission du budget de 1903. Relations franco-vénézuéliennes, vol. I, n° 1, p. 72.
 - *Grande-Bretagne*. — Livre bleu anglais (Venezuela, n° 1, 1903), vol. I, n° 3, p. 293; vol. II, n°s 5-6, p. 103; v. III, n°s 7-8, p. 43 et suiv.; vol. IV, n° 10, p. 59 et suiv.
 - *Grande-Bretagne*. — Protocole relatif aux réclamations britanniques (13 février 1903), vol. IV, n° 9, p. 257.
 - *Grande-Bretagne*. — Protocole pour le renvoi de certaines questions à la Cour permanente d'arbitrage à La Haye (7 mai 1903), vol. III, n° 9, p. 273.
 - *Italie*. — Protocole relatif au règlement des réclamations italiennes (13 février 1903), vol. III, n° 9, p. 267.
 - *Italie*. — Protocole pour le renvoi de certaines questions à la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (7 mai 1903), vol. IV, n°s 9, p. 281.
 - *Cour permanente d'arbitrage*. — Tribunal arbitral constitué en vertu des protocoles du 7 mai 1903 et d'autres protocoles. Actes et Protocoles (sept.-nov. 1903), vol. IV, n°s 11-12, p. 241.
 - Mémoire présenté pour le gouvernement de la République française, vol. IV, n° 10, p. 89.
 - Voir Augusto, Ban-Righ. — Indiana.
 - In-Time; Helly, Pastor, Sea-Horse.
- Vice-Consulat.** — Projet de création d'un vice-consulat à Addis-Harrar. Rapport de M. Dubief au nom de la Commission du budget, vol. I, n° 1, p. 81.
- Projet de création d'un vice-consulat à Van. Rapport de M. Dubief au nom de la Commission du budget de 1903, vol. I, n° 1, p. 81.
 - Projet de création d'un vice-consulat à Swa-Tow (Chine). Rapport de M. Dubief au nom de la Commission du budget de 1903, vol. I, n° 1, p. 80.
- Voyageurs de commerce.** — *Allemagne, France*. — Convention en vue de régler le traitement des voyageurs de commerce (12 juillet 1902), vol. I, n° 3, p. 259.

Z

Zanzibar. — Convention between the United Kingdom acting in the name of the sultan of Zanzibar and the United States of America respecting payment of light and harbour dues by vessels of the United States in Zanzibar (5 juin 1903), vol. IV, n° 11-12, p. 156.

Le Propriétaire-Gérant : Alfred LEQUEUX.

Mayenne, Imprimerie CH. COLIN.